

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

LE CROCODILE ET LE SCORPION

La France et la Côte d'Ivoire
(1999-2013)



éditions du
ROCHER

LIGNES DE FEU

LE CROCODILE ET LE SCORPION

Du même auteur

Essais historiques

1061 Compagnons, histoire des Compagnons de la Libération (Perrin, 2000)

La campagne d'Italie, les victoires oubliées de la France (Perrin, 2002)

Les vaincus seront les vainqueurs, la France en Allemagne (Perrin, 2004)

Leclerc (Perrin, 2005)

Foch (Perrin, 2008)

Le général Saint-Hillier, de Bir-Hakeim au putsch d'Alger (Perrin, 2009)

La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (Fayard, 2011)

La vérité sur notre guerre en Libye (Fayard, 2012)

Romans

Otage@bagdad (Privé, 2007)

Nom de code : la Murène (Seuil, 2008)

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

Le crocodile et le scorpion

La France et la Côte d'Ivoire
(1999-2013)

 éditions du
ROCHER

Collection « LIGNES DE FEU »
Dirigée par Daniel Hervouët

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions du Rocher, 2013.

ISBN : 978-2-268-07548-8

ISBN epub : 978-2-268-08393-3

Abréviations

ADO :	Alassane Dramane Ouattara
ALAT :	Aviation légère de l'armée de terre
APO :	Accords politiques de Ouagadougou
BATLIC :	Bataillon Licorne
BC :	Bataillon de chasseurs
BCA :	Bataillon de chasseurs alpins
BCEAO :	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BIMa :	Bataillon d'infanterie de marine
BPC :	Bâtiment de projection et de commandement
CCI :	Centre de commandement intégré
CCLIA :	Compagnie de commandement et de logistique interarmées
CECOS :	Centre de commandement des opérations de sécurité
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Commission électorale indépendante
CEMA :	Chef d'État-Major des Armées
CICR :	Comité International de la Croix-Rouge
CNSP :	Comité national de salut public
COIA :	Centre opérationnel interarmées
COMANFOR:	Commandant de force
COS :	Commandement des opérations spéciales
CPA :	Commando parachutiste de l'air
CPC :	Comité permanent de consultation
CPCO :	Centre de planification et de conduite des opérations
CPI :	Cour pénale internationale
DETALAT :	Détachement de l'ALAT
DGSE :	Direction générale de la sécurité extérieure

DO :	Direction des opérations
DR :	Direction du renseignement
DRM :	Direction du renseignement militaire
ECOMOG :	Economic Community of West African States Ceasefire Monitoring Group
FAFN :	Forces armées des forces nouvelles
FANCI :	Forces armées nationales de Côte d'Ivoire
FESCI :	Fédération estudiantine et scolaire de la Côte d'Ivoire
FPI :	Front populaire ivoirien
FRCI :	Forces républicaines de Côte d'Ivoire
GCP :	Groupement des commandos parachutistes
GIGN :	Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
GTI :	Groupe de travail international
GTIA :	Groupement tactique interarmes
HCR :	Haut commissariat aux réfugiés
IMEX :	Immediate Extraction
MICECI :	Mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire
MINUCI :	Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire
MINUL :	Mission des Nations unies au Libéria
MJP :	Mouvement pour la justice et pour la paix
MPCI :	Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire
MPG :	Matériel polyvalent du génie
MPIGO :	Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest
OMS :	Organisation mondiale de la santé
ONUCI :	Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire
PDCI :	Parti démocratique de Côte d'Ivoire
PHM :	Peloton hélicoptère mixte
PNUD :	Programme des Nations unies pour le développement
RDR :	Rassemblement des républicains de Côte d'Ivoire
RECAMP :	Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix
REP :	Régiment étranger de parachutistes
RHC :	Régiment d'hélicoptères de combat
RICM :	Régiment d'Infanterie de chars de marine

RIMa :	Régiment d'infanterie de marine
RPIMa :	Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RTI :	Radiodiffusion Télévision ivoirienne
TCD :	Transport de chalands de débarquement
UE :	Union européenne
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB :	Véhicule de l'avant blindé
VBL :	Véhicule blindé léger
VBRG :	Véhicule blindé à roues de la gendarmerie
VLRA :	Véhicule léger de reconnaissance et d'appui
VTLR :	Véhicule de transport logistique avec remorque

Derrière la vitrine, un crocodile et un scorpion

C'est l'histoire d'un scorpion qui voulait traverser un fleuve. Ne sachant pas nager, il hèle un crocodile flottant non loin pour lui demander son aide. Le batracien dit son embarras : il aimerait bien rendre service, mais il est certain de se faire piquer par l'insecte qui jure de n'en rien faire, et pour cause, cela lui coûterait la vie. Le crocodile se laisse convaincre, prend la direction de l'autre rive quand, au milieu du guet, son passager le transperce. Sur le point de succomber, il se retourne, incrédule, vers le scorpion qui lui lance, contrit : « Je suis désolé, c'est l'Afrique ! »

L'histoire est sans doute l'une des plus répandues sur le continent, chaque pays l'adaptant à sa manière. Souvent au grand dam de ses habitants, elle est volontiers servie par les Occidentaux pour illustrer la fatalité qui condamnerait l'Afrique au marasme. Depuis l'Indépendance en 1960, elle pourrait tout aussi bien imager les relations de la France avec la Côte d'Ivoire, celle de deux partenaires partageant un même destin de plus en plus contrasté. Il y a encore une vingtaine d'années, la Côte d'Ivoire était présentée comme la vitrine de l'Afrique française, l'appartement témoin d'une décolonisation réussie. Désormais, comme l'écrit le journaliste Ibrahima Signate, elle serait « la vitrine brisée de l'Afrique francophone »^I. Quatre crises majeures, il est vrai, se sont succédé entre-temps, franchissant chacune un cran dans la violence, faisant de plus en plus ressembler le pays à ses voisins d'un continent marqué par deux cents coups d'État depuis 1960, trente-cinq guerres rien que dans l'Afrique sub-saharienne^{II}.

La recherche des causes peut paraître une gageure. Car, avec une antériorité certaine sur la vague complotiste née le 11 septembre 2001, la Côte d'Ivoire est le pays du billard à cinq bandes. Chaque événement est analysé, décortiqué, relu, réécrit, passé à la moulinette de dizaines de

rumeurs. Pourtant, là comme ailleurs, la simplicité devrait guider les raisonnements. La mise à l'index d'un bouc émissaire ou, en l'occurrence du scorpion, celui par qui le malheur arrive, est presque un sport national. Pour les adorateurs de la repentance, le coupable est tout trouvé: c'est forcément la France, tirant les fils d'un système néocolonial, succédané de cette Françafrique dont ils ont eux-mêmes inventé le terme. Cette vision est à la fois caricaturale et étonnamment méprisante puisqu'elle repose sur le paradigme que, hier comme aujourd'hui, les Africains seraient dans l'incapacité de faire prévaloir leurs droits et leurs volontés. Or, au jeu de qui connaît mieux l'autre, n'importe qui aura un temps vécu en Afrique pourra témoigner que ses habitants – et les Ivoiriens en sont le meilleur exemple – sont de redoutables analystes de la pensée française quand le mode de fonctionnement des sociétés locales reste souvent hermétique aux Français.

Le scorpion serait donc la Côte d'Ivoire ? Réduire le rôle de la France à celui d'une victime serait tout aussi malvenu. Dans un des derniers pays au monde où les fables de La Fontaine peuvent être récitées dans la langue originelle en pleine brousse, à des lieues de toute contagion médiatique, Paris ne saurait s'exonérer de toute influence. La décolonisation n'a pas été à Abidjan un point final, mais un trait d'union qu'aucun des dirigeants successifs, d'Houphouët-Boigny à Ouattara, en passant par Gbagbo, n'a vraiment remis en cause. Peut-être viendra le jour où le père de famille ivoirien ne considérera plus comme un symbole de réussite l'installation de ses enfants à Paris plutôt qu'à New York. D'ici là, il revient à la France d'assumer sans gêne son passé et d'être sûre de ses aspirations. Les crises de 1999, 2002 et 2004 ont en effet démontré que l'indécision la conduisait à chaque fois à endosser la panoplie du crocodile ou du scorpion. Parce qu'elle va survenir sous des auspices nouveaux, celle de 2011 lui permettra de faire mentir le vieux conte africain.

I

La Françafrique bogue à l'an 2000

Le 23 décembre 1999, la France et la Côte d'Ivoire sont tels ces parents apprenant que leur enfant modèle, qui portait tous leurs espoirs, est en train de commettre un casse. En dépit des secousses ayant affecté la plupart de ses voisins, nul ne pouvait croire qu'Abidjan se réveillerait un jour avec la gueule de bois d'un coup d'État, elle qui n'en avait encore jamais connu les affres. Futur chef d'état-major de la marine, le capitaine de vaisseau Bernard Rogel assure l'intérim du chef de cabinet du chef d'État-Major des Armées, le général Jean-Pierre Kelche : « Nous étions allés à Abidjan quelques mois auparavant. Tout le monde présentait le pays comme un modèle, où il ne se passerait rien. Si bien qu'à l'éclosion des troubles en décembre, l'attaché de défense m'a certifié qu'il ne s'agissait que de tirs isolés... »^{III} Difficile au début d'en savoir plus ; des hommes en armes circuleraient dans la ville. « À vrai dire, souligne de même l'amiral Patrick Hébrard, alors adjoint du chef du centre opérationnel interarmées (COIA), boulevard Saint-Germain¹, on se préparait beaucoup plus à gérer le bug de l'an 2000, l'Erika et la tempête du siècle »^{IV}.

Le chef du COIA, le général Delort, est ainsi parti en vacances à l'instar de la plupart des autorités françaises. Le président de la République, Jacques Chirac, est à Taroudant, le Premier ministre, Lionel Jospin, en Égypte. Alors chef d'État-Major particulier à l'Élysée, le général Henri Bentégeat rentre du Maroc pour rejoindre immédiatement la cellule de crise mise en place au Quai d'Orsay avec les représentants de la Défense et de la Coopération, et n'en sortira qu'au bout de quelques jours. C'est vers elle en effet que convergent toutes les instructions d'une crise essentiellement gérée, par la force des choses, au téléphone.

L'ambassadeur à Abidjan, Francis Lott, est le mieux placé qui rapporte que le président ivoirien, Henri Konan Bédié, l'a rassuré à plusieurs reprises : il ne s'agirait que d'une mutinerie. Ainsi celui-ci croit-il pouvoir se donner une nuit de réflexion qui finit par ressembler à celle des Longs Couteaux. À 2 h 30, le palais est aux insurgés ; à 4 heures, l'aéroport tombe. En Côte d'Ivoire, cela sera toujours le signal d'alarme. Sans aéroport en effet, Paris ne peut plus évacuer ses ressortissants qui, à l'époque, sont encore plus de vingt mille. Le lendemain, Bédié, suivi par une trentaine des siens, mais lâché par sa garde personnelle, vient demander refuge à l'ambassade de France après avoir échoué à négocier. Il y réclame une « aide logistique » pour « rétablir la légalité constitutionnelle »^v.

Une journée aurait donc suffi à rayer d'un trait quarante ans idylliques ? Parce que les putschistes s'avèrent pour la plupart d'anciens de la MINURCA², qui ont cédé à la colère de ne pas avoir été payés, la tentation pourrait exister de ne voir dans le renversement de l'héritier de Félix Houphouët-Boigny qu'une poussée de colère corporatiste, voire le seul rejet de la personne de Bédié. D'aucuns à Paris y céderont, se voilant la face sur la vraie situation d'un pays en réalité en crise larvée depuis une dizaine d'années. En novembre, le ministre de la Coopération Charles Josselin avait dit la « très grande préoccupation » de la France face aux « tensions graves » en Côte d'Ivoire. Quatre mois plus tôt encore, l'ambassadeur Lott avait aussi mis en garde : « le débat politique dérape et menace les fondements de la stabilité de l'État ». Le putsch sanctionne de fait avec six ans de retard la fin de l'houphouëtisme glorieux, même si souvent ses errements en avaient été volontairement gommés. Le « vieux sage » n'a pas été une main de fer dans un gant de velours, mais une main de velours, qui lui sert à payer toutes les ethnies, dans un gant de fer, qui réprime les oppositions sévèrement, et sans réaction de Paris, comme en 1963, à l'intérieur du parti unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI)³, ou en 1970, lors de la révolte des Bété, une ethnie de l'ouest⁴. User des dividendes du cacao et des nominations pour rassasier toutes les ethnies de francs CFA et de prestige, telle est l'inafaillible recette de stabilité de ce fin calculateur entré dans la politique comme allié des communistes et virulent nationaliste, pour s'y maintenir comme héraut de l'anticommunisme, et non moins fervent partenaire de la France dont il fut sept mois ministre sous les IV^e et V^e républiques. Sur le plan économique, Houphouët colle au fond à la logique qui voudrait que tout pays aussi bien loti pour l'agriculture et

doté en ressources naturelles que la Côte d'Ivoire⁵, prospère pour le bien de sa population. Mais il ne se contente pas de cueillir ce que le pays produit naturellement. Il lance un très ambitieux plan d'infrastructures pour permettre à la Côte d'Ivoire de l'acheminer jusqu'au golfe de Guinée et de là, l'exporter. D'où pléthore de ponts, routes, ports et aéroports. Avec lui, la Côte d'Ivoire change d'ère comme en atteste le *skyline* sur la lagune Ébrié : des immeubles modernes, des villas cossues pour les dirigeants ivoiriens, l'hôtel *Ivoire* et ses vingt-quatre étages, sept cents chambres et... une patinoire, la seule en Afrique, quarante ans avant la piste de ski à Dubaï. Mais le pays est aussi un eldorado pour les descendants des anciens colons qui voient en lui des espoirs de prospérité révolus en métropole. Ou comment une terre indépendante accueille dans les années 1980 trois fois plus de citoyens de son ancienne puissance dominatrice que pendant la colonisation ! 45 000 Français !

L'économie ivoirienne toutefois est telle un Gargantua jamais rassasié. À force de défricher pour produire toujours plus de cacao – dix fois plus en trente ans – le pays dépend trop des cours de la fève qui finissent par chuter de moitié sous l'effet d'un excès d'offre. En 1987, il se déclare insolvable. Houphouët engage un bras de fer avec le marché en bloquant la production ivoirienne. Mais un an plus tard, c'est lui qui cède aux injonctions internationales en abaissant drastiquement le prix qu'il garantissait aux planteurs. Le pays est exsangue, Houphouët nomme un gestionnaire pour Premier ministre, Alassane Dramane Ouattara, qui applique les recettes de libéralisme apprises au FMI dont il était l'un des directeurs à Washington, en mettant fin à quelques privilèges anachroniques accordés aux fonctionnaires, en privatisant, en coupant dans les droits sociaux. « L'ambiance était assez triste, celle de la fin d'une ère, témoigne Bernard Diguët, alors conseiller technique au cabinet du ministre des Finances Daniel Kablan Duncan. La page Houphouët, glorieuse, du boom économique alimenté au cacao et au café, s'achevait »^{VI}. La Côte d'Ivoire est percluse de dettes que la France ne veut plus payer. Le peuple commence à subir les conséquences d'une économie tournant au ralenti ; il crie « Au voleur ! » « Le dilemme était le suivant, résume Diguët : soit la Côte d'Ivoire acceptait la dévaluation du franc CFA, soit la France ne payait plus les échéances de ses crédits ». Le mécontentement monte et trouve en l'opposant, leader du Front populaire ivoirien (FPI), Laurent Gbagbo, un porte-voix multiple : fonctionnaire (professeur d'histoire), socialiste, bété.

Sous la pression de la France, mais aussi du contexte international – la chute du Mur lui ôte le prétexte de préserver le calme dans le camp de l'ouest pour justifier son autoritarisme –, Houphouët instaure le multipartisme le 30 avril 1990. Mais cela ne saurait calmer la contestation face aux mesures de redressement impulsées par Ouattara. Le 18 mai 1991, des parachutistes, aux ordres du colonel Guéï, font une descente dans un fief de l'opposition à Yopougon, un quartier populaire d'Abidjan : Houphouët refuse de sanctionner l'officier. Le 18 février suivant, une vaste manifestation d'opposition dégénère : Laurent Gbagbo et sa femme Simone, ainsi que des dizaines de participants, sont cette fois jugés et incarcérés. Houphouët amnistie six mois plus tard l'opposant condamné à deux ans de prison, mais le régime ne se redressera jamais.

La crise économique dope les tensions interethniques d'un pays à la géographie singulière qui le fait ressembler à un carré, lui-même divisé en quatre parts dont chacune se prolonge bien au-delà des frontières dessinées par la colonisation: au sud-ouest, les Krou appartiennent tout autant au Libéria qu'à la Côte d'Ivoire, comme au sudest, les Akan majoritaires (dont les Baoulés, ethnie d'Houphouët) au Ghana. Au nord-est, les Senoufos débordent très largement au Ghana, au Bénin, un peu au sud du Mali, et au Burkina, de même qu'au nordouest, les Malinké se partagent entre le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée et le Mali^{VII}. À cet agrégat d'ethnies, ferment de conflits comme partout en Afrique, s'est combinée une donnée, elle, bien spécifique à la Côte d'Ivoire, l'explosion de l'immigration qui ne va pas tarder à représenter un quart de la population. D'origine essentiellement burkinabée, elle a fait passer les musulmans devant les chrétiens (40 % contre 30 %), mais surtout, elle a engendré bien des jalousies. Tout à la ferveur d'un pays prospère, Houphouët a en effet accordé aux immigrés non seulement la propriété des terres qu'ils sont venus cultiver, mais le droit de vote. La crise s'installant, les Ivoiriens en viennent à crier au vol dans le premier cas, au « bétail électoral »^{VIII} dans le second.

L'hostilité envers les étrangers a certes eu des précédents dans des périodes plus heureuses. Avant la seconde guerre mondiale, était ainsi apparue une « association de la défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire » ; en 1958, des milliers de Dahoméens, accusés d'accaparer certains emplois, et d'ailleurs souvent appelés les « juifs errants de l'AOF », ont été expulsés après des pogroms dans Abidjan. La nouvelle poussée de racisme à la fin du XX^e siècle, qui n'est pour beaucoup que la

conséquence de la faillite économique, devient cependant, imperturbablement, le déclencheur d'un bouleversement politique. Car la classe politique ivoirienne doit se faire à une évidence de plus en plus probante avec les années : le vote répondant encore majoritairement à des réflexes identitaires, celui qui aura le plus de chances de succéder un jour à Houphouët est celui vers qui se porteront les voix inéluctablement majoritaires des « dioulas », ces musulmans du nord : le Premier ministre Alassane Ouattara, originaire de la même région, qui, tel Édouard Balladur à la même période en France, se pique d'accéder, lui le grand serviteur de l'État, au pouvoir suprême. L'ancien haut fonctionnaire international ne cache pas ses ambitions, jusqu'à tenter un coup de force à la mort d'Houphouët, le 7 décembre 1993⁶. La disparition d'un leader d'un tel charisme ne pouvait qu'engendrer des turbulences. La Constitution avait certes été modifiée trois ans plus tôt pour y pallier, en prévoyant que le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, achèverait le mandat, en l'occurrence jusqu'en octobre 1995. Mais elle indique aussi que le Premier ministre peut suppléer le président de la République en cas d'absence du territoire national. Nommé en 1990, Ouattara l'a déjà fait à de nombreuses reprises lors des voyages du « Vieux » à l'étranger. Il fait comprendre le 8 décembre qu'il ne présentera pas la démission de son gouvernement et demande à la Cour suprême de constater la « vacance »^{IX} de la présidence. Veut-il prendre le pouvoir ? Empêcher simplement Bédié de s'en emparer ? Il s'en défendra plus tard : « Cela ne correspondait pas du tout à mes principes moraux et politiques »^X. Pour lui toutefois, ce n'est que le préambule d'un long combat politique dont il ne doute pas de l'issue heureuse. L'avocat français Jean-Paul Benoit en atteste : « il m'a toujours dit que si les élections n'étaient pas truquées, le rapport de forces était en sa faveur pour de multiples raisons et qu'il serait donc un jour président de la République de son pays »^{XI}. L'ancien directeur de cabinet du ministre français de la Coopération est encore l'un des rares amis du Premier ministre à Paris où sa cote est faible. Trop américain pour la gauche, en raison de sa politique libérale, il est peu apprécié par Jacques Chirac, en premier lieu parce qu'il s'oppose à Bédié, présenté comme l'héritier d'Houphouët, qu'il a tant aimé, et même s'il n'entretient guère d'illusions au sujet de ce dernier : « Il disait sans cesse qu'il était "inerte" »^{XII}, témoigne Michel de Bonnecorse, son conseiller Afrique à l'Élysée dans les années 2000. Ensuite, c'est une affaire privée qui a déplu au président du

RPR. Ouattara a causé un immense chagrin au « Vieux » en se mariant avec celle dont il était très proche, la Française Dominique Nouvion. « Chirac, relate l'un de ses conseillers, a vu Houphouët pleurer à l'hôtel de ville de Paris en évoquant la rupture qu'il venait de vivre »^{XIII}. Ce remariage – Ouattara avait épousé une Américaine en premières noces – lui vaut, cette fois en Côte d'Ivoire, d'autres acrimonies : divorcée d'un professeur, son épouse a fait fortune dans l'immobilier et compte dans ses meilleures relations plusieurs personnalités influentes, à Abidjan comme à Paris, dont Martin Bouygues, présent à son mariage à la mairie du 16^e arrondissement en 1991. Faisant fi des critiques, Ouattara prend un peu plus d'étoffe en créant en 1994 le rassemblement des républicains (RDR) avec les « rénovateurs » trop à l'étroit dans le poussiéreux parti unique. Le contexte lui est favorable puisque Bédié a le courage de s'atteler à la dévaluation du franc CFA qu'Houphouët repoussait sans cesse au lendemain. Effective le 12 janvier 1994, la mesure fait grimper les prix de première nécessité tandis que les revenus dégringolent.

L'arme finalement brandie par les opposants de Ouattara pour lui barrer la route témoignent ou de leur inconscience ou de leur insondable ambition. En exhumant l'« ivoirité », Bédié ne semble guère plus justifier son surnom de « Bouddha de Daoukro » (sa ville natale) si ce n'est par son indolence si souvent exaspérante pour ses interlocuteurs français. Il invoque pour prétexte d'offrir au pays une nouvelle ambition nationale après le traumatisme de la mort d'Houphouët. « Ce que nous poursuivons, déclare-t-il en 1995, c'est bien évidemment l'affirmation de notre personnalité culturelle, l'épanouissement de l'homme ivoirien dans ce qui fait sa spécificité, ce que l'on peut appeler son "ivoirité" »^{XIV}. Sauf que le concept, de ciment, comme le voulait aussi son inventeur dans les années 1970, le jeune chercheur Niangoranh Porquet, va devenir le dissolvant de la nation ivoirienne. Foin de sagesse africano-asiatique dans la manipulation de cette idée nauséabonde, qui aboutit à proposer comme solution expéditive aux tourments du pays de retirer tout bonnement aux immigrés leurs droits afin de les donner aux Ivoiriens. La méthode est diabolique puisque, sous couvert de remédier à une partie des souffrances de ses concitoyens, Bédié écarte de la route son principal concurrent aux élections présidentielles. Il est vrai que dénier à son adversaire la nationalité qu'il prétend détenir est un classique dans le continent aux frontières souvent arbitraires. Omar Bongo se voyait reprocher d'être plus congolais que gabonais pour être né dans le

Haut-Ogooué alors situé au Congo. Même Houphouët a été soupçonné de ne pas être ivoirien, car si sa mère était assurément baoulé de Yamoussoukro, son père aurait été guinéen d'origine. Le dossier de Ouattara est certes plus consistant. Le Français Bernard Diguët se souvient de l'exclamation de sa secrétaire ivoirienne à son sujet: « Oui, il a remis le pays en marche, mais jamais nous n'accepterons d'être dirigés par un Burkinabé ! »^{xv} L'ancien Premier ministre a contre lui d'avoir vécu une partie de sa jeunesse de l'autre côté de la frontière, de s'être vu offrir une bourse d'études aux États-Unis par le gouvernement de Ouagadougou, enfin d'avoir bénéficié d'un passeport burkinabé. Comment ne le serait-il pas alors ? Pendant des années, Ouattara s'escrimera à rappeler que sa nationalité burkinabée n'a tenu qu'à des circonstances particulières, comme celui auquel il la doit, le président du Burkina Faso depuis 1987, l'explique à l'ambassadeur français à Ouagadougou, Maurice Portiche : « La région dont est originaire Ouattara, raconte Blaise Compaoré, faisait partie du même pays que le mien. Et puis grâce à ce passeport, il avait beaucoup plus d'espoir d'accéder à des responsabilités dans les instances internationales ». Des quotas nationaux y régissent en effet la répartition des postes. Avec une nationalité burkinabée peu usitée, Ouattara augmentait ses chances d'être retenu. D'autre part, les Burkinabés jouissent d'une réputation d'excellents gestionnaires – le pays est pauvre, mais son budget bien tenu. « Et il faut bien noter, souligne à son tour l'ambassadeur Portiche, que jamais ce passeport n'a empêché Houphouët de nommer Ouattara Premier ministre ! »^{xvi} Bédié, lui, démontre sa faiblesse en le brandissant comme une incongruité. La manœuvre aurait pu être inoffensive dans une société apaisée. Elle est désastreuse à l'heure de toutes les rancoeurs. À travers Ouattara, c'est l'ensemble de la communauté musulmane qui est portée à la vindicte. Après rapport du panel d'intellectuels consultés pour la forme en décembre 1994, le gouvernement, reniant ses engagements, supprime le droit de vote aux immigrés et impose aux candidats à la présidentielle d'être nés de père et de mère ivoiriens, de n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne et d'avoir résidé en Côte d'Ivoire les cinq années précédentes. Difficile de faire portrait plus fin de Ouattara qui vit alors à Washington... Le chef du RDR contreattaque en faisant alliance avec son homologue du FPI, Laurent Gbagbo, dans un « Front républicain » qui appelle au boycott des premières élections présidentielles du pays. Seul candidat de poids, Bédié obtient 96 % des voix en septembre 1995, son parti, le PDCI, prenant

la majorité des sièges à l'Assemblée. Des manifestations de protestation ont lieu à Abidjan, le général Guéï, qui refuse de les réprimer, est limogé.

Paris reste stoïque. Au nom d'une amitié assumée, Jacques Chirac, élu entre-temps à l'Élysée, se permet certes de reprocher à Bédié son comportement à l'égard de Ouattara^{XVII}. De même, « des messages lui ont été transmis pour le faire revenir sur ses décisions, relate Michel Roussin, ancien ministre de la Coopération. Mais ils n'ont pas abouti »^{XVIII}. L'ivoirité est un test pour la relation francoivoirienne. Comment le gouvernement et l'opposition français pourraient-ils tolérer à Abidjan ce qu'ils dénoncent chaque jour comme un fascisme lancinant chez le président du Front national à Paris ? L'avènement au pouvoir de la Majorité plurielle en juin 1997 produit une situation kafkaïenne. Le Parti socialiste, qui réclame ardemment la fin de la Françafrique, donne d'emblée le ton. Au mois d'octobre suivant, à Brazzaville, terre sacrée du gaullisme flamboyant, le président Lissouba requiert l'aide des troupes françaises pour mâter les milices de Sassou-Nguesso : Paris la lui refuse. Fini le temps d'Alain Peyrefitte, déclarant en 1964, alors ministre du général de Gaulle : « Il est intolérable que n'importe quel palais présidentiel et ses occupants soient à la merci de quelques excités armés de fusils. Les accords avec la France permettent de se prémunir contre de tels risques »^{XIX}. De 1960 à 1964, pas moins de douze interventions militaires ont été menées par la France. Le président congolais, lui, est obligé de plier bagages. Inspiré sans doute par les catastrophes récentes du Rwanda et de la Somalie, Lionel Jospin adapte à l'Afrique le « ni-ni » mitterrandien sur les privatisations : ni ingérence, ni indifférence⁷. Or, comme en arithmétique, deux moins en politique valent souvent un plus : ne pas choisir est déjà un choix, celui de l'impasse. Désormais, que Paris cherche à intervenir sous quelque forme que ce soit dans le débat ivoirien, et tombera sur lui l'anathème de la Françafrique, de la prédation sur les richesses locales. Qu'il s'en désintéresse, et il sera accusé d'un insondable mépris pour les peuples qu'il aurait autrefois exploités sans vergogne. Mais il serait faux de croire que seul Lionel Jospin se condamne au casse-tête. Jacques Chirac y cède lui aussi. Dans la lignée du général de Gaulle auquel il aime tant se référer, il continue certes à privilégier les relations personnelles avec les dirigeants africains, ce qui lui a fait déclarer en 1990 à Abidjan que « le multipartisme est une sorte de luxe que les pays en voie de développement, qui doivent concentrer leurs efforts sur leur expansion économique, n'ont pas les moyens de s'offrir »^{XX}.

Au même rang qu'Eyadéma, Bongo, Déby, Biya ou Compaoré, Bédié en est l'illustration, que le président de la République apprécie parce qu'il voit en lui Houphouët. Néanmoins, derrière les apparences, Jacques Chirac a lui aussi le projet de mettre un terme à l'Afrique à Papa, celle qu'au fond son prédécesseur François Mitterrand a au mieux incarnée en nommant son propre fils Jean-Christophe à la cellule Afrique de l'Élysée. « Son premier discours sur l'Afrique, rappelle Bernard Diguët, en a attesté, dont les maître-mots ont été “fidélité”, aux traditions franco-africaines ; “ouverture”, avec des visites dans des pays non francophones comme l'Angola et le Mozambique ; “modernisation”, en subordonnant tout accord entre la France et un pays africain aux institutions internationales – ce qui signe vraiment l'arrêt de mort de la “Françafrique” ».

La droite avait déjà entamé un retrait du continent en y diminuant l'aide au développement et la coopération militaire, en y fermant des bases. Elle avait aussi lancé les fondations du programme Recamp⁸, formalisé en décembre 1997 à l'ONU, qui consiste à mettre à la disposition des pays de la sous-région des moyens militaires dans l'espoir de les voir régler eux-mêmes leurs différends. L'illustration la plus flagrante de ce nouvel entre-deux français est la cohabitation rue de l'Élysée de deux cellules Afrique, l'officielle, au numéro 2, dirigée par Michel Dupuch, et l'officieuse, au 14, avec la légende du gaullisme en Afrique, Jacques Foccart. Même avec quatorze années passées comme ambassadeur à Abidjan, le premier, conseiller d'État, pourrait sembler ne pas faire le poids face au vétéran des relations franco-africaines. Néanmoins, il connaît bien les réseaux Foccart pour y avoir appartenu. Il se rapproche ensuite beaucoup plus de l'école de Gaston Defferre et de Pierre Messmer, qui vise à laisser les Africains se débrouiller eux-mêmes, supprimer le franc CFA, conditionner toute aide de la France à un accord préalable des instances internationales. D'emblée il marque son territoire en choisissant Bernard Diguët comme collaborateur, un haut fonctionnaire de la Banque de France et non un vétéran du continent. « Des personnes gravitant dans la mouvance africaine, explique celui-ci, m'ont dit que j'avais pris la place qu'ils espéraient ! Dupuch m'aurait fait venir à l'Élysée pour les écarter... » Et la cellule parallèle se voit attribuer la portion congrue. « Même si Foccart continuait à envoyer des notes au président, ajoute Diguët, Dupuch avait coupé tous les liens. Chirac avait rappelé Foccart par respect et fidélité au gaullisme, mais ce dernier ne traitait que les dossiers très particuliers, là où une action

personnelle pouvait s'avérer utile comme au Niger. Il suivait toujours au final l'avis de Dupuch, surtout dans les questions politiques et économiques »^{XXI}.

Il semble toutefois qu'une fatalité se soit emparée de l'analyse des relations franco-africaines. Quelles que soient les positions de la présidence de la république et du gouvernement à l'époque, le terme péjoratif de Françafrique, popularisé par le journaliste François-Xavier Verschave et son association Survie, vampirise tout, réduisant irrémédiablement la problématique africaine à des relations de puissants à faibles, de corrompus à corrupteurs. Or, s'il est indéniable que Paris, aux premières heures de la décolonisation, a continué à s'immiscer dans les politiques locales, que des valises de billets ont poursuivi leurs voyages d'un continent à l'autre, les affaires⁹ qui ont émaillé les vingt dernières années démontrent qu'à peu près tous les régimes africains, ainsi que tous les bords politiques français, en ont profité, et que c'est donc, en quelque sorte, un jeu à somme nulle, une routine, exécration, mais qui ne saurait être l'alpha et l'oméga de la politique française en Afrique. À la fin des années 1990 particulièrement, les « réseaux » sont entourés d'une mystique assez éloignée de la réalité. « La Françafrique n'était déjà plus ce que l'on disait », ajoute Diguët tout en soulignant que des Français ont été très proches d'Houphouët¹⁰ pendant de longues années, mais comme d'autres auprès d'Abdou Diouf. « Souvent coopérants ou anciens coopérants, ils n'étaient pas l'antenne de quelconques officines. S'ils restaient proches des dirigeants africains, c'est en raison de leur intégration totale au tissu politique local après des dizaines d'années de présence sur le continent. En quelque sorte, ils étaient devenus eux-mêmes africains ».

Ces quelques personnalités cachent de surcroît la masse innombrable de ressortissants français, installés de plus ou moins longue date en Côte d'Ivoire, et qui contribuent à tisser et entretenir des liens entre les deux pays. À la jonction des hautes sphères et de la société, la DGSE y joue une partition délicate. D'abord, Abidjan est un « poste Totem », ce qui signifie que les services français doivent informer leurs homologues ivoiriens d'une large part de leurs activités. Ensuite, l'actualité internationale chargée oblige à faire des choix. En janvier 2003, le chef d'État-Major des Armées, le général Bentégeat, fera l'aveu devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale que « la détection de la préparation de coups d'État en Afrique est devenue beaucoup plus difficile » en raison de l'affectation

de moyens dans les nouveaux théâtres balkanique, afghan ou irakien. Enfin, la DGSE a des concurrents très sérieux à Abidjan : les reliques des réseaux Foccart, les nouvelles boutures apparues sous la présidence Mitterrand, les anciens fonctionnaires et diplomates revenus travailler en Côte d'Ivoire dans un cadre privé et qui ont entretenu leurs carnets d'adresses. « Michel Dupuch, relate ainsi Bernard Diguët, disposait de ses propres informateurs en Côte d'Ivoire puisqu'il y avait été longtemps ambassadeur. "Quand une crise éclatait à Yopougon, aimait-il à dire, j'étais au courant le soir même" ». La cellule Afrique de l'Élysée conserve, de fait, même sous l'ère Chirac, une influence certaine. « Sa voix est très écoutée, indique Michel Roussin. Son chef n'est pas tout à fait un conseiller occulte des chefs d'État africains, mais il a du poids dans la prise de décision »^{XXII}. Il ne reste donc à la DGSE qu'une place étroite, ce qui n'est pas sans attiser les tensions entre ses deux principales directions – à l'époque – celles du renseignement (DR) et des opérations (DO). La première, qui a la responsabilité du poste à Abidjan, veille jalousement à ce que la seconde ne vienne empiéter sur ce qu'elle considère comme sa chasse gardée. Or la DO jouit souvent en Afrique francophone d'un accès privilégié aux autorités du pays grâce à la sécurité qu'elle leur procure, en formant généralement leurs gardes rapprochées. « Souvent, note le général Costedoat qui dirigea le service Action de 1989 à 1992, puis la DO jusqu'en 1995, les services rendus créent des liens forts avec les personnalités protégées »^{XXIII}. C'est ainsi que lorsqu'il se rend en visite en Guinée, mais aussi aux Comores ou au Tchad, le général est reçu directement par le chef de l'État et qu'il lui transmet lui-même des messages du directeur général de la DGSE ou des autorités françaises. Et de certifier que, durant l'exercice de ces deux fonctions, « le service Action n'était pas impliqué outre mesure en Côte d'Ivoire ». C'est ainsi que, si Michel Roussin, alors directeur de cabinet du comte de Marenches, patron du SDECE, l'ancêtre de la DGSE, relate avoir assuré la protection d'Houphouët et de ses proches, et qu'à la fin des années 1990, le SA a pris la relève, mais la DR – son chef, Michel Lacarrière, au premier plan – veille à ce que celui-ci reste cantonné dans cette tâche purement militaire. « Au final, analyse Alain Juillet qui fut directeur du renseignement à Mortier, dans un pays comme la Côte d'Ivoire, la DGSE agit beaucoup plus en observatrice qu'en actrice »^{XXIV}.

C'est justement du côté des armées qu'opère le concurrent le plus sérieux des services de renseignement français, en nombre et en

prérogatives. Pour un lieutenant-colonel tenant le poste de la DGSE à Abidjan, une quarantaine de coopérants militaires travaillent en effet au plus près de l'outil de sécurité ivoirien, sans compter les dizaines d'officiers affectés au camp de Port-Bouët. En vertu de l'un des sept accords bilatéraux de défense depuis le 24 avril 1961, la France maintient en effet en Côte d'Ivoire le 43^e bataillon d'infanterie de marine (BIMa), soit 650 hommes. La protection des dizaines de milliers de ressortissants français lui incombe – d'où son installation près de l'aéroport afin de se réserver une voie d'évacuation – mais aussi, et c'est là une clé des quinze années à suivre, la mise à la disposition du pouvoir ivoirien de « toutes aides nécessaires à la défense et, en particulier, à la constitution, au stationnement, à la mise en condition et à l'emploi des forces de défense ». Houphouët en avait sa propre lecture: « l'armée ivoirienne, disait-il, c'est le BIMa », avec pour corollaire: « pas d'armée, pas de coup d'État ». En résumé, pour éviter que ses ennemis ne retournent contre lui les glaives qu'il leur aurait achetés, il a confié à la France la sécurité de son pays. Sur place pendant plusieurs mois, cadres et soldats s'ivoirisent, se créent des amitiés locales, retrouvent parfois des militaires ivoiriens qu'ils ont formés en France ou dans le pays. À la fin des années 1990, trois des sept écoles françaises de formation militaire en Afrique se trouvent en Côte d'Ivoire : Bouaké (école de transmissions), Abidjan (gendarmerie), Attécoubé (marine)¹¹. Y a encore été ajoutée en 1999 une école du maintien de la paix, à Zambakro. De là, la connaissance très fine des armées françaises des rouages sécuritaires ivoiriens, avec laquelle la DGSE peut difficilement rivaliser. Le BIMa patrouille de surcroît dans tout le pays, à part à l'ouest de Man, aux confins des trois frontières qui sont le théâtre permanent de menées libériennes, d'exactions liées aux mines d'or, de mouvements de réfugiés. « Nous voulions éviter toute provocation, explique le colonel de Kersabiec, commandant du BIMa à partir de 2001, et surtout rester en dehors de tous les différends liés aux trafics locaux »^{xxv}.

Les rapports singuliers noués par le BIMa avec le pouvoir ivoirien font grincer des dents à Paris. Au cabinet du ministre de la Défense Charles Millon, à l'heure où les restrictions budgétaires imposent des fermetures de bases, certains ont proposé Abidjan, où « le BIMa, note un conseiller, avait plus les allures d'un Club Med version OPEX que d'un camp militaire. Le commandant était tout fier de présenter au ministre l'école du camp, sa station-service, ses quarante clubs. Sans compter sa situation, très

imbriquée dans la ville, ce qui le rend quasi indéfendable »^{xxvi}. Veto de l'Élysée. D'où la grande question en cette veillée de Noël 1999 : alors que les mutins pillent Abidjan, qu'ils se sont emparés de la RTI¹², qu'ils portent au pouvoir le général Guéï, bien connu des Français pour être passé par Saint-Cyr et Saint-Maixent : comment Paris, vu tous ces « capteurs » en poste dans le pays, n'a-t-il pu prévoir la crise ? « Le putsch a été une surprise totale, reconnaît le général Bentégeat. En réalité, on ignorait beaucoup de choses de la vie réelle. Les Africains sont sous-estimés, voire méprisés. Or ils savent agir avec beaucoup de finesse. Avec nous, ils parlent français, mais lorsqu'ils préparent un coup, ils emploient leurs dialectes locaux »^{xxvii}. Les services de renseignement en particulier n'étaient pas plus sur leurs gardes que d'habitude. « Ils passent leur temps à alerter, note un membre de cabinet gouvernemental. Chaque semaine, ils font circuler des fiches annonçant le pire. À la longue, on finit par ne plus y croire »^{xxviii}. Ou quand les espions français endossent le costume de Cassandre de la République. « Probablement pour Guéï, souligne encore un officier général, la DGSE sera-t-elle capable d'extirper une note où elle annonçait ses visées. Mais il faudra alors la resituer parmi toutes les précédentes qui prévoyaient d'autres coups, d'autres opérations... »^{xxix}

Le moment de toute façon n'est pas à la recherche de coupables. À la cellule de crise du Quai d'Orsay, deux sujets prédominent. En premier lieu, la sécurité des Français sur place. « On craignait qu'Abidjan bascule dans la guerre civile »^{xxx}, relate le général Bentégeat. Le soulagement vient cependant avec le ralliement de l'armée au général Guéï. Ensuite, quelle réponse apporter à la demande d'aide du président Bédié ? Car la température monte sur place. Le BIMa doit dépêcher en urgence, par la lagune, une quarantaine des siens pour venir sécuriser l'ambassade de France qu'assiègent dorénavant des mutins hors d'eux : ils veulent Bédié, et le font savoir en tirant en l'air à l'arme automatique. Le représentant de la France, Francis Lott, se voit contraint d'appeler le général Guéï pour réclamer et obtenir un retour au calme ; il sera la seule autorité française à lui parler. En soirée, les marsouins rentrent à Port-Bouët en emmenant avec eux le président déchu.

À une autre ère, l'opération n'aurait pas fait un pli : vu la considération du président de la République pour son homologue ivoirien, l'armée française serait intervenue dans les premières heures pour mâter la rébellion, quelque valables que soient ses motifs. Il sera avancé que la

tentation existe en 1999. De fait, en Corse, le 2^e REP, en alerte Guépard, se prépare bien à un décollage immédiat pour la Côte d'Ivoire. Une quarantaine d'hommes seraient aussi sur le point d'embarquer au Gabon. En y ajoutant les appels au regroupement des ressortissants émis par l'ambassade de France, ces échos finissent même par faire croire à Guéï que l'appel à la résistance lancé par Bédié sur RFI, sous la protection diplomatique française, a été entendu à Paris. L'ambassadeur Lott doit s'employer auprès du général, tout comme le ministre de la Coopération Charles Josselin auprès de Ouattara, pour certifier qu'il n'en est rien. De fait, les préparatifs en métropole ne sont que des mesures anticipatoires des armées afin de pouvoir répondre sans délai à un éventuel feu vert politique. « C'est le fonctionnement même du COIA, relate l'amiral Hébrard qui en est alors le chef adjoint, que de nous préparer à tout »^{XXXI}. Or les heures passent, sans décision. « Nous avons pensé à une tension entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, ajoute Hébrard, puisque nous ne recevions pas d'ordres ». Une passe d'armes opposerait, dit-on, l'Élysée, partisan de l'intervention, et Matignon, tout à sa politique de désengagement de la France. En réalité, non seulement le clivage idéologique n'est pas aussi marqué entre gauche et droite – la cohabitation se révélant en cela comme un amalgame, plus qu'un affrontement d'opinions – mais la présidence de la République ne réclame pas vraiment l'emploi de forces françaises. S'il ne peut, lui le colonel de réserve, souffrir les putschistes, le chef de la cellule Afrique, Michel Dupuch, propose bien une action de sauvetage que, bloqué au Pays basque par la neige, il transmet au président de la République par téléphone. Mais ce dont le général Bentégeat se fait ensuite l'écho en cellule de crise n'a rien d'un engagement massif: « Au nom du président de la République, relate-t-il, j'ai demandé au Quai si, via une démarche de l'ambassadeur, on pouvait suggérer d'employer les gendarmes ivoiriens pour garantir l'ordre légal ». Réponse négative du gouvernement que le général répercute donc à Jacques Chirac en l'assortissant de sa propre analyse : « les gendarmes seraient inefficaces, on ne peut plus aider Bédié. Le gouvernement est tout à fait hostile à une intervention politique et il est hors de question de déployer l'armée française ». Le président de la République, qui accorde à son chef d'État-Major particulier une confiance totale, n'insiste pas. « Jamais, précise le général, il n'a demandé l'intervention du 43^e BIMa pour sauver la mise au président ivoirien. » La seule requête de Jacques Chirac est que soit assurée l'évacuation de Bédié,

et Lionel Jospin y accède. C'est l'opération Kahia, menée par les forces spéciales. La situation à Abidjan de fait a empiré. Le 25 décembre, le chef du comité militaire a réclamé la livraison de l'ex-Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, et de ses ministres de la Défense et de la Sécurité pour que la passation de pouvoir puisse avoir lieu. Jacques Chirac s'y est catégoriquement opposé. Le lendemain, Bédié consent enfin à partir en exil. L'aéroport étant occupé, c'est en hélicoptère qu'il est prévu de lui faire gagner Lomé. Mais, apprenant que les ministres seront aussi du voyage, le général Guéï menace de faire abattre l'appareil. Une tragi-comédie se joue alors au sol. La femme du président est en effet appelée au téléphone par un interlocuteur mal intentionné l'informant que les rebelles vont faire usage de leurs missiles sol-air. Elle entre dans une crise d'hystérie et ce n'est que sous l'insistante pression des militaires français qu'elle consent finalement à embarquer, deux rotations étant nécessaires pour transporter au Togo toute la suite du président.

Dupuch doit s'avouer vaincu ; la page Bédié est tournée. « Nous avons eu du mal à lui faire entendre raison », confie un conseiller du gouvernement au *Figaro*^{xxxii}. La décision de la France de rester à l'écart en Côte d'Ivoire toutefois n'est pas une première. Déjà, en 1993, Houphouët avait laissé entendre, en raison de troubles sociaux menaçant en particulier l'aéroport, qu'il souhaitait l'application des accords de défense. Le gouvernement Balladur lui avait fait comprendre qu'il n'en était pas question. Car, et ce n'est jamais assez rappelé, les accords ne prévoient pas d'automaticité. « Ils consistaient simplement, rappelle le colonel de Kersabiec, à prévoir la participation aux opérations locales d'une des deux parties si l'autre le demandait. Une large part est laissée au libre arbitre ; il n'y avait aucune obligation pour la France de faire intervenir ses troupes »^{xxxiii}. Dans le cas de Bédié, les motivations à le soutenir étaient de surcroît très faibles. Sur le plan politique, il a inoculé à la société ivoirienne le virus de l'ivoirité. La révision du code foncier, réservant les terres aux Ivoiriens, est à la source de nombreux assassinats dans les plantations. À l'été 1999, Ouattara est ainsi revenu habiter Abidjan dans la perspective des élections de 2000, mais dès le mois de septembre, il a dû s'exiler à Paris pour échapper à une condamnation pour faux et usage de faux après avoir montré en public sa carte d'identité ivoirienne. Les dirigeants du RDR, eux, n'ont pas eu sa chance, qui ont goûté des geôles locales. Sur le plan économique, la présidence de Bédié a été ponctuée de scandales comme le

détournement de fonds internationaux destinés à la santé, ou de magouilles dans la filière du cacao : l'Union européenne, la Banque mondiale et le FMI ont suspendu leurs contributions. Au total, le budget ivoirien s'est vu privé de plus de 2,1 milliards de francs. Du sel sur la plaie béante d'une économie à la dérive avec les cours du cacao et du café en chute. Le « miracle ivoirien » n'est plus qu'un mirage dont seule l'élite tire profit. La corruption a toujours existé en Côte d'Ivoire, qui fait souvent surnommer les dirigeants par le chiffre du pourcentage qu'ils se réservent à chaque passation de marché. Mais contrairement à la pratique précédente, Bédié n'a pas eu l'habileté d'en faire profiter toutes les ethnies. Lui il n'a servi que les siens, les Baoulés. Voilà pourquoi, en 1999, comme l'écrivait Jacques Chirac dans ses mémoires, la France « constate l'isolement politique du président déchu »^{xxxiv} et en tire sa posture passive.

Place donc à celui qu'Abidjan surnomme le « père Noël en treillis » vu la date du putsch, le général Robert Guéï, 58 ans, de l'ethnie yacouba, à la réputation de neutralité depuis qu'il refusa en 1993 de prendre parti entre Bédié et Ouattara, puis en 1995 en refusant au premier l'intervention de l'armée durant la campagne présidentielle. Il lui en a coûté d'être nommé « ministre du Service civique », c'est-à-dire du vide, puisque le ministère n'avait aucune existence. La communauté internationale espère qu'il se comportera comme l'ancien commandant de la garde présidentielle au Niger, Daouda Mallam Wanké, qui, en avril, a mené le coup d'État fatal au président despote (Baré Maïnassara) pour organiser des élections et retourner ensuite dans sa caserne. Guéï se voit plutôt en de Gaulle. Tel le héros du 18 juin attendant patiemment après guerre que la France vienne le chercher à Colombey, il racontera en effet avoir été sollicité par les mutins dans son lointain village de l'ouest où il coulait une paisible retraite. Son entrée en matière est à l'avenant. Jurant ne pas être intéressé par le pouvoir, il dissout les anciennes institutions, promet des élections libres dans l'année et préside un « comité national de salut public » (CNSP), ne comptant qu'un seul Baoulé, où sont associés les principaux partis, le RDR d'Alassane Ouattara, le FPI de Laurent Gbagbo et même une partie du PDCI de Bédié.

Mais la révolution des Œillets espérée ne tarde pas à virer à la moisson d'orties. À l'extérieur, Paris renâcle à reconnaître le nouveau dirigeant qui pourtant s'empresse de faire savoir son admiration pour le général de Gaulle, sa fidélité à Houphouët et sa volonté d'entretenir les meilleures

relations. Pour messagers, il retient l'inamovible directeur du protocole de la présidence, Georges Ouégnin, mais aussi un Franco-Libanais encore inconnu du grand public, Robert Bourgi. Membre du RPR, délégué national pour les pays en voie de développement du Club 89 qui en rassemble les principaux leaders, celui-ci a connu en 1986 sa seule expérience dans un cabinet ministériel, comme conseiller politique de Michel Aurillac, chargé de la Coopération. Depuis qu'il y a été professeur de droit dans les années 1970, il n'ignore rien des arcanes du pouvoir à Abidjan, mais aussi dans la plupart des pays voisins dont il se targue de ne fréquenter que l'élite. « De Dakar à Kinshasa, aime-t-il à dire en parlant à la troisième personne, Robert Bourgi connaît tous les chefs d'État, personnellement. J'ai mis mes relations au service des politiques qui me le demandaient ». L'avocat se plaît ainsi à se présenter comme le successeur de Jacques Foccart, qu'il a longuement côtoyé, et même aimé comme un second père. D'aucuns le lui contestent, pour restreindre son rôle à celui de l'exécuteur de basses œuvres financières. Sa connaissance de la Côte d'Ivoire n'en est pas moins indiscutable, en tout premier lieu son amitié avec Laurent Gbagbo qui prend la tête de la contestation contre les promesses non tenues par le général Guéï. Leur rencontre date d'un débat organisé à l'université d'Abidjan en 1979, autour du thème « de Gaulle, l'homme de Brazzaville », prolongé avec la complicité de bouteilles de vodka et de champagne dans sa maison de la Riviera. « J'ai été séduit par son intelligence vive, son sens de l'humour, la sincérité de ses convictions, relate Bourgi. Pourtant nous étions de deux bords politiques opposés, mais il y avait beaucoup de respect des deux côtés. Depuis ce jour, nous ne sommes plus quittés »^{xxxv}. C'est ainsi qu'il fut l'un des rares à lui écrire lors de son séjour derrière les barreaux, s'attirant au passage les foudres de Foccart. Il pense même suffisamment connaître Gbagbo pour estimer que, « si un certain entourage, malveillant, n'avait pas intrigué, Houphouët et lui auraient pu se rapprocher dès la fin des années 1980 ou au début des années 1990. Ils y étaient prêts¹³ »^{xxxvi}.

L'heure de Gbagbo approche. Guéï essuie en effet un premier échec avec sa missive que Bourgi et Ouégnin remettent au secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin. « Quand je lui en ai parlé plus tard, explique l'avocat, Jacques Chirac m'a expliqué qu'il ne voulait pas entendre parler d'un putschiste ! Il ne lui pardonnait pas d'avoir écarté Bédié ». Quant à Guéï, relate Bourgi, « il a accusé le coup, mais il n'avait rien d'autre à faire... » L'état de grâce, il est vrai, est de courte durée. C'est

sous la pression internationale que, le 21 janvier 2000, le CNSP enclenche les réformes en chargeant une commission de la révision constitutionnelle et électorale. Le FPI fracasse l'éphémère union nationale en dénonçant l'« État RDR » que le Général aurait institué en s'entourant de deux proches de Ouattara, les généraux Coulibaly et Lassana Palenfo. Gbagbo surenchérit en contestant la surreprésentation du nord au sein du CNSP et en accusant Guéï d'avoir été téléguidé par Ouattara qui, de retour quelques jours plus tard à Abidjan, est lavé de toutes les accusations portées contre lui par le précédent régime.

Derrière le leader du RDR, le Burkina Faso est soupçonné d'avoir voulu déstabiliser son voisin en faisant tomber Bédié. Une anecdote semblerait en attester. À une réception organisée à Ouagadougou, exactement le même jour que le putsch, le président Blaise Compaoré a pris à part l'ambassadeur français, Maurice Portiche : « J'ai une information très importante à vous donner, que personne ne connaît encore : il vient d'y avoir un coup d'État à Abidjan ; le général Guéï a pris le pouvoir »^{xxxvii}. D'aucuns en concluront que le Burkinabé est à la manœuvre : comment pourrait-il être informé aussi instantanément ? Ils feindront d'oublier un paramètre fondamental, comme, pendant les dix ans à venir, les tenants mordicus d'un complot burkinabé : la Côte d'Ivoire et le Burkina n'ont longtemps fait qu'un. En traçant une frontière quasiment au centre des villages, le colonialisme a fait des uns des Ivoiriens, des autres des Voltaïques. L'explosion de l'immigration burkinabée en Côte d'Ivoire a entremêlé encore plus finement les deux populations. Rien de ce qui se passe à Abidjan n'est ignoré de Ouagadougou, non pas tant par manipulation machiavélique du pouvoir, que grâce aux simples liens familiaux. L'orchestration de la mutinerie de 1999 par le Burkina, et donc par Ouattara, n'a jamais été démontrée. L'un des principaux leaders putschistes, Laurent Boka Yapi, a même disculpé celui-ci de toute participation^{xxxviii}. Mais vu ses chances de l'emporter aux présidentielles, le chef du RDR est assurément le grand bénéficiaire de la nouvelle donne. Aux mêmes causes donc, les mêmes effets : la gorgone de l'ivoirité fait son retour dans le débat public, encouragée par Laurent Gbagbo, apprivoisée par le général Guéï qui, pas tout à fait inconscient de sa dangerosité, préfère l'appeler « identité ivoirienne ». Elle consacre le chassé-croisé idéologique des partis ivoiriens avec un FPI qui, pourtant socialiste, manie les slogans xénophobes quand le

RDR de Ouattara, largement composé d'immigrés, prône, lui, une politique libérale proche de la droite.

L'adhésion de Gbagbo à l'ivoirité s'explique par un calcul politique, mais aussi parce qu'il est originaire du sud-ouest, la zone la plus touchée par l'afflux d'immigrés en raison de ses très nombreuses plantations de cacao. Son acrimonie pour Ouattara, elle, est plus due à une incompatibilité de caractères. Alors qu'il ne lui reproche pas trop de l'avoir jeté en prison, il ne supporte pas ses manières occidentales, sa femme Dominique, enfin l'affichage de sa réussite, un côté m'as-tu-vu qu'il abhorre, lui qui se targue de ne pas être vénal et l'illustre toujours en clamant *urbi et orbi* n'avoir qu'un compte à la Société générale d'Abidjan¹⁴.

Le 18 mai 2000, le général Guéï passe à l'acte : le gouvernement est dissous, Seydou Diarra nommé Premier ministre et le RDR totalement évincé du CNSP. Le 23 juillet, 86 % d'Ivoiriens – avec une très bonne participation de 65 % – approuvent le nouveau code électoral et la nouvelle Constitution, le RDR appelant à voter oui alors que ceux-ci écartent Ouattara de la course présidentielle¹⁵. Le 25, la France, par la voix du ministre de la Coopération Charles Josselin, appelle à ne pratiquer aucune « exclusion artificielle ». Résultat, quelques heures plus tard, l'ambassade à Abidjan voit converger plusieurs centaines de manifestants, aux sons de « Josselin, dehors avec ton Mossi !¹⁶ », prélude aux grands mouvements de foule plus ou moins spontanés qu'affectionnera le clan Gbagbo. « Nous ne sommes pas, commente le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, dans la même position que les États-Unis qui peuvent exprimer des préférences sans se soucier des conséquences. » La France finit par paraître effacée pour les uns, impuissante pour les autres, elle qui n'a rien pu au putsch de 1999, ni au changement de Constitution, ni au rejet prononcé de 14 des 19 candidats à l'élection présidentielle. À l'aube des élections, *Le Figaro* note le « silence de Paris » : « Contrairement à la poudrière des Balkans, la marmite africaine n'a pas son Bernard-Henri Lévy ou son Régis Debray. Les intellectuels sont aux abonnés absents. Quant au gouvernement, soucieux de s'affranchir des tentations néocolonialistes d'antan, il brille par son embarras »^{xxxix}. Au Parlement, le député de centre droit Hervé Novelli dénonce « la complaisance du gouvernement français, qui semble se cacher les yeux devant une réalité : la manipulation et la fraude annoncée de ces élections ». La campagne présidentielle est dure, émaillée par le complot dit du Cheval blanc : la résidence de Guéï est

assailie dans la nuit du 17 au 18 septembre, par un groupe d'une vingtaine d'hommes qui ne tuent finalement que sa monture. La disparition de l'animal semble symboliser celle de la posture du chevalier blanc de la politique ivoirienne que le général affectionnait. Guéï a confirmé par ses excès le goût pour l'argent qui lui était prêté. « Un jour que le ministre de la Défense Konan Banny suggérait à Houphouët de nommer des généraux, relate Bernard Diguët, celui-ci a pointé dans une liste de dix noms, le dernier, celui de Guéï, alors colonel des pompiers. « “Il est vénal...”, nota le ministre. “Très bien, répliqua le président, on pourra l'acheter !” »^{XL}.

Les généraux Coulibaly et Palenfo se voient accuser d'avoir ourdi un putsch RDR, ce qui ne paraît guère réaliste. Dans un rare élan de détermination, certes voué à l'impuissance, l'Union africaine menace la Côte d'Ivoire d'un embargo aérien si l'élection ne se tient pas dans des conditions régulières. La cour suprême n'en écarte pas moins Ouattara de la liste des candidats le 6 octobre¹⁷. Le 22, 47,56 % des électeurs se rendent aux urnes. Comme la commission nationale électorale s'apprête à déclarer Gbagbo vainqueur, Guéï initie une pratique que copiera son adversaire dix ans plus tard en dissolvant l'institution et en se faisant attribuer 52,72 % des voix contre 41,02 % au socialiste. Le 24, les deux hommes se proclament élus, et les manifestants envahissent Abidjan, dont des RDR appelant à un nouveau vote. En France, le parti socialiste souhaite « toute la réussite nécessaire » à Gbagbo, le RPR réclame, lui, de nouvelles élections. Si Paris a fait pression sur Guéï pour qu'il reprenne le dépouillement, Chirac le menaçant de « conséquences » et Jospin de « décisions », Hubert Védrine, dès le 27 octobre, remet la France dans sa position de spectatrice : « Je ne nie pas qu'il y a un problème mais il faut que les Ivoiriens soient dans l'état de le résoudre entre eux »^{XLI}. Le monde politique français se clive : PS pro-Gbagbo et droite pro-Ouattara qui clame que « la Côte d'Ivoire est en danger ». « Il ne suffit pas d'être socialiste pour qu'une élection devienne démocratique », lance l'ancien ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, Hervé de Charette.

Le 26 octobre, sous la pression de la rue qui a donc raison du putsch, la commission a replacé Gbagbo en tête, et les FPI, secondés par des gendarmes, se retournent contre les RDR avec une violence démesurée. La ratonnade anti-Dioulas est lancée. Des centaines de personnes¹⁸ trouvent la mort, des milliers sont blessés. Un charnier sera découvert à Yopougon avec 57 tués par balles, les gendarmes accusés seront blanchis.

Le second tour se tient enfin. Et Gbagbo l'emporte à 59 % contre Guéi. Mais la participation a été très faible, 37,42 %, en raison du boycott du RDR et du PDCI. Victoire donc à la Pyrrhus pour Gbagbo qui n'a été porté au pouvoir que par moins d'un cinquième des électeurs sur la base de listes à la validité de surcroît contestée. Qu'à cela ne tienne ! contrairement à l'engagement contracté le 10 août avec tous les autres leaders devant les chefs d'État béninois et togolais, Gbagbo renonce à l'union nationale : s'il conserve certains titulaires du gouvernement de transition, sur vingt-trois ministres, seuls trois viennent du PDCI, aucun du RDR.

Le changement d'ère se termine avec les élections législatives qui sont marquées par une nouvelle chasse aux Dioulas dans Abidjan, publiquement encouragée par le ministre de l'Intérieur Émile Boga Doudou. Le champion du RDR étant une nouvelle fois entravé, Français et Américains, par le biais de leurs ambassadeurs – présent pour les premiers, Francis Lott, et passé pour les seconds, Lannon Walker – obtiennent un délai d'une semaine qui lui permettrait, à lui et son champion, de concourir normalement. Mais à peine a-t-il donné son accord que Gbagbo revient dessus, décrète l'état d'urgence et déploie l'armée afin que les élections aient lieu aux dates prévues. L'entre deux tours est ponctué dans la nuit du 7 au 8 janvier 2001 par le complot de la Mercedes noire, une tentative de putsch orchestrée par trois sous-officiers originaires du nord, Tuo Fozié, Chérif Ousmane et Zaga-Zaga, qui est naturellement mise sur le compte du RDR, d'où de nouveaux sévices contre les étrangers. La participation chute encore au second tour, le nord et les quartiers RDR d'Abidjan (Abobo et Adjamé) boycottant massivement. 96 FPI sont élus pour 94 PDCI, 22 indépendants et 5 RDR qui se sont malgré tout présentés.

Débutée avec un proche de Jacques Chirac, la deuxième cohabitation en France va donc poursuivre et achever sa gestion du dossier ivoirien avec un leader membre de l'Internationale socialiste dont les représentants français sont conquis. La générosité du programme tout d'abord – l'école et la santé gratuites pour tous – séduit, y compris quand, face à la même réalité qu'à Paris d'un contexte économique défavorable, le nouveau président est obligé de faire la part belle au libéralisme. Gbagbo, c'est ensuite une trajectoire qui plaît rue de Solférino, celle d'un ancien élève du Petit Séminaire, converti au socialisme à l'université, opposant historique d'une figure du gaullisme, dont il a dénoncé la « dictature » à la création du FPI, en 1982, et pour finir, auteur d'une demi-douzaine de livres, ce qui

contribue à forger la stature d'intellectuel africain qu'il ne dédaigne pas rappeler en se comparant, un rien condescendant, à ses homologues sur le continent. Certains socialistes ont eu l'opportunité de l'apprécier durant ses six années d'exil en France, le Monsieur Afrique du PS, Guy Labertit, lui offrant même l'hospitalité dans son HLM de Vitry-sur-Seine. Si François Mitterrand ne l'a jamais reçu, c'est son gouvernement qui, en 1988, contraignit Houphouët à le laisser rentrer au pays. Tout comme la droite ferma complaisamment les yeux sur les errements de celui-ci et de son héritier, les socialistes français passent à Gbagbo nombre de ses positions. Ses attaques contre le colonialisme paraissent presque naturelles de la part d'une ethnie dont l'étymologie du nom viendrait de *bété o* ! (« mais doucement ! ») – cri de protestation lancé aux colons français. Mais que dire de sa captation de l'ivoirité, thème majeur de sa campagne et de sa politique, bien éloigné de l'humanisme prôné en France par les disciples de Jean Jaurès et de Léon Blum ? Pour l'avoir côtoyé à Paris, les socialistes français parviendraient-ils à doser chez lui la part de vraie conviction personnelle et de cynisme ? Les Bétés et le FPI étant tout deux très largement minoritaires sur les échiquiers ethnique et politique, Gbagbo se doit en effet de rassembler bien au-delà de son premier cercle. Et quoi de mieux pour gagner des partisans en proie aux pires difficultés économiques et sociales que de leur désigner des boucs émissaires, les Français et les immigrés ?

Le drame est que les mots sont parfois suivis de mesures expéditives à l'encontre des plus faibles, qu'incarne le côté face de Gbagbo, sa femme, qu'il appelle « camarade », Simone Ehivet : titulaire d'un doctorat en littérature orale, passée par les bancs de Paris XIII, cette descendante d'une grande famille royale akan est engagée très à gauche depuis sa jeunesse, et l'a payé par plus de prison que son mari, en endurant, elle, la torture dont elle porte les stigmates sur les bras. Son sourire carnassier, le cou toujours tendu vers l'avant depuis un accident de voiture, une expression souvent véhémement, lui confèrent une allure de taureau blessé, toujours prêt à charger son adversaire. Souvent violente dans ses déclarations contre la France et les immigrés, son influence sur Laurent Gbagbo occupe bien des débats dans les chancelleries du monde entier. Raspoutine ou mouche du coche ? Ce qui est sûr est qu'elle draine vers le président des person-nages interlopes comme son propre aide de camp, le capitaine Anselme Séka Yapo, redouté pour ses violentes méthodes, le président de l'assemblée

nationale¹⁹, Mamadou Koulibaly, un dur, et enfin, car la passionaria est très pieuse, le pasteur Moïse Koré. Son pouvoir en tout cas est suffisant pour avoir poussé son mari à rejoindre la même Église évangélique Foursquare dont le pasteur le plus célèbre, « Papa nouveau », lui a prédit qu'il serait élu en 2000. Là encore, la part de calcul politique dans la foi du président est débattue. N'a-t-il pas voulu s'allier les bonnes grâces des chrétiens du sud apeurés par la propagation de l'Islam venu du nord ? L'Église ivoirienne est traditionnellement à gauche, l'archevêque d'Abidjan, Bernard Agré, comptait ainsi parmi les plus virulents adversaires d'Houphouët.

Les bonnes dispositions du gouvernement de Lionel Jospin sont néanmoins contrebalancées par l'attitude attendue du président de la République. Comment un gaulliste pourrait-il s'accommoder du tombeur du « Vieux », d'un socialiste pur jus, qui plus est, critique un peu trop régulier de la grandeur de la France ? Il est un fait que Jacques Chirac ne porte pas Gbagbo dans son cœur. Pas tellement à cause de ses idées politiques – Abdou Diouf, socialiste lui aussi, fait partie de ses amis – mais pour ses liens trop voyants avec le PS français. Alors directeur de cabinet du maire de Paris, Michel Roussin se souvient de ce réfugié ivoirien, qui n'a jamais été reçu à l'Hôtel de ville, car « il était connu pour être très actif dans la mouvance de la cellule Afrique du Parti socialiste »^{XLII}. Au fond, Jacques Chirac ne voit pas en Gbagbo le chef du FPI, mais l'ami de cette Majorité plurielle qui l'a contraint à cinq années de cohabitation. Le président de la République est aussi trop grand expert de la chose politique pour ne pas minimiser les déclarations les plus tapageuses de son homologue qu'il sait destinées aux électeurs ivoiriens et non à la France. Avec lui, il pourra certes ne jamais être aussi chaleureux qu'avec Compaoré ou Eyadéma, néanmoins le rejeter de but en blanc serait contraire au souhait qui lui est cher de rationaliser les relations de la France avec l'Afrique, indépendamment des leaders qui en émergent. Robert Bourgi a préparé leur rapprochement, lui qui ne pouvait supporter de voir Gbagbo accaparé par le camp adverse. Avant l'élection présidentielle de 2000, il a réussi à organiser une rencontre discrète avec le secrétaire général de l'Élysée Dominique de Villepin. « Nous avons discuté une heure et demie autour d'un malt, relate-t-il. Villepin lui a dit: “président [du FPI], je vous reverrai avec plaisir !” Gbagbo de son côté aimait le côté flamboyant du secrétaire général. Il lui a répondu être un admirateur de l'Empereur et de de Gaulle »^{XLIII}.

Les détracteurs de Bourgi, où se rangent en fait à peu près tous les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, criant à la diplomatie parallèle, lui nient cette proximité avec le président de la République français. Tous les conseillers diplomatiques à l'Élysée, sans exception, expliquent même avoir reçu instruction du chef de l'État de lui interdire l'accès à son bureau. « J'ai demandé à Chirac ce qu'il en pensait, relate par exemple Michel de Bonnecorse, successeur de Michel Dupuch, en expliquant que Bourgi semblait disposer de bons relais tout de même. Il a été très ferme: "Pas question d'utiliser Bourgi ! S'il dispose d'informations utiles, qu'il aille au Quai !" »^{XLIV}. D'autres soupçonnent l'avocat d'avoir volontairement, et constamment, dépeint à Gbagbo le portrait d'un Chirac hostile afin de se rendre indispensable à Abidjan dans la résolution de différends qui n'auraient jamais existé. Que Bourgi n'ait pas eu tout à fait l'entregent qu'il prétend avoir, c'est presque une figure de style de la part d'un avocat dont les origines libanaises renforcent l'art du plaidoyer *pro domo*. Mais il est à remarquer que c'est bien Jacques Chirac, et non Nicolas Sarkozy²⁰, qui lui a décerné la Légion d'honneur. D'autre part, la qualité de ses relations avec Villepin et Gbagbo semble naturellement l'appeler à tenter de les conjuguer pour contribuer à l'amélioration souhaitable des relations francoivoiriennes. D'autant que, ainsi qu'en témoigne Hadi²¹, un Franco-Libanais qu'embauchera Gbagbo pour l'élection présidentielle de 2010, « Gbagbo, lui, adorait Chirac ; il le voyait comme le descendant de de Gaulle »^{XLV}.

Enfin, Jacques Chirac fait aussi preuve de réalisme. À côté de Bédié qui a gravement échoué, Ouattara non seulement lui déplaît, mais il semble prendre du recul comme le constate son ami Jean-Paul Benoit dans l'appartement parisien du leader du RDR, avenue Victor Hugo. « En 2000, décrit-il, il eut au moins en apparence un gros coup de mou. Il voulait tout lâcher. Il disait que, bien que le RDR soit la première force politique, il ne parvenait pas à s'imposer »^{XLVI}. Le Français lui répond qu'il lui faut apporter la preuve de cette suprématie et il le convainc de concourir aux élections municipales de mars 2001 qui sont un succès total avec un tiers des communes dans l'escarcelle du RDR. Derrière son flegme, Ouattara cache de fait une volonté sans guère de failles. « Il a tout de même abandonné le FMI et une carrière importante et tranquille pour se lancer dans le combat politique, souligne Jean-Paul Benoit. Il a monté son parti, affronté les pires dangers. Il n'a rien de faible ni de falot comme tentent de le décrire certains de ses détracteurs. Au contraire, son calme et sa

courtoisie cachent une très forte détermination ». Mais le courant continue à ne pas passer avec Jacques Chirac qui, même s'il en était autrement, doit se résoudre *volens nolens* au même constat que dresse le vice-amiral Dupont, futur directeur du cabinet militaire du ministre de la Défense: « Gbagbo était le président élu, le représentant légal de l'autorité, et donc nous n'avions pas d'autre choix que de faire avec »^{XLVII}.

Un voyage inopiné du ministre de la Coopération à Libreville sert de catalyseur. Charles Josselin voudrait en effet faire étape à Abidjan, mais le président de la République ne s'est pas encore exprimé sur l'élection calamiteuse. Le cabinet d'Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, aurait sollicité l'entremise de Robert Bourgi qui, sur le conseil de Dominique de Villepin, se serait rendu à Abidjan pour y organiser le premier entretien téléphonique avec Jacques Chirac. Une passerelle est jetée entre Paris et Abidjan que confirme *Le Figaro* en mai 2001 : « Jacques Chirac estime que le président ivoirien est un homme en qui on peut avoir confiance, qui a le temps pour lui et saura convaincre les bailleurs de fonds »^{XLVIII}. Nouveau signe d'une bienveillance certaine, un mois plus tard, l'Élysée offre à Gbagbo, qui a fait savoir son souhait de se reposer au cours d'une visite privée, le château de Marly, ordinairement réservé aux hôtes de marque. Le 18 juin, il est reçu par Jacques Chirac qui le tutoie aussitôt. Le président de la République peut noter, à défaut d'y succomber, le charme terriblement efficace de l'Ivoirien au contact facile, à l'humour permanent, à la connaissance de l'histoire de France fascinante. Si Ouattara est le stéréotype de l'homme africain comme le rêvent les Occidentaux, Gbagbo, lui, est celui de l'Africain débonnaire, rigolard, aimant la musique – il compose des chansons et joue de la guitare – se levant très tard, dingue de football, amateur de femmes au point de s'être marié trois fois²². La même séduction opère sur une estrade politique. Gbagbo captive les foules en leur parlant simplement, le plus souvent sans notes. « Je veux dédier ma candidature à tous les enfants de pauvres de Côte d'Ivoire, a-t-il lancé pendant la campagne. Je voudrais que vous preniez courage et que vous ne pensiez pas que la vie est un enfer pour vous »^{XLIX}. Nombre de ceux qui lui étaient défavorables changent d'avis après une rencontre ou un discours. De là, son surnom de « Boulanger », parce qu'il roule dans la farine. Mais le terme, somme toute sympathique, reflète mal la détermination du personnage qui, après vingt ans d'opposition, de prison, d'exil, relayé par la « presse bleue »²³ dans ses discours, par son épouse et divers individus peu

ragoûtants dans ses actes, est prêt à tout pour accéder au pouvoir, puis le conserver.

1. Ancêtre de l'actuel Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

2. Mission des Nations unies en République centrafricaine.

3. Créé le 9 avril 1946 par Félix Houphouët-Boigny.

4. Les chiffres de victimes fluctuent de quelques centaines à plusieurs milliers, qu'il faut toutefois mettre en face de celles qui sont de la responsabilité du leader étudiant, Gnagbé Kragbé, et de ses sbires, aux méthodes les plus sordides, Kragbé expliquant que « le sang parle mieux aux masses, car c'est le langage de la politique » (http://www.leconservateur.net/leconservateur_1NKragbe.html).

5. Du nickel et du manganèse dans le centre, de l'or et des diamants dans l'ouest, du cuivre et du mercure dans le nord, du chrome et de la bauxite un peu plus au nord encore. Sans compter le pétrole, présent dans ses sous-sols et off-shore.

6. Date officielle. Il semblerait qu'il soit mort plus tôt.

7. La dernière intervention de la France en Afrique date donc de mai 1996 quand elle a aidé Ange-Félix Patassé à se maintenir au pouvoir à Bangui.

8. Renforcement des capacités de maintien de la paix.

9. Affaires du Carrefour du développement, Angolagate, Elf, etc.

10. Citons Guy Nairay, issu de l'administration coloniale, appelé le « gouverneur », comme chef puis directeur de cabinet; Alain Belkiri, préfet au secrétariat général du gouvernement, mais aussi un conseiller inamovible, ami depuis 1944, et ex-journaliste de Radio Brazza, Roger Perriard, qui, à la mort du « Vieux », continua à prodiguer ses conseils à Bédié. Enfin, Antoine Cesareo, directeur des grands travaux, dont celui de la basilique de Yamoussoukro où son portrait figure sur un vitrail – remercié en 1989 après 26 années de collaboration.

11. L'infanterie est au Sénégal, l'état-major au Mali, la Santé au Togo

12. Radiodiffusion Télévision ivoirienne.

13. Dans une lettre montrée à l'auteur, datée de mars 1992, Gbagbo envisage en effet un rapprochement avec le « vieux sage », mais à condition

d'une relation « franche, sincère et loyale » qu'il doute pouvoir obtenir.

14. Une supercherie, comme la crise de 2011 le mettra en exergue.

15. En votant non, il aurait pu se retrouver très minoritaire, et puis il bluffe en faisant comme si Ouattara entrait dans le cadre de l'éligibilité, ce qui n'est pas le cas puisque l'article 35 du texte exige l'origine ivoirienne des deux parents.

16. Ethnie du Burkina Faso et autre surnom des populations du nord. L'allusion concerne donc Ouattara.

17. Tout comme Émile Constant Bombet, qui a réussi à se faire désigner devant Bédié par le PDCI qui, fait extraordinaire après quarante ans d'houphouëtisme, ne concourt donc pas au scrutin puisque l'ancien président, qui a maintenu sa candidature, est lui aussi évincé par la cour suprême.

18. 155 officiellement.

19. Où Simone Gbagbo préside le groupe FPI.

20. Comme la rumeur l'affirme souvent. Le décret de nomination, qui faisait partie de la promotion du 14 Juillet, fut l'une des dernières décisions du président de la République en avril 2007.

21. Pseudonyme.

22. La troisième, avec Nadiana Bamba, de manière traditionnelle et secrète.

23. Ainsi appelée en raison de la couleur de la première page de ses publications : *Fraternité Matin*, *Le Temps*, *Le Courrier d'Abidjan* et *Notre Voie*, le plus antifrçais de tous.

II

La Licorne dans le marigot

La France semble avoir fait un pari. Au nom de l'alternance démocratique qui a permis de tirer un trait sur l'houphouëtisme moribond, elle serait prête à oublier l'accession laborieuse au pouvoir de Gbagbo afin d'initier des relations plus profitables à chacun comme l'explique le vice-amiral Dupont : « Ce qui importe le plus pour la France, c'est la stabilité de la Côte d'Ivoire et partant, de toute la sous-région. Donc, même si le gouvernement en place n'a pas tous les gages de légitimité, et quelles que soient les motivations des partis adverses, nous nous efforcerons de le soutenir »^L. Fin avril 2001, Laurent Fabius et Charles Josselin ont signé pour 51 millions de francs de conventions de coopération dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur. « Très attentive à ce qui se passe ici, explique le premier, alors ministre des Finances, [la France] a une appréciation très positive des évolutions politiques en Côte d'Ivoire ». Stand-by en revanche du côté de la coopération militaire, policière et budgétaire : l'avis de l'Union européenne et du FMI est attendu après le « round d'observation » qui doit prendre fin le 15 mai. Mais Paris pousse Bruxelles à agir vite. Alors que, de 1991 à 1997, l'UE versait 660 millions de francs par an, en 2000, elle n'en a acquitté que 72,5 millions. Or il est estimé que de 6 à 10 milliards par an seraient nécessaires pour relancer l'économie de la Côte d'Ivoire. Le plaidoyer français ne convainc finalement l'Europe et le FMI qu'à reprendre progressivement leur aide, obligeant Paris à faire de même, le ministre ivoirien des Finances en appelant à un « traitement particulier de la part de la France, compte tenu de la qualité de nos rapports »^{L1}. Le rapprochement permet néanmoins au gouvernement français de faire pression sur Abidjan pour que soit organisée une forme de réconciliation nationale. En dehors de deux chefs d'État

africains, le Malien Konaré et le Ghanéen Kufuor, le seul ministre présent à la cérémonie d'ouverture, le 9 septembre, est français, Charles Josselin. Mais l'initiative vire au procès du PDCI et de Ouattara, lequel revendique le 26 novembre de nouvelles élections présidentielles « dans un à deux ans »^{LII}. Quatorze points d'accord sont néanmoins trouvés, essayant de faire table rase du passé et d'assainir le climat politique en prévoyant en particulier la délivrance d'un certificat de nationalité ivoirienne au chef du RDR¹.

Avec l'assentiment du nouvel ambassadeur à Abidjan, Renaud Vignal, les militaires français reprennent également la coopération. Dans ce domaine encore, Gbagbo fait étalage de son double discours. Alors que certains dans son entourage, comme le ministre de la Défense Moïse Lida Kouassi, avaient cru comprendre qu'il appellerait au départ du 43^e BIMA, symbole pour les durs du régime d'un néoimpérialisme français, le nouveau président n'a attendu que quelques heures d'exercice pour déclarer que, bien entendu, il espérait son maintien. C'est ainsi qu'à l'occasion de la visite des plus hautes autorités militaires locales, le nouveau commandant du BIMA, le colonel de Kersabiec, entend, un peu médusé, le CEMA ivoirien expliquer à son ministre de la Défense : « Nous, on a le 43. Mais il n'a pas d'avions. Il nous en faudrait donc ! »^{LIII} Comme au temps d'Houphouët, les Ivoiriens réfléchissent donc toujours en symbiose avec les Français, comme si le 43 faisait partie intégrante de leur dispositif militaire.

Kersabiec pour sa part est heureux de retrouver ce pays qu'il a connu, jeune lieutenant, à ses débuts dans l'infanterie de marine : « L'âme ivoirienne est immuable, toujours optimiste, avenante, généreuse. Il n'y avait pas de tensions notables même si les gens étaient marqués par les événements de 1999. Ils se croyaient, eux les enfants d'Houphouët, héritiers d'un pays de cocagne, à l'abri de ce genre de divisions violentes. » Les autorités militaires ivoiriennes lui manifestent leur plaisir à le voir revenir au pays comme s'il avait dû surmonter des obstacles pour y parvenir alors qu'il n'en est allé que du jeu des affectations. Les Ivoiriens confèrent aussi au patron du « BIMA », comme ils disent, des pouvoirs phénoménaux. Et Kersabiec ne fait rien pour les contredire. Ainsi n'a-t-il pas modifié la petite comédie se déroulant à chaque prise de commandement, consistant à faire défiler les mêmes troupes et les mêmes véhicules plusieurs fois pour faire masse sans que l'assistance s'en rende compte.

Les Ivoiriens ne sont pas les seuls à regarder le colonel avec des yeux de Chimène... Les ressortissants français aussi se montrent très prévenants à son égard, et c'est bien compréhensible, le patron du 43 devenant instantanément l'homme le plus important de la planète en cas d'évacuation. L'augure en est diversement ressenti. Avant de quitter Paris, Kersabiec a ainsi pu déjeuner avec l'ambassadeur Vignal, nouant au passage la meilleure des relations avec ce socialiste bon teint, chiraco-compatible, qui affichait de belles ambitions : « ce pays est en mouvement, a-t-il expliqué au colonel. Nous devons l'aider pleinement. C'est la France qui va le sortir de ses difficultés actuelles ». Les premiers actes de Laurent Fabius et Charles Josselin n'ont fait que le confirmer : le Quai d'Orsay appuie Gbagbo. Et Vignal en rajoute lors du 14 juillet 2002 en s'exclamant devant le président ivoirien : « ce pays va mieux, grâce à vous. La France y a cru. Les vieilles lunes sont derrière nous ». Un gouvernement d'union nationale, avec des ministres RDR, ne voit-il pas le jour le 1^{er} août ? Une page semble en apparence tournée. Durant l'été, dans une de ces conférences de presse dont il a le secret, Gbagbo lance : « plus jamais de coup d'État ! » L'incantation fait certes partie des coutumes nationales. À force de déclamer de grands principes, les Ivoiriens finissent même par y croire. Mais en l'occurrence, les Français sont convaincus de leur bonne foi. « Nous avons vu tous les opposants se tenir main dans la main à Yamoussoukro, relate Kersabiec. C'était une superbe image et on y a cru ! Nous étions sur un nuage ». De leur côté cependant, les autorités militaires françaises se montrent plus prudentes : le colonel a ainsi reçu pour instruction d'accorder la priorité à l'entraînement des troupes ivoiriennes « car on ne sait pas de quoi l'avenir sera fait ». Un clivage se concrétise entre le Quai d'Orsay et l'État-Major des Armées au sujet de la confiance à accorder au nouveau pouvoir ivoirien. Mais encore faut-il distinguer, à l'intérieur de l'institution militaire, ceux qui sont en poste à Paris ou à Abidjan. La magie Gbagbo en effet opère y compris au sein du 43^e BIMa où Kersabiec admet avoir été séduit par cet « extraordinaire acteur, surtout pendant ses discours télévisés que personne ne ratait. » Et pour lui, c'est évident, « il n'était absolument pas anti-français. C'est une façade qu'il s'était inventée ».

Avec l'ambassade et le BIMa plutôt bien disposés à l'égard du président, ADO – ainsi que les Ivoiriens, friands d'acronymes, appellent Ouattara – ne peut guère espérer de la France pour l'instant. Ses relais à

Paris sont rares, la gauche ayant basculé en faveur du camarade Laurent, la droite répugnant à céder aux vieilles tentations. « Au nom de quoi, écrit le député RPR Bernard Debré, les Occidentaux s'autorisent-ils à exiger des autorités ivoiriennes une candidature à l'élection présidentielle non conforme à la Constitution ? »^{LIV}. Pourtant, l'assise politique de Ouattara est confirmée comme les deux premières élections, organisées librement, l'ont rappelé. Le 25 mars 2001, le RDR a obtenu aux municipales 27 % des voix, devant le FPI et le PDCI à quasi-égalité, ainsi que l'Union pour la paix et la démocratie en Côte d'Ivoire (UDPCI), nouveau parti du général Guéï. Succès à peu près équivalents le 7 juillet 2002 lors des élections départementales. Très peu s'alarment en France de la partition nette entre le nord et le sud que celles-ci mettent en évidence^{LV}. Parmi eux, la direction du renseignement militaire (DRM) rapporte depuis juin des « tensions latentes » entre les deux régions, et, « ce qui est un phénomène nouveau [...] entre musulmans et chrétiens »^{LVI}, une crise économique larvée, des forces sécuritaires livrées à elles-mêmes. À cette époque, l'Afrique n'intéresse pas la France, encore sous le coup de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, de la dégradation de la situation intérieure ou, à l'étranger, de l'Afghanistan, de l'Irak et de la seconde Intifada. De plus, le ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, qui a pourtant su démontrer sa poigne au RPR, ne parvient pas à s'imposer face au charismatique ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, à la tête d'un Quai plutôt serein à l'égard de la Côte d'Ivoire. Le nouveau chef de la cellule Afrique à l'Élysée, Michel de Bonnecorse, en est surpris. Ouvrant le dossier ivoirien, il tombe sur un télégramme de l'ambassadeur Vignal très optimiste, décrivant Gbagbo, se souvient-il, comme « un pragmatique, qui certes aurait préféré Jospin pour président de la République française, mais désireux d'un rapprochement ; il ne méritait pas la suspicion dont il faisait l'objet depuis 2000 et de toute façon, la Côte d'Ivoire étant un État de droit, la France se devait de composer avec le président élu »^{LVII}. Déçus de leur défaite cinglante en avril 2002, des socialistes français auraient néanmoins convaincu Gbagbo qu'avec Lionel Jospin, tout aurait été plus facile, que Jacques Chirac – au centre alors de plusieurs affaires très médiatiques – cacherait son jeu, qu'il ne chercherait qu'à le renverser, lui qui serait le roi des combines sur le continent. « Ce qui est faux, certifie Bonnecorse. Il n'en a jamais commis une seule en Afrique. Les réseaux Foccart ont eu leur utilité du temps où il n'y avait pas de relais

institutionnels. Mais au début des années 2000, ils n'étaient plus d'actualité. L'idée était bien de rendre l'Afrique au Quai d'Orsay; elle était revenue à la normalité depuis le départ de l'Élysée de Jean-Christophe Mitterrand ». Pour Gbagbo aussi, se peindre en victime de la chiraquie est bien pratique; cela lui permet de justifier ses tentatives ratées de rapprochement avec la France, se dédouanant ainsi de toute responsabilité personnelle.

À l'été 2002, la Côte d'Ivoire n'est pas non plus une priorité à l'État-Major des Armées. « Nous n'avons rien senti venir, relate l'amiral Hébrard qui commande alors le COIA. Notre sujet numéro 1 à l'époque était l'Afghanistan, ensuite le Kosovo. Il y avait eu aussi l'élection présidentielle, l'arrivée d'un nouveau ministre de la Défense, l'attentat de Karachi. Période très chargée donc »^{LVIII}. Ainsi, le BIMa s'apprête-t-il à célébrer le 1^{er} septembre qui est la fête de Bazeilles, chère aux troupes de marine. Pour l'occasion, le colonel de Kersabiec a organisé un très gros exercice auquel il veut associer les Ivoiriens, mais il relève qu'« ils montrent très peu d'enthousiasme et n'acceptent finalement de participer que du bout des lèvres »^{LIX}. Le 15, il se trouve avec son PC à 100 kilomètres à l'ouest de la capitale économique quand il reçoit un appel du COIA : « Est-ce que tu peux nous envoyer d'urgence le scénario de ta manœuvre, car tu es suspecté de préparer un coup d'État contre la Côte d'Ivoire ! » Il s'exécute, fait vérifier à Paris la conformité de son exercice avec les accords de défense et le COIA, probablement alerté par un article malveillant de la presse locale, ferme la parenthèse. La manœuvre suit son cours pour les Français et les Ivoiriens avec un long exercice de tir de trois jours. C'est donc lessivé que Kersabiec rentre à Abidjan le 18, et s'endort sans difficulté. Mais à 5 heures du matin, coup de téléphone. À l'autre bout, l'attaché de défense de l'ambassade, le colonel Philippe Bonnel : « Tu entends quelque chose ? »

En effet : des coups de feu brisent le silence nocturne. « Le premier réflexe de tout commandant du 43, relate Kersabiec, est de penser à la sécurité des enfants du campement ». Dans peu de temps, le bus viendra les chercher pour les emmener à l'école. Or le colonel a appris de ses prédécesseurs que le ramassage scolaire est le baromètre des crises ivoiriennes : « si le bus du BIMa circule, alors c'est que la situation n'est pas alarmante ». Aujourd'hui, elle le sera. Car Kersabiec interdit le transport. Les instructions de Paris tombent dans la foulée : le 43 ne doit pas sortir de Port-Bouët. Une partie des forces armées ivoiriennes (FANCI) a

succombé pour la sixième fois à une mutinerie, avec toujours pour même motif, la non-reconduction de leur contrat. Dans la nuit, 750 « zinzins », l'ancienne garde rapprochée du général Guéï, qu'il avait recrutés dans sa région natale de l'ouest et qui ont été remerciés par Gbagbo le 18 septembre, ont attaqué la caserne d'Agban à Abidjan. Mais des troubles sont aussi signalés dans le nord et le centre où le succès est foudroyant puisque les grandes villes de Bouaké et Korhogo sont investies. Le flou entoure les responsables, mais Gbagbo, lui, ne s'embarrasse pas pour les ranger tous dans le même sac bushien des « forces du mal ».

À Paris, l'État-Major des Armées exige des renseignements, mais le BIMa peut-il les obtenir sans sortir du camp ? Heureusement, Kersabiec sait pouvoir compter sur le très bon réseau des coopérants militaires et civils qui, insérés dans les forces ivoiriennes, lui donnent vite la clé de ce qui s'avère un échec pour les rebelles à Abidjan : « la gendarmerie ivoirienne a sauvé le régime ». Au sein des FANCI en effet, le bataillon blindé par exemple ne sort de ses quartiers qu'à 15 heures le 19. Qu'a fait entre-temps le CEMA ivoirien, Mathias Doué ? Comme dans tous les conflits africains, la balance hésite entre l'incompétence – incapacité à résoudre dans l'urgence des problèmes d'essence, de pneus, etc. – et la compromission avec les putschistes.

Le colonel de Kersabiec apprend également que la ville se couvre de cadavres, loin d'être tous liés aux opérations militaires. Les cibles de ce qui sera appelé les « Escadrons de la Mort » sont essentiellement les Dioulas, assassinés la nuit après que leur maison a été marquée le jour d'une croix blanche, mais aussi quelques personnalités politiques comme Robert Guéï lui-même, exécuté avec sa femme. « Il va m'arriver quelque chose »^{LX}, lâchait le général peu de jours auparavant. Le couple Ouattara, lui, parvient à échapper *in extremis* à ses agresseurs qui viennent défoncer sa propriété avec un blindé, en se ruant vers l'ambassade d'Allemagne dont il escalade le mur d'enceinte. Gbagbo enfin se trouve à Rome, qu'il ne quitte que le 21. L'alibi est trop facile pour ses détracteurs qui en font le *deus ex machina* de l'opération, laquelle serait donc une rébellion de pacotille, la présence de proches de Simone dans les Escadrons de la Mort ayant été mise en exergue par les services de renseignement français². En riposte, les partisans du président font remarquer que son propre ministre de l'Intérieur, Alain Boga Doudou, a également été assassiné. Comme cerveau de l'affaire, ils désignent dans un premier temps le général Guéï, lui qu'une version

officielle dit avoir été tué en route vers la télévision où il se serait apprêté à annoncer son second putsch. En réalité, il a été extirpé de son domicile en survêtement, sans aucun garde du corps à son service : un tableau difficilement compatible avec celui proposé par le pouvoir qui l'abandonne donc rapidement.

Selon Guy Labertit, ami français de Gbagbo, la thèse de règlements de compte organisés « est un artifice monté de toutes pièces pour éviter de faire appliquer les accords de défense »^{LXI}. Très vite en effet, particulièrement dans le nord où les rebelles brillent par leur encadrement, à mille lieues d'une troupe de soudards en colère, et au constat de la belle mécanique du putsch, avec attaques synchrones dans tout le pays, une autre thèse se fait jour, comme en 1999, celle d'une manipulation par le Burkina Faso qu'un porte-parole de Gbagbo, Toussaint Alain, qualifie d'« État voyou »^{LXII}. Un nouveau mobile par rapport à la précédente crise alourdit le dossier de Ouagadougou. Houphouët en effet avait pris Compaoré sous son aile, l'adoubant en quelque sorte comme son fils spirituel. À sa mort, le Burkinabé est devenu à la fois son successeur, mais aussi le doyen des chefs d'État de la sous-région. Il est donc doublement à respecter, particulièrement en Côte d'Ivoire. Quiconque prend le pouvoir à Yamoussoukro se doit de lui rendre visite, pour retirer ses conseils. Ce que n'a pas fait Gbagbo en 2000, attitude d'autant plus irrespectueuse que Compaoré l'avait accueilli au Burkina lorsqu'il était le leader de l'opposition à Houphouët, en lui offrant villa, moyen de locomotion et argent. Le grand Blaise aura-t-il voulu se débarrasser de cet ingrat qui se pique de surcroît de prendre sa place de leader régional ? L'ambassadeur français à Ouagadougou, Maurice Portiche, n'y croit pas du tout. « Cela ne fait pas l'ombre d'un doute, explique-t-il : les causes de la crise de 2002 sont ivoiro-ivoiriennes, l'ivoirité, la misère, etc. Que Compaoré soit lui-même l'instigateur de la crise, qu'il ait directement armé et financé les rebelles est impensable. Il affectait depuis quelques années de se présenter comme le vieux sage de l'Afrique de l'Ouest, ce n'était pas pour fomenter un coup d'État ! Et il est grotesque de l'imaginer également manipulé par les Français »^{LXIII}. Cette vision d'une Françafrique omnipotente est très infantilissante pour le continent. « Compaoré, ajoute l'ambassadeur, me dira par la suite au sujet de Villepin : “Mais il croit quoi ? Que je vais lui obéir au doigt et à l'œil ?” »

En revanche, que le président burkinabé et les siens aient des sympathies pour la rébellion est une évidence, parfaitement compréhensible. Comment pourrait-il en être autrement vis-à-vis d'un pays où leurs compatriotes sont spoliés, violés, assassinés ? La propre maison de l'épouse du président burkinabé, pourtant une Ivoirienne, est saccagée, son personnel brutalisé. Les discours de Gbagbo sont si virulents que Portiche n'a pas hésité, dans ses télégrammes diplomatiques, à l'appeler le « Le Pen africain ». Il faut noter enfin que le Burkina est l'un des pays les plus pauvres au monde, et sous perfusion ivoirienne: son coton est écoulé par les ports d'Abidjan et de San Pedro, les salaires de ses émigrés font vivre son économie. Ouagadougou n'a donc guère intérêt à instaurer la zizanie de l'autre côté de la frontière. Et les visites des chefs rebelles à Compaoré, alors ? se rengorgent les partisans d'un complot burkinabé. Vivant pour la plupart à Ouagadougou, ils avaient le devoir moral de retirer ses conseils. Au fond, ils ont fait ce que Gbagbo n'a jamais daigné accomplir.

Si l'État en tant que tel ne soutient pas la rébellion, les Burkinabés eux-mêmes toutefois s'impliquent évidemment : qui donne de l'argent, qui des armes – souvent de vieilles pétoires, mais aussi quelques exemplaires propriété de l'armée burkinabée – le tout facilité par la porosité absolue des frontières. Vraisemblablement très peu par contre sont allés jusqu'à s'impliquer physiquement. « Personne, au moins dans les premières semaines, relate le colonel Frédéric Pince, chef de la cellule Afrique au COIA, n'a été identifié parmi les morts ou les prisonniers comme étant étranger »^{LXIV}. Mais les rebelles ont-ils besoin de renforts, vu la masse de mécontents dans le nord ? De même, pour leur financement, ils ont très bien pu gonfler tout seuls leurs comptes avec le butin du casse opéré le 27 août à Abidjan dans une succursale de la BCEAO. 2,8 milliards de francs CFA ont été dérobés par Prosper Sia Popo qui, quelques jours plus tard, a été interpellé par la douane à son arrivée à Ouagadougou³.

Maurice Portiche rend son verdict à Paris, qui rejoint celui de la DGSE : la rébellion trouve ses racines en Côte d'Ivoire ; c'est une rébellion intérieure, pas une guerre interétatique. Son homologue à Abidjan opère, lui, une volte-face spectaculaire face aux massacres perpétrés et qu'il impute sans hésiter à Gbagbo ou en tout cas à ses proches. Renaud Vignal bazarde un an de relations chaleureuses en couvrant le président de reproches. Tout encore à ses bonnes dispositions néanmoins, le Quai d'Orsay préfère suivre largement le chef d'État ivoirien dans ses

accusations à l'encontre du Burkina. Il est rejoint par une partie de l'État-Major des Armées, comme le constate le général Jean-Patrick Gaviard, sous-chef opérations, lors de la réunion hebdomadaire des spécialistes Afrique. « Une tendance, relate-t-il, y était clairement d'imputer la responsabilité de la rébellion au Burkina Faso et plus particulièrement à son président que certains appelaient le "tueur malin" »^{LXV}.

L'identification précoce d'un éventuel commanditaire du coup d'État a un but très précis. « Dès l'après-midi du 19 septembre, témoigne le colonel de Kersabiec, les forces ivoiriennes sont venues au camp de Port-Bouët avec une vraie liste de Noël des matériels qu'ils souhaitaient obtenir et en brandissant les accords de défense. » Or ceux-ci prévoient une aide militaire de la France, mais en cas d'agression extérieure. Rien n'est prévu pour une guerre civile. Encore dans l'incertitude la plus totale, Paris veut prendre son temps. Si Kersabiec se voit autoriser à accorder munitions et camions, ce n'est pas au nom des accords de défense, mais de coopération, et le tout reste mesuré. « Il s'agissait, note le général Bentégeat, d'une aide très raisonnable en volume, prévue par le programme Recamp. » « Pas question de se substituer à l'armée ivoirienne »^{LXVI}, fait-on savoir de même au Quai d'Orsay. Mais évidemment le pouvoir ivoirien espère beaucoup plus. Il veut l'intervention du BIMA, garantie pour lui d'une reconquête rapide de l'intégrité du territoire. Or Kersabiec relate que, dès le 20, l'État-Major des Armées lui a bien fait comprendre que « les Français ne s'impliqueraient pas sur le terrain »^{LXVII}.

Paris aurait-il fait le même choix de passivité qu'en 1999 ? Rien de moins sûr. Les jours suivants seront la scène d'une partie de poker menteur. Du côté ivoirien, Gbagbo jurera avoir réclamé l'application des accords de défense et, puisqu'il ne l'obtiendra pas, il clamera que la France l'a abandonné. Côté français, les autorités politiques déclareront n'avoir rien fait d'autre que de protéger leurs ressortissants dans le pays. Qu'en fut-il vraiment ? « Le 21 septembre, relate le général Bentégeat, Jacques Chirac m'appelle pour que je le rejoigne dans son bureau où une carte du pays a été apportée par le ministre des Affaires étrangères. "Mon général, m'a-t-il lancé, nous avons un gros problème. Dominique [de Villepin] vient de me dire que l'armée ivoirienne est incapable de faire face aux rebelles et que le nombre de ceux-ci augmente de jour en jour. Il craint qu'Abidjan ne bascule d'ici 24 à 48 heures. Que peut-on faire pour nos ressortissants ?" »^{LXVIII}. Ce n'est pas seulement le chef d'État-Major particulier qui est sollicité, mais le

très prochain chef d'État-Major des Armées, puisque sa nomination a déjà été entérinée. Encore aux commandes boulevard Saint-Germain, le général Jean-Pierre Kelche travaille main dans la main avec son successeur. Bentégeat connaît bien le dossier ivoirien pour y avoir été jeune officier, puis au cœur de la cellule de crise en décembre 1999. « Monsieur le président, dit-il, si les nordistes arrivent à Abidjan, une guerre civile sera inévitable car la ville est très bien tenue par les troupes fidèles à Gbagbo. Or il nous faut au moins six jours pour regrouper nos 20 000 ressortissants et les évacuer. Leur sort sera très compromis si les nordistes pénètrent dans la ville.

« Conclusion, complète le président de la République, il faut les arrêter ?

– Oui, réplique le général. Nous n'avons pas d'autre solution. » Bentégeat en est convaincu. « Après ce que l'on avait vu en 1999, explique-t-il, le bain de sang était certain ». Mais où intervenir ? Penchés sur la carte, les trois hommes convergent pour estimer qu'il faut stopper la déferlante avant Yamoussoukro. La chute de la capitale serait symboliquement catastrophique. À l'État-Major des Armées de dérouler la musique, mais la probabilité de fausse note est forte : le général Kelche se trouve alors en visite officielle en Tunisie et ses moyens de communication cryptés ne fonctionnent pas. Impossible de lui détailler en clair le contenu des opérations. À la tête du COIA, le cœur et le cerveau des armées françaises, le général Puga, qui a remplacé l'amiral Hébrard, réalise des prouesses de dialectique pour lui faire comprendre l'intention du plan français et décrocher son indispensable accord. Et la machine s'ébranle. Avec d'autant plus de facilité que, comme Bentégeat le reconnaît volontiers, « on savait ne prendre guère de risques vu l'adversité. On ne pouvait échouer à enrayer la progression de quelques centaines de rebelles. »

La rapidité avec laquelle Paris décide que la crise est endogène peut surprendre. Il y a tout d'abord une volonté évidente de garder la France en dehors d'une crise à l'évolution imprévisible, et très redoutée après le Rwanda. « Clairement, admet le vice-amiral Dupont, alors chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, cela facilitait l'équation pour les autorités de déclarer que la crise n'était pas le fait d'éléments extérieurs. »^{LXIX} Mais à l'instar de la DGSE, la promptitude du gouvernement s'explique aussi par le degré d'expertise de tout l'appareil administratif français : le cabinet du ministre de la Défense n'est certes en

fonction que depuis le mois de mai, mais les conseillers Afrique de tous les ministères suivent les affaires ivoiriennes depuis des années, se transmettent des réseaux de relations, des clés de compréhension. Les dirigeants nationaux eux-mêmes se fréquentent, leurs entourages sont entremêlés. Il y a du sang ivoirien dans les veines de l'État français. « *A contrario*, souligne ainsi le vice-amiral Dupont, l'Afghanistan était pour nous à cette époque une vraie découverte : nous en connaissions quelques acteurs, mais pas les ressorts. En Côte d'Ivoire, tout est à peu près bien cerné ».

Puisque le Burkina n'est pas le fautif, la France n'a pas à appliquer les accords de défense. Et pourtant, elle va intervenir, mais avec une nuance capitale: son but n'est pas la sauvegarde de l'État ivoirien, mais des intérêts français. D'où une triple polémique. D'abord, certains nient aux rebelles toute intention de s'en prendre aux Français. D'ailleurs, ceux qui ont déjà pris Bouaké n'ont manifesté aucune violence à leur égard. Le motif est donc ressenti comme un prétexte pour, en réalité, sauver la mise à Laurent Gbagbo, ce que conteste le général Bentégeat : « la préoccupation du président de la République était la légitimité de l'intervention française ; nous intervenions pour protéger nos ressortissants, pas en défense d'un camp »^{LXX}. De là, la démarche immédiatement entreprise par Paris auprès de la CEDEAO afin de conjurer ce que les Français redoutent, « rester seuls » en inter-position. En mettant l'État ivoirien et non Gbagbo au cœur de la réflexion, la raison suprême de l'intervention française est plus précisément cernée. Quelle que soit la personne du président, au demeurant majoritairement appréciée à cette époque au sein des autorités françaises, un coup d'État réussi contre un gouvernement démocratiquement élu n'est pas admissible pour la stabilité de la sous-région.

Là où la situation devient cocasse est que Gbagbo ne demandera jamais l'application des accords, tout au moins pas dans la forme requise. De même qu'il ne s'aventurera jamais à nommer explicitement l'agresseur, qui ne saurait être à ses yeux que le Burkina. Michel de Bonnecorse en témoigne, qui le joint en préparation d'un entretien téléphonique avec Jacques Chirac. Gbagbo lui glisse qu'il pense demander l'application des accords de défense. « Très bien, lui réplique le conseiller Afrique, vous en parlerez avec le président de la République. » Mais surprise, alors qu'il est présent avec le général Bentégeat le jour de l'appel de Gbagbo, celui-ci ne réclame rien :

« Jacques, tu sais, c'est moi qu'on vise ! plaide-t-il. C'est une tentative de déstabilisation. Il ne faut pas que les rebelles aillent jusqu'à Abidjan !

– On fera tout pour ça, lui assure le président de la République.

– Mais réduis donc les rebelles à Bouaké !

– Il n'est pas question, tonne Chirac, que je donne l'ordre aux hélicoptères français de tirer dans la foule !^{LXXI} »

« C'était en effet la seule alternative qu'il restait, explique Bonnacorse. Nous sommes donc arrivés à une sorte de consensus : l'offensive serait stoppée à Bouaké pour préserver la sécurité de nos ressortissants et empêcher la déferlante vers Abidjan. » Et le conseiller de Jacques Chirac de répéter : « Gbagbo n'a pas demandé l'application des accords. Les Ivoiriens ont donc eu beau jeu ensuite de prétendre que nous la lui avons refusée ». Quelques jours plus tard, Bonnacorse reçoit un nouvel appel. Cette fois, c'est le ministre de la Défense Lida Kouassi qui lui lance solennellement : « Nous allons demander les accords de défense ! » Le diplomate en prend acte, note la détermination apparemment supérieure de l'Ivoirien, mais comme ce n'est pas à lui de statuer, il réitère la procédure à suivre : Gbagbo, ou son Premier ministre, doivent en faire la requête écrite à Jacques Chirac. « Nous ne l'avons jamais reçue ! » relate Bonnacorse.

Les Ivoiriens feront semblant de croire que cet appel de Kouassi avait valeur de demande officielle. Avec une grande perfidie, qui sera une des marques du régime Gbagbo, ils clameront donc que la France a fait le choix de la rébellion alors que, sans elle, ils auraient été physiquement éliminés.

Du côté français non plus, la position n'est pas limpide. Paris ne veut pas des accords de défense, mais le soir du 22 septembre, conformément à la décision prise par le président de la République, le BIMa, avec ses 180 hommes issus des 1^{er} et 21^e RIMa, roule bien vers Yamoussoukro avec instruction de barrer la route aux rebelles. « Appliquer les accords de défense, explique le général Bentégeat, nous aurait conduits en plus à les éliminer et à reconquérir nous-mêmes le nord ». Reste à savoir si les rebelles sauront apprécier la nuance. En fait, en dépit de l'alternance, la France n'est pas encore sortie du ni-ni jospinien. Comme en 1999, elle refuse d'assumer pleinement un choix : si c'est Gbagbo, dans ce cas il faut chasser les rebelles ; si ce sont les rebelles, alors il ne faut pas se dresser sur leur route. L'interposition est un pis-aller, apparemment gage de neutralité, mais qui ne produit au final que des mécontents, et transforme inexorablement celui qui se voulait arbitre en troisième acteur du conflit. À force de refuser toute

implication dans ses anciennes colonies, la France s'y retrouve plus mêlée encore.

Le 23 septembre, la colonne Kersabiec fait de l'aéroport de Yamoussoukro le nouveau centre névralgique des forces françaises en Côte d'Ivoire puisqu'un quart de leur effectif total s'y rassemble. Les ERC-90⁴ s'installent en bout de piste, le PC à même le tarmac. Kersabiec argue devant la presse d'un prépositionnement au cas où les étrangers seraient malmenés à Bouaké. Il insiste : « Il ne s'agit en aucun cas d'une ingérence française dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire ». Même leitmotiv dans la bouche de Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, pour justifier l'envoi en renfort d'une compagnie du 1^{er} RCP en provenance de Libreville : « principe de précaution », affirme-t-elle^{LXXII}. Le lendemain, Kersabiec envoie vers Bouaké un convoi de vingt véhicules emportant une centaine d'hommes. Deux Sagaie ouvrent la marche pour dégager éventuellement le passage, mais plus loin encore roulent les FANCI qui ont mission de reprendre la ville. Des combats ont lieu, surtout à l'est, toutefois les rebelles gardent le contrôle. « Plus ça se dégrade, témoigne Kersabiec, plus on se rapproche »^{LXXIII}.

Pendant ce temps, à l'État-Major des Armées, le général Gaviard, sous-chef opérations, réfléchit avec le patron des forces spéciales, le général Henri Poncet, à une manœuvre pour extraire de Bouaké les ressortissants français quand il reçoit un appel d'EUCOM⁵ lui indiquant que 101 enfants américains, âgés de 6 à 18 ans, ceux des missionnaires baptistes écumant la région, ainsi que 49 de leurs camarades de classe et 39 adultes d'encadrement, sont bloqués depuis une semaine dans leur école. Les Français pourraient-ils s'en charger ? L'officier de liaison américain au COIA, le colonel Kullmeyer, joue les intermédiaires. Le général Gaviard veut en effet s'entretenir avec le général Joseph Ralston, patron d'EUCOM, mais il ne dispose pas de la liaison cryptée nécessaire de niveau 3 : l'officier lui met donc à disposition le matériel utilisé par l'ambassade des États-Unis ! Le général américain promet au Français, aviateur comme lui, toute l'aide qu'il estimera nécessaire. « J'ai besoin de deux ou trois C-130, réplique Gaviard, et je les veux sous mon commandement ». Accordé. « Ce fut la première fois que j'ai commandé à des Américains ! » souligne le sous-chef Ops. Mais ce sont bien les gros porteurs et les moyens terrestres français qui vont faire l'essentiel du travail.

Dans un premier temps, ordre est communiqué à Kersabiec d'entreprendre l'évacuation de l'école baptiste. Le colonel n'envisage pas d'entrer dans la ville, mais de la contourner, des renforts du Gabon ayant entre-temps été acheminés. Couverte au nord par les Sagaie du 1^{er} RIMa, la progression est compliquée par des troncs de fromager déposés sur la route qu'il faut détruire à l'explosif, ainsi que par les véhicules abandonnés sur les bas-côtés : le BIMa les reconnaît bien, ce sont ceux qu'il a cédés aux FANCI ! En fin de matinée du 24 septembre, la 4^e compagnie du 21^e RIMa procède à l'évacuation sans avoir à tirer le moindre coup de feu. « La meilleure protection en Afrique, constate Kersabiec, est le drapeau français assorti d'un canon de 90. » À condition, comme il le précise, d'« avoir un bon capitaine sachant s'en servir »^{LXXIV}.

C'est alors que surgit un des C-130 américains qui, surprise supplémentaire, libère de ses entrailles soixante hommes des forces spéciales, venus du Ghana, lourdement harnachés, comme s'ils s'apprêtaient à monter à l'assaut. Washington aura jugé que des citoyens américains se devaient d'être tirés du danger par leurs compatriotes. Mais arrivés trop tard, ils se retrouvent désœuvrés. Est-ce la raison pour laquelle, au même moment, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, déclare que la crise ivoirienne ne représente « aucune menace pour les Américains [...] ce n'est pas une situation sérieuse »^{LXXV} ? À moins qu'il n'ait laissé libre cours à ses sentiments peu francophiles comme l'Irak ne va pas tarder à totalement les mettre en lumière ?

Kersabiec, lui, se voit ordonner par l'État-Major des Armées de prendre cette fois en charge la communauté française de Bouaké. La mince affaire ! La ville compte 500000 habitants et certainement autant d'opportunités de se transformer en coupe-gorge avec une rébellion qui n'a encore ni nom ni visage puisque ses porte-parole ne sont jamais les mêmes ou changent d'identité entre deux déclarations ! Mais le colonel sait pouvoir compter avec le général Puga, chef du COIA, un connaisseur des opérations sur le fil du rasoir. « Vous avez 24 heures pour évacuer Bouaké, lui lance celui-ci. Je ne veux pas voir une photo de Français avec des rebelles. Vous ne leur parlez pas ! Et rendez-moi compte une fois que vous serez parti ». Le colonel est ravi de pouvoir se reposer sur un nouveau renfort, toujours de forces spéciales, mais françaises cette fois, un détachement que le colonel Pince a réussi en compagnie du général Puga à décrocher du Gabon avec en outre deux C-160. Celui-ci est commandé par son vieux copain de l'EMIA⁶,

alors commandant en second du 6^e BIMa, le lieutenant-colonel Patrick Marconnet qui a charge d'entrer le premier dans la ville et d'y trouver un responsable. Une aiguille dans une botte de foin. Mais Marconnet réussit l'impossible en identifiant Tuo Fozié, auquel les Français tiennent un discours sans fioritures : « Si vous nous emmerdez, on vous tue. Si vous nous laissez faire, on vous laisse tranquilles »^{LXXVI}. Et de fait, à midi, la colonne française entre dans Bouaké, mais avec la presse pour donneuse d'ordre ! En effet, vers dix heures, Kersabiec a le malheur d'annoncer au consul général qu'il devrait être présent dans la ville avant midi. Le diplomate, lui-même sous la pression du centre de crise du Quai d'Orsay, croit bon d'annoncer que les militaires sont déjà dans Bouaké. Aussitôt l'AFP en fait une dépêche et le COIA de regretter auprès de Kersabiec de ne pas en avoir été averti... « Non, non, corrige le colonel : nous sommes encore à l'extérieur. Nous attendons Tuo Fozié qui est parti faire le tour de ses amis ». Mais il n'a plus le choix. « Le président de la République a été prévenu, réplique Puga. Vous devez maintenant absolument entrer dans la ville ! » Les Français entament donc l'évacuation de leurs compatriotes. Les heureux propriétaires d'un véhicule avec suffisamment d'essence s'éloignent en direction du sud, en faisant profiter, ou non, les compatriotes des sièges éventuellement libres. Les autres espèrent bénéficier d'une place dans un camion du BIMa. Tous ont pour consigne de ne pas répondre aux suppliques des Ivoiriens de les prendre en charge^{LXXVII}. Parmi ceux-ci, des fidèles du régime, essentiellement des gendarmes. Les coopérants militaires français informent Kersabiec que des assassinats ont déjà été commis. « Les laisser, explique un officier, aurait été les condamner à mort »^{LXXVIII}. Mais en leur offrant un ticket de sortie, les Français transgressent leur mission originelle puisqu'il devient patent qu'ils ne protègent plus seulement leurs compatriotes et qu'ils interviennent au profit des forces ivoiriennes.

Le soir, Kersabiec fait face à un dilemme : doit-il prendre le risque de retirer tous ses hommes de la ville, et ne pas pouvoir y revenir le lendemain, ou les y laisser ? Il choisit la seconde option. La nuit se déroule assez calmement, les rebelles ne s'étant pas remis de la rapidité de l'intervention française. Le jour venu, le BIMa évacue ceux qui ne disposent pas de véhicules grâce à une noria de convois sécurisés. La manœuvre prend nécessairement du temps, or Kersabiec a ordre de quitter les lieux avant 13 heures. À midi, après que deux mille personnes ont fui la ville, il n'a d'autre solution que d'ordonner le démontage. Le repli s'effectue sans difficulté sur

l'axe contrôlé par la compagnie du 21^e RIMa dont le capitaine I. sait trouver le bon *modus operandi* avec les rebelles quand ils commencent à lui coller au train. Traçant par terre une ligne à la craie, il explique à leur chef : « Si tu la franchis, je tire ». Le message passe : le BIMa peut tranquillement décrocher. Situation beaucoup plus tendue sur le second axe de repli, en direction de Yamoussoukro, car de nombreux convois civils obstruent le passage ; de surcroît, la malchance s'y met puisque le véhicule de queue de la colonne française tombe en panne. « J'arrive, indique le capitaine au colonel, mais pas tout seul ! »^{LXXIX}.

De fait, les rebelles sont sur ses talons. Pour l'État-Major des Armées, l'heure est venue de leur faire comprendre autrement qu'avec une craie les limites à ne pas dépasser. Kersabiec ordonne le repli à Tiébissou, derrière une rivière assez large pour freiner sensiblement la progression adverse. Et le 26 septembre au soir, quand les premiers rebelles se présentent, il fait ouvrir le feu sur ordre de Paris. D'abord des coups de semonce, puis au but. En apparence, les tirs viennent d'une automitrailleuse des FANCI. D'ailleurs le drapeau qui flotte sur le poste n'est-il pas celui de la Côte d'Ivoire ? Mais en fait, le véhicule est vide depuis longtemps, son équipage ayant pris la fuite. Ce sont les Sagaie françaises placées juste derrière qui se chargent de la besogne et arrosent le nord, mais aussi l'est et l'ouest, les rebelles tentant de contourner. L'armée française, et non ivoirienne, au prix de deux jours d'un combat intense, est donc bien la seule responsable de l'arrêt de la déferlante. *Le Figaro* relèvera seulement le 15 octobre que, « parce que les Français n'ont le droit de tirer qu'en cas de légitime défense, le drapeau français n'a pas été hissé »^{LXXX}. D'où sa question : « Voulait-on faire croire à une action de défense de l'armée ivoirienne ? » La supercherie en tout cas n'a pas dû longtemps fonctionner auprès des rebelles qui, connaissant très bien la valeur de leur armée, la savent incapable d'autant de pugnacité et d'efficacité au tir. Ainsi l'un de leurs chefs, Tuo Fozié, se dira-t-il bientôt floué, lui qui a laissé les Français évacuer Bouaké en pensant pouvoir ensuite poursuivre sa progression vers Yamoussoukro^{LXXXI}.

Désireux de conserver pour l'instant les médias à l'écart, ce n'est pas à Tiébissou, mais à Daloa que Kersabiec, à dessein, fait conduire les journalistes. Quant au CEMA, ses instructions sont à la tempérance car il reste encore des centaines d'Occidentaux à évacuer, plus au nord de Bouaké, à Korhogo. Le COIA donne le dimanche 29 septembre pour date limite. Or Kersabiec ne sait absolument rien de la ville. Aucun coopérant

militaire français n'y opère et le consul honoraire est injoignable. Quid de la piste aérienne par exemple ? Vu la distance à parcourir, près de 500 kilomètres, la voie des airs serait en effet la meilleure solution. Pour en rajouter au fardeau de Kersabiec, les Américains annoncent avoir sur place plusieurs Peace Corps. Leurs forces spéciales ne pourraient-elles s'en charger ? Depuis leur arrivée, elles se sont limitées à convoier vers Accra les enfants des missionnaires baptistes.

La liaison est enfin établie avec le consul honoraire le samedi soir et malgré le peu de renseignements obtenus, Kersabiec met sur pied une opération audacieuse en compagnie du lieutenant-colonel Marconnet : les hélicoptères des forces spéciales françaises partiront se poser à Korhogo en éclaireur, suivis des gros porteurs. Afin d'éviter tout risque de fuite, rien n'en est dit aux FANCI. Reste les Américains. Le patron du BIMa entreprend avec Marconnet de tester leur ardeur. Après avoir exposé l'opération à leur chef, le premier se tourne vers le second qui surjoue l'approbation : « C'est parfaitement clair ! Aucune objection ». Or, en temps normal, la hardiesse du plan, qui prévoit tout de même une projection à près de 500 kilomètres en territoire inconnu, appellerait au moins quelques précisions. Kersabiec peut donc s'adresser ensuite sans vergogne à l'Américain : « Si les Frenchies sont O.K., les Américains le sont aussi, n'est-ce pas ? » Mais le Yankee reste stoïque : « On ne décollera pas, prévientil, tant que les Transall français n'auront pas fait un aller-retour ! »^{LXXXII} Kersabiec en déduit qu'il devra se passer de sa collaboration. Le soir, afin que les ressortissants soient prêts à être évacués, il prévient le consul honoraire de son arrivée à Korhogo, mais sans préciser si ce sera par la route ou par les airs. Et le lendemain matin, à l'aube, les hélicoptères Cougar et Puma du COS fondent sur l'aéroport, éliminent les rebelles qui s'y trouvent ; la piste est nettoyée des obstacles entreposés et, une heure plus tard, deux Transall atterrissent avec une section de marsouins du capitaine I.

La réussite est totale pour cette opération beaucoup plus risquée qu'à Bouaké où les Français avaient de quoi riposter à une éventuelle agression. En une demi-douzaine de rotations, 370 étrangers sont évacués, dont 77 Français et 55 Américains. Le lendemain, le colonel de Kersabiec organise un briefing pour réajuster son dispositif et améliorer les positions à Tiébissou. Le commandant des forces spéciales américaines acquiesce à ses choix, mais quelques heures plus tard, surprise, lui et son détachement ont

disparu ! Sans doute ont-ils considéré que leur mission était terminée. Les soldats français peuvent avoir été étonnés par leur comportement. Et ils le seraient encore plus en découvrant que nulle part la presse américaine, à part CNN^{LXXXIII}, ne leur rend hommage pour l'exfiltration des enfants de l'école baptiste⁷. Mais à Paris, en haut lieu, on n'en a cure. Qu'ils se soient ou non servis de leurs armes, la présence des Américains a permis à la France de prétendre qu'elle n'était pas en tête-à-tête avec la Côte d'Ivoire. Comme en un temps qu'elle veut révolu.

Pendant deux jours, les affrontements se prolongent à Tiébissou où les rebelles s'obstinent à essayer de contourner. Le colonel de Kersabiec, lui, rentre à Abidjan où il retrouve son adjoint, le lieutenant-colonel Pierre Héry, avec de nouvelles sueurs froides à la clé. Les manifestants pro-Gbagbo se massent en effet sans discontinuer autour du camp du 43^e BIMA à Port-Bouët. Ignorant ce que les Français ont fait à Tiébissou, ils protestent contre l'hébergement de Ouattara à l'ambassade de France. Pourtant, c'est à la demande de leurs autorités que l'ambassadeur français, avec grand courage, ceint d'un gilet pare-balles, est lui-même allé chercher l'opposant dans les murs de son homologue allemand. Kersabiec sait comment faire.

« C'est très simple, téléphone-t-il au CEMA ivoirien, le général Mathias Doué. Vous, vous savez ce que nous avons fait à Tiébissou.

– Bazar⁸, réplique son interlocuteur qui croit que le colonel a fait Saint-Cyr comme lui, je vous en félicite même !

– Eh bien ! continue le colonel, si les manifestations ne s'interrompent pas dans l'heure à Port-Bouët, je serai obligé de rentrer, laissant ainsi la voie libre aux rebelles... »^{LXXXIV}.

Trois quarts d'heure plus tard, le calme revient, confirmant l'intuition française d'une foule manipulée.

Kersabiec et ses hommes, avec une efficacité et une audace rares, ont rempli leur mission : les ressortissants ont été évacués et le nord n'a pas envahi le sud. Un nouveau chapitre s'ouvre, celui de la consolidation. Le 29 septembre, en présence du chef d'État sudafricain Thabo Mbeki, qui préside l'Union africaine, la CEDEAO a décidé à Accra l'envoi d'une mission de bons offices, la MICECI⁹. « Ce qui menace la Côte d'Ivoire, explique le président nigérian Obasanjo, nous menace tous »^{LXXXV}. Cette force répond, elle aussi, à la ligne choisie par la France depuis quelques années : l'Afrique aux Africains. Un conseil de défense à Paris décide que, dans l'intervalle, un état-major français ralliera la Côte d'Ivoire pour lui préparer

le terrain non plus seulement à Abidjan, mais dans tout le pays. Mission de trois semaines seulement, et qui dure encore en 2013... « Ce qui préoccupait alors l'État-Major des Armées, relate le général Gaviard, était de savoir à quel moment et comment cette crise serait considérée comme terminée... Après l'évacuation des ressortissants, nous ignorions comment nous allions nous sortir de ce pays »^{LXXXVI}.

Un peu hâtivement, certains font débiter à cette date l'opération baptisée Licorne¹⁰ qui a en réalité débuté le 22 septembre, jour où le BIMa a pris la route de Bouaké. C'est bien néanmoins le patron de la 11^e brigade parachutiste, Emmanuel Beth, qui, le 1^{er} octobre, parce que ses troupes assurent l'alerte Guépard, inaugure la longue liste de généraux qui viendront de France se porter au chevet de la Côte d'Ivoire. Officier parachutiste de la Légion étrangère, il vient de quitter le cabinet du Premier ministre où il a pu suivre la gestion politique du dossier. « On compte sur vous, lui lance sobrement le président de la République, faites le maximum ! »^{LXXXVII}. Dans quel but ? Le CEMA, Jean-Pierre Kelche, plus prolix, mentionne la préparation de l'arrivée de la MICECI, et surtout la protection des ressortissants, ainsi que leur évacuation si besoin. Paris s'enferme donc dans la comédie consistant à refuser de choisir tout en choisissant puisque la très grande majorité des Français de Côte d'Ivoire habitent dans le sud : les protéger revient donc, volontairement ou non, à protéger le pouvoir. Plus frappant encore, en prélude à la montée en puissance de Licorne, l'État-Major des Armées dépêche en urgence, le 7 octobre, au large d'Abidjan, l'avis *Commandant Birot* alors en escale à Pointe-Noire. Deux jours plus tard, le bâtiment commandé par le capitaine de corvette Philippe Ebanga est en place avec, en particulier, à son bord, une équipe du commando Hubert prête à exfiltrer les autorités ivoiriennes au cas où la rébellion investirait la ville. Une double sécurité en quelque sorte puisque des éléments des forces spéciales sont historiquement présents à Port-Bouët pour assurer éventuellement la sécurité des personnalités du régime.

Le *Commandant Birot* restera six semaines à trois heures d'Abidjan, vivant les événements, comme le dit son pacha, « par procuration »^{LXXXVIII}. « Nous avons vraiment l'impression d'une débandade, relate Ebanga. Le credo du colonel de Kersabiec était que le jour où le BIMa devrait tirer un coup de feu, ce serait la fin de la France en Côte d'Ivoire ». La mission du général Beth est bien d'en repousser l'augure. Son état-major a été précédé

sur le terrain par celui du 1^{er} RCP. Le passage de témoin est le plus compliqué au niveau de leurs chefs respectifs. Le colonel de Kersabiec, légitimement, peut se sentir frustré de perdre les rênes d'une opération qu'il a rondement menée avec l'appui déterminant du lieutenant-colonel Marconnet. « Il a mal vécu l'arrivée du général Beth alors qu'il avait tout fait, relate le général Gaviard, sous-chef opérations. À chacune de mes visites au patron de Licorne, je le voyais entre deux portes, très contrarié »^{LXXXIX}. Le général Bentégeat, tout jeune CEMA, assume, lui qui connaît bien Kersabiec pour avoir été son capitaine au RICM: « Il a fallu faire vite. Or je tenais absolument à ce qu'un général prenne la main en Côte d'Ivoire. Les étoiles impressionnent toujours, quels que soient le conflit et les pays concernés »^{XC}. Au fond de lui-même, Kersabiec sait son PC – seulement une douzaine d'hommes – sous-calibré pour s'occuper de tout le territoire ivoirien et du travail d'Hercule que représenterait l'évacuation de 20 000 Français et de dizaines de milliers d'autres ressortissants. « Il n'aurait pas pu tenir plus de quinze jours, explique le chef de la cellule Afrique au COIA, le colonel Pince, dans une situation où il faut conduire le combat, protéger ou évacuer les ressortissants et gérer vers le haut [Paris] tout en engageant la politique française au niveau du pays hôte. On ne peut être partout à la fois, dormir, manger et réagir sainement »^{XCI}.

Le général Beth a aussi maille à partir avec l'ambassadeur Renaud Vignal qui, l'esprit sans doute embrumé par le dégoût que lui inspire le contexte, trouve tout d'abord injustifié l'envoi d'un général en Côte d'Ivoire qu'il a appris par l'AFP. En conséquence, il refuse d'aménager l'entretien que celui-ci réclame avec le président ivoirien. Et pour cause, le dialogue est définitivement rompu : au vu des terribles exactions rapportées dans Abidjan, l'ambassadeur ne désire plus converser avec celui qu'il avait tant encensé et qui, informé de sa haine¹¹, ne veut plus en retour entendre parler de lui. Au contraire, Vignal est dithyrambique pour Ouattara qu'il abrite dans ses locaux : « J'ai découvert, écrira-t-il plus tard, un homme sage, mesuré, ouvert au dialogue, refusant toujours d'envoyer ses partisans au massacre comme le souhaitait la partie adverse, privilégiant la négociation à l'affrontement, convaincu que c'est seulement par une élection libre, transparente et honnête qu'il pourrait un jour accéder à la présidence de son pays »^{XCII}.

Beth en est quitte pour activer des relations communes francoivoiriennes afin de décrocher un entretien avec Gbagbo et lui communiquer le message dont il est porteur : « Négociez avec les rebelles ! » Se noue entre les deux hommes une relation très entretenue, le président étant heureux de trouver un remplaçant à l'ambassadeur. Affublé, par la force des événements, d'un costume de diplomate, le général partage la conduite des opérations militaires avec son adjoint, le colonel Maurin, particulièrement expérimenté, afin de pouvoir se consacrer en priorité aux questions stratégiques. Le pas pris par l'armée sur la diplomatie reflète le désarroi de la France face à une crise dont elle refuse d'assumer la réalité de la gestion. Dès sa naissance en effet, Licorne boîte. Si elle a mission de s'opposer à toute avancée au nord, jusqu'à rouvrir le feu – les chars Sagaie prennent ainsi pour cible des pick-up rebelles qui se risquent encore à essayer de passer – elle ne peut que tenter de convaincre le sud de ne pas reprendre l'offensive, tout en continuant à l'alimenter en véhicules et munitions. Le général Beth propose même de monitorer les troupes ivoiriennes, non pas par parti pris pro-Gbagbo, mais pour que la France clarifie sa position. Peine perdue : Paris ne veut pas sortir de la non-ingérence. L'armée ivoirienne en aurait pourtant bien besoin qui, après avoir repris le 2 octobre la ville de Bouna, revient aux portes de Bouaké. Les deux camps s'accordent dans le lycée français pour signer un cessez-le-feu le 3 au soir, sous l'égide de la CEDEAO. Mais dès le lendemain, il est bafoué, et Gbagbo refuse de l'endosser. Abidjan considère en fait la médiation africaine comme une contrainte ; il veut en finir et lance une contre-offensive dans la nuit du 5 au 6. Les versions varient sur l'intensité des combats qui ont alors lieu. Certains évoquent de violents échanges à l'arme lourde ; d'autres les disent lapidaires. Emmenées par le commandant des fusiliers commandos Boniface Konan, il semble en effet que, dès les premiers kilomètres, les FANCI soient tombées sous le tir ajusté de snipers. Et l'incroyable survient. Dans le premier véhicule, une balle fait littéralement exploser la tête d'un soldat. La vision horrifie les suivants qui se débandent et sortent du rang, offrant des cibles faciles aux mitrailleuses adverses. Même échec cinglant en simultané plus à l'ouest, à Vavoua. « En 2002, note Bernard Diguët alors à la cellule Afrique de l'Élysée, la faiblesse de l'armée ivoirienne est apparue au grand jour face à des rebelles démontrant de réelles capacités de manœuvre »^{XCIII}.

Le 7 octobre, succédant à la CEDEAO repartie bredouille de Côte d'Ivoire, la France demande à Gbagbo de signer le cessez-le-feu en insinuant que son soutien logistique pourrait sinon se tarir. Le président semble obtempérer le lendemain, mais en conditionnant son accord au désarmement des rebelles qui refusent en bloc et accentuent leur pression en prenant Daloa. Son ministre de la Défense en est quitte pour un limogeage, lui qui a démontré son incompetence pendant la bataille de Bouaké, mais aussi auparavant puisque des armes étaient censées avoir été achetées pour des milliards de francs CFA dont les FANCI n'ont jamais vu le moindre commencement...

Ces derniers affrontements sont riches d'enseignement. Ils confirment tout d'abord la piètre qualité des troupes ivoiriennes où les officiers formés par l'armée française, et dont il devait bien se trouver quelques-uns dans la colonne gouvernementale, sont incapables de combler à eux seuls les immenses lacunes dues au mépris et à la crainte d'Houphouët pour son armée. Face à un tel adversaire, les rebelles n'ont pas eu besoin de tous ces stratèges étrangers que d'aucuns imaginent souvent pour expliquer leur vista. Leur secret, depuis le commencement, sera bientôt décrit par leurs chefs au général Beth : en septembre, ce sont en tout et pour tout une demi-douzaine de pick-up qui ont déboulé dans la première ville du nord, tous phares allumés, canons dressés et après avoir prévenu les gendarmes d'une mort certaine s'ils résistaient. Le mouvement a gonflé de conquête en conquête, et c'est donc une masse cette fois conséquente et hétéroclite, ralliée de plus ou moins bonne grâce par les autorités militaires FANCI rencontrées tout au long de leur parcours, qui est parvenue à prendre Bouaké.

Par-delà leur réussite militaire, le portrait des rebelles s'affine au fil des semaines. Licorne dispose à cette fin de « capteurs » au mieux placés, six hommes, tous issus du groupement de commandos parachutistes (GCP). Cette unité d'élite est composée d'une vingtaine d'équipes, fortes chacune d'une dizaine de parachutistes triés sur le volet en fonction de leurs compétences militaires bien sûr, mais aussi de leur maturité et de leur sang-froid: la plupart ont plus de trente ans. À la tête du détachement, le chef du GCP lui-même, le commandant Luc Courcelle, s'est infiltré avec ses hommes dans Bouaké au moment de l'évacuation des ressortissants. Leur mission : établir le contact avec les rebelles et, si possible, le conserver après le départ des troupes de Kersabiec... Ils sont depuis les seuls Français

au nord, hormis des missions ponctuelles menées par le service Action comme à Korhogo. Contrairement à la DGSE, les GCP gardent leur uniforme qui, sans tarder, permet à la rébellion de les localiser dans la mission baptiste dont le 43^e BIMa avait évacué les élèves américains. Opérant le plus souvent de nuit, ils essuient des coups de feu à plusieurs reprises. Leurs tentatives de prise de contact se soldent constamment par l'échec jusqu'à ce que Courcelle finisse par exploser à un barrage où il repère un chef avec lequel le dialogue lui semble enfin possible. « Si nous ne parlons pas, maugrée-t-il, nous ne saurons jamais qui vous êtes ! Résultat : nous ferons décoller nos Mirage de N'Djamena et nous vous réduirons en poussière. Allons, discutons ! Nous ne sommes pas là pour tuer des Ivoiriens ! »^{XCIV} Son interlocuteur, dans un Français impeccable, est un officier en partie formé à l'étranger. Rien à voir avec les « zinzins » d'Abidjan. Il comprend parfaitement les intentions du commandant et y adhère. Par son biais, Courcelle accède donc à celui qui lui est présenté comme le « coordinateur de Bouaké », l'adjudant Tuo Fozié, qui était parti en exil après une condamnation à la prison par un tribunal militaire. Sa méfiance est patente. Elle s'explique par les affrontements à Tiébissou avec le 43^e BIMa, mais aussi par le fait que les rebelles pensaient avoir déjà établi le contact avec la France, via le lieutenant-colonel Marconnet, juste avant que celui-ci ne quitte Bouaké. Une fois les réticences vaincues, les rencontres vont se succéder, souvent au cours de longues nuits à palabrer sur le monde. Courcelle en retire une description des rebelles bien différente de celle en vigueur. Si Abidjan stipendie ces villes du nord qui auraient basculé dans l'anarchie, où des bandes écumeraient les rues en dévalisant passants et commerces, le GCP relève au contraire, non sans surprise d'ailleurs, des rebelles payant leur nourriture au marché, l'absence de pillages et l'arrestation de tout fauteur de troubles qui parfois même peut se terminer par une exécution quand l'individu a cherché à résister en faisant usage d'une arme. Aux côtés de Tuo Fozié, se trouve Chérif Ousmane, un ancien de la Force d'intervention rapide parachutiste commando (FIRPC), la trentaine, mais déjà vieux briscard des arcanes militaires et civils puisque, après l'avoir porté au pouvoir, il a échappé à la vindicte du général Guéï en se rendant « invisible ». Visible en tout cas, il l'est maintenant parfaitement, lui qui posera bientôt, un pistolet à la ceinture, bonnet sur lunettes noires, devant toutes les caméras ravies de pouvoir enfin montrer

une belle « gueule » de rebelle. À partir du 21 octobre, il a même les siennes puisque Télé Mutin squatte dans le nord le canal hertzien de la RTI.

Des officiers plus « classiques » figurent également au tableau du nord comme les colonels Michel Gueu et Soumaïla Bakayoko, qui s'expriment intelligemment, et même – ce qui finit par inquiéter Courcelle – avec la force de ceux qui disent combattre l'injustice : « Ils nous ont expliqué les motifs de leur rébellion, relate le commandant. Eux ne réclamaient pas seulement une meilleure considération comme les mutins d'Abidjan, ils ne pouvaient plus tolérer que la moitié du pays soit spoliée de ses droits à cause de l'ivoirité. "C'est vous, les Occidentaux, nous disaient-ils, qui avez mis le ver dans le fruit en installant la démocratie en Afrique !" » L'analyse des rebelles, qui recoupe celle de Ouattara, repose sur des principes démographiques : la population du nord sera bientôt la plus nombreuse dans le pays ; c'est donc à elle que, via des élections, le pouvoir doit revenir ou, en tout cas, il est anormal qu'elle en soit totalement écartée. Ces arguments fondés ne laissent plus Courcelle douter un seul instant de la détermination des rebelles à les défendre jusqu'au bout.

Le commandant tente bien sûr aussi de lever un peu plus le voile sur les origines du mouvement. « Ils restaient très discrets à ce sujet », relate-t-il. Idem pour l'identité d'un éventuel leader. À Abidjan, le nom d'Ibrahim Coulibaly, surnommé IB, a rapidement été sorti. L'ancien sergent et garde du corps de Ouattara, âgé de seulement 28 ans, n'en serait pas à sa première puisqu'il a déjà participé au précédent putsch. Courcelle n'apprend rien à son propos, si ce n'est des dissensions avec les meneurs à Bouaké car IB les soupçonnerait de vouloir lui voler la vedette. Autre confirmation, la modicité de l'armement des rebelles : des kalachnikovs principalement, et deux missiles sol-air SA-7 en guise de matériel de pointe, ce qui semble résolument écarter la thèse du soutien massif d'un pays étranger. Le sous-équipement n'empêche pas les rebelles de se battre, et bien, comme l'observe et le rapporte le GCP. « Chérif Ousmane savait guider ses troupes, note Courcelle. Il savait ce qu'était une tactique ». Lui-même fait preuve d'un vrai courage au feu comme en atteste sa blessure au bras, le 7 octobre, lors de la bataille de Bouaké. Comme elle menace de virer à la gangrène, le commandant veille à ce qu'elle soit soignée par des médecins militaires français... Ou comment Licorne, qui fournit déjà de l'équipement aux unités régulières ivoiriennes tout en les adjurant de ne pas s'en servir,

secourt désormais ceux qui en sont les victimes et qu'elle pourrait affronter à tout moment.

Au final, Courcelle rend compte que « les rebelles peuvent atteindre Abidjan sans la moindre difficulté s'ils le souhaitent ». S'ils n'y parviennent pas, c'est donc uniquement en raison de l'obstruction des Français. Ce qui place évidemment le GCP en situation délicate... D'ailleurs, la mission baptiste est plusieurs fois la cible de manifestations dont l'une recense plusieurs milliers d'individus. Les commandos auraient certes du répondant en cas de débordement : à leur disposition, outre un entraînement sans guère d'équivalent, un attirail guerrier impressionnant, mêlant armes de tous calibres, explosifs, jumelles à vision nocturne, mais aussi des transmissions fiables qui leur garantissent l'appui des hélicoptères dans l'heure. « J'ai souvent eu peur pour leur sécurité, avoue le général Beth. Je me posais régulièrement la question de leur rapatriement, mais ils me répondaient toujours être suffisamment protégés, or ils n'avaient que quelques hommes ; c'était dérisoire ! »^{XCV}. Leur principale arme, préventive, demeure donc le dialogue, dont l'art leur a été enseigné au cours de leur longue formation. À eux de convaincre les rebelles de l'utilité de conserver un détachement de liaison français à leurs côtés. « Le général Beth a épargné à la Côte d'Ivoire une guerre beaucoup plus dure, explique avec admiration le commandant Courcelle. Comme je lui suggérais de venir à Bouaké, il en a accepté le risque ». Le Comanfor¹² se présente en effet en hélicoptère et, même si les rebelles garantissent sa sécurité, nul ne peut écarter l'hypothèse qu'un groupe dissident – en particulier les partisans d'IB – pour évincer Tuo Fozié, se paierait un coup d'éclat sordide. Leur manière de se baptiser avec des noms mafieux, comme « Cosa Nostra », en accroît tout à fait la vraisemblance. Sans ciller, Beth leur tient un langage de soldat. « Arrêtez vos combats ! martèlet-il. Vous ne passerez pas tant que nous serons là. Discutez avec Gbagbo. Licorne n'est pas là pour tuer des Ivoiriens, mais elle fera ce qui est en son pouvoir pour protéger ses ressortissants ». Pas dupes, les rebelles dénoncent l'appui indirect apporté à Gbagbo. Mais le général est un militaire, il applique des ordres, et ils le comprennent. Tout à son rôle d'ambassadeur bis, il ne contente pas de surcroît de brandir la menace. C'est lui qui organise en octobre 2002 la première rencontre, ultra-discrète, et encore inconnue à ce jour, entre Tuo Fozié et Gbagbo, dans la basilique de Yamoussoukro, avec des conditions de sécurité optimales. Nul ne doit sous-estimer en effet l'ambition d'Abidjan d'éliminer un des chefs

de la rébellion. Tuo Fozié embarque donc dans un hélicoptère de Licorne après avoir revêtu un uniforme français et coiffé un béret rouge. Pour entretenir encore l'incertitude, il ne débarque à Yamoussoukro qu'encadré de deux parachutistes noirs. Beth et Courcelle le conduisent ensuite jusqu'à Gbagbo devant lequel, comme c'est de coutume en Afrique, il se met à plat ventre en signe de respect. Puis les deux Français s'éloignent pour les laisser seul à seul, espérant qu'un marché pourra être conclu. Mais pendant le retour vers Bouaké, le chef rebelle leur livre un compte-rendu pessimiste : « J'ai tout fait ! déplore-t-il. Je lui ai demandé pardon, je lui ai dit que nous devons discuter autour de nos revendications sur l'ivoirité. Mais c'est un Bété ! Il ne comprend que la violence ! » Et d'annoncer, prémonitoire : « Il s'accrochera au pouvoir jusqu'au bout. Seule la force l'en délogera ! »^{XCVI}

La rébellion prend donc ses marques. Sur le plan politique, la direction est confiée à Guillaume Kigbafori Soro, qui, dans des conditions rocambolesques, vient tout juste d'échapper à la répression à Abidjan. Originaire du nord, mais catholique, il est l'un des anciens leaders charismatiques de la FESCI (Fédération estudiantine et scolaire de la Côte d'Ivoire). De gauche, proche du FPI, il a glissé progressivement vers le RDR et Ouattara. Le 16 octobre, il est désigné comme secrétaire général de l'organisation rebelle, le Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire (MPCI). À ses côtés, quelques anciens de la FESCI, dont surtout son vieil ami Sidiki Konaté qui devient son porte-parole. « Tuo, décrit Courcelle, m'a annoncé que "le chef était arrivé !" J'ai cru qu'il se moquait de moi en voyant pour la première fois ce jeune homme vêtu d'un costume beige. Mais j'ai vite compris : Soro avait beau n'avoir que 30 ans, il était très déterminé, droit dans ses bottes. Il savait lui aussi à qui il avait affaire avec Gbagbo pour l'avoir longtemps fréquenté à la FESCI ».

Le chef du GCP en témoigne : le MPCI, s'il approuve les positions d'Alassane Ouattara, n'est pas sa création. Sa décision de prendre les armes s'explique même pour une bonne partie par l'acceptation du RDR d'entrer au gouvernement le 1^{er} août précédent : n'ayant plus rien à attendre d'un côté comme de l'autre, les rebelles ont pris leur destin entre leurs mains. Avec Ouattara, il y a convergence d'intérêts, pas collusion. « Il n'y a aucun chef politique derrière nous à ma connaissance, clame Tuo Fozié. Robert Guéï ou Alassane Ouattara ne sont pas derrière cette histoire »^{XCVII}. Dans ses souvenirs, Guillaume Soro écarte également le nom d'IB qui, s'il lui

reconnaît un « rôle important », « était bien loin d'Abidjan et de Bouaké [le 19 septembre] » car il « préférerait visiblement vivre prudemment loin du front »^{XCVIII}.

En ce qui concerne l'organigramme militaire, le colonel Michel Gueu semble tenir le premier rôle, lui qui, comme le dit pudiquement *Jeune Afrique*, a « rallié le mouvement une semaine après le début des événements »^{XCIX} – en clair, il s'est retrouvé coincé au nord lors du putsch puisqu'il commandait en second la III^e région militaire de Bouaké. Cet homme fin, aux excellentes manières, au français parfait, est secondé par le colonel Soumaïla Bakayoko. Tout deux sont censés chapeauter une galaxie de « CO », des commandants opérationnels : Tuo Fozié et Chérif Ousmane à Bouaké, Moussa Koné à Ferkessédougou, Koné Messamba à Korhogo, Zacharia Koné à Vavoua, qui seront bientôt désignés sous le vocable de « comzones »¹³. Pour la plupart, ils sont inconnus des Français car ils n'étaient que sous-officiers ou militaires du rang dans l'armée ivoirienne. La majorité sont d'anciens compagnons de Guéï, et ils forment une sorte de syndicat sur lequel nul n'a de prise, avec Tuo Fozié à sa tête. Ce sont eux qui ont lancé la rébellion, eux qui l'orientent, eux qui interdisent au maximum les pillages et les exactions, suscitant les commentaires approbateurs des premiers journalistes qu'héberge et protège le commandant Courcelle dans la mission de Bouaké.

Pendant que le nord et le sud récupèrent de deux semaines très intenses, Licorne érige entre eux une « ligne de non-franchissement »¹⁴, en fait une ligne de démarcation coupant grossièrement le pays en deux. « La proposition est venue du CEMA Jean-Pierre Kelche, commente l'amiral Hébrard, et les autorités ont donné leur accord ». Le général Beth confirme de son côté l'existence d'une demande écrite de Laurent Gbagbo à Jacques Chirac pour la mise en place d'un dispositif d'interposition. Le tracé répond à deux impératifs : il doit se situer le plus loin possible d'Abidjan – afin de laisser le temps suffisant pour contrecarrer toute infiltration en provenance du nord – et relier les points de passage obligés, ce qui, *in fine*, vu les distances et les forces engagées, le fait plus ressembler à un collier de perles qu'au *limes* romain.

Le message est plusieurs fois répété par les Français : aucune intrusion, d'un côté comme de l'autre, ne sera tolérée. Que Gbagbo en particulier s'avise de faire usage de son aviation pour bombarder des civils, et ses aéronefs seront détruits. Derrière une apparence de fermeté, cette ligne

d'arrêt incarne pourtant une fois de plus les tergiversations des autorités françaises. Plutôt que de se déployer jusqu'à la frontière nord, ce qui aurait mis la rébellion sous le boisseau, mais certainement au prix d'affrontements, ou de se cantonner à Abidjan, ce qui aurait laissé le champ libre à une nouvelle offensive générale, l'armée française s'improvise, sans mandat onusien, un rôle de tampon qui, inéluctablement, la destine à recevoir des coups des deux côtés. « C'était techniquement plus facile, au moins dans un premier temps, explique le vice-amiral Dupont. L'idée était de protéger le sud d'une nouvelle attaque, de stabiliser la situation dans cette zone, puis de remonter peu à peu vers le nord »^C.

L'interposition de la France contribue *in fine* à sauver la mise au gouvernement ivoirien. Jacques Chirac admet dans ses mémoires que l'opération a été décidée en considérant que « les autorités issues des urnes [étaient] les seules légitimes »^{CI}. Cela n'empêche pas certains, les mêmes qui l'ont suppliée de dresser un rempart avec le nord, de désigner la France, après le Burkina Faso, comme l'ordonnatrice du putsch. La bombe qui a explosé en Côte d'Ivoire en septembre 2002 aurait dans ce cas trois composantes : la mèche, tout le monde le reconnaît à peu près, serait l'exaspération des militaires locaux, un grand classique en Afrique ; l'explosif viendrait du Burkina ; enfin, l'étincelle aurait été fournie en France par la nouvelle majorité UMP qui aurait cherché à régler son compte au camarade du parti socialiste pour le remplacer par un candidat plus convenable : Ouattara.

Le scénario néanmoins pêche par invraisemblance. Tout d'abord, le choix du chef du RDR semble improbable vu le timing : son parti venait d'accepter d'entrer au gouvernement et lui-même avait enfin reçu son certificat de nationalité qu'il désespérait d'obtenir. Et puis quel curieux commandant en chef il aurait fait en attendant la victoire là où ses troupes étaient les plus faibles, à Abidjan, et non dans le nord, avec Tuo Fozié et Chérif Ousmane ! Quand bien même ensuite la France aurait d'autres noms en tête pour évincer Gbagbo, selon un haut responsable de la DGSE à l'époque, « les services n'ont fourni aux rebelles ni assistance ni armement »^{CII}. Reste l'hypothèse des réseaux parallèles – vétérans et rejetons de la Françafrique – qui auraient pioché dans les trafics d'armes bien connus dans la région, dont beaucoup passent par la tente de Kadhafi – le trafiquant d'armes Moustapha Chafi, souvent l'intermédiaire du Guide libyen, a par exemple été aperçu à Ouagadougou peu de temps avant le

déclenchement du putsch. Deux interrogations apparaissent alors néanmoins. En premier lieu, comme le commandant Courcelle et ses hommes le relèvent, le transfert d'armes, s'il a jamais existé, a dû être très faible puisque les rebelles sont pauvrement équipés. Ensuite, et surtout, il serait tout de même curieux de la part des prétendus ordonnateurs français du coup d'État de l'avoir eux-mêmes condamné, au moment où il était en passe de réussir, en érigeant le rempart de la zone de confiance... Le plus intéressant dans cette thèse est son propagateur, Gbagbo lui-même. À la fin 2002, le directeur du renseignement de la DGSE fait le voyage à Abidjan. S'il découvre un président « redevable de ce que la France avait fait car il savait son armée incapable de résister à la vague rebelle », Alain Juillet a droit à une scène dont l'Ivoirien a le secret : « Regardez, lui dit-il, le niveau intellectuel de tous mes homologues chefs d'État africains : généralement ils ont à peine un CAP voire le bac. Moi, je suis diplômé de l'université, j'ai enseigné, et c'est moi qui suis le plus mal considéré! »^{CIII} Sous-entendu: Paris aurait dû écraser la rébellion. Sans vergogne, le pourfendeur du colonialisme regrette donc que celle qui en fut le moteur n'ait pas résolu une crise interne à son pays et en déduit qu'elle l'a téléguidée...

En réalité, toutes les thèses émises sur les causes du putsch – Burkina Faso, France, Françafrique, Libye – n'ont pour seul dessein que de masquer la propre responsabilité de Gbagbo. Après deux ans d'exercice du pouvoir, le président ne peut plus imputer à ses seuls prédécesseurs l'état calamiteux du pays qu'il a aggravé en usant de l'ivoirité jusqu'à la corde. Le brouhaha qu'il alimente sur les causes de la rébellion est aussi un brouillard destiné à cacher les règlements de compte à Abidjan, l'assassinat de Guéï, les horreurs des Escadrons de la Mort. Des indices pourraient même laisser à penser qu'il était au courant de ce qui se tramait : des convois de 4x4 neufs sont montés d'Abidjan vers le nord quelques jours avant le déclenchement; l'entraînement conjoint organisé par le colonel de Kersabiec n'a été suivi qu'avec réticence par les FANCI. En cédant au petit jeu ivoirien des conjectures faciles, il pourrait donc être imaginé que Gbagbo a laissé faire pour se donner un prétexte à l'élimination de ses opposants. À cette fin, tel Charlie Chaplin jouant avec un globe terrestre dans *Le Dictateur*, le président actionne, lui, une « galaxie », dite patriotique, un ensemble d'associations de jeunes Ivoiriens désœuvrés, auxquels ses discours anticolonialistes font oublier la misère. Leur figure emblématique, souvent secondés de la propre sœur de Gbagbo, Jeannette, est Charles Blé Goudé,

plusieurs fois arrêté sous Bédié, surnommé le « petit fasciste » par l'ambassadeur Renaud Vignal, chef du Congrès panafricain des jeunes patriotes (COJEP). Âgé de 33 ans en 2004, bété comme Gbagbo, il a été exclu de l'université pour « tricherie ». Mais cela ne l'empêche pas de se promouvoir « général de la jeunesse », ou encore « président de la rue publique », tout en roulant en grosse berline allemande avec une escouade de gardes du corps. Son rival, lui aussi venu de la FESCI, est Eugène Djué, qui, logiquement, se fait appeler « maréchal ». À la tête d'un autre groupement de jeunes, l'Union des patriotes pour la libération totale de la Côte d'Ivoire, il est membre lui aussi de la « galaxie patriotique » dont d'autres leaders marquants sont Richard Dacoury, Geneviève Bro-Grébé ou encore Navigué Konaté.

Pour tous ces meneurs, la preuve de l'implication de Paris dans la crise est une évidence : Ouattara ne vit-il pas à l'abri des murs de la résidence de France ? Le 22 octobre, le 43^e BIMA est la cible de violentes manifestations qu'il doit repousser au gaz lacrymogène. « Chirac esclavagiste ! » crie la foule qui se rassemble aussi devant l'ambassade de France. À midi, Paris décide de fermer les écoles françaises. Licorne compte désormais 1 200 hommes que l'État-Major des Armées dit uniquement chargés de faire respecter le cessez-le-feu signé le 17. Le 23, l'Élysée « exige » donc de Gbagbo l'arrêt des menaces sur les civils français et étrangers. La main du président ivoirien dans ces mouvements de foule est assez évidente, qui se plaint de ce que « la France n'appuie pas de façon claire, comme nous étions en droit de l'attendre, la légitimité et l'ordre constitutionnels »; il a écrit à Jacques Chirac pour « [solliciter] l'aimable et urgente contribution des forces françaises à Abidjan »^{CIV}. Nouvel ersatz de demande d'application des accords de défense ? Le président ivoirien ne verrait pour mission au renfort de troupes que de vérifier l'application de l'accord de cessez-le-feu et de permettre la reprise économique dans les régions dites en guerre ou « occupées ». Il ne croit pas aux 1 200 hommes que la CEDEAO a décidé de déployer, même si celle-ci a également demandé l'appui de Licorne. Jacques Chirac fait la moue, « connaissant le caractère tortueux et manipulateur » de Gbagbo qui « pour tout dire, n'a jamais inspiré confiance ». En l'occurrence, il relève que nulle part l'Ivoirien n'évoque la réconciliation, un mauvais signe. Et il ne lui donne donc pas satisfaction. Et les manifestations se succèdent devant l'ambassade ou le camp de Port-Bouët, ce qui finit par exaspérer l'hôte des lieux. « Ouattara ne se trouve

pas au 43 ! lance le colonel de Kersabiec à Blé Goudé. Arrêtez vos agissements autour du camp ! » Seul bénéficiaire de la situation : l'officier en profite pour soutirer aux leaders les numéros de téléphone qui lui seront bientôt très utiles.

Le 2 novembre, Blé Goudé annonce une manifestation monstre avec pour slogan « À chaque Ivoirien son Français ». Le général Beth met le BIMa en alerte, mais choisit de ne prépositionner aucune troupe dans Abidjan. « Un pari », reconnaît-il. Si les ressortissants sont la cible, il est clair en effet que Licorne ne pourra venir à leur secours qu'avec retard. D'un autre côté, placer des unités à l'intérieur de la ville serait agiter autant de chiffons rouges face à la foule ; les risques d'ouverture du feu seraient énormes. Le général Georgelin, chef d'État-Major particulier, lui apprend que Jacques Chirac lui-même est dans l'incompréhension : face à un tel danger, le Comanfor ne donne-t-il pas l'impression de se bunkériser dans Port-Bouët ? « Je lui ai expliqué comme au COIA, relate Beth, que dans un cas – celui où je plaçais des troupes dans la ville – j'étais certain de conséquences graves et que dans l'autre, le doute subsistait... »^{CV} Il est vrai que, quelques jours auparavant, le général a obtenu l'assurance de Gbagbo qu'en dépit d'une affluence record, il n'y aurait pas de débordement. Comment le président peut-il être si formel dans un mouvement prétendument spontané ? Le jour J, Licorne a la réponse en observant à ses portes le ministre de la Défense Kadet Bertin verser une somme d'argent à Blé Goudé...

Aucune amélioration en revanche entre la présidence ivoirienne et l'ambassade de France. Autrefois son plus fervent partisan – au point d'écrire : « Nous disposons avec Gbagbo d'un des meilleurs chefs d'État que ce pays peut actuellement avoir »^{CVI} – l'ambassadeur Renaud Vignal stigmatise ouvertement dans la presse ivoirienne l'« hystérie nationaliste » de ceux qui « hurlent avec les loups les plus imbéciles », et qualifie encore ceux qui campent régulièrement devant ses locaux de « jeunes fascistes ». Le gouvernement français ne peut laisser en place un ambassadeur si peu diplomate, sauf à ne pas souhaiter le retour au calme. Toutefois la méthode employée va encore contribuer à marquer son action en Côte d'Ivoire. Après le « ni-ni » du gouvernement Jospin, débute en effet le « haut les cœurs » du nouveau ministre des Affaires étrangères. Héritant d'un Quai d'Orsay plutôt conciliant pour Gbagbo, Dominique de Villepin prend le dossier à bras le corps, persuadé que sa fougue dans cette terre d'élection du

gaullisme fera le reste. Lui-même, à en croire Robert Bourgi qui a arrangé leurs précédentes rencontres à Paris, ne catalogue pas forcément le président ivoirien dans la catégorie des autocrates rebutants, mais il ne rejette pas non plus les rebelles dont les motifs de colère, ainsi que le comportement rapporté par les GCP du commandant Courcelle et le service Action de la DGSE, obligent au moins à considération. Le 27 novembre, il fait à Abidjan un premier déplacement qui met les compteurs franco-ivoiriens à zéro. Contre l'accord de Gbagbo de laisser Ouattara quitter le pays, le ministre « kidnappe » l'ambassadeur Vignal qui le suit en France en croyant que sa sécurité est en danger à Abidjan, mais c'est pour apprendre dans l'avion qu'il ne reviendra plus alors que son jeune fils est resté à la résidence ! À congédiement express, nomination la plus rapide de la V^e République. Gildas Le Lidec déjeune avec son frère quand Villepin l'appelle sur son portable. Les deux hommes se connaissent depuis l'Inde où l'ambassadeur était consul général à Bombay quand le ministre était numéro deux. « Ça te dirait de remplacer Vignal ? » Le Lidec paraît l'homme de la situation: fils d'un administrateur colonial, élève au primaire en Afrique dans une école où il était le seul Blanc, il a su parfaitement gérer à Kinshasa l'assassinat du président Kabila en 2001. Il répond immédiatement oui. « Tu ne demandes pas à ta femme ? »^{CVII} s'étonne Villepin. L'ambassadeur connaît par avance sa réponse : le couple est rentré l'été précédent de la RDC et l'idée d'affronter l'hiver parisien ne lui dit rien qui vaille. De surcroît, Le Lidec s'ennuie au Quai où lui a été confiée la délégation à l'action humanitaire, embryon de la cellule de crise, mais sans guère de moyens. Après que Gbagbo a avalisé ce choix, la décision est donc entérinée un jeudi et le vendredi soir, Le Lidec est déjà à bord d'un avion d'Air France. Se déroule alors la parodie, filmée par la télévision ivoirienne, d'un ambassadeur remettant au président ivoirien, en guise de lettre de créances, une enveloppe vide puisque le temps a manqué pour la rédiger.

Pour numéro deux, que Villepin lui a donné l'autorisation exceptionnelle de choisir – « puisqu'on t'envoie au casse-pipes ! » –, l'ambassadeur retient Jean-Hugues Simon-Michel, qui a été son collaborateur à Kinshasa, et qui, en poste à Alger, lui dit oui sans hésiter. Un cas à part dans la haute administration : sorti dans la botte de l'ENA, il a opté pour le Conseil d'État avant d'en démissionner, se rendant compte, lors d'une mobilité en RDC, qu'il préférerait mille fois l'adrénaline de l'action

diplomatique à l'étude rébarbative des dossiers administratifs. Le Lidec et lui se mettent tout de suite à la tâche. Leur instruction première est de remettre de l'ordre dans la maison France à Abidjan: « un fossé dangereux s'était creusé entre les diplomates et les militaires, relate l'ambassadeur, chacun jouant sa partition auprès des autorités ivoiriennes. Fort astucieusement, Gbagbo en jouait, en s'appuyant sur le général Beth contre Renaud Vignal, et réciproquement ». Licorne était ainsi devenue une sorte d'ambassade de substitution, qui a accueilli les personnalités africaines en charge du dossier, comme le président togolais Eyadéma et son ministre de la Défense, le général Assani Tidjani, ou encore le ministre des Affaires étrangères sénégalais, Cheikh Tidiane Gadio. Le nouvel ambassadeur rappelle courtoisement aux militaires leur subordination aux civils, et il trouve en leur chef un interlocuteur des plus respectueux de la règle républicaine. De fait, au garde-à-vous à sa descente sur le tarmac d'Abidjan, le général Beth a lui aussi reçu instructions du CEMA de revenir aux attributions traditionnelles d'un Comanfor. Dans l'adversité, les Français se doivent de faire front commun.

La seconde instruction de Le Lidec concerne ses relations avec le pouvoir ivoirien dont le conseiller Afrique du président de la République, Michel de Bonnecorse, décrit le cadre : « la crise n'est pas dramatique pour la France – notre économie se remettrait très bien de la fin de nos échanges commerciaux. Mais elle est catastrophique pour les Ivoiriens. Il est donc primordial que le président soit parfaitement légitime : qu'il organise des élections. Si elles sont crédibles, et qu'il les remporte, nous travaillerons avec lui »^{CVIII}. Le Lidec doit donc reprendre langue avec Gbagbo et gagner le plus rapidement possible sa confiance afin de renouer un dialogue constructif et « à vrai dire, détaille-t-il, indispensable puisqu'il était le seul vrai représentant politique à Abidjan; Ouattara et Bédié vivaient à Paris, et leurs collaborateurs sur place n'avaient pas du tout leur pouvoir. Mais cela ne devait aucunement signifier une quelconque prise de parti de la part de la France »^{CIX}.

Paris continue à se vouloir arbitre d'un combat dont il ignore – ou pire, dont il croit connaître – le pedigree des compétiteurs et les règles du jeu. C'est ainsi que, depuis la signature du cessez-le-feu, les deux camps se sont reconstitués. Au nord, les rebelles sont rejoints par les Dozos dont le gourou, Fodé Moussa Sidibé, annonce qu'ils « servent certaines valeurs dont la justice. C'est lorsqu'ils constatent qu'il y a l'arbitraire, l'injustice et

l'exclusion qu'ils interviennent pour que justice soit faite »^{CX}. Ces deux mille chasseurs traditionnels au visage recouvert de kaolin, bardés de gris-gris et de vieux tromblons, sont très respectés, et donc craints, pour leurs pouvoirs dits magiques. Leur ralliement donne lieu à une cérémonie grandiloquente, le 29 novembre 2002, dans le stade de Bouaké. Carnaval mystique, à base d'incantations, de rites et de distribution de la fameuse mixture anti-balles qui serait l'apanage des chasseurs... Militairement, les Dozos n'ont jamais été que des supplétifs, des milices appelées à la rescousse dans les villages en proie à des troubles devenus incontrôlables. Mais symboliquement, le geste est fort, le ralliement de la Côte d'Ivoire ancestrale. Un coup dur pour Gbagbo qui peut se consoler avec le soutien assidu de l'Église ivoirienne.

La rébellion a aussi mis en place un semblant d'administration et des levées de taxes sur les trafics commerciaux. Une part sert très certainement à l'enrichir, mais la mesure est aussi rendue indispensable par la non-entrée d'impôts qui interdirait sinon tout service public et social. Or la plupart des visiteurs étrangers sont étonnés par une région ailleurs décrite comme ayant cédé au chaos. « Le pays était si bien organisé, témoigne le commandant Courcelle, que lorsque j'ai accueilli le PNUD, celui-ci s'est vu répondre que ses sacs de riz ne servaient à rien puisque les populations trouvaient à peu près ce qu'elles voulaient »^{CXI}.

Le sud dénonce la mise en place dans le nord d'un système mafieux, feignant d'oublier celui qui a cours chez lui, en pire parfois. « Au dernier *checkpoint* rebelle avant la zone de confiance, se rappelle un officier français, il fallait déboursier 100 000 francs CFA. Au premier des loyalistes après, c'était 120 000 francs CFA... »^{CXII} À Abidjan, le pouvoir sort le carnet de chèques pour embaucher en masse la jeunesse bété, l'ethnie de Gbagbo. Les habituels miliciens libériens sont renforcés d'Angolais, le président ayant brisé le lien entretenu par ses prédécesseurs avec l'UNITA; avec l'assentiment ou non de Luanda, du matériel militaire angolais est également aperçu à Abidjan^{CXIII}. Pour doper la valeur de l'armée ivoirienne, des Européens de l'Est font aussi leur apparition, ainsi que des Français. Ou quand Gbagbo, procureur de la Françafrique, n'a aucune honte à en exploiter les dernières résurgences. L'ex-commandant du GIGN Paul Barril et le général Jeannou Lacaze, ancien CEMA, déjà à l'œuvre auprès de Guéï en 2000, sont repérés à cette époque dans la capitale économique, apparemment sans succès pour eux. C'est plus fructueux pour une vingtaine

de leurs compatriotes, emmenés par un ancien sous-officier de la Légion, puis de la bande à Bob Denard, Dominique Malacrino, alias « commandant Marquès », qui se voient chargés de constituer une compagnie mobile afin d'assaillir les rangs rebelles. « Pour une fois, explique l'un d'eux à la presse, on ne peut pas nous accuser de faire un coup tordu. Ici nous nous battons pour sauver un président démocratiquement élu. La Côte d'Ivoire était le modèle économique de l'Afrique francophone. Nous voulons la remettre sur les rails. Le défi est énorme pour nous »^{CXIV}. Hélas pour Gbagbo, leur expérience au feu est faible !

De grosses quantités d'armes sont également achetées à l'est de l'ancien Rideau de Fer et en ex-Yougoslavie dont, pour un montant estimé de 150 millions d'euros, deux hélicoptères d'attaque MI-24 livrés avec un arsenal conséquent : 11 véhicules de combat BMP, 1 500 obus de tous calibres, 100 mortiers de 82, 4 000 grenades, 2000 AK-47, 5 millions de cartouches^{CXV}. Les FANCI et leurs renforts ont l'occasion d'employer très vite ces matériels puisque, fin novembre, les rebelles sont repassés à l'attaque à Vavoua, dans l'ouest jusqu'alors épargné. Un sacré pied de nez à la diplomatie française puisque Dominique de Villepin se trouvait encore à Abidjan. Au signal de départ, deux mouvements, fortement complétés de mercenaires libériens¹⁵, se sont scindés : le MJP (Mouvement pour la justice et pour la paix) a pris la direction de Man, et le MPIGO (Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest), derrière un ancien compagnon de Guéï, N'Dri N'Guessan, dit Félix Doh, a visé, lui, Danané. Ensemble ils appellent le 2 décembre à l'union avec le MPCFI dont l'un des chefs militaires leur avait rendu visite au Libéria et qui, pour beaucoup, les aurait en réalité portés sur les fonds baptismaux. Vingt jours plus tard d'ailleurs, les trois groupements se réuniront au sein des « Forces nouvelles ».

Face à cette nouvelle dégradation, l'armée française campe dans la posture alambiquée dictée par Paris : « notre mission, explique le porte-parole de l'État-Major des Armées, consiste à faciliter le respect de l'accord de cessez-le-feu, et non à l'imposer »^{CXVI}. Le gouvernement français refuse tout pas supplémentaire qui serait immanquablement dénoncé des deux côtés comme de l'ingérence. Néanmoins, quand le MJP est devenu maître de Man, Licorne est intervenue, avec un héliportage des GCP du commandant Pons, appuyés par la compagnie D. du 2^e REP, pour en reprendre l'aéroport l'après-midi du 30 novembre, en déplorant un blessé contre plusieurs tués en face. Et dans la nuit, 160 ressortissants étrangers

furent évacués, dont 40 Français. Licorne vide ensuite les lieux, mais dans les heures suivantes, elle prend encore en charge 80 étrangers un peu plus au nord, à Toubia. Le pouvoir ivoirien ne lui en impute pas moins les succès rebelles dans l'ouest. Pour lui, il est évident qu'une telle efficacité trahit une formation militaire dispensée en particulier par les GCP à Bouaké. Le commandant Courcelle assiste bien à certains affrontements, en particulier lors de la déroute infligée aux FANCI par le Comzone Zacharia Koné à Vavoua. Mais il certifie que « les rebelles n'ont absolument pas eu besoin de nos conseils ! »^{CXVII} Licorne atteindrait tout de même des sommets de schizophrénie en formant elle-même à Bouaké ceux qu'elle pourrait affronter ailleurs... Ce n'est pas elle la responsable de la déveine des FANCI, mais bien l'incurie du pouvoir ivoirien qui en est réduit à verser des primes de combat pour espérer garder des troupes en ligne à l'ouverture du feu.

Cette flambée de violence en tout cas confirme dans leurs convictions ceux qui voient des motifs financiers à la crise ivoirienne. L'ouest en effet concentre la plupart des plantations de l'or marron de la Côte d'Ivoire, le cacao, qui représente 40 % du PIB. En subventionnant les rebelles, les sociétés d'exploitation chercheraient à faire grimper les cours, surtout en cette année où ils s'annoncent bas en raison d'une excellente récolte. Une société se trouve particulièrement dans le collimateur, Armajaro, dont le siège est à Londres. Le crime est signé quand il est dit que son dirigeant, Anthony Ward, serait un ancien du MI5. Qu'importe que les services secrets britanniques n'aient pas grande expertise de l'Afrique francophone, leur ombre sulfureuse vaut validation du scénario maléfique. Que le cacao ait sali des mains, rien de neuf au soleil d'Abidjan. La fève sert depuis toujours à corrompre, que les sociétés soient consentantes ou non. Il est ainsi notoire que les plus grands producteurs ont octroyé à Gbagbo au début des événements une enveloppe de 15 millions d'euros. Ainsi l'argument est-il réversible : en s'opposant aux actions rebelles dans l'ouest, les soldats français peuvent aussi se voir soupçonnés de permettre au président ivoirien de continuer à financer sa guerre. « Le prix d'achat du cacao ivoirien, écrit cyniquement le professeur Christian Bouquet, était-il désormais fixé dans une nouvelle monnaie, le dioula ? »^{CXVIII}. De manière générale, les acteurs économiques se verront régulièrement accusés de financer tel ou tel camp. Parce que les banques, les hôtels, le téléphone, le transport aérien et ferré, la distribution d'essence sont très majoritairement à elles – rapportant au

passage à l'État ivoirien plus de la moitié de ses recettes fiscales – les entreprises françaises sont aussi soupçonnées de détenir un pouvoir considérable. Or la vérité est que les secteurs les plus rentables leur échappent. Le cacao est tenu principalement par les Américains Cargill et ADM, le Suisse Barry Callebaut et le Néerlandais Continaf; les gisements en hydrocarbures récemment mis à jour ont été cédés aux Américains. D'autre part, pour les grands groupes concernés, et systématiquement dénigrés, Bouygues, Bolloré, Vinci, Orange, le marché ivoirien représente une très faible part de leurs profits mondiaux. Quand bien même, les partisans de Gbagbo arguent qu'ils n'auraient pas supporté la révision des règles de la passation des marchés que celui-ci a impulsée^{CXIX}. Le premier s'est ainsi vu déposséder récemment du contrat de la construction d'un pont, mais, comme le souligne le journaliste Thomas Hofnung, sont-ce là « des arguments suffisants pour financer un coup d'État à l'issue forcément incertaine ? »^{CXX} Vraisemblablement non. Surtout que nul président ivoirien ne se montrera plus favorable aux grandes entreprises françaises que Gbagbo en personne... Il en va de même pour le cacao. Que tel ou tel acteur ait financé en 2002 l'un ou l'autre camp, rien de très surprenant ; s'il est avisé, il aura même arrosé les deux. Le MI5 devra se remettre en cause s'il est jamais avéré que l'un de ses prétendus agents aura parié dans le nord sur un quarteron de sous-officiers dont tout aurait pu laisser craindre, si près des catastrophes du Rwanda, de la Sierra Leone et du Libéria, qu'ils perturbent bien au-delà d'une saison le pays et même toute la région.

Dans la même veine que le cacao, le pétrole, mobile passe-partout de tous les conflits depuis la seconde guerre mondiale, est invoqué car un gisement a été découvert au sud-ouest d'Abidjan. Derrière, c'est bien entendu le grand méchant Américain qui pointe, responsable de pratiquement tous les maux de la planète. Gbagbo y a contribué à sa manière puisque, par volonté d'indépendance par rapport aux services français, il a confié ses écoutes à des Israéliens, anciens du Mossad ou probablement toujours membres. Israël soustraiterait la Côte d'Ivoire pour le compte de Washington ? La réalité est que, en 2002, les États-Unis, traumatisés par le 11 Septembre, n'ont d'yeux que pour l'Afghanistan et l'Irak. Quant aux Israéliens, ils ont accepté l'offre de Gbagbo essentiellement parce qu'elle leur permet de veiller aux liens de la forte communauté libanaise, chiite pour l'essentiel, avec le Hezbollah libanais.

Les Français sont donc bien encore et toujours en première ligne pour tenter de démêler l'écheveau ivoirien. Le 3 décembre, comme Villepin le leur a demandé lors de sa précédente venue, Gbagbo rencontre Compaoré à Bamako. Rien n'en sort. À Lomé, Eyadéma, qui coordonne le groupe de contact de la CEDEAO, fait également chou blanc : le « document politique » que signeront les principaux partis ivoiriens ne fait guère illusion. C'est un échec pour l'organisation sous-régionale qui annonce toujours l'envoi d'une force d'interposition, mais l'un de ses plus gros contributeurs, le Sénégal, n'en veut surtout pas, évoquant le « casse-pipe » assuré. Pendant ce temps, dans l'ouest ivoirien, les combats s'intensifient, les FANCI reprenant le contrôle de Man, Toulépleu et Bloléquin. Le MPCCI menace de quitter les négociations à Lomé si la CEDEAO ne condamne pas les exactions récemment rapportées : 120 cadavres découverts par l'armée française dans un charnier à Monoko-Zohi. Le pouvoir ivoirien parle d'opposants morts au combat quand le nord évoque une purification ethnique.

Ce parfum de Rwanda fait peur. Toute la presse, les ONG, peut-être parce qu'elles n'y ont rien vu venir, crient au génocide en préparation, à un processus de « libérianisation ». Les deux camps désormais réclament le départ des soldats français, or il ne peut plus en être question pour Paris sous peine de se voir accuser, en cas de drame, d'avoir laissé faire. Licorne passe le cap des deux mille hommes avec le renfort de troupes d'élite, des légionnaires parachutistes du 2^e REP dans la région sensible de l'ouest, rapidement suivis d'éléments du 8^e RPIMa et d'un escadron de reconnaissance. Elle s'arme aussi considérablement avec hélicoptères, blindés légers, mortiers de 120. Un appareil d'observation de la marine participe à l'écoute des communications radio. « L'impunité en Côte d'Ivoire doit cesser », clame Villepin, Paris ayant demandé à l'ONU une enquête sur les violations des Droits de l'homme. Les rebelles dénoncent de manière unanime le rôle « ambigu » de la France, dont ils menacent de réprimer toute attaque, tandis que, à l'Assemblée nationale, le député d'opposition Christiane Taubira évoque un « éternel réflexe colonial »^{CXXI} en Côte d'Ivoire.

Mais le pire est à venir comme va le constater la compagnie du 2^e REP, commandée par le capitaine Hubert D., qui quitte Calvi début décembre. À deux cents kilomètres à l'ouest de Yamoussoukro, renforcés d'une autre section, d'un peloton blindé, d'éléments du génie et de la guerre

électronique, les légionnaires reçoivent mission d'interdire aux rebelles le franchissement d'un pont sur la Sassandra. Rebelote un peu plus loin, le 18 décembre, cette fois à l'intérieur du pays, à Duékoué, village stratégique car il ouvre la route du port de San Pedro d'où partent les récoltes du cacao. Sur place, Hubert D. apprend que les rebelles seraient à une quarantaine de kilomètres. Leur présence est comme validée par les mouvements de population fuyant la région et de forces loyalistes qui viennent au contraire la renforcer. Le premier contact ne tarde pas : à peine trois jours plus tard, les rebelles du MPIGO viennent tâter le dispositif français sur l'un des deux axes principaux de la zone, menant vers l'ouest. Le capitaine D. fait procéder à des coups de semonce avec une Sagaie sur deux véhicules tentant de forcer le passage, puis, comme il n'obtient pas satisfaction, il ordonne des coups au but. « J'avais reçu des consignes très claires concernant l'ouverture du feu, témoigne-t-il. Pour certains de mes sous-officiers qui avaient connu des opérations de l'ONU, c'était un changement radical ! »^{CXXII}

Dans les jours suivants, des escarmouches surviennent au même endroit, mais aussi sur l'autre axe, vers le nord. « Chaque fois, note Hubert D., nous étions obligés d'ouvrir le feu. C'était particulièrement impressionnant la nuit à cause des obus éclairants. Malgré tout, ils revenaient inlassablement ». En guise d'apaisement, le 30 décembre, des officiers français rencontrent des représentants du MJP et du MPIGO dont le porte-parole, Félix Doh, crie au malentendu : « Nous n'avons rien contre les Français, jure-t-il. Ce sont nos frères d'armes »^{CXXIII}. Et pourtant, le 6 janvier 2003, une vingtaine d'individus apparaissent à 400 mètres des positions de Licorne, drapeaux blancs bien en évidence. Les légionnaires restent tout de même sur leurs gardes. Et de fait, l'attroupement prend fin pour laisser place sur la ligne de crête à une rangée de tireurs armés de RPG-7 qu'ils utilisent comme des lance-grenades. Certaines roquettes passent tout près des légionnaires qui ripostent ardemment. À la première salve, la moitié des tireurs adverses est à terre. Mais le combat ne fait que commencer. Et même à la grande surprise du capitaine D., il s'intensifie, le comportement de la centaine d'assaillants ne correspondant pas vraiment à ce qui est ordinairement constaté en Afrique : « ils relevaient leurs morts sous le feu, décrit-il, et ils manœuvraient. À chaque fois qu'ils butaient sur notre résistance, ils débordaient par la forêt »^{CXXIV}. Tant et si bien que, vers 11 heures, lui qui est à 1,5 kilomètre en arrière avec seulement une trentaine

d'hommes, il reçoit de plein fouet la dernière tentative de contournement, tout en apprenant que l'autre axe est également attaqué, l'empêchant de dégarnir ses lignes... Il ne fait guère de doutes que les rebelles ont reçu une formation militaire, et même, qu'ils sont commandés sur le terrain, à la radio, par des officiers occidentaux. Des mercenaires vraisemblablement : sont-ils américains ou israéliens, comme la rumeur l'affirmera¹⁶ ? En tout cas, ils ont mal choisi leur secteur car, parmi les légionnaires, figurent des grognards aux vingt années de service, qui, s'ils n'ont jamais soutenu affrontement d'une durée pareille, n'en restent pas moins d'un calme impressionnant. En tout, la compagnie tire deux cents obus de mortier. « Quand j'ai demandé au PC un recomplètement, témoigne le capitaine, il y a eu comme un blanc à la radio : ils ont réalisé l'intensité de l'attaque ! » Au bout de quatre heures, la Légion déplore six blessés : quatre par éclat de RPG, un autre a reçu une balle dans son viseur qui est venu percuter son œil, un dernier enfin a été blasté par une roquette. En face, les pertes sont estimées à une trentaine d'hommes. Mais ce n'est pas terminé. Des rebelles restent tapis dans la forêt voisine, faisant peser sur la compagnie un danger que D. ne veut pas laisser perdurer avec l'arrivée de la nuit où les hélicoptères pourront plus difficilement intervenir. Il obtient donc du QG de Licorne l'envoi d'une Gazelle avec laquelle il peaufine son plan de bataille : plus question de subir, cette fois il lancera lui-même l'assaut, après que l'appareil aura arrosé au canon les trois cents mètres du terrain d'approche. À l'heure dite, l'hélicoptère est bien là, la rafale part, mais les légionnaires regardent derrière eux : c'est dans leur dos que les obus tombent ! Le capitaine D. hurle à la radio « Halte au feu ! » mais le mal est fait. Le groupe de tête, qui tient le merlon principal, a tout juste le temps d'essayer de se mettre à l'abri qu'il est fauché. Cinq hommes sont blessés. Le plus gravement atteint a reçu des éclats au niveau de l'aisselle, qui n'était pas couverte par le gilet pare-balles. Son cas est si désespéré que l'aumônier lui administre l'extrême-onction dans l'hélicoptère qui l'évacue. Le médecin urgentiste du 1^{er} RPIMa parviendra cependant à lui sauver non seulement la vie, mais son bras^{CXXV}.

L'auteur du tir se pose quelques centaines de mètres en arrière. Après inspection, il s'avère que son arme s'est dérégulée. L'équipage est hors de cause, même si le commandement, sur l'instant, tempête à tout va. Le capitaine D. pour sa part n'a plus le choix. Il lui faut à tout prix lancer l'assaut car c'est lui qui serait sinon en position de faiblesse. Appuyée par

les blindés, l'infanterie progresse de part et d'autre de l'axe principal, et bute sur une résistance toujours forte qui lui tient la dragée haute plus d'une heure et demie. Mais le bouchon est enfin levé.

Place dès lors aux questions: pourquoi les rebelles s'en sont-ils pris si durement aux troupes françaises ? Espéraient-ils sérieusement les défaire, et infliger ainsi par ricochet une défaite à Gbagbo, ou simplement les tester en montrant au passage ce dont ils étaient capables ? Si dans le nord Tuo Fozie affirme « condamner » l'attaque contre Licorne, le chef politique de la rébellion, Guillaume Soro, a l'air de dire exactement le contraire: « Les Français ne sont pas invincibles. Ils ont perdu en Indochine. Nous pouvons au moins être sûrs qu'il y aura des familles en deuil en France comme en Côte d'Ivoire »^{CXXVI}. Le *New York Times* prophétise : « petit à petit, les troupes françaises sont peut-être aspirées dans ce qui pourrait devenir une guerre longue et qui pourrait dérapier dans l'anarchie ». C'est ainsi que, par ses interceptions, Licorne obtient la preuve qu'un hélicoptère loyaliste a sciemment pris pour cible des civils à Menakro^{CXXVII}. Abidjan plaide qu'ils étaient en fait des rebelles, mais les Français se voient de plus en plus accusés de complicité. Un regain de détermination s'empare du gouvernement français, incarné par le ministre des Affaires étrangères qui, avant l'explosion de la discorde sur l'Irak avec les États-Unis, trouve en la Côte d'Ivoire une opportunité d'assouvir son ambition de modifier le cours de l'Histoire. Le 3 janvier 2003, il revient à Abidjan où les autorités lui manifestent à leur manière leur mécontentement dès son arrivée. Son cortège est conspué, lui-même est pris à partie par des femmes à l'entrée de la résidence de Gbagbo où l'un de ses compatriotes s'inquiète. « Nous avons mis au point un *modus operandi* avec Dominique, se souvient Robert Bourgi. Je partais en avance, pour préparer le terrain, et j'assistais à ses entretiens avec ses hôtes africains une fois les conseillers et les journalistes partis »^{CXXVIII}. C'est ainsi que, la veille, il a dîné avec son « ami Laurent » et Simone qui ne lui semblaient guère enthousiasmés par la visite du ministre : « Tu sais, Bob, a glissé Gbagbo, ton ami Villepin a fait une déclaration pas terrible sur RFI... » Ayant aperçu du kaolin sur le visage des manifestantes, signe d'un grand mécontentement, Bourgi le prie avec insistance d'aller lui-même chercher le ministre. « Faut qu'il sache, Bob ! » lui réplique le président, encore sous le coup des précédentes déclarations, mais il finit par obtempérer. Dominique de Villepin peut donc entrer dans la

résidence, et une fois les conseillers et journalistes disparus pour le tête-à-tête, Bourgi surgit du bureau voisin.

« C'est Bob qui m'a dit de vous récupérer ! annonce le président qui ne tarde pas à avouer son insatisfaction : Dominique, j'ai toujours été correct avec toi et avec le président Chirac. Vous m'avez reçu deux fois, vous m'avez mis un château à ma disposition. Mais je suis un pouvoir légitime. Qu'a fait le général de Gaulle en 1961 face aux généraux putschistes ? Il les a arrêtés et traduits devant la Haute Cour. Pourquoi, moi, je devrais accepter la rébellion ? »

Le ministre des Affaires étrangères reste silencieux.

« Je te demande, ajoute Gbagbo, de rétablir l'Histoire et donc de ne pas aller à Bouaké comme tu l'as prévu. Ce serait cautionner la rébellion ».

Comme le ministre dit maintenir sa décision, Gbagbo interpelle Bourgi qui, à son tour, suggère d'annuler le déplacement dans le nord. Villepin prend congé sans que rien de constructif n'ait été arrêté. L'avocat, lui, reste pour déjeuner avec le couple Gbagbo. Simone s'y montre si remontée que son mari doit lui demander de se calmer. Le repas est surréel car, dans le même temps, le ministre des Affaires étrangères ne s'est pratiquement pas éloigné de la résidence. Convaincus qu'il est venu demander au président de démissionner, les manifestants l'empêchent de regagner son véhicule en criant: « On veut Gbagbo ! », « Vilain Pain ! » Le Premier ministre ivoirien et ses ministres se relaient pour les disperser, en vain. Au bout d'une demi-heure, Villepin s'énerve, somme l'armée ivoirienne de faire son travail. Grand seigneur, Gbagbo intervient enfin et la foule s'assoit pour l'écouter déclamer : « La France est avec nous. Dominique est venu pour que nous trouvions ensemble, avant la fin de janvier, une solution pour sortir de cette sale guerre »^{CXXIX}. La mer Rouge s'ouvre enfin et le ministre d'annoncer peu après que toutes les parties ivoiriennes vont se rencontrer en France avec pour préalables le respect du cessez-le-feu signé le 17 octobre, le maintien au sol des hélicoptères récemment acquis, enfin le retour des mercenaires dans leurs pays. Gbagbo de son côté déclare solennellement avoir pris les dispositions nécessaires sur chacun des points et se dit même prêt à former un gouvernement avec le RDR. Dominique de Villepin se rend ensuite à Bouaké, la dernière partie du voyage étant assurée par les hélicoptères de Licorne. Guillaume Soro, Chérif Ousmane, les colonels Gueu et Bakayoko, tous sont là pour l'accueillir, Tuo Fozie lui déclarant au garde-à-vous : « Je suis très ému. Cela faisait longtemps que j'attendais ce

jour »^{CXXX}. « Nous leur avons indiqué, précise le commandant Courcelle, ce qu'ils pouvaient dire et ce qu'il valait mieux éviter... »^{CXXXI} Ne manquent que les représentants des deux mouvements rebelles de l'ouest, MJP et MPIGO, qui se seraient perdus en chemin. Leur présence était pourtant vivement souhaitée puisque la région n'est pas concernée par l'accord de cessez-le-feu.

Comme attendu, ce voyage est vivement contesté dans le sud où il a valeur de reconnaissance. On y dit Dominique de Villepin acquis à la cause rebelle. Or à Paris, c'est l'impression inverse qui l'emporte; le ministre est soupçonné d'avoir succombé au charme du Boulanger. De fait, il apparaît désormais plus en phase avec son administration qui, depuis 2000, prône la conciliation avec le président ivoirien, moins pour ses idées que pour son charisme, la puissance qu'il a acquise, faisant de lui l'homme fort de la Côte d'Ivoire. Sa conseillère Afrique, Nathalie Delapalme, le conforte dans cette voie, elle qui suit pas à pas le dossier quand lui ne peut y réserver que le peu de temps laissé par l'énorme crise irakienne. Administratrice du Sénat, elle n'a pas le morphotype de l'« Africaine » en cours aux Affaires étrangères ou à l'Élysée, mais de 1995 à 1997, elle a appartenu au cabinet du ministre de la Coopération, avant de devenir secrétaire exécutive du groupe sénatorial d'amitié France-Afrique de l'Ouest. Elle-même s'est laissée séduire par la force de conviction du couple Gbagbo, et de Simone plus particulièrement.

Au début 2003, de l'ambassadeur au ministre, le Quai d'Orsay se trouve donc quasiment à l'unisson pour considérer le président ivoirien comme l'interlocuteur de référence. Le président de la République, lui, est sur une position moins fermée qu'il ne sera dit. Sous l'impulsion de son conseiller Afrique Michel de Bonnecorse, il nie seulement à Gbagbo tout avenir en cas d'élections libres. Sans attrait pour Ouattara, réaliste sur l'impéritie de Bédié, il compose donc avec lui par nécessité quand Dominique de Villepin y mettrait plus de sentiment. Deux ans après l'élection de Gbagbo, la ligne de la France tend enfin à se figer. Ce sera, pour quelques années, « Gbagbo faute de mieux ». Ceux qui en douteraient n'ont qu'à relever à qui, depuis septembre 2002, à chaque fois, Licorne réserve ses balles.

1. Qui ne l'obtiendra toutefois que six mois plus tard

2. Le 24 janvier 2003, la DGSE aurait rendu une note incriminant les équipes de protection de Laurent et Simone Gbagbo, respectivement commandées par Patrice Bahi et le capitaine Séka Yapo. En juillet 2004, le couple sera débouté de ses plaintes en diffamation à l'encontre de journaux français qui l'ont présenté comme les commanditaires (*in* Antoine Glaser et Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005).

3. Et remis aux autorités ivoiriennes.

4. ERC: engin à roues avec canon de 90 mm. Plus couramment appelé « Sagaie ». Il s'agit d'un blindé à six roues, en service depuis les années 1980 dans l'armée de terre.

5. Commandement des forces américaines en Europe, basé à Stuttgart, qui à l'époque s'occupe également de l'Afrique (en 2007 sera créé Africom).

6. École militaire interarmes.

7. Les proches des miraculés seront plus reconnaissants envers les Français : « Merci la France pour avoir sauvé nos enfants », titrera le site qu'ils leur dédieront, nombreuses photos à l'appui (<https://mywebpace.wisc.edu/mamidbon/france.html>).

8. Argot de Saint-Cyr pour désigner l'officier d'une promotion plus récente.

9. Mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire.

10. Nom suggéré par le chef de la cellule Afrique du COIA, le colonel Frédéric Pince, en référence, non pas comme la légende l'affirme, à un bar de Libreville – car il y fut commandant du 6^e BIMa – mais tout simplement au Transall avitailleur, ainsi surnommé, et qu'il a envoyé dans le nord pour permettre aux forces spéciales du lieutenant-colonel Marconnet de faire le plein de carburant.

11. Probablement grâce au trafic de télégrammes diplomatiques qui fait scandale à l'époque.

12. Commandant de la force (Licorne en l'occurrence).

13. Pour « commandant de zone ».

14. Qui deviendra en juin 2003 la « zone de confiance ».

15. Selon le rapport du groupe d'experts de l'ONU daté de novembre 2005, les Libériens auraient été 1 500 à 2 000 à se battre côté Gbagbo, moitié moins côté rebelle

(http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp
symbol=S/2005/699).

?

16. Les forces spéciales françaises en auraient arrêté certains...

III

Essai non transformé

Amener toutes les parties d'un conflit à s'asseoir à la même table, loin du territoire qu'elles se disputent, est de ces idées qui, sur l'instant, souvent par désespoir, peuvent paraître excellentes et qui, avec le temps, finissent par être des plus regrettées. Selon le général Bentégeat alors CEMA, « Jacques Chirac n'en était pas très partisan car il sentait que la France, en accueillant les négociations sur son sol, allait se retrouver à nouveau impliquée plus que de raison dans les bisbilles ivoiriennes. Lui aurait préféré que les Africains règlent leurs affaires entre eux, par exemple au sein de la CEDEAO »^{CXXXII}. Un conseil de défense restreint aborde le sujet, durant lequel, même si l'armée n'est pas *a priori* concernée, le CEMA se voit demander son avis. « J'ai répondu, relate-t-il, qu'il y avait une vraie attente de la part des Africains et des Ivoiriens en particulier. La CEDEAO ne prenait pas d'initiative. Nous étions les seuls à pouvoir faire avancer l'affaire ».

Tout a dû être organisé dans la précipitation. « Il ne nous est resté que dix jours pour préparer, relate Gildas Le Lidec, alors que je venais d'arriver. Je n'avais pas la moindre idée de la manière de procéder »^{CXXXIII}. L'ambassadeur prend donc attache avec Seydou Diarra, cheville ouvrière la même année d'un congrès panafricain qui offre en quelque sorte un modèle pour les thèmes à aborder : ivoirité, listes électorales, etc. Ce sera la feuille de route. Pour le lieu des négociations, afin d'assagir la mêlée ivoirienne, Paris opte pour le centre d'entraînement de l'équipe française de rugby, tout juste inauguré par le président de la République, à Marcoussis.

En heureux prélude, une trêve est signée à Lomé le 13 janvier 2003. Toutes les délégations ivoiriennes s'envolent ensuite à destination de la métropole, déterminées. Pour le clan Gbagbo, le but est d'obtenir le

désarmement des rebelles, c'est-à-dire un retour à l'ordre; pour ceux-ci, le départ du président, c'est-à-dire une révolution. À Bouaké, le commandant Courcelle a conduit les représentants du MPC I à l'avion et il ne les décrit « guère enthousiastes »^{CXXXIV} : « ils savaient pertinemment que Gbagbo chercherait à les rouler ; ils ne lui faisaient aucune confiance. Tant qu'il resterait au pouvoir, rien ne progresserait selon eux ». Dans le camp présidentiel, Robert Bourgi ressent à l'opposé un peu trop d'allant, lui qui n'apprend la tenue de Marcoussis que quelques jours à l'avance. « Gbagbo a fait confiance à Villepin, dit-il. Une sympathie réciproque était née entre les deux hommes »^{CXXXV}.

Le ministre des Affaires étrangères prononce le discours inaugural dans la grandiloquence qu'il affectionne : « l'Histoire hésite, la Côte d'Ivoire hésite et l'Histoire vous oblige. Votre peuple vous regarde et il vous oblige »^{CXXXVI}. Pendant dix jours, les trente-deux participants ivoiriens, auxquels sont adjoints les trois représentants de l'ONU, de l'Union africaine et de la CEDEAO, seront astreints au huis clos, comme à Rambouillet, en 1999, pour le Kosovo. Le président des séances va même exiger encore plus. Pour tenir ce rôle, Jacques Chirac a appelé un vieil ami, Pierre Mazeaud, qu'il a nommé au Conseil constitutionnel pour, *dixit* celui-ci non sans humour, « avoir la paix à l'assemblée »^{CXXXVII}.

« Viens vite me voir ! » lui lance-t-il.

Une fois à l'Élysée, Mazeaud de se faire expliquer :

« Je ne vois que toi pour cette commission !

– Mais je ne suis pas diplomate !

– Si, si, insiste le président. Dominique pense comme moi. Tu seras très bien pour cette affaire. »

Mazeaud sent bien le risque d'une impasse, de la mission perdue d'avance dont personne ne veut. De la Côte d'Ivoire, il n'a jamais vu que le stade d'Abidjan qu'il avait inauguré comme secrétaire d'État aux Sports en 1974. Mais il n'est pas homme à renoncer, lui, le premier Français à avoir vaincu l'Everest, l'ancien jeune loup de l'UDR qui avait osé aller exposer au général de Gaulle son désaccord sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Et puis, il se dit que ses connaissances en droit font peut-être de lui un candidat pas si improbable. Et d'accepter *in fine*, dit-il, « pour faire plaisir à Jacques ».

Le juriste part avec sa valise, déterminé à passer toute la semaine sur place pour enfin faire émerger un accord. Les négociateurs ivoiriens le

comprennent dès le premier jour : avec lui, les querelles doivent rester hors du camp. « Lors de la première poignée de mains, relate-t-il, j'ai été estomaqué de constater qu'ils ne se parlaient pas. Je leur ai annoncé d'emblée que tout le monde dormirait dans le même bâtiment alors qu'ils avaient prévu de récupérer chacun une petite maison ». Tous obtempèrent, Ouattara compris, qui dispose pourtant d'un appartement à Paris, mais pas Bédié qui retourne chaque soir à son domicile du 16^e arrondissement. Mazeaud leur concocte un programme intensif. Tous les matins, il commence à 8 h 30 par une rencontre d'une demi-heure avec son adjoint, le professeur ivoirien Diarra, puis il rencontre chacun des responsables politiques jusqu'à midi, en abordant toutes les questions qui fâchent. « Je leur disais à tous : trouvons un consensus pour ne plus compromettre l'avenir ». Au déjeuner, il casse rapidement les plans de table afin de mélanger tous les participants qui ne se font pas prier. L'après-midi est consacré à une réunion plénière où l'ensemble des questions sont reprises. Au dîner, tous les deux jours, le président abandonne Marcoussis, le temps d'aller rendre compte à Jacques Chirac et Dominique de Villepin, puis il retrouve l'assistance pour la soirée, généralement bien arrosée grâce aux caves destinées aux rugbymen... Dans la solitude de sa chambre, il reprend enfin ses dossiers pour une bonne partie de la nuit, particulièrement celui de l'ivoirité, un thème qui lui est familier puisqu'en 1993, il avait plaidé et obtenu l'intégration du code de la nationalité française dans le code civil. « Petit à petit, relate-t-il, le climat s'est détendu. Les Ivoiriens se parlaient. » Au bout de quelques jours, c'est donc très confiant qu'il monte les marches de l'Élysée où Jacques Chirac, non sans l'agacer d'ailleurs, le reçoit en présence de son conseiller Afrique, Michel de Bonnecorse, qui lui semble ne pas partager ses espoirs : les Ivoiriens ne seraient pas capables à ses yeux de s'entendre, à l'heure actuelle en tout cas. Or le futur président du Conseil constitutionnel est formel: « Tous les participants se retrouvaient pour préférer la réussite à l'échec. Ils partageaient une certaine idée nationale et voulaient sincèrement aider leur pays à repartir sur les meilleurs rails. »

Comme entre amis qu'ils seraient devenus par la grâce de Marcoussis, les débatteurs ont parfois des mots durs. Ouattara en particulier, qui avait disparu d'Abidjan dans tous les sens du terme, profite de la tribune qui lui est salutairement offerte pour attaquer Gbagbo sans détours : « Notre pays est victime de l'instrumentalisation de l'identité. Par la faute de politiciens à

courte vue, notre Côte d'Ivoire est devenue un pays où, au nom de l'ivoirité totale, les enfants renient leurs parents, où les hommes et les femmes renient leurs conjoints »^{CXXXVIII}. Le chef du RDR réclame donc une nouvelle constitution, un nouveau code de la nationalité, de nouvelles élections, mais dans une ambiance qui reste singulièrement sereine, comme le reflète l'optimisme de la presse. L'enjeu national en vaut la peine puisque l'Union européenne promet 400 millions d'euros d'aide sur cinq ans. « Les débats étaient très riches, témoigne Pierre Mazeaud. Les deux camps disposaient d'excellents juristes. Ils se montraient si contents qu'ils voulaient que j'aborde également la question du service national. Je leur ai suggéré de se concentrer sur les sujets premiers »^{CXXXIX}.

La seule anicroche finalement est le départ précipité du président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly. « Je ne l'ai pas retenu quand il a souhaité partir », commente simplement Mazeaud qui note que même le Premier ministre de Gbagbo ne le salue pas. Aux dires des représentants de l'opposition, Koulibaly aurait cherché à les soudoyer avec des enveloppes de billets. Abidjan en fera l'aveu à mi-mots en évoquant plutôt des « défraiements ». Le clan Gbagbo aurait-il fini par s'inquiéter de la tournure des débats ? Koulibaly, qui en est l'un des piliers les plus solides, accuse de fait Pierre Mazeaud de « se coucher devant les rebelles et le RDR de Ouattara »^{CXL}. Le Français reconnaît avoir pour Guillaume Soro en particulier presque de l'affection. Le gaulliste se retrouve dans ce jeune homme « déterminé, intelligent, partisan d'un renouveau des institutions, soucieux de l'intérêt national, et très attaché à la France »^{CXLI}. Pour autant, il n'entend favoriser personne alors que les combats ont repris en Côte d'Ivoire, à l'initiative des rebelles ; le 21 janvier, encore deux légionnaires sont grièvement blessés à Duékoué.

Dans la nuit du 23 au 24, les participants de Marcoussis se lèvent, se prennent par la main et entonnent l'hymne national : un accord a été trouvé. Il prévoit d'un côté l'intégration des rebelles dans l'armée, de l'autre l'amnistie générale des combattants, des élections, ainsi que la révision des codes foncier et de la nationalité. Le mandat de Gbagbo est maintenu jusqu'en 2005, mais des pouvoirs étendus seront accordés à un gouvernement d'union nationale dirigé par une personnalité « de consensus ». « C'est la fin de l'ivoirité », déclare Ouattara puisqu'il ne faudrait plus désormais qu'un des deux parents ivoiriens pour se porter candidat.

Vu le chaos à l'œuvre dans le pays depuis quatre mois, pareil résultat semble inespéré. « Succès diplomatique pour la France »^{CXLII}, clame donc la presse. L'enthousiasme pourtant n'est pas toujours partagé. Le Quai d'Orsay, en particulier – cabinet mis à part puisque l'idée originelle vient du ministre – fait la moue devant la réussite obtenue par un juriste, là où les siens ont échoué. Beaucoup, certes plus connaisseurs du pays et de la région, mégotent sur la sincérité des participants. « Pour ma part, riposte Pierre Mazeaud, je n'avais pas le moindre doute à ce sujet. Et puis quand bien même, ce n'était pas mon problème. Ils se sont engagés en signant, point »^{CXLIII}. Ne l'eussent-ils fait qu'il se le serait vu reprocher.

Marcoussis est en réalité victime d'une injustice. Car s'il se soldera finalement par un échec, c'est surtout à cause de la suite impossible qui lui a été donnée. Désireuses sans doute de vouloir tirer immédiatement profit de l'accord, les autorités françaises ont en effet prévu un sommet africain à Paris, au centre Kléber, dès le lendemain. Or un miracle ne fonctionne jamais deux fois de suite. Alors qu'Abidjan a pris l'habitude depuis deux ans de reprocher à la France ses méthodes néocoloniales, voilà que celle-ci convoque, coup sur coup, toute son élite politique en région parisienne. Robert Bourgi veut déconseiller à Gbagbo de répondre à l'invitation, mais il n'a que son conseiller au téléphone, Eugène Allou : « Je lui ai dit de suggérer à Laurent, de manière orale, de ne pas venir à Paris. Mais le soir il m'a rappelé pour me dire : “ton frère veut quand même venir !” »^{CXLIV} S'il est un perdant à Marcoussis, c'est bien le président ivoirien, dépouillé d'une grande partie de ses pouvoirs, obligé de composer avec une rébellion qu'il voulait mettre au pas. Lui seul pourra jamais dire s'il a finalement accepté de venir à Kléber avec une vraie volonté d'entériner l'accord ou en sachant pertinemment l'exploitation politique qu'il pourrait tirer de cette grand-messe. Jacques Chirac, qui le reçoit à l'Élysée le 24 janvier, le décrit « comme toujours enveloppant de chaleur et de cordialité, mais sa franchise ne [lui] paraît pas garantie »^{CXLV}. Avant de venir, Gbagbo l'a prévenu : « Tout est négociable, sauf le président ! » Va-t-il écouter son homologue français qui lui suggère de « sortir de cette crise par le haut » ?

Le choix de Kléber est vraiment singulier. Car la chambre d'enregistrement de Marcoussis, en présence du gratin africain et international, se double en coulisses de sidérantes discussions de boutiquier. Quelques heures après les agapes joyeuses de la signature de l'accord, les principaux leaders ivoiriens se retrouvent dans le bureau de Dominique de

Villepin, au Quai d'Orsay. Quand Guillaume Soro^{CXLVI}, chef politique du mouvement rebelle MPC, les rejoint, vers 19 h 30, Gbagbo, Bédié et Ouattara ont déjà engagé le débat sur la nomination du Premier ministre. Lui se rallie au choix du chef du RDR en faveur du professeur Henriette Diabaté, quand Gbagbo, Seydou Diarra¹ et Bédié voudraient Daniel Kablan Duncan. Villepin leur demande de réfléchir jusqu'au lendemain où, à 10 heures, Jacques Chirac ouvre le sommet avant de débiter des négociations aux allures de théâtre de boulevard. Le président de la République se retire en effet en aparté avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le président gabonais Omar Bongo et Laurent Gbagbo qui sort peu après rejoindre, dans le bureau voisin, Soro, Villepin et sa conseillère Nathalie Delapalme. Le président ivoirien propose désormais pour Premier ministre Koné al-Moustapha, ancien directeur de l'office national d'identification, mais les autres n'en veulent pas et contre-répliquent avec trois noms, Diabaté, Soro et Dacoury-Tabley. Gbagbo ne retient que le premier et retourne auprès de Chirac et Bongo. Une heure et demie plus tard, Soro chemine vers le même bureau où le président français rappelle non sans solennité que le but du sommet était le désarmement et la paix. Les opposants acquiescent, mais considèrent avoir fait un grand pas en acceptant le maintien de Gbagbo au pouvoir : ils exigent donc le poste de Premier ministre en contrepartie. Gbagbo menace de démissionner si Diabaté est maintenu, et puis il abandonne son candidat pour proposer Seydou Diarra. Le MPC réclame dans ce cas les portefeuilles de l'Intérieur et de la Défense : Chirac demande à Gbagbo d'accepter, et d'accorder aussi deux ministères d'État à chaque tendance de la rébellion. Le président ivoirien est acculé. « Il faut lui tordre le bras »^{CXLVII}, s'exclame Villepin. Et de fait, il obtempère. Entrent alors Ouattara et Bédié. Le premier ne se prononce pas sur l'accord qui vient d'être obtenu, le second l'approuve. Chirac demande donc à Gbagbo de l'annoncer en salle de conférences. La séance est suspendue pour le déjeuner durant lequel Gbagbo, Soro, Bédié, Ouattara, Seydou Diarra, réunis à la même table, se partagent les trente-cinq ministères, dont dix d'État. Et pour conclure cette incroyable journée, le président ivoirien se rend à l'ambassade de Côte d'Ivoire, avenue Raymond-Poincaré, pour signer le décret de nomination et donner la liste des heureux élus.

Difficile d'inventer recette plus explosive: précipitation, pressions, marchandages, tout y est pour transformer la lueur d'espoir de Marcoussis

en bombe à retardement qui, à vrai dire, a déjà explosé. Le clan Gbagbo aurait peut-être pu tout accepter, mais pas la cession de l'Intérieur et de la Défense aux Forces nouvelles. À Bédié qui s'en offusquait également, Chirac aurait répliqué, dit-on: « Ce sont eux qui ont les armes, pas vous ! » Dominique de Villepin pour sa part se serait vanté de l'originalité de la mesure. « J'ai fait un coup génial, confiet-il à un diplomate. J'ai donné la Défense et l'Intérieur aux rebelles qui vont donc être obligés de se désarmer eux-mêmes ! »^{CXLVIII} Il ne fait pourtant que renouer avec la vieille tradition de certains dirigeants français de faire de l'Afrique une affaire personnelle. De surcroît, son idée, que le président Wade lui aurait soufflée, une fois les coupes de champagne reposées à Kléber, paraît au pire invraisemblable, au mieux trop hâtive. Comment le camp qui considère avoir la légitimité pour lui, pourrait-il accepter, alors que les combats ont repris, de laisser à ses ennemis le commandement de toutes ses forces armées ? Si, à Bouaké, l'ancienne coopérante Agnès Du Parge rapporte l'allégresse à l'annonce de l'accord – rafales en l'air, coups de klaxon, une ville « en ébullition »^{CXLIX} – Abidjan chavire dans la violence avec une rapidité effrayante. C'est ainsi que, le 25 janvier, un samedi, le patron du 43^e BIMA, le colonel de Kersabiec, a envoyé une reconnaissance dans la ville pour en prendre la température. Quelques escarmouches sont rapportées à la halle aux Sports, mais sans gravité. À midi, dans un élan d'enthousiasme général, il donne donc quartier libre, en maintenant toutefois le couvre-feu nocturne. Les sous-officiers ont prévu d'organiser un karaoké auquel il se joint. Mais les chansons sont rapidement perturbées par des pétarades à l'extérieur du camp. Foin de réjouissances, c'est une manifestation qui est en train de démarrer. Bientôt, 30 000 personnes se massent autour du périmètre aux sons de « Chirac égal Ben Laden ! » et en organisent le siège sous la direction de Charles Blé Goudé. Certains tentent de percer le grillage, or Kersabiec en a cinq kilomètres à surveiller ! Paris a certes envoyé des armes non létales, mais le colonel sait son effectif insuffisant si la horde cherche à s'introduire. Il brandit donc une autre arme, son portable, et appelle Blé Goudé et la sœur de Gbagbo, Jeannette, puisqu'ils ont échangé leurs numéros à la fin de l'année précédente. Le premier jure avoir été débordé ; la foule, dit-il, serait désormais incontrôlable.

Les Escadrons de la Mort sont également de retour. Le haut commissariat aux Droits de l'homme de l'ONU en désigne justement le clan Gbagbo pour commanditaire, la DGSE mettant au moins un nom à la

place des blancs de son rapport : le capitaine Anselme Séka Yapo, conseiller militaire de l'épouse du président. Gbagbo balaie d'un revers de main. Selon lui, le RDR serait l'inventeur du terme « Escadrons de la Mort » et surtout, de manière sidérante, il ose déclarer à *Jeune Afrique* que les victimes de septembre 2002 « n'étaient pas des personnalités politiques de premier plan »^{CL}. En tout cas, à Abidjan, l'antienne « À chaque Ivoirien son Français ! » trahit le sentiment populaire d'une manipulation par la France des affaires intérieures ivoiriennes. Pendant douze heures, les gendarmes français doivent s'interposer devant la foule assiégeant l'ambassade. « Paris, souligne Gildas Le Lidec, n'a pas tout à fait mesuré toutes les conséquences des décisions de Kléber pour les Français sur le terrain »^{CLI}. Lui-même se trouve alors au Quai d'Orsay dans le bureau de Dominique de Villepin qui lui lance, presque sans plaisanter : « Mais que fais-tu encore là ? C'est de la désertion ! Tu devrais déjà être à Abidjan ! » Et de demander séance tenante au CEMA de mettre à disposition un Falcon, Air France ayant suspendu tous ses vols vers la Côte d'Ivoire. L'ambassadeur embarque avec son épouse, et, surprise, Laurent Gbagbo lui-même, accompagné de quelques collaborateurs, qui lui paraît abattu, tel un « boxeur sonné ». Il lui propose naturellement les premières places, mais l'Ivoirien décline l'offre, résigné. « Il n'a pas prononcé un mot durant tout le vol », témoigne Le Lidec. Conclusion piteuse de son voyage à Paris, Gbagbo en effet a été poussé par Jacques Chirac à rentrer au plus vite afin de faire cesser les exactions. Dès lors, il n'aura pas à se forcer pour dénoncer publiquement le couteau qui lui aurait été mis sous la gorge à Kléber. D'autant qu'au terminus, Simone et la plupart des ministres lui réservent un triomphe. Le président s'en trouve ragaillard et c'est avec un visage subitement rayonnant qu'il rejoint son palais dans un cortège impressionnant de dizaines de véhicules. Gildas Le Lidec apprécie le spectacle dans l'hélicoptère que lui est obligé de prendre pour regagner ses locaux en toute sécurité. « Abidjan était à feu et à sang, décrit-il, et on voyait cette longue file sillonner la ville dans la clameur. »

Attendant cinq jours pour s'exprimer à la télévision nationale, Gbagbo n'hésite pas à déclarer : « Ne vous inquiétez pas, à Marcoussis ce qui s'est dit, ce sont des propositions ». Seulement quatre jours après la signature de l'accord, Jacques Chirac en est réduit à lui demander de « faire en sorte que son engagement soit respecté »^{CLII}. La situation est si tendue que Dominique de Villepin affirme que tout est prêt pour une évacuation qui, selon Michèle

Alliot-Marie, n'est nullement envisagée alors que deux escadrons de gendarmerie mobiles sont dépêchés en urgence à Abidjan... Le 30 janvier, les Jeunes Patriotes, transportés par des bus publics, envahissent les pistes de l'aéroport afin d'empêcher le nouveau Premier ministre Seydou Diarra d'atterrir. Les Français interviennent pour rétablir le calme, au prix d'un blessé, leur action étant taxée de « prématurée » par le ministre de la Défense, Kadet Bertin. Le drapeau tricolore est brûlé, les établissements scolaires français saccagés. 5 000 élèves ne pourront plus suivre de cours jusqu'en septembre ; plusieurs centaines de ressortissants préfèrent rentrer en France avec l'aide du 43^e BIMa dont les hommes, qui se font cracher au visage, restent d'un sang-froid remarquable. Le groupe Bolloré met à disposition des siens un appareil Air France effectuant la navette avec Lomé. Comme la violence augmente encore autour de l'aéroport, le colonel de Kersabiec hésite à engager les gendarmes mobiles fraîchement arrivés dont le matériel est encore en soute. Pour le commandant du BIMa, aucun doute possible : « tous ces manifestants étaient payés, nourris, transportés. C'était une grossière manipulation »^{CLIII}.

À Paris, deux conseils de défense restreints sont consacrés à la situation ivoirienne alors que le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, qualifie d'« échec total » la politique du gouvernement. Le Quai d'Orsay finit par conseiller aux Français de quitter le pays, mais en évitant d'employer le mot « évacuation ». Le 3 février, l'ambassade de France voit converger vers elle des milliers de femmes en colère. Quant à Gbagbo, il refuse de prendre Villepin au téléphone – « Je ne suis pas ministre des Affaires étrangères, dit-il pour l'expliquer. Je ne suis donc pas le premier interlocuteur des ministres étrangers »^{CLIV} – et comme pour mieux marquer ses distances avec la France, il accorde audience sur audience à l'ambassadrice américaine, Arlene Render, tandis que ses partisans hurlent dans la rue : « Bush, aide-nous ! »

De son côté, le gouvernement français choisit de faire comme si l'essai de Marcoussis avait été transformé et qu'il lui fallait donc désormais se trouver un remplaçant pour le rôle d'arbitre. L'entrée en jeu de l'ONU en Afrique francophone aurait semblé insensée les décennies précédentes, comme une violation de propriété. En 2003, déterminé à ne pas rester seul en face-à-face avec les Ivoiriens, Paris s'empresse de demander au Conseil de sécurité d'endosser Marcoussis pour obtenir à terme l'envoi de Casques bleus. La partie est loin d'être gagnée. Le représentant permanent de la

France obtient facilement, le 4 février, la résolution 1479, mais si celle-ci prend acte des accords, et autorise Licorne à agir dans tout le territoire, elle ne prévoit que l'envoi d'une mission d'observation, la MINUCI, qui doit veiller « par tous les moyens » au respect du cessez-le-feu, et l'emploi des armes n'est autorisé qu'en cas de légitime défense. « C'est pour solde de tout compte ! »^{CLV}, glisse John Negroponte à son homologue français. Au-delà des réticences liées au financement de l'opération, Washington fait payer à la France son obstruction sur l'Irak. Paris est donc obligé à son grand dam de continuer à financer Licorne, mais aussi la MICECI, mission de la CEDEAO, qu'elle souhaitait voir casquer de bleu.

L'ombre de l'ONU sur la Côte d'Ivoire n'impressionne guère Abidjan. Le 7 février, Gbagbo lui-même déclare aux Jeunes Patriotes que s'il n'était président de la République, lui aussi descendrait dans la rue. Il affirme aussi que Seydou Diarra peut parfaitement être congédié, ce qui reviendrait à piétiner Marcoussis. Cherchant des excuses pour expliquer sa signature, il accuse enfin Dominique de Villepin de l'avoir menacé de faire poursuivre sa femme devant le Tribunal international pour son implication dans les Escadrons de la Mort. Ce qui est somme toute un demi-aveu de sa culpabilité : qu'aurait-il eu donc à risquer de ne pas signer si sa femme n'avait rien à se reprocher ? Mieux encore, Abidjan brandit à son tour un épouvantail : « Les dessous des relations francoivoiriennes, notamment à l'époque où [Villepin] était secrétaire général de l'Élysée, déclare l'un des porte-parole de Gbagbo en France, ne sont pas toujours très reluisants. Nous sommes un peu étonnés qu'après toutes les largesses dont la Côte d'Ivoire a fait preuve à l'égard de l'Élysée, Monsieur de Villepin se comporte ainsi. Nous aussi, nous avons des dossiers »^{CLVI}. Huit ans avant les révélations supposées de l'entourage de Kadhafi sur la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, c'est la première apparition dans le débat public de soupçons à peine voilés sur des versements d'argent par le pouvoir ivoirien à l'équipe de Jacques Chirac. Robert Bourgi, qui en aurait été l'intermédiaire, les confirmera dans une interview sensation en 2011^{CLVII}. Que cette pratique ait ou non existé, il est à constater que le discours officiel de la France ne change pas. Le 21 février, lors d'un sommet franco-africain à Paris, Jacques Chirac stipendie encore Gbagbo à huis clos : « Les Escadrons de la Mort sont une réalité. Tout cela pourrait se terminer devant les tribunaux internationaux »^{CLVIII}. En visite en Côte d'Ivoire, Michèle Alliot-Marie annonce pour sa part : « Nous sommes là tant que cela sera nécessaire

pour assurer que la situation devienne normale. Il est évident qu'il y a une échéance importante: les élections de 2005 ».

Il faut les accords d'Accra II, soit une nouvelle intervention de la CEDEAO, les 6 et 7 mars, pour que, conformément à Marcoussis, le Premier ministre ivoirien reçoive délégation d'une partie des pouvoirs du président de la République. Mais au même moment, le nord fait quasiment sécession en se dotant de zones, aux mains de préfets.

D'un autre côté, si Marcoussis semble politiquement « faire pschitt » selon l'expression chiraquienne, la situation sécuritaire s'améliore puisque la guerre est déclarée terminée le 4 juillet, sous les auspices de Licorne et de la CEDEAO. L'UE promet ainsi 30 millions d'euros pour le programme de DDR² qui, bien que lent, démarre positivement. Redoutant malgré tout une nouvelle détérioration, l'effectif de Licorne grimpe à 4500 hommes, faisant dire à une partie de l'opposition socialiste en France que les militaires seraient les vrais maîtres de la stratégie française. En juin 2003, le général Beth, qui avait été prolongé, a cédé le commandement au général Pierre-Michel Joana, ex-patron du service Action de la DGSE – de quoi alimenter encore les fantasmes – avec pour troupes la 3^e brigade mécanisée (BM). Le changement s'est accompagné d'une inflexion dans les instructions. Le second de Joana, le général Emmanuel de Richoufftz, ne souhaite pas en effet une zone de confiance hermétique. Il incite donc ses hommes à aller au contact des deux camps, à ne pas rester immobiles, à travailler de conserve avec les 1 200 hommes de la MINUCI. La meilleure illustration de sa réussite est que les deux camps le soupçonnent de les défavoriser. Aussi Richoufftz propose-t-il de faire plus encore à l'occasion du meurtre par les rebelles de deux soldats français, le 25 août, en patrouille au bord du lac de Kossou: et si Licorne occupait dorénavant tout le nord, ce qui, au fonds, avait été envisagé à ses débuts ? Le 27 septembre, le colonel Bakayoko, présenté comme le chef militaire des Forces nouvelles, demande justement aux Français d'intervenir à Bouaké car des mutins tentent d'y piller la succursale de la CEDEAO. L'entrée des blindés de la 3^e BM produit son effet : après avoir échangé quelques coups de feu, les pillards s'enfuient.

Richoufftz en profite pour proposer aux rebelles de leur inculquer cette discipline qui empêcherait les débordements. Un début d'instruction est dispensé, mais l'ambassadeur français et le Comanfor sont contre: l'initiative fait donc long feu. À vrai dire, elle n'était pas dans le tempo du rapprochement de Paris avec Gbagbo pour lequel, conformément à ses

instructions, Gildas Le Lidec s'est beaucoup investi. À raison de deux rencontres hebdomadaires, il a fini par nouer, penset-il, une relation d'estime réciproque. « On fumait des Gauloises comme des pompiers, relate-t-il, et quand Simone arrivait, Gbagbo se précipitait pour évacuer la fumée et vider le cendrier »^{CLIX}. L'ambassadeur en est venu à apprécier son interlocuteur, toujours très détendu, drôle, campant un fauteuil imitation Louis XV sur l'accoudoir duquel repose en équilibre son téléphone. Jamais de montre, ni de stylo, ni même de bureau. Le Lidec se souvient avec humour du président cherchant à quatre pattes sous une table la liste des ministres qu'il venait d'entériner. N'en demeurant pas moins prudent sur le personnage, il prend toutes leurs conversations en notes et lorsque Gbagbo s'en étonne, il s'amuse à lui répliquer qu'il envisage d'écrire sa biographie. Leur entente finit par irriter la rébellion. Lors du premier Conseil des ministres post-Marcoussis auquel l'ambassadeur assiste, Guillaume Soro l'accuse dans un premier temps de « passer son temps » avec Gbagbo, puis, comme il n'obtient pas la réponse qu'il souhaite à une de ses questions, il s'écrie : « Vous racontez n'importe quoi, vous soutenez Gbagbo ! »^{CLX}. Une autre fois, il ira jusqu'à lui sauter au cou. Le quotidien *24 heures*, proche de son parti, le MPC, parle de « parfait amour » entre Le Lidec et le président. Plus proche du pouvoir, *Le Temps*, lui, pose ouvertement le débat : « L'ambassadeur de France roule-t-il pour Gbagbo ? » avant de l'encenser bien sûr pour son courage à se démarquer d'« un certain nombre d'extrémistes proches de Dominique de Villepin », [qui] tiennent à maintenir une ligne anti-Gbagbo dure, quitte à favoriser une attitude sanglante et suicidaire ».

Comme en gage de bonne volonté du gouvernement français, en août, IB, désigné par beaucoup comme l'inspirateur du putsch en 2002, est arrêté à Paris avec une escouade de barbouzes, soupçonnés de préparer des attentats contre Gbagbo et le leader de la Jeunesse patriotique, Blé Goudé. Une opération « homo » du service Action – c'est-à-dire une élimination physique – a même été débattue à l'Élysée contre l'un des chefs de la rébellion compliquant un peu trop la vie des soldats français dans le nord. Mais le feu est resté au rouge^{CLXI}.

Une cérémonie atteste des relations assagies avec Gbagbo. Pour la fête du 8 Mai, le colonel de Kersabiec suggère à l'ambassadeur Le Lidec de décorer un sergent ivoirien, prénommé Paul Koudou, qui a participé à la libération de la France, d'un titre créé par le gouvernement Balladur, la

Reconnaissance de la nation. Le diplomate se montre enthousiaste. Car le sous-officier n'est autre que le père de Gbagbo qui, pour l'occasion, vient à Port-Bouët, au camp du 43, ce qu'Houphouët lui-même n'avait jamais fait. L'instant est plein d'émotion, le père du président, très affaibli, se redressant fièrement sur sa civière à l'énoncé de son grade. « Ce fut le plus beau jour de sa vie », confiera sa fille Jeannette à Kersabiec. Gbagbo est tout aussi touché. Aux soldats du 43, il raconte en particulier avec sa faconde habituelle comment Houphouët, pensant barrer un opposant dans la course au pouvoir, l'avait obligé à faire l'armée, lui le socialiste *a priori* anti-militariste. Sauf qu'il s'y est plu, au point de demander à faire le peloton d'élèves gradés. Effrayé, le « vieux » craignit de le voir « contaminer » toute l'armée et l'en fit donc sortir aussitôt. Kersabiec en profite pour faire signer à Gbagbo le livre d'or du bataillon et le paraphe du président vaut à lui seul trois ans de télégrammes diplomatiques : « Merci à nos amis français qui, comme à chaque fois, ont su être là aux moments importants de notre Histoire ! »^{CLXII} Est-il sincère ? Encore un peu de farine sur ses rapports avec la France ? En public, Gbagbo présente en effet de plus en plus Marcoussis comme un marché de dupes. Alors que lui aurait ouvert le gouvernement aux rebelles, plaide-t-il, ceux-ci ne désarmeraient pas. Les Forces nouvelles assument : elles ne veulent pas franchir le pas avant des élections libres.

Ce crocodile qui se mord la queue durera sept ans. Quantité de diplomates et de militaires, de tous continents, de tous pays, s'échineront à lui trouver une solution qui est de toute façon condamnée à l'avance car aucune des parties ne la souhaite vraiment. La France se fait donc paratonnerre de toutes les tensions. À l'ouest, la situation se stabilise après diverses interventions de Licorne qui, comme en témoigne le général Bentégeat, a dû « cogner fort » pour chasser les milices libériennes³. Venu sur les lieux, le CEMA français ressent une atmosphère « semblable à celle d'août 1944. Les villageois nous acclamaient en libérateurs ; ces milices leur faisaient vivre le pire »^{CLXIII}. Le général se voit ainsi décorer façon locale par un chef de village exubérant qui lui offre parcelles de terre, femmes et tout ce qu'il voudra ! Dans le nord, la population souffre d'une économie vandalisée par la partition du pays et les pratiques mafieuses de la plupart des comzones. Licorne s'improvise arbitre entre ceux qui perdent leurs nerfs. « Si nous n'avions pas sauvé la mise à Soro, déclare un haut gradé français, ils se seraient entretués ». Des soldats auraient aussi bravé

les ordres pour venir au secours d'individus enfermés dans des conteneurs chauffés à blanc par le soleil^{CLXIV}. Au sud, le paroxysme de la francophobie est atteint le 20 octobre 2003 avec le meurtre du correspondant de RFI, Jean Hélène, par le policier Théodore Séri qui avoue n'avoir agi que par racisme : il écope de 17 années de prison. En quelle mesure le gouvernement ivoirien est-il responsable ? Pour en juger, l'ambassadeur Le Lidec franchit une nouvelle fois les quelques mètres le séparant de la résidence de Gbagbo qu'il trouve « défait, sans énergie » : « Que puis-je faire ? » se lamente le président auprès du Français, qui croit en sa sincérité. « Je vais vous emmener, dans ma voiture, auprès de la dépouille, réplique ce dernier. Vous devez y aller ». Le président renâcle, mais il finit par céder. Sur place, le diplomate demande que le corps soit dévoilé afin que Gbagbo puisse se rendre compte de l'horreur. Celui-ci fait un pas en arrière, refusant de « voir ça ». « Vous ne voulez pas regarder ce que vous avez fait ! »^{CLXV} sanctionne l'ambassadeur. Son jugement sévère fait plus allusion aux années d'une politique déraisonnable, qui ont conduit à ce drame, autrefois impensable en terre ivoirienne, qu'à la personne même du président qu'il ne pense pas responsable. La mort de Jean Hélène est symptomatique d'une ambiance délétère où celui qui est différent est forcément coupable.

Un mois plus tard, Licorne contrecarre un projet de reconquête de Bouaké par les Jeunes Patriotes. Comme la rumeur affirme que des unités régulières y prendraient part, le nouvel adjoint du général Joana à la tête des forces françaises, le général Bertrand Ract-Madoux, intervient auprès du chargé des opérations à l'État-Major ivoirien, le général Philippe Mangou, élève de Saumur comme lui. L'armée ne bougera pas. Et le 1^{er} décembre 2003, seulement trois cents miliciens viennent donc se frotter à la zone de confiance où ils butent sur les positions du régiment de marche du Tchad. Mais ils n'insistent pas. Et, finalement, le brouillard semble laisser place à l'espoir. Au sud, les opposants siègent au gouvernement. Au nord, après accord avec le colonel Bakayoko, Licorne étend son dispositif qui, certes, vu les effectifs engagés et la taille du pays, ressemble plus à une peau de léopard, mais son arrivée au nord de Bouaké permet en particulier de faire sauter les postes de racket sur la route entre Abidjan et Korhogo si vitale pour le commerce. Enfin, Gbagbo promet l'application intégrale de Marcoussis pour l'année 2004. Depuis plusieurs mois, l'ambassadeur Le Lidec s'échine à le faire recevoir à Paris. À Jacques Chirac, qui a pour habitude de s'entretenir longuement avec les représentants de la France

dans le monde, il martèle que l'Ivoirien n'est pas anti-français, qu'au contraire il aspire à être aussi bien considéré qu'Eyadéma et Compaoré. « Les présidents africains passent leur temps à s'appeler et à se raconter ce qu'ils font, relate-t-il. Gbagbo se rêvait en Houphouët ou en Bongo ». Or, ajoute l'ambassadeur, « le président gabonais lui demandait sans cesse s'il avait eu Chirac au téléphone, et comme Gbagbo répondait toujours par la négative, il s'en étonnait en lançant qu'il en avait pourtant parlé au président de la République ». Chirac de fait ne semble pas pouvoir en démordre : pour lui, la Côte d'Ivoire, c'est Houphouët, et par héritage, c'est Bédié. Pas Gbagbo. « Je n'ai rien à lui dire, finit-il toujours par lâcher à Le Lidec. Il est socialiste ! » Plus un cri du cœur que de raison. Gbagbo lui-même se définit comme un socialiste « non pratiquant ».

« En Côte d'Ivoire, explique l'ambassadeur, les leaders ne s'opposent pas sur leur politique ou leur vision du pays. C'est une lutte de pouvoir sans merci sur laquelle ils plaquent des notions prétexte comme l'ivoirité.

– Il me roule dans la farine, ajoute Chirac, je n'ai rien à lui dire.

– Dites-lui simplement comment vas-tu ? Ou, quel est le temps à Abidjan ! Cela lui suffira pour amorcer un dialogue. »

Le Lidec vise plus en réalité. Une visite en France, voilà qui mettrait selon lui Gbagbo dans les meilleures dispositions. Le projet déplaît à ses détracteurs qui y voient une reculade par rapport à Marcoussis ; le président ivoirien serait placé sur un piédestal quand les accords l'avaient rassis au deuxième rang. Mais à force d'obstination, et de reports, l'ambassadeur obtient satisfaction. Fin janvier 2004, le conseiller Afrique du président de la République, Michel de Bonnecorse, se rend à Abidjan « renifler le terrain » comme il dit. « D'après l'ambassadeur Le Lidec, relate-t-il, Gbagbo paraissait satisfait de ce que nous faisons. L'armée française sécurisait le pays. Nous n'avions pas de contentieux avec lui, le ton montait seulement un peu quand nous évoquions les élections »^{CLXVI}. Parmi les motifs de satisfaction pour le gouvernement français : le choix de Gbagbo, par-delà les déclarations sévères contre Paris, de ne pas s'en prendre aux intérêts des grands groupes français. Bouygues reçoit ainsi l'assurance du renouvellement de ses contrats. Mieux : Vincent Bolloré obtient la concession du terminal de conteneurs de gré à gré. Le président ivoirien prouve ainsi toute sa rouerie en dénonçant publiquement la prédation des Français tout en en servant, officieusement, les agents.

Bonnecorse appuie la suggestion de Le Lidec d'une visite à Paris : « Dites-lui que je l'attends ! » réplique le président de la République. La date est fixée au 5 février. Pour un résultat très décevant. Déjà, Paris a l'idée d'inviter au préalable le Premier ministre Seydou Diarra en lui réservant un programme de chef d'État avec réception à l'Élysée et à Matignon. Gbagbo en est logiquement vexé. Et encore ignore-t-il les difficultés que rencontre Le Lidec pour ne lui obtenir qu'un déjeuner de travail à l'Élysée, sans appareil, dans la salle à manger privée du président de la République. Le 5 février, l'ambassadeur est aux côtés de Jacques Chirac à l'attendre, sur le perron de l'Élysée. « Parlez-lui, lui a-t-il répété. Je l'ai préparé, vous pouvez évoquer tous les sujets que vous souhaitez »^{CLXVII}. À Gbagbo de même, il a expliqué: « Soyez avec Chirac comme vous êtes avec moi, affable, jovial ». Mais ses premiers pas dans la cour de l'Élysée donnent le ton : un peu engoncé dans son costume, l'Ivoirien paraît tendu. « Je lui fais un bisou ? » murmure Chirac à Le Lidec qui lui suggère de « faire comme il le sent ». « Il ne le mérite pas ! » claque le président qui, le naturel l'emportant, donne finalement l'accolade à son visiteur. Mais la glace n'en est pas fondue pour autant comme en atteste le déjeuner auquel assistent les ministres de la Défense et de la Coopération, ainsi que le chef d'État-Major particulier. Chirac veut un engagement de Gbagbo à ne pas soumettre à référendum les accords de Marcoussis, comme celui-ci l'a récemment envisagé, en échange de quoi la France intercédera auprès des organisations internationales afin que la Côte d'Ivoire bénéficie de l'aide dont elle a si instamment besoin. L'ONU estime ainsi que la crise depuis septembre 2002 a coûté 1,8 point de PIB^{CLXVIII}. Depuis cette date la coopération française est « en sommeil »^{CLXIX}, dit le site Internet du ministère des Affaires étrangères^{CLXX}. Belle litote pour signifier qu'elle est à l'arrêt. En tout et pour tout : 7,5 millions de dollars ont été accordés pour l'insertion des jeunes sur plusieurs années par le Fonds de solidarité prioritaire; 400000 dollars par un Fonds social de développement pour financer de microprojets. L'Agence française du développement en particulier a cessé toute activité à partir de décembre 2002 puisque le pays ne payait pas ses arriérés.

À un Gbagbo mal à l'aise, transpirant, Chirac finit par lancer: « Dis donc, Laurent, qu'as-tu fait de ton pays ? Houphouët doit se retourner dans sa tombe ! »^{CLXXI} L'Ivoirien accuse le coup. Mais il a de la ressource. Son hôte glisse en effet en conclusion que le désarmement des rebelles s'impose. Soit exactement ce que plaide Gbagbo depuis le lendemain de

Marcoussis pour justifier sa non-application des accords. Au sortir, « le Boulanger », magnifique d'habileté, ne laisse donc pas passer l'occasion de déclarer : « En Côte d'Ivoire, nous sommes arrivés devant un point incontournable. Nous avons fait beaucoup d'efforts, tout ce qui suit dépend désormais du désarmement. Le président Chirac et moi nous sommes d'accord là-dessus »^{CLXXII}. Et de se déclarer donc, « comblé et heureux »^{CLXXIII} de son séjour...

Mauvaise série pour Paris, le même jour, à New York, le Conseil de sécurité repousse l'adoption de la résolution autorisant le déploiement de l'ONUCI⁴, forte de 6 240 Casques bleus qui, comme Paris le souhaite depuis un an, aurait donc récupéré les 1500 soldats de la CEDEAO composant la MICECI. Ce n'est pas faute pour son représentant permanent, Jean-Marc de La Sablière, d'avoir tout tenté, le soutien du secrétaire général et de son adjoint chargé des opérations, le Français Jean-Marie Guéhenno, lui étant assuré. Mais il a fort à faire avec le *French bashing* de Washington qui a pourtant été très heureux de pouvoir compter sur les Français en juin 2003 quand il s'est agi d'aller évacuer sa mission diplomatique dans un Monrovia à feu et à sang. « Le Pentagone nous a sollicités, relate le général Bentégeat. Avec leurs engagements en Afghanistan et en Irak, ils étaient incapables de mener rapidement l'intervention nécessaire »^{CLXXIV}. Les forces spéciales françaises réalisèrent l'opération parfaite, avec hélicoptères et appui naval, mais Donald Rumsfeld ne s'est fendu que d'un mot très sec de remerciements. Les médias américains, eux, n'en ont rien dit.

Tout se règle au Conseil de sécurité vingt-deux jours plus tard après un nouvel arrangement proposé par Jacques Chirac, cette fois au secrétaire d'État Colin Powell : contre le oui américain en Côte d'Ivoire, la France a promis d'agir afin d'éviter que le Darfour ne fasse achopper les négociations de paix en Somalie. Selon la nouvelle résolution 1528, Licorne glisse en retrait, en se voyant conférer un rôle de Quick Reaction Force de l'ONUCI⁵. Paris souffle, mais pas encore pleinement car, avec la lenteur habituelle de l'ONU, il faudra huit mois aux Casques bleus pour prendre place dans le pays. De leur côté, Abidjan et Bouaké grognent à l'unisson devant l'arrivée d'une nouvelle force aux allures d'empêcheuse de guerroyer en rond. Pourtant, le mandat de l'ONUCI pourrait les rassurer quant à son véritable pouvoir de nuisance. La résolution stipule en effet qu'elle doit veiller « par tous les moyens » au respect du cessez-le-feu, mais que l'emploi des armes n'est autorisé qu'en cas de légitime défense. En

d'autres termes, il suffira aux futurs belligérants de contourner les positions des Casques bleus.

La tension est justement remontée d'un cran depuis le voyage de Gbagbo à Paris. Au début du mois de février, Guillaume Soro, chef politique de la rébellion, a écarté toute perspective de désarmement. Puis, sous la pression des extrémistes de son camp, Gbagbo interdit le 25 mars une manifestation de l'opposition à Abidjan. Un ensemble considérable de troupes de sécurité se masse dans la ville, qui fait craindre le pire aux diplomates occidentaux. C'est que, selon l'enquête de l'ONU, le pouvoir voudrait à nouveau en profiter pour accomplir ses basses œuvres. De fait, les règlements de compte s'étaleront sur trois jours et l'ONU recensera 120 morts, 274 blessés et 20 disparus⁶. Licorne n'est pas intervenue, reprochent ses détracteurs. Parce que ce n'est pas son mandat, ripostent les autorités françaises. De fait, même les centaines d'hommes présents à Port-Bouët n'auraient pu empêcher le drame, sauf à faire usage de la force que les mêmes accusateurs auraient aussitôt taxée de néocoloniale. Paris appelle au calme et à l'établissement de la vérité. La communauté française quant à elle est de plus en plus circonspecte, accusant le pouvoir ivoirien comme le gouvernement français de passivité. L'enlèvement, puis la disparition de Guy-André Kieffer, le 16 avril, en rajoutent à l'inquiétude, même s'il est difficile de les mettre sur le compte de la francophobie gagnante ou de l'affairisme car la victime avait ajouté à sa carte de journaliste des activités de conseil qui le faisaient évoluer dans les couloirs les plus sombres des autorités locales. Licorne déploie ses gendarmes pour sécuriser les lycées français. Enfin, ses soldats patrouillent désormais en zone loyaliste avec les FANCI, prenant ainsi le risque d'apparaître comme la caution du régime, mais atténuant, espère-t-on, celui d'être pris pour cibles par les Jeunes Patriotes de Blé Goudé. L'ONUCI entame également son déploiement, mais les pays qui la composent ignorent tout de la Côte d'Ivoire, et souvent même de l'Afrique. Payés chichement, ses hommes se paient sur le pays en vendant leur équipement ou en organisant des trafics...

Le marasme s'accroît inexorablement. L'opposition boycotte désormais le gouvernement qui ne réunit plus que 17 de ses 41 ministres. Son camp ayant été mis en cause par l'ONU dans les exactions ayant suivi la manifestation du 25 mars, Gbagbo se doit de reprendre l'initiative. Il serait, dit-on, sur le point de limoger le Premier ministre Seydou Diarra et trois de ses ministres, dont Guillaume Soro, en invoquant leurs absences répétées du

Conseil. Ce serait l'enterrement définitif de Marcoussis. Les Français poussent le PDCI à revenir à la table, mais son chef, Henri Konan Bédié, aurait très mal pris la cession au Français Bolloré du terminal à conteneurs que son entourage guignait... Une nouvelle tempête menace la Côte d'Ivoire. Convié le 5 juin au soixantième anniversaire du débarquement en Provence, Gbagbo réplique via sa femme que Chirac est le « complice des rebelles ». Puis il fait part de son mécontentement à la nomination du nouveau patron de Licorne, le général Henri Poncet. Son précédent commandement, aux forces spéciales, et sa participation à la crise rwandaise seraient pour lui deux indices de la préparation d'un coup fourré à Paris. Probablement ses appréhensions seraient-elles pires encore s'il savait que le général s'est d'abord vu proposer le poste de numéro deux de la DGSE, dont il n'a pas voulu par inexpérience des opérations clandestines. Au sein du commandement français aussi, Poncet dérange à cause d'un caractère bien trempé, de méthodes anti-conformistes et d'amitiés affirmées au cabinet du socialiste Alain Richard, ministre de la Défense du gouvernement Jospin. Mais le CEMA assume pleinement son choix : « Vu le marigot qu'était devenu la Côte d'Ivoire, explique le général Bentégeat, il fallait un forban comme Poncet à la tête des troupes. J'avais beaucoup apprécié son action déterminante à Mitrovica, entre Serbes et Albanais. J'avais toute confiance en lui. Il était impeccable de sang-froid et d'efficacité dans les périodes les plus tendues. »^{CLXXV}

Le nouveau Comanfor marque d'emblée son territoire en faisant cesser l'indigne séparation entre Licorne et le 43^e BIMa qui interdisait par exemple à ses troupes de profiter des facilités du camp de Port-Bouët. Plus capital, Poncet est décidé à ne rien laisser lui échapper. Les bureaux chargés des opérations sont ainsi rapprochés des siens. Mais le militaire n'entend pas non plus se laisser écarter des questions politiques. Dès sa première déclaration, retransmise par les médias ivoiriens, il profite de son arrivée le jour de la Pentecôte pour invoquer un « esprit de paix » destiné à se propager dans le pays. Son opinion est faite d'emblée : la France doit cesser ses attermolements et enfin assumer un choix, en faveur de Gbagbo, pour deux raisons auxquelles un officier général en charge de 4 500 hommes ne peut rester insensible: le président est légitime et il est le plus fort. Poncet n'a que peu d'estime pour les chefs rebelles, tout comme son futur adjoint, le général Jean-Paul Thonier, dont la 9^e brigade légère blindée de marine fournira à partir d'octobre le nouveau contingent de Licorne. Lui aussi

connaît très bien l'Afrique pour avoir été, entre autres postes, simple capitaine dans l'opération Barracuda⁷ ou encore commandant de l'opération Artémis en République démocratique du Congo en 2003. Pour cette nouvelle équipe, le coche a été loupé lors du putsch de septembre 2002 : les rebelles auraient dû être reconduits tout de suite dans leurs chaumières. « Désormais, relate Thonier, il fallait faire avec. »^{CLXXVI}

La forte personnalité de Poncet, et sa volonté de peser sur le cours politique des événements, ne peuvent que provoquer quelques étincelles avec l'ambassadeur au tempérament tout aussi affirmé. Ce genre de frictions est fréquent partout où une force militaire importante est projetée car l'ambassade ne relève pas de la même hiérarchie. Avec 25 000 ressortissants et 4 500 soldats, la situation toutefois impose de mettre les vanités de côté. Le désarmement par exemple n'est encore que chimère. « La réflexion était seulement en cours, décrit le général Thonier, rien n'avait encore été accompli sur le terrain »^{CLXXVII}. Les rebelles en font une démonstration cinglante, le 7 juin, lorsque l'un de leurs groupes assaille les FANCI au sud de la zone de confiance, les pille et massacre au passage civils et gendarmes. Sur la route du retour, il bute sur le poste français de Gohitafla qu'il entend faire tomber à son tour. Le général Poncet est justement aux côtés du chef militaire du nord, le colonel Bakayoko, à bord d'un Puma qu'il fait dérouter sur zone. Après s'être posé dans une école, les deux hommes se rapprochent de la zone de combats, intenses, qui ont déjà coûté trois blessés graves côté français. L'Ivoirien ne parvient pas à remettre les assaillants à la raison. Ce sera donc le rôle des quatre chars AMX du 1^{er} spahis qui, arrivés en renfort, pulvérisent l'un de leurs refuges, en en tuant une dizaine.

La situation est sous contrôle le lendemain, une quinzaine d'assaillants capturés. De part et d'autre, Licorne est désignée comme la coupable, dans un cas pour avoir laissé passer les rebelles, dans l'autre pour les avoir réprimés... Blé Goudé en profite dans le sud pour organiser des manifestations réclamant son départ. Le 8 juin, les gendarmes français doivent user de grenades assourdissantes devant l'ambassade de France pour disperser des centaines d'individus qui se répandent alors dans une énième « chasse aux Blancs », laquelle se conclut par le tabassage de ressortissants français dans les quartiers de Cocody et du Plateau. L'ONUCI pour sa part, soupçonnée – ce sera une constante au sein des autorités ivoiriennes – d'avoir prêté son concours aux rebelles, déplore 39 véhicules

détruits à San Pedro. Comme à son habitude, après avoir laissé parler les ayatollahs, Gbagbo se donne le beau rôle en déclarant le 21 juin : « La France n'est pas notre ennemie. Les Français vivant en Côte d'Ivoire ne sont pas nos ennemis. L'ONU n'est pas notre ennemi ».

Pour Licorne, l'assaut à Gohitafla était prémédité par les rebelles qui, eux, invoquent le coup d'une bande isolée et font porter le chapeau à Gbagbo. L'attentisme du président, expliquent-ils, serait la cause de leur désunion, qui se manifeste derechef quelques jours plus tard, sur fond de guerre du racket : les partisans d'IB, à peine 300 hommes, mais solidement armés, s'en prennent à ceux de Soro qui tiennent l'aéroport de Bouaké. Toutefois, ils ont tôt fait de faire machine arrière en apprenant que leur chef, Bamba Kassoum, alias « chef Kass », a été tué, son corps dépecé et brûlé... Les combats sont plus soutenus les 20 et 21 juin à Korhogo où Licorne, via le GTIA⁸ 3 du colonel Klotz, doit organiser une expédition pour récupérer deux hommes du 13^e régiment de dragons parachutistes coincés au QG des partisans de Soro. À nouveau, les hommes d'IB sont repoussés et châtiés : les patrouilles françaises découvriront avec l'inspection de l'ONU des charniers tout autour de la ville contenant une centaine de cadavres. Le chef local des forces nouvelles, Fofié Kouakou, nie tout en bloc : il est amené, *manu militari*, au bord d'une fosse putride. L'infirmerie du GTIA récupère aussi les malheureux qui, contrairement à une soixantaine des leurs, ont réussi à survivre à plusieurs jours d'enfermement dans les containers exposés au soleil. Le 28 juin, Poncet, conjointement avec le *Force Commander* de l'ONUCI, le général Abdoulaye Fall, écrit au colonel Bakayoko pour le menacer de poursuites devant le TPI si les exactions continuent. Le calme revient de fait, mais l'image de la France en a sérieusement été écornée. En revanche, à Abidjan comme à Paris et New York, Licorne a fait la démonstration de son importance vitale en Côte d'Ivoire. La dernière résolution de l'ONU ne trompe personne : le second rôle qu'elle a conféré aux Français est bien le premier en réalité.

Le 1^{er} août, un nouvel accord est signé à Accra, troisième mouture, en présence de dix-sept chefs d'État africains. Contre la possibilité pour l'opposition de se présenter aux présidentielles, les Forces nouvelles s'engagent à désarmer avant le 15 octobre. Personne n'y croit vraiment, et certainement pas les Français qui ne veulent surtout pas se charger du contrôle du désarmement. Et le jour J, l'échec est constaté, les deux camps s'en renvoyant la responsabilité. De son côté, Gbagbo reconnaît sans

vergonne avoir armé ses troupes, ayant été, explique-t-il le 23, « surpris une première fois car son armée n'était pas équipée »^{CLXXVIII}. Il ne le dit pas, mais il pense surtout aux chasseurs Soukhoï-25, achetés via un Français, Robert Montoya, ex-gendarme de l'Élysée. Grâce à eux, lui qui a refusé d'admettre la débâcle de ses troupes en 2002, a désormais tendance à en surestimer la valeur. Un an et demi après Marcoussis, il continue à dénier toute légitimité aux Forces nouvelles, ne voyant en elles que le « bras armé » de Ouattara. Et s'il admet des rapports meilleurs avec la France, qui aurait enfin accepté, comme lui, d'« appeler un rebelle, rebelle »^{CLXXIX}, il menace: « du jour où il a été désavoué par l'Occident, Mugabe [président du Zimbabwe] est devenu l'un des hommes les plus populaires d'Afrique »^{CLXXX}. Vu le sort réservé aux Blancs dans ce pays, l'avertissement est pris très au sérieux à Paris.

La Côte d'Ivoire serait-elle sur le point de chavirer dans un nouveau drame ? Le 26 octobre, les rebelles ouvrent le feu au sud de Korhogo, obligeant le RICM à répliquer. Le 28, ils décrètent un couvre-feu et l'alerte maximale en raison de l'offensive de Gbagbo qu'ils pensent imminente. De fait, le lendemain, le leader des Jeunes Patriotes, Charles Blé Goudé, appelle les FANCI à libérer le nord du pays, sinon, menace-t-il, ses partisans prendront leurs armes. Début novembre, les Soukhoï-25 surgissent dans le ciel de Bouaké et mènent trois raids. L'ONU dénonce une violation du cessez-le-feu, mais les Casques bleus restent l'arme au pied. De même que Licorne. À Paris, le général Bentégeat, chef d'État-Major des Armées, explique aux journalistes qu'elle n'est qu'en réserve de l'ONUCI. Donc, si celle-ci ne bouge pas, les Français non plus... De toute façon, Gbagbo ne promet-il pas que l'option militaire « n'est pas dans [ses] plans »^{CLXXXI} ? Parole de Boulanger.

-
1. Ancien ambassadeur, Premier ministre du général Guéï, il a présidé le forum de réconciliation mis en place par Gbagbo en 2001 à Abidjan.
 2. Désarmement, démobilisation et réintégration.
 3. La fuite sous la contrainte de Charles Taylor pour le Nigéria y a beaucoup aidé.
 4. Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire.

5. Selon la résolution 1528, elle se voit autorisée à utiliser « tous les moyens nécessaires » pour « soutenir l'ONUCI », en citant pour missions particulières : « contribuer à la sécurité générale de la zone d'activité des forces internationales », « intervenir, à la demande de l'ONUCI, pour soutenir des éléments de cette dernière dont la sécurité serait menacée », « intervenir en cas d'éventuelles actions belligérantes, si les conditions de sécurité l'exigent, en dehors des zones placées sous le contrôle direct de l'ONUCI », enfin « aider à protéger les civils dans les zones de déploiement de leurs unités ».

6. Chiffres contestés par le pouvoir

7. Soutien au président centrafricain Dacko en 1980.

8. Licorne est alors composée de trois groupements tactiques interarmes (GTIA) installés à Bouaké, Korhogo et Man.

IV

Fort-Bouët

À l'automne 2004, la France, quand elle regarde en dehors de ses frontières, n'a d'yeux que pour l'Afghanistan et l'Irak. La Côte d'Ivoire reste cette Afrique à touristes, cette terre d'élection pas encore trop abîmée par les crises de 1999 et 2002. Pourtant, à l'Élysée comme à l'État-Major des Armées, ainsi que le souligne le général Georgelin, qui a succédé au général Bentégeat à l'État-Major particulier du président de la République, elle est « le plus gros dossier opérationnel »^{CLXXXII}, par l'extrême sensibilité de la situation, aussi par l'effectif déployé. L'un explique logiquement l'autre, mais certains, même parmi les plus hauts responsables de l'EMA, grommellent contre les renforts dépêchés sur place sans qu'ils en soient toujours informés^{CLXXXIII} ou contre des relèves qui durent un mois en raison du chassé-croisé des véhicules, chaque unité repartant avec les siens. Deux ans après sa création, une certaine routine s'est emparée de Licorne. Mais les événements à venir vont rappeler au monde la pertinence de sa présence en Côte d'Ivoire.

La dégradation des dernières semaines interroge les autorités françaises. En apparence, l'ambassadeur Le Lidec et le général Poncet ne sont pas faits pour s'entendre. Comme il le souhaitait, le second ne s'est pas cantonné au seul versant militaire du problème ivoirien. Il s'est donc imposé dans la définition des plans d'évacuation, il a rencontré les associations de Français de l'étranger et donné des conférences à la chambre de commerce francoivoirienne. Mais par-delà les querelles de périmètres, les deux visages de la France en Côte d'Ivoire jouent bien la même partition, consistant à tout faire pour rassurer Gbagbo et l'amener aux élections en le convainquant qu'un vrai grand chef comme lui ne peut que les gagner. Les incartades verbales du président, les accrochages ici ou là, sont passés à la

moulinette des intérêts suprêmes de la Côte d'Ivoire et de la France. Paris, en quelque sorte, n'est pas sans suivre le conseil bientôt distillé par Omar Bongo au général Poncet : « Vous les Blancs, vous êtes toujours pressés ! Les Bétés ne sont pas depuis longtemps au pouvoir. Et j'avoue qu'ils m'ont surpris. Mais laissez-les s'amuser encore un peu. Il faut qu'ils en croquent eux aussi ! »^{CLXXXIV}

Gildas Le Lidec l'avoue honnêtement: « jusqu'en novembre 2004, j'ai été séduit par le personnage de Laurent Gbagbo »^{CLXXXV}. De manière autoritaire, il signifie ainsi au chef de poste de la DGSE partageant ses locaux qu'il ne veut aucune interférence dans ses relations avec le président ivoirien. De multiples conversations lui en ont fait apprécier la bonhomie et l'ont convaincu que son anti-colonialisme n'était que façade, qu'au fond de lui, Gbagbo était l'ami de la France. Le Boulanger sait, il est vrai, devenir plombier à l'occasion en alternant magnifiquement le chaud et le froid. D'un côté, il vitupère contre la présence de Licorne dans son pays, de l'autre il s'est rendu au pot de départ organisé par le général Dary, adjoint du Comanfor. Il est aussi metteur en scène en manipulant tous ses visiteurs français, qu'ils soient membres de la diplomatie, du PS, de la franc-maçonnerie, pour que le message passe en France que non, il n'est pas un apprenti dictateur. Magicien enfin, ou surtout bon payeur, il se procure les télégrammes diplomatiques qui valent à Le Lidec une passe savoureuse. Ayant compris que le président parvenait à le lire par-dessus l'épaule, celui-ci se force en effet à changer de style. « Vous écrivez moins bien qu'avant ! »^{CLXXXVI}, lui fait remarquer Gbagbo quelque temps plus tard.

La bienveillance n'empêche pas cependant l'ambassadeur de faire preuve de fermeté quand il le faut. Le plus symbolique est sa décision de ne pas faire reconstruire le lycée français saccagé par les Jeunes Patriotes lors des émeutes post-Marcoussis. « C'est à vous de le faire ! » lâche-t-il à Gbagbo qui s'en émeut, tous ses proches ayant perdu l'établissement de prestige d'Abidjan pour leurs progénitures. Le Lidec y fait même trôner la carcasse de la voiture du directeur sur un piédestal avec pour seule inscription: « 28 janvier 2003 ». « J'avais en mémoire les impacts de balles qui ont été conservés sur le ministère de la Défense, boulevard Saint-Germain », explique-t-il.

De même le général Poncet. Ses bonnes dispositions à l'égard de Gbagbo ne l'ont pas empêché de fermer un grand nombre de petits postes pour concentrer la force de frappe de Licorne ou, dans le même esprit, de

garder l'essentiel de sa flotte d'hélicoptères à Abidjan, là où tout se passe toujours en Côte d'Ivoire. La sécurité de Port-Bouët, indéfendable avec ses kilomètres simplement grillagés, a considérablement été renforcée grâce à la pose de merlons et à la construction de tours de guet que les autorités militaires françaises jugeaient jusqu'alors comme un trop mauvais signe de fermeture à l'encontre de la population ivoirienne. Le ton a également été donné avec les premiers Jeunes Patriotes se présentant devant le camp : après deux sommations, les forces spéciales les ont repoussés à la « gomme cogne »¹. Fin de la manifestation. Quant à leur leader, Blé Goudé, qui a longtemps espéré rencontrer le nouveau Comanfor, il en a été pour ses frais. « Vous ne faites pas partie du gouvernement, lui a répondu Poncet, vous êtes un voyou. Je n'ai donc aucune raison de vous recevoir »^{CLXXXVII}.

Il n'en reste pas moins que le général, par ses convictions personnelles, par l'idée qu'il s'est forgée de la problématique, ne compte pas s'opposer à l'offensive générale imminente dont les autorités ivoiriennes sèment les indices comme pour mieux y préparer les Français et l'ONUCI. Les avions récemment achetés ont quitté Abidjan pour Yamoussoukro où les hélicoptères MI-24 prennent également position. Le CEMA ivoirien, le général Mathias Doué, laisse comprendre à plusieurs reprises dans ses discussions avec les commandants français que c'est pour bientôt. Des frictions apparaissent même. Ainsi, le 7 octobre, une réunion s'est tenue à Port-Bouët avec tous les hélicoptéristes de Côte d'Ivoire, soit Licorne, l'ONUCI et les FANCI, car depuis plusieurs jours, les appareils ivoiriens survolaient le camp à basse altitude, sans coordination avec la tour de contrôle, faisant donc peser un danger sur le trafic aérien. « Réponse du berger à la bergère », explique le commandant ivoirien Jean-Claude Jany. Comprendre : les FANCI estimaient que les hélicoptères français s'aventuraient eux-mêmes trop souvent à des fins d'espionnage au-dessus du hangar où sont parqués leurs appareils. Les Français n'ont pu leur avouer qu'ils n'en avaient nul besoin puisqu'ils savaient déjà tout, mais un *gentlemen's agreement* fut ébauché... « Les Ivoiriens s'étaient montrés très compréhensifs, relate le colonel Bertrand Bohineust, chef de corps du 6^e RHC et patron du bataillon de l'ALAT. Or ils devaient déjà être au courant de ce qui allait se tramer »^{CLXXXVIII}. Le général Thonier, second de Poncet, le reconnaît : « les chances loyalistes étaient élevées car Gbagbo avait reconstitué une armée solide, bien équipée, dont nous avons formé les plus

hauts cadres. En face, c'était des va-nu-pieds sans connaissance militaire qui n'auraient jamais tenu le choc »^{CLXXXIX}.

Licorne rend compte à l'État-Major des Armées qui lui confirme les deux volets de sa mission d'interposition : interdiction face au nord, dissuasion face au sud. Comment pourrait-il prendre l'initiative de mettre des soldats français en travers du chemin des FANCI ? il ne s'agit encore que de présomptions et l'État ivoirien est libre de ses actes. « Il en allait de la souveraineté ivoirienne, commente le général Puga qui commande alors les forces spéciales. Nous ne pouvions pas empêcher le pouvoir d'employer l'armée nationale dans son pays »^{CXC}. Il y a même, sans doute, au sein des autorités françaises, militaires comme diplomatiques, la volonté d'en finir avec le casse-tête ivoirien qui absorbe tant d'énergie. L'idée fait florès que Gbagbo pourrait enfin corriger ce qui est souvent présenté comme l'erreur de l'armée française en 2002, celle de ne pas avoir refoulé la rébellion aux frontières. Mais il reste la présence de milliers de ressortissants qui sont autant de victimes collatérales potentielles. Quant à Licorne, ne pourrait-elle se retrouver impliquée de force dans les combats ?

Le 2 novembre, prouvant une fois encore son souci d'entretenir le lien le meilleur avec Paris, le président ivoirien fait venir au palais l'ambassadeur Le Lidec et le général Poncet, et, confiant dans leur silence ou craignant leur réaction s'il taisait ses projets, il leur annonce que, en effet, une offensive se prépare, qu'elle sera brève, avec la reprise de Bouaké pour point d'orgue, et que ni les Français ni l'ONUCI ne seront visés². Pendant quelques minutes, chacun dans son domaine respectif, ses interlocuteurs prennent la place de ses conseillers et le passent au crible d'un questionnaire serré pour lui permettre de vérifier qu'il a bien mesuré toutes les conséquences de ses actes futurs. Pour eux, au vu des réponses obtenues, les risques sont grands d'un échec garanti du point de vue militaire comme diplomatique. Visiblement agacé, Gbagbo s'enferme quand même : « Je ferai ce soir l'annonce de l'offensive à la télévision ! »^{CXCI} Et comme Le Lidec l'invite fermement à reporter, il quitte la pièce, furieux, sans raccompagner ses invités, ce qu'il ne fait jamais. Sa colère peut être différemment interprétée avec le témoignage du général Poncet : « il nous a dit qu'il était obligé d'y aller car sinon il serait victime d'un coup d'État »^{CXCII}. Gbagbo le répétera d'ailleurs au *New York Times* après la crise : « les rebelles menaçaient de reprendre la guerre et de l'étendre à toute la région. Ils s'étaient organisés avec Charles Taylor et des mercenaires de

Sierra Leone. Nous avons donc lancé une contre-riposte avec de l'aviation sur des cibles spécifiques »^{CXCIII}. Pour le président ivoirien, ce ne serait donc pas d'attaquer dont les Français voudraient le dissuader, mais de se défendre, d'où une vexation plus forte³.

En début de soirée en tout cas, l'ambassadeur est devant son écran, à attendre la déclaration. Mais vers 21 heures, coup de fil de Désiré Tagro, directeur de cabinet de Gbagbo : « Ambassadeur, tu as gagné, le président refuse de parler ». Ravi, Le Lidec appelle à son tour à l'Élysée Michel de Bonnecorse pour lui présenter sa démarche comme une réussite. Son enthousiasme est tel qu'il croit même bon de suggérer au conseiller Afrique de reporter la conversation téléphonique prévue entre Chirac et Gbagbo pour le lendemain. Avant même son entretien avec l'Ivoirien, la DGSE, l'ONU ont en effet mis en garde contre des bruits de bottes à Abidjan. En compagnie du général Georgelin, chef d'État-Major particulier, Bonnecorse a donc convaincu le président de la République, qui leur demandait quoi faire, d'appeler directement son homologue. Pour Le Lidec, le timing n'est pas bon. « Cela faisait si longtemps que le président ivoirien attendait cet appel, explique-t-il, qu'il pouvait être repoussé sans problème de quelques jours ». Mais Bonnecorse argue de l'emploi du temps surchargé de Jacques Chirac. De fait, l'appel est calé juste au sortir du Conseil des ministres du 3 novembre.

« Écoute Laurent, dit le président de la République, nous sommes très ennuyés à Paris. Si tu franchis la ligne par la force, il va y avoir des morts. Je dois te dire que nous, Français, nous avons un mandat de l'ONU qui nous obligera à t'empêcher de passer. C'est ça que tu veux ? Des blindés français contre des soldats ivoiriens ?

– Jacques, jure Gbagbo avec émotion, tu sais, trop de gens parlent inutilement. Il ne va rien se passer de tout ça ! Méfie-toi des va-t'en guerre ! »

Mais le président de la République n'est pas dupe. Il sait que l'Ivoirien lui ment et martèle donc avec fermeté :

« On va vous tirer dessus !

– Jacques, tu as tort de ne pas me croire... »^{CXCIV}.

Après avoir raccroché, Chirac glisse à ses collaborateurs: « Pas sûr qu'il m'ait compris ! »

Selon les versions, son discours aurait été brutal avec le président. « Les dernières minutes, reconnaît Michel de Bonnecorse, ont été très tendues ».

C'est de fait un Gbagbo indigné qui rappelle l'ambassadeur juste après : « Vous ne m'avez jamais parlé comme ça ! Personne ne m'a jamais parlé comme ça ! » Et de lâcher, après un silence : « J'attaque ! »^{CXCV} La tentation est forte de donner pour cause à ce que les Ivoiriens vont, de surcroît, appeler l'opération « Dignité », le savon passé par le président de la République. Mais elle ne résiste pas au constat de préparatifs de longue date et d'un refus du sud de jamais accepter la partition du nord. Un peu plus de doigté de Jacques Chirac aurait peut-être repoussé le déclenchement de l'offensive, ou limité son ampleur; il ne l'aurait certainement pas dissuadée. Le coup de sang de Gbagbo confirme plutôt, s'il en était encore besoin, la souplesse dialectique de cet homme qui parvient à retourner la leçon du « docteur Chirac », comme aurait dit Yasser Arafat, pour la présenter comme une justification à sa bellicosité.

Le lendemain matin, 4 novembre, les troupes loyalistes s'élancent sur deux axes en visant prioritairement Bouaké, puis Korhogo ; les régions est et ouest sont donc ignorées. La manœuvre, selon l'officier de liaison de Licorne inséré dans l'État-Major ivoirien⁴, est bien conduite. Elle s'accompagne dans le nord de coupures d'électricité, qui entraînent la rupture des réseaux GSM, et à partir de 7 h 20 de bombardements aériens. Là encore, les Français en sont informés sur-le-champ puisqu'une de leurs unités occupe le bout de la piste de Yamoussoukro d'où les Soukhoï décollent. Devraient-ils les en empêcher ? Jacques Chirac semble avoir évoqué une interposition française lors de sa dernière conversation avec Gbagbo. Des ordres se seraient-ils donc perdus entre l'Élysée et l'État-Major des Armées, entre l'État-Major des Armées et Licorne ? Le passage à l'acte est certes toujours délicat. Pour sévir, Licorne, comme l'ONUCI, a besoin de faits incontestables. Or le flou règne pendant un temps autour des cibles frappées par les Soukhoï. La rumeur de civils massacrés s'enflammera bientôt. Toutefois, grâce à son réseau de renseignements, Licorne peut établir assez rapidement, ainsi que le rappelle le général Thonier, qu'« il s'agissait uniquement de cibles militaires ou ayant un intérêt tactique, comme les résidences des Comzones »^{CXCVI}. Des dommages collatéraux ne peuvent être exclus, mais l'intentionnalité en revanche semble à écarter pour la raison évidente que l'objectif du sud est de réoccuper le nord dont il ne peut s'aliéner la population par des bombardements iniques.

« L'objectif des FANCI, décrit Thonier, était de taper en profondeur dans le nord – les centres de logistique, de commandement – afin d'isoler les troupes rebelles en *frontline* ». *A posteriori*, il sera établi que les appareils suivent un plan de frappes préétabli. De fait, selon le journaliste Philippe Duval⁵, le camp rebelle de Korhogo et un pont à la frontière du Burkina Faso auraient fait partie de leurs objectifs, mais les blessés soignés par MSF à l'hôpital de Bouaké n'auraient été atteints que par les balles des hélicoptères MI-24 également à l'œuvre dans la région. Quand bien même, Licorne⁶ se voit accuser d'avoir manqué à son mandat : n'aurait-elle pas dû détruire les aéronefs qui violaient le cessez-le-feu ? Il faut noter tout d'abord que les Français n'opèrent selon la résolution 1528 qu'en soutien de l'ONUCI. Or celle-ci, sous le commandement du général Fall, reste de marbre. « Dès que les premiers bombardements ont été rapportés, témoigne un officier à l'état-major de Licorne, le téléphone n'a pas arrêté de fonctionner entre les généraux Poncet et Fall, l'État-Major des Armées, etc. Fall nous disait attendre des ordres »^{CXCVII}. Paris néanmoins ne saurait se réfugier derrière l'arbre onusien pour se laver de toute responsabilité. Le débat revient donc entre « faire respecter » et « imposer » le cessez-le-feu : la France a-t-elle reçu un blanc-seing de l'ONU pour barrer la route de l'armée aérienne d'un pays souverain ? Pour Paris, la réponse est évidemment négative. Il lui faudrait en effet soit abattre les avions – en infraction avec toutes les lois internationales – soit les dissuader ; or, les chasseurs français les plus proches ne sont qu'au Tchad. C'est pourquoi, quand le général Poncet interroge le CEMA sur l'attitude à adopter face aux FANCI, celui-ci lui réplique : « À mon avis, tu ne bouges pas. Tu attends. Et moi je prends les précautions nécessaires⁷ »^{CXCVIII}. Première d'entre elles : faire venir au Togo les Mirage basés à N'Djamena au cas où des civils finiraient pas être directement visés car la France serait alors inévitablement taxée de complicité. En quelque sorte, le CEMA vise l'installation d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du nord, et obtient l'accord du président de la République⁸. Ce n'est qu'*a posteriori*, en connaissance des événements qui vont suivre, et avec franchise, que le général Bentégeat finira par admettre : « Nous aurions dû nous opposer tout de suite aux bombardements aériens ». Pour l'heure, à la réunion quotidienne de l'état-major à Port-Bouët, le général Poncet est donc entendu répliquer très distinctement au chef d'État-Major des Armées ivoirien qui l'appelle sur son portable : « Sache qu'on sait tout de ce que

vous faites ! On ne bougera pas tant que vous ne toucherez ni aux civils, ni à Licorne, ni à l'ONUCI »^{CXCIX}.

De nouveaux sujets de préoccupation apparaissent néanmoins. Pendant que le nord est bombardé, à 10 h 30, à Abidjan, le *Golf Hotel* est investi par une centaine de Jeunes Patriotes qui mettent à sac le rez-de-chaussée et sèment la panique. Le général Poncet ordonne aux éléments de Licorne se situant à l'intérieur, en soutien de l'ONUCI, d'assurer la protection des ministres de l'opposition qui y logent à l'année. À Port-Bouët, une équipe des forces spéciales se tient également prête à être hélitreuillée à tout moment pour les en extraire. Le calme revient heureusement vers midi après une démarche de l'ambassadeur Le Lidec auprès de Gbagbo, qui fait intervenir un officier de la garde républicaine.

Le *Golf* n'est pas le seul visé. Dans le même temps, le camp de Port-Bouët lui-même est assailli par des manifestants qui en bloquent les entrées et sorties. Licorne y est habituée, c'est un peu une figure imposée pour chaque crise en Côte d'Ivoire. Des gendarmes mobiles interviennent. Plus préoccupant en revanche est l'envoi d'une soixantaine de soldats ivoiriens à l'aéroport voisin où tout est à craindre : la prise de contrôle des pistes, qui empêcherait toute évacuation – aucun navire français ne proposant d'alternative au large – ou le renforcement des hélicoptères ivoiriens qui s'y trouvent dans la perspective d'une attaque imminente. Stigmate de la nature des relations francoivoiriennes jusqu'en 2004, l'hypothèse d'une agressivité des troupes loyalistes n'avait même pas été retenue dans les plans, baptisés « Mousquetaires », de mise en sécurité de Licorne : ils prévoyaient tous, en cas de crise, le transfert aux Français du contrôle de l'aéroport par les autorités. Heureusement, le général Thonier y a remédié à son arrivée en donnant pour thème à deux exercices de PC la prise de vive force du site. Pour l'instant cependant, Licorne se contente d'actions préventives en dépêchant des blindés d'infanterie pour protéger les appareils français, mais aussi en mettant en batterie dans le camp de quoi réduire à néant tout raid aérien de l'armée ivoirienne, quatre SATCP⁹, soit toute sa dotation en la matière.

Vers 16 h 30, la tension se reporte sur les établissements scolaires français qui sont encerclés par les manifestations : les élèves du lycée Mermoz devront être évacués dans la nuit par la lagune. Les cibles prioritaires des Jeunes Patriotes sont néanmoins les emblèmes de l'opposition, sièges de parti et journaux, qui sont vandalisés : les accords de

Marcoussis sont bel et bien morts, ou plutôt, comme disent les rebelles, « caducs ». La France réitère ses appels au respect du cessez-le-feu, mais le lendemain, 5 novembre, les bombardements persistent, en particulier à Séguéla et Vavoua. Selon le nord, ils auraient fait plusieurs dizaines de tués chez les civils. Vers 7 heures, les colonnes FANCI abordent la zone de confiance en direction de Bouaké et Danané. Vont-elles oser se frotter à l'ONUCI ? Elles se contentent d'abord d'en contourner les postes qui restent impavides. Mais en soirée, elles abordent Brobo, tenu par les Marocains. Devant eux, elles ont massé des centaines de manifestants que les Casques bleus tentent de disperser à l'aide de tirs de sommation avant de demander le soutien de Licorne qui envoie un groupement blindé. Une fois sur place, les Français découvrent une situation revenue à la normale. Et pour cause : les FANCI ont à nouveau fait le tour des positions onusiennes. Pourquoi les affronteraient-elles de toute façon, vu leur connaissance du terrain ? Le soir venu, le capitaine de l'escadron dépêché sur place, François-Régis Jaminet, prend ainsi un verre en compagnie d'un officier FANCI qui, normalement, n'a rien à faire là, et de Marocains qui devraient tout faire pour le lui rappeler...

Quant à Licorne, pas question de s'interposer comme le réclame Guillaume Soro à la radio française. « Bien sûr, note le général Thonier, nous aurions pu stopper cette avancée, mais qu'auraient enduré nos ressortissants à Abidjan ? »^{CC}. Au soir du 5, les Français sont encore persuadés que, le lendemain matin, les FANCI seront dans Bouaké et que la ville tombera facilement. « La valeur militaire des Forces nouvelles était nulle, explique un colonel. Elles allaient déguerpir avec le trésor qu'elles avaient amassé pendant deux ans »^{CCI}.

À Port-Bouët, les rôles à l'état-major sont bien définis entre les généraux Poncet et Thonier, deux marsouins partageant une forte personnalité ainsi qu'une riche expérience de l'Afrique, et qui, connaissant leurs états de service respectifs, savent pouvoir se reposer l'un sur l'autre en cas de coup dur. Au premier, le commandement dit « opératif », c'est-à-dire le rapport avec le politique et les autorités locales, qu'elles soient ivoiriennes ou onusiennes, la définition des opérations pour toutes les composantes de la force ; au second, le commandement tactique, c'est-à-dire la mise en application des ordres et la conduite de l'action au quotidien, notamment dans l'urgence. Licorne pense encore pouvoir se limiter rendu compte des progrès FANCI. Elle se trompe. Le 6 novembre, vers midi, une

patrouille ONUCI originaire du Bangladesh est capturée par les rebelles, puis libérée sur intervention des Français auprès du Comzone local, Koné Zacharia. L'incident reflète l'exaspération des Forces nouvelles devant la passivité de l'ONUCI alors que les FANCI n'ont plus que dix kilomètres à couvrir pour entrer dans Bouaké. Vers 13h30, le général Thonier sort du mess à Port-Bouët quand il apprend qu'il y aurait des blessés français dans la ville. Un Soukhoï a survolé l'ancien lycée français Descartes où est stationné le détachement de Licorne, puis il est revenu le bombarder. Le temps pour l'état-major de rejoindre ses bureaux à Abidjan, il est question de morts. « Les avions étaient encore en l'air, relate Thonier. Sans nous interroger sur leurs motivations, nous avons immédiatement mis en place un dispositif pour les anéantir »^{CCII}.

Les premiers rapports révèlent qu'un premier Soukhoï a fait un passage au canon, puis un second qui a ajouté une salve de roquettes. Le bilan est de 9 morts et 33 blessés parmi les hommes du RICM, du 2^e RIMa et du 515^e régiment du train. Un civil américain a également perdu la vie. Le général Poncet demande au CEMA l'autorisation de détruire les appareils au sol. Vu la gravité de la situation, seul le président de la République peut statuer. Même s'il jouit d'une relation de confiance exceptionnelle avec Jacques Chirac, le CEMA ne s'avise pas, par respect des règles, de le contacter directement. C'est donc à son successeur au poste de chef d'état-major particulier qu'il annonce son intention de donner un feu vert à Licorne sous réserve de confirmation par le chef de l'État. Après que les principaux conseillers se sont réunis à l'Élysée, le général Georgelin et Michel de Bonnecorse gagnent le bureau du président qui a abrégé son déjeuner. « Nous lui avons proposé, relate le second, et il a accepté, de riposter en détruisant les moyens aériens de Gbagbo au sol, en épargnant les équipages, et de manière immédiate »^{CCIII}. Le chef d'État-Major particulier rappelle donc le CEMA dix minutes plus tard : « Non seulement le président est d'accord pour détruire les deux Soukhoï, mais aussi la totalité de la flotte ivoirienne. Il pense en effet qu'il y a des risques qu'elle soit encore employée ailleurs contre des Français ».

Selon Bonnecorse, Jacques Chirac n'a pourtant évoqué que les « moyens armés ». Dans ses mémoires, de fait, celui-ci écrit n'avoir donné l'ordre de détruire que « la totalité des avions de chasse ivoiriens »^{CCIV}. Souvenirs lacunaires ? « Toute la flotte », cela implique en effet également les hélicoptères, dont ceux de transport. Le chef d'État-Major particulier

affirme que c'est lui qui l'a fermement conseillé à Jacques Chirac car il ne veut plus de demi-mesure en Côte d'Ivoire. À ses yeux, comme à ceux de beaucoup d'autres, « seul l'usage de la force impose le respect en Afrique »^{CCV}.

« Tu te rends bien compte de ce que cela implique ? préfère vérifier Bentégeat.

– Oui, claque Georgelin, le président assume »^{CCVI}.

Pour le CEMA, « il y avait un domaine où l'analyse de Jacques Chirac était imparable: la stratégie militaire. Cet homme était fait pour être officier. Il avait un sens inné de la stratégie. Il pesait remarquablement les conséquences de chaque décision. En l'occurrence, il n'a pas réagi sous le coup d'un sentiment primaire d'orgueil. Il s'est dit que si on laissait un pays frère, que nous aidions dans une mission de paix, attaquer la France, alors nous perdions tout notre crédit sur le continent ». D'ailleurs, tous les CEMA africains feront savoir à Bentégeat, par téléphone ou par courrier, que les représailles françaises, qu'ils approuvent à l'unisson, auront redonné toute son aura à la France.

Le général Thonier connaît personnellement le commandant de la 3^e compagnie du 2^e RIMa, le capitaine F., qui est chargé de mener les représailles à Yamoussoukro ; il lui fait toute confiance. Les avions se posent. Les équipages mixtes, un pilote biélorusse et un navigateur ivoirien, en descendent. À 14 h 20, quatre Milan sont tirés à 500 mètres par le lieutenant B., dont un fait long feu – sans doute en raison d'une durée de stockage trop longue. La polémique n'attendra que quelques heures pour éclore. Si les Soukhoï sont en effet détruits, les équipages, eux, ne sont pas inquiétés. Dans un premier temps, ils retrouvent leurs quartiers, et, un scandale international entourant presque immédiatement leur action contre les Français, ils disparaissent, échappant ainsi à la justice. Les amateurs de complot vont en déduire la complicité de Licorne et des autorités françaises en invoquant un mobile diabolique: Paris se cherchait un alibi pour enfin se débarrasser de Gbagbo. Ce scénario est ainsi repris par le président ghanéen Kufor qui confiera à l'ambassadeur américain à Accra que « le meurtre de soldats français par les militaires ivoiriens a donné aux Français le “prétexte” dont ils avaient besoin pour se mettre en mouvement et protéger leurs citoyens et intérêts »^{CCVII}. Plus ou moins insidieusement, la France est donc soupçonnée d'avoir elle-même téléguidé les pilotes de Soukhoï pour

faire tuer ses propres fils. Ou quand l'enfant d'Yvan le Terrible et de Machiavel s'invite en terre ivoirienne.

Faut-il tout d'abord rappeler que, en novembre 2004, jamais sans doute les étoiles n'ont été mieux alignées en France pour Gbagbo ? L'Élysée, le Quai d'Orsay, Licorne, tous, dans leur ensemble, convergent pour estimer qu'il est le président légitime, que rien ne se fera sans lui et que, vu sa complaisance pour les intérêts français, il serait même souhaitable qu'il se maintienne. Et puis, si jamais leur dessein avait été d'éliminer Gbagbo, pourquoi faire tuer des Français quand il suffisait en 2002, et même au début 2004, avant que les FANCI ne soient prêtes, de laisser faire les Forces nouvelles ? La vérité est que Gbagbo a lancé son offensive avec la bénédiction tacite de Licorne qui, par diverses voies, lui a garanti sa passivité à condition qu'il fasse vite et qu'il n'attende ni aux Français ni à l'ONUCI ni aux civils.

D'autre part, le général Thonier certifie que les équipages des Soukhoï ne doivent d'avoir échappé à l'élimination qu'au délai de réponse de l'État-Major des Armées pour l'ouverture du feu: « Si elle était tombée plus tôt, les aviateurs n'auraient pas eu le temps de débarquer et ils seraient morts dans l'explosion de leurs appareils »^{CCVIII}. Les accusateurs y verront la preuve de la duplicité des autorités françaises. Pourquoi dans ce cas, surenchérisent-ils, Licorne n'a-t-elle pas interpellé les équipages après la destruction ? Ils oublient que les soldats français se comptent moins de deux cents à Yamoussoukro quand les forces ivoiriennes, qui ont fait de la ville leur base principale, sont plus de mille. Or jamais celles-ci ne les auraient laissés mener sans réagir une opération punitive.

Ces soupçons s'expliquent en réalité par le fait que Licorne, à deux reprises au moins, a bien détenu pendant plusieurs heures des mercenaires de l'Europe de l'Est, et qu'à chaque fois elle les a libérés. Les vingt premiers, des Biélorusses, Russes et Ukrainiens, seront alpagués lors de la prise de contrôle de l'aéroport d'Abidjan, très peu de temps après le drame de Bouaké auquel ils n'ont donc pas pu être mêlés. « Quand j'ai été averti de leur capture, explique le général Bentégeat, j'ai appelé notre directrice des affaires juridiques à l'État-Major des Armées, qui m'a soutenu avec raison que les armées françaises n'avaient aucun droit de priver de leur liberté des ressortissants étrangers dans un pays tiers ! »^{CCIX}. Les autres mercenaires arrêtés, au nombre de huit, tous Biélorusses, posent plus de questions. Ils sont interpellés le 16 novembre au Togo après avoir franchi la

frontière discrètement, par la route. Le ministre de l'Intérieur du pays, François Akila Easo Boko, en prévient les autorités françaises à Lomé et à Paris qui n'auraient pas manifesté d'intérêt pendant quinze jours^{CCX}. Cette fois, semble-t-il, le crime serait signé puisque certains avancent que, contrairement à Abidjan, les deux pilotes responsables du bombardement figuraient bien dans le groupe : si la France n'en veut pas, c'est parce qu'elle est complice ! Plusieurs fois interrogée à ce sujet, Michèle Alliot-Marie finira par expliquer que les preuves étaient insuffisantes pour justifier de poursuites judiciaires. En effet, si les lois de la guerre avaient couvert la France dans la destruction d'aéronefs et de leurs équipages, car ils ont ouvert le feu sur ses soldats, le droit, comme l'a notifié le CEMA, lui interdit de retenir des ressortissants étrangers sans raison. Faux, argue l'autre bord: tout auteur d'une infraction contre les armées françaises est traduisible devant le TAP¹⁰, et même, la loi pénale française serait applicable hors de l'Hexagone à l'auteur d'un crime commis par un étranger si la victime est française. Encore faudrait-il être sûr de l'identité des suspects. À en croire une note attribuée à la DGSE et révélée par la presse, elle ne ferait aucun doute: il s'agirait de Yuri Sushkin et Barys Smahin^{CCXI} – pour d'autres, elle ne serait pas si sûre, la qualité des photos à leur descente d'avion, prises au téléobjectif à 500 mètres, avec les casques recouvrant une partie du visage, s'avérant insuffisante^{CCXII}. Enfin, cynisme pour cynisme, si la France se comptait parmi les affreux commanditaires de Bouaké, pourquoi n'a-t-elle pas tout bonnement ordonné l'élimination des équipages avec leurs appareils ? Pourquoi, vu l'extrême sensibilité de l'affaire, prendre le risque de les laisser s'évader ? La réalité est que, dans la fureur du moment, Licorne et l'État-Major des Armées sont surtout occupés à éviter que les Soukhoï ne sévissent à nouveau. « Ce qui nous importait, explique le général Thonier, n'était pas d'arrêter les équipages, mais d'être certains qu'ils ne pourraient plus nous nuire »^{CCXIII}.

La véritable énigme de Bouaké reste donc irrésolue : comment les aviateurs, qui viennent de bombarder des Français, osent-ils revenir se poser à quelques dizaines de mètres d'une de leurs unités équipées de missiles Milan, dont ils connaissent parfaitement la présence ? D'aucuns argueront de réserves en carburant épuisées, mais, une fois à terre, les aviateurs ne courent pas ; ils regagnent tranquillement leurs quartiers¹¹. Or même des mercenaires de l'est ne peuvent douter un instant de la sentence qui les attend après avoir nui à des forces dites impartiales. Voilà bien la

preuve ultime, pour les critiques, de la culpabilité de la France: les pilotes ont un sentiment d'impunité parce qu'ils ont obéi à un ordre plus ou moins direct des Français. C'est sans doute la plus nocive des conséquences du non-interrogatoire des fugitifs au Togo¹² : l'absurdité de ce scénario ne peut être combattue qu'avec des hypothèses encore de nos jours invérifiables. La première, qui paraît la plus évidente, serait que les pilotes ignoraient avoir frappé une unité française, qu'ils se sont donc trompés de cible. L'ancienne école de sous-officiers, ainsi que deux *checkpoints*, sont tenus par les Forces nouvelles dans les alentours. « Nous avons visé une position de rebelles à 500 mètres des Français, déclareront les navigateurs ivoiriens en mars 2006. Nous tirions des bombes et des roquettes. Ça n'est pas précis. Beaucoup moins que des missiles »^{CCXIV}. Le journaliste Philippe Duval rapporte que, le 4 novembre, à Korhogo, ils avaient déjà réussi à labourer un cimetière en visant à l'origine le camp militaire voisin^{CCXV}. L'histoire néanmoins semble peu vraisemblable : les appareils ont survolé deux fois le lycée le même jour, à basse altitude, sans compter tous les passages des jours précédents, et un drapeau français bien visible y était dressé. Enfin les véhicules militaires en stationnement pouvaient certes être confondus, mais avec ceux de l'armée ivoirienne, car les rebelles en sont dépourvus.

D'où la deuxième hypothèse : les Soukhoï ont sciemment visé le camp, mais en un lieu où, selon les renseignements recueillis par les FANCI, devaient se réunir des chefs rebelles, ce qui aurait permis à Abidjan de faire coup double en dénonçant la duplicité de la France. Les partisans de ce scénario soulignent par exemple que, comme par hasard, ce jour-là, le foyer était inhabituellement fermé aux soldats français^{CCXVI}. Outre le fait que rien n'atteste la complaisance locale de Licorne envers les Forces nouvelles, et que le foyer était inaccessible pour la simple raison qu'il procédait à l'inventaire, il serait bien curieux de la part du pouvoir ivoirien, qui a pris la peine d'avertir le gouvernement français de ses intentions, de l'attaquer ensuite dans son pré carré en prenant le risque de tuer ses soldats...

La dernière possibilité est celle d'un mitraillage délibéré des Français. Elle pousse à analyser le rôle de deux individus très souvent épargnés par les enquêtes sur le drame, les navigateurs. Eux sont ivoiriens – le lieutenant-colonel Patrice Oueï, passé par l'École de l'air de Salon-de-Provence, et le lieutenant Ange Gnaudillet. Eux, comme le révélera la DRM, seront ensuite promus au grade supérieur. Eux n'ont aucunement fui au Togo. Ce qui doit faire s'interroger sur leur implication et celle de la

hiérarchie FANCI. Dans la droite ligne de Gbagbo, le duo pour sa part reportera la faute sur les Français qui, à Yamoussoukro, ne les auraient pas empêchés de décoller. « S'ils nous avaient dit: "Vous ne bougez pas", rapporteront-ils bien plus tard dans la presse, nos missions n'auraient pas eu lieu »^{CCXVII}. Par-delà le déni de responsabilité, les navigateurs admettent donc au moins une prise de risque inconsidérée puisque, se sachant incapables de délivrer avec précision de l'armement, ils auraient dû s'abstenir de frapper si près de forces impartiales. Mais ont-ils tout dit des ordres qu'ils avaient eux-mêmes reçus ? Auraient-ils pu par exemple pervertir les pilotes en leur faisant passer l'irréparable pour une opération parfaitement cadrée ? Les fautives seraient alors les autorités ivoiriennes. Les opposants français à Gbagbo y voient l'occasion rêvée de le mouiller, mais c'est un président sidéré, au premier sens du terme, que l'ambassadeur français découvre en son palais. « Les nouvelles très inquiétantes parvenaient de toutes parts, relate celui-ci, l'incendie du lycée français, la marche de Yopougon vers le centre. J'ai donc appelé Gbagbo pour que tout soit arrêté quand il était encore temps. "Venez vite !" m'a-t-il rétorqué »^{CCXVIII}.

Afin de ne pas se retrouver seul à seul avec le président, Gildas Le Lidec prend soin d'être accompagné par son homologue américain, dont la présence est justifiée puisqu'un de ses compatriotes figure parmi les victimes. « C'était la panique à la présidence, décrit-il. Ils étaient en train d'installer des mitrailleuses lourdes sur le toit. Gbagbo était aussi abattu qu'après Marcoussis, hagard, avec des difficultés à s'exprimer ». Comme l'ambassadeur veut entendre sa version des faits pour Bouaké, l'Ivoirien jure n'en avoir rien su et ses « Ah bon ? » décontenancés qu'il lâche à chaque nouvelle apprise au téléphone font croire en sa sincérité. Sa participation directe au commandement des opérations n'a jamais été formellement avérée, sur toute la durée de son exercice du pouvoir. Mais, sa légende de boulanger lui vaut de paraître suffisamment diabolique pour avoir prévenu les Français de son offensive et ensuite les poignarder. Pourquoi alors les plans de l'opération terrestre du général Mangou avaient-ils tous consisté jusqu'alors à contourner les positions de Licorne ? Pour la quasi-totalité des autorités françaises^{CCXIX}, l'implication personnelle du président semble hautement improbable. En revanche, celle des farouches adversaires de la France dans son entourage, où la rationalité n'est pas toujours de mise, pose plus de questions. Ceux qui leur prêtent le plus

d'esprit retors les imaginent cherchant à faire oublier la déroute terrestre subie par les FANCI dans leur tentative de reconquête du nord grâce aux représailles prévisibles de Licorne qui transformeront inéluctablement le conflit ivoiro-ivoirien en un face-à-face ivoiro-français. Le scénario est séduisant, mais il présuppose une maîtrise des événements à vrai dire impossible car qui aurait jamais pu leur garantir que, dans un accès de colère extrême, Paris ne les chasserait pas tout bonnement du pouvoir ? Comme le plus souvent, leur motivation aura certainement été beaucoup plus basique, celle d'administrer une leçon à ces insupportables fils de colons. Ainsi, les jours précédents, Port-Bouët avait-il été plusieurs fois survolé en rase-mottes. « J'avais peur, reconnaît le général Poncet, d'une frappe aérienne sur le PC de Licorne lui-même »^{CCXX}. Le témoignage d'un très proche conseiller de Gbagbo, lui-même recueilli par un conseiller de Jacques Chirac^{CCXXI}, semble corroborer la volonté ivoirienne de « corriger » les Français. La veille de Bouaké, au cours d'agapes dignement arrosées au palais présidentiel, certains collaborateurs du président se sont épanchés sur le fiasco de l'offensive et en sont venus à se plaindre de ces encombrants Français qui les empêchaient d'agir à leur guise. Gbagbo rappela alors sa conversation désagréable avec Chirac et, en partant se coucher, il lança à la cantonade : « Il faut donner une leçon aux Français ! » Dans l'enivrement et l'émulation, que les durs de son entourage aient alors imaginé le satisfaire en faisant donner les Soukhoï n'est pas invraisemblable.

En tout cas, quelles que furent les causes du drame, par-delà toutes les hypothèses qui ont souvent pour but d'allumer un contre-feu, rien ne doit faire oublier que les aviateurs en cause étaient payés par l'État ivoirien et que les morts étaient français et américain. Le gouvernement ivoirien peut bien chercher à atténuer sa culpabilité, il ne pourra jamais réfuter sa responsabilité. Et s'il a jamais sous-estimé la violence de la réaction française, la suite de la journée du 6 novembre va lui permettre de ne plus en douter. Selon les souhaits de l'Élysée, en effet, ce ne sont pas les deux seuls Soukhoï que Licorne va détruire, mais toute la flotte ivoirienne de la Côte d'Ivoire, y compris les hélicoptères, y compris ceux qui ne sont pas armés : que les équipages des Soukhoï aient été incompetents, ou délibérément meurtriers, Paris ne veut plus courir le moindre risque de voir l'armée ivoirienne sévir à nouveau. L'ambassadeur a eu beau évoquer de très vraisemblables répercussions pour la communauté française, le conseiller Afrique de Jacques Chirac ne peut que lui répliquer : « C'est un

ordre du président »^{CCXXII}. L'étape suivante est la plus rapidement réalisable: la neutralisation des hélicoptères basés à Abidjan. De surcroît, il y a urgence car, non seulement, à 16 heures, les Français qui y sont stationnés sont attaqués, déplorant deux blessés et un Transall endommagé à la roquette, mais une foule impressionnante a déjà investi la zone civile avec une spontanéité qui ne trompe personne. Gildas Le Lidec lui-même a échappé de peu à la vindicte. Après son entretien avec Gbagbo en effet, si son homologue américain a pu immédiatement s'éclipser, lui doit attendre sa voiture de longues minutes devant la résidence présidentielle. Il remonte s'en plaindre à Gbagbo et son véhicule blindé arrive enfin. Surprise : le chauffeur du GIGN est quasiment nu ! Il raconte que, après avoir déposé l'ambassadeur, lui et ses camarades de la voiture d'escorte ont été arrêtés, déshabillés, mis à genoux, une kalachnikov plantée sur la tempe. L'équipée du diplomate néanmoins n'est pas terminée. Sur l'avenue de France, le cortège est intercepté par les gendarmes ivoiriens qui traînent des herses jusque devant ses roues. Ne descendant pas du véhicule, l'officier de sécurité de Le Lidec s'adresse à eux par haut-parleur quand des civils se précipitent pour tenter de briser les vitres. Puis, l'un des passagers s'exclame: « Regardez à onze heures ! » Un homme est en train d'épauler son RPG-7 en direction de la voiture. « Elle est blindée, non ? », essaie de se rassurer l'ambassadeur. « À cette distance, réplique le militaire, cela ne nous sera pas très utile... » Le Lidec fixe le doigt sur la gâchette. Il se croit condamné. Mais la roquette ne part pas. Et le convoi peut redémarrer. Acte de colère ou d'intimidation ? Gbagbo a-t-il voulu faire peur aux Français ?

Des milliers de manifestants convergent désormais par le boulevard Giscard-d'Estaing vers le carrefour d'Akwaba qui contrôle l'accès à Port-Bouët. Le camp menace d'être encerclé par une opération respectant tous les canons militaires. Or le général Thonier fait ses comptes : pour cinq kilomètres de périmètre, il n'a à sa disposition qu'un peu moins de 700 soldats dont les 150 de l'état-major et une compagnie de soutien. Premières décisions : à 16 h 15, il pousse deux pelotons du 43^e BIMa, commandé alors par le colonel Luc de Revel, vers le carrefour pour en interdire le franchissement. Mêmes les chariots élévateurs du camp sont requis pour y acheminer des conteneurs. Des milliers de Patriotes sont ainsi maintenus à distance. Le BIMa s'empare aussi de l'aéroport, suivant le plan Mousquetaires modifié. C'est alors que, en sus des 150 civils attendant un vol qui ne viendra jamais, il capture, auprès des deux hélicoptères MI-24

qui sont rendus inutilisables, la vingtaine de mercenaires de l'est. Les tenants de la thèse d'un complot français, jugent ridicule l'idée que l'ire de l'ambassadeur russe, qui représente les intérêts de la Biélorussie, ait pu convaincre les autorités françaises de les relâcher. Pourtant le diplomate intervient bien avec la plus grande autorité, et lui qui entretient ordinairement des relations très cordiales avec son homologue français, il le menace, sans rire du tout : « Tu veux la guerre ? Vous allez libérer tout de suite mes compatriotes que vous n'avez aucune raison de garder ! » De même, le Russe a signifié au général Thonier qu'il le ferait casser s'il n'obtempérait pas. Est-ce moins vraisemblable que le vilain conte d'une France faisant bombarder les siens pour déclencher ensuite dans tout le pays des manifestations qui risquent d'en faire tuer encore des centaines d'autres, tout ça pour espérer faire partir le président d'un pays qui lui accorde pourtant tout ce qu'elle souhaite ?

L'arrestation des Biélorusses est au fond anecdotique dans la tragédie qui est en train de se nouer¹³. À Paris, Jacques Chirac s'entretient avec Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, et Olusegun Obasanjo, président de l'Union africaine. Une fois la décision prise de frapper la flotte ivoirienne, il a pris soin d'en avertir également Jean-Marc de La Sablière, représentant permanent de la France à New York. Son ancien conseiller diplomatique peut ainsi décrocher au Conseil de sécurité une déclaration de condamnation et de soutien aux forces onusiennes et françaises qui se voient autorisées à « faire usage de tous les moyens nécessaires à la pleine exécution de leurs moyens »^{CCXXIII}. Toute l'attention dès lors va se reporter sur Abidjan. Dès la destruction des Soukhoï en effet, les FANCI ont arrêté net leur offensive et reflué vers le sud, ce qui vaut un triomphe à Licorne dans la ville de Bouaké. « Les Français sont les héros de la journée, note le capitaine Jaminet. Cet élan de sympathie a indirectement un prix. Celui du sang de ceux qui agonisent à Descartes en ce moment. C'est écoeurant »^{CCXXIV}. Délocalisant son PC dans la salle de théâtre de Port-Bouët, le général Thonier envoie les troupes qui lui restent le long de l'enceinte pour parer toute tentative d'intrusion. Cuistots, secrétaires, chauffeurs, tout ce qui peut porter un Famas est requis tandis que leurs premiers compatriotes civils viennent trouver refuge à l'intérieur du camp. Le général Poncet se souvient alors de la prédiction du journaliste Stephen Smith avant son départ : « Prépare-toi à repartir en slip dans le fond d'un Transall »^{CCXXV}. Il ordonne aux trois GTIA répartis dans le pays de rallier

Abidjan en urgence, soit un raid de plusieurs centaines de kilomètres. Heureusement, pressentant les dangers auxquels Licorne serait confrontée, le général Thonier a fait procéder, un mois avant le départ de métropole, à un exercice similaire, entre Le Mans et le camp de Coëtquidan. Reste à savoir si les troupes devront également, comme elles s’y sont entraînées en France, réduire une résistance au terminus... En route en tout cas, reconnaît l’amiral Hébrard, alors sous-chef opérations à l’État-Major des Armées, « les instructions ont été très claires vu la pression énorme qui pesait sur la vie de nos ressortissants : “si on vous bloque, vous passez !” »^{CCXXVI}. Plus question de retenir le feu.

Le général Poncet d’autre part décroche le renfort du groupement en alerte Guépard en France et de deux compagnies du 2^e REP au Gabon. L’urgence le pousse même à demander un parachutage : refus du CPCO. Le Comanfor conduit en personne la suite de la neutralisation de la flotte ivoirienne. Le bataillon de l’ALAT a déjà assuré l’évacuation par Puma des trente-deux blessés de Bouaké vers l’hôpital de campagne de Tombokro dirigé par l’un des siens, le médecin-chef Philippe Furtwengler. Dans l’après-midi, son chef, le colonel Bohineust, reçoit l’ordre de détruire les hélicoptères FANCI à Yamoussoukro. Il s’agit de deux MI-24, d’un Mi-8 et d’un Puma, une force à part dans la hiérarchie militaire ivoirienne, sous la main du clan Gbagbo comme l’illustre au mieux son parking : les jardins du palais présidentiel. En tout cas, c’est là qu’ils ont été aperçus pour la dernière fois, Licorne s’échinant à les pister toute l’année. Bohineust monte la manœuvre, nom de code « ground zero », qui fait appel à deux Gazelle Hot, deux Gazelle canon, un Puma IMEX¹⁴ et une Gazelle commandement où prendra place son adjoint opérations, le lieutenant-colonel S. L’ensemble, venu des bases de Man, Bouaké et Abidjan, se rassemble vers 18 heures à Tombokro. Le briefing ne dure que trois quarts d’heure, ce qui est très bref pour une opération de cette ampleur, de nuit, avec une météo incertaine et des renseignements vieux de près d’un an qui laissent planer un gros doute sur la menace sol-air. Mamba 10 et 11 désigneront les hélicoptères venus de Man, Boa 10 et 11 ceux de Bouaké¹⁵, Buffalo le Puma IMEX, Venin la Gazelle PC. À la nuit, tous sont sur les starting-blocks. Bohineust se fait confirmer le feu vert par le Comanfor et l’opération se déroule suivant un ballet rodé. Le premier appareil ivoirien repéré à quelques kilomètres est un MI-8 évacué par son personnel à l’approche de la flottille. Il est tiré au Hot à 20 heures précises par Boa 11

qui expédie un second missile en direction d'un des MI-24. Pendant ce temps, Mamba 11, qui est la cible de mitrailleuses arrosant heureusement à l'aveugle, connaît lui un incident de tir qui oblige le lieutenant-colonel S. à ordonner son remplacement par Boa 11. Dans l'intervalle, les Gazelle canon, qui restaient en protection de l'autre côté de la rivière, font un passage en ouvrant le feu à deux kilomètres, détruisant un camion-citerne et un stock de munitions dont l'explosion blanchit la nuit. Boa 11 lâche alors un nouveau Hot sur le troisième objectif, un MI-24. De son côté, Mamba 11 parvient enfin à tirer, mais son missile fait long feu. Le troisième essai est le bon : un Hot part vers le MI-24 déjà impacté par Boa 11 qui l'atteint encore: il n'en reste presque rien... Le dernier Hot de Mamba 11 est pour le Puma de transport.

Quinze minutes, sept missiles et une centaine d'obus ont suffi pour anéantir les joyaux de l'armée ivoirienne. Le hasard veut qu'à peu près au même moment, le Puma de l'adjudant G. rapatrie à Port-Bouët les corps des neuf Français tombés à Bouaké. Sous la tente Bachmann où sont ordinairement réparés les hélicoptères, le colonel Bohineust passe donc instantanément de la satisfaction d'avoir mené à bien la destruction de la flotte à l'identification des victimes effectuée par les gendarmes.

Présent dans le bureau du président ivoirien, l'ambassadeur Le Lidec a pu noter combien chaque étape des représailles l'a durement affecté. Mais celui-ci ne serait pas Gbagbo s'il ne parvenait à retourner la situation à son avantage. En ne se limitant pas aux deux Soukhoï impliqués à Bouaké, la France s'est offert une sorte d'assurance aérienne, mais elle a prêté aussi le flanc aux critiques. L'intervention à l'intérieur du jardin de la présidence aurait fait tiquer Jacques Chirac lui-même qui, en homme politique, voit les dangers d'exploitation. La crise passée, Gbagbo n'aura de cesse de clamer, surtout dans les médias internationaux, que la France a replongé dans ses vieux travers coloniaux. « Ce qui s'est passé est tout à fait incroyable, expliquera-t-il par exemple au *New York Times*. Ils ont immédiatement, sans aucune enquête préalable, décidé de se faire eux-mêmes justice »^{CCXXVII}. La contestation populaire à Abidjan néanmoins ne doit en aucune manière être reliée à l'étendue de la riposte française puisqu'elle a éclaté dès le début d'après-midi du 6 novembre. Même, son explosion, démesurée, angoissante, a pu corroborer le choix français de se garantir au moins la sécurité dans les airs vu ce qui se produisait au sol.

Parce que des familles, logiquement bouleversées, ne découvriront que beaucoup plus tard l'inversion de deux corps des victimes de Bouaké, parce qu'aucune autopsie n'a été pratiquée, d'aucuns brandiront la dernière preuve d'une vérité honteuse cachée par la France. À l'évidence, la raison semble pourtant l'extrême tension régnant à ce moment à Port-Bouët¹⁶ qui est menacé d'une invasion générale et dont la cellule de crise reçoit des centaines d'appels désespérés de ressortissants aux maisons souvent assiégées, parfois investies¹⁷. L'ALAT est à nouveau à l'œuvre. Sept Puma et cinq Gazelle participent aux extractions. Évitant le survol des quartiers les plus chauds, ce qui ne leur épargnera tout de même pas d'essuyer au final quelques tirs de balles traçantes, les équipages sont armés au cas où la foule se masserait à l'atterrissage. Les ressortissants doivent leur adresser un signal au dernier moment, en agitant un drapeau ou en allumant un feu. Le Puma de commandement, où prend souvent place le capitaine F., commandant de l'escadrille de Port-Bouët, part en premier reconnaître la zone, les autres attendant leur ordre d'engagement au-dessus de la lagune, très peu chargés en carburant afin de pouvoir emporter jusqu'à seize passagers. Une fois la zone d'atterrissage identifiée, l'opération est lancée. En prenant soin d'éviter lignes électriques, obstacles divers, végétation, un premier Puma dépose huit commandos pour prendre possession des lieux, identifier les ressortissants, faire monter ceux-ci à bord du second Puma. Le 7 novembre, des civils appellent au secours du toit de leur maison située à l'ouest d'Abidjan, près des ponts. Comme les Puma ne peuvent intervenir dans la propriété, ils se posent sur un stade et les commandos vont chercher à pied leurs compatriotes. La rotation effectuée, les deux appareils repartent dans le quartier de Cocody où des Français sont assiégés par les Jeunes Patriotes, pour certains armés. Cette fois, le temps manque pour se poser à distance. Comme le toit est bardé d'antennes, un Puma réalise la prouesse de n'y poser que la roulette avant, permettant aux commandos de débarquer pour aider onze civils à quitter les lieux en moins de trois minutes. Les forces spéciales sont ensuite récupérées par l'autre Puma au prix d'une manœuvre tout aussi audacieuse.

1 550 Français regagneront ainsi Port-Bouët par les airs. Mais y sont-ils définitivement en sécurité? Juste après l'opération menée par l'ALAT à Yamoussoukro, à 21 heures, le « général » Charles Blé Goudé, leader des patriotes, a appelé à « libérer la Côte d'Ivoire qui n'est pas un quartier de Paris »^{CCXXVIII} et convié ses militants à fondre sur le camp du 43^e BIMA et

l'aéroport. Quelques centaines de soldats doivent s'attendre à juguler l'encerclement par des dizaines de milliers d'individus. « Jamais dans un passé récent, témoigne le général Thonier, l'armée française n'avait eu à gérer un rapport de forces aussi faible et, facteur compromettant, aussi loin de ses bases »^{CCXXIX}.

La manipulation par le pouvoir ne fait guère de doutes. La présence de soldats et policiers armés, mais en civil, est rapportée par les expatriés. Licorne n'en est pas surprise : Gbagbo a déjà démontré les deux années précédentes que, pour lui, la foule était une arme. Il en fait même l'aveu au député socialiste Henri Emmanuelli qui l'adjure de faire cesser la chasse aux Blancs. « Mon cher Henri, lui répondil, est-ce que vos sans-culottes étaient des gentlemen ? Moi, j'éviterais les massacres de septembre [1792], mais je n'ai pas d'autres moyens pour me défendre que la rue »^{CCXXX}. La manipulation néanmoins ne saurait seule expliquer l'ampleur et la ferveur de la foule, portée par un indéniable sentiment anti-français. Vers 23 heures, le général Thonier envoie ainsi une Gazelle Viviane en observation. « Son pilote est revenu livide, se souvient-il. Il a annoncé : "une marée humaine descend vers la zone 4 [qui borde Port-Bouët] ; toutes les rues sont pleines." »^{CCXXXI} L'adjoint de Poncet ne réfléchit pas longtemps : si des dizaines de milliers de personnes franchissent la lagune, « c'est foutu ». Sans se concerter préalablement avec le Comanfor, il appelle le colonel Bohineust et lui lance : « Mettez les hélicos en l'air ! »^{CCXXXII}. Le chef du Batalat se fait préciser la mission : interdire le franchissement des ponts. Tous mesurent la gravité de la décision. Pour la première fois, des soldats français sont sur le point de tirer sur des civils ivoiriens au risque de bafouer un demi-siècle d'idylle francoivoirienne, et plus particulièrement les dernières années consacrées à patiemment combler le fossé entre Paris et Abidjan. « Nous avons brûlé les archives au PC, commente le général Poncet que son adjoint informe de son projet, c'est pour dire que nous pensions la situation irréversible ! Si l'on n'avait pas fermé les ponts, nous étions submergés par une vague de 100000 personnes. Nous en aurions certainement tué beaucoup, mais le camp serait tombé »^{CCXXXIII}. Le Comanfor requiert toutefois l'autorisation du CEMA à Paris. « Poncet m'a appelé, relate le général Bentégeat, en me disant, calmement, qu'il allait être submergé à l'aéroport. Or en perdant celui-ci, nous n'avions plus de moyens d'acheminer des renforts ou d'évacuer les ressortissants. "Tu ne peux pas t'imaginer la foule qui est en train de fondre sur nous !" disait-il. Il

n'y avait plus pour seule solution que d'interdire le franchissement des ponts. "Je vais faire tirer les hélicos, a-t-il annoncé, en évitant au maximum de provoquer des pertes en face" »^{CCXXXIV}. Bentégeat donne son accord. Vers 23 h 45, le colonel Bohineust ordonne donc au commandant de l'escadrille de Port-Bouët, le capitaine F., de décoller avec un Puma Pirate¹⁸. L'appareil survole la lagune à basse altitude, pour se montrer et surtout se faire entendre. À travers ses jumelles à intensification de lumière, l'équipage découvre avec surprise l'ampleur de la foule ; le pont Charles-de-Gaulle est recouvert d'une masse abondante qui continue à traverser au pas de course en dépit de sa présence. Pour la convaincre d'arrêter, plusieurs rafales sont tirées dans l'eau, de chaque côté de l'ouvrage. En vain. Des tirs sont donc opérés sur le tablier, devant la foule, de plus en plus près. Des tirs de barrage sont également réservés à des véhicules.

« Je ne sais pas s'il y a eu des victimes », témoigne le général Thonier. Perché sur le toit de la chancellerie diplomatique, avec un gendarme le plaquant régulièrement au sol pour le faire échapper aux balles tirées dans sa direction, l'ambassadeur Le Lidec assiste avec stupeur à ce spectacle glaçant. « Ma première réaction en voyant les hélicoptères tirer sur les ponts, avoue-t-il, a été : Poncet est fou ! Mais j'ai compris, le calme revenu, qu'il avait pris la meilleure décision possible et qu'il avait fait preuve de beaucoup d'efficacité »^{CCXXXV}. Car pour lui, cela ne fait pas de doute : sans cette intervention radicale, la France allait subir un « Diên Biên Phu africain ».

Rares sont ceux qui se risquent dorénavant à traverser. Le Puma essuie des tirs de balles traçantes en provenance du nord de la lagune. Pour lui permettre de recharger ses munitions et faire le plein, une Gazelle canon des forces spéciales le relève; les deux alterneront toute la nuit. La foule se calme sensiblement à partir de 2 h 30¹⁹. « Nous avons remporté la bataille psychologique, relate Thonier : le gros des manifestants était maintenu au nord des ponts, et ceux qui avaient réussi à traverser au carrefour d'Akwaba se retrouvaient coincés »^{CCXXXVI}. À l'aide de quelques centaines d'obus, l'ALAT a sauvé Port-Bouët qui semblait destiné au sort de Fort Alamo.

Le lendemain matin, 7 novembre, les hélicoptères survolent une ville sonnée. Deux Hercules décollent du Gabon avec le renfort tant attendu du 2^e REP. Licorne marche alors sur des œufs. Il faut en effet une certaine longueur de piste aux transporteurs pour se poser, et il est pour l'heure impossible de les leur garantir... Or, vu la distance à parcourir, il ne leur

faut pas attendre trop longtemps pour entamer un demi-tour, sous peine de se retrouver à sec. Vers 4 heures du matin, Poncet demande ce qu'il doit annoncer à Paris. « Feu vert pour l'atterrissage », lui suggère Thonier qui sait l'importance capitale de l'arrivée des légionnaires. Il ne reste que deux heures pour que son vœu devienne réalité... La mission incombe au patron du 43^e BIMA, le colonel de Revel, qui, renforcé par un peloton de gendarmerie, fait reculer les Jeunes Patriotes à l'aéroport à coups de gaz lacrymogène et grenades offensives. Et à 6h30, les Hercules se posent en limite de piste. « Le REP était là, commente Thonier, il pouvait relever le BIMA qui était exténué, c'était gagné ». Pour se donner un peu plus d'air, Licorne repousse ensuite les Jeunes Patriotes du carrefour d'Akwaba vers le boulevard Valéry-Giscard-d'Estaing. Les évacuations peuvent alors se dérouler plus sereinement, au moins en zone 4 où deux hôtels servent de lieux de regroupement. Bien des ressortissants y ont échappé à la violence grâce à la protection des Libanais qui tiennent fermement leur secteur, mais aussi à des Ivoiriens qui, soutiens de Gbagbo ou non, ne tolèrent pas que l'on s'en prenne à leurs amis et voisins.

Communément décrit comme un grand stratège, Gbagbo a prouvé son incompétence en matière de tactique militaire. Si jamais son but, ou celui de ses proches, était de faire tomber Port-Bouët, il lui aurait suffi d'insister quelque peu tant le déséquilibre des forces était flagrant. « Sans doute nos tirs depuis les miradors les ont-ils découragés, avance le général Thonier. Probablement aussi ont-ils surestimé nos forces même s'ils étaient bien renseignés puisque des Ivoiriens venaient travailler chaque jour dans le camp ». C'est une ville d'Abidjan retombée dans la torpeur que découvrent les premiers renforts arrivant de métropole vers 16 h 30. Mais le danger est partout dans le pays. Un convoi logistique se trouve ainsi en très fâcheuse posture depuis la veille dans la ville de Dabou, à l'ouest d'Abidjan. Parti ravitailler San Pedro, il a dû y faire halte sur le trajet retour en raison de troubles. Vers 15 heures, la quarantaine d'hommes qui le composent se sont réfugiés dans le centre de soins de Songon devant lequel quatre fois moins de manifestants ont commencé un siège, sans anicroche majeure, mais le 7, ils sont déjà six fois plus nombreux, et, parfois avinés, ils tentent de pénétrer à l'intérieur. Vers 10 heures, le Puma Pirate du capitaine C., après une manœuvre hardie pour se poser dans la cour, ravitaille ses compatriotes en armes, nourriture et eau. La température monte d'un cran supplémentaire avec des jets de pierre et menaces de mort. Les Français procèdent à des tirs

de sommation. Mais, ne s'en laissant pas compter, les manifestants mettent le feu au conteneur qui bloque l'entrée et approchent à nouveau pour être cette fois refoulés à coups de grenades lacrymogènes. Deux sous-officiers français sont blessés par éclats. Leur évacuation nécessite des tirs de la part de l'ALAT, de plus en plus près du centre de soins, qui finissent par éloigner les émeutiers. Deux Puma peuvent alors se poser successivement pour charger les blessés et déposer leur cargaison. Quatre heures plus tard, les manifestants sont désormais plusieurs centaines, certains sont aperçus avec des armes blanches et des fusils. Deux Gazelle font feu à nouveau pour les refouler tandis que le convoi s'apprête à reprendre la route. Le conteneur devant l'entrée est écarté, les véhicules foncent vers l'est en forçant une vingtaine de barrages, appuyé dans les airs par l'ALAT. S'élançant à leurs trousses, les Jeunes Patriotes abandonnent finalement la partie.

C'est cette même opiniâtreté que les trois GTIA doivent affronter dans leur descente expresse vers Abidjan. En route depuis la nuit précédente, ils reçoivent l'ordre d'accélérer le mouvement. Le GTIA le plus proche est celui du colonel Destremau, parti de Bouaké. Dès Tiébissou, première ville après la zone de confiance, il a dû affronter une manifestation soi-disant spontanée qu'il a dispersée en tirant audessus des têtes. Puis, un VBL se renversant en heurtant une barricade, il est contraint de faire halte et d'exécuter des tirs de sommation afin d'inciter la foule à rester à distance. Conséquence imprévue, mais heureuse : les milliers de manifestants annoncés par l'ALAT à Yamoussoukro s'évanouissent aussitôt. Des barricades légères et quelques coups de feu perturbent encore la chevauchée vers Abidjan. « Le reste de la journée, écrit le capitaine Jaminet, n'est qu'une succession de brèves phases de combat. En fonction des obstacles mis sur notre route, ils sont plus ou moins violents, plus ou moins longs »^{CCXXXVII}. Le GTIA du colonel de Woillemont fait de son côté dix morts à Duékoué. « Au total, note Charles Maisonneuve²⁰, ces actions de force ont sans doute provoqué bien plus de pertes que les émeutes d'Abidjan, mais, réalisées en l'absence des médias internationaux, elles n'ont pas eu la même publicité²¹ »^{CCXXXVIII}.

Vers 18 heures, Destremau parvient à l'entrée d'Abidjan, où l'attendent un gros barrage de véhicules et une foule de manifestants. Deux policiers ivoiriens viennent alors lui conseiller de tirer dans le tas... Une provocation grossière. Le général Poncet ordonne au colonel de faire halte ; il veut

épargner au GTIA des efforts qu'il pourrait regretter le lendemain d'autant que la situation s'est un peu calmée dans Abidjan ; des contacts ont même été repris avec l'état-major FANCI. L'entrée de la colonne blindée ne ferait que relancer la vilaine rumeur en cours d'un coup d'État français en Côte d'Ivoire.

Épuisé après vingt-quatre heures infernales, le général Thonier s'accorde un peu de repos en demandant à être réveillé quand le GTIA aura atteint son terminus, l'hôtel *Ivoire*. Mais quelle n'est pas sa surprise, quand il ouvre les yeux, seulement deux heures plus tard, de découvrir les blindés dans l'allée du camp ! Le colonel R. lui explique que la colonne s'est perdue et qu'il lui a donc ordonné de venir directement à Port-Bouët. Sage décision pour le général, mais interprétée tout à fait différemment par d'autres. Avant d'arriver à Port-Bouët en effet, la colonne est venue buter sur la résidence présidentielle où ce fut la panique. Des conseillers du président²² ont cherché à contacter des personnalités politiques françaises pour envisager leur reddition, la provenance des blindés, Bouaké, contribuant sans doute à la peur de représailles. « Gbagbo a vraiment cru sa dernière heure venue »^{CCXXXIX}, témoigne le général Bentégeat à qui l'Ivoirien dira avoir échappé à une tentative d'assassinat.

L'hypothèse d'un projet français d'évincer par la force un président démocratiquement élu peut être écartée sans la moindre hésitation. Quoiqu'en disent les hérauts de l'anti-Françafrique, ce temps-là est révolu. Licorne aurait-elle voulu en revanche administrer une leçon au pouvoir ivoirien ? Le clan Gbagbo en accrédite l'idée, ce qui lui permet de gonfler sa posture de victime alors que c'était lui, à l'origine, l'agresseur. Il avance en particulier que la thèse du raccourci, qui serait celle de Licorne, ne tient pas puisque, effectivement, empruntant le boulevard Valéry-Giscard d'Estaing, la colonne Destremau aurait plutôt rallongé son chemin en passant devant la résidence Gbagbo pour atteindre l'hôtel *Ivoire*. Sauf que les Français n'ont jamais invoqué un raccourci, mais l'irruption sur leur route d'une horde de manifestants qui les a obligés à se chercher un autre chemin dans une ville de six millions d'habitants, au plan pas forcément connu par cœur et avec déjà quinze heures de route au compteur. Le sommeil du général Thonier en atteste : serait-il allé se coucher en sachant que ses troupes iraient se frotter à la résidence du président ivoirien ? Or, l'affaire a failli très mal tourner. Les véhicules de tête sont venus buter sur un blindé ivoirien, qu'ont très vite renforcés des éléments de la garde

républi-caine. Des cris furent échangés des deux côtés, mais l'épilogue valut une scène de film. Un officier ivoirien s'avança vers le capitaine Jaminet : « Que fais-tu là, bazar ? »^{CCXL}. Le Français le conduisit auprès du colonel Destremau et la situation se détendit. Et Gbagbo a pu sereinement entamer sa nuit de repos avec à peine un peu plus de retard que d'habitude car il ne commence jamais à travailler avant le milieu de journée.

À Paris, les Armées et les Affaires étrangères ne vivent plus qu'à l'heure d'Abidjan. Mais si le contact est à peu près régulier entre le centre de crise du Quai d'Orsay et l'ambassade, les informations circulent plus péniblement entre le CPCO et Licorne. « La première nuit, témoigne le colonel de Vathaire qui y dirige la cellule Côte d'Ivoire, j'ai attendu six heures avant de me voir confirmer par Licorne que l'aéroport avait bien été pris »^{CCXLI}. Le rôle du CPCO est, dans un sens, d'irriguer les autorités politiques comme Michèle Alliot-Marie qui y vient tous les matins, dans l'autre, d'envoyer les meilleurs renforts au meilleur moment. Pour cela, il a besoin en permanence de mille détails que les officiers du général Poncet, en pleine tourmente, sont logiquement incapables de lui donner : « Mon jeune ami, finit par répliquer le général Thonier au colonel de Vathaire, je n'ai pas que ça à faire. Ici, la ville est à feu et à sang ! »^{CCXLII}.

L'arrivée des GTIA dans la banlieue d'Abidjan rassure en partie. Les hommes du colonel Destremau ne s'attardent pas à Port-Bouët et rejoignent de l'autre côté de la lagune l'hôtel *Ivoire* qui a été choisi comme le point de regroupement des ressortissants au nord des ponts. Outre sa grande esplanade, le site paraît des mieux placés, à distance raisonnable du camp et du *Golf Hotel* où doivent ensuite se prolonger les extractions. Mais il se situe aussi à deux cents mètres de la résidence du président ivoirien dont l'hostilité n'était pas prévue dans les plans. Contrairement à ce qui sera par la suite avancé, les Français n'ont donc pas été piégés par Gbagbo à l'hôtel *Ivoire* ; ils se sont piégés eux-mêmes, l'emballement général ne leur ayant pas laissé le temps de revoir leur dispositif. « Nous n'aurions jamais dû aller là ! »^{CCXLIII}, regrette encore le général Thonier. Pire, Gbagbo lui-même, quand il verra arriver les premiers véhicules, appellera Gildas Le Lidec pour lui annoncer: « Monsieur l'ambassadeur, mes gens sont très nerveux. Le choix de l'hôtel *Ivoire* est mauvais. Il faut que vous changiez vos plans. » Et de lui conseiller le *Golf Hotel*, lui aussi au bord de la lagune, mais le général Poncet arguera de la très grande fatigue de ses troupes pour ne plus les déplacer.

La colonne Destremau remonte le boulevard Valéry-Giscard d'Estaing et franchit sans rencontrer d'hostilité les ponts que garde Licorne depuis la nuit précédente. Au nord, pendant ce temps, les ressortissants ont été avertis qu'ils pourraient se regrouper à l'hôtel *Ivoire* où les contrariétés ne vont cesser de s'accumuler. Dès leur arrivée, les soldats français découvrent que des caciques du régime y séjournent, dont Blé Goudé, mais aussi qu'un étage a été étanchéifié par une dizaine d'Israéliens, orchestrateurs des écoutes présidentielles. Gbagbo reprend alors la main. Sûr dorénavant de ne pas être la cible des Français, il devine le parti qu'il peut tirer de l'opportunité pour souder la population autour de sa personne, érigée en rempart ultime contre l'impérialisme français de retour. C'est ainsi que, vers 10 heures, la foule prend la direction de l'hôtel, le camp de Port-Bouët et l'aéroport étant désormais hors de sa portée. Un simple rideau de barbelés la maintient à distance, les soldats français apercevant des pistolets-mitrailleurs Uzi planqués sous les tee-shirts.

Devant la tension grandissante, le général Thonier convainc le Comanfor de l'inutilité de rester sur place. « Nous cherchons seulement un lieu pour regrouper nos ressortissants, lui confie-t-il. Négocions notre sortie ». Et d'appeler, pour les rassurer, son camarade de promo Édouard Kassaraté, commandant la gendarmerie ivoirienne, puis le CEMA, Mathias Doué : Licorne se moque des ministres ou du Mossad qui ont été découverts ; elle ne cherche qu'à protéger les Français. Tous les acteurs sont donc d'accord pour débloquer la situation. Les généraux Poncet, Doué, ainsi que Fall pour l'ONUCI, le président de l'assemblée nationale Koulibaly viennent appeler la foule au calme. L'attitude des autorités ivoiriennes relève de la schizophrénie. Si leurs forces de sécurité aident parfois des ressortissants à évacuer, ailleurs elles conspirent contre Licorne. Le matin du 8 novembre, des groupes de miliciens originaires du quartier de Yopougon embarquent ainsi sur des barges pour prendre l'hôtel *Ivoire* à revers. L'ALAT reçoit donc l'ordre de « faire comme sur le pont et d'interdire tout débarquement ». Un Puma Pirate décolle à 10 h 40, approche par la lagune et tire dans l'eau quatre rafales, une dizaine de mètres devant les embarcations. Le message de la veille a bien été compris : aucune ne persévère.

Ce n'est pas fini pour l'ALAT qui, depuis deux jours, est sur tous les fronts. Les fantassins tenant le pont Charles-de-Gaulle l'avertissent en effet qu'elle est prise pour cible par un bitube de 23 mm qui, d'après eux, se

trouverait à l'intérieur même de l'enceinte du palais présidentiel. Voilà encore une mission bien délicate pour les bérets bleus du 6^e RHC, d'autant que leur missile Hot, même s'il est filoguidé, est plutôt conçu pour des cibles d'un certain volume, pas vraiment pour une pièce d'artillerie. À 12 h 15, une Gazelle prend quand même les airs, vole assez haut pour limiter le danger sol-air et, guidée par le Puma Pirate, identifie le coupable à 2,5 kilomètres, bien dans les jardins du palais. Après avoir vérifié que personne ne se trouve autour, elle exécute le tir parfait : le bitube est littéralement coupé en deux²³. Le colonel Bohineust s'attend à des félicitations, mais c'est un général Thonier mécontent qui l'appelle : « C'est quoi ça ? Nous étions en train de nous rabibochoer ! Ce bitube-là ne tirait pas, c'était un autre, à l'extérieur de l'enceinte ! Je veux tout le monde chez moi ! »^{CCXLIV}. Le chef du bataillon de l'ALAT choisit de se rendre seul au PC, sûr de son fait. Une heure plus tard, le savon s'est transformé en pommade : l'opération est encensée, Thonier lui-même racontant sa conversation téléphonique avec Kassaraté, qui lui a déclaré : « Il ne fallait pas nous tirer dessus ! » avant d'ajouter, presque admiratif : « Mais qu'est-ce que vos hommes tirent bien ! »

Le 6^e RHC en fournit aussitôt une nouvelle preuve. À 12 h 20 en effet, la Gazelle canon qui relève le Puma Pirate reçoit l'ordre de se diriger vers le pont Charles-de-Gaulle où les Patriotes ont avancé des véhicules sur une centaine de mètres, suivis d'une foule compacte. Une cinquantaine d'obus de 20 mm sont tirés, quelques dizaines de mètres au-devant et dans l'eau, mais l'intimidation ne fonctionne pas. À 12 h 35, ce sont donc cette fois les véhicules de tête qui sont pris pour cibles; deux au moins sont touchés. Le flot reflue instantanément vers le nord.

À l'hôtel *Ivoire*, le face-à-face avec la foule s'éternise en plein soleil. L'épreuve est redoutable pour les soldats de Licorne dont certains vivent leur première année sous les drapeaux et qui, outre les injures permanentes, se voient menacés par les Ivoiriens des pires châtiments. La tension est maximale à l'État-Major des Armées où le général Bentégeat arpente les couloirs du CPCO. « Alors qu'il avait à défendre à l'Assemblée le budget de la loi de programmation militaire, relate le colonel de Vathaire, il prenait toujours le soin de "descendre" dans la cuve pour se tenir informé, en ayant toujours un mot chaleureux d'encouragement pour chacun, même les sans-grade »^{CCXLV}.

L'ambassadeur Le Lidec redoute de plus en plus l'issue à l'hôtel *Ivoire*. Dans la matinée, Mamadou Koulibaly l'a rappelé au sujet du transfert vers le *Golf Hotel* évoqué par Gbagbo. « Il faudrait que cela se passe dans les formes, a-t-il avancé. Je vous téléphone pour que nous mettions au point un protocole »^{CCXLVI}. Le Lidec en a immédiatement déduit que le pouvoir cherchait à gagner du temps. Il conjure donc le général Poncet d'abandonner au plus vite l'hôtel, mais sans succès. Ce n'est que vers 22 heures qu'il le découvre à la télé ivoirienne aux côtés de Koulibaly, pour annoncer le mouvement des troupes françaises. Dans l'intervalle, les Jeunes Patriotes ont pu rameuter tous les quartiers populaires devant l'établissement. Ayant bien cerné la psychologie de Gbagbo, Le Lidec le croit capable de vouloir profiter de l'occasion pour provoquer un « Tian'anmen ivoirien », avec les chars français en lieu et place de l'armée chinoise²⁴. Le calendrier joue pour lui car la visite du président sudafricain, médiateur de la crise, est justement prévue pour le 9 novembre ; il serait un témoin idéal pour les massacres. Le général Thonier accueille celui-ci à 8 h 30 à l'aéroport : « Je me souviendrai longtemps de son regard, celui de l'Africain indigné d'être accueilli par un Blanc en terre africaine »^{CCXLVII}. Et de fait, un accord est trouvé en fin de matinée entre les généraux Poncet et Doué. Puisque tous les ressortissants français présents à l'hôtel ont été évacués, les soldats de Destremau vont à leur tour quitter les lieux, les gendarmes ivoiriens se chargeant de leur ouvrir un passage. Ceux-ci arrivent vers 13 heures aux ordres du colonel Guiai Bi Poin et prennent la place des marsouins derrière les barbelés. Mais peu à peu, le nœud se resserre autour des Français. Des images, tournées par une télé privée ivoirienne, depuis l'intérieur de l'hôtel^{CCXLVIII}, montrent le calme absolu, mais aussi la détermination de Destremau, palabrant sans cesse avec Guiai Bi Poin pour obtenir que ses hommes et le service d'ordre des Jeunes Patriotes repoussent la foule à distance, les barbelés ayant été partiellement ôtés. Les marsouins, dos collé à leurs blindés, ne peuvent plus reculer. Vers 15 heures, un chef de peloton ouvre le feu en direction d'un manifestant qui, après avoir grimpé sur un AMX, s'est agrippé à la mitrailleuse^{CCXLIX}. Les forces spéciales font usage de leurs armes non létales, tandis que des tirs de sommation sont effectués, ainsi que « quelques »^{CCL} tirs en légitime défense. Un manifestant a la tête arrachée, pas par un obus comme le clamera la presse pro-Gbagbo, mais en raison d'une grenade offensive qui tombe malencontreusement dans sa capuche. Le vide se crée autour de

l'hôtel et il est immédiatement mis à profit par les hommes de Destremau pour regagner le *Golf Hotel* où ils érigent immédiatement des merlons afin d'éviter toute récidive.

Dans la précipitation, les soldats français ont oublié un ordinateur portable dont le contenu est décrit comme sulfureux. Parce que des fiches le concernant y sont trouvées, Gbagbo se voit demander par la presse s'il s'en est plaint à Paris, ignorant sans doute que lui-même en fait autant sur les Français grâce aux écoutes israéliennes. Quant aux renseignements sur les rebelles du nord livrés par la machine, il semble de toute façon difficile pour Licorne d'en savoir plus que le régime lui-même qui est parfaitement informé sur chacun des chefs et leurs réseaux.

Le plus compromettant pour les Français reste donc bien sûr le bilan de la fusillade à l'hôtel *Ivoire*, une dizaine de morts²⁵, et l'exploitation que ne se prive pas d'en faire le gouvernement ivoirien. Relayé par des médias français, Gbagbo fait l'amalgame avec les tirs sur les ponts, ce qui a pour effet d'offrir une vision apocalyptique de la réaction française et de reléguer aux oubliettes le drame de Bouaké, lui, dépourvu d'images. Un méli-mélo de déclarations aventureuses sur les causes de la fusillade en rajoute à la regrettable affaire. Mal informée, Michèle Alliot-Marie écarte résolument dans un premier temps toute responsabilité française en invoquant des tirs fratricides entre FANCI, gendarmes et Jeunes Patriotes. Quand elle apprend son erreur, elle descend l'escalier qui conduit au centre de commandement pour y témoigner sa colère. Licorne, lui réplique-t-on, serait la fautive qui, depuis l'arrivée du général Poncet, ne communiquerait qu'à minima sur ses opérations. Il est vrai que le Comanfor estime n'avoir que le CEMA pour interlocuteur. Mais en l'occurrence, la cause de la mauvaise information est surtout à rechercher dans le stress de cinq jours déments où il est compréhensible que Licorne ait délaissé la communication au profit des opérations. « Le CPCO se plaignait en permanence de ne pas être assez renseigné, reconnaît le général Thonier, mais nous avons tellement de choses à faire ! Nous avons eu la tête dans le guidon pendant 72 heures, avec le danger d'y passer »^{CCLI}. L'ambassade elle-même en est pour ses frais, qui, vivant retranchée elle aussi, demande à Licorne en vain un peu de ravitaillement ; tous les hélicoptères, lui réplique-t-on, sont déjà pris.

Après des événements d'une exceptionnelle gravité, le soufflé retombe cependant rapidement à Abidjan où, dès le 10 novembre, Gbagbo, craignant sans doute encore d'être débarqué par les Français, déclare que Bouaké est

une bavure et qu'il n'est pas question de demander le départ de Licorne. Au même moment, les premiers ressortissants sont évacués par avion. 8 000 Français ou binationaux sur les 13 000 vivant en Côte d'Ivoire quitteront le pays en dix jours, pour toujours dans beaucoup de cas. De quoi surcharger un peu plus le travail des trois bérets bleus du 6^e RHC, le lieutenant Christophe B., l'adjudant-chef Joël A., et le maréchal des logis-chef Régis C., qui, depuis le 7 novembre, assurent à eux seuls le contrôle aérien dans la tour, soit cent à deux cents mouvements quotidiens, mêlant renforts militaires et lignes civiles puisque le trafic n'a pas été interrompu. Les hélicoptéristes auront été des acteurs essentiels de la crise, eux qui ont volé 240 heures, évacué 80 blessés et 1 400 ressortissants, héliporté 440 militaires et 40 tonnes de fret, tiré 695 obus et 8 missiles Hot. Il ne faut pas oublier cependant la dévotion des troupes au sol qui, les yeux dans les yeux, ont eu à affronter parfois la haine, souvent la colère, d'une population sans doute manipulée, mais aussi à bout après des années de débâcle économique.

Dès le 11 novembre, le calme revient dans toute la ville, comme s'il avait suffi d'appuyer sur un interrupteur. Le gouvernement ivoirien, dans l'espoir de contrecarrer les attaques dont il est la cible, brandit un bilan de la « répression française » de 62 morts²⁶ et 1 200 blessés qui deviennent, à l'occasion, 2 226 avec 57 tués²⁷. Il sera comme appuyé par Amnesty International qui, deux ans plus tard, tout en reconnaissant les conditions dramatiques auxquelles ils ont dû faire face, avancera que les Français « ont, à certaines occasions, fait un usage excessif et disproportionné de la force alors qu'[ils] se trouvaient face à des manifestants qui ne représentaient pas une menace directe pour leurs vies ou la vie de tiers »^{CCLII}. Lors de sa dernière entrevue avec l'ambassadeur Le Lidec, qui le rejoint en compagnie de son adjoint Simon-Michel planqués à l'arrière d'une voiture banalisée, aux vitres fumées, afin d'échapper au contrôle des Jeunes Patriotes cernant le palais présidentiel, Gbagbo jure encore pendant des heures son innocence au sujet du mitraillage des Soukhoï, mais c'est pour lâcher tout de même *in fine* un glaçant : « De toute façon, les militaires sont faits pour mourir ! »^{CCLIII}. Dans un autre style, il ose annoncer en public que, de son côté, il « n'a pas vu de cadavres » à Bouaké, sous-entendant une nouvelle fois que les Français auraient tout manigancé. Le *Courrier d'Abidjan* l'écrira pour lui un an plus tard, exploitant entre-temps l'affaire Mahé qui fera sortir le général Poncet du jeu ivoirien : « Il est aujourd'hui

évident que le quatuor Chirac-Alliot-Marie-Bentégeat-Poncet a fait disparaître tous les indices matériels pouvant permettre d'établir rationnellement les faits qui se sont déroulés à Bouaké. Mais cela n'a pas suffi. Dans leurs anticipations, les trois premiers se rendent compte que le mensonge ne pourra pas tenir longtemps. Ils ont donc décidé de sacrifier le dernier cité, en préparant l'opinion à admettre qu'il a menti et induit ses supérieurs en erreur sur le bombardement de Bouaké »^{CCLIV}. Cela n'empêchera pas Gbagbo, certes en privé, de remercier celui donc qui, en tant que CEMA, aurait été l'organisateur de ce plan diabolique, le général Bentégeat, pour « ce qu'[il a] fait pour éviter la guerre civile en Côte d'Ivoire »^{CCLV}. Il ne l'en fera pas moins fouiller, un mois plus tard, lors de sa visite à Abidjan. Même Le Lidec, avec lequel une relation de sympathie s'était créée, n'est plus admis au palais. L'ambassadeur n'y trouve rien à redire. Comme son prédécesseur Renaud Vignal, il a porté Gbagbo aux nues. Comme lui, il le rejette dorénavant en bloc, au point de suggérer au Quai d'Orsay une diminution drastique de la coopération civile et militaire, ainsi que le départ du BIMa.

Le président ivoirien se plaindra dans la presse italienne du fait que Jacques Chirac le « déteste ». Il n'a pas tort. Le 14 novembre, le président de la République évoque à Marseille « une minorité agissante autour d'un régime contestable », un risque même de dérive vers « un régime de nature fasciste ». La critique, réplique Gbagbo, est déplacée de la part de celui qui a cautionné un système de parti unique pendant quarante ans. Dès lors, comme il l'admettra dans ses mémoires, Chirac ne voit « plus d'autre issue au drame ivoirien que le départ du principal fauteur de troubles ». Il précise néanmoins: « en espérant que son peuple soit en mesure de l'obtenir le plus rapidement possible »^{CCLVI}. Le président de la République pense surtout à des élections. Six ans, presque jour pour jour après Bouaké, seront nécessaires.

-
1. Balle en plastique non létale.
 2. Ces lignes rouges seront confirmées à plusieurs niveaux par les chefs militaires ivoiriens à leurs homologues français.
 3. Il faut noter que rien n'atteste de la préparation d'une offensive dans le nord à cette époque.

4. Il est utile de souligner ici que sa présence ne signifie en rien la collaboration des armées françaises ; elle relève des accords militaires.

5. Auteur de remarquables *Chroniques de guerre* (L'harmattan, 2012).

6. Et l'ONU, mais celle-ci n'a pas les moyens de s'y opposer.

7. Il est intéressant de noter que tous à l'État-Major des Armées ne partagent pas cet avis. D'aucuns, au CPCO, beaucoup moins conciliants à l'égard de Gbagbo, étaient partisans – à condition d'avoir été correctement informés de la situation, ce qui n'est pas le cas – de sanctionner immédiatement les franchissements de la zone de confiance. La Côte d'Ivoire est une ensorceleuse, qui parvient à diviser chaque lieu de pouvoir à Paris avec autant de passion qu'à Abidjan.

8. Les Mirage toutefois ne seront transférés que plus tard alors que le général Poncet réclamait depuis le mois d'octobre qu'ils survolent Abidjan et tout le pays en escomptant un effet dissuasif.

9. Système d'arme (sol-air) à très courte portée.

10. Tribunal aux armées de Paris.

11. Avant d'être mis en sécurité par les Ivoiriens au palais présidentiel lui-même.

12. À moins que des démarches plus discrètes auprès des intéressés aient eu lieu et qu'elles aient permis d'établir le véritable scénario. La note de la DGSE, datée du 17 novembre 2005, abondamment reprise par la presse, avance en effet que les pilotes faisaient bien partie des huit mercenaires au Togo. Leur libération a pu faire l'objet de tractations avec la Biélorussie...

13. Plusieurs témoins ont décrit à l'auteur ne pas avoir eu le temps de s'y intéresser sur le moment.

14. *Immediate Extraction* – « Récupération des équipages tombés au sol. »

15. 10 pour les Gazelle canon, 11 pour les Gazelle Viviane (équipées de missiles Hot).

16. Il est vrai que le stress est beaucoup moins compréhensible à Paris où, à leur rapatriement, la vérification de l'identité des corps aurait pu être effectuée.

17. Licorne et l'ambassade avaient noté depuis longtemps le repérage par les Jeunes Patriotes des villas des ressortissants français.

18. Puma équipé d'un canon de 20 mm.

19. Curieusement, les manifestants ne se sont pas rabattus sur l'autre pont, Houphouët-Boigny.

20. Auteur d'une très remarquable étude des relations francoivoiriennes entre 2002 et 2006 (*Le boubier ivoirien*, Privat, 2005)

21. Le bilan exact est inconnu. Mais il est très probablement inférieur à un cinquantaine de victimes.

22. Voire Gbagbo lui-même selon certains témoignages recueillis par l'auteur.

23. La photo sera d'abord publiée par le journal local, *L'Inter*, le 4 décembre suivant.

24. Thèse d'autant plus crédible qu'en 2011, les partisans de Gbagbo feront le parallèle entre les chars de Licorne et ceux de l'URSS envahissant Prague...

25. Il varie selon les sources, ivoiriennes ou françaises...

26. Soit le triple de ce qu'annonce en France Michèle Alliot-Marie le 30 novembre pour les journées des 6 au 9 novembre.

27. Déclaration du ministre de la Santé ivoirien (25 novembre 2004) qui souligne néanmoins que 90 % des blessés sont dus aux mouvements de foule, et donc pas à d'éventuels tirs français.

V

Patience et longueur de temps...

Gbagbo le gymnaste. Lui qui a déclenché les hostilités, et les a perdues, est parvenu avec une souplesse déconcertante à se faire passer pour une victime et un vainqueur. Lui-même est exonéré par les autorités françaises de toute responsabilité, au moins à Bouaké. « Depuis le début, déclare ainsi le général Bentégeat le 11 novembre 2004, nous sommes persuadés que l'ordre n'a pas été donné par le président Gbagbo »^{CCLVII}. Le président ivoirien profite aussi de la cacophonie en France où le gouvernement français, mal irrigué par Licorne, ou n'assumant pas les mesures de fermeté, s'emberlificote dans ses explications sur la fusillade à l'hôtel *Ivoire* ou les dégâts occasionnés par les GTIA lors de leur raid salvateur vers Abidjan. « Nous avons commis une erreur, reconnaît volontiers l'amiral Dupont, alors chef de cabinet militaire de Michèle Alliot-Marie, car nous ignorions ce dernier point en fait. Et dans ce cas, nous n'aurions pas dû donner une réponse si ferme au ministre qui nous demandait s'il y avait eu des morts. Il fallait assumer, sans gêne aucune, parce qu'il est des situations où l'emploi de la force est incontournable »^{CCLVIII}.

Le tableau est d'une tout autre couleur pour Gbagbo à l'extérieur du sud ivoirien. « De plus en plus, écrit le *New York Times* le 15 novembre, Abidjan prend le chemin de Kinshasa, un temps ville de prospérité du Congo, dont les boulevards à trois voies et les gratte-ciel massifs se sont finalement abandonnés à la moisissure tropicale »^{CCLIX}. En France, même le Parti socialiste, lâche le président ivoirien, à part peut-être ses amis historiques. Dans le monde surtout, le Conseil de sécurité s'apprête à sanctionner le régime. Ira-t-il jusqu'à traduire Gbagbo devant la Cour pénale internationale ? La menace est prise au sérieux par Licorne où une réunion d'officiers, autour du général Poncet, planche sur la probabilité

pour le président de s'enfermer dans un fort Chabrol version abidjanaise. Ce serait l'assurance de repartir dans une période plus effrayante encore que celle qui vient de s'écouler. Licorne échafaude donc un plan baptisé... Pégase. Deux feuillets, rédigés à la hâte, dont le titre dit tout: « Il faut décapiter le régime Gbagbo »^{CCLX}. Suit le *modus operandi* pour la prise de contrôle express de tous les centres de pouvoir. 2004 a comme désinhibé les Français. Toutefois, il ne s'agit que d'un plan, comme un état-major en produit des dizaines afin de ne pas être pris au dépourvu le cas échéant... En l'occurrence, Pégase restera dans les stalles de Port-Bouët puisque le Conseil de sécurité, sous l'impulsion de Jean-Marc de La Sablière, mais aussi avec le récit du patron de l'ONUCI, le général Fall, qui « fait un compte rendu des plus élogieux du comportement de Licorne »^{CCLXI}, entérine le 15 novembre, par sa résolution 1572, ce que la France appelait de ses vœux, seule, depuis des mois, l'embargo sur les armes. Inquiète de la contamination de la crise ivoirienne sur tout le continent, l'Union africaine en a même fait durcir la portée puisque l'effet sera immédiat alors que le texte originel ne prévoyait qu'une application conditionnelle. Des sanctions individuelles sont enfin à prévoir contre ceux qui entraveraient la paix même si, pour l'heure, les dignitaires y échappent, comme Blé Goudé, Mamadou Koulibaly et Simone Gbagbo elle-même, contrairement à ce qui avait été envisagé.

L'embargo était d'autant plus souhaité à Paris que c'est un Français, Robert Montoya, qui, via sa société basée à Lomé, Darkwood, a fourni au gouvernement ivoirien les Soukhoï. Comme il a appartenu à la cellule mise en place par le commandant Prouteau à l'Élysée, cet ancien gendarme véhicule les sempiternels soupçons sur la Françafrique quand il n'a été que l'agent d'une vente d'armes « classique », ainsi d'anciens militaires Occidentaux s'y prêtent sur le continent après s'y être installés à la fin de leur carrière. « Je suis représentant pour l'Afrique de BSVT, une entreprise d'État biélorusse, chargée des produits d'exportation, déclarera Montoya. En avril 2003, les ministres de la Défense de Biélorussie et de Côte d'Ivoire signaient un accord de coopération d'État à État, prévoyant la livraison de matériel et leur maintenance par des assistants techniques. Les deux premiers Soukhoï biplaces, ceux qui seront utilisés à Bouaké, ont été achetés en mai 2003. Une époque où il n'y avait pas d'embargo »^{CCLXII}. L'erreur est donc à présent corrigée même s'il faudra attendre quatre mois

avant que l'ONU ne dépêche sur le terrain des inspecteurs, laissant tout le loisir aux deux camps pour dissimuler leurs arsenaux de guerre.

Par-delà les critiques officielles qu'il lui adresse, l'urgence pour Gbagbo est de calmer au plus vite les relations avec la France. Dès le 22 novembre, il exhorte ainsi les entreprises françaises, qui font travailler 35000 Ivoiriens, à reprendre leurs activités normales. 144 ont été spoliées ou tout simplement détruites^{CCLXIII}. Et il n'est pas anodin qu'à la fin de l'année, le président ivoirien prête un avion à l'équipée du député Didier Julia dans sa tentative de faire libérer les journalistes Chesnot et Malbrunot détenus en otages en Irak. Le gouvernement français de même, s'il n'a pas de mots assez durs pour les récents événements, n'a pas d'intérêt à entretenir une tension trop forte qui concourrait à laisser ses ressortissants, civils comme militaires, dans un état de danger permanent. Les jours passant, il est en particulier relevé que parmi les 8000 Français évacués, seuls 136 ont déposé plainte dont quatre pour viol ou tentative, ce qui démontre un contrôle de la foule certain, et donc un pouvoir encore fort, avec lequel il faut compter. À l'Élysée, Michel de Bonnacorse, qui ne croyait guère en l'avenir de Marcoussis, contribue fortement à définir une stratégie qui, à quelques modifications à la marge près, restera celle de la France jusqu'à la crise majeure de 2010 : « porter Gbagbo jusqu'aux élections, explique le conseiller Afrique, en sachant que, vu son poids politique et ethnique, il sera obligé de les perdre »^{CCLXIV}. En dépit d'une dérive chaque jour plus inquiétante, Paris vise la mort politique du président, et non physique comme les médias locaux le propagent, eux qui, note l'ambassadeur des États-Unis, « spéculent à l'occasion sur la tentation pour la France de se débarrasser elle-même du turbulent Gbagbo par tous les moyens envisageables [...] Nous pensons que la possibilité que Chirac puisse décider de ramener les troupes à la maison ne peut être négligée »^{CCLXV}. Les Américains n'accordent aucun crédit à ces rumeurs. En revanche, ils doutent de la capacité des Français à peser : « deux ans après la signature des accords de Linas-Marcoussis, la Côte d'Ivoire continue d'occuper le temps des décideurs de la politique française en Afrique, mais la capacité d'influence de la France a substantiellement diminué »^{CCLXVI}.

Le 24 décembre 2004, le CEMA français se rend donc à Abidjan, avec pour but affiché de « tourner la page » et de « cicatriser les plaies ». Le 43^e BIMa, dont l'ambassadeur Le Lidec réclamait le retour en France, mais pas Gbagbo, restera. En un an, Licorne divisera cependant par dix la centaine de

ses emprises dans le pays. Les acteurs de la crise de novembre quittent également le territoire. La 9^e brigade légère blindée de marine du général Thonier laisse la place à la 27^e d'infanterie de montagne du général de Malaussène. Le général Poncet, lui, est maintenu. Épuisé par les événements, il s'est vu offrir un peu de repos par Omar Bongo à Libreville. Mais alors qu'il a vaincu la foule ivoirienne, il tombe peu après par le fait de quelques-uns des siens. Le 13 mai 2005, Firmin Mahé, bandit de grand chemin, est tué juste après sa capture par deux sous-officiers du 4^e régiment de chasseurs. Leur supérieur, le colonel Burgaud, invoquera un ordre venu de Poncet lui-même qui le nie¹. Les adversaires du Comanfor se référeront aux tirs sur les ponts ou la fusillade de l'hôtel *Ivoire*, pour démontrer qu'il n'en était pas à un coup d'essai. Par là même, ils prouveront surtout combien la catastrophe est grande en Côte d'Ivoire, qui peut engendrer des situations à dire vrai sans aucune mesure, mais laissant chaque fois les responsables face à des choix tragiques, comme celui de décider que la meilleure manière de s'assurer qu'un homme ne sévira plus est de lui ôter la vie. D'aucuns reprochent l'envoi en Côte d'Ivoire d'une brigade de montagne, dans une période des plus tendues, là où marsouins et légionnaires, habitués du pays, auraient mieux convenu. Mais rien ne dit que ces derniers n'auraient pas eux non plus cédé aux provocations si fréquentes, à ces enchaînements choquants d'exactions, de représailles exacerbées par la crise de novembre 2004.

L'affaire Mahé fait aussi tomber le général Poncet à cause de l'exaspération de Michèle Alliot-Marie d'être à nouveau obligée de se contredire. Mal renseignée, elle affirme en effet que l'Ivoirien a succombé en route à ses blessures. Furieuse, elle écrira plus tard: « les militaires ont parfois tendance à camoufler la vérité à leur ministre, non par malhonnêteté, mais parce qu'ils estiment que, s'il y a problème au sein de l'armée, c'est à eux de le régler »^{CCLXVII}. Or le problème ne s'est pas situé entre la rue Saint-Dominique et le boulevard Saint-Germain, mais entre le boulevard Saint-Germain et Port-Bouët. L'État-Major des Armées aussi a ignoré dans un premier temps la vérité.

Comme au plus chaud des affrontements, le patron de Licorne se voit reprocher de ne pas avoir tout dit. « Il avait coutume d'affirmer, relate un général en poste à l'État-Major des Armées : "Paris n'a pas besoin de savoir ça !" »^{CCLXVIII}. Lui-même précise : « quand on désigne un commandant de théâtre, c'est pour qu'il exerce ses responsabilités, avec une certaine marge

d'initiative. » Le CEMA était donc bien son seul interlocuteur, mais régulier ; chaque semaine, il lui faisait parvenir une synthèse politico-militaire. De plus, Poncet avait acquis la conviction que certains officiers à Abidjan rendaient compte de la situation à certains milieux intéressés, le tout en employant des moyens de communication écoutés par le pouvoir ivoirien. Enfin, son état-major communiquait en permanence avec le CPCO.

Quoi qu'il en fût, la personnalité de son remplaçant témoigne du nouveau dessein de Paris comme la sienne le fit en son temps. Autant, par ses méthodes audacieuses venues du COS, Poncet avait tranché par rapport à Joana, souvent décrit comme un « moine soldat », autant le général Elrick Irastorza, adjoint du commandant de la Force d'action terrestre, en impose par son calme et sa retenue. Le même souci d'apaisement se retrouve dans la nomination du nouvel ambassadeur, André Janier. « Ma mission était d'entretenir le dialogue avec Gbagbo, explique Gildas Le Lidec. Or après les événements, je n'avais plus de raison de le voir. Il fallait donc logiquement me rappeler à Paris, ce qui de plus marquait le coup »^{CCLXIX}. Gbagbo de toute façon lui a fait savoir qu'il lui conservait son estime, mais qu'il ne pourrait plus le recevoir en tant que représentant d'un président de la République désormais honni à Abidjan. Par l'entremise d'une relation commune, les deux hommes se sont tout de même revus, à un dîner privé, mais Gbagbo ne voulut pas en démordre. « Comme toujours, se souvient l'ambassadeur, nous avons fumé beaucoup de Gauloises. Mais il a toujours refusé de prendre toute responsabilité dans les événements ». Contrarié de ne pas avoir obtenu le retour du BIMa, ce qui aurait à ses yeux symbolisé la rupture de la France avec la Côte d'Ivoire de Gbagbo, l'ambassadeur s'organise un coup d'éclat à son niveau. « Le président a appris que le personnel diplomatique français était sur le départ, relate-t-il. Il a donc fait savoir qu'il voudrait procéder à la remise habituelle de décorations. D'un commun accord, nous avons tous refusé. Il en a été avili, ce fut notre victoire sur lui ! »

Le nouveau titulaire du poste n'est pas vraiment enthousiaste à l'idée de rejoindre Abidjan. En 2003, après avoir fermé pour la seconde fois les portes de l'ambassade de France à Bagdad², André Janier avait sollicité un poste moins exposé d'ambassadeur thématique³ – ce qui lui assurait de ne dépendre que du ministre. Dominique de Villepin le lui accorda, en récompense de quatre années périlleuses, tant sur le plan politique que

personnel en raison de l'embargo drastique visant l'Irak, mais aussi pour la justesse de son analyse sur l'absence d'armes de destruction massive qui fut pour beaucoup dans la position de fermeté de la France. Aussi Janier a-t-il besoin d'une nuit pour accepter la proposition de retrouver l'Afrique compliquée qui lui est présentée, un samedi soir de juin, par Pierre Vimont, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères. Il saura plus tard la devoir principalement à sa réussite au Tchad d'avoir renoué le contact avec un président Déby qui lui non plus ne voulait plus entendre parler de l'ambassade en France. De fait, à son premier entretien à l'Élysée, le chef de la cellule Afrique, Michel de Bonnecorse, lui expose la volonté de la France de rétablir une relation fonctionnelle avec Gbagbo même si, en le recevant à son tour, Jacques Chirac lui fait clairement comprendre combien ce personnage l'insupporte. Il y a même urgence, à en juger par le départ prévu dès le mois d'août, ce qui implique une procédure d'agrément et une validation par le Conseil des ministres très accélérées. Pour feuille de route, Janier reçoit ce qui sera le leitmotiv français des cinq années à suivre: « obtenir des autorités ivoiriennes l'organisation d'élections le plus tôt possible dans de bonnes conditions. Et faire passer le message que la France n'a pas de favori »^{CCLXX}. À son arrivée à Abidjan, il découvre une ambassade « en état de siège moral », repliée sur elle-même. Le personnel n'en sort plus. Douze gendarmes du GIGN assurent leur sécurité en plus des militaires habituels ; l'ambassadeur ne circule qu'en voiture blindée. Des précautions parfaitement compréhensibles vu les événements de novembre, mais que Janier juge nuisibles pour la nouvelle image que la France souhaite donner. Les règles de sécurité néanmoins ne dépendant pas des ambassadeurs, il lui faudra faire venir le directeur de la sécurité au Quai, son ami Jean-Pierre Berçot, ancien saint-cyrien, pour lui faire admettre son point de vue.

Le plus contrariant pour le nouveau représentant de la France est l'état d'esprit des diplomates en poste, qui ont tous basculé dans un anti-gbagboisme farouche. Aussi usés que Gildas Le Lidec, la plupart néanmoins sont rappelés en France. De toute manière, Janier n'aura pas à s'employer pour renouer le contact franco-ivoirien. Si son prédécesseur en effet avait fini par refuser systématiquement les interviews à la presse ivoirienne, lui les accepte toutes, quelle que soit la tendance politique du journal, comme il y a été invité par sa hiérarchie : « je devais faire entendre la voix de la France en Côte d'Ivoire », explique-t-il. Mais c'est surtout le

président lui-même qui lui facilite la tâche. Arrivé un samedi à Abidjan, Janier reçoit un appel le lundi en début d'après-midi. « Bonjour Monsieur l'ambassadeur, c'est Laurent Gbagbo. Alors, vous êtes bien arrivé ? » Le diplomate lui réplique qu'il attend la présentation de ses lettres de créance pour « avoir le plaisir et l'honneur » de le rencontrer. « N'attendons pas ! s'exclame le président. Les lettres de créance prennent toujours du temps. Passez me voir quand vous le voulez ! » Janier a beau lui rappeler que c'est contraire aux règles de la diplomatie, Gbagbo ne se démonte pas: « On se voit demain à 11 heures ! C'est moi qui vous le demande ! » Sur ses gardes pour avoir été prévenu de la dialectique redoutable de son hôte, le Français découvre un interlocuteur comme à son habitude chaleureux. « Il m'a fait le coup du charme, relate-t-il, je l'ai pris à la rigolade. Mais nous n'avons pas beaucoup parlé de politique ». Comme il lui annonce son projet de rencontrer aussi les opposants, le président lui répond : « Mais c'est tout à fait naturel ! À condition que vous ne marquiez pas de préférence... »

La crise de 2004 sera abordée très souvent, mais plus tard, Gbagbo cherchant chaque fois à se justifier : « il employait toujours le même argument : “mais quel était donc mon intérêt à bombarder le camp français ? Au contraire, j'avais tout à y perdre” ». Profitant du bon contact établi, Janier n'hésite pas à lui renvoyer la thèse en vigueur : « “On affirme que vous êtes derrière, car cela vous permettait de trouver un exutoire à votre opération ratée.” Il m'a alors répondu : “Ça vient de Poncet !” » Janier note le cœur mis par l'Ivoirien à se défendre. Avec une candeur désarmante, ou un exceptionnel cynisme, le président est ainsi capable de s'exclamer devant le journaliste Philippe Duval, en s'étonnant de l'épopée des mercenaires biélorusses au Togo : « on ne veut pas la vérité ? »^{CCLXXI} André Janier doute à son tour de la responsabilité de Gbagbo dans le drame : « Il avait une posture anticolonialiste plus qu'anti-française. Rien de tel pour mobiliser la jeunesse désœuvrée que de prendre l'ancienne puissance coloniale pour bouc émissaire. Mais en privé, il ne cessait de se référer à la France, tous ses amis étaient français ». Ainsi l'ambassadeur identifie-t-il au moins trois compatriotes dans son entourage. D'abord, Liliana Lombardo, ancien membre du conseil national du RPR, expatriée depuis 1976, sorte de conseillère communication de Simone qu'elle a beaucoup aidée pour la rédaction de son livre, *Paroles d'honneur*^{CCLXXII}, mais sans influence sur les choix politiques. Ensuite, un homme d'affaires, ancien d'Orange Côte d'Ivoire, recruté par Gbagbo pour les questions

économiques. Mais Janier est le plus surpris de découvrir parmi les visiteurs réguliers du président l'un de ses prédécesseurs, Francis Lott, qui explique au Quai, courroucé, ne dispenser que des conseils rémunérés. « Pourquoi faites-vous appel à un ancien ambassadeur, s'en ouvre Janier auprès de Gbagbo, alors que vous m'avez sous la main ? »^{CCLXXIII}. Avec la même franchise, il l'interroge sur les allers et venues de certains « intermédiaires », formule qu'il met volontairement au pluriel pour cacher le seul auquel il pense et dont l'Élysée lui certifie qu'il n'est porteur d'aucun message officiel :

« Ils ne font du bien à personne ! argue-t-il.

– Je vois de qui vous voulez parler, réplique aussitôt le président : Bourgi ! Lui et moi avons été professeurs ensemble. Il occupait une villa voisine de la mienne. D'où notre lien d'amitié. Quand il vient à Abidjan et qu'il demande à me voir, je ne peux pas le lui refuser quand même ? »

« À cette époque, témoigne un conseiller de l'Élysée, Bourgi était surtout l'émissaire de Claude Guéant pour faire passer des instructions personnelles »^{CCLXXIV}.

Une anecdote est très révélatrice des liens d'amitié de Gbagbo avec les Français comme avec la France. Le 12 octobre 2005, comme Janier organise un dîner à la résidence en l'honneur de Martin Bouygues, de passage à Abidjan, Gbagbo l'appelle :

« Pourquoi ne m'avez-vous pas invité ?

– Parce qu'un ambassadeur n'invite jamais le chef de l'État !

– Dans ce cas, c'est moi qui m'invite ! À quelle heure dînez-vous ? »^{CCLXXV}.

À 20 heures, le président se présente à l'ambassade au volant de sa voiture personnelle pour une soirée mémorable de convivialité, où, refusant d'aborder les sujets politiques, il régale l'assistance d'anecdotes sur les artistes et les footballeurs ivoiriens, ce qui lui permet de se moquer allégrement de la France qui peine à se qualifier pour le championnat du monde quand son pays l'est déjà. Peu après, Martin Bouygues pourra attester des excellentes dispositions de Gbagbo puisqu'il obtiendra sans difficulté la reconduction des concessions de l'eau et de l'électricité qu'il est venu chercher. Le président accumule les gestes d'amitié à l'adresse de la France, comme lorsqu'il clôture en personne la Journée mondiale de la francophonie par un discours très inspiré où il se vante de ne parler que le

français, de même que tous les Ivoiriens, ce qui est loin d'être le cas de leurs voisins.

La bonne humeur de Gbagbo s'explique aussi par les nouveaux accords signés à Pretoria le 6 avril 2005, qui l'ont remis en scène après les événements de l'année précédente. Dans une sorte de remake de Marcoussis, le président sud-africain Thabo Mbeki a en effet convoqué dans son pays les cinq acteurs majeurs du jeu politique ivoirien: Gbagbo, Ouattara, Bédié, Soro et le Premier ministre Seydou Diarra en annonçant qu'ils ne repartiraient pas avant d'avoir conclu. L'Afrique du Sud se rêve en puissance forte du continent, y compris donc en Afrique francophone où elle s'invite dans le pré carré du Nigéria, son principal rival. Paris la laisse faire, signe de dépit et d'aigreur après Bouaké, mais aussi stigmatise des distances qu'elle prend de plus en plus avec ses anciennes colonies, et sous l'impulsion même de Jacques Chirac dit pourtant l'Africain. Comme en 2003, le nouvel accord est loué dans l'ensemble. Outre le processus de DDR⁴ enclenché, les pouvoirs plus larges accordés au Premier ministre, le retour de l'opposition au gouvernement, ce sont surtout les conditions de l'élection présidentielle, prévue pour la fin de l'année, qui sont à nouveau arrêtées : Ouattara se voit autoriser à concourir, la composition de la commission électorale indépendante (CEI) est revue, enfin – et c'est l'innovation majeure de ces accords, sur laquelle, en fait, le destin du pays va se jouer – l'ONU se voit demander de certifier le résultat⁵.

La France est soulagée de ne plus être en première ligne, mais elle n'est pas absente. C'est en effet à Paris que, le 18 mai, les deux principaux partis de l'opposition, le PDCI de Bédié et le RDR de Ouattara, signent un pacte historique de désistement réciproque au second tour. C'est ainsi que, lorsque l'ambassadeur Janier rencontre leurs leaders, il les découvre l'un et l'autre sûrs de leur victoire. Bédié, infatué, coupé du pays, se gargarise d'un illusoire plébiscite chez les Baoulés. Ouattara, lui, s'appuie sur des données quasi scientifiques. Son équipe a en effet mis au point une base de données très complète, recensant toutes les précédentes élections, qui lui permet d'affirmer sereinement : « Si je ne gagne pas, c'est qu'on a triché ». Sa seule attente vis-à-vis de la France est une aide à l'organisation d'un scrutin juste et impartial.

Gbagbo pour sa part profite facilement de la situation pour taxer ses deux adversaires de « candidats de l'Élysée ». De toute façon, il ne croit pas que des Baoulés puissent jamais voter pour un Dioula. Mais, pas téméraire

non plus, il fait tout pour contrôler le processus électoral par le biais essentiellement de la constitution des listes. De plus en plus accusé de parti-pris en sa faveur, Thabo Mbeki réagit mollement, privilégiant la signature de nouveaux accords, le 19 juin, baptisés Pretoria II, qui sont sans plus d'effet. Son action est de plus en plus critiquée : « son représentant à Abidjan, témoigne André Janier, ne voyait pas le conflit comme une affaire ethnique, interne en tout cas à la Côte d'Ivoire, mais comme un conflit post-colonial. Il parlait même parfois d'apartheid ! » Probablement se laisse-t-il trop influencer par l'histoire de son propre pays. « Mbeki, poursuit Janier, avait été très marqué par le séjour que lui avait organisé Gbagbo en novembre 2004. Il avait le souvenir des soldats français face à la foule ivoirienne ». Le président sud-africain subit des attaques de toutes parts. Chez lui, il se voit reprocher d'avoir en partie délaissé des affaires jugées supérieures, le Congo et le Soudan^{CCLXXVI}. À l'extérieur, le plus virulent est finalement Jacques Chirac qui, dès le mois de février, l'a accusé de ne pas comprendre l'« âme et la psychologie » de l'Afrique de l'Ouest. Le président de la République en aurait autant pour le Quai d'Orsay, et particulièrement pour la conseillère Afrique des ministres successifs depuis Dominique de Villepin, Nathalie Delapalme, partisane d'une ligne souple à l'égard de Gbagbo quand Bouaké l'a définitivement discréditée aux yeux de Chirac et de son conseiller Bonnacorse : elle sera évincée avant la fin de l'année.

Mbeki, lui, jette les gants le 30 août en se retirant de la médiation. Et les élections présidentielles en Côte d'Ivoire sont reportées. Quid alors de la légitimité de Gbagbo dont le mandat s'achève le 30 octobre 2005 ? Le 6, l'Union africaine invente un ersatz de tutelle internationale en suggérant la création d'un Groupe de travail international (GTI)⁶, qui veillerait mensuellement à l'état du pays, Gbagbo étant prolongé pour un an « maximum » avec un Premier ministre encore et toujours de consensus. Un peu désemparée, l'ONU s'empresse de reprendre l'idée à son compte par la résolution 1633 du 21 octobre.

Le GTI se réunira treize fois. Pour marquer son intérêt, la France y envoie systématiquement son ministre de la Coopération, Brigitte Girardin, accompagnée du directeur Afrique au Quai d'Orsay, Bruno Joubert⁷. Mais le pouvoir ivoirien n'est pas du tout prêt à se laisser dessaisir de ses prérogatives. Plus d'un mois est ainsi nécessaire aux différents partis politiques pour s'accorder sur le nom du nouveau Premier ministre, Charles

Konan Banny. Diplômé de l'ESSEC, ancien gouverneur de la BCEAO, membre du PDCI, extérieur à la crise jusqu'à présent, celui-ci rallie de fait nombre de suffrages. À peine nommé, il cherche à se défaire de l'emprise de Gbagbo en instituant un conseil de gouvernement, et non des ministres. Mais pour le président, tout est bon pour disputer l'autorité du GTI avec une vigueur démontrant que Bouaké est déjà de l'histoire ancienne. Le 2 janvier 2006, une mutinerie éclate ainsi au camp FANCI d'Akouédo. Tous les hélicoptères de Licorne sont aussitôt mis en alerte, deux Gazelle étant maintenues en vol de surveillance pendant douze heures en tout, dont une avec un photographe. Très vite le pot aux roses est découvert : les prétendus mutins sont de pauvres erres qui ont été recrutés dans la rue et revêtus d'uniformes. Gbagbo a-t-il voulu orchestrer un nouveau 2002 pour cacher derrière le paravent d'une fausse rébellion l'élimination de ses concurrents ? Le 16 janvier, aux cris de « Laissez-nous régler nos problèmes tout seuls ! », les manifestants envahissent à nouveau Abidjan après que le GTI a déclaré, en conformité avec la résolution 1633, la fin du mandat de l'Assemblée nationale que Gbagbo voulait proroger. Le 17, les ministres FPI démissionnent du gouvernement. Port-Bouët n'a droit qu'à un sit-in à bonne distance. « Les officiers ivoiriens avec lesquels nous étions en relation, explique le colonel de Vathaire qui commande alors le 43^e BIMA, savaient pertinemment qu'en 2004, nous n'avions utilisé qu'une partie de nos forces et que donc nous leur avons évité un maximum de pertes. Nous leur avons clairement fait comprendre qu'ils avaient une ligne rouge à ne pas franchir : personne ne devait pénétrer dans l'enceinte de Port-Bouët. L'entente était tacite, mais tout le monde savait que la réplique, en cas de violation, serait terrible pour les Ivoiriens... »^{CCLXXVII}. En revanche, l'ONUCI est directement visée et pas n'importe comment. Les bataillons sénégalais et tchadiens sont soigneusement évités, car ils ont la réputation de très bons combat-tants. Les Pakistanais et les Bangladais, qui ont déjà été amenés à abandonner leurs armes, subissent, eux, un assaut en règle qui les conduit à appeler Licorne à l'aide. « Nous avons eu vraiment peur d'un débordement total de l'ONUCI, témoigne Vathaire. Les images de soldats pakistanais enchaînés à l'arrière de véhicules des Jeunes Patriotes auraient été désastreuses pour l'ONU, mais aussi pour la France ». Le plus grave se déroule à l'hôtel *Sebroko*, QG de l'organisation à Abidjan, qui est investi. Le patron de Licorne, le général Elrick Irastorza, flaire le guet-apens : le pouvoir veut attirer les soldats français en interposition pour fabriquer de

toutes pièces un nouvel hôtel *Ivoire*. « C'était une provocation de plus pour impliquer les Français », analyse le colonel Bohineust de nouveau à la tête des hélicoptères après son séjour en 2004. Le Comanfor contourne donc l'obstacle en ordonnant à des Puma de convoier en toute discrétion des forces spéciales, de nuit, sur les plages proches des positions de l'ONUCI qu'elles appuieront à distance.

Quelques blessés sont dénombrés, mais les manifestants n'insistent pas. Au tour de l'ambassade de France d'être cernée par des milliers de manifestants, dans une ambiance relativement paisible, rythmée par des slogans hurlés au porte-voix et de la musique diffusée à pleins tubes. Son hôte en a vu d'autres. André Janier a de toute façon l'assurance du Comanfor que Licorne interviendrait prestement si cela dégénérait. Mieux, refusant de céder à la pression, il décide de rentrer dormir comme d'habitude à la résidence. Les assiégeants n'ont justement mis personne devant la sortie dérobée, en contrebas de l'ambassade, donnant sur le boulevard lagunaire. Une voiture blindée y attend Janier qui parvient à éviter tous les barrages en ville, jusqu'au dernier, bloquant l'accès à la résidence qu'il demande à son officier de sécurité de forcer d'un coup d'accélérateur. Le lendemain toutefois, l'ambassadeur préfère sommer le ministre de l'Intérieur ivoirien de le laisser regagner sans difficulté ses bureaux. Peu de temps après, des véhicules du CECOS⁸ se présentent pour lui servir d'escorte et il n'est pas de meilleur sésame pour faire s'ouvrir tous les barrages. Les manifestants sont toujours là, galvanisés par Blé Goudé lui-même qui a planté sa tente dans les parages. « Tout était parfaitement organisé comme nous pouvions l'observer à la jumelle, relate Janier. Des camions acheminaient de la nourriture et des rafraîchissements. Les slogans visaient la France et le Premier ministre ivoirien »^{CCLXXVIII}. Au bout du troisième jour, une Mercedes noire est aperçue. En sortent des individus qui, tels des facteurs, distribuent à tous les manifestants une enveloppe garnie de billets: le crime est signé, le véhicule appartenant manifestement à la présidence. Aussi l'ambassadeur goûte-t-il avec une certaine ironie, deux heures plus tard, l'appel plein de commisération feinte de Laurent Gbagbo: « J'ai appris que vous aviez été bloqués ! Heureusement ils sont partis. J'espère que vous n'avez pas eu à en souffrir... »

Ces nouveaux événements démontrent à ceux qui en doutaient que 2004 est loin d'avoir assagi le pouvoir ivoirien. Gbagbo de surcroît obtient gain de cause puisque le Premier ministre Konan Banny plie en prolongeant le

mandat de l'Assemblée nationale. L'ordre revient instantanément, mais le GTI est désavoué et la communauté internationale ridiculisée, qui décide d'activer les sanctions prévues par la résolution 1572, mais seulement pour trois de la centaine des personnes listées: les deux leaders de la Jeunesse patriotique, Charles Blé Goudé et Eugène Djué, auxquels est rajouté au nord, comme pour faire bonne mesure, le Comzone Fofié Kouakou. Konan Banny réunit encore Bédié, Ouattara et Soro à Yamoussoukro, le 28 février 2006, pour un énième affichage de concorde nationale. Mais les élections présidentielles sont à nouveau repoussées, le processus d'identification piétinant magistralement à cause des entraves du pouvoir. Le ministre français de la Coopération, Brigitte Girardin, s'active pour convaincre le GTI de marginaliser Gbagbo : les pouvoirs du Premier ministre s'étendraient encore, le Conseil de sécurité de l'ONU jouerait un peu le rôle de Cour suprême de la Côte d'Ivoire. La CEDEAO acquiesce, puis l'Union africaine, mais quand New York s'en empare, Américains, Russes, Chinois, les pays de la région, tous s'effraient de la construction juridique qui ferait fi des frontières. Le représentant français, Jean-Marc de La Sablière, réduit le trait pour parvenir *in fine*, le 1^{er} novembre, à faire voter la résolution 1721 qui interdit tout de même aux différentes parties ivoiriennes d'agir juridiquement contre le processus de paix impulsé par le Conseil de sécurité. Victoire *a minima* pour la France qui a dû menacer d'aller au vote en se prévalant d'une majorité qu'elle n'avait pas. Mais La Sablière le reconnaît : « Nous sommes [...] allés trop vite et trop loin »^{CCLXXIX}.

Gbagbo l'emporte une fois de plus, la résolution reprenant de surcroît la décision de l'Union africaine de prolonger son mandat d'un an. La Côte d'Ivoire semble se faire à la partition, le franchissement de la zone de confiance nécessitant juste un peu de gymnastique. « Lorsque nous quittions la zone loyaliste, relate François Leprieur⁹, ancien officier de carrière, à la tête d'un cabinet d'ingénierie depuis 2006, on nous disait gentiment qu'ici “sont les derniers défenseurs de la Côte d'Ivoire” et que ce serait bien de les encourager en leur offrant de quoi se désaltérer car “il fait chaud, dèh !” Quelques kilomètres plus loin se trouvait le barrage de la zone rebelle où on nous demandait de bien vouloir descendre de notre véhicule pour aller au guichet acheter notre laissez-passer pour la journée, la semaine ou le mois. Achat du laissez-passer, échanges de “nouvelles” avec le chef de poste voire on boit ensemble une “flaguette”¹⁰, et on reprenait la route comme si de rien n'était »^{CCLXXX}. La rébellion, la guerre, la

crise économique, rien ne semble pouvoir avoir raison de Gbagbo. En novembre 2005, le groupe d'experts de l'ONU soulignait l'augmentation continue des dépenses de défense malgré l'embargo : la Côte d'Ivoire y consacre 1,2 % de son PIB alors qu'elle est l'un des États les plus endettés au monde. Le FMI estime pour sa part que le budget défense a quasiment doublé en dix ans et représente 10,5 % des dépenses publiques^{CCLXXXI}. Les représentants du secteur cacao ont admis devant les experts que certains des fonds récoltés sont détournés à des fins de « défense et de souveraineté », grâce aux prélèvements d'organismes comme l'Autorité de régulation du café et du cacao, la Bourse du cacao et du café, toutes contrôlées par des proches du président ivoirien¹¹.

Le scandale Trafigura démontre à son tour que la puissance de Gbagbo demeure intacte. Au départ, cette société de courtage pétrolier fait preuve d'un cynisme éhonté en venant déverser en Côte d'Ivoire les boues toxiques du *Probo Koala*, un tanker grec affrété, parce que le coût y est le moins cher. Le pouvoir invoque aussitôt des centaines de victimes, Amnesty International relayant la dangerosité du matériau^{CCLXXXII}. L'expert diligenté par la France aurait lui considérablement modéré les risques sanitaires¹². Quoi qu'il en soit, Gbagbo¹³ flaire l'occasion de se parer de l'étoffe du pourfendeur des multinationales exploitant la Côte d'Ivoire, d'autant que Trafigura a été créée par des Français, dont deux dirigeants, Claude Dauphin et Jean-Pierre Valentini, venant à Abidjan le 16 septembre dans l'espoir de négocier l'arrêt des poursuites, sont arrêtés, emprisonnés dans quelque geôle bien poisseuse, et finalement libérés en février 2007 contre une indemnisation record de 152 millions d'euros. Officiellement, celle-ci est réservée aux familles de victimes. Il ne reste donc plus au gouvernement ivoirien qu'à les trouver... Entre-temps, ragailardi, Gbagbo passe à l'action sur le plan politique. Après avoir promu ses hommes à différents postes de responsabilité, en particulier dans les médias, il propose le 19 décembre 2006, son « drôle de plan » à lui, un « dialogue direct » avec cette rébellion qu'il n'avait jamais voulu reconnaître jusqu'alors. Une « surprise générale »^{CCLXXXIII}, décrit l'ambassadeur La Sablière à l'ONU. En découle l'accord politique de Ouagadougou (APO), sous l'égide du président Compaoré, signé avec Guillaume Soro, le 4 mars 2007. Et un cercle vertueux semble s'enclencher. Vingt-cinq jours plus tard, Soro est nommé Premier ministre; la zone de confiance, qui balafre le pays sur 600 kilomètres, est appelée à disparaître au profit d'une « ligne verte ». La

France applaudit: elle peut rapatrier 500 de ses 3500 soldats puisqu'elle cède son rôle de gardienne de la ligne de démarcation, en appui de l'ONU, à des brigades mixtes (Forces de sécurité ivoiriennes et Forces armées des forces nouvelles), elles-mêmes appuyées par les Casques bleus. Licorne se regroupe autour d'Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké et Dimbokro.

Les Ivoiriens auraient-ils enfin pris leur destin en mains ? L'APO se distingue par des clauses inquiétantes comme la demande de la levée de l'embargo et des sanctions à l'ONU, ou le flou maintenu sur la délivrance de l'indispensable certificat de nationalité pour l'obtention d'une carte d'identité. D'autre part, il ne concerne pas les partis politiques qui n'ont pas été associés aux négociations. Mais personne ne le relève alors et un vent d'euphorie souffle sur le pays. Propulsé au plus haut, Soro échappe par miracle à un attentat le 27 juin. Si le commanditaire ne sera jamais formellement identifié, le Premier ministre, lui, n'a aucun doute. « Il savait qui était derrière, relate l'ambassadeur Janier qui est le premier à lui rendre visite à son QG de Bouaké, et s'il n'a jamais cité son nom, il en parlait de manière suffisamment précise pour que tout le monde reconnaisse IB »^{CCLXXXIV}. L'instigateur des rébellions de 1999 et 2002 ne supporterait pas, comme certains comzones, que l'un des leurs ait pactisé avec Gbagbo. S'ensuivent des affrontements claniques sanglants dans le nord.

Le plus grave avec l'APO, mais aussi le moins public, est la différence d'appréciation de son mode d'emploi. Pour la communauté internationale, et la rébellion, il semble évident que Ouagadougou consacre un terrain d'entente entre le sud et le nord. Pas pour Gbagbo comme il le révèle dans l'intimité à certains interlocuteurs étrangers^{CCLXXXV}. Le président considère en effet l'APO comme un début de règlement du différend avec le Burkina Faso. Compaoré ne serait donc pas l'arbitre de cet accord, mais son véritable destinataire, avec Soro pour *go-between* et non pour partenaire. Ainsi le comité permanent de consultation (CPC), composé de Gbagbo, Soro, Ouattara, Bédié, Compaoré, qui est chargé du suivi de l'APO, ne se réunira-t-il que sept fois dans les années à venir¹⁴. Et pour cause: Gbagbo ne le considère que comme un organe d'enregistrement de décisions qu'il arrête directement avec le président burkinabé. Depuis toujours en effet, il ne voit qu'un responsable aux tourments de la Côte d'Ivoire, le Burkina, dont le nord occupé par les Forces nouvelles ne serait qu'une sorte d'ambassade imposée. Il prouve ainsi son déni de la réalité en Côte d'Ivoire

dont les problèmes sociaux et économiques sont la cause et non la conséquence des tensions ethniques. Mais, convaincu de son analyse, il prend le pari de légitimer la rébellion en nommant son chef à la tête du gouvernement et en créant un centre de commandement intégré (CCI), les FANCI et les FAFN y étant représentées par leurs chefs respectifs, les généraux Philippe Mangou et Soumaïla Bakayoko.

Le 30 juillet 2007, une manifestation grandiloquente se tient dans le stade de Bouaké. Gbagbo et Soro entrent, à pied, dans une clameur exubérante. C'est la première fois depuis 2002 que le président revient dans le fief rebelle. Journée historique, selon le Comanfor, le général Clement-Bollée¹⁵, également présent: « Il y aura un avant et un après-Bouaké, explique-t-il. Même s'il reste des irréductibles »^{CCLXXXVI}. « Répétez après moi, lance pour sa part Gbagbo à la foule. La guerre est finie ! » Des élections, au plus vite, pour mettre un terme définitif à cette mauvaise passe, voilà ce qu'il faut, affirme encore le président. Mais, comme un symbole, la flamme de la paix, apportée de Tiébissou, s'éteint, puis le bûcher où des armes ont été symboliquement jetées, explose finalement sous l'effet des litres d'essence déversés. La paix qui s'évanouit avant la victoire du feu, belle allégorie des quatre années à suivre... Le voyage à Bouaké vaut néanmoins à Gbagbo sa toute première conversation avec Nicolas Sarkozy récemment élu à la présidence de la République et qui tient à saluer ce qu'il considère comme un pas en avant. Le « tout sauf Gbagbo » du tandem Chirac-Bonnetcorse est terminé. Place au « autant faire avec » de Nicolas Sarkozy et Jean-David Levitte.¹⁶

Ouagadougou permet aussi à Gbagbo le tour de force de se débarrasser de Charles Konan Banny qui portait l'espoir de nombre de chancelleries, mais qui s'est révélé trop tendre face à lui: « sa capacité à occuper ce poste difficile, reconnaît l'ambassadeur La Sablière, représentant de la France à l'ONU, a été mal appréciée, y compris par nous »^{CCLXXXVII}. Non content d'être un boulanger et un gymnaste, Gbagbo est donc aussi un magicien. Grâce au coup de maître de l'APO, il a fait disparaître la communauté internationale de la scène ivoirienne. Il refuse ainsi désormais de rencontrer le représentant spécial de l'ONU, le Suédois Pierre Schori, ainsi que le haut représentant pour les élections, le Suisse Gérard Stoudmann. New York n'a d'autre choix que de les remplacer. Fin septembre 2007, le Sud-Coréen Young-Jin Choi se voit proposer le poste du premier. Il accepte sans hésiter, lui l'adjoint en charge des opérations de maintien de la paix qui rêvait du

terrain, de prendre la tête d'une des seize missions de l'ONU dans le monde, et non des moindres puisque l'ONUCI représente à l'époque 10 000 civils et militaires, un budget total de 500 millions de dollars. Comme Gbagbo voulait un Africain et l'ONU un Européen, le choix d'un Asiatique, une première sur le continent, a semblé un bon compromis. Mais l'Ivoirien appose son veto qu'il ne consent à lever qu'après de nouvelles démarches de Ban Ki-moon et Blaise Compaoré.

À la fin 2007, il apparaît comme une évidence que les élections ne se tiendront pas comme prévu au début de l'année suivante. Les accords implémentés de Ouagadougou II et III apportent donc des modifications le 28 novembre. En particulier, APO II désigne SAGEM, une société française, référence mondiale dans le domaine, pour identifier les électeurs. La décision est lourde de sens de la part d'un gouvernement friand en accusations de néocolonialisme. Gbagbo prouve-t-il à nouveau sa francophilie véritable ou se réserve-t-il une excuse toute trouvée pour faire porter à la France la responsabilité de l'éventuel échec du processus ? APO III fixe pour date butoir des élections la fin du premier semestre, même si le président de la commission chargée de les organiser a déjà fait savoir que rien ne serait possible avant octobre 2008. Il décrète aussi le début du processus de DDR au 22 décembre et le redéploiement de l'administration légale au nord au plus tard pour le 30 janvier 2008. De très nobles objectifs donc, mais auxquels très peu croient car ils ne sont pas financés et surtout, aucun des deux camps ne veut faire le premier pas. Les 5 000 combattants recensés au nord devraient ainsi être intégrés à l'armée régulière qui réglerait donc leur solde, mais à condition qu'ils s'encasernent, ce qui suppose des locaux, de véritables services de sécurité, etc. Or les uns ne veulent pas passer sous la coupe d'Abidjan sans garantie d'être payés, et les autres ne veulent pas payer sans garantie d'ordre, mais aussi sans assurance de récupérer les 115 millions de dollars de taxes et impôts prélevés au nord par les Forces nouvelles... D'où APO IV, le 22 décembre 2008, qui apporte de nouvelles précisions, toujours aussi ambitieuses qu'irréalistes¹⁷. Prévu pour le 15 janvier, le transfert de l'administration, finances comprises, ne survient ainsi, symboliquement, mais sans grande réalité sur le terrain, qu'en mars.

Toutes ces déclarations multipartites sont de fait plus destinées à rassurer l'étranger, car des divergences profondes persistent. Au cœur de la mêlée, le représentant spécial de l'ONU déploie une énergie certaine à lever

un écueil majeur apparu avec APO IV : le désarmement dans le nord devrait intervenir avant les élections et non plus après. Avec le retour des préfets, la mesure constitue pour Gbagbo le préalable indispensable à la réunification du pays. Or tous les spécialistes s'accordent pour la juger illusoire, ne serait-ce qu'avec les chasseurs traditionnels *dozos* auxquels nul n'envisage de demander de se débarrasser à court terme de leurs antiques pétoires. Choi prône donc plutôt une sorte de « désarmement moral », l'établissement d'un climat tel que les deux clans ne s'agresseraient pas pendant une certaine période. Il ne s'agirait donc pas tant de retirer les armes, que de convaincre de ne pas s'en servir.

La réalité est que Gbagbo, l'opposition, mais aussi toute la communauté internationale qui n'est en rien dupe, ont inventé les accords Potemkine. Une illusion de concorde nationale, pour que les élections, reportées d'année en année, puissent enfin avoir lieu. Les Français en particulier ont trop souffert ces dernières années pour se laisser bercer d'illusions gbagboiennes. Ses tentatives de réarmement sont scrutées, à l'instar du dernier hélicoptère MI-24 en sa possession qui n'avait été qu'endommagé par l'ALAT en novembre 2004. Licorne observe très régulièrement le hangar de l'aéroport d'Abidjan où il a été parqué afin d'éviter le scénario du pire : qu'il ne prenne que 200 mètres d'altitude, et il pourrait arroser Port-Bouët. Une autre précaution, encore plus discrète, et beaucoup plus sensible, vise à surveiller les autorités ivoiriennes elles-mêmes. À la source, un « Bureau d'Études », dont l'appellation somme toute banale, cache des activités ultrasecrètes car, mal orchestrées, elles pourraient impliquer fortement la France dans le jeu ivoirien, au-delà de sa position de neutralité. Les Anglo-Saxons parlent de « *psy-ops* », les Français d'« action indirecte »¹⁸. En Côte d'Ivoire, le bureau a été ouvert pour faire émerger dans l'opinion publique un soutien favorable aux actions de Licorne et trouver une parade subtile à la manipulation des foules par le pouvoir ivoirien. Après les tirs sur les ponts et la fusillade de l'hôtel *Ivoire*, il importait de redorer le blason de la France, et de rappeler la véritable couleur de celui du régime. La tâche échoit aux forces spéciales même si le poste de la DGSE à Abidjan a, semble-t-il, tenté de la récupérer. « Ce n'est pas un travail de la DG, argue Mathieu¹⁹ qui a commandé le bureau, car c'est un outil qui a été mis en place par le commandement des opérations spéciales et armé par des militaires »^{CCLXXXVIII}. De fait, ses hommes et lui évoluent en uniforme, même si nombre de leurs rencontres informelles

s'effectuent en civil au gré de rendez-vous dans Abidjan, et contrairement à la DGSE, ils ne « traitent » pas de « sources ». Vu les liens nombreux entre militaires français et ivoiriens, la DGSE est plus encline à s'orienter vers des questions plus spécifiques comme le trafic d'armes. Le service Action engage ainsi les siens sous couverture à l'ouest et au nord pour tenter d'en surveiller les flux.

En raison de leur sensibilité, seuls le Comanfor et le chef du détachement de forces spéciales à Abidjan sont informés des activités du Bureau d'études. « Je concevais une opération, décrit Mathieu, je la soumettais pour avis au Comanfor, mais le feu vert était donné uniquement par le GCOS²⁰ ». Le mystère autour du bureau est entretenu par sa localisation: il ne se situe pas à Port-Bouët, mais dans Abidjan même, avec les mesures de sécurité idoines, en particulier pour la conservation des données. Sa dizaine de membres, mêlant actifs et réservistes, évoluent avec la couverture logique, mais idéale de Licorne. Nul ne sait que leur véritable mission est en quelque sorte d'allumer dans l'opinion publique des contre-feux aux incendies francophobes déclenchés par l'entourage de Gbagbo²¹. « En fonction des époques et de son chef, note Mathieu, le bureau se concentrait plus sur l'analyse, qui venait compléter celle du J2²² de Licorne, ou sur l'action. Pour ma part, quand je suis arrivé, l'action indirecte était au point mort et j'ai donc réussi à renverser la vapeur grâce à beaucoup d'imagination et surtout au soutien accordé par le Comanfor ». Avec deux impératifs absolus. D'abord, jamais personne ne doit pouvoir identifier la véritable source, le retour de bâton serait alors catastrophique pour Licorne. Que les informations soient fausses ou non, ce qui importe est qu'elles soient en cohérence avec le contexte, à l'aune du vieux principe, très pratiqué en Côte d'Ivoire, qu'il restera toujours quelque chose d'une rumeur. Ensuite, il faut à tout prix éviter leur récupération : mal distillées, elles pourraient par exemple être immédiatement estampillées comme venant de l'opposition, ce qui permettrait inmanquablement aux pro-Gbagbo de leur ôter toute crédibilité. Le timing aussi est capital, avant un meeting ou à l'approche d'élections : « il faut éviter l'effet "pavé dans la mare", relate Mathieu : une info lâchée au mauvais moment et qui fait flop »^{CCLXXXIX}. L'idéal est de coupler le *psy-ops* aux opérations ouvertes de Licorne, pour que chacune profite des effets de l'autre. Au chef du Bureau de convaincre ensuite le Comanfor que ce qu'il propose est parfaitement

bordé : « paradoxalement, note encore Mathieu, il faut beaucoup de précautions dans une opération rock n'roll ».

Le Bureau d'études contribue ainsi à canaliser le pouvoir de nuisance du régime dont les APO ont contribué à consolider la position. L'ONUCI en particulier a été reléguée au rang d'observatrice, or l'état du pays ne justifie pas de sa part une implication supérieure. En dépit des tumultes en effet, le gouvernement a continué à payer ses fonctionnaires, assurer les besoins vitaux de la population comme l'eau et l'électricité, ce qui est très loin d'être le cas dans les autres pays où l'ONU intervient. Même le bilan des victimes plaide en la faveur d'une position de retrait. De 2000 à 2008, l'ONU a recensé 2 000 morts en Côte d'Ivoire, un bilan certainement pas négligeable, mais trente fois moindre qu'en Sierra Leone, cent fois moindre qu'au Libéria, sans évoquer le Rwanda. « Sur le plan sécuritaire, note ainsi l'expatrié français François Leprieur, sans aucune exagération et à part ce qui concerne les coupeurs de route à l'intérieur du pays, de 2006 à fin 2010, je me suis senti en Côte d'Ivoire moins en insécurité que dans certains quartiers de Lyon ou de Marseille ! »^{CCXC}. La stratégie de l'ONU, mais aussi de la France, est donc de s'abstenir de toute intrusion qui pourrait être exploitée pour ralentir la marche aux élections. L'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée a soulagé Gbagbo qui aime à dire : « Depuis que Chirac est parti, je respire mieux ! » Le nouveau président de la République n'a que peu d'attrait pour l'Afrique qu'il ne voit essentiellement qu'à travers le prisme médiatique des « affaires » : l'Angolagate, qui pourrit les relations entre Paris et Luanda²³, l'assassinat du juge Borrel à Djibouti, les « biens mal acquis » au Gabon, l'attentat fatal au président rwandais Habyarimana, etc. Durant la campagne présidentielle, il a pris ses distances avec le passé en déclarant à Cotonou le 19 mai 2006: « « il nous faut débarrasser [la relation franco-africaine] des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. » Mais dans l'ombre d'une cellule diplomatique peu tournée vers l'Afrique, emmenée par Jean-David Levitte, un ersatz de réseau Foccart s'est reconstitué, essayant d'accaparer les rapports personnels avec les chefs d'État africains. Il est managé par le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, et y gravite celui qui incarne au mieux, pour tous, cette vision des relations franco-africaines, Robert Bourgi, en rupture de ban avec la précédente équipe élyséenne. L'avocat, reconnaît Guéant, « apporte des points de vue différents par rapport à ceux véhiculés par les canaux officiels. Il nourrit

notre réflexion [...] Il a des contacts directs au plus haut niveau qui sont importants pour des relations internationales qu'il ne faut pas aborder comme des rapports froids, désincarnés »^{CCXCI}. Les premiers actes du gouvernement ne trompent pas. Si Jean-David Levitte parvient à convaincre la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, de passage à Paris, d'accepter à l'impromptu d'accomplir la première la visite à l'Élysée d'un chef d'État africain – histoire de damer le pion à l'indéracinable Bongo – il échoue en revanche à imposer pour étapes au premier voyage présidentiel sur le continent les terres d'avenir, comme le Ghana et l'Afrique du Sud, Nicolas Sarkozy leur préférant le Sénégal et... le Gabon. Le Congo-Libreville et ce dernier se sont également vus accorder des annulations de dettes bien supérieures aux préconisations du Trésor et le ministre de la Coopération Jean-Marie Bockel est muté aux Anciens Combattants pour avoir proclamé l'« acte de décès de la Françafrique », soit, dit en d'autres termes, ce que promettait le candidat Sarkozy un an plus tôt.

À Abidjan, Gbagbo ne peut que se satisfaire d'un côté de la poursuite de la rationalisation des relations impulsée par Jacques Chirac, de l'autre de l'influence revenue de son ami Bourgi, ce qui ne signifierait pas, à en croire celui-ci, le retour des « pratiques antérieures », c'est-à-dire le transit de liasses de billets vers Paris : Nicolas Sarkozy ne voudrait pas des « cadeaux »^{CCXCII} des chefs d'État africains. C'est ainsi que Licorne voit encore son effectif dégraissé : 3 000 hommes en 2007, moins de 1 000 en 2010 – malgré le souhait inverse de l'ONUCI, des ressortissants français et de l'ambassadeur Janier qui a mis en garde contre une perte d'influence pour la France en Côte d'Ivoire, voire sur tout le continent. Le CEMA, lui, n'y trouve rien à redire: « De 2006 à 2010, relate le général Georgelin, il ne s'est plus rien passé sur le plan militaire. Quasiment pas un coup de feu n'a été tiré et je n'ai par exemple éprouvé le besoin de m'y rendre qu'une seule fois. » Son sous-chef opérations de 2007 à 2008, le général Puga, complète : « Il était normal de réorganiser notre dispositif dans le cadre du livre blanc et de la loi de programmation militaire. La situation était à peu près sous contrôle, même si elle ne se clarifiait pas au rythme souhaité. L'ONUCI faisait son travail, nous pouvions nous alléger en essayant de garder un équilibre avec le maintien d'une force suffisante pour la protection de nos ressortissants »^{CCXCIII}. En 2010, confiant dans le processus électoral, et toujours à la recherche d'économies, l'Élysée réclamera même une baisse supplémentaire jusqu'à 450 hommes. L'État-Major des Armées,

cette fois, tirera la sonnette d'alarme : avec pareil effectif, Licorne ne pourrait plus s'emparer de l'aéroport ; civils et militaires seraient donc piégés. Et il obtiendra satisfaction.

Les ministres français reviennent également à Abidjan. Symptomatiquement, le premier est le titulaire de la Défense, Hervé Morin, le 5 décembre 2007. Puis viendra en juin 2009, Bernard Kouchner, première visite d'un ministre des Affaires étrangères en Côte d'Ivoire depuis Dominique de Villepin en 2003. Les deux Français s'entretiennent avec Laurent Gbagbo, ce que Brigitte Girardin n'avait jamais fait qu'une fois – elle qui ne se déplaçait que dans le cadre du GTI et en prenant soin de souligner que « c'était à la demande de ce dernier ». « Sarkozy nous fait espérer »^{CCXCIV}, déclare le président qui fait mine cependant d'oublier que, s'il est prêt à remettre les relations francoivoiriennes sur les meilleurs rails, le président de la République pose pour condition impérative la tenue d'élections dans le respect des règles démocratiques. Robert Bourgi en témoigne, que Claude Guéant sollicite pour convaincre son ami ivoirien de s'en remettre aux urnes. « Chaque fois, relate-t-il, je passais Gbagbo au téléphone à Guéant. Chaque fois, il promettait de tout faire »^{CCXCV}. Pas question d'ici là d'une visite à Abidjan du président de la République lui-même. « On ne pose pas de conditions pour arriver chez moi »^{CCXCVI}, confie, bravache, Laurent Gbagbo. Mais ses deux rencontres avec Nicolas Sarkozy n'ont lieu qu'au détour de sommets internationaux, la première le 25 septembre 2007, en marge de l'assemblée générale de l'ONU, la seconde le 8 décembre lors d'un sommet Europe-Afrique.

L'intérêt de la France pour la Côte d'Ivoire n'en demeure pas moins nettement supérieur à celui des autres pays. Le risque terroriste étant jugé faible, les Américains restent toujours plus préoccupés par le Libéria. Les Britanniques de leur côté se réservent pour la Sierra Leone à tel point qu'ils n'ont plus à Abidjan qu'un ambassadeur itinérant. Les Israéliens sont plus actifs. Leurs agents, qui avaient quitté le pays à la hâte en novembre 2004, presque chassés par les Français de l'hôtel *Ivoire*, sont revenus, toujours à l'affût des liens tissés par la communauté chiite avec le Hezbollah. André Janier entretient les meilleures relations avec leur ambassadeur, un pied-noir comme lui. Les Chinois enfin sont sans doute les plus investis²⁴. À la recherche de nouveaux marchés pour leur économie carnivore, ils mènent une politique de cadeaux en construisant par exemple à leurs frais un grand centre culturel à Abidjan ou encore la chambre des députés à

Yamoussoukro. Mais ils n'embauchent jamais de main-d'œuvre locale, eux qui n'hésitent pourtant pas à brocarder la prétendue politique néo-colonialiste de Paris. Les Ivoiriens ne sont pas dupes : « On en profite tant qu'on peut ! » expliquent-ils à l'ambassadeur Janier.

Du côté des Français, les grands groupes et les principales PME ont su faire le dos rond, fermer en 2004, puis reprendre progressivement leurs activités. Seule une centaine de sociétés ont disparu, mais elles étaient déjà moribondes : la tempête de 2004 a arraché les bois morts. Tout à l'objectif qui lui a été fixé de combler le gouffre entre Paris et Abidjan, André Janier a aussi relancé la coopération. Du prestigieux service, qui était du temps d'Houphouët-Boigny le plus important de la France dans le monde, il ne restait que deux personnes, dont le numéro deux, que Paris a rapatrié peu après son arrivée. « Les Ivoiriens étaient bien sûr demandeurs, relate l'ambassadeur, les Français sur place aussi, qui arguaient qu'il n'y avait pas de raison de couper tous les ponts ». Au bout de quelques mois, Janier réamorçe donc la pompe, mais progressivement, car la machine de la coopération est lourde à inverser : les crédits autrefois réservés à la Côte d'Ivoire ont été affectés ailleurs, au Sénégal, au Burkina, et il faut du temps pour en dégager de nouveaux. L'ambassadeur fait ainsi venir Philippe Étienne, directeur général de la coopération internationale et du développement, pour lui faire comprendre l'intérêt d'accroître les efforts français. Il obtient pour nouveau chef de la mission de coopération l'homme qu'il réclame, Jacques de Lesquen, qu'il a connu et apprécié au Tchad. À son départ en 2009, le service comptera une dizaine de personnes et les crédits prioritairement affectés à l'État de droit, à l'éducation, la justice, le sport et la jeunesse seront revenus à un niveau raisonnable, quoique toujours inférieur à 2005.

La démarche est plus facile avec l'Agence française de développement, au fonctionnement plus souple. Son bureau est rouvert en 2008. Sur le plan culturel ensuite, l'ambassadeur s'attaque au gâchis immense du centre français, une institution de la ville. Faute de crédit pour 2006, il n'obtient que la réouverture de la riche bibliothèque, seule pièce épargnée par les vandales. Des expositions d'artistes nationaux et des spectacles recommencent à y être organisés jusqu'à la réouverture totale en juin 2009. Reste le secteur scolaire, et surtout le lycée français. « Gbagbo en personne, témoigne l'ambassadeur, m'en parlait souvent. Il était sans doute harcelé des demandes de la bourgeoisie ivoirienne qui, le secteur éducatif ivoirien

étant moribond, n'avait plus d'établissement de valeur pour ses enfants ». Mais Janier reste dans la lignée de Le Lidec : « il ne fallait pas le détruire ! réplique-t-il en 2008 en sachant de surcroît que Philippe Étienne a conditionné le retour de la coopération à la reconstruction du lycée. Qu'à cela ne tienne, Gbagbo le rappelle quelques jours plus tard pour lui annoncer son accord. Une société française s'en voit confier le chantier pour un montant conséquent de 2 milliards de francs CFA, entièrement à la charge du budget ivoirien. Quant au second établissement, contrairement au lycée, il ne dépend pas de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, puisqu'il est tenu par un couple. Les Ivoiriens en réclament tout autant la réouverture, Gbagbo entre autres qui y avait placé ses propres enfants, mais la France ne veut pas prendre en charge la rénovation d'un établissement privé. De surcroît, le directeur est entre-temps décédé, et son épouse explique à André Janier ne pas vouloir reprendre seule les rênes : il restera donc fermé.

Au fil du temps, la bonhomie de Gbagbo a encore produit son effet. L'ambassadeur, qui accueille les visites régulières à Abidjan du juge Ramaël, le croit quand il lui certifie n'être pour rien dans le mystère toujours irrésolu de la mort de Guy-André Kieffer. « Il m'expliquait, relate le diplomate, qu'il n'était pas responsable des agissements du beau-frère de sa femme²⁵. » Scrupuleux observateur de l'actualité française, Gbagbo se permet même de piquer l'ambassadeur au vif : « Est-ce qu'on reproche à Rachida Dati ce que son frère a fait ? Non. Alors pourquoi me reprocherait-on à moi ce que mon beau-frère est prétendu avoir fait ? » Une autre affaire surgit opportunément le 27 décembre 2007 : le journaliste Jean-Paul Ney est arrêté par des soldats que sa présence avec une caméra devant la RTI intrigue. Il leur avoue sans coup férir attendre un coup d'État prévu pour minuit... Le pouvoir ne se prive évidemment pas d'incriminer aussitôt le gouvernement français. Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE, mais passé dans le civil depuis 2003, est désigné comme le cerveau à Paris. « Une affaire de fous »^{CCXCXVII}, témoigne-t-il. Un jour, un « soldat perdu », comme les anciens des services en côtoient beaucoup, Jean-François Cazé, s'est bien présenté à lui, pour lui annoncer la préparation d'un putsch en Côte d'Ivoire. À la tête du complot, se serait trouvé IB que Juillet connaît bien pour l'avoir fait arrêter à Paris en 2003, avec le juge Bruguière, « parce que nous avons les preuves qu'il préparait un coup d'État. Or, en vertu des accords de défense entre nos deux pays, nous étions

dans le devoir de l'interpeller même si nous ne l'avons pas livré à la justice de son pays ». IB cherchait à revenir en Côte d'Ivoire, expliqua Cazé à Juillet qui, naturellement très méfiant, et même un rien goguenard face à ces confidences qui n'avaient vraiment rien de premières – Paris bruisse en permanence de rumeurs de coups d'État en Afrique –, lui demanda, presque moqueur, de le prévenir du déclenchement de l'affaire. « Et le plus comique est qu'il l'a fait ! note-t-il. Un jour, il m'appelle en m'annonçant que le coup est pour le lendemain ! » Du jamais-vu dans les annales du complotisme international. Juillet est si peu impliqué que, des mois plus tard, il peut tranquillement administrer des cours à la chambre de commerce d'Abidjan. « Si Gbagbo avait été sûr de mon implication, souligne-t-il, jamais je n'aurais pu en repartir aussi tranquillement ».

Qui est alors derrière ce coup fourré ? Ni DGSE, ni mercenaires français, mais probablement le pouvoir ivoirien lui-même qui, en pleine période de reconquête, aura jugé le moment propice de donner un coup de neuf à sa posture de victime éternelle de la France. Tous les observateurs, français et internationaux, sont ainsi obligés de composer avec sa propension à respecter chacune des étapes préliminaires devant mener aux élections présidentielles, mais toujours avec des temps de calage qui, mis bout à bout, sans obstruction véritable, conduiront à un retard considérable. Le 14 avril 2008, annonce est ainsi faite de la date du premier tour pour le 30 novembre suivant. Il est alors décidé que le processus d'identification et de l'enregistrement des votants sera lancé le 30 juin : il ne le sera que le 15 septembre. Sa fin était prévue pour le 15 août 2008 ; elle n'interviendra que le 30 juin 2009. La liste électorale définitive ne verra ainsi le jour que deux ans plus tard, le 15 septembre 2010, entraînant automatiquement un report similaire pour le premier tour. Il faut dire que la moindre anicroche est exploitée en conséquence. Le choix de SAGEM par les deux parties n'empêche pas ainsi l'opérateur national, l'Institut national des statistiques (INS), de se mêler aussi de l'établissement de la liste, le camp Gbagbo soupçonnant, comme il était prévu, la société française de favoriser le clan Ouattara qui en fait de même avec l'INS. Le gouvernement argue aussi de difficultés financières pour financer le processus, au grand dam de SAGEM, ou sécuritaires pour garantir le travail des organismes sur le terrain. Tout se règle en marchant, sans accroc majeur, l'Union européenne et le Japon mettant la main à la poche pour régler le salaire des agents ivoiriens. En octobre 2008, il est manifeste que les élections ne prendront jamais place le

mois suivant. « Les coûts pour la France de son engagement en Côte d'Ivoire, explique le rédacteur Côte d'Ivoire au Quai d'Orsay à des diplomates américains, deviennent de plus en plus difficiles à supporter. Les trois années passées ont été utilisées pour préparer des élections qui semblent ne jamais venir [...] Une certaine fatigue, à la fois financière et psychologique, s'est installée en France [...] »^{CCXCVIII}. Le représentant spécial de l'ONU, Young-Jin Choi, fait tout pour accélérer le tempo. Comme les commissions électorales indépendantes, devant assurer l'identification, manquent de véhicules pour rayonner dans les régions sous leur autorité, il leur en prête avec chauffeurs, ainsi qu'à SAGEM et à l'INS. Ses efforts sont salués par Gbagbo, trop même... Le 15 septembre en effet, a lieu le lancement du processus d'identification à la fondation Houphouët-Boigny. Le président y salue « le meilleur représentant spécial du secrétaire général que la Côte d'Ivoire ait jamais eu »... Le Coréen est heureusement sauvé par Ouattara qui porte sur lui un jugement à peu près semblable quelques jours plus tard !

Le président ivoirien semble enfin convaincu de la nécessité des élections. C'est ainsi lui qui enclenche le processus capital d'identification en demandant à son gouvernement de verser les 120 millions de dollars prévus avant la fin de l'année. Des queues sans fin se forment devant les centres administratifs, preuve de l'envie commune à tous les Ivoiriens d'obtenir pour la première fois des papiers, sésames inédits pour voyager à l'étranger par exemple. Comme pour accompagner le pays sur ce chemin vertueux, Paris dissout en juin 2009 le 43^e BIMa qui incarnait à lui seul depuis la décolonisation le pouvoir de la France. Dans la foulée de son discours du Cap, le 23 février 2008, où il appelait à la refonte des accords militaires liant la France à l'Afrique, le gouvernement français estime en effet que la formation des FANCI ne nécessite pas une base permanente, coûteuse financièrement et politiquement. Les militaires français en Côte d'Ivoire ne sont plus donc qu'en Opex, leur effectif global ayant chuté à 900 hommes. La réaction de Gbagbo est une fois encore quasi schizophrénique. Il applaudit le départ du BIMa, alors qu'il ne l'a jamais demandé. Puis il taxe de « mauvais » l'accord de défense de 1961, car il « constituait un parapluie de protection pour un régime à parti unique, une assurance-vie, sans donner une vraie stabilité à notre pays parce que la stabilité qu'il instaurait était fondée sur la frayeur des populations »^{CCXCIX}.

Or le même homme rêvait de voir ledit accord appliqué en 2002 et reproche à la France depuis de s'y être opposée...

Avec le dégraissage continu de l'effectif de Licorne, la volonté du gouvernement de Nicolas Sarkozy d'imprimer une autre tournure aux affaires ivoiriennes est patente même si, en l'occurrence, la disparition du 43^e BIMa est la conséquence des arbitrages du livre blanc en 2008. Un nouvel ambassadeur apparaît aussi à Abidjan. Jean-Marc Simon trépignait de jamais être nommé en Côte d'Ivoire, « parce que, dit-il, [il] aime les points chauds »^{CCC}. Dès 2002, la Côte d'Ivoire entra donc dans sa ligne de mire, mais la transition Vignal-Le Lidec fut trop rapide. En 2005, quand Janier prit la résidence, Simon était au Gabon où Bongo n'imaginait pas le voir s'éloigner de lui. Également pressenti à Dakar, c'est donc vers la Côte d'Ivoire qu'il s'envole enfin à l'été 2009, un pays qui ne lui est pas totalement étranger puisque, dès 2002, il s'est astreint à en suivre rigoureusement les évolutions, ce qui lui permettait, alors représentant auprès de la CEDEAO au Nigéria, de se rapprocher du président Obasanjo. Il fit également connaissance à Abuja avec le jeune Guillaume Soro, une trentaine d'années à peine, mais déjà les dents longues : « Malin, décrit-il, il jouait des coudes pour se faire une place dans le nord, et il a magnifiquement réussi, lui le chrétien, qui n'avait pas de légitimité militaire ». Avant de partir, Jean-Marc Simon a été reçu à l'Élysée par Claude Guéant, Jean-David Levitte et le nouveau conseiller Afrique André Parant, signe de l'importance de la Côte d'Ivoire pour la France. Directeur Afrique au Quai d'Orsay depuis le début 2009, Stéphane Gompertz en résume la position, constante depuis quelques années: « les relations avec la Côte d'Ivoire s'étaient améliorées. Gbagbo était le président en place, nous devons faire avec lui. Notre ligne était de ne pas intervenir dans la désignation des autorités. Nous traitons avec les opposants, mais comme dans tout autre pays démocratique »^{CCCI}. Jean-Marc Simon complète: « Gbagbo avait de fortes chances d'être élu, nous étions prêts à travailler avec lui dans ce cas. C'était aussi le message que je devais lui faire passer »^{CCCI}.

Les pressions internationales pour l'organisation des élections semble avoir de l'effet. « Dès mon arrivée à Abidjan, explique Simon, Gbagbo m'a certifié qu'il irait aux urnes. Il parlait même de le faire en 2009 ». Au pot de départ de son attaché de sécurité, l'ambassadeur se le voit confirmer par le ministre de l'Intérieur ivoirien : « je sors de chez le président qui m'a

chargé de vous dire que les élections allaient se tenir cette année ». De fait, une étape décisive dans le processus électoral est atteinte le 30 juin 2009 : l'identification est close avec le recensement de 6,5 millions d'individus dont 6,3 millions d'électeurs potentiels. Choi salue le « courage » de Gbagbo qui a accepté des procédures assouplies afin de permettre aux Ivoiriens de s'enregistrer. Le 23 novembre, une première liste provisoire de 5,3 millions de personnes, dite « blanche », est actée, une liste dite « grise » d'un million d'individus restant à examiner. Conformément au mandat de l'ONU, Choi certifie la procédure et personne en Côte d'Ivoire ne lui en porte alors grief.

Dans la même dynamique, le comité de suivi des accords de Ouagadougou annonce les élections pour le printemps 2010. Ce n'est qu'à ce moment que l'entourage le plus néfaste de Gbagbo semble reprendre de la vigueur. « Certains barons du FPI devaient certainement ne pas être dupes, relate ainsi l'expatrié français, François Leprieur, car nous avons pu remarquer dès 2008 que la “machine à récolter de l'argent” commençait à accélérer. Certains devaient donc préparer leurs arrières. Corrélativement, la rumeur évoquait la multiplication des armes »^{CCCI}. L'attention de Gbagbo est attirée sur la liste « grise » qui, de fait, par son importance, pourrait décider de l'issue du scrutin. Dès lors, le président commence à réclamer des délais pour l'élection... Et fort opportunément, la commission électorale se voit justement soupçonnée de préparer en catimini l'intégration de 429000 noms. Son président, Robert Beugré Mambé, se répand en excuses, jure à l'absence de fraude, qu'il ne s'agirait que d'un document interne à la commission, mais la suspicion est jetée sur le processus électoral tout entier. Le mobile semble tout trouvé quand Alcide Djédjé, conseiller du président, annonce à Choi l'intention de Gbagbo de saisir le Conseil constitutionnel, une manœuvre dilatoire un peu grossière.

Fidèle à son choix de rester en retrait, la France ne réagit guère, obligeant l'ONU à faire preuve d'initiative. Choi, rejoint par Compaoré, parvient cependant à faire renoncer le clan Gbagbo à son projet, mais le ver est dans le fruit. Comme l'entourage du président réclame désormais le départ de Mambé, le Premier ministre Soro, issu des Forces nouvelles, contre-attaque en demandant, lui, une enquête de l'ONUCI. Le piège des APO se referme puisque voilà des forces impartiales, que les accords avaient soigneusement laissées à l'écart, qui se voient solliciter en arbitres. Choi n'en veut surtout pas, qui pressent que les élections en seraient encore

reportées. Et il grogne contre la passivité du Burkinabé Blaise Compaoré qui, également requis par toutes les parties, ne dit rien. Mambé explique à l'ONU redouter l'arrestation, contraignant Gbagbo à jurer à Choi qu'il n'en a nullement l'intention. Mais le coup est machiavélique : la marche vers les urnes jusque-là lente, mais paisible, a été irrémédiablement salie. Le président ivoirien peut désormais se montrer princier en déclarant qu'il ne compte pas remettre en cause les élections en dépit de la tentative de fraude à son encontre. Le climat toutefois s'est suffisamment détérioré pour que la visite de Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, soit annulée. Compaoré réunit tous les acteurs à Ouagadougou le 11 février 2010, mais Mambé refuse de démissionner. En conséquence, le lendemain, Gbagbo le démet et il en profite pour dissoudre non seulement la commission électorale indépendante, mais tout le gouvernement ! « La crise de février, souligne l'ambassadeur Simon, est évidemment une manœuvre qui trahissait sa peur d'aller aux urnes »^{CCIV}.

Le RDR évoque un « coup d'État » et lance des manifestations qui tournent parfois vinaigre à Abidjan. Des victimes sont recensées dans le sud du pays à cause de la répression des forces de sécurité. En représailles, des sites emblématiques du pouvoir sont mis à sac et des exactions commises dans le nord. 30 morts seront à déplorer durant tout le mois. Gbagbo ne manque pas d'en profiter. Voyez, dit-il en substance, dans quel état est le nord : jamais des élections ne sauraient y être menées sereinement ! Et d'en revenir à sa marotte, la réunification du pays en préalable indispensable des élections qui doivent se tenir en mai. Or c'est rigoureusement impossible.

Compaoré revient à Abidjan le 22 février et réussit à calmer le jeu. Un nouveau gouvernement est nommé le lendemain, avec 27 ministres dont 16 pour le FPI, 11 pour l'opposition. Le 25, une nouvelle commission électorale est installée avec pour président un PDCI, Youssouf Bakayoko, précédent ministre des Affaires étrangères, dont le nom a fait l'objet d'un consensus. L'élection serait désormais prévue « dans les trois mois »^{CCV}, vient indiquer à Paris Gervais Coulibaly, porte-parole de la présidence. Mais en avril, comme le flou demeure, la rumeur prend de la préparation d'une resucée de l'opération Dignité de novembre 2004. Gbagbo demande en effet de pouvoir faire revoler le MI-24 observé à la loupe par Licorne; les experts de l'ONU s'alarment également de la disparition d'un drone acheté aux Israéliens et qui était basé à Yamoussoukro. En fait, le pouvoir cherche surtout à gagner du temps.

Tirant elle aussi les enseignements de 2004, l'opposition a entrepris de ne plus laisser la jeunesse populaire aux mains de Blé Goudé et de ses succédanés. Elle s'est donc dotée de ses propres organisations qui projettent de bloquer Abidjan pendant une semaine à partir du 15 mai afin de forcer le pouvoir à organiser les élections. Le RDR évoque également des manifestations nationales qui laissent craindre le pire, mais il s'entend finalement avec ses alliés pour les mener dans le calme. Le signe est encourageant pour les forces impartiales d'une volonté commune de paix, mais le processus électoral n'en reste pas moins bloqué : que faire de la « liste Mambé » ? Quand arrêter les recours ? Faut-il aussi revoir la liste blanche ? Le 31 mai, Gbagbo prépare sa campagne de rempart au retour du colonialisme, qu'incarnerait Ouattara, en boycottant le vingt-cinquième sommet France-Afrique, puis en refusant d'envoyer à Paris des soldats ivoiriens pour le défilé du 14 juillet 2010 qui commémore le cinquantième anniversaire de l'indépendance des pays africains. Pas question pour lui de s'aligner avec Wade, Compaoré, Déby, ces prétendus suppôts de la Françafrique ! « Qu'on ne vienne pas cacher le soleil avec la main, déclare l'ambassadeur en France Pierre Kipré. Le cinquantenaire, c'est un symbole pour les peuples d'Afrique. En quoi en serait-ce un pour la France ? Celle-ci nous aurait-elle libérés ? Mais libérés de qui, de quoi, et depuis quand ? C'est nous qui aurions dû vous inviter. Vous avez pris les devants. C'est pour le moins maladroit. Trop tard. Ce qui est fait est fait »^{CCCVI}.

À Abidjan, Licorne change de Comanfor en juin. Le général Jean-Pierre Palasset, 51 ans, saint-cyrien, issu des troupes de montagne, mais qui a fait un passage aux forces spéciales, est à la tête de la 1^{re} brigade mécanisée de Châlons-en-Champagne. Il connaît la Côte d'Ivoire pour y avoir commandé un GTIA dans le sud-ouest durant la période épique de 2003, et le tableau qui lui est peint à son départ de France est à peine plus optimiste qu'alors. « Tout le monde, aux armées et au Quai, se souvient-il, me disait que les élections n'auraient pas lieu, que Gbagbo trouverait une nouvelle échappatoire »^{CCCVII}. Le 16 juin, Nicolas Sarkozy le premier taxe les annonces du pouvoir ivoirien de « promesses fallacieuses »^{CCCVIII}. De fait, deux semaines plus tôt, le directeur de cabinet de Gbagbo a prévenu l'Élysée de l'impréparation générale. Et le président de la République de menacer de retirer Licorne. Résultat : la presse bleue, qui le ménageait, le prend à son tour pour tête de turc. « Sarkozy déclare la guerre à la Côte-d'Ivoire »^{CCCIX}, titre *Le Temps*.

Les actions retardatrices de Gbagbo finissent par introduire la discorde dans les centres de pouvoir parisiens. Au Quai d'Orsay en particulier, certains, comme le sous-directeur Afrique occidentale, seraient désormais plus partisans d'un nouveau gouvernement de consensus avec Gbagbo maintenu à la présidence, Ouattara Premier ministre, Soro à l'Assemblée nationale^{CCCX}. Ce qui serait un retour en arrière par rapport aux quatre années précédentes. Mais l'Élysée maintient le cap comme en témoigne la mission attribuée au général Palasset: « favoriser un climat de sécurité pour permettre la tenue des élections, puis participer à la sécurisation de celles-ci en étroite collaboration avec l'ONUCI. Avec deux priorités : ne commettre aucune erreur et ne jamais être instrumentalisé par un camp »^{CCCXI}. Une vraie « guerre des nerfs », admet le Comanfor. *A priori*, avec moins de mille hommes, Licorne a perdu de son influence. En fait, elle s'est comme concentrée. Le nouveau Comanfor peut en particulier se reposer sur l'expertise des forces spéciales dont le lieutenant-colonel Serge N. reçoit le commandement du groupement à la même période. Ancien des 1^{er} et 9^e RCP, celui-ci a été le dernier commandant du centre d'entraînement commando, installé à Givet jusqu'en 2009, date de sa dissolution. En 2010, il s'apprêtait à partir pour la Mauritanie, et s'était documenté en conséquence, quand il reçut finalement un ticket pour la Côte d'Ivoire. Qu'à cela ne tienne ! les forces spéciales sont coutumières des changements de dernière minute même si, au regard des autres théâtres, le pays peut paraître bien paisible, avec ses campements très bien organisés, ses champs de tir en banlieue d'Abidjan. La Côte d'Ivoire est considérée au COS comme une terre d'élection pour l'entraînement. En apparence, à l'instar de Licorne, son détachement est maigre : une cinquantaine d'hommes, issus du 1^{er} RPIMa, du CPA-10 et du 13^e RDP, quatre hélicoptères²⁶. Non seulement toutefois ces soldats aguerris n'opèrent que très rarement en nombre, mais dans le cas ivoirien, ils ont la responsabilité d'être les seuls au sein de Licorne à être déployés hors d'Abidjan puisqu'un autre de leurs groupes action, et une équipe de recherche réduite, assurent la continuité de leur présence dans le fief rebelle de Bouaké. À ceux qui doutent de l'utilité du maintien du COS dans la Côte d'Ivoire apaisée de 2010, le lieutenant-colonel Serge N. peut donc rétorquer que ses hommes et lui sont « les yeux et les oreilles du général Palasset au nord de l'ex-zone de confiance »^{CCCXII}. L'absence d'opérations rocambolesques, de soutien dissimulé à quelque camp que ce soit, ne saurait en effet signifier l'inaction. Les forces spéciales

usent simplement d'une autre corde à leur arc, certes moins spectaculaire, mais tout aussi précieuse. Dans le nord compliqué, elles entretiennent le contact permanent avec l'état-major du général Bakayoko et les différents Comzones. Au sud, le binôme depuis longtemps établi lui aussi au *Golf Hotel*, est chargé d'assurer la liaison avec les leaders de l'opposition logeant sur place, de sonder leurs intentions, de rassurer par leur présence sur la détermination de la France, mais aussi, le cas échéant, d'assurer leur protection rapprochée.

De manière générale, même si elle est principalement basée à Port-Bouët et Bouaké, Licorne conserve un excellent maillage de contacts sur tout le territoire. À chaque rumeur sur des exactions qui pourrait faire éclater des différends ethniques, le général Palasset est capable de se rendre chez les plus hautes autorités avec des éléments factuels, des récits, des photos, permettant de rétablir la vérité. « J'y ai beaucoup gagné en légitimité, décrit-il. Les Ivoiriens me faisaient de plus en plus confiance »^{CCCXIII}. De plus, la diminution de l'effectif sous son commandement a éclairci sa position. Avec 900 hommes, Licorne est forcée de concentrer son attention sur le sort des dix mille ressortissants, dans la très grande majorité des binationaux, et des 700 entreprises françaises, « elle se fond dans le paysage ivoirien », aime à dire le Comanfor. Ainsi, à l'instar du gouvernement français qui s'interdit de se mêler des affaires ivoiriennes, Palasset ne peut plus compter sur l'action psychologique des forces spéciales dont le Bureau d'études a été fermé.

Enfin, même si l'ONUCI aligne 10000 Casque bleus²⁷ – désormais pour un coût annuel de 2 milliards de dollars qui fait tiquer New York – personne ne s'aventurerait à la mettre en balance avec Licorne. Le général Palasset y voit le gage d'un partenariat productif : à elle la légitimité internationale, à lui l'efficacité militaire. Ainsi se félicite-t-il de l'excellence de ses liens avec le *force commander* de l'ONUCI, le général pakistanais Abdul Hafiz, qui seraient presque ceux d'un contractant avec un prestataire de services. « Grâce au travail entamé par mes prédécesseurs comme le général Lecerf qui a supprimé la zone de confiance, souligne-t-il, nous sommes parvenus à être perçus par les Ivoiriens, nous Licorne, comme un outil de facilitation et plus comme l'instrument de la Françafrique ». Avec Abdul Hafiz, Palasset offre donc un front uni aux représentants de deux forces armées du pays, les généraux Mangou pour le sud et Bakayoko pour le nord, qu'ils rencontrent

chaque semaine à la Primature afin de mener à bien l'encasernement des forces nouvelles.

La symbiose, pas si fréquente à l'étranger, entre le représentant de l'État et le chef des forces militaires françaises est aussi totale entre le Comanfor et l'ambassadeur Simon. Tout deux convergent sur l'enjeu : « Nous nous sommes dit, relate le premier, qu'il fallait que les listes soient prêtes avant le 15 septembre 2010 sinon les élections ne pourraient techniquement être organisées pour la date prévue ». L'ambassade et Licorne en déduisent un calendrier à rebours avec toutes les étapes à franchir au préalable. Ainsi, le 15 juillet, 434 000 noms passent-ils de la liste « grise » à la liste « blanche » : ils auront le droit de voter. Le 26 août, de nouvelles vérifications, voulues par le clan Gbagbo, n'en font retirer que 30 293. Désormais il n'y a plus aucune raison de retarder les élections que, le 5 août, Guillaume Soro a fixées au 31 octobre. Il ne reste à Gbagbo qu'à valider la liste électorale. Va-t-il le faire lui qui, le 7 août, a encore déclaré que les Ivoiriens sont plus soucieux de paix que d'élections ? Alors que deux de ses conditions majeures, l'encasernement des FAFN et la centralisation des finances, ne sont pas et ne seront pas remplies ?

Les années précédentes, le président n'aurait pas hésité à reporter encore. Mais à l'été 2010, il est acculé. La question agite encore de nos jours bien des chancelleries : pourquoi, après des années de fauxfuyants, autorise-t-il enfin la tenue d'élections libres ? Pour sa part, il confiera quelques mois plus tard « avoir cédé à des pressions »^{CCCXIV}, celles des chefs d'État européens, mais aussi africains qui le somment de faire cesser ces palinodies électorales. Plus que tout, son entourage le convainc d'une victoire certaine, soit par les voies irrationnelles des prédicateurs évangéliques qui invoquent des signes flagrants du destin²⁸, soit par l'étude du corpus électoral de conseillers minimisant probablement la croissance démographique chez les Dioulas au nord, ou programmant le juste dosage de fraudes pour l'emporter avec décence. Gbagbo est trop socialiste pour croire totalement les uns, trop africain pour se fier entièrement aux autres. Mais il est sûr de l'alchimie en cours d'un triomphe annoncé. Des Français le confortent également: l'ambassadeur Simon qui, lors de ses rencontres régulières, se garde bien de lui dire le contraire, mais aussi ses conseillers de longue date comme Bernard Houdin, ses amis de l'Internationale socialiste qui viennent l'encourager comme Jack Lang ou Jean-Christophe Cambadélis – ce qui ne l'empêche nullement de brocarder le PS français

qui, à ses yeux, « ne connaît plus rien à ce pays, ni aux évolutions de tout un continent »^{CCCXV} – et enfin des recrues plus récentes. D’abord, il y a son staff constitué pour la campagne électorale dans la lignée de Jacques Séguéla qui avait conseillé le Sénégalais Diouf et le Togolais Eyadéma, ou de Thierry Saussez que consultait Bédié à la fin des années 1990: cinq collaborateurs de l’agence Euro RSCG, emmenés par Stéphane Fouks et un vieux routier de l’Afrique, Marcel Gross, très bien payés dit la rumeur, à hauteur de 15 millions d’euros^{CCCXVI}. L’équipe empile les sondages favorables: depuis août 2009, les huit qui ont été commandés donnent Gbagbo gagnant, et largement²⁹. Et puis le président ivoirien s’est également acheté les services d’une escouade de l’ombre où les plus anciens, retraités de la police nationale pour l’essentiel, qui pratiquent des écoutes, ont été rejoints par Hadi³⁰, un Franco-Libanais qui a regroupé une vingtaine de Français et d’Africains, compagnons de route et petits nouveaux – des « idéalistes »^{CCCXVII}, décrit-il lui-même – avec pour mission: recueil de renseignements politiques et gestion de crise. L’embauche par Gbagbo a été rapide: deux heures de discussion dans le salon Valéry Giscard d’Estaing du palais de Yamoussoukro où Hadi avait été conduit par son ami Alcide Djédjé. « Il m’a demandé si j’étais franc-maçon, relate-t-il, puis si je croyais en dieu. Comme j’ai répondu non, puis oui, il m’a demandé ce que nous pensions faire en indiquant que des Israéliens étaient également sur le coup. Je lui ai fait remarquer qu’il serait judicieux pour lui de conserver des attaches avec la France ». Hadi s’est lancé dans l’aventure en ayant conscience que Gbagbo avait probablement débauché d’autres « conseillers » du même acabit. « Parfois, analyse-t-il, il a pris le contre-pied de certaines de mes suggestions, ce qui n’était pas forcément très agréable, mais sans doute sous le coup d’informations communiquées par d’autres canaux »^{CCCXVIII}. Les cibles de l’équipe d’Hadi sont principalement les opposants, à Abidjan comme à Paris, où elle n’hésite pas à pratiquer elle aussi des écoutes.

Incontestablement, tous les Français présents auprès de Gbagbo ont concouru pour le porter vers les urnes. D’où des soupçons de manipulation, d’un « piège tendu par les Français »^{CCCXIX} comme disent les durs de l’entourage du président ivoirien. Des ressortissants, à l’instar de François Leprieur, s’amuse aussi de ces sondages qui « étaient en totale contradiction avec ce qui se disait dans le pays [...] J’avais l’impression de

voir une tapette à souris avec de beaux morceaux de fromage en train de se mettre en place »^{CCCXX}.

Le piège se précise lorsqu'est relevée la proximité d'Euro RSCG avec Nicolas Sarkozy ; la fiabilité d'enquêtes d'opinion menées par des Blancs en Afrique d'autre part peut légitimement être remise en question. « Ces sondages étaient bidons, affirme ainsi Robert Bourgi. Tout le monde le savait. Mais les amis socialistes de Gbagbo à Paris croyaient eux aussi dur comme fer à la victoire. Je cherchais à l'en dissuader, mais il ne me prenait plus que rapidement au téléphone »^{CCCXXI}. Paris aurait en quelque sorte mis le ver de la défaite dans la pomme du pouvoir ivoirien ? Euro RSCG a toujours clamé la sincérité de son travail au profit de Gbagbo, Ipsos le sérieux de ses calculs de probabilités³¹. Agacé par les critiques, Brice Teinturier, directeur général de l'institut, reconnaît bien « quelques imperfections et quelques interrogations sur la sincérité des réponses, valables d'ailleurs pour tous les candidats, mais rien qui remette en cause la validité et la permanence des résultats ». Surtout, il tire un autre enseignement des sondages, qui paraît à l'époque une hérésie : « l'opposition ferait mieux de les regarder de près : unie, elle gagne au premier tour et, avec un transfert de voix majoritaire entre ses deux candidats, elle gagne au second »^{CCCXXII}. Personne en effet ne pense alors que l'accord de désistement signé à Paris en 2008 entre Bédié et Ouattara sera suivi par les électeurs.

De toute façon, selon l'ambassadeur Simon, même Gbagbo n'accorde pas grand crédit à ces sondages. « Il y avait chez lui comme une sorte de logique inexorable à ce que les élections aient lieu en 2010, au terme de son second quinquennat en quelque sorte »^{CCCXXIII}. Et puis, le président n'oublie pas de prendre des précautions. Ainsi n'est-il pas anodin que, le 3 août, il promeuve une journée d'officiers aux grades de colonel-major et généraux : le CEMA Mangou et le commandant de la gendarmerie Kassaraté au premier chef qui accèdent au rang de corps d'armée ; Guiai Bi Poin, l'ancien patron de la gendarmerie à l'hôtel *Ivoire*, à la tête du CECOS, devient divisionnaire; Dogbo Blé, à la garde républicaine, accède, lui, aux étoiles. Tous seront des acteurs primordiaux de la crise à venir. Le timing, à quelques semaines des élections est à noter, mais aussi, et surtout, le discours du conseiller du président, Kadet Bertin, qui accompagne la mesure : les militaires, jamais aimés par Gbagbo, s'y voient d'un coup ériger en « symbole de la résistance et de l'espérance », dont depuis huit ans

« la solidarité, la loyauté et le devoir de service n'ont jamais été ébranlés »^{CCCXXIV}...

En septembre, le président accepte la liste définitive de 5,75 millions d'électeurs. Neuf mois auront été perdus pour retirer à peine 50000 noms par rapport à la première... Le 6, Gbagbo, Bédié, Ouattara et Soro lancent en présence de Compaoré le processus électoral; la date du 31 octobre est confirmée pour le premier tour. Le 9, un décret présidentiel valide la liste que Choi certifiera le 24 ; la distribution de 6,5 millions de cartes d'identité peut commencer. Mais c'est encore insuffisant pour lever partout le doute. Quand le général Palasset se rend en septembre à l'État-Major des Armées, il constate que son optimisme sur la tenue des élections est loin d'être partagé. « Tous les Comanfor nous disent la même chose ! »^{CCCXXV}, s'amuse-t-on à lui répondre. La foi du général ne l'empêche nullement de prévoir le pire. « C'était notre mission d'être prêts en toute hypothèse, avance-t-il. Nous avons aussi naturellement envisagé le *worst case* ». Les plans d'évacuation sont donc peaufinés avec le consul général, la mise en défense de Port-Bouët améliorée: les tours de guet sont en permanence activées; un groupe d'observation rejoint le quartier du Plateau, plus précisément le toit d'un hôtel, afin de disposer d'un capteur supplémentaire au nord des ponts, le BPC *Tonnerre* vogue en mission Corymbe: « tout était prêt pour le premier tour, nous avons tout anticipé ».

Il reste cependant une épée de Damoclès inquiétante. Gbagbo avait accepté de ne plus faire de la réunification le préalable indispensable aux élections. Mais en quelle mesure celle-ci, qui n'est vraiment que balbutiante, ne pourrait-elle tout de même générer des incidents ? Ainsi le général Palasset a-t-il assisté à plusieurs reprises, aux côtés des généraux Bakayoko, Mangou et Abdul Hafiz, à des cérémonies de démobilisation où ont été notés le nombre d'armes remises, de combat-tants démobilisés ou encasernés, chaque zone dans le nord devant donner naissance à un centre d'instruction, accolé à des unités régularisées. « Nous devons terminer pour fin août début septembre », note le général. Mais à la première manifestation, organisée à Korhogo, le 15 juin, à peine une dizaine de pistolets-mitrailleurs ont été déposés à l'entrée du camp militaire. Au 18 septembre, l'ONUCI, grande ordonnatrice de ces cérémonies, n'a comptabilisé que 702 armes rendues, 5 600 miliciens démobilisés, et, pire encore, tout juste 2500 encasernés, qui laissent à peu près vides les trois camps qu'elle a construits. « Le redéploiement de l'administration civile, le

désarmement, le cantonnement des forces, les contrôles douaniers et la réunification elle-même, concluent les experts de l'ONU, existent sur le papier et ont fait l'objet de nombreuses cérémonies mais ne se concrétisent pas pour autant »^{CCCXXVI}. Le général Palasset le reconnaît volontiers : « les statistiques n'étaient pas très élevées, certes »^{CCCXXVII}. Les forces nouvelles refusent par exemple à l'ONU l'accès à un complexe de Séguéla, près d'une dizaine d'hectares avec tous les attributs d'un camp militaire – postes de garde, chevaux de frise, pickup armés de mitrailleuses lourdes – le tout commandé par Ouattara Issiaka, dit Wattao, ou à celui de Man, aux ordres de Losseni Fofana, alias Loss. Les experts y notent la présence d'armes lourdes à l'origine « pas clairement définie »^{CCCXXVIII}, mais aussi de fusils d'assaut chinois et polonais, ainsi que de munitions serbes. Les filières semblent conduire au Burkina dont le gouvernement plaide l'irresponsabilité : les matériels concernés auraient été dispersés au gré de désertions, de vols, de combat et/ou de mutineries... Au final, les experts estiment que certains Comzones³²⁻³³ « n'envisagent peut-être pas d'appliquer l'accord politique de Ouagadougou mais ont l'intention de renforcer leur contrôle sur certaines parties du nord du pays ». De même, si 220 douaniers ont bien été déployés aux frontières, aucun n'a encore réussi à récupérer au profit du gouvernement les taxes collectées par les Forces nouvelles.

Il faut noter cependant que les partisans de Gbagbo non plus n'ont pas été désarmés. Les experts de l'ONU peinent tout autant à visiter la plupart des sites loyalistes, ceux de la garde républicaine – c'est-à-dire les unités les mieux équipées – leur restant tout bonnement interdits, sous prétexte qu'ils se trouvent à l'intérieur de périmètres présidentiels³⁴. Pour étayer leurs analyses pessimistes, ils pointent l'extrême opacité des finances des deux camps. Sans pouvoir donner de chiffres précis, ils dénoncent le détournement des bénéfices du cacao dans l'achat d'armes, le cas le plus flagrant étant au printemps 2010 le don à la gendarmerie de véhicules tout-terrain par la filière cacao-café. Au nord, la fève est principalement exploitée autour de Man, Séguéla, Vavoua, et achetée par dix multinationales qui jurent ne pas en connaître la provenance puisqu'elles ne la récupèrent qu'à Lomé. « Le Groupe, explique le rapport de l'ONU, est convaincu que ces multinationales sont tout à fait au courant de l'origine du cacao étant donné que les contrats sont signés avec des intermédiaires régionaux connus (les traitants), qui opèrent simultanément dans la région

de Man-Séguéla-Vavoua et à Lomé. » Les Comzones en récupéreraient 10 % de la vente; au moins six d'entre eux en tireraient profit. En 2009, Wattao et Loss auraient ainsi perçu environ 5,7 millions de dollars. Il faut y ajouter, au nord comme au sud, les revenus des mines et de la forêt, quasiment jamais chiffrés. L'or rapporterait ainsi près de 450 millions de dollars au sud, alors que le budget ne fait état que de 600 000 dollars. 500 millions de dollars proviendraient de la vente du bois sur l'ensemble du pays. Sans compter les diamants, négociés par les deux camps via le Ghana, la Guinée ou le Libéria. Quant au pétrole, les experts ne peuvent toujours procéder qu'à des estimations vu le mutisme de leurs inter-locuteurs, publics et privés: 380 millions de dollars seraient conservés chaque année par la PETROCI³⁵, et non comptabilisés dans le budget national. Ce qui correspond tout de même au budget militaire du pays... L'ensemble de ces sommes contribue à noircir la vision de l'ONU : « les éléments recueillis par le Groupe [d'experts] donnent à penser que la fracture de la Côte d'Ivoire va perdurer. Aucune des parties au conflit n'a pris de mesure effective pour amorcer le processus de réunification du pays. La campagne lancée dans la perspective des élections promises pour le 31 octobre 2010 montre que les partis politiques ivoiriens ne sont pas disposés à prendre des mesures concrètes pour que la Côte d'Ivoire retrouve son unité. La réunification est au point mort »^{CCCXXIX}.

Les Français s'en montrent moins inquiets. « Nous n'avions vraiment pas l'impression, décrit le chef du détachement des forces spéciales, le lieutenant-colonel Serge N., que les Comzones se préparaient à la guerre »^{CCCXXX}. Idem à l'État-Major des Armées à Paris: « Nous n'avions pas forcément une vision très claire, note le général Castres, alors chef du CPCO. Toutefois, il ne nous semblait pas que l'heure était aux bruits de bottes »^{CCCXXXI}. Cette différence d'appréciation avec l'ONU s'explique vraisemblablement par les capacités en renseignement supérieures des Français, mais aussi tout simplement par leur expérience du pays. Depuis presque dix ans, ils vivent avec les chefs rebelles; ils savent qu'au sud comme au nord un flux d'armes circule en permanence avec les pays voisins sans que cela signifie la préparation d'un coup d'État. De surcroît, l'enjeu pour eux n'est pas de faire du chiffre: « Nous n'étions pas dupes, note le général Palasset. Nous savions pertinemment que les deux parties gardaient des armes, qu'elles se méfiaient l'une de l'autre. Leur transparence n'était donc que partielle, mais il ne fallait pas offrir aux

politiques des raisons de retarder les élections ». Si le processus de DDR peut sembler une comédie, il l'est donc en parfait et tacite accord des différents acteurs qui, enfin, pour des raisons propres à chacun, veulent tous donner la parole aux urnes.

Le représentant spécial de l'ONU, Young-Jin Choi, fait de toute façon savoir aux différents candidats, ainsi qu'à Compaoré, qu'il rejettera toute plainte prenant pour fondement le désarmement incomplet. Gbagbo de son côté reste d'une confiance d'airain, comme le constate Michel Rocard venu lui rendre une « visite d'amitié », le 14 octobre. « Gbagbo fut longtemps vice-président de l'Internationale socialiste, explique l'ancien Premier ministre. Je n'avais aucun message ni mission des autorités françaises »^{CCCXXXII}.

« Alors, lui lance-t-il, tu vas y aller, aux élections ?

– Si on y va, réplique Gbagbo, c'est qu'on va gagner »^{CCCXXXIII}.

L'ambassadeur Simon fait tout son possible pour ne surtout pas l'en dissuader. « Nous avons soigneusement évité de faire quoi que ce soit qui puisse instiller le doute dans l'esprit du président ivoirien. Il fallait absolument qu'il reste dans sa conviction d'une victoire certaine ». Soro est parfait dans cet objectif, lui, l'ancien chef politique de la rébellion, qui a réussi à capter la confiance du président. « Gbagbo m'a confié, relate Simon, qu'il était le meilleur Premier ministre qu'il ait jamais eu ! »

Le chemin vers le premier tour néanmoins est encore hérissé d'obstacles. Un bulletin unique doit ainsi être imprimé, avec des photos pour chaque candidat afin de permettre aux analphabètes de voter. D'autre part, les 4 000 tentes prévues pour abriter les 3 200 bureaux de vote en plein air ne sont pas arrivées début octobre et il est à craindre qu'elles n'arriveront jamais. Le responsable des élections à l'ONUCI, Ahmedou Seck, convainc Choi de demander aux Ivoiriens de construire eux-mêmes les abris adéquats. Et ces derniers s'exécutent, preuve d'un désir profond du peuple comme des autorités de tenir le délai. Les élections coûteront au final 400 millions d'euros, quasiment à la seule charge du budget ivoirien.

À partir du 10 octobre, commence la phase cruciale de la distribution des cartes d'identité et d'électeur. Après dix ans d'ivoirité, l'instant peut être solennel ou dramatique. Confirmant son rôle premier dans cette phase historique, l'ONUCI prend pratiquement tout en main : c'est elle qui transporte les documents du QG de la SAGEM à Abidjan vers les 16 bureaux de la société dans tout le pays; de là, c'est elle encore qui les

convoie, sous escorte, vers les 415 sous-préfectures et communes, où, cette fois, la commission électorale indépendante en accuse réception. Tout doit être terminé pour le 23 octobre, autant dire que beaucoup font le pari d'un nouveau report. Et ils le perdent. Le général Palasset salue « le vrai savoir-faire de l'ONU en matière d'organisation des élections. Ils s'étaient vraiment dotés des moyens techniques adéquats »^{CCCXXXIV}. Licorne de son côté joue un rôle premier, mais toujours avec doigté, pour la sécurisation du vote. « Si nous n'impulsions pas le mouvement, décrit le Comanfor, les autres parties ne se réunissaient pas ou n'aboutissaient à rien. Nous organisons donc tout, mais en prenant bien soin de rester en deuxième rideau pour coller à la résolution 1733 ». Un plan de déploiement de 18000 hommes est finalement arrêté, Licorne orientant le choix de leurs localisation et logistique. 8 000 hommes, répartis en unités mixtes (loyalistes et rebelles), seront présents dans les bureaux de vote ; 2 600 seront déployés aux frontières ; 7 400 se tiendront prêts à intervenir au cas où.

La campagne électorale est ouverte le 15 octobre. Sa qualité est unanimement saluée par les observateurs internationaux même si Gbagbo renfourche en partie sa posture xénophobe de l'an 2000 avec des slogans tels que « je vote 100 % l'original »³⁶ ; des passe-relles sont relevées entre ses partisans et l'extrême droite française^{CCCXXXV}. D'un autre côté, pour capter des voix dans le nord, le président se choisit un directeur de campagne musulman, le docteur Issa Malick Coulibaly, qu'il n'est pas loin de présenter comme son futur Premier ministre. Mais il a un argument personnel à faire valoir aussi. Sa seconde épouse, longtemps gardée secrète, Nadiana Bamba, dite Nady, est originaire du nord-ouest³⁷. Et elle prend une part très active dans la campagne puisqu'elle dirige une agence de communication politique, Cyclone³⁸, avec laquelle elle mène une tournée dans le nord en se présentant comme la « preuve vivante »^{CCCXXXVI} du nonrejet par Gbagbo des ethnies locales.

Si le pays va mal, proclame le président, c'est qu'il n'a pu mettre en œuvre tout ce qu'il avait prévu. La faute aux opposants qu'il n'oublie pas de présenter comme des « candidats de l'étranger », des marionnettes manipulées, pour Bédié, par Chirac, et pour Ouattara, par Sarkozy. Bédié, lui, dit tout dans son slogan : « Notre expérience au service de l'avenir ». Le plus âgé, à 76 ans, il se veut le gardien de l'âge d'or et compte sur les Baoulés, qui représentent un tiers des Ivoiriens, pour passer le premier tour

haut la main. Ouattara enfin se présente comme l'homme neuf, lui qui a pourtant de longues années d'expérience derrière lui. L'ancien fonctionnaire international impressionne par une dialectique à vrai dire plus occidentale qu'africaine et des priorités données à la rigueur économique. Ce qui ne l'empêche pas de faire montre de la prodigalité habituelle des opposants en promettant un million d'emplois, des infrastructures, des universités, etc.

À l'ambassade française et chez Licorne, la préoccupation première demeure la sécurité sans laquelle les élections seraient faussées, voire annulées. En octobre 2000, elles s'étaient soldées par 155 morts, 355 blessés et 50 disparus. À Port-Bouët, le Comanfor planche donc avec son état-major sur tous les scénarii envisageables : intimidations des candidats, bourrages massifs d'urnes, contestations des résultats. « En conséquence, analyse-t-il, nous n'avons jamais été pris au dépourvu par les événements. Il n'y a jamais eu d'effet de surprise pour nous »^{CCCXXXVII}. Licorne identifie également les zones à risque en se fondant sur la carte électorale de 2000 et en isolant les fiefs des trois principaux candidats. En découlent les profils d'un nord sans grand danger – car presque entièrement acquis à Ouattara – et de deux zones particulièrement sensibles : Abidjan et le Grand Ouest. « Nous y avons donc déployé avant, pendant et après des équipes prépositionnées, avance le général Palasset, afin de disposer de capteurs fiables, aptes à nous aider à lutter contre les rumeurs envahissantes en Côte d'Ivoire ». Pour Abidjan en particulier, des paramètres-clés sont à prendre en compte. Le premier : 75 % des électeurs habitent au nord des ponts, dans les quartiers les plus populaires. De leur côté, les ressortissants se sont regroupés depuis 2004 au sud, dans la zone 4, la plus proche de Port-Bouët. Mais des sites stratégiques pour la France, comme le lycée et la résidence de l'ambassadeur, sont eux de l'autre côté. En ce qui concerne la géographie partisane, Bédié est le mieux représenté au sud des ponts, dans les quartiers résidentiels. Le FPI tient l'ouest avec Yopougon, Cocody, Marcory et le Grand Est. Entre les deux, le RDR occupe majoritairement une bissectrice allant d'Abobo à Attecoubé³⁹.

Le Quai d'Orsay s'avise de renforcer la sécurité des emprises françaises. À cette fin, le 14 octobre, deux officiers décollent, qui ont déjà servi ensemble en Algérie pendant la guerre civile et qui sont loin d'imaginer le rôle essentiel qu'ils vont jouer dans les mois à venir. Le premier est capitaine du GIGN, Jacques Servat: trente ans de gendarmerie dont vingt à l'escadron parachutiste, membre du « GI » depuis 2007. 45

missions à l'étranger à son compteur dont, pêle-mêle, cinq séjours en Irak (où il participa à la libération de Florence Aubenas), deux en Afghanistan (où il fut des premiers gendarmes à Kaboul en décembre 2001), l'Algérie (au moment de l'assassinat des moines de Tibhirine), l'Afrique de long en large, mais aussi l'Airbus à Marignane en 1994, les sécurisations de la coupe du monde de rugby et du sommet France-Afrique à Cannes... Bref, un gendarme à tout faire, là où ça sent le souffre. L'ambassadeur Janier ayant renvoyé en France tous ses gardes du corps, à l'époque où il fallait réchauffer les relations francoivoiriennes, le GIGN est appelé à la rescousse. Servat connaît bien Abidjan, pour y avoir assuré la protection de Gildas Le Lidec en 2003 au prix d'une blessure à la main. Mais l'ambassadeur Simon se souvient également de lui puisque l'escadron parachutiste veillait déjà sur sa sécurité en Centrafrique.

Le capitaine n'a pas obtenu les deux adjoints qu'il sollicitait pour cette mission, mais son voisin d'avion est bien un autre gendarme, le lieutenant-colonel Philippe Leclercq, qui commande depuis 2009 le deuxième groupement de la 6^e Légion de gendarmerie mobile à Hyères et qui s'apprêtait à s'envoler avec ses troupes vers la Guyane dans le cadre de l'opération Harpie⁴⁰. La direction générale de la gendarmerie lui donne trois jours pour évaluer la sécurité des emprises à Abidjan. À lui de se prononcer sur un éventuel renfort de l'escadron déjà présent à Port-Bouët, sans trop se faire d'illusions, le changement de ministère de tutelle à l'été 2009, et l'orage social déclenché par la réforme Fillon des retraites ne facilitant guère le déblocage d'unités pour l'étranger.

Le général Palasset perçoit tout de suite l'intérêt d'une présence supérieure de gendarmes. Si des unités de l'armée française sont en effet formées depuis quelques années au maintien de l'ordre – elles parlent de « contrôle de foule », et la nuance n'est pas sans importance – quelle que soit la valeur de ces formations dédiées⁴¹, mieux vaudra toujours pouvoir disposer, si la situation se tend, de vrais professionnels, dont c'est le cœur de métier. De son côté, Jean-Marc Simon souhaite un renforcement du dispositif de défense de l'ambassade, de sa résidence et de celle des Palmes où loge le personnel diplomatique. Comme l'officier du GIGN mène son inspection en parallèle, les tenants d'une Côte d'Ivoire enfin assagie s'affolent. « Attention, préviennent-ils Servat, ici, ce n'est pas l'Irak ! » Le capitaine le sait bien, lui qui a connu le Bagdad infernal de 2005 où « ça tirait et explosait de partout »^{CCCXXXVIII}. De plus, la Côte d'Ivoire est son

neuvième séjour en Afrique... La résidence de France lui apparaît comme la plus vulnérable : 7 hectares en bordure de la propre résidence de Gbagbo devant laquelle il faut passer pour accéder à l'entrée. « Sa sécurité, note Servat, dépendait donc du bon vouloir de la police ivoirienne ». Au final, il rend son avis, ici sur les postes de garde à améliorer, là sur la végétation à élaguer, là encore sur des barbelés à changer. « J'ai fait au mieux avec le budget qui m'était alloué ! » Pour les voitures, seules deux sont blindées, et en plus, l'ambassadeur ne les utilise pas afin de ne pas inquiéter les Ivoiriens. Servat suggère d'y réfléchir en cas de détérioration. Son discours est bien reçu puisque Jean-Marc Simon lui demande de rester jusqu'au premier tour même s'il ne souhaite pas être accompagné pendant ses déplacements.

De son côté, dans la dernière nuit de son séjour, le lieutenant-colonel Leclercq évalue le renfort nécessaire à un escadron de gendarmerie mobile. Il n'en obtient que la moitié, soit deux pelotons à 18 hommes chacun, fournis par l'escadron 21/5 de Chambéry, qui viennent étoffer l'escadron déjà sur place, comptant traditionnellement deux pelotons blindés du 18/1 de Satory et deux autres du 35/3 de Saint-Nazaire. Maintenu sur place lui aussi, Leclercq en assurera le commandement. En guise de missions, à la garde traditionnelle du camp de Port-Bouët, s'ajoutera désormais la défense des emprises diplomatiques, mais rien n'y est prévu pour l'accueil des gendarmes. Le lieutenant-colonel trouve heureusement chez Licorne de bons Samaritains qui l'approvisionnent en lits Picot, douches de campagne et nourriture. Pour dortoirs, les gendarmes mobiles devront se faire au cadre spartiate de bureaux tout juste débarrassés de leurs tables et chaises.

Leclercq et Servat sont loin d'être les seuls nouveaux venus au sein des forces françaises. Le mois d'octobre correspond en effet à la relève pour Licorne. À sa tête, le général Palasset est reconduit pour une durée initiale de deux mois : les liens qu'il a désormais établis avec toutes les autorités locales, ivoiriennes comme onusiennes, sont trop précieux à l'aube d'événements si capitaux. En revanche, ses principales troupes ont été relevées. Pour diriger son état-major, le PCIAT⁴², il peut dorénavant compter sur le colonel Philippe Troistorff, officier des troupes de marine, un grand connaisseur de l'Afrique. Il y a encore un mois, c'est toutefois en Nouvelle-Calédonie que celui-ci se trouvait, à la tête du RIMaP-NC, héritier du mythique bataillon du Pacifique de la France Libre. Non sans une certaine logique donc, il figure dorénavant aux manettes de l'état-major de

la 2^e brigade blindée, descendante, elle, de la division Leclerc, qui rallie Abidjan le 9 octobre, dans le meilleur des climats : « Nos prédécesseurs, explique Troistorff, avaient déjà planifié le désengagement de Licorne. Nous avons pleinement confiance dans le processus électoral ivoirien »^{CCCXXXIX}. Mais cet expert du continent sait bien que « à chaque fois, l’Afrique surprend ! »

Troistorff aura charge en particulier de coordonner l’action du bataillon Licorne (Batlic) et du détachement de l’ALAT (Detalat). Le colonel Christophe Hintzy sera à la tête du premier, qui a pris le commandement du 12^e cuirassiers le 28 juin. Il était alors prévu que le régiment rejoigne la Côte d’Ivoire mi-octobre, mais la fixation de la date du premier tour à la fin du mois a conduit l’État-Major des Armées à avancer sa projection de quinze jours afin qu’il ne surgisse pas tel un chien dans un jeu de quilles. Hintzy et son état-major ont donc comprimé d’autant la préparation opérationnelle en la concentrant principalement sur l’apprentissage du théâtre et la cohésion des 540 hommes du « Batlic » fournis par la 2^e brigade blindée. Début septembre, dans le camp de Mailly, la centaine de cuirassiers de l’escadron dit « alpha », soit deux pelotons de Sagaie et un peloton d’éclairage et d’investigation (doté de 8 VBL), le tout aux ordres du capitaine Robin G.⁴³, ont appris à connaître les 130 chasseurs de la compagnie « bravo », issus du 16^e bataillon récemment transféré à Bitche, équipés de VAB, aux ordres du capitaine Pierre-Erwan G. Derniers éléments du Batlic : une section du 13^e régiment du génie, aux ordres du lieutenant S., ainsi que des spécialistes des transmissions, du train et du matériel.

L’Afghanistan a conduit l’armée française à perfectionner la préparation de ses troupes avant un départ en Opex d’autant que, comme le souligne le colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier, commandant le 16^e BC, « la Côte d’Ivoire était considérée comme un théâtre sérieux où tout pouvait dérapier très vite »^{CCCXL}. Pour l’opération Licorne, il s’agit essentiellement de se préparer aux opérations en zone urbaine, à l’escorte de convoi, au franchissement de *checkpoint*, à l’hélicoptage, à l’évacuation de ressortissants. Pas de raid blindé comme le général Thonier avait pu le prescrire en 2004, puisque Licorne est désormais centrée sur Abidjan. « Mon objectif premier sur cette courte période de montée en puissance, ajoute Hintzy, était de roder les procédures de commandement tout en

s'appropriant les plans de Licorne dans le moindre détail. Le savoir-faire tactique était considéré comme acquis, il fallait surtout l'entretenir »^{CCCXLI}.

À la tête du 3^e escadron du 12^e cuir, devenu une famille depuis l'Afghanistan qui en a soudé chacun des membres, le capitaine Robin G. par exemple sait pouvoir demander le maximum aux siens. Il choisit de mettre l'accent sur le tir : « je ne voulais aucune perte par manque de réactivité ou de précision dans le maniement de l'arme »^{CCCXLII}. Seuls une quinzaine d'hommes ont déjà connu la Côte d'Ivoire, et peut-être deux fois moins encore ont l'expérience du char Sagaie⁴⁴. En mai, l'escadron a donc suivi un stage à Saumur, puis il s'est exercé au tir au camp de Canjuers. Une attention toute particulière est également portée par Robin G. au franchissement de barrages de toutes sortes, précaution qui s'avérera des plus utiles... Le capitaine lui-même, de la promotion 2000 à Saint-Cyr, en est déjà à sa troisième Licorne, après des séjours en 2005 et 2008, périodes calmes, mais qui lui ont permis de se mettre Abidjan en tête, en particulier des secteurs comme l'hôtel *Ivoire*, où Licorne ne patrouille plus depuis. « Un cross difficile y avait même été organisé, se souvient-il : on se souvient très bien des lieux en pareil cas ! »^{CCCXLIII}. De son côté, le colonel Hintzy a pu effectuer une reconnaissance sur place, la seconde quinzaine d'août, en compagnie de son chef opérations, le lieutenant-colonel Régis A. Tous sont de retour un mois et demi plus tard, le 2 octobre, pour la transmission des consignes avec leurs prédécesseurs du 1^{er} spahis. Le nouveau Batlic apprivoise ensuite Abidjan en enchaînant les entraînements dans et hors la ville, en potassant les différents plans avec pour objectif d'être déclaré opérationnel⁴⁵ la veille du premier tour. Aucune entrave à la circulation, aucune altercation ne sont à déplorer lors des patrouilles et des reconnaissances, menées à pied ou en véhicule. « Nous sentions surtout, déclare le colonel Hintzy, l'impatience de la population à clore enfin cette longue marche vers les élections, pleine d'incertitude. Elle aspirait vivement à retrouver une vie normale et l'espoir était grand de voir l'économie repartir après le second tour »^{CCCXLIV}.

Licorne jouit toujours d'une grande considération, teintée de crainte certes. Il faut donc savoir ne pas susciter inutilement l'inquiétude : les Sagaie qui ne circulaient hors du camp que pour aller s'entraîner au camp Saboret de Lomo-Nord⁴⁶, sont consignées à l'intérieur. Licorne de surcroît se cantonne dans certains quartiers, principalement au sud des ponts et au Plateau, en prenant toujours soin de contourner largement la résidence de

Gbagbo et la RTI. Interdiction par exemple d'aller à Yopougon, fief des Jeunesses patriotiques. Cette montée en puissance sera concluante pour le Batlic puisque, le 29 octobre, un test grandeur nature permettra de le certifier apte aux opérations. Désormais, il sera organisé en deux sous-groupements tactiques, aux ordres des capitaines Pierre-Erwan G. et Robin G.

Auparavant, le premier tour approche et quasiment plus personne ne croit à un rebondissement de dernière minute. Pour la première fois depuis Michel de Bonnacorse en 2005, un représentant officiel de l'Élysée fait donc le voyage à Abidjan. « À quelques reprises, souligne Claude Guéant, je m'étais entretenu au téléphone avec Laurent Gbagbo pour lui rappeler le préalable indispensable au retour à des relations "normales" : la tenue d'élections démocratiques. Gbagbo répliquait à chaque fois qu'elles ne tarderaient pas, que la réflexion était mûre »^{CCCXLV}. Le 2 octobre, accompagné du conseiller Afrique du président de la République, André Parant, le secrétaire général, vient donc rencontrer les trois principaux candidats. « À tous, relate-t-il, j'ai délivré le même message : la France se tenait à une position de stricte neutralité ; elle ne soutenait aucun candidat. Nous travaillerions avec le gagnant, quel qu'il soit, car nous souhaitons revenir à des relations normales avec la Côte d'Ivoire ». Si la francophilie témoignée par Bédié et Ouattara n'est pas une surprise pour le secrétaire général, Gbagbo de son côté ne surjoue pas l'amoureux trop longtemps et injustement éconduit : « Je l'ai senti animé à l'égard de la France d'un sentiment ambivalent, note Claude Guéant. Il était de culture française, avait vécu en France, avait un enfant français, mais il restait en lui un fond manifeste de méfiance. Néanmoins, il ne s'est livré durant l'entretien à aucune accusation sur de prétendues interférences de la France dans le processus électoral ». Les observateurs notent durant ce voyage l'absence de Robert Bourgi, pourtant très régulièrement consulté par le secrétaire général de l'Élysée. Outre le fait que sa présence aurait vraisemblablement brouillé le message du rapprochement franco-ivoirien sous les droits auspices de la seule démocratie, l'avocat n'est plus en cour chez le président ivoirien, pour des raisons personnelles. Claude Guéant n'en disposerait pas moins auprès de Gbagbo de sources parfaitement renseignées grâce aux anciens policiers embauchés par la présidence.

Le noyau dur du clan présidentiel ne croit pas à la neutralité affichée par la France. Ouattara est l'ami personnel de Sarkozy ! clame-t-il en avançant

pour preuve que le président de la République a marié le chef du RDR. C'est faux⁴⁷. En revanche, même en pleine crise, et alors que cela pourrait lui porter préjudice, Ouattara affirme bien: « si j'ai cinq ou six vrais amis dans le monde, [Nicolas Sarkozy] en fait partie »^{CCCXLVI}. Mais, comme l'affirme l'avocat Jean-Paul Benoit qui, lui, est un vrai proche de l'Ivoirien depuis 25 ans, « Nicolas Sarkozy est plus une relation forte qu'un ami au sens des relations intimes, familiales. Par exemple, je ne l'ai jamais rencontré aux événements familiaux ou aux réceptions organisées par les Ouattara dans leur villa de Mougins. Les deux hommes partagent la même ambition face au pouvoir, la même froideur. Ils se connaissent très bien, oui, s'apprécient mais sont-ils des "amis" au sens profond de ce terme, c'est une autre affaire »^{CCCXLVII}. En fait, un amalgame est souvent pratiqué avec l'amitié, elle bien réelle, entretenue par Nicolas Sarkozy et Alassane Ouattara avec Martin Bouygues qui les a d'ailleurs fait se rencontrer. Et autour de l'opposant, certains pensent même que le chef d'entreprise, de pair avec Vincent Bolloré, tendrait plutôt à faire pencher Nicolas Sarkozy en faveur de Gbagbo. Comment le président de la République oserait-il en effet ne pas soutenir celui qui sert si bien les intérêts de deux de ses amis ? Qui continuerait également à remplir les mallettes de ces agents français se rendant à la présidence, sans grande discrétion ? « Gbagbo payait, relate un membre de son entourage en 2010, car, même s'il le détestait, il voulait être le nouveau Bongo. Il disait toujours : "j'aime qu'on me prenne pour un con car le jour où je frappe par derrière, ça fait très mal !" »

Enfin, avec la visite de Claude Guéant, et même si Nicolas Sarkozy ne cache pas en privé son exaspération devant Gbagbo qui « nous balade depuis des années »^{CCCXLVIII}, Paris a fait un pas vers Abidjan. Ce qui est moins su est qu'Abidjan avait fait le premier quelques semaines plus tôt. Le directeur Afrique au Quai d'Orsay, Stéphane Gompertz, avait en effet discrètement reçu le conseiller diplomatique de Gbagbo, Alcide Djédjé. « Le motif, relate-t-il, était la crise en Guinée⁴⁸ qui préoccupait nos deux gouvernements. Mais cela nous a semblé aussi un prétexte pour renouer le fil de la discussion avec nous »^{CCCXLIX}.

Six ans après Bouaké, les élections vont-elles définitivement sceller la réconciliation francoivoirienne ? Ultime cadenas sur les urnes, une polémique éclot sur la manière de comptabiliser les voix : avec ou sans ordinateur ? Le 22 octobre, Choi réunit à déjeuner neuf ambassadeurs qui proposent l'adjonction d'un second opérateur à celui déjà retenu et dont la

fiabilité est contestée. À leur grand soulagement, les principaux candidats donnent leur accord. La date du 31 octobre est donc sauvée *in extremis*. Et pour beaucoup, grâce à Gbagbo. Il faut dire qu'il est désormais certain de l'emporter. Sa villa étant la plus proche de la sienne, le colonel Pierre Héry, attaché de défense à l'ambassade de France, entend des chants évangéliques monter de l'autre côté du mur. Après quelques couplets, il s'avise de les enregistrer avec son téléphone portable pour les faire entendre à Paris où, pense-t-il, jamais, sinon, il ne sera cru : « les chants présentaient Gbagbo comme l'être élu que la Côte d'Ivoire attendait, relate-t-il. Ils martelaient aussi qu'il fallait en chasser le Grand Satan, nous en l'occurrence ! »^{CCCLI}. Le plus influent des pasteurs auprès de Gbagbo, Moïse Koré, est adepte des prédications groucho-marxistes. En 2005, il avait prophétisé sept jours de « coma profond » au président de la République français, la déchéance pour la France de sa place de « troisième puissance mondiale » – Dieu n'était plus à jour des classements internationaux apparemment –, « la mort immédiate des deux tiers des soldats français présents sur le sol ivoirien »^{CCCLI}. Certains doutent de l'importance accordée par Gbagbo le socialiste à ces élucubrations. Pourtant, lui-même les reprend à son compte en déclarant publiquement : « Je pense sincèrement que l'histoire de la Côte d'Ivoire m'a en quelque sorte produit pour ouvrir un nouveau chapitre et guider mon pays vers une nouvelle ère »^{CCCLII}.

La certitude de victoire du président ivoirien est contagieuse. À Paris et à Abidjan, chez les diplomates comme chez les militaires, l'immense majorité des autorités le voit élu. La cellule Afrique de l'Élysée n'y déroge pas. « Toutes les notes que nous rendions au président de la République avant le premier tour, reconnaît avec franchise un conseiller, donnaient Gbagbo pour vainqueur très probable. Nous y mettions en effet en exergue le fait que c'est Bédié qui avait le plus usé de l'ivoirité, et qu'en conséquence, le report de ses voix sur Ouattara risquait de poser problème »^{CCCLIII}. Il n'y en a finalement plus qu'un pour croire le contraire, le président de la République lui-même. « En réunion, témoigne son conseiller Afrique, André Parant, il lui est arrivé de lâcher, aigre-doux, lorsque l'un des participants semblait émettre des doutes sur la victoire de Ouattara : “Je sais que les diplomates pensent que ce sera Gbagbo, mais ils se trompent ! Vous verrez, c'est Ouattara qui l'emportera !” »^{CCCLIV}. Nicolas Sarkozy juge surtout en expert politique la donne ivoirienne : pour lui, la

population s'est forcément lassée de Gbagbo après dix ans d'exercice du pouvoir marqués par les scandales, la guerre et le marasme social.

Que se passera-t-il si le président perd ? Le représentant spécial de l'ONU Young-Jin Choi pratique l'autopersuasion en déclarant n'avoir « aucun doute [sur le fait] que toutes les parties vont accepter le résultat proclamé et certifié »^{CCCLV}. Pour le colonel Héry en revanche, à la forte expérience de la Côte d'Ivoire puisqu'il fut commandant en second du 43^e BIMa lors de la crise de 2002, puis chef d'état-major de Licorne en octobre 2008, de forts remous sont à redouter. Il l'a exposé dès 2009 au sous-chef relations internationales de l'État-Major des Armées lors du séminaire des attachés de défense : « Gbagbo va s'accrocher au pouvoir et comme d'habitude, nous serons obligés d'intervenir »^{CCCLVI}. Mais il suffit en fait d'écouter le président ivoirien lui-même pour anticiper l'avenir. La veille du premier tour, à la presse française qui lui demande s'il promet de ne pas s'accrocher au pouvoir en cas de défaite, Gbagbo réplique: « Mais je ne promets rien à personne ! Et puis les sondages ne peuvent pas se tromper à ce point. Nous avons fait depuis un an et demi huit sondages et je suis toujours en tête »^{CCCLVII}. Sa dialectique est prête, exactement celle qu'il servira à l'instruction de son procès à la CPI en mars 2013: des violences sont à craindre, affirme-t-il, elles « viendront de ceux qui perdront. Et comme ce n'est pas moi qui vais perdre... »

-
1. Il bénéficiera d'un non-lieu en 2010.
 2. Il était déjà chargé d'affaires lors de la première guerre du Golfe.
 3. En charge du processus euro-méditerranéen.
 4. Désarmement, Démobilisation, Réinsertion.
 5. Et elle l'accepte par les résolutions 1633 et 2006.
 6. Y siègent la France, les États-Unis et le Royaume-Uni, 7 organisations internationales et 6 pays africains. Un « groupe de médiation » (composé des représentants du Haut Représentant des Nations unies pour les élections en Côte d'Ivoire, de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de la médiation sud-africaine) assure le suivi quotidien de la situation.
 7. Futur conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

8. Centre de commandement des opérations de sécurité, unité d'élite de la gendarmerie ivoirienne.

9. Pseudonyme

10. Bière locale de 33 cl.

11. Côté rebelle, le nord recèle quelques mines de diamants qui leur rapporteraient, disent sans précision les experts de l'ONU, « des millions de dollars » (Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Côte d'Ivoire de novembre 2005).

12. Son rapport n'a pas été rendu public

13. Lui-même mouillé puisque le directeur du port, Marcel Gossio, est un de ses proches.

14. Une seule fois en 2009 et en 2010.

15. Surnommé à Abidjan le « général Sarkozy » car il vient de l'État-Major particulier à l'Élysée.

16. Conseiller diplomatique du président de la République.

17. Encasernement pendant deux ans, à Bouaké, Séguéla, Korhogo et Man ; 500 000 francs CFA versés à chaque combattant et milicien démobilisés ; déploiement dans le nord de policiers et de gendarmes ; achèvement du processus de DDR deux mois avant les élections, les forces impartiales (ONUCI et Licorne) supervisant le stockage des armes déposées.

18. Ou d'« actions d'influence ».

19. Pseudonyme.

20. Général commandant les opérations spéciales.

21. Ne pas réagir encouragerait une surenchère d'hostilité à l'encontre des Français.

22. Bureau chargé du renseignement.

23. Le président Dos Santos est très remonté par les procédures judiciaires en cours, surtout celles concernant son ami Pierre Falcone, qui finissent par le présenter comme un trafiquant d'armes alors qu'il se considérait comme un chef de libération.

24. Mais selon les propos d'un de leurs diplomates à un homologue américain, rapportés par Wikileaks, le montant total de leurs investissements entre 1996 et 2006 n'excéderait pas 30 millions de dollars.

25. Michel Legré est soupçonné d'avoir commandité l'assassinat de l'ancien journaliste.

26. Une Gazelle canon, une Viviane, deux Puma.

27. Dont seulement 2 500 à Abidjan. Les principaux contingents sont fournis par le Bangladesh (2 100 hommes), le Pakistan (1 500) et la Jordanie (1 100).

28. Gbagbo l'expose par exemple au journaliste Philippe Duval: tout marche chez lui par dix. « Dix ans de clandestinité marxiste, tendance mao, de 1970 à 1980, dix ans de social-démocratie clandestine de 1980 à 1990, et dix ans d'opposition à ciel ouvert de 1990 à 2000 » (*Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012).

29. À 61 % contre Ouattara et 55 % contre Bédié pour le dernier du 12 octobre 2010.

30. Pseudonyme.

31. Il faut noter que le seul sondage commandé par l'opposition, et réalisé par Opinion Way, a aussi donné Gbagbo vainqueur.

32. Particulièrement Wattao et Loss, mais aussi Martin Kouakou Fofié, à Korhogo.

33. Les Comzones en 2009 (dans l'ordre de leurs régions respectives) : Morou Ouattara, dit Atchengué, à Bouna ; Hervé Pélikan Touré, dit Vetcho, à Katiola ; Chérif Ousmane, dit Guépard, à Bouaké; Zoumana Ouattara, dit Zioua, à Mankono; Issiaka Ouattara, dit Wattao, à Séguéla ; Losseni Fofana, dit Loss, à Man ; Dramane Traoré, dit Dramane Touba, à Touba ; Ousmane Coulibaly, dit Ben Laden, à Odienné ; Gaoussou Koné, dit Jah Gao, à Boundiali ; Martin Kouakou Fofié, dit Fofié, à Korhogo.

34. Ce qui n'est vrai que pour trois de ses sept sites d'implantation, à Abidjan, où elle est en particulier installée dans le palais présidentiel et la résidence de Gbagbo.

35. Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire.

36. Alain Boga Dogou, conseiller spécial du président pour les affaires électorales, affirme cependant que ce serait une référence aux emprunts du clan Ouattara dans le programme du président ; il n'y aurait aucune insinuation raciste.

37. De ce mariage coutumier est issu un fils, Al-Raïs David (c'est-à-dire le roi David).

38. Elle possède également la régie publicitaire de la deuxième chaîne nationale, deux quotidiens, un hebdomadaire et un magazine.

39. Qui sera l'axe de progression de ses forces en 2011.

40. Lutte contre l'orpaillage illégal.

41. Appelée CICCFC (compagnie d'infanterie à capacité de contrôle de foule).

42. Poste de commandement interarmées de théâtre.

43. Outre ces trois pelotons, le 12^e cuirassiers fournira une section PROTERRE (unité constituée pour la circonstance) et l'essentiel de la CCLIA (compagnie de commandement et de logistique interarmées). Commandée par l'un des siens, le capitaine R., celle-ci est le centre de gravité du Batlic. La plus importante compagnie en effectif, elle soutient en effet l'ensemble de la force Licorne, mais elle doit également fournir deux sections pour assurer la défense du camp de Port-Bouët.

44. Qui équipe le Batlic à Abidjan, mais pas le 12^e cuirassiers à Olivet.

45. Suivant l'habitude – OTAN oblige – des armées françaises d'adopter la terminologie américaine, on parle de FOC (Full Operational Capability).

46. 200 kilomètres au nord d'Abidjan.

47. Ouattara s'est marié à la mairie du 16^e arrondissement.

48. Liée elle aussi à la tenue des élections présidentielles.

VI

« On gagne ou on gagne »

Le 31 octobre 2010, 4,83 millions d'Ivoiriens, soit 83,73 % des inscrits, se rendent aux urnes dans le calme pour départager les quatorze candidats dans la troisième élection présidentielle du pays. Comme le verdict se fait attendre le lendemain, Young-Jin Choi, appuyé par l'ensemble des ambassadeurs, presse la commission électorale de livrer des résultats partiels, qui sont conformes à ceux dont l'ONUCI a disposé dès le dimanche soir grâce à ses propres sondages. À un petit déjeuner de travail organisé le 3 novembre par le Français Jean-Marc Simon, les diplomates s'accordent pour maintenir la pression alors que les principaux camps annoncent des résultats contradictoires et que l'armée appelle au calme. Et à minuit vingt, le président de la CEI Youssouf Bakayoko livre le verdict de 19 941 des 20 073 bureaux, donnant Gbagbo à 38,3 %, Ouattara à 32,08 % et Bédié à 25,24 %. Le PDCI s'interroge dans un premier temps sur la fiabilité du vote qui met son champion en troisième position, mais sans insister. Bédié confirme, dans la meilleure hypothèse, son respect de la démocratie, dans la moins favorable, son absence de pugnacité qui lui avait déjà fait accepter le putsch de 1999.

Le 6 novembre, le Conseil constitutionnel valide les résultats provisoires, une petite surprise car l'annonce n'était pas attendue si tôt, d'autant qu'il fixe le second tour au 21, quand la tendance générale se portait plutôt sur le 28, date qui est finalement retenue à la demande de la commission électorale. Le 11, au tour de Choi de certifier le vote, sans provoquer une fois encore la moindre contestation du clan Gbagbo. Et pour cause, puisque cette procédure, contrairement à ce qui sera affirmé par la suite, n'a pas été imposée par l'ONU : à l'origine, elle est issue des accords de Pretoria, signés en avril 2005 par Gbagbo¹, et, à ce titre, elle a été

intégrée au droit ivoirien. L'ONU n'a fait que l'endosser par une de ses résolutions. Il n'en demeure pas moins que c'est pour elle une grande première: elle a déjà certifié des élections au Timor et au Népal, mais elle en était l'organisatrice.

Après une si longue crise, le tableau paraît inespéré. Un vote sans anicroche majeure, très peu de contestations et un face-à-face final qui s'annonce de bonne tenue. L'ambiance est suffisamment sereine pour que le dispositif d'alerte mis en place à Port-Bouët la veille du premier tour soit levé. Les quartiers libres, interrompus une décade, sont rétablis jusqu'au second. Le 7 novembre, Bédié et Ouattara confirment leur accord de désistement. Une cérémonie le symbolise huit jours plus tard à Yamoussoukro, où Bédié présente aux chefs traditionnels de la région des Lacs, de la vallée du Bandama et du N'zi-Comoé, son concurrent victorieux, Alassane Ouattara, que ces derniers baptisent « Allah N'Guessan ». À l'Élysée, l'événement est interprété comme « un signal très positif »^{CCCLVIII}, *dixit* le général Puga. Une affiche illustre l'accord entre les deux leaders qui, selon l'ambassadeur Simon, « dépasse le stade d'une alliance. C'était un pacte mystique scellé sur les ancêtres »^{CCCLIX} : Bédié, debout, la main sur l'épaule de Ouattara, assis à ses côtés ; c'est le passé qui adoube le futur. Gbagbo contre-attaque en promettant de choisir un Premier ministre dans le parti de Bédié et en raillant cette alliance qu'il compare à « l'histoire de la fille violée amoureuse de son violeur »^{CCCLX}. Il confie ensuite à Jean-Marc Simon : « Un tiers de l'électorat de Bédié va s'abstenir, un tiers votera pour Ouattara, un tiers pour moi. Cela me suffira pour l'emporter »^{CCCLXI}. Vraisemblablement les autorités en place, françaises comme étrangères, n'ontelles pas tout à fait mesuré combien, derrière les apparences d'un candidat respectant le jugement des urnes, le premier tour a été pour lui un choc profond. Non seulement il n'a pas été réélu automatiquement, mais son challenger n'est pas celui qu'il attendait ; lui, comme beaucoup, pour ne pas dire l'immense majorité, voyait Bédié et non Ouattara. D'où, peu à peu, il se fait plus réceptif aux durs de son entourage, discrets jusqu'alors, et qui lui disent ce qu'il veut entendre, à savoir que ce n'est pas lui le fautif, que sa gouvernance calamiteuse des dix précédentes années n'est pas en cause, que seule une machination peut expliquer cet incroyable résultat. La forfaiture couve derrière l'allégresse démocratique.

Pour l'heure néanmoins, portés par l'ivresse du premier tour, Choi, le président Compaoré, les leaders politiques ivoiriens, le corps diplomatique,

les chefs religieux s'attachent à reproduire la même réussite au second. Tous se réunissent plusieurs fois pour en fixer les règles du jeu : aucun des candidats ne doit proclamer les résultats avant la CEI qui, dès le 28 novembre au soir, devra distiller les premiers résultats au fur et à mesure de leur arrivée, avant la proclamation deux jours plus tard.

La campagne de second tour commence à fronts renversés puisque Gbagbo se rend dans le nord et Ouattara à Abidjan. Et les premiers nuages apparaissent. Des heurts violents opposent dès le 19 novembre les mouvements de jeunesse des deux camps : vingt blessés selon la police. Gbagbo a certes montré la voie la veille en imputant à son adversaire les troubles de 1999 et 2002. Le ton se durcit insidieusement. François Leprieur, expatrié français depuis cinq ans, note que « les ethnies pro-Gbagbo devenaient agressives sur les marchés, les Dioulas arrogants »^{CCCLXII}. Chez le président sortant, les scores très médiocres dans le nord ont provoqué la mise à l'écart de l'épouse coutumière, Nady, qui était censée lui rapporter des voix, et le retour en force de Simone ainsi que des durs qui ont fait la victoire de 2000. Aussi Ouattara redevient-il dans la bouche de Gbagbo un « fils d'immigré » : s'il l'emporte, ce sera la victoire de « l'étranger », du « mal » sur le « bien », de la « nuit » sur le « jour ». Avec une assurance qui augure des lendemains compliqués, le président s'exclame : « On gagne ou on gagne ! »

De son côté, Ouattara, qui ne voulait pas d'un combat de coqs, finit par accuser le FPI d'avoir assassiné le général Guéï en 2002 et par taxer Gbagbo de n'avoir fait qu'« amener la guerre à la Côte d'Ivoire et piller les ressources avec une tribu et un clan ». Les heurts se multiplient, obligeant, le 24 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU à dépêcher sur place, ponctionnés sur sa mission au Libéria, trois bataillons supplémentaires et deux hélicoptères.

Des appels au calme sont lancés par les autorités politiques, militaires, religieuses et même footballistiques comme l'avant-centre Didier Drogba. L'ONUCI espère éviter une source de blocage pour la tenue du second tour en décidant de prendre elle-même en charge 40 % des bulletins de vote, principalement à Abidjan et Bouaké, l'UE, le Japon et la Suisse promettant de fournir un peu moins d'un million de dollars pour l'achat des véhicules nécessaires. Pour sa part, Licorne se veut rassurante en revenant à un rythme de travail normal. Les sous-groupements commandés par le capitaine Pierre-Erwan G. et Robin G. s'exercent au tir, chacun une

semaine, au camp de Lomo-Nord. La discrétion reste cependant de mise puisque les Sagaie, elles, ne sortent toujours pas de Port-Bouët. L'escadron mène simultanément dans le nord à Korhogo une opération humanitaire au profit du centre d'entraide Sainte-Camille tenu depuis 37 ans par sœur Jeannine, fille de Croix, et que l'armée française aide depuis plusieurs années. Enfin, à Abidjan, afin de conduire le minimum de patrouilles qui sont nécessaires pour rassurer les ressortissants français, mais aussi éviter le syndrome de la citadelle assiégée, le général Palasset met à profit son renfort de gendarmerie à la grande satisfaction du lieutenant-colonel Leclercq récemment arrivé à Port-Bouët. Le risque existait en effet de voir un général de l'armée de terre cantonner les pandores à leurs tâches les plus emblématiques de surveillance et de protection. Le Comanfor au contraire mesure toute l'utilité de l'inscription « gendarmerie » sur leurs véhicules. Tous les Ivoiriens savent en effet que depuis près de cinquante ans, les Français forment leurs propres unités et les considèrent donc avec une sympathie particulière. Les gendarmes mobiles sont ainsi les seuls à circuler hors du camp, à raison de trois patrouilles journalières, en zone 4 pour sécuriser les lieux de résidence et d'implantation des grands groupes français – et, au nord des ponts, à la sortie des établissements scolaires. Leur attitude est la moins agressive possible : polo, calot, P4 ouverte, pour ainsi dire comme dans n'importe quelle campagne française.

Le second tour approche. Le 24 novembre, à la demande de l'ONUCI, Licorne se fait prestataire de services en convoyant les observateurs du vote. Dans un sens, 264 membres des forces de sécurité sont transportés vers Bouaké, et dans l'autre 350 Forces nouvelles vers Abidjan. À partir du lendemain, le Batlic reprend le régime d'alerte du premier tour, en y ajoutant un cran supplémentaire puisqu'une section doit se tenir prête à intervenir avec un très court préavis au profit de la patrouille qui se retrouvera bloquée en ville. Ce soir-là, le duel télévisé entre les deux candidats se déroule dans un climat débonnaire ponctué par une chaude accolade alors que le jour même la campagne a fait son premier mort, dans le camp présidentiel. Gbagbo décide d'instaurer le couvre-feu à partir du 27 novembre 22 heures. Durée : « le temps que les urnes soient revenues ». Ouattara proteste. Et vers 14 heures, la police ouvre le feu sur ses partisans qui manifestent à Abobo : 3 morts et 6 blessés. Des incidents sont également rapportés dans l'ouest, mais tous les acteurs convergent pour ne pas en faire le grain de sable qui gripperait la machine électorale. De même

pour Licorne, à la tête de laquelle le général Palasset martèle ses instructions de réserve: l'armée française ne doit pas par son comportement compromettre des années d'efforts politiques et diplomatiques. Ce n'est qu'a posteriori que le couvre-feu sera analysé comme la première poussée de la fièvre qui fera irrémédiablement basculer le pouvoir dans la déraison.

Le 28 novembre, comme le 31 octobre, Licorne se fait transparente : « la France ne doit pas donner l'impression de porter les urnes »^{CCCLXIII}, image le Comanfor. D'après les comptes-rendus, le scrutin se déroule correctement. Tricher de toute façon paraît ardu puisque les Ivoiriens doivent présenter leur carte infalsifiable d'identité ou d'électeur à l'un des 20 073 bureaux de vote qui disposent tous d'une liste de 300 votants avec photos. Dans chaque bureau, sont présents des représentants des deux partis et de la commission électorale indépendante. Mais à la clôture du scrutin, le ministre de l'Intérieur Désiré Tagro demande à ceux du FPI de quitter les bureaux de vote dans le nord en refusant de signer les bordereaux: un mauvais signe de contestations à venir. De fait, à 22 h 40, Choi reçoit une délégation de La Majorité présidentielle, appelant à ne pas en comptabiliser les votes. De surcroît, dans nombre de régions, par peur du couvre-feu, les membres des commissions électorales locales préfèrent rentrer chez eux plutôt que de dépouiller.

L'ambassadeur Simon doit se rendre à l'ONUCI pour une réunion de crise. Son premier conseiller lui suggère d'accepter une escorte, il maugrée, mais s'y rallie finalement. La 607 est délaissée; désormais les trajets se feront en 4x4 blindé. Réunis autour de Choi, la moitié des ambassadeurs estiment que si l'ONUCI peut veiller toute la nuit sur les bulletins, le retard ne sera guère préjudiciable, et l'autre, Choi inclus, pense que si les commissions s'en éloignent, le perdant ne manquera pas de crier au tripatouillage électoral. De nombreux coups de téléphone sont échangés avec Ouattara, Soro et le président de la CEI qui rassure peu avant minuit en annonçant que, finalement, les commissions électorales restent à leur poste. Dès 23 heures, l'ONU sait par ses sondages réalisés au sortir de 721 bureaux que Gbagbo a perdu : il ne recueillerait qu'un peu plus de 44 %. Vers 2 heures du matin, Jean-Marc Simon emmène ses homologues américain, allemand, suisse et canadien chez le président ivoirien qui paraît sereinement accepter son sort : « Si je perds, annonce-t-il, ce ne sera pas grave. J'ai trois livres à écrire, je me retirerai dans mon village »^{CCCLXIV}. Quand il s'agit néanmoins de lever le couvre-feu, il se fait beaucoup plus

louvoyant : « je suis contre les couvre-feux ! clame-t-il. Moi qui adore me promener la nuit, moi qui suis un oiseau de nuit, comment voulez-vous que j'ordonne chose pareille ? » Mais le couvre-feu demeure.

Les premières rumeurs n'attendent pas la levée du jour. Ouattara pense à tort que les bulletins du quartier d'Abobo, un de ses fiefs, ont été confisqués par Gbagbo qui, lui, convoque Choi pour obtenir la démission de membres de son staff qui, prétend-il, auraient manifesté une préférence pour l'autre camp. La tendance du vote peut être estimée à travers les postures de chacun. Sûr de sa victoire, le camp Ouattara reste assez silencieux alors qu'il est la cible d'attaques dans l'ouest. Celui de Gbagbo commence à crier au vol en arguant que le nord n'a pu voter à 95 % pour Ouattara comme cela commence à être dit. Ce qui est nettement plus contrariant pour lui est le report de voix, presque parfait, entre Bédié et Ouattara qui fait ainsi un bond de 15 % à 80,3 % dans la région des Grands Lacs, fief historique des Baoulés. Or Gbagbo, son entourage et la plupart des observateurs n'y croyaient pas. Le camp présidentiel de plus a tout fait pour s'en assurer en essayant de corrompre les cadres du PDCI. D'aucuns d'affirmer même que, par des bourrages d'urnes au premier tour, Gbagbo s'était assuré de placer le chef du RDR en deuxième position, la probabilité d'un vote du nord en la faveur de Bédié ayant été jugée trop forte. Avec Ouattara, déclarait-il lui-même, « ce sera sans doute plus facile »^{CCCLXV}. Il confirme ainsi sa vision dépassée du pays, lui qui n'a pas saisi que dix ans de crise, l'explosion médiatique, un mois de campagne électorale ont convaincu les électeurs de se prononcer sur d'autres critères que l'origine ethnique. Gbagbo espérait que le peuple vote contre Ouattara parce qu'il est musulman, il a voté contre le président à cause de ses échecs au pouvoir.

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, Ouattara et Bédié ont de telles craintes pour leur sécurité qu'ils se réfugient avec leurs familles au *Golf Hotel*, sous protection de l'ONU. Licorne se doit d'anticiper tous les scénarii. « Gbagbo, annonce le général Palasset lors de son point de situation du 30, sait qu'il va perdre, il se prépare donc à utiliser tous les recours possibles. Il espère aussi un mouvement de rue »^{CCCLXVI}. Licorne s'adapte en conséquence: moins de patrouilles et toujours avec l'appui de l'hélicoptère Fennec, le seul à survoler la ville car sans arme et de couleur grise². « Le général Palasset, relate le capitaine Pierre-Erwan G. du 16^e BC, nous a demandé d'avoir en permanence six heures d'avance pour pouvoir anticiper un mauvais coup de Gbagbo. Il voulait aussi que nous ne

commettions aucune faute, la moindre serait immédiatement exploitée. “Nous sommes, disait-il, au royaume de l’irrationnel et du jusqu’au-boutisme”. »^{CCCLXVII}

La commission électorale indépendante, pressée de toutes parts, repousse sans cesse la publication des premiers résultats. Il est vrai que les forces de sécurité ivoiriennes augmentent ostensiblement leur présence autour de ses locaux et même de la résidence personnelle de son président. Quand, dans la journée du 30, son porte-parole s’avise de faire lecture des premières estimations devant les caméras de télévision, il se fait voler sa fiche par deux des représentants de Gbagbo qui hurlent que celles-ci n’ont pas été consolidées. Scène grotesque, d’un mauvais Boulevard, et qui facilite la tâche de la communauté internationale. « Si Gbagbo l’avait emporté en truquant finement, explique Stéphane Gompertz, alors directeur Afrique au Quai, nous aurions été bien embarrassés, car obligés de composer avec. Mais en trichant si ouvertement, il nous a facilité la tâche: il était aisé pour nous de dénoncer son comportement à la communauté internationale »^{CCCLXVIII}.

La CEI devient le nouveau centre du monde. Selon la loi ivoirienne en effet, si elle ne se prononce pas dans les trois jours suivant le vote, il revient au Conseil constitutionnel d’annoncer la sentence des urnes. Or l’institution est notoirement sous la coupe de Gbagbo³. Une rumeur part, affirmant que Ouattara va proclamer lui-même les résultats, obligeant le représentant spécial de l’ONU à se précipiter au *Golf Hotel* pour vérifier qu’il n’en est rien. Le corps diplomatique tente aussi de convaincre Gbagbo de reconnaître sa défaite, mais le Français Simon et l’Américain Carter III, qui en assurent le leadership naturel, échouent, à l’instar de leurs chancelleries respectives, ainsi que de Ban Ki-moon : le président s’est muré dans un silence qui ressemble fort à l’aveu de sa défaite. Choi ne parvient ainsi à le rencontrer que le soir du 1^{er} décembre. Entre-temps, il a reçu deux fois confirmation de l’estimation du 28 novembre : le 30, sur la base des bordereaux envoyés par les 19 délégués de l’ONUCI dans chacune des régions, Ouattara était vainqueur à 54,22 %; puis, le 1^{er} décembre même, après examen des 20 073 bordereaux des bureaux de vote parvenus à Abidjan, dépouillés par les 120 inspecteurs de l’ONUCI, à 54,06 %.

Durant l’entretien avec le Coréen, Gbagbo brosse ce qui sera sa ligne jusqu’au bout : la fraude qu’il pense massive dans le nord doit empêcher la validation du scrutin. Son clan invoque des obstructions, or il y a eu 81 %

de participation. Il parle aussi de violences, or elles ont été plus nombreuses dans l'ouest qui leur est favorable. En conclusion, il réclame l'invalidation de 600 000 voix, toutes dans le nord – ce qui serait illégal puisque le Conseil constitutionnel ne peut normalement que valider ou invalider l'ensemble du scrutin. « On en appelle à la loi, confient ainsi des proches de Gbagbo à l'attaché de défense français, mais nous-mêmes nous ne la respectons pas ! »^{CCCLXIX}.

La méthode est somme toute assez puérile. 600 000 voix, c'est à peu près l'écart entre les deux candidats. Pour que Gbagbo l'emporte, il suffit de fait de les annuler ! Que des fraudes aient eu lieu dans le nord, en dépit du contrôle des forces internationales, est vraisemblable. Mais les partisans du président oublient bien sûr d'évoquer celles qui, tout aussi vraisemblablement, ont émaillé le scrutin dans le sud. Ils ne disent mot non plus sur les dizaines de milliers d'électeurs qui n'ont pas eu le droit de s'inscrire dans le nord et qui auraient renforcé la victoire de Ouattara. Ils oublient enfin que, même à Abidjan, fief de Gbagbo, le score a été très serré.

Le personnage central des élections est désormais le représentant spécial de l'ONU puisque de sa certification dépend leur devenir. Or Choi n'a pas le moindre doute sur la victoire de Ouattara. Devant Gbagbo, il agite le risque de centaines de morts, d'une traduction devant la CPI. Sa détermination ravit les chancelleries occidentales autant, à vrai dire, qu'elle les étonne car il ne les avait pas jusqu'alors impressionnées par sa capacité à se dresser face aux décisions de Gbagbo. Elle a cependant des limites. Toujours le 1^{er} décembre, à 23 h 30, le président de la CEI annonce que « la commission continue de travailler ». Selon la loi ivoirienne, il ne lui resterait qu'une demi-heure pour annoncer les résultats. Mais minuit passe. Aucune déclaration. La Côte d'Ivoire est officiellement en crise.

« Confiscation du pouvoir », crient les pro-Ouattara ; « usurpation du pouvoir »^{CCCLXX}, répliquent les pro-Gbagbo. Dans la nuit du 1^{er} au 2, un bureau de Ouattara est attaqué à Yopougon en plein couvre-feu: 8 morts et une quinzaine de blessés. À Bouaké, des manifestations de jeunes réclament la proclamation des résultats. Paris et Washington souhaiteraient plus de mordant de la part de Choi qui se limite à menacer le président du Conseil constitutionnel, Paul Yao N'Dré, des mêmes sanctions que Gbagbo au cas où il s'aventurerait à proclamer le contraire de la réalité. Des années d'efforts, de compromis risquent d'être réduites à néant. La communauté

internationale en sera ridiculisée et toute prochaine élection en Afrique menacée d'un oukase.

À la télévision ivoirienne, un bandeau déroulant annonce une déclaration très prochaine de la Cour constitutionnelle ; elle va proclamer Gbagbo vainqueur, personne n'en doute. Il faut faire vite. L'Élysée enrage, mais il peut compter sur son ambassadeur pour refuser l'inéluctable. Rester passif serait être complice d'un putsch électoral. Jean-Marc Simon accourt au *Golf Hotel* pour retrouver Guillaume Soro qui vient d'y prendre ses quartiers, lui qui a logiquement rallié Ouattara :

« Où en sont-ils ? lui demande-t-il.

– Bakayoko s'est réfugié ici ! lui apprend le Premier ministre.

– Et alors ?

– Il paraît qu'il a tous les résultats, mais il ne veut pas les donner. »

L'ambassadeur monte aussitôt à l'étage et tape à la porte du président de la CEI qui ne lui ouvre que très précautionneusement.

« Oui, reconnaît Bakayoko, j'ai tous les résultats avec moi. Ils ont été consolidés dans toutes les régions, approuvés par les représentants de chaque parti politique. Mais le FPI refuse leur proclamation. Nos locaux sont occupés par l'armée, des sbires de Gbagbo sont venus jusque chez moi... »

En insistant, Simon obtient lecture des résultats qui confirment la large victoire de Ouattara.

« Il ne faut plus perdre un instant ! lâche-t-il. Il faut les rendre publics sur-le-champ !

– Je crains pour ma sécurité...

– Je m'en porte garant ! »^{CCCLXXI}, réplique l'ambassadeur sans hésiter.

Pourtant c'est la France qu'il engage avec lui. Elle n'aura pas fait l'élection, mais elle va être accusée d'en avoir chaperonné l'issue. « Dans des cas pareils, souligne Simon, il n'y a pas de temps pour les tergiversations. Je n'allais tout de même pas rentrer à l'ambassade, en aviser Paris et attendre un accord ! » De fait, il obtient peu après l'assurance que Bakayoko pourra être évacué par hélicoptère. Son attitude est louée par toutes les autorités françaises, à l'instar de Stéphane Gompertz, qui y voit la quintessence du titre d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire : « le geste se justifiait car il fallait à tout prix éviter une guerre civile »^{CCCLXXII}. Le risque en est élevé. Selon les sources du colonel Héry, attaché de défense à Abidjan, un coup de force a été planifié entre les deux tours en cas de

défaite du président. Aux ordres d'un dur du régime, le général Dogbo Blé, la garde républicaine pourrait se déverser dans les rues en proclamant Gbagbo vainqueur à 51 % si la gendarmerie offre son concours^{CCCLXXIII}.

Reste à déterminer le lieu de la proclamation, des plus symboliques. *A priori*, le *Golf Hotel* est déconseillé puisqu'il est occupé historiquement par les opposants de Gbagbo. Qui mieux que l'ONU, incarnation du droit international, à l'impartialité qui a même pu être interprétée ces dernières années, *volens nolens*, comme un parti-pris pro-Gbagbo, pourrait en assumer la responsabilité ? Mais Choi s'y oppose catégoriquement. Le tampon ONU serait selon lui exploité par les perdants comme une preuve de collusion. Et de riposter même en suggérant aux diplomates présents d'organiser la proclamation dans leurs propres locaux ! Ce qui serait évidemment pire encore. De retour auprès de Soro, Simon est bien obligé de faire avec le *Golf Hotel*. Bakayoko est mandé, puis en s'esquivant avec son homologue américain, l'ambassadeur français lance à la presse qui est sur le point de remballer ses caméras pour se rendre à la Cour constitutionnelle : « C'est ici que ça va se passer, vous devriez rester ! » tout en lui demandant de ne pas le filmer. Et à 16 h 30, Bakayoko proclame Ouattara vainqueur.

« Chapeau ! » lance Jean-David Levitte à l'Élysée à l'adresse de Simon. Le soir même, le président du Conseil constitutionnel contreattaque en déclarant la décision de la commission électorale nulle et non avenue. « Ceux qui s'amusent sur les chaînes étrangères, dit-il, à annoncer un vainqueur jouent un jeu dangereux »^{CCCLXXIV}. Et le lendemain, en dépit des appels de Nicolas Sarkozy et de la Maison-Blanche, il proclame Gbagbo vainqueur après invalidation de 10 % des votes, soit sept départements du nord. Il n'y a pas que l'ONU et la France pour s'en offusquer. L'Union européenne, qui a dépêché une mission importante pour surveiller les élections, explique qu'elle-même « n'avait pas relevé d'irrégularités majeures susceptibles de remettre en cause les résultats annoncés par la CEI » et qualifie la décision du Conseil constitutionnel de « hautement contestable à quatre niveaux »⁴.

La Côte d'Ivoire menace de basculer dans un scénario à la zimbabwéenne ou à la kenyane, avec un président conservant le pouvoir au prix modeste d'un partage symbolique avec l'opposition. Seule une décision courageuse peut l'en empêcher et le représentant spécial de l'ONU ose la prendre. Seulement deux heures après la déclaration du président du

Conseil constitutionnel, Choi certifie les résultats de la CEI. « À l'Élysée, témoigne l'un des conseillers du président de la République, nous n'étions vraiment pas sûrs qu'il ait le cran d'aller jusqu'au bout »^{CCCLXXV}. Les partisans de Gbagbo crient à la forfaiture : Choi ne pourrait avaliser la décision de la CEI car elle s'est prononcée hors délais et après une délibération à leurs yeux non conforme. Mais le Coréen a d'abord vérifié les cinq critères exigés par la résolution de l'ONU⁵. Puis, contrairement aux protestations du camp adverse, il a estimé que Bakayoko n'avait pas à demander un vote pour se prononcer au nom de la commission, ensuite que les textes donnaient à celui-ci trois jours uniquement pour transmettre les bordereaux au Conseil constitutionnel, pas pour se prononcer. Mais surtout, et de manière capitale, Choi croit devoir rester au-dessus de la mêlée politique ivoirienne. Conforté par la mission de l'Union européenne et les nombreuses ONG, comme la fondation Carter, qui ont assisté au vote, il ne fonde son jugement que sur le dépouillement des 20 000 bureaux que, désormais, ses services ont pu intégralement collecter, et qui, même en invalidant uniquement les bureaux où auraient eu lieu les fraudes dénoncées par les pro-Gbagbo, et pas tous les départements où ils se situent, Ouattara resterait vainqueur. Ce ne sont donc pas en eux-mêmes les résultats de la CEI que Choi a certifiés, mais les propres calculs de l'ONUCI qui recourent ceux de la commission⁶.

Le pays vit alors un schisme. D'un côté, la Côte d'Ivoire de Gbagbo, celle de l'illégitimité, mais du pouvoir. De l'autre, celle de Ouattara, de la légitimité, mais de l'impuissance. Le président battu fait comme s'il l'avait emporté et cloue au pilori tous ceux qu'il accuse de complicité avec l'autre camp. Ainsi les chaînes d'information françaises sont-elles coupées dès le 2 décembre pour avoir relayé la déclaration de la CEI. Le nom d'une journaliste est balancé sur les ondes, l'obligeant à se cacher et finalement à rentrer en France. Une histoire grotesque est également montée en épingle dans le but de prouver la duplicité de l'ambassadeur Simon, érigé en cerveau de la machination onusienne. Le 1^{er} décembre, l'Élysée avait en effet publié un communiqué pour inciter la CEI à proclamer des résultats avant l'heure fatidique de minuit. Le conseiller diplomatique du président de la République Jean-David Levitte demanda en fin de journée à l'ambassadeur de le faire porter au principal intéressé pour s'assurer qu'il en avait pris connaissance. Présent dans le bureau de Jean-Marc Simon à cet instant, le patron de Licorne, qui ignorait le contenu du pli, proposa de

confier la besogne à l'une de ses patrouilles. L'ambassadeur admet en 2013 avoir commis une erreur en acceptant l'offre par commodité. Car les messagers ont été interceptés par des éléments pro-Gbagbo et le texte, qui rappelait seulement que « la volonté du peuple ivoirien doit être pleinement respectée »⁷, a été insidieusement déformé par les conseillers de Gbagbo en une lettre personnelle du président de la République à Bakayoko. Du pain béni pour le procès d'intention qui est immédiatement ouvert contre la France, accusée d'avoir tout manigancé depuis le début avec un alibi protéiforme où s'agglomèrent l'amitié de Sarkozy pour Ouattara, sa détestation de Gbagbo, les intérêts économiques de la France, etc. Soit la bonne vieille recette gbagboïste: comme en 2002, comme en 2004, comme en 2006, à chaque fois qu'il est pris la main dans le sac, l'ex-président se hâte de désigner la France – et l'ONU depuis 2003 – pour boucs émissaires en faisant croire que la Côte d'Ivoire lui serait indispensable, surtout sur le plan commercial, quand, en 2010, celle-ci ne se situe qu'au 39^e rang des pays avec lesquels la France réalise un excédent commercial, qu'au 4^e de ses partenaires commerciaux en Afrique subsaharienne derrière le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola, trois pays non francophones...

Gbagbo était si sûr de gagner ! Il lui reste à présent l'avantage incontestable de disposer des manettes du pouvoir : l'administration, l'armée, les télécommunications sont à sa guise. En face, Ouattara ne règne que sur la dizaine d'hectares du *Golf Hotel* et ses partisans en sont réduits à coordonner leurs actions à l'aide de SMS. L'ONU, l'Union européenne et la France l'appuient au diapason. Le 3 décembre, Nicolas Sarkozy félicite ainsi « le président élu », puis le lendemain, il se décide à appeler Gbagbo à bord d'« Air Sarko One », l'A330 récemment modifié à son intention, et qui l'emmène vers un sommet en Pologne. Comme d'habitude, Jean-David Levitte est assis à ses côtés : « Le président de la République a dit à Gbagbo : “Je n'ai rien de personnel contre vous, mais il faut que vous partiez. Il est très important que vous connaissiez notre position. Si vous partez sans faire de difficultés, je suis sûr que la communauté internationale veillera à vous réserver un statut privilégié, avec des ressources convenables et une sécurité assurée”. C'est exactement ce que nous offrirons ensuite à Kadhafi »^{CCCLXXVI}. En raccrochant, Nicolas Sarkozy fait comprendre par un souffle à son conseiller qu'il n'y a rien à espérer de Gbagbo. « La démarche de toute façon était à faire, souligne Levitte. Il fallait s'assurer que tout avait été tenté avant l'escalade ». L'offre sera

représentée à Gbagbo, par d'autres voies, assortie de l'assurance de l'absence de poursuites juridiques, mais sans plus de succès. Le même langage, presque au mot près, est tenu simultanément par Obama qui fait parvenir une lettre à Gbagbo pour le mettre en garde contre un « isolement accru » et « les conséquences de [ses] actes injustes » tout en l'invitant à Washington, au cas où il s'inclinerait, pour envisager avec lui son avenir. Au nom du FMI enfin, Dominique Strauss-Kahn déclare que l'institution ne travaillera plus avec l'actuel gouvernement.

Jouant l'indifférent, le 4 décembre, à 13 h 30, Gbagbo se fait investir président de la République. Ne sont présents que des représentants de l'Angola, de l'Afrique du Sud et du Liban. Le vieil ami Guy Labertit est là aussi, mais, ainsi que le constate le *New York Times*, la salle est pleine de « fonctionnaires d'État, de chefs traditionnels en tenue de cérémonie et avec la volonté de montrer qu'il peut toujours compter sur la loyauté des militaires, de soldats lourdement armés »^{CCCLXXVII}. Le même jour, en matinée, Ouattara a envoyé une lettre au président du Conseil constitutionnel pour prêter serment lui aussi. Il fait donc sa première déclaration de président à 16 h 30, aux côtés de Guillaume Soro devenu son Premier ministre. Son intention est bien de prendre possession du palais présidentiel puisque, annonce son porte-parole, « un chef d'État ne travaille pas dans la rue ». « Comment passera-t-il les troupes gardant la porte, se demande le *New York Times*, cela n'est pas encore clair... »^{CCCLXXVIII}.

Les Français ont leur petite idée. L'ambassadeur Simon se rend en effet tous les jours au *Golf Hotel* rencontrer soit le président élu, soit son directeur de cabinet, soit Soro. « Je sentais Ouattara confiant, relate-t-il. Il estimait que Gbagbo allait finir par céder de toute façon »^{CCCLXXIX}. Mais il n'indique pas comment il compte acculer son adversaire. « Dès le dimanche suivant le second tour, ajoute l'ambassadeur, on a pensé qu'il serait bon qu'il s'installe à Yamoussoukro. Mais c'était très difficile en raison de la présence de la garde républi-caine. Il fallait en particulier s'assurer la possession de l'aéroport ». Un plan est rapidement ébauché par Soro : les Forces nouvelles descendraient du nord par l'ouest, secteur jugé le plus facile, puis rebiqueraient vers la capitale en transversale. Seul inconvénient, mais de taille : « Ils se sont vite rendu compte, explique Simon, que leur puissance militaire était vraiment faible. Leur armement en particulier était totalement dérisoire ». De toute façon, prince de ce qui est vite appelé la « République du Golf », Ouattara, qui tient le 6 décembre son premier

Conseil des ministres sous une tente, refuse le recours à la force pour faire respecter le vote des Ivoiriens. « Il ne voulait pas payer le prix du sang », décrit le général Palasset. Serait-il apte à mobiliser dès à présent les forces suffisantes, lui qui porte les espoirs du nord sans en être pour autant l'incontestable leader ? Le ralliement de Guillaume Soro lui est en cela précieux, l'ancien chef politique de la rébellion n'ayant que peu terni son image auprès des Comzones en acceptant de devenir le Premier ministre de Gbagbo. « Soro avait encore beaucoup d'ascendant sur eux, témoigne l'ambassadeur Simon. Son charisme faisait la différence, et puis ses excellentes relations avec le Burkina étaient notoires... »

Le schisme ivoirien se cristallise donc avec deux présidents, deux administrations, deux armées, qui retrouvent leur autonomie d'avant 2005. À l'intersection, des personnalités hésitent, ou sont cataloguées hésitantes. « Que dois-je faire ? confie par exemple une haute autorité militaire au Comanfor. Je suis général, nous avons une Constitution, semblable à celle de la France, donc je dois rester loyal au président en place »^{CCCLXXX}. Le général Palasset ne lui en porte pas grief, lui-même se demandant ce qu'il ferait en pareille situation. Toutefois, il n'hésite pas à manier la menace : « Je leur disais : faites attention, il y a déjà eu le Rwanda ; la communauté internationale ne restera pas passive, vous encourez tous une comparution au TPI ». La DGSE en approche également certains pour leur vanter les mérites d'un ralliement, mais la plus belle prise de guerre pour Ouattara serait indéniablement le CEMA, Philippe Mangou, qui est annoncé à quelques reprises comme ayant basculé en sa faveur^{CCCLXXXI}. L'attaché de défense français, le colonel Héry, qui le connaît depuis 2002 se rend chez lui, sur ordre, pour un entretien particulier au goût de solde de tout compte : « il n'est jamais trop tard pour faire machine arrière, lui explique-t-il. Si vous le décidez, sachez que nous pouvons assurer la protection de votre épouse⁸. Sinon, vous savez ce qu'il va se passer, combien vos actes sont illégaux et comment nous finirons par intervenir »^{CCCLXXXII}. Mangou affirme avoir compris le message. Mais le colonel l'a à peine quitté qu'il s'empresse de tout rapporter à Gbagbo. Et la simple discussion entre officiers supérieurs devient donc dans la presse une tentative de débauchage, Mangou déclarant qu'il lui aurait été demandé de placer l'armée ivoirienne sous le commandement de Ouattara. « Je n'ai pas pu lui proposer ce genre de marchés, explique Héry. Mon accréditation aurait immédiatement été retirée par le gouvernement ivoirien ». Prudent, le

CEMA ivoirien continuera jusqu'à fin mars à se ménager la bienveillance des deux camps en conservant sa place auprès de Gbagbo tout en entretenant le contact avec Licorne.

Passés les soubresauts de la certification de Choi, la France revient à sa posture de retrait puisque la cause des troubles n'est encore que nationale. Le général Palasset réitère ses consignes de discrétion dans les patrouilles qui se doivent toutefois de perdurer afin de rassurer les ressortissants français. Jusqu'aux élections, celles-ci se faisaient en P4, pistolet à la ceinture, Famas dans le dos, principalement autour de Port-Bouët avec un détour par l'aéroport. Désormais, elles s'étendent à toute la zone 4. De plus, les Jordaniens de l'ONUCI se joignent chaque jour à deux d'entre elles, ce qui les porte à un total quotidien d'une dizaine. Les quartiers de Yopougon, Abobo et de la Riviera demeurent proscrits et si Licorne pousse au nord des ponts, c'est très discrètement, en voitures banalisées.

« Notre préoccupation première, note le colonel Hintzy, patron du Batlic, était de ne surtout pas être l'étincelle qui embraserait la situation. Tout était fait pour pouvoir ensuite nous accuser d'avoir tout déclenché et nous instrumentaliser. Nous devons rappeler en permanence aux hommes les règles d'engagement afin que le feu ne soit vraiment ouvert qu'en dernière extrémité et en cas de légitime défense »^{CCCLXXXIII}. Entre le régime ivoirien et Licorne, c'est dorénavant le jeu de la barbichette, le premier qui répondra aux provocations aura perdu. L'ambiance a déjà commencé à se détériorer. Lors de ce qui apparaît *a priori* comme un accident banal de la circulation sur le boulevard Valéry-Giscard d'Estaing, une patrouille, emmenée par le lieutenant H. du 12^e cuirassiers, se retrouve ainsi subitement encerclée par quelques centaines d'individus véhéments. Surtout, elle remarque la présence de nombreux appareils photos, ainsi que de caméras aux balcons des immeubles environnants : cela sent fort le traquenard. À Port-Bouët, la section de QRF⁹ est mise en alerte, gendarmes et cuirassiers laissent tourner leurs moteurs pour pouvoir jaillir hors du camp à la demande du général Palasset qui, dans le même temps, intervient auprès des autorités ivoiriennes. Guidé à la radio par son commandant d'escadron, H. tient bien ses hommes qui parviennent à s'extirper en gardant leur sang-froid face à la foule vociférante. L'alerte franchit donc encore un nouveau cran à Port-Bouët le 7 décembre: désormais le port du gilet pare-balles est obligatoire. Des chasseurs tombent peu après en patrouille face à un individu qui, à moins de cinq mètres, les met en joue et

ôte la sécurité de son arme. « Un poker menteur s’installe alors, relate le capitaine Pierre-Erwan G. Il faut faire comprendre à celui qui est en face qu’il réussira peut-être à tirer, mais qu’après, la riposte risquera d’être fatale pour lui et les siens. »^{CCCLXXXIV}

Pour limiter les risques de dérapage, Hintzy décide que les exercices tactiques destinés à entretenir la préparation et la réactivité du Batlic seront dorénavant menés à l’intérieur même du camp, il est vrai très étendu, et où les sapeurs du 13^e génie accomplissent un travail colossal en achevant le *no man’s land* tout autour, en doublant les lignes de barbelés, en renforçant les postes de garde et les « bisons », ces tours de guet¹⁰ constituées d’un empilage de conteneurs. Licorne fait aussi beaucoup plus attention aux rumeurs. Quand elle apprend que le défi a été donné dans les quartiers d’incendier un de ses véhicules, elle les équipe tous d’extincteurs. Quand c’est un vol de radio, ou d’armes, qui est suggéré, elle fait mousqueter tout ce qui peut être arraché d’une P4 ou d’un VBL. Court enfin le bruit qu’un soldat de Licorne pourrait être pris en otage : tout homme partant en patrouille est désormais équipé de grenades de désenclerclement et de grenades lacrymogènes. Les capitaines prennent aussi des mesures de précaution. Des grillages sont aménagés sur les vitres des véhicules. Robin G. demande une dotation supplémentaire d’armes non létales afin que chacun d’entre eux parte désormais avec ses propres caisses. « Cela n’a pas été simple, explique-t-il, car ce n’est pas dans la mentalité de la cavalerie – ces armes sont plutôt celles de l’infanterie – mais nous, les cavaliers, nous sommes finalement plus souvent dehors que dedans ! »^{CCCLXXXV}. Les capitaines mettent encore plus l’accent sur les entraînements, en étudiant tous les cas envisageables, comme la panne d’un véhicule, mais aussi celle de l’engin qui viendrait à sa rescousse. Ne jamais être pris au dépourvu. C’est l’obsession commune à tout le personnel de Licorne.

À la tête du bureau opérations, le lieutenant-colonel Régis A. est le chef d’orchestre de tous les mouvements du Batlic. À lui d’adapter les patrouilles au contexte, ensuite de suivre leur conduite dans Abidjan. À cette fin, la NEB¹¹ permet de connaître en permanence la position des véhicules sur une carte numérique. Toutefois, son fonctionnement en zone urbaine n’étant pas encore optimal, la bonne vieille radio est le plus souvent utilisée en complément.

Les semaines suivant le second tour s’avèrent ardues pour Licorne, confinée le plus souvent dans Port-Bouët. Mais pour combien de temps

encore ? « Peu après le second tour, relate le CEMA, l'amiral Guillaud, j'ai acquis la conviction que ça allait mal tourner et que d'une façon ou d'une autre, nous serions obligés d'intervenir. J'en ai plusieurs fois discuté avec l'amiral Rogel et le général Castres¹² »^{CCCLXXXVI}. Les plans préparés par Licorne en 2010 le prouvent, une intervention n'était nullement envisagée quelques semaines plus tôt encore. Le lieutenant-colonel Régis A. a pu le constater lors de son voyage préliminaire en août aux côtés du colonel Hintzy. Son prédécesseur, le lieutenant-colonel Ludovic P., ne lui a présenté pour action offensive que la prise de l'aéroport. « L'ambiance était plutôt à l'optimisme, commente Régis A. La tenue des élections paraissait une certitude et il y avait de bonnes chances qu'elles se déroulent bien »^{CCCLXXXVII}. Le général Palasset partage le sentiment de ses supérieurs : « avec le général Castres [chef du CPCO], relate-t-il, nous savions que nous devrions intervenir de manière inéluctable. Mais nous avons aussi l'intime conviction que nous ne devons le faire que le plus tard possible afin que personne ne puisse contester nos intentions. Il fallait que, aux yeux de tous, nous apparaissions comme la solution ultime en sachant que nous n'aurions pas droit à l'échec car personne ne nous le pardonnerait »^{CCCLXXXVIII}. Des consignes très nettes sont donc distribuées à Port-Bouët pour maintenir un niveau optimal de préparation. « Il faut nous entraîner et anticiper toutes les situations, expose le Comanfor à son point de situation du 3 décembre, afin que le jour J, nous n'ayons plus qu'à gicler car il faudra agir le plus rapidement possible »^{CCCLXXXIX}. À cette fin, Licorne 2010 a un immense avantage sur ses prédécesseurs en temps de crise : les autorités françaises sont à l'unisson. Fini le temps des tergiversations autour des légitimités respectives de Gbagbo, des rebelles ou de tout autre intervenant. La ligne est désormais claire : c'est Ouattara toute. Et elle est expressément dictée par le chef de l'État : « Nous ne céderons pas, tonne Nicolas Sarkozy à l'Élysée, car quelle crédibilité aurait l'ONU à l'avenir si les seules élections organisées dans les règles de l'art, avec un déploiement sans précédent d'observateurs et la présence de milliers d'hommes de l'ONUCI, étaient balayées d'un revers de main ? Cela créerait un précédent des plus néfastes »^{CCCXC}. Deux de ses principaux conseillers, sans doute les plus écoutés vu leurs carrières respectives, mais aussi en raison de la nature des dossiers qu'ils traitent et avec lesquels Nicolas Sarkozy est le moins coutumier, vont donc piloter la crise côté français, obligeant à la convergence les administrations respectives dont ils sont issus. D'un côté,

Jean-David Levitte, en charge de la diplomatie ; de l'autre, le général Benoît Puga, chef d'État-Major particulier. Même s'ils n'ont pas d'autorité directe sur elles, les Affaires étrangères et les Armées suivront leurs orientations frappées du label élyséen. D'emblée, ils convergent. « Nous avons expliqué au président de la République, détaille Jean-David Levitte, qu'il ne fallait pas employer tout de suite la force, mais essayer toutes les voies diplomatiques, puis les sanctions, pour conduire Gbagbo à l'échec. Seulement s'il s'obstinait, nous recourrions à la force. Il nous a suivis ». De fait, c'est bien le discours que Nicolas Sarkozy tient au chef d'État-Major des Armées. « Le président de la République a été catégorique dès le début, relate l'amiral Guillaud : "Il n'est pas question pour nous d'intervenir. Il y a un problème de légalité en ce qui nous concerne. Sauf si nos ressortissants sont pris pour cibles, nous n'interviendrons pas sans mandat de la communauté internationale" »^{CCCXCI}.

Au duo Levitte-Puga de suivre le dossier au jour le jour, le président de la République se contentant de se renseigner à des moments clés pour prendre ses décisions C'est ainsi que, régulièrement, se réunit dans l'un ou l'autre de leurs bureaux de la rue de l'Élysée un petit comité rassemblant les directeurs Afrique et Mondialisation au Quai d'Orsay, le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, le directeur de la stratégie de la DGSE, Rémi Maréchaux, qui est un ancien collaborateur de Levitte. « Cela fonctionnait particulièrement bien, note Stéphane Gompertz, car nous nous connaissions tous – nous nous tutoyions par exemple »^{CCCXCII}. Au téléphone, l'ambassadeur Jean-Marc Simon fait un point renseigné de la situation, en symbiose avec la DGSE, ce qui est loin d'être toujours le cas dans un pays en crise. Jean-David Levitte le connaît bien pour avoir été sous-directeur Afrique de l'Ouest quand il était numéro 2 au Tchad lors de la guerre contre Kadhafi. Et il ne tarit pas d'éloges à son sujet : « Il a joué un rôle essentiel à Abidjan en nous renseignant parfaitement sur la situation, en faisant preuve aussi d'une constance et d'une solidité à toute épreuve »^{CCCXCIII}.

Première étape de la stratégie anti-Gbagbo: la reconnaissance internationale de la victoire de Ouattara. Le 7 décembre, la CEDEAO, emmenée par une présidence nigériane très offensive¹³, dit son soutien au président élu. Le 9, emboîtant le pas à l'instance sous-régionale, l'Union africaine suspend la Côte d'Ivoire de toute participation à ses instances alors que, c'est symbolique, elle réintègre dans le même temps la Guinée,

mise au ban depuis deux ans, et qui vient d'élire un nouveau président, Alpha Condé. C'est finalement l'ONU qui tergi-verse le plus. Le même jour, après cinq heures de débat à huis clos, la Russie fait capoter un projet de résolution qui ne faisait que reprendre la déclaration de Choi dont elle avait pourtant voté le mandat. Moscou craindrait en fait une reproduction du scénario ivoirien en Ukraine. Pour faire bonne mesure, le secrétaire général Ban Ki-moon enchaîne donc dans la semaine trois déclarations favorables à Ouattara tandis que, à Abidjan, Young-Jin Choi ne lâche rien : « Un seul candidat a remporté l'élection avec une nette avance, déclare-t-il. Même si toutes les plaintes du camp présidentiel étaient prises en compte, les résultats ne changeraient pas et le candidat Ouattara resterait le vainqueur de l'élection »^{CCCXCIV}. Le silence du Conseil de sécurité devient cependant intenable quand le président de l'Union africaine, le Malawite Bingu wa Mutharika, appelle Gbagbo à partir. Dans la foulée, l'ONU reconnaît donc enfin Ouattara vainqueur et brandit la menace de sanctions. Gbagbo ne se démonte pas. Le 7 décembre, il a livré son gouvernement, faisant la part belle aux durs du régime derrière le Premier ministre, Gilbert-Marie N'Gbo Aké, un économiste. Blé Goudé s'y voit récompenser de ses nombreuses efforts puisqu'il hérite du portefeuille de la Jeunesse dont il se présente depuis toujours comme le « général ». Aux Affaires étrangères, apparaît le conseiller diplomatique de Gbagbo, Alcide Djédjé, qui, le 3, n'a pas hésité à menacer Choi d'expulsion s'il ne se taisait pas... L'économie échoira bientôt à Marcel Gossio, directeur du port autonome d'Abidjan, ce qui permettra à Gbagbo de confondre un peu plus les revenus du cacao avec les finances de son clan. Le 13 décembre, tout à sa certitude d'être le seul président légitime, il envoie les forces de sécurité cerner le *Golf Hotel* avec mitrailleuses lourdes et lance-roquettes. La veille, ce sont pourtant Paris et Washington que son ministre des Affaires étrangères avait osé accuser publiquement de « privilégier une opération hors-laloi » dans le but d'« éjecter le président Laurent Gbagbo »^{CCCXCV}.

Le régime bénéficie encore de relais actifs en France. Il y a les opposants au gouvernement de droite qui campent une attitude volon-tiers moralisatrice. « La France ne doit pas être en première ligne dans cette affaire-là, déclare Pierre Moscovici, parce que nous ne sommes plus dans la Françafrique ». Et il y a les compagnons de route de Gbagbo qui, refusant de renier leur amitié, probablement de bonne foi, mal informés qu'ils sont sur la réalité du scrutin, s'improvisent à la fois avocats et procureurs. Même

écarté des relations internationales du Parti socialiste, Guy Labertit, qui qualifie Gbagbo de « démocrate », n'évoque rien de moins qu'une « tentative d'usurpation du pouvoir orchestrée par l'ONU »^{CCCXCVI}. De leur côté, Henri Emmanuelli et François Loncle signent de conserve un communiqué accusant « la majorité des médias français, relayés par un certain nombre de responsables politiques », tous des « donneurs de leçons », d'avoir « entrepris une campagne de suspicion et de dénigrement à sens unique dirigé contre les autorités ivoiriennes »^{CCCXCVII}.

Comme la reconnaissance internationale de la victoire de Ouattara ne suffit pas, l'Élysée prend pour nouvelle initiative d'écrire une lettre à Laurent Gbagbo. Y sont reprises en fait les propositions qui lui ont été soumises par téléphone onze jours plus tôt, lui offrant une porte de sortie honorable. Le président de la République obtient de Goodluck Jonathan, président de la CEDEAO, qu'il fasse de même, mais quand il se tourne vers les États-Unis, l'administration américaine fait ajouter une allusion à d'éventuelles poursuites pénales, ce que la France avait jusqu'alors pris soin d'éviter. Est-ce la raison pour laquelle le président Obama, se rendant compte que la démarche est, dès lors, vouée à l'échec, ne la signe pas lui-même ? Paris en tout cas ne veut pas perdre de temps à attendre qu'il change d'avis ; et il se satisfait donc de la signature de la secrétaire d'État Hillary Clinton. « De toute façon, reconnaît un conseiller à l'Élysée, nous n'y croyions pas beaucoup. Cette lettre était seulement la suite de la dernière conversation du président de la République avec Gbagbo où il n'était pas encore question de pression. Nicolas Sarkozy avait tenté de faire appel à sa conscience de chef d'État, à la trace qu'il allait laisser dans l'Histoire »^{CCCXCVIII}.

Gbagbo de fait ne donne pas suite. Prenant de plus en plus d'assurance, ce n'est pas la France qu'il incrimine en priorité, mais l'ONUCI qui se voit soupçonner de fomenter un coup d'État, et pourquoi pas son assassinat. Les containers de nourriture de l'organisation sont bloqués au port autonome et fouillés, son QG cerné par les forces spéciales du régime car il se dit que celui-ci hébergerait des commandos pro-Ouattara qui gagneraient discrètement Abobo la nuit... Le général Dogbo Blé, patron de la garde républicaine, menace même directement Choi de représailles dans une interview donnée à la presse bleue. Et le matin du 13 décembre, des *checkpoints* prennent possession des deux extrémités de la route menant au *Golf Hotel*. Les Forces nouvelles qui y assurent la sécurité de Soro en font

déguerpir les pro-Gbagbo, mais elles doivent à leur tour se replier à l'arrivée des forces de sécurité. Des centaines d'hommes, bien armés, se font face. Avec un certain courage, Choi se rend lui-même sur place tenter de calmer le jeu, mais il échoue à faire lever le blocus. À son tour, l'ONUCI dope donc sensiblement ses effectifs militaires et policiers autour de l'hôtel.

La crainte est grande d'un embrasement à cause de l'appel lancé par Soro à marcher le 16 décembre sur la RTI et la primature¹⁴. De fait, des milliers de manifestants viennent buter sur les forces de sécurité qui, selon l'AFP, ouvrent le feu les premières^{CCCXCIX}. Des victimes sont à déplorer, ainsi qu'à Tiébissou. Soro maintient son mot d'ordre pour le lendemain. Au ministre Djédjé qui s'en plaint, Choi argue que l'ONUCI n'assurera pas la protection de la manifestation, ce qui lui a d'ailleurs été reproché par le clan Ouattara où certains n'hésitent pas à parler d'« abandon ». Le matin du 17, quand les Forces nouvelles sortent du *Golf*, des échanges violents ont lieu à l'un des *checkpoints*, baptisé Marie-Thérèse¹⁵. Repoussés une nouvelle fois, les pro-Gbagbo reviennent avec l'appui des forces de sécurité, mais ils prennent soin de s'arrêter aux barricades : au-delà, racontera Choi avec l'assurance de celui qui n'a pas eu à affronter la situation, l'ONUCI aurait fait donner ses chars. Ailleurs dans la ville, les manifestants butent sur de nombreux obstacles dressés par les pro-Gbagbo pour leur barrer la route de la RTI. Afin de faire constater la violence dont ils sont victimes, ils conduisent directement leurs blessés à l'hôtel *Sebroko*, QG de l'ONUCI. Au moins 50 morts, 200 blessés et 470 arrestations auraient été recensés. Envisageant une action de vive force pour desserrer l'étau autour du *Golf*, les Casques bleus mettent en place un pont aérien pour le ravitailler et y acheminer les personnalités qui le souhaitent.

Les autorités françaises et internationales tirent une leçon capitale de l'échec cuisant des marches du 17 décembre : Ouattara ne réussira pas à s'imposer avec ses seuls partisans à court et moyen terme. Si elles veulent le respect du verdict des urnes, elles doivent donc réfléchir à lui apporter un soutien, et les conflits les plus récents, l'Irak de 2003 au premier chef, lui enseignent qu'une approche globale, agissant sur les leviers politique, diplomatique, économique, financier et militaire, est beaucoup plus efficace et pérenne que la simple parole donnée aux armes. Le 20 décembre, l'Union européenne dit ainsi préparer une liste d'une vingtaine de noms qui seront frappés d'une interdiction de voyager et du gel de leurs avoirs. « Laurent Gbagbo et son épouse ont leur destin entre leurs mains, annonce Nicolas

Sarkozy. Si avant la fin de la semaine Laurent Gbagbo n'a pas quitté le poste qu'il occupe en violation de la volonté du peuple ivoirien, ils seront nommément sur la liste des sanctions »^{CD}. L'évolution est notable car jusqu'alors Paris cherchait à préserver une sortie honorable au battu. Blé Goudé est le premier à répondre à la salve d'accusations : « le président ivoirien n'est pas un sous-préfet français. Sarkozy doit comprendre qu'il n'a aucun ordre à donner à la Côte-d'Ivoire »^{CDI}. La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU a également menacé de poursuites pénales tous ceux qui s'en prendraient à des civils.

Pour sa part, Gbagbo préfère répliquer en demandant une nouvelle fois le départ de l'ONUCI et de Choi, demande qualifiée de « nulle et sans effet » par Ouattara qui lui réclame au contraire leur maintien. Et c'est donc encore une première : l'ONU décide de rester dans un pays contre l'avis des autorités en place. Or son QG est cerné, une de ses patrouilles encore caillassée à Abidjan, certains de ses bureaux menacés d'investissement par les Jeunes Patriotes dans le reste du pays, enfin des cadres reçoivent la visite d'hommes armés à leur domicile. « La récréation est terminée ! [...], clame même Blé Goudé. Je demande à tous les Ivoiriens de s'apprêter à livrer ce combat, on va libérer totalement notre pays ! »^{CDII}. Choi tient bon, lançant à la cantonade : « J'y suis, j'y reste ! »

L'attitude de l'ONUCI continue toutefois à faire débat. Pour ses partisans, elle peut se targuer de ne pas répondre aux provocations des pro-Gbagbo. Ses détracteurs, eux, rappellent que son mandat a été placé sous le chapitre VII qui l'autorise à recourir à la force. Or les « Escadrons de la Mort » refont leur apparition, la nuit, dans les quartiers pro-Ouattara, en tenues militaires : 50 morts sont déplorées durant le week-end. Les chancelleries occidentales grognent contre Choi, qu'elles jugent insuffisamment coriace, même si elles lui reconnaissent le courage d'avoir certifié les élections. Mais le Coréen se tient imperturbablement à sa ligne : c'est l'honneur des Casques bleus que d'endurer sans répliquer vu les risques de dommages collatéraux. Le plus ferme au sein de l'ONU est finalement son compatriote, le secrétaire général lui-même, qui maintient sans relâche que l'ONUCI continuera coûte que coûte son action. S'il ne brusque pas son représentant spécial, pense-t-on, c'est qu'il lui doit son élection en 2007 et qu'il compte encore sur lui pour être reconduit en juin 2011.

Comme il y semble résolu depuis quelques années, le régime épargne toujours Licorne qui, de toute façon, ne pourrait intervenir, selon les termes de son mandat, qu'à la demande de l'ONUCI. « C'est à la force internationale d'agir, martèle le ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie. Ce n'est pas aux soldats français de s'interposer et ils ne le feront pas »^{CDIII}. Le 17 décembre, l'alerte franchit néanmoins à Port-Bouët un nouveau cran, correspondant cette fois au port du casque obligatoire pendant les patrouilles et l'emploi de véhicules blindés.

Vu l'histoire récente, nul ne peut ignorer vers quel destin le pays marche inéluctablement. La communauté des ambassadeurs s'active, mais de manière désunie. D'un côté, les farouches partisans de la légitimité électorale, emmenés par le Français et l'Américain. De l'autre, ceux qui seraient prêts à transiger avec pour chef de file, le nonce apostolique. « Seule leur importait la paix, décrit Jean-Marc Simon, même si c'était au détriment de la reconnaissance de Ouattara. Or celle-ci n'était pas négociable : on le reconnaissait ou pas ! »^{CDIV}. Le 20 décembre, Gbagbo n'ayant pas répondu à l'ultimatum, les sanctions européennes tombent: interdiction de visas dans les 27 pays pour lui et 18 des siens ; le gel des avoirs est à venir, car il est plus difficile à mettre en place. Le gouvernement français joue un rôle moteur dans la manœuvre. Convaincu qu'une opération militaire serait beaucoup trop hâtive vu l'état des forces de Ouattara et l'influence encore intacte de Gbagbo sur la population, il privilégie la carte des sanctions, mais avec beaucoup de précautions : « Nous devons toujours garder en tête, explique le conseiller Afrique du président de la République, André Parant, que si nous, nous n'avons guère de moyens de pression directs sur Gbagbo, lui avait sous la main des milliers de ressortissants français et nous avons vu en 2004 l'usage qu'il pouvait en faire. Nous marchions donc sur la corde raide »^{CDV}. Pour l'heure, Pascal Affi N'Guessan, leader du FPI, qui fait partie de la liste des sanctionnés, déclare, bravache : « Nous ne sommes pas particulièrement affectés »^{CDVI}. Mais la réaction de l'ex-président, qui apprend de plus la prolongation du mandat de l'ONUCI par le Conseil de sécurité, est symptomatique : isolé par la communauté internationale, à son tour il tente d'isoler Ouattara du reste d'Abidjan en coupant les vivres et les médicaments au *Golf Hotel* qui n'a de stocks que pour quatre jours.

Le gouvernement français ne voulait pas de Gbagbo sur la liste des sanctions, mais l'escalade de violence en a finalement convaincu Nicolas

Sarkozy. Le 22 décembre, simultanément avec Berlin, Paris demande à ses ressortissants de quitter « provisoirement » le pays. L'annonce place ces derniers dans un certain désarroi car, en dehors des habitués des crises précédentes, qui, comme vaccinés au danger, encourent parfois des risques insensés, ils n'ont pas toujours les moyens financiers de s'éloigner de la Côte d'Ivoire. De surcroît, les couples mixtes risquent de se voir refuser le voyage en France. L'ancien officier François Leprieur, rapatrié d'Algérie en 1962, sent le vent venir. Contrarié par l'absence d'anticipation des Français de l'étranger, et lui-même marié à une Ivoirienne, il recommande à tous ses proches et amis en pareil cas de demander comme lui un visa pour la France, dans la perspective d'une évacuation précipitée. Apprenant ensuite que le consulat n'accorde pas de rendez-vous avant un mois, il intervient auprès du consul Alain Sterbik qui prend aussitôt les mesures nécessaires pour que les conjoints soient reçus dans la semaine.

Les fêtes de Noël seront le vrai motif des 1500 départs recensés dans les deux jours suivant la recommandation du gouvernement. Pourtant, les raisons de s'inquiéter s'accroissent. Toujours le 22 décembre, Soro, le plus virulent dans la dénonciation, appelle l'ONU à faire usage de la seule « solution qui reste, celle de la force »: « Nous sommes face à une folie meurtrière et il n'est pas exclu que ce régime qui se sent aux abois, désavoué par la CEDEAO, désavoué par l'Union africaine, désavoué par l'Union européenne et l'ONU, devienne de plus en plus violent et suive la voie suicidaire »^{CDVII}. En face, Gbagbo a beau jeu de se draper dans une posture pacifique: « On veut nous terroriser, mais je ne veux plus que le sang soit versé. Je ne veux plus de guerre qui peut s'étendre aux pays voisins »^{CDVIII}. Jouant les juges de paix, il propose à la télévision la mise en place d'un comité d'évaluation de la crise, avec les représentants des institutions internationales et des plus grandes nations, ainsi que la fin du blocus du *Golf*. Le 23, le couvre-feu est levé et l'un des deux barrages devant l'hôtel ouvert, mais pas longtemps, car la proposition du président déchu fait long feu. De fait, entre le 16 et le 21, l'ONU a recensé 173 « meurtres », 90 cas de tortures et mauvais traitements, 471 arrestations, 24 disparitions. Sur suggestion du Nigéria, son conseil des Droits de l'homme condamne les « atrocités » post-électorales, dont des « enlèvements, disparitions forcées, détentions arbitraires, exécutions sommaires, actes de violence sexuelle, interdiction de réunions pacifiques, assassinats et destructions de propriétés ».

Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle pour Gbagbo. Le 22, l'ONU a reconnu l'ambassadeur désigné par Ouattara, Youssouf Bamba. Puis la Banque mondiale gèle les financements destinés à la Côte d'Ivoire à hauteur de 842 millions de dollars. L'Union européenne pour sa part débloque 5 millions d'euros en faveur des réfugiés : 11 000 Ivoiriens ont fui le pays. Le grand absent du débat est celui dont les Africains espéraient peut-être le plus en raison de ses origines. Comme l'écrit le *New York Times*, celles-ci sont à la fois pour Barak Obama « une bénédiction et une malédiction »^{CDIX}, car les chefs d'État croient qu'il va agir en Africain, quand il sert avant tout les intérêts de son pays. Pour la Côte d'Ivoire, ainsi, sa ligne est proche de celle de Nicolas Sarkozy : c'est aux organisations africaines de régler le problème, pas à Washington. Message reçu : à la demande de sept ministres des finances, et sous le lobbying actif de la France, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)¹⁶ décide de n'autoriser que les représentants nommés par Ouattara à prendre des décisions pour la Côte d'Ivoire, en enjoignant la BCEAO et les banques de l'UEMOA de s'y conformer. En clair : Gbagbo ne peut plus traiter avec ces institutions. Or les Ivoiriens ont pour habitude de payer leurs impôts par chèque via des comptes de la BCEAO qui transfère ensuite au Trésor. Comme les droits de douane dégringolent également en raison du ralentissement des activités commerciales, le régime est condamné à perdre plus de la moitié de ses recettes à partir de janvier. Gbagbo tente de faire bonne figure : « Ce n'est pas la Banque centrale africaine qui paye les salaires des fonctionnaires, clame-t-il. C'est l'argent de la Côte d'Ivoire »^{CDX}. Mais comment va-t-il désormais rémunérer 142 000 fonctionnaires – soit 130 millions de dollars mensuels – ainsi que les militaires – coût : 30 millions de dollars – sans compter les mercenaires^{CDXI}...?

Peu commentée dans la presse, la décision de l'UEMOA et de la BCEAO est sans doute la plus importante depuis la certification de Choi. Elle porte une double signature. Celle tout d'abord de celui qui, côté français est le premier ministre à prendre l'initiative, avant les armées, celui des Finances, l'un des plus « africains » avec les Affaires étrangères et la Défense. La France dispose en effet de multiples leviers d'action économiques et financiers en Afrique. Héritage historique, le Trésor est le gardien des traités de coopération monétaire pour les trois monnaies africaines¹⁷ : il peut accorder des prêts aux banques centrales en difficulté,

mais en contrepartie, ses hauts fonctionnaires siègent au sein de diverses instances financières africaines. Ainsi, comme sous-directeur aux Affaires financières internationales, Rémy Rioux est-il le représentant de la France à la BCEAO depuis 2010. Les ministres des Finances des seize pays concernés se réunissent deux fois par an, alternativement à Paris et en Afrique. Ils se retrouvent également au club de Paris pour examiner les rééchelonnements de dettes nationales. Se créent ainsi des liens, des habitudes de travail. « Il s'agit bien d'une œuvre commune, insiste Rioux, pas d'une relation d'ancien colonisateur à anciens colonisés »^{CDXII}. Le Trésor de surcroît portait depuis quelque temps une attention toute particulière à la Côte d'Ivoire qui, avance Rioux, « était dans un cycle favorable après que Gbagbo l'a fait intégrer le programme PPTE¹⁸. Elle avait franchi le point de décision, première étape de ce processus d'annulation de la dette, et s'apprêtait dans quelques semaines à atteindre le point d'achèvement qui permettait l'annulation de sa dette ». L'enjeu pour le Trésor français sera donc de bien calibrer les actions à mener pour ne pas briser le bon élan et éviter au pays le sort du Zimbabwe qui, en s'enfermant, a fini par s'exclure de tout système financier, d'où une hyperinflation et un désastre humanitaire.

L'autre inspirateur de la démarche à la BCEAO est incontestablement Alassane Ouattara. Ses adversaires affirment qu'il n'est que téléguidé par la France, or l'homme est un parfait connaisseur des institutions financières africaines et internationales qu'il a longtemps fréquentées. C'est ainsi lui qui, dès le lendemain du second tour, a suggéré au ministre des Finances de Gbagbo, qui venait de le rallier, de s'envoler au plus vite vers Paris avec pour feuille de route l'organisation du soutien international et la préparation de la sortie de crise. Charles Koffi Diby joue un rôle essentiel à Paris en rassurant sur la volonté de son camp d'éviter à tout prix la guerre civile. Il le dira ensuite à Washington et à Dakar, comme une sorte d'ambassadeur itinérant de Ouattara, ce qui ne sera pas sans lui porter préjudice puisque, ne revenant jamais au *Golf*, des doutes sur sa loyauté émergeront indûment. Il incarnera en tout cas le volontarisme du nouveau président ivoirien, lui qui est venu aux Français, et non le contraire. La décision de la BCEAO est le résultat de leur action convergente. Elle est certes moins spectaculaire que des raids armés, mais beaucoup plus stratégique puisque c'est l'asphyxie financière du régime qui est ainsi organisée.

Cette guerre du carnet de chèques a un volet parisien tout aussi méconnu. Au sein de la *task force* que Jean-David Levitte prend soin de réunir chaque semaine à l'Élysée, se trouvent Rémy Rioux et le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Économie, Christophe Bonnard. Les ministres de l'Économie et des Affaires étrangères, Christine Lagarde et Michèle Alliot-Marie, réuniront en effet bientôt les vingt-cinq principales entreprises françaises opérant en Côte d'Ivoire sur la base d'une liste établie par la mission économique à Abidjan. Parmi eux, Christophe de Margerie pour Total, Frédéric Oudéa pour la Société générale, Jean Lemierre pour BNP, Stéphane Richard pour Orange et bien sûr des représentants de Bolloré, de la CMA-CGM, etc. « Le discours que leur ont tenu les ministres, relate Christophe Bonnard, était simple : le régime de Gbagbo allait faire l'objet de sanctions, à elles donc de prendre toutes les précautions pertinentes, d'abord pour assurer la sécurité de leurs personnels, ensuite pour ne pas se compromettre avec le pouvoir puisque le gel des avoirs ivoiriens allait progressivement leur interdire de négocier avec un certain nombre d'interlocuteurs locaux »^{CDXIII}. Le but de Bercy est le même que celui de Ouattara : paralyser économiquement le régime. Du côté des entreprises, la sanction la plus redoutée est la nationalisation. Les économistes de Bercy leur expliquent que, même au cas où cela se produirait, le régime est condamné à disparaître : elles récupéreront tôt ou tard leur dû. Seconde angoisse : la perte de parts de marché par la faute d'un embargo aux mailles trop lâches. En ligne de mire, la Chine, qui serait prête à ramasser la mise. Parmi les plus soucieux, figurent deux cacaotiers français, des PME, pour qui la perte d'une année de récolte aurait des conséquences irrattrapables. Mais ils devront eux aussi se plier au contexte. « L'inquiétude des entreprises était compréhensible, souligne Bonnard. Elles craignaient pour leurs employés sur place qui risquaient de se retrouver tels les soldats de première ligne d'une guerre déclenchée à Paris ». Mais le gouvernement juge qu'il est impossible de transiger.

Il faudra cependant du temps pour que les caisses de l'État ivoirien se vident. Comme il refuse de faire parler la poudre d'ici là, Ouattara se voit donc taxé de frilosité. « Que voulez-vous, confie Nicolas Sarkozy à son entourage : Ouattara n'est pas un guerrier, c'est un gentil. On ne peut pas attendre de lui des actions brutales ! »^{CDXIV}. D'où le partage des tâches qui semble avoir été instauré avec Guillaume Soro. À Ouattara la statue de l'homme d'État, à l'ancien rebelle le cambouis des pick-up et la graisse des

kalachnikovs. Sauf que tous les premiers efforts de ce dernier se soldent par un échec. Après le flop de la marche sur la RTI, il lance le 21 décembre un « appel à la désobéissance » qui reste lettre morte. Le régime prive de fait son adversaire de caisse de résonance en interdisant les journaux qui lui sont favorables, au prétexte, merveilleux d'hypocrisie tant il pourrait se l'appliquer à lui-même, qu'ils « n'ont pas le droit de démoraliser, de déprimer le peuple ivoirien par des articles violents, mensongers et qui quelquefois constituent une sorte d'appel à la révolte »^{CDXV}. Le 27, Ouattara lui-même exhorte cette fois à la grève générale censée durer jusqu'au départ de Gbagbo, mais ce n'est guère plus probant. Sa principale réussite finalement est de faire investir par ses partisans l'ambassade à Paris, pour y installer celui qu'il doit nommer à la place de Pierre Kipré, et encore doit-il se résoudre, devant le désordre créé, à leur ordonner d'évacuer les lieux¹⁹. Son seul trophée pour 2010 restera donc l'avion présidentiel qui est bloqué à sa demande à l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Si, toute à sa volonté de laisser l'Afrique gérer ses conflits, la France privilégie les sanctions économiques et financières par rapport à une action militaire, elle trouve avec le Nigéria un allié très investi, qui, entretenant un mépris assez assumé pour tous ses voisins, flaire tout de suite l'opportunité d'asseoir sa suprématie dans la sousrégion. Rien de tel pour faire oublier l'anarchie intérieure, nourrie d'une corruption endémique, que de s'afficher en Côte d'Ivoire aux côtés de la démocratie – et non pour Ouattara ou contre Gbagbo. À l'intérieur de ses frontières, soutenir indirectement Ouattara le musulman permet aussi à Goodluck Jonathan de se dédouaner des accusations de favoritisme pro-chrétien dans un pays également marqué par de très fortes tensions ethnico-religieuses entre le nord et le sud. Bien conseillé par l'ambassadeur français à Abuja, Jean-Michel Dumond, le Nigéria entraîne avec lui toute la CEDEAO, incontestablement la plus active sur le dossier, vers le projet d'une intervention armée. L'organisation aurait pourtant des raisons d'être frileuse puisque la Côte d'Ivoire représente 40 % de ses activités économiques. Cinq de ses chefs d'État néanmoins vont appeler aux urnes dans les mois à venir et aucun ne veut voir le perdant se comporter comme Gbagbo. L'Élysée considère avec intérêt leur proposition qui, *a priori*, éviterait d'engager des troupes françaises. Il est donc demandé à l'État-Major des Armées d'y réfléchir et de fait, l'un des chefs de bureau du CPCO, le colonel de Vathaire, se prépare à prendre un vol pour le Nigéria. Mais un coup de force de la

CEDEAO est-il vraiment viable ? Selon Gbagbo, certainement pas car tous les pays qui la composent ont des ressortissants en Côte d'Ivoire et ils vont donc reculer devant le risque de représailles. La communauté internationale, pour sa part, derrière l'affichage politique séduisant, s'inquiète de contraintes matérielles majeures. Si, pour l'effectif, il serait possible d'ôter leurs Casques bleus aux 2 500 soldats de la CEDEAO servant déjà en Côte d'Ivoire, la force en effet serait dépourvue d'avions: ceux que le Nigéria envisagerait d'aligner sont incapables de couvrir la distance. Et c'est à l'avenant pour toutes les armes d'un certain calibre. « Finalement, note un officier au CPCO, cela se traduisait comme toujours par une longue liste au père Noël français... »^{CDXVI}. De surcroît, il est redouté que le remède ne soit presque aussi néfaste que le mal. L'ECOMOG²⁰ a été déployée pour la première fois en 1990 au Libéria, puis en Sierra Leone et en Guinée-Bissao, mais en soutien des gouvernements locaux ; elle n'a vocation qu'à s'interposer. Dans la plupart de ces pays de surcroît, elle a laissé quelques douloureux souvenirs d'exactions.

Le 24 décembre, au sommet de l'organisation qui se tient à Abuja, le ministre des Affaires étrangères nigérian annonce la couleur : pas question d'un compromis avec Gbagbo qui doit « quitter le pouvoir » et continue à se voir menacer du recours à une « force légitime ». Le soutien aussitôt affiché par Washington permet à son clan de crier au « complot international »^{CDXVII}. Toutefois, annonçant un retour vers ses vieilles ficelles, Gbagbo désigne la France à la manœuvre, elle qui « s'ingère de la plus mauvaise manière. Toutes les résolutions qui ont lieu sur la Côte d'Ivoire à l'ONU, c'est la France qui en écrit le draft »^{CDXVIII}. Et il noircit son discours en prédisant des lendemains moroses : « il y aura peut-être un désordre intérieur, une guerre civile en Côte d'Ivoire, parce que nous n'allons pas nous laisser piétiner notre droit et nos institutions ». Ce raidissement entraîne *de facto* un changement de ton à Paris où, succédant à la neutralité absolue proclamée par Michèle Alliot-Marie, le ministre de la Défense Alain Juppé déclare : « Si le moindre danger pesait sur [les ressortissants français], nous interviendrions pour les protéger »^{CDXIX}. Et en effet, à la fin du mois, deux Français sont mis en mauvaise posture à Grand-Bassam par des Ivoiriens qui s'avèreront en vouloir surtout à leur argent. Mais le général Palasset n'hésite pas à envoyer les forces spéciales à leur rescousse, par une opération hélicoptérée nocturne. Le message est à méditer pour le régime: la ligne rouge à ne pas franchir est la sécurité des Français. Le 31

décembre, le Quai d'Orsay leur renouvelle sa suggestion de quitter le pays, particulièrement les familles avec enfants. La rentrée scolaire à Abidjan est reportée au 17 janvier. Beaucoup plus discrètement, le chef du CPCO, Didier Castres, demande au général Palasset de prévoir une série de frappes, « uniquement sur des sites militaires, pour d'éventuelles actions de rétorsion à des actions de Gbagbo contre des Français »^{CDXX}.

Pour l'heure, les troupes de Gbagbo ne s'en prennent toujours qu'à l'ONUCI dont un nouveau convoi est attaqué le 28 décembre, à Yopougon, déplorant un véhicule incendié et un soldat blessé à la machette^{CDXXI}. Choi lui-même doit patienter une heure avant de pouvoir rejoindre le *Golf Hotel* après intercession des ambassadeurs français et américain. Il est ainsi symptomatique que la presse bleue ne s'en prenne quasiment jamais à Licorne, mais pilonne en revanche l'ONUCI qui se voit même accuser d'avoir tiré sur la foule ; une aberration vu l'extrême pudibonderie avec laquelle son commandement autorise l'ouverture du feu. À Paris, les partisans de Gbagbo, très actifs dans le domaine de la contre-propagande, prennent Choi pour tête de turc. « Après la Côte d'Ivoire, souligne Alain Dogou, il devrait plutôt s'atteler avec son compatriote Ban Ki-moon, à réunifier les deux Corée [...] Ses parents lui en seraient très reconnaissants, au contraire des Ivoiriens qui comme moi, sont convaincus qu'il est à l'origine de la crise post-électorale »^{CDXXII}. Devant ce tir groupé, Choi demeure sans réaction au grand désespoir de Paris, mais aussi de New York. Fin décembre, le directeur des opérations à l'ONU, Alain Le Roy, a fait le voyage à Abidjan. Sa nationalité française lui facilite naturellement le contact avec l'ambassadeur Simon et il partage son avis, ainsi que celui du général Palasset, sur la nécessité impérieuse de faire preuve de plus de fermeté et de renforcer en particulier l'ONUCI dans le domaine aérien.

Mais la France aussi reste prudente, au moins officiellement. Quand l'Union européenne planche, à la demande de Ban Ki-moon, sur un éventuel soutien de l'ONUCI par la mer, Michèle Alliot-Marie écrit à Catherine Ashton que la France y apportera son écot, mais « en cas de dégradation de la situation et dans la mesure où ces moyens seraient complétés par des moyens de l'UE »^{CDXXIII}. Les Pays-Bas, eux, envoient le pétrolier-ravitailleur *Amsterdam* qui sera sur zone le 3 janvier. Prudence aussi sur le volet diplomatique. Si Paris annonce reconnaître le nouvel ambassadeur nommé par Ouattara, la procédure est volontairement retardée afin, *dixit* un conseiller de l'Élysée, de « ne pas être les premiers »^{CDXXIV}.

Gbagbo en effet a immédiatement réagi en menaçant d'user de son droit de réciprocité, sans nommer la France. Les premiers à se voir retirer leurs accréditations sont ainsi la Canadienne et le Britannique. Celui-ci n'était qu'itinérant ; il réside au Ghana. Mais Isabelle Massip, elle, n'entend pas quitter le pays. Par le maintien de leur présence, les diplomates étrangers entendent manifester leur refus de céder à un régime illégitime.

Si le gouvernement français évite de figurer au premier plan, il mène en revanche la bataille en coulisses. Ainsi Bercy insiste-t-il auprès de l'Union européenne, la seule qui y soit habilitée, pour que soient gelés les avoirs des figures principales du régime. Le processus, toujours un peu long, doit épargner Gbagbo afin de conserver une clé de négociation avec lui. Même si celui-ci s'est toujours vanté de ne posséder qu'un compte à la Société générale, *La Croix* révèle le 23 décembre l'existence d'un autre, à la même banque, mais à Paris, et intitulé « présidence de la république ». Y ont notamment été versés en juin 2010 les 12 millions d'euros de la vente d'une villa en Suisse. Un peu plus tard, la presse helvétique révélera que le couple a vidé ses comptes d'un montant total de 5 milliards d'euros^{CDXXV}. Pour l'heure néanmoins, l'Union européenne se contente d'annoncer fin décembre que seuls les ambassadeurs de Ouattara seront désormais reconnus ; 61 personnes y sont interdites de visas²¹.

Fer de lance de la médiation, la CEDEAO dépêche à Abidjan le 28 décembre trois de ses chefs d'État, le Sierra-Léonais Ernest Koroma, le Béninois Boni Yayi et le Cap-Verdien Pedro Pires. « Tout s'est bien passé », déclare seulement le second après deux heures et demie d'entretien au palais présidentiel. Pourtant, Gbagbo n'a rien cédé, si ce n'est le report d'une grande manifestation de Jeunes Patriotes prévue pour le lendemain et qui a tout de même lieu, le « général de la jeunesse » déclarant avec fracas : « Au-delà du 1^{er} janvier, moi Charles Blé Goudé et les jeunes de Côte d'Ivoire, allons libérer le *Golf Hotel* les mains nues »^{CDXXVI}. Ouattara contre en adressant lui aussi à Gbagbo un ultimatum, déjà le deuxième : il lui donne jusqu'à minuit pour se retirer du pouvoir sans risquer d'« ennuis », Soro prédisant que dans le cas contraire, « le président de la République sera au regret d'envisager d'autres mesures »^{CDXXVII}.

Les menaces des deux camps font long feu : l'année 2011 débute sans affrontement majeur, ce qui peut éclairer l'étranger sur la véritable détermination des différents acteurs à en découdre, mais aussi sur la motivation des foules à suivre leurs mots d'ordre : la population, surtout

dans les grandes villes, en a assez de ces quinze ans de crise ; elle n'aspire qu'à la paix. Selon l'expression très répandue en Afrique, « elle est fatiguée ».

Les tractations se concentrent donc sur la personne même de Gbagbo. Le 5 janvier, le gouvernement américain l'appelle à se retirer, arguant qu'« il a toujours la possibilité d'accepter un certain nombre d'offres qui lui ont été faites, mais plus la crise s'éternise, plus cette chance risque de disparaître »^{CDXXVIII}. Le même jour, Ouattara précise qu'il ne le contraindra pas à l'exil, puis qu'il prononcera une amnistie en sa faveur, et le fera bénéficier d'un statut d'ancien chef d'État. À condition qu'il se décide vite... Mais la menace en cas de refus reste trop diffuse : Ouattara explique le 6 qu'il n'envisage pas une guerre contre le régime, mais une « opération spéciale », « non violente », pour s'emparer de Gbagbo. Et de prendre pour exemple l'arrestation de Noriega en oubliant de préciser qu'elle avait nécessité en 1989 l'intervention de 50 000 GI's. En tête, il a en fait l'un des projets abracadantesques de l'ECOMOG, qui envisage l'infiltration de forces spéciales africaines par les égouts d'Abidjan pour capturer l'ancien président en sa résidence. Sauf que la CEDEAO n'a absolument pas les troupes adéquates, les officiers de liaison français ayant souvent à rappeler à ses généraux que telle division qu'ils prévoient de déplacer le long de la frontière n'existe pas, et que la France n'est pas prête à la créer elle-même pour y remédier... Toujours très en pointe, le ministre des Affaires étrangères nigérian, Odein Ajumogobia, réclame quand même à l'ONU une résolution du Conseil de sécurité autorisant la CEDEAO à faire usage de la force, le risque existant selon lui d'une « guerre civile », « précipitée par Laurent Gbagbo »^{CDXXIX}.

Ce qui compte dans le discours de Ouattara est qu'il se fait plus incisif, quand il qualifie par exemple son rival de « hors-la-loi » : « il va tomber comme un fruit, pas mûr, explique-t-il, mais comme un fruit pourri »^{CDXXX}. Le changement de ton correspond aussi à l'insécurité permanente dans laquelle il vit. Le soir de Noël, Choi l'a convié, ainsi que Bédié, à gagner les villas préparées à leur intention dans l'enceinte du *Golf*. Les deux ne se sont guère montrés plus rassurés: les pro-Gbagbo ont positionné des mortiers dans une maison juste en surplomb. Pour autant, l'avocat Jean-Paul Benoit témoigne : « Pendant toute la période où il fut reclus au *Golf Hotel*, j'avais Ouattara au téléphone tous les jours, parfois plusieurs fois. On aurait pu l'imaginer inquiet ou atterré, il y avait de quoi. Au téléphone,

de sa voix chaleureuse mais retenue, il commençait toujours par prendre des nouvelles de ma famille, puis il me demandait comment j'allais ! Invariablement je répondais : "c'est à toi qu'il faut demander comment ça va !". Il est resté imperturbable quasiment jusqu'à la fin »^{CDXXXI}.

Si l'intervention militaire n'est encore que chimère, les manœuvres financières produisent, elles, leurs premiers effets. À l'arrêt des financements de la Banque mondiale et du FMI principalement se lie le ralentissement de l'activité économique en raison des sanctions et de la crise : les rentrées fiscales s'annoncent mauvaises. Gbagbo doit improviser des parades pour trouver au moins les 100 milliards de francs CFA²² nécessaires chaque mois au fonctionnement de l'administration. Le 27 décembre, son « gouvernement » a lancé un appel d'offres pour l'émission de bons du trésor, mais à peine la moitié est souscrite. Il faut donc couper dans les dépenses : le tri est fait parmi les fonctionnaires entre ceux qui sont perçus comme fidèles, ou indispensables à l'instar des forces de sécurité, et ceux qui, parce qu'ils sont dans la zone des Forces nouvelles, ou parce qu'ils ne sont pas réputés proches du régime, ne méritent pas d'être payés. D'autre part, le gouvernement ne rembourse plus ses dettes, à commencer par 30 millions de dollars d'intérêts qu'il devait verser à un consortium de banques fin décembre. Enfin, Gbagbo racle les fonds de tiroir : ponction de la filière cacao – tant que le port de San Pedro restera ouvert – taxes exceptionnelles. Tout contribuable, ivoirien comme étranger, se voit sommer de déposer ses impôts en cash ou sur un compte encore accessible par le pouvoir en place. Certaines des grandes entreprises françaises s'y plient parfois aussi, avec plus ou moins de complaisance en fonction de leur volonté de se ménager la bienveillance du régime, en tout cas sans jamais s'en plaindre à l'ambassade, et malgré la demande contraire de Bercy²³. L'apprenant, l'avocat Jean-Paul Benoit, s'avise d'approcher à Paris le président de l'une d'elles : « il était notoire que son entreprise alimentait Gbagbo en cash via des commissions sur ses activités. Je suis donc allé lui demander que, par mesure d'équité, mais aussi dans son propre intérêt, pour conserver plusieurs fers au feu, elle en verse aussi une partie à Ouattara qui, bloqué au *Golf Hotel*, manquait cruellement de finances. Il m'a répondu que "les affaires n'étaient plus ce qu'elles avaient été, qu'il n'avait pas les moyens, etc." Je lui ai suggéré d'au moins appeler Ouattara. Il m'a expliqué qu'il ne voulait pas discuter au téléphone...²⁴ » Gbagbo profite aussi de la désunion au sein des entreprises étrangères. La « Chambre de commerce et

d'industrie française en Côte d'Ivoire » est rivale de la « Chambre de commerce européenne de Côte d'Ivoire », présidée par un Belge, Maximilien Lemair. Mais elle doit composer aussi avec la Chambre consulaire libanaise de Joseph Khoury, qui pèse, selon elle, 250 000 emplois en Côte d'Ivoire^{CDXXXII}. Les entreprises ivoiriennes non plus ne font pas front commun : la « confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire » de Jean Kacou Diagou concurrence la « chambre de commerce et d'industrie » de Jean-Louis Billon. Les unes paient leurs impôts à l'administration en place, les autres respectent la consigne de Ouattara en en payant le prix: un de leurs principaux responsables, qui suggère à ses congénères de ne pas régler l'avis fiscal du 15 décembre, devra être exfiltré vers la France par le GIGN, puis par Licorne.

Au final, pour certains analystes, Gbagbo pourra réussir à se maintenir s'il concentre ses efforts sur la Côte d'Ivoire « utile », le sud-est, qui produit 80 % de la richesse nationale. Pour d'autres, dont l'Élysée et Bercy, il n'en a plus que pour deux à trois mois. À leurs yeux, les difficultés rencontrées par le régime sont un premier succès, mais pas assez percutant sur le plan des médias qui, ne serait-ce qu'en rappelant ses derniers appels à la mobilisation non suivis d'effet, contribuent à donner de Ouattara une image de prince consort de la dyarchie ivoirienne. Plus de journaux, une radio, « La voix du rassemblement », introuvable sur les ondes : son silence forcé fait même naître la rumeur qu'il aurait été évacué en France au Val-de-Grâce, voire qu'il serait mort.

Le 3 janvier, la médiation des trois chefs d'État de la CEDEAO revient à Abidjan tandis que le Premier ministre kenyan, Raila Odinga, dépêché lui par l'Union africaine, se dit favorable à un éventuel emploi de la force²⁵. Mais tous repartent bredouilles. Le seul bénéficiaire de ces démarches reste assurément Gbagbo qui, à chaque fois, gagne du temps. Selon *Libération* par exemple, il aurait accepté la proposition de Thabo Mbeki de quitter la Côte d'Ivoire pour l'Afrique du Sud, mais à la condition d'emmener avec lui famille et conseillers^{CDXXXIII}. Intox ? L'ancien président use de toutes les astuces pour faire durer le blocage. C'est à cette époque qu'est opportunément rendu public le faux grossier de la lettre prétendument envoyée par Nicolas Sarkozy au président de la CEI. Avec une promptitude qui en dit long sur les sentiments de son gouvernement à l'égard de la France, le ministre des Affaires étrangères sud-africain monte aussitôt au créneau pour émettre une protestation officielle qui irrite, autant qu'elle fait

sourire l'Élysée. Autre manière pour Gbagbo de retarder l'heure de son départ. Roland Dumas et Jacques Vergès effectuent à Abidjan un voyage à grand fracas, pourfendeurs autoproclamés d'un ressac de cette Françafrique que leur démarche solitaire incarne pourtant à merveille. En tout cas, à eux comme à tous leurs semblables qui réclament ce qui semble une solution de bon sens, le recomptage des voix, l'ONUCI rappelle qu'une fois dûment comptabilisés, les bulletins ont été détruits. Ouattara annonce : « les discussions sont terminées ». Mais Nicolas Sarkozy, lui, insiste : « Il n'y a aucune ambiguïté, nos soldats, les soldats de la France, n'ont pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire. Ils agissent en vertu d'un mandat des Nations unies »^{CDXXXIV}.

Or, inexorablement, la situation dérape. Les mosquées commencent à être vandalisées dans le silence d'un épiscopat ivoirien complice. Le 23 décembre, le cardinal Agré a pris fait et cause pour Gbagbo à la RTI, en appelant au respect de la Constitution. Puis le 6 janvier, les évêques ont demandé à la CEDEAO de ne pas intervenir, et à l'ONU de ne pas bafouer la souveraineté ivoirienne. L'anathème religieux est un classique chez Gbagbo qui trouve des échos jusqu'aux États-Unis où le révérend Pat Robertson, ancien candidat aux primaires pour la présidentielle de 1988, fondateur du Christian Broadcasting Network, déclarera sur CNN en avril : « Le problème est que ce pays qui était dirigé par un chrétien va être entre les mains de musulmans. C'est donc une nouvelle nation musulmane qui va contribuer à construire cet arc de la charia autour du Moyen-Orient »²⁶. Gbagbo, il est vrai, n'a pas hésité à se payer les services onéreux de deux pointures américaines, Michael Espy et Lanny Davis, deux anciens de l'administration Clinton. La méthode prend chez certains, comme chez le sénateur James Inhofe, qui écrira le 30 mars à Hillary Clinton en faveur d'un recomptage des voix^{CDXXXV}. Mais dans l'ensemble, les États-Unis demeurent sur la même ligne que la France et en partagent les préoccupations croissantes. Dans la nuit du 11 au 12 janvier, 11 personnes sont tuées, dont 8 parmi les forces de l'ordre dans des affrontements avec des individus armés à Abobo. L'ONUCI déplore également trois blessés dans une authentique embuscade tendue à l'une de ses patrouilles au retour de ce quartier d'Abidjan. Ses véhicules sont désormais fouillés car ils sont soupçonnés de transporter des ennemis. Ban Ki-moon adresse donc un nouvel avertissement, en qualifiant « toute attaque contre le personnel de maintien de la paix » d'« inacceptable », mais l'ONUCI reste d'une inertie

regrettable. Le lendemain même, trois de ses véhicules sont encore incendiés et une ambulance endommagée.

Derrière sa façade impavide, Choi sait que les Casques bleus sont humiliés, d'autant que la plupart des exactions dont ils sont l'objet se retrouvent aussitôt après sur Internet. Le désigner néanmoins pour seul responsable des avanies de l'ONU serait injuste, comme le souligne le directeur Afrique au Quai d'Orsay, Stéphane Gompertz : « Son rôle était vraiment très compliqué. Quand un ambassadeur national a des soucis, il peut toujours se retourner vers son ministre. Lui n'avait personne derrière lui. De plus, il a tenu de manière remarquable après la certification des résultats »^{CDXXXVI}. Choi hausse le ton, des véhicules de police sont insérés dans chacune des patrouilles. Pour la première fois, à Abobo, l'une d'elles riposte à des tirs d'unités du régime. L'escalade est redoutée dans le quartier: le soir du 13 janvier, les forces de sécurité se massent avec l'intention manifeste de venger leurs pertes de la veille. L'ONUCI dépêche en urgence militaires et policiers pour s'interposer et un face-à-face s'installe où chaque camp fait venir de plus en plus de renforts. Mais surprise, en soirée, Choi apprend que ses troupes ont plié bagages ! Contre l'avis de son entourage, il entreprend donc de se rendre sur place en compagnie du général Abdul Hafiz, escortés par une dizaine de blindés plus que récalcitrants à l'idée de s'immiscer dans une mêlée qui s'annonce sanglante. Vers 23 h 30, il atteint Abobo, mais les forces pro-Gbagbo ont également disparu. Étaient-ce celles que son convoi a croisées et qui auraient pris peur ? Choi en tout cas est convaincu d'avoir évité une tuerie, lui qui a vécu, depuis New York, l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Le responsable pour l'ONU des Droits de l'homme parle même d'un « phénomène qui partout ailleurs résulte en un génocide »^{CDXXXVII}.

Désormais, l'ONUCI conduira au moins une patrouille par jour dans Abobo. Mais le clan pro-Ouattara, supportant de plus en plus difficilement le blocus au *Golf Hotel*, lui reproche de ne pas en faire plus. Pourquoi par exemple ne fait-il pas lever les barrages ? Pourquoi les Casques bleus ne prennent-ils pas la succursale de la BCEAO où la rumeur dit que Gbagbo continuerait à se servir ? Ces récriminations passent de plus en plus mal auprès de Choi. Sans l'habileté de Ouattara pour les tempérer, peut-être finiraient-elles même par causer un incident. À New York, le nouvel ambassadeur ivoirien Youssouf Bamba propose de former un gouvernement d'union nationale à la condition du retrait de Gbagbo et de la

reconnaissance de Ouattara comme président. Fin de non-recevoir du vaincu qui, le 13 janvier, apparaît goguenard sur les écrans de la télé française dans une interview surréaliste à Canal +. En coulisses, ses émissaires ne s'en activent pas moins pour trouver une issue pacifique. En particulier, l'attaché de défense ivoirien à Paris, le général Camille Lohoues Agnero, en poste depuis dix ans, enchaîne les rencontres avec le Quai d'Orsay. « D'autres personnes sont venues nous voir, témoigne le directeur Afrique Stéphane Gompertz, pour essayer de nous pousser à composer avec Gbagbo, mais ils venaient de leur propre initiative »^{CDXXXVIII}. Côté français, Nicolas Sarkozy demande à Robert Bourgi d'appeler le président déchu même si l'amitié entre les deux hommes s'est détériorée depuis quelques années. L'homme de l'ombre s'exécute. Dans le bureau de Claude Guéant, il appelle « Laurent » et lui transmet la proposition du président de la République d'un exil doré avec le statut d'ancien chef d'État. Mais la réponse est glaçante :

« Tu diras à ton ami Sarkozy que je serai son Mugabe ! Je ne laisserai jamais la Côte d'Ivoire à Ouattara, je la baignerai dans le sang ! »

Bourgi n'en croit pas ses oreilles :

« Laurent, c'est Bob qui te parle !

– Bob, c'est la dernière fois que nous nous parlons !^{CDXXXIX} »

Et Gbagbo de lui raccrocher au nez. Bourgi en a les larmes aux yeux. « Je savais, explique-t-il, comment cela se terminerait ».

Ouattara, lui, reste imperturbable: « Si le temps ne joue pas en notre faveur, explique-t-il le 14, je doute qu'il joue pour [Gbagbo] »^{CDXL}. Le jour même, l'Union européenne annonce en effet un nouveau train de sanctions avec, surtout, le gel des avoirs. N'ayant démontré aucune volonté constructive, Gbagbo y figure avec 84 de ses partisans et 11 entités²⁷. Pour les entreprises concernées, le débat a été vif entre Bercy et le Quai d'Orsay. « Il fallait distinguer celles qui profitaient au régime, explique Christophe Bonnard, alors directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, et celles dont le ralentissement de l'activité nuirait à la population. Une marge d'appréciation ténue... »^{CDXLI}. C'est pourquoi Bercy était plutôt partisan d'une liste réduite. Mais il n'obtient le retrait que de deux entreprises. « Pour la première fois, ajoute cependant Bonnard, les avoirs d'une banque centrale ont aussi été gelés ». Tout à sa stratégie d'étranglement progressif du régime, Ouattara dénonce de fait l'attitude du gouverneur de la BCEAO, Philippe-Henri Dacoury-Tabley, en qui il avait

placé sa confiance malgré les avis contraires qu'il recevait. À chaque réunion des ministres des Finances, se souvient Rémy Rioux, « certains ministres demandaient : “mais que se passe-t-il donc sur le compte ivoirien ?” Le gouverneur restait sans cesse flou »^{CDXLII}. En fait, Dacoury-Tabley aurait continué à faire profiter Gbagbo de ses fonds, à hauteur de 120 millions d'euros entre le 24 décembre et le 15 janvier, de 10 millions le 19 janvier^{CDXLIII}. L'Union européenne l'a donc inscrit sur sa liste de sanctions en espérant le convaincre de changer d'attitude. Mais le gouverneur est un proche de Gbagbo, un Bété, de la même famille sans doute. Au diplomate de l'ambassade de France à Dakar qui effectue plusieurs démarches auprès de lui, il avoue avoir peur pour sa famille. Subissant des pressions de toutes parts, il finit toutefois par démissionner le 22 janvier lors d'un sommet exceptionnel des chefs d'État de la sous-région. Gbagbo contre-attaque le 25 en réquisitionnant les agences de la BCEAO. « Braquage ! » s'écrie le clan Ouattara qui évoque des coffres pillés à Abidjan et dans le sud.

Les experts de l'ONU avancent un détournement de 400 millions de dollars^{CDXLIV}. Ce serait moitié moins selon un ministre du camp adverse^{CDXLV}. Le mystère s'explique par le fait que les partisans de Gbagbo se sont emparés de vieux billets retirés de la circulation monétaire, moins facilement traçables. En tout cas, Ouattara réclame à l'ONUCI et à Licorne la protection militaire de la direction nationale de BCEAO au cœur du Plateau. Impossible de lui donner satisfaction, les FANCI ne manqueraient pas de tenter de la reprendre et le conflit sortirait de son cadre ivoirien. Mais le régime saisit aussi des fonds en espèces déposés à la SGBCI et la BICICI, les deux principales banques privées de Côte d'Ivoire. Son comportement lui fait définitivement s'aliéner les pays jusqu'alors bien disposés à son égard comme le Bénin, le Mali ou la Guinée équatoriale. Il semble en effet avoir oublié que, en touchant à la BCEAO, il a touché à la monnaie commune, c'est-à-dire aux finances de tous les autres pays. « Nous ignorions en particulier, note Rémy Rioux, ce qui se trouvait dans les caveaux de la direction nationale : quelles quantités d'or, de billets neufs ou à détruire ? Tout cela était un bien commun à tous les États, pas la seule propriété de la Côte d'Ivoire »^{CDXLVI}. De concert avec le conseil d'administration, le Burkinabé Jean-Baptiste Compaoré qui, comme sous-gouverneur, assure l'intérim du gouverneur de la BCEAO, se contentera désormais d'annuler toute décision prise par le clan Gbagbo. D'autre part,

Dakar, par les réseaux informatiques, arrête la compensation des opérations bancaires comme l'escompte, achevant de paralyser les finances ivoiriennes.

Deux voies seulement n'ont pas encore été exploitées par les instances internationales. Tout d'abord, une action militaire, que Ouattara, dénonçant le recrutement de 3 000 miliciens libériens et l'achat de munitions par son adversaire, a évoquée pour la première fois le 14 janvier : « Gbagbo et les siens ne respectent rien et ne comprennent que le langage de la force. C'est d'ailleurs ainsi que ça va se terminer »^{CDXLVII}. À New York, Russes et Chinois ont tout d'abord fait barrage au renfort de Casques bleus et d'hélicoptères d'attaque, demandés par Ban Ki-moon lui-même, appuyé par la France et les États-Unis. Le texte est finalement voté le 18 : 2 000 hommes de plus sont envoyés, pour partie prélevés au Libéria. L'alerte est renforcée à Port-Bouët. « Les premiers incidents pour Licorne approchent, a prévenu le général Palasset le 17. Il ne faudra pas se manquer. Tout se jouera dans les cinq premières minutes. Soyez prêts ! »^{CDXLVIII}.

Outre une action armée, la communauté internationale rechignait à appliquer à la Côte d'Ivoire un embargo dont la population serait la première victime. Seul Ouattara est légitime pour initier le mouvement, ce qu'il fait le 24 janvier en décrétant l'arrêt immédiat des exportations de cacao et de café comme le gouvernement français, via son ambassadeur, le lui suggérait depuis quelque temps. Les critiques crieront à un retour de la Françafrique quand, à l'instar de toute la gestion de la crise ivoirienne, la coercition économique en est l'exact contraire. Car, peut-être plus encore que la nature, les affaires ont horreur du vide. Tous les grands groupes français présents en Côte d'Ivoire font le siège de la rue de l'Élysée, particulièrement la cellule Afrique, pour plaider leur cause. « Ils nous disaient, relate Jean-David Levitte : depuis dix ans les affaires marchent cahin-caha ; ce que vous proposez fait courir des risques fous à nos intérêts ! » Nicolas Sarkozy leur a répondu, y compris à ceux qui étaient ses amis personnels : « Je vous comprends, mais les élections également ont coûté très cher. Voulez-vous régler la facture ? De plus, l'économie doit s'effacer dans un cas pareil devant l'enjeu politique : il en va de l'avenir de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique, mais aussi de la communauté internationale qui se fourvoierait en ne faisant pas tout pour donner une suite aux élections qu'elle a elle-même organisées »^{CDXLIX}.

L'embargo sur les matières premières vaut à Ouattara d'autres soupçons. Les cours du cacao grimpent en effet aussitôt de 6 % alors qu'ils étaient déjà à leur plus haut. Il n'en faut pas plus aux amateurs de complot pour ressusciter le spectre de la spéculation déjà apparu en 2002 et en faire le vilain génie de cette nouvelle crise. Il est vrai que le propre beau-fils de Ouattara, Loïc Folloroux, est directeur général Afrique de la société Armajaro, la même qui avait été soupçonnée il y a dix ans, et qui aggrave son cas puisque son redoutable président, Christopher Ward, surnommé « Chocolate Finger »²⁸, a acheté par anticipation, pour un montant d'un milliard de dollars, 240 000 tonnes de fèves, soit 6,3 % de la production mondiale et 15 % des stocks mondiaux. D'où une envolée du cours à 3 264 euros, un record depuis 1977.

Le scénario est plaisant, mais il bute sur un anachronisme : le raid « cacaotier » date de juillet 2010, soit quatre mois avant l'élection présidentielle, à une date donc où, à vrai dire, personne n'aurait même vraiment parié sur sa réelle organisation. De surcroît, la vénalité de Ward, ou sa recherche de profit, aurait fort bien pu s'accommoder du maintien de Gbagbo au pouvoir qui était alors l'option recueillant le plus de suffrages.

Dans un pays aussi mal en point que la Côte d'Ivoire en 2011, la concussion ne peut être écartée. Elle semble cependant ne pas pouvoir être retenue pour motif premier vu les finances déplorables de Ouattara. En dépit du soutien discret de quelques grand groupe et services français, le président élu en effet éprouve bien des difficultés à payer les fonctionnaires à son service: Armajaro traiterai-t-il ainsi celui qui ferait sa fortune ? D'autre part, la corruption est un mobile trop facile pour expliquer la crise après tant d'années d'affrontements militaires, de rebondissements politiques, de misère sociale. L'argent peut être une des motivations des combattants, mais il ne suffit jamais pour les convaincre de pousser leur engagement jusqu'à la mort.

-
1. Ainsi que Ouattara, Bédié, Soro et le Premier ministre Seydou Diarra.
 2. Puisqu'il appartient à l'armée de l'air.
 3. Il en a nommé le président et six de ses membres, les trois derniers l'ayant été par le président de l'Assemblée nationale.

4. Cette décision, explique la mission, « viole la loi qui fixe l'organisation et le fonctionnement du Conseil par l'absence du décret nécessaire à la nomination des rapporteurs ; le Conseil excède ses pouvoirs en annulant des résultats, partiellement et de façon discriminatoire, en visant une région sans programmer une nouvelle élection présidentielle ; il entérine, de façon sommaire, les faits allégués par le requérant sans procéder à une enquête et sans écouter les parties ; la réparation ordonnée, c'est-à-dire le changement complet des résultats, est disproportionnée et constitue une violation du droit de suffrage ».

5. La certification doit avoir lieu : « a) si les conditions de sécurité pendant la période précédant les élections sont propices à la pleine participation de la population et des candidats ; b) si le processus électoral est inclusif ; c) si tous les candidats ont un accès équitable aux médias d'État et si ceux-ci demeurent neutres ; d) si la liste électorale est crédible et acceptée par toutes les parties ; et e) si les résultats des élections sont déterminés à l'issue d'un dépouillement transparent et accepté par tous ou contesté de manière pacifique par les voies appropriées ».

6. Cela aurait pu ne pas être le cas.

7. Suite du texte : « Il est essentiel que la Commission électorale indépendante annonce les résultats dans le délai prévu, c'est-à-dire avant ce soir. Le Président de la République appelle toutes les parties ivoiriennes à coopérer avec la Commission pour qu'elle puisse accomplir son mandat sans retard ».

8. Le général a déjà mis ses enfants en sécurité.

9. Quick Reaction Force.

10. Sans doute appelées ainsi car elles ont été érigées par les hommes du 126^e régiment d'infanterie dont c'est le surnom.

11. Numérisation de l'espace de bataille.

12. Respectivement sous-chef opérations et chef du CPCO.

13. Alors que le président de sa commission, le Ghanéen Mohamed Ibn Chambas, lui, passe plutôt pour un pro-Gbagbo.

14. Bureaux du Premier ministre.

15. On parlera désormais un peu pompeusement de la « bataille Marie-Thérèse ».

16. Ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest utilisant le franc CFA (Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissao, Mali, Niger, Sénégal

et Togo) – la BCEAO (Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest) est sa banque centrale dont le siège est à Dakar.

17. Franc CFA des Afriques occidentale et centrale, franc comorien.

18. Pays pauvres très endettés.

19. Ce n’est que fin janvier que le nouvel ambassadeur nommé par Ouattara, Ali Coulibaly, prendra possession des locaux, sous escorte policière, et par la grâce d’un serrurier. Son prédécesseur, Pierre Kipré, sera pressé par Gbagbo de camper sur place.

20. Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO) – Elle compte 1 500 hommes, essentiellement fournis par le Nigéria, le Ghana et le Sénégal.

21. Ont été ajoutés à la première liste les membres du Conseil constitutionnel, presque tout le gouvernement, des responsables économiques, militaires et médiatiques.

22. 150 millions d’euros.

23. Deux d’entre elles sont sommées de payer 150 milliards de francs CFA pour « incivisme » (Article du *Monde* du 12 janvier 2011).

24. Bien sûr, le même dirigeant sera l’un des premiers à féliciter Ouattara après la crise...

25. Et sa voix porte, puisque lui aussi a accédé au pouvoir après des élections présidentielles critiquées

26. Jean-Marie Le Pen ne dira rien d’autre le 1^{er} avril : « la victoire de Ouattara sera le basculement de l’ensemble de la Côte d’Ivoire sous influence musulmane ».

27. Dont le port d’Abidjan, des médias...

28. Allusion à James Bond, pour son passé allégué dans les services de Sa Majesté.

VII

À la croisée des destins

« Vu la lente détérioration sécuritaire à Abidjan, relate le colonel Hintzy, commandant du Batlic, on sentait que quelque chose allait survenir dans les semaines à venir et nous avions tous l'appréhension d'être relevés ! » Pour la 2^e brigade blindée en effet, le mandat s'achève dans quelques semaines. Le régime ayant décidé de fermer l'aéroport et le port, toutes les hypothèses sont étudiées à l'état-major : un brouettage depuis le BPC, un débarquement à Grand-Bassam que le capitaine Pierre-Erwan G. part reconnaître. Il est même envisagé que la 2^e brigade laisse sur place matériels et armes, une première. Finalement, l'État-Major des Armées décide de prolonger son mandat comme celui du général Palasset. Se priver de leur connaissance du théâtre à cet instant aurait été aussi du gaspillage. Si certains, qui ne conçoivent leur métier de soldat qu'en OPEX, s'en ravissent, d'autres font la moue qui, à leur troisième mois de mandat, avaient déjà commencé à compter les jours avant le retour. « C'est arrivé au moment des notations, souligne le capitaine Robin G. au 12^e cuirassiers. Les comportements que j'ai constatés ont confirmé l'opinion que je m'étais faite de chacun ! »^{CDL}.

Au 16^e bataillon de chasseurs en particulier, les hommes auraient pu considérer avec amertume cette prolongation en Côte d'Ivoire après avoir appris à la fin de l'année qu'ils ne partiraient pas comme espéré en Afghanistan : il n'en est rien, Pierre-Erwan G. constatant même un « resserrement des liens ». Cela ne les empêche pas, comme dans les autres unités, de penser à leurs familles, qui comprennent, grâce aux médias, que le conflit approche à Abidjan, inexorablement. « Petit à petit, note ainsi le colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier, commandant le 16^e BC, la

tension est aussi montée à Bitché. Nous devons nous préparer à vivre des moments difficiles. »^{CDLI}. À l'occasion de plusieurs après-midi, le colonel, son épouse et celle du capitaine Pierre-Erwan G. expliquent aux familles le contexte et délivrent une parole qui vient compléter, expliquer ou contredire les échanges Internet avec Port-Bouët. « Les familles, souligne le colonel, ont alors définitivement compris que ce n'était plus une Opex "banale" ». Parents, conjoints et enfants doivent se faire à l'idée de ne pas savoir quand leur proche reviendra. Le commandement prend toute son importance, qui doit ne pas travestir la réalité, ne rien cacher des contraintes et des dangers. « Il vaut mieux annoncer le pire, explique Larouzière-Montlosier, et que cela se passe bien au final, que le contraire ».

Le général Palasset peut donc disposer de troupes aguerries pour entreprendre une mission essentielle. En bloquant port et aéroport, Gbagbo interdit en effet également l'arrivée du ravitaillement pour Licorne dont les réserves ne couvrent qu'une dizaine de jours. Des substituts existent certes pour les besoins vitaux. Ainsi la nourriture est-elle obtenue grâce aux entrepreneurs libanais, de vieux routiers des situations de crise, qui parviendront toujours, quel que soit le contexte, à faire accoster des bateaux en Afrique. Pour l'eau, des coupures étant toujours à anticiper, les Licorne précédentes ont procédé à des forages à l'intérieur même du camp, afin de permettre essentiellement le lavage, l'eau pompée dans la lagune étant de mauvaise qualité. Cela nécessite un processus assez complexe de filtrage, et de curage des tuyaux, mais heureusement le colonel Troistorff peut compter à l'état-major qu'il dirige sur un officier de réserve spécialiste en la matière, ce qui l'autorise à affirmer que « Licorne n'aura jamais été totalement isolée. Il nous a seulement fallu nous montrer plus inventifs ! »^{CDLII}.

Le problème cependant est beaucoup plus compliqué pour le carburant. Les véhicules de même ne peuvent rester sans pneu ou boîte de vitesse de rechange. « Nous sommes entrés dans une phase très tendue, témoigne le sous-chef opérations, l'amiral Rogel, où nous contrôlions chaque jour, comme le lait sur le feu, le niveau de nos carburant, ravitaillement, etc. »^{CDLIII}. La présence au large du BPC *Tonnerre* prouve que l'État-Major des Armées avait anticipé le blocus que s'auto-inflige le régime. Le CPCO a également étudié la possibilité de déporter les flux français sur Yamoussoukro dont il était sûr de pouvoir assurer le contrôle. « Finalement, reconnaît son chef, le général Castres, ce que nous n'avions pas anticipé était que Gbagbo nous coupe l'accès au carburant ou nous fasse des

difficultés avec le dédouanement »^{CDLIV}. De fait, en décembre, le régime a bloqué à quai l'affrété¹ et en relâche depuis les conteneurs au compte-gouttes sur intervention du général Palasset. Une autre mesure vexatoire est déplorée, peu après, cette fois à l'aéroport, à l'occasion de l'arrivée des renforts demandés par le capitaine du GIGN Jacques Servat. Les douaniers ivoiriens, qui ignorent leur véritable identité, s'avisent de bloquer le fret qui les accompagne. Suivi par le lieutenant-colonel Leclercq, patron de la gendarmerie mobile, Servat argue de l'illégalité de la décision puisqu'il s'agit de la valise diplomatique. Il redoute plus que tout que les caisses soient ouvertes puisqu'elles contiennent l'arsenal guerrier du GIGN, mais aussi des clés de cryptage. Ce serait très dommageable sur le plan sécuritaire, mais aussi médiatique. La presse bleue ne s'embarrasserait en aucune manière pour dénoncer l'embauche par Paris de mercenaires ! Pendant plusieurs heures, Leclercq et Servat résistent au chantage des douaniers qui menacent de renvoyer les passagers en France si la douzaine de caisses ne sont pas passées aux rayons X. Finalement, après une journée de débats parfois rudes, et l'intervention de l'ambassade de France, le GIGN est autorisé à quitter l'aéroport avec ses « bagages »^{CDLV}. En revanche, le reste de la cargaison de l'affrété, lui, est précieusement conservé par le régime². « En planification, révèle le général Castres, nous avons réfléchi à la possibilité d'aller sortir ce fret par la force si nécessaire puisque nous avons la certitude que Gbagbo était à la manœuvre. Mais l'Élysée a indiqué que ce n'était pas encore le moment de faire monter la pression ». De même, une reprise de contrôle de l'aéroport est écartée : « Cela aurait été jeter une allumette dans la barrique d'essence »^{CDLVI}.

Une solution moins brutale, mais complexe, est donc préférée pour ravitailler Licorne, la mise en place d'un cordon ombilical entre Abidjan et Bouaké où la bienveillance des forces nouvelles est assurée aux Français. L'ONUCI a été la première à profiter de celle-ci, elle qui, à partir du 25 décembre, a été obligée de restreindre ses navettes d'hélicoptères avec le *Golf* pour éviter d'être à sec. Licorne lui ouvrit ses cuves, mais New York fit preuve d'une étonnante diligence en expédiant à Bouaké 80000 litres de carburant qui ont été rapatriés dans la capitale économique par convoi terrestre.

Le fret français est acheminé par avion jusqu'à Dakar. Transféré sur des C-130 et C-160, il est transporté à Bouaké d'où il reste à acheminer vers Abidjan. Tout le Batlic est mobilisé à sa grande satisfaction au demeurant

de pouvoir varier son quotidien fait de patrouilles en ville, protection du détachement lagunaire et postures d'alerte. Chaque convoi est constitué d'une dizaine de camions de transport, trois camions benne de 18 m³ et une à quatre citernes pour le carburant, le tout avec les éléments de soutien nécessaires en matière de dépannage, santé, prévôté, équipe image, éléments du DETIA³. L'escorte est composée d'une dizaine de véhicules blindés, le chef du convoi disposant de son VBL et d'un VAB pour les transmissions. Quarante-huit heures avant la mise en route, une répétition générale est organisée à l'intérieur de Port-Bouët, avec simulation d'incidents. La veille, le convoi se forme à la sortie sud du camp. Le jour J, un grand briefing est organisé par le général Palasset avec les colonels Hintzy, Leclercq, Stéphane G., Régis A., les chefs d'unité concernées, l'équipage Fennec. Tout est à prévoir. Pour les transmissions, la portée du système PR4G ne permet pas de garder le contact avec Port-Bouët sur tout l'itinéraire. Aux unités de compenser avec Maestro, Carthage, la graphie ou encore le téléphone satellite, mais avec parcimonie. Il restera toujours un impondérable majeur : les sorties et rentrées dans Abidjan doivent s'effectuer par le « corridor nord », une ancienne zone de péage, qui se situe en fait au nord-ouest de la ville, partiellement canalisée par des murs en béton, le tout dans un quartier de Yopougon très peuplé et pro-Gbagbo où Licorne ne patrouille plus depuis des années. L'endroit rêvé pour une embuscade. Rien n'est donc laissé au hasard. Les horaires de convoi sont chaque fois modifiés, et plutôt fixés en milieu de nuit ou en pleine chaleur pour s'assurer d'une relative tranquillité. Une Gazelle Viviane effectue une reconnaissance pour balayer l'axe avec sa caméra thermique et vérifier l'absence de *checkpoints*, le colonel Hintzy ou l'un de ses subordonnés montant à bord pour donner le feu vert à la colonne. Au tour alors d'un Fennec de décoller, toujours avec un officier du 12^e cuir, mais aussi de la gendarmerie, pour garder en permanence en visuel le corridor et stopper éventuellement les véhicules avant le point de non-retour au-delà duquel ils ne pourront plus faire machine arrière. Qu'un barrage surgisse ensuite et les blindés de la gendarmerie, présents en tête de convoi jusqu'à la sortie de la ville, pourront de toute façon leur faire un sort avec leur lame de dégagement. Une Gazelle canon se place également en stationnaire au-dessus de la lagune pour faire du *show of force* si besoin.

Le premier des sept convois qui seront organisés est pris en charge le 17 janvier par le sous-groupement du capitaine Robin G. qui en occupe lui-

même la troisième place avec son VBL de commandement. Sous ses ordres, une section de chasseurs commandée par l'adjudant C. « Même s'il y avait bien sûr une petite appréhension, relate-t-il, nous étions très déterminés. Nous ne savions pas exactement ce qui nous attendait, mais nous connaissions déjà une partie du trajet pour être allés nous entraîner au camp de Lomo-Nord »^{CDLVII}. Pour leur part, les chasseurs ont déjà escorté à Bouaké des observateurs pro-Gbagbo dans la perspective du second tour des élections. Le passage sur le pont Houphouët-Boigny est un peu délicat, mais tout se passe correctement jusqu'au corridor nord où les gendarmes se font caillasser, sans conséquence. Derrière, les véhicules resserrent les rangs pour éviter toute intrusion qui scinderait la rame. S'ensuivent trois cents kilomètres de route, rythmés par une dizaine de *checkpoints*, essentiellement aux mains des FANCI, les plus redoutés se trouvant en bordure de la ligne verte, à Yamoussoukro et Tiébissou. Le convoi a instruction de montrer « détermination et transparence » à ceux qui les tiennent et qui doivent donc comprendre que, quoi qu'il arrive, il passera, mais qu'il n'a rien non plus à cacher. Les Ivoiriens peuvent donc jeter un œil à l'intérieur des véhicules, mais il leur est interdit de monter à bord ou d'en faire descendre quiconque. Aucun arrêt ne doit durer plus de vingt minutes.

À Bouaké, le convoi charge son unique cargaison, 74 m³ de carburant. Le détachement des forces spéciales est en alerte, prêt à secourir le véhicule qui serait isolé ou à fournir un appui hélicoptères. Le retour s'annonce plus complexe. L'ALAT prévient en effet que des individus affluent de toutes parts au corridor nord. « On nous prévoyait le pire »^{CDLVIII}, relate le capitaine Robin G. À quelques kilomètres d'Abidjan, le convoi s'arrête comme prévu pour enfiler les gilets pare-balles et attendre la Gazelle canon qui doit l'accompagner sur la fin du trajet. La tension est forte. À la radio, un décompte est lancé pour annoncer l'approche du corridor. La volonté d'en découdre se confirme chez les patriotes : une barricade a été érigée, mais les gendarmes la transpercent sans ménagement avec leurs blindés. Derrière, les véhicules s'engouffrent les uns après les autres sans hésiter à passer par le terre-plein central. Le capitaine a demandé aux occupants de ne pas s'enfermer. Rien de tel pour impressionner l'adversaire que des soldats en tourelle, mitrailleuses braquées, armes non létales à portée de main.

Le convoi passe en ne déplorant que quelques caillassages. Le général Palasset est à l'arrivée, fier de ses hommes. Les allersretours avec Bouaké

vont les occuper jusqu'au dénouement de la crise avec plus ou moins de péripéties à chaque fois. « Il y eut quelques cas très tangents, se souvient le colonel Hintzy, où l'on a hésité à ne pas s'engager dans le corridor. Mais une fois la décision prise, il fallait passer coûte que coûte et ne jamais s'arrêter. Pas question de répondre aux éventuelles injonctions de faire halte, d'être bloqués par des pneus en feu ou des barricades de fortune »^{CDLIX}. Chez les chasseurs, qui assurent la sécurisation et l'escorte des convois en alternance avec les cuirassiers, le capitaine Pierre-Erwan G. reste en permanence sur ses gardes. « Les convois logistiques sont toujours vulnérables, particulièrement ceux qui nous obligeaient à transporter du carburant »^{CDLX}. D'autre part, l'officier sait, pour avoir passé une partie de son enfance en Afrique, qu'une banale altercation à un *checkpoint* peut très rapidement attirer une masse d'individus et dégénérer. Ses consignes: toujours sourire, mais *in fine*, en cas d'obstruction, ne rien lâcher. Contrariés de voir leur blocus contourné, les Ivoiriens cherchent de fait à prouver que Licorne ravitaille les Forces nouvelles en armes et munitions. Les convois en sont dépourvus, puisque le BPC s'en charge. En revanche, Licorne récupère souvent à Bouaké, non seulement du personnel de relève, comme des pilotes de l'ALAT, mais des militaires italiens et allemands, venus renforcer le dispositif de leurs ambassades respectives et qui risquent de se voir assimiler à des espions. « C'était un rapport de force, explique Pierre-Erwan G. Les Ivoiriens avaient envie de nous montrer que l'ancien colonisé pouvait avoir du pouvoir sur l'ancien colonisateur. Il fallait donc le gérer à l'africaine, en leur parlant de leur famille, de foot... » Si le blocage se prolonge, la Gazelle en appui est appelée à la rescousse dans un ballet une fois encore bien rodé. Son autonomie de vol n'étant que d'une heure, il est impensable pour une opération terrestre qui en dure neuf de plus, d'être en permanence appuyée. Il faut donc calculer au plus juste le timing pour que l'appareil ait la plus grosse autonomie de vol à ces instants précis et que le convoi soit en capacité de le ravitailler ensuite. Se plaçant à 400 mètres, la Gazelle allume son phare, visible même en plein jour, et nul ne peut plus ignorer sa présence. « Si dans dix minutes, vous n'ouvrez pas le passage, lance le chef d'escadrons M. à une occasion particulièrement tendue, on la fait intervenir ! »^{CDLXI} En Côte d'Ivoire, c'est un sésame assuré depuis 2004.

Grâce aux convois, Licorne n'aura donc pas à piocher dans ses réserves de carburant sur lesquelles veille un camarade de promotion du général Palasset, le lieutenant-colonel de la légion François P. Sans eux, les cuves

auraient été vidées au 1^{er} mars. Chacun est une opération de guerre aussi vitale pour le camp que périlleuse. Comme pour les patrouilles sillonnant Abidjan, le général Palasset y privilégie la sécurité des troupes tant du point de vue matériel que moral. Tel capitaine qui demande deux jours avant Noël plus de munitions pour ses blindés les obtient en 36 heures quand il aurait fallu des semaines en temps ordinaire. Déployant une énorme capacité de travail, le Comanfor ne veut rien laisser au hasard, vérifie toujours que ses instructions ont bien été saisies, en n'hésitant pas – petit travers qu'il confesse volontiers – à reprendre plusieurs fois à haute voix l'intégralité de son raisonnement. D'où des relations parfois arides avec ses colonels et, en revanche, l'admiration des officiers subalternes qui, tout en recevant des responsabilités conséquentes, savent qu'en cas de coup dur, ils seront appuyés. « Un chef, disent-ils, un vrai, qui décide et qui assume »^{CDLXII}. Les colonels cependant ne lui font pas grief de son exigence, d'abord parce que le général a pris soin de les en prévenir dès leur arrivée, ensuite pour la lucidité et la capacité d'anticipation dont il fait preuve face à la crise, enfin car tous savent les pressions considérables qu'il subit quotidiennement depuis plusieurs mois. « Il fallait impérativement conserver nos nerfs, souligne l'amiral Rogel à l'État-Major des Armées, et ne céder à aucun moment aux provocations du régime qui rêvait de voir la France déclencher elle-même le conflit afin de se faire passer pour une victime. Beaucoup de gens sont venus me voir dans mon bureau en me lançant : “Ça suffit les provocations ! Il faut riposter !” »^{CDLXIII}. Or les ordres sont immuables et des plus fermes. Ainsi, lorsque certains pensent pouvoir évoquer en février la possibilité d'une intervention de Licorne, « l'Élysée, explique un conseiller du président de la République, a répliqué fermement que ce n'était pas le moment »^{CDLXIV}.

Le défi pour le Comanfor est peut-être supérieur à celui de l'ambassadeur. Les forces à sa disposition en effet sont à la fois trop modestes pour parer un vrai coup dur, et suffisamment armées pour déclencher l'incident fatal. Qu'un seul de ses hommes ait un moment d'égarement, qu'il lâche une rafale par peur, par agacement, par vengeance pour un honneur bafoué, et c'est Abidjan qui s'embrase, un long processus électoral de plusieurs années entièrement remis en cause, le gouvernement français pointé du doigt au moment tragique où une guerre dure est à mener en Afghanistan et en Libye... Mais dans l'ensemble, le général Palasset n'a qu'à se féliciter de la compréhension parfaite par ses hommes de la mission

qui leur échoit. Quelques bagarres éclatent certes, mais rien d'alarmant. « C'était même plutôt bon signe, analyse le chef opérations du batlic, le lieutenant-colonel Régis A. Les hommes décompressent comme ils peuvent lorsque le mandat est particulièrement long »^{CDLXV}. Conformément aux souhaits du CPCO, l'obsession du général Palasset demeure que Licorne se fonde autant que possible dans le paysage ivoirien. Hors de question pour les forces spéciales par exemple de se livrer à des actions de guerre psychologique comme autrefois le bureau d'études, ou de mener une de ces missions hardies de déstabilisation dont elles ont le secret. Sous la coupe du Comanfor, elles ressemblent plus, avec leur matériel et leur entraînement de pointe, à un super commando que le choix politique de la France oblige à rester au bercail. Leur seule contribution qui ne soit purement militaire est la présence de deux des leurs au *Golf Hotel*. Leur uniforme bien reconnaissable y symbolise la vigilance de la France quant à la sécurité du président élu, mais aussi une position de retrait puisqu'un binôme serait de toute façon impuissant en cas d'attaque en règle.

L'attitude de *low profile* impulsée par le général Palasset a aussi pour conséquence le maintien du BPC en retrait de la rade d'Abidjan. Difficile de faire plus visible, le bâtiment est le plus gros de la marine française après le porte-avions. Parti de Toulon en septembre 2010 pour le premier exercice de l'initiative amphibie européenne, *Emerald Move*, dont la France devait assurer le commandement naval, terrestre et aérien, il a ensuite relevé le TCD *Foudre* pour une éventuelle intervention dans le cadre de la crise guinéenne, avant d'être orienté vers la Côte d'Ivoire que son commandant, le capitaine de vaisseau Philippe Ebanga, retrouva neuf ans après son premier séjour à bord du *Commandant Birot*. Dès le 7 janvier, *Le Nouveau Courrier* a publié en une la photo du *Tonnerre* avec pour titre : « Voici le plan B de Sarkozy contre Gbagbo ». « De faux plans d'assaut ont même été publiés, note l'amiral Rogel, que j'étais censé avoir signés, comme, sic, le "sous-chef opérations de l'état-major des armées" »^{CDLXVI}. Peu après son arrivée, sans doute renseigné par les pêcheurs locaux, un patrouilleur de classe Intrépide, a foncé droit sur le BPC en refusant toute communication. Un Puma du bâtiment qui se trouvait alors en l'air en décrivit la trajectoire inquiétante. Ebanga appela donc l'équipage aux postes de combat. En dépit de la différence notable de volume, le BPC est vulnérable car il est relativement peu armé⁴, dépourvu de système de guerre électronique, mais aussi, à cette époque⁵, d'escorte. Le patrouilleur, lui, disposait d'un canon

de 40 mm, de quoi causer du grabuge. À deux mille mètres néanmoins, il fit demi-tour. « Ils voulaient nous montrer, relate Ebanga, qu'ils savaient que nous étions là »^{CDLXVII}. Le BPC en effet est gênant pour le régime car il est idéalement situé, à la limite des eaux territoriales, pour relever avec minutie tout le trafic maritime. Une bonne part de ce qui nourrit, chauffe, soigne, fait rouler le pays passe sous ses yeux. Les variations de ce flot sont donc une donnée précieuse de l'état de santé de la Côte d'Ivoire ; son tarissement le symptôme d'une fin proche. « Cela sera particulièrement vrai, souligne Ebanga, pour le carburant. » Du fait de sa position, le BPC joue *volens nolens* le rôle de contrôleur de l'embargo. « Nous aurions facilement relevé les manœuvres de tous ceux qui auraient osé braver l'interdit », note le commandant. Aucun navire européen, russe ou chinois ne s'y aventure en tout cas. « Il n'y eut que des pavillons de complaisance, ajoute Ebanga, et encore, au compte-gouttes ».

Le BPC propose également de réfléchir aux plans de mise en sécurité du camp de Port-Bouët, coincé entre la lagune, la mer et l'aéroport. L'accès à la première en particulier se fait par le canal de Vridi, long de près de trois kilomètres, dont l'entrée peut facilement être barrée avec une pirogue bourrée d'explosifs par les fusiliers marins ivoiriens, de surcroît réputés pro-Gbagbo et d'un bon niveau. Sans compter le poste de surveillance au débouché, qui pourrait très bien être armé d'une mitrailleuse lourde, et les horaires de marée qui en interdisent la navigation. Mais Licorne craint que les repérages nécessaires n'éveillent la suspicion du régime. En cas d'urgence, explique-t-elle, elle pourra toujours saisir l'aéroport... Pour la même raison, le BPC voit ses capacités sous-exploitées. Car au gré de ses pérégrinations, le *Tonnerre* a tout d'abord récupéré en mer un hôpital Role 2⁶ du *Siroco*. À Libreville, la 3^e compagnie du 3^e RIMa du capitaine N., un hélicoptère Fennec et un stock de pièces de rechange de l'ALAT ont ensuite rejoint ses immenses hangars au prix d'une belle débauche d'énergie. Même après cinquante ans de présence militaire française, la capitale gabonaise ne dispose en effet que d'un port commercial, lui-même doté d'un seul quai. Fut donc préférée une sorte d'opération amphibie à l'envers, troupes et matériels attendant le BPC sur la plage la plus proche du camp de Gaulle⁷, les chalands devant faire la navette avec le navire au mouillage. Mais la météo en décida autrement : plage rouge ; des rouleaux rendaient impossible la manœuvre. Le BPC fut donc contraint de dérouter ses chalands vers la marina, sous les fenêtres de la présidence gabonaise. Les

marsouins furent contraints de déballer ce qu'ils avaient soigneusement conditionné afin d'embarquer ce qui pouvait l'être, le plus gros, comme les pales d'hélicoptère, devant être laissé sur place. « Au lieu des quatre à six heures prévues, relate le capitaine de vaisseau Ebanga, cela nous prit jusqu'au milieu de la nuit ».

Enfin, les cuves du BPC contiennent 2 000 m³ de gasoil, 700 m³ de carburacteur, soit l'équivalent de huit fois les réserves de Licorne. Elles pourraient permettre de soutenir à bord 16 hélicoptères. Une solution aux problèmes de ravitaillement rencontrés à terre pourrait donc être de rassembler toute la flotte de l'ALAT sur le bâtiment où elle aurait l'avantage supplémentaire de ne plus être parquée sous tente comme à Port-Bouët. Licorne et le CPCO ne la retiennent pas par peur du flux aérien qui en découlerait avec la mer. Probablement le général Palasset juge-t-il aussi préférable de garder les hélicoptères à proximité afin de pouvoir les injecter à sa guise, sans délai. Ebanga reçoit d'ailleurs l'ordre de se dessaisir de deux appareils à son profit⁸. *Le Nouveau Courrier d'Abidjan* croit également apercevoir des « caisses » transiter entre son bâtiment et Port-Bouët. Ce sont en fait des bacs souples, d'énormes pneumatiques, qui permettent au BPC de ravitailler quelque peu Licorne en carburant à raison de 1 500 m³ la rotation, contribution modeste au regard de ses stocks et vite inter-rompue vu l'écho donné par la presse.

Même si son équipage avait préféré jouer un rôle plus actif, le *Tonnerre* se cantonne donc dans un rôle de « bouée de sauvetage », comme le décrit l'amiral Rogel : « Il a permis de manager le début de la crise, relate-t-il. Il rassurait à Paris puisqu'il était la garantie qu'au cas où, nous pourrions évacuer des milliers de personnes »^{CDLXVIII}. La conséquence la moins facile à vivre à bord est l'interdiction de débarquer opposée aux marsouins du 3^e RIMa. Persuadés de ne rester en mer que quelques jours, les hommes du capitaine N. n'ont en effet emporté que leurs sacs B. Or, contrairement à ce que pratiquent les *Marines* américains, rien n'est prévu sur le BPC pour un séjour prolongé. L'équipage leur met donc à disposition sa salle de sport, mais aussi ses propres munitions pour maintenir leur entraînement au tir. D'autre part, le capitaine de vaisseau Ebanga tient à ce que persiste dans leur esprit l'idée qu'ils ne sont à bord qu'« en sursis ». Il les fait donc se préparer à devoir quitter le bâtiment en maximum six heures, ce qui nécessite que les premiers éléments soient prêts en permanence à déguerpir en quelques minutes. Bien des réglages sont à opérer, à l'aide d'exercices

en temps réel où les hélicoptères font décoller les marsouins d'un bord pour les déposer sur l'autre. La routine est également brisée par les opérations secrètes menées par le bâtiment. Inquiets pour leurs représentations diplomatiques, des pays amis, dans l'incapacité d'acheminer des renforts militaires par voie aérienne ou maritime, obtiennent l'accord de la France pour les faire transiter par le BPC. Les premiers sont, le 17 janvier, six forces spéciales belges, tarponnées⁹ à distance suffisante des côtes pour ne pas être repérées. Le *Tonnerre* les récupère en mer avec leurs seize colis, et, une fois séchés, les convoie à terre à l'aide de ses Puma. Apparaissent ensuite des Américains, des Italiens, mais cette fois sans avoir besoin de se mouiller. En effet, commençant lui aussi à piocher dans ses réserves, en particulier en nourriture, le BPC se voit ravitaillé par le pétrolier néerlandais qui, au lieu de rentrer au pays pour les fêtes de fin d'année, s'est vu ordonner de faire route sur Dakar. Là, le temps de son périple, un énorme cubage de matériels de rechange pour l'ALAT a été acheminé depuis la France. Sans cet apport, qui nécessite quinze heures de transbordement en mer, des hélicoptères seraient sans doute tombés en panne à Port-Bouët.

Finalement, le 3^e RIMa est autorisé à mettre pied à terre, mais par groupes de dix afin de tromper la vigilance ivoirienne¹⁰. L'ALAT se charge de la besogne à partir du 22 janvier ; ses troupes, épuisées par quatre mois d'activité soutenue, subissent elle-mêmes une relève. 123 bérets bleus sont sur le départ, 167 doivent leur succéder. Reste à trouver comment... La manœuvre est mûrie par le capitaine de vaisseau Ebanga avec le chef d'état-major de Licorne, le colonel Troistorff. Mais si le BPC peut accueillir jusqu'à 500 personnes supplémentaires, un Puma ne pourra jamais emporter que dix hommes, et encore, sans leur matériel. Une opération amphibie est donc mise à l'étude, une plage du Grand-Bassam repérée à cette fin, mais elle imposerait une heure de navigation sur la rivière, au vu et au su des populations qui ne manqueraient pas d'en rendre compte. La noria d'hélicoptères est donc incontournable ; Palasset et le CPCO donnent leur accord. Le BPC permet ainsi le remplacement salutaire d'un tiers de l'effectif de Licorne au gré de deux jours de va-et-vient avec la terre. Direction ensuite Lomé pour lui qui, après avoir débarqué à terre l'hôpital Role 2, mettra ainsi un terme le 16 février à soixantetrois jours de mer d'affilée, un record pour la marine française.

À la tête du Detalat, le lieutenant-colonel Stéphane G., du 1^{er} RHC, prend la suite du lieutenant-colonel Pierre V., du 5^e RHC, qui lance, prémonitoire : « Vous n'allez pas faire un séjour, mais une opération ! »^{CDLXIX}. Celui-ci lui cède en particulier le baptême terrain qu'il a tenu à établir sur la base de son expérience avec les forces spéciales américaines à Fort Bragg : à ses yeux un gage d'efficacité dans ce que le général Palasset appelle la « guerre non visible ». Pierre V. quitte la Côte d'Ivoire peu de temps après avoir transporté l'épouse d'Alassane Ouattara vers Duékoué. Cinquième Licorne pour Stéphane G. qui, en quelque sorte, boucle la boucle puisque, chef du bureau opérations à Phalsbourg, il était chargé d'envoyer ses hommes en Opex. Ses officiers ont été longuement briefés avant le départ. « Nous savions pour l'ambiance dégradée, note le capitaine V., mais nous n'imaginions pas du tout que cela pourrait dégénérer à ce point »^{CDLXX}. Personne au sein du détachement du 1^{er} RHC n'a vécu les événements de 2004, toutefois les Retex ont été étudiés à fond : « Cela nous a permis de mesurer ce qui était réalisable ou non, ajoute le capitaine. L'ouverture du feu sur les ponts en particulier a retenu toute notre attention ». Tendue, la situation ne paraît pas cependant alarmante pour tous. Le capitaine R., commandant le PHM 1¹¹, se voit ainsi confier par l'officier qu'il relève : « Tu verras, ça fait trois mois qu'on me dit que ça va être la guerre, mais nous n'avons fait que des allers-retours vers Bouaké ! »^{CDLXXI}.

Tout l'enjeu pour le général Palasset est de préparer ses troupes à l'action sans rien en laisser paraître. Un compte à rebours s'est enclenché, mais pour une opération encore inconnue. « Nous étions tel le maçon, image le CEMA français, l'amiral Guillaud, qui sait qu'il va avoir une maison à construire, mais qui n'a ni plan, ni matériaux, ni architecte »^{CDLXXII}. Pour l'instant, le général Palasset se limite donc à demander au lieutenant-colonel de gendarmerie Philippe Leclercq de réfléchir à la manière de renforcer la défense de deux des sites principaux de l'ONUCI, l'hôtel *Sebroko* et le *Golf Hotel*. N'ayant aucune expérience du maintien de l'ordre, il est en effet fortement à craindre que les forces internationales, dans la panique d'un mouvement de foule semblable à ceux de 2004 ou 2006, ouvrent trop rapidement le feu. Pendant un mois, les gendarmes mobiles français inculquent les rudiments de leur métier à trois unités de nationalités différentes, à peu près 200 hommes en tout, en leur fournissant un peu du matériel adéquat. D'autre part, Leclercq met sur pied

un groupe d'intervention inédit, composé de deux de ses pelotons et de deux sections de l'armée de terre formées au contrôle de foule, le tout susceptible d'être hélicoptéré sur zone en urgence.

La sécurité elle-même de l'ambassadeur est à renforcer, lui qui, depuis le 22 janvier, n'est plus accrédité par le régime, conséquence de la reconnaissance désormais entérinée à Paris du représentant nommé par Ouattara. Pour les Gbagbo, Jean-Marc Simon n'est plus qu'un « sans-emploi, un citoyen français ordinaire »^{CDLXXIII}. Décision nulle, non avenue et sans effet juridique, a rétorqué le Quai. Mais le cortège, que l'ambassadeur met un point d'honneur à toujours faire passer par l'entrée principale de la résidence, essuie de plus en plus de regards hostiles à la guérite tenue par la garde présidentielle devant la propriété voisine de Gbagbo. Quatre à cinq hommes du GIGN l'escortent en permanence, le reste du groupe effectuant des reconnaissances, réglant les problèmes d'hébergement et de subsistance. Car pour des raisons de sécurité, plutôt que d'être ravitaillés par Licorne dont les convois seraient trop souvent exposés dans ce quartier ultra sensible, ils passent commande chez un restaurateur, connu pour ses sympathies pro-Ouattara. Aucun souci en revanche côté armement : « j'ai eu tout ce que je voulais »^{CDLXXIV}, témoigne le capitaine Servat, dont huit AT4, ce lance-roquettes portable qui peut être utilisé à l'intérieur d'une voiture en raison de sa déflagration très mesurée, ainsi qu'une mitrailleuse ANF1. En ce qui concerne le personnel enfin, si un peloton mobile de gendarmes a été déployé à l'ambassade et un autre à la résidence des Palmes, identifiées comme les points les plus sensibles, il est trop délicat de faire de même à la résidence de France vu son voisinage. « De plus, ajoute Servat, quand les Ivoiriens manifestaient, c'était devant l'ambassade, pas à la résidence ». L'officier est donc d'accord avec l'ambassadeur pour n'y laisser que quatre gendarmes, suppléés la nuit par une société de gardiennage locale, un dispositif des plus légers. « De toute façon, souligne Servat, le but du GIGN n'est pas de protéger une citadelle, mais de pouvoir fuir le danger ». En compagnie de son adjoint, il décide tout de même d'accroître la sécurité des lieux avec l'accord financier du Quai et l'appui technique du génie de Licorne. Outre les postes de combat qui sont réhabilités et les grillages renforcés, l'entrée principale reçoit une attention particulière à cause de sa grille en aluminium qui n'offrirait qu'un très illusoire rempart : des *bastion walls* – technique empruntée aux Américains – sont installés devant, une barre anti-intrusion creusée derrière. Le mur le

long du lagunaire est renforcé de barbelés dont plus de 500 mètres sont déroulés ; enfin celui qui est contigu avec la résidence ivoirienne reçoit un éclairage et fera désormais l'objet de patrouilles.

Un peu plus tard, l'ambassadeur a vent de rumeurs sur la préparation de son enlèvement. Le but pour le régime serait seulement de le reconduire à l'aéroport pour bien marquer la volonté de Gbagbo de chasser la France de Côte d'Ivoire. Mais la symbolique politique n'en serait pas moins désastreuse. Le capitaine Servat réclame donc de nouveaux renforts qu'il n'obtient pas, mais il convainc Jean-Marc Simon, sceptique, de délaissier la voiture pour utiliser la pirogue du détachement lagunaire de Licorne, moyen rapide, peu bruyant, et sans grand risque d'interception par les marins ivoiriens qui ne patrouillent pas vraiment. Le GIGN fait confiance au personnel de Licorne qui connaît parfaitement les lieux, en particulier les points de ralliement en cas d'évacuation d'urgence. De plus, le trajet est parfois suivi depuis les cieux par un hélicoptère de l'ALAT.

La parole reste néanmoins encore à la diplomatie comme le confirme en mer l'arrivée du joyau de la flotte sud-africaine, le *Sas Drakensberg*. D'aucuns supputent sur l'imminence de l'opération militaire de la CEDEAO¹², mais il semblerait plutôt que le bâtiment soit destiné à offrir à Gbagbo et Ouattara un terrain neutre de discussion, l'un et l'autre estimant leur sécurité respective insuffisamment assurée dans tout autre lieu en Côte d'Ivoire¹³. Le 9 janvier, Obasanjo, ancien président du Nigéria, est venu rendre une visite surprise à Abidjan. Et il est sorti de chez Gbagbo avec, enfin, de nouvelles propositions : la création d'un poste de vice-président pour Ouattara contre le départ de l'ONUCI et de Licorne, la fin des pressions internationales et des attaques dans le nord. Mais pour le Nigérian, la seule chose que Gbagbo puisse encore négocier est son amnistie. Huit jours plus tard, au tour du Premier ministre kenyan de revenir à Abidjan avec une « nouvelle offre de paix » alors que Ouattara lance un second appel à un « pays mort » tout aussi peu suivi... Le médiateur de l'Union africaine sort assez enthousiaste de son entretien avec Gbagbo qui accepterait de discuter avec la partie adverse dès le 18. Mais le clan Ouattara rappelle aussitôt le préalable incontournable de la reconnaissance par celui-ci de sa défaite. Pendant ce temps, Abobo est toujours le théâtre d'affrontements et de règlements de compte dont il sera sans doute impossible d'établir jamais le bilan tant le quartier est étendu et surpeuplé¹⁴.

La France maintient imperturbablement son cap: soutien politique à Ouattara, sans engagement militaire. Néanmoins elle passe aussi discrètement à l'action. Dans les convois vers Bouaké, prennent ainsi place le 11 février dix civils à extraire des griffes du régime. Le BPC, lui, s'éloigne des côtes avec la direction de la Société générale d'Abidjan. Auparavant, le gouvernement français résout en partie une grave déficience du clan Ouattara, son bannissement des ondes. Tout d'abord, il intervient auprès du diffuseur satellite de la RTI, *Canal+ Horizon*, ainsi que de l'opérateur du satellite lui-même, l'Américain *Intelsat*, pour les faire réfléchir à l'écho qu'ils offrent aux propos de Gbagbo¹⁵. Le retour de Ouattara sur les ondes devient une priorité stratégique. « Il importait, explique un conseiller à l'Élysée, de bien faire comprendre à la population d'Abidjan que les soucis humanitaires qu'elle affrontait n'étaient pas le fait de Ouattara, mais de Gbagbo. D'autre part, il fallait que Ouattara puisse s'afficher avec ses pairs en Afrique et à l'international »^{CDLXXV}. La première étape a été, fin décembre, la création d'une station radio, Radio Côte d'Ivoire, qui ne nécessita guère de moyens. Mais c'est surtout le petit écran qui est à conquérir : Télévision Côte d'Ivoire (TCI) voit le jour le 22 janvier. Diffusés en ondes hertziennes, les deux médias toutefois sont facilement brouillables. La France prend donc l'affaire en main et, comme elle ne peut l'assumer officiellement, c'est la DGSE qui est chargée d'acheminer le matériel nécessaire à une émission satellitaire. En particulier, une antenne parabolique de grande taille est livrée à Bouaké, posant quelques soucis aux hélicoptéristes ayant mission de la rapatrier à Abidjan: entrera-t-elle dans leur Puma ? Plus de peur que de mal, elle arrive en pièces détachées et peut donc être transportée jusqu'à l'hôtel *Ivoire* où les techniciens de la « DG » s'occupent de la mettre en service. TCI sera ainsi relayée à partir du 17 février par *Eutelsat*, mais sera-t-elle captée ? Le décodeur *Strong* est nécessaire, du matériel assez standard, mais encore faut-il le trouver. En huit jours, la capitale en est miraculeusement pourvue...

Le visage du vainqueur des élections réapparaît donc sur les écrans ivoiriens. Quant à sa voix, elle est aidée par un officier de la DGSE qui participe au *Golf Hotel* à la rédaction de ses discours. Puisque caméra et prompteur sont fournis par les Français, Ouattara ne serait-il qu'un homme de paille confortablement installé ? D'autant que la facture de l'hôtel elle-même est largement prise en charge par le budget français ? Jean-David

Levitte certifie que Nicolas Sarkozy « l'avait au moins une fois tous les deux jours au téléphone, pour prendre le pouls de la situation, pour le conseiller, en rien pour lui dire quoi faire »^{CDLXXVI}. Son flegme, ses réflexes de technocrate desservent Ouattara qui n'aurait jamais pu résister à quinze ans de fracas sans de solides convictions et le sang-froid qui permet de les mettre en application. Nul ne doute que si la haine l'emporte dans l'autre camp, c'est sur sa villa du *Golf Hotel* que s'abatront les centaines d'obus de mortier que recèlent les caves de la présidence ivoirienne.

Gbagbo peut-il cependant ignorer l'assistance française dans ce pays où tout se sait ? En tout cas, lui et les siens n'en disent rien, continuant avec obstination à vitupérer contre l'ONUCI pour sa prétendue duplicité. Voilà celle-ci accusée, après ouverture du fret qui lui était destiné, de livrer des armes aux forces nouvelles. Accusation grotesque vu la pusillanimité quasi malade de l'organisation : comment les Casques bleus, qui n'osent même pas répliquer quand ils se font tirer dessus, se risqueraient-ils à rompre leur impartialité ? La méthode porte le label Gbagbo : accuser l'ONUCI d'armer ses ennemis lui permet de détourner les lumières de ses propres pratiques, elles tout à fait véridiques, qui violent l'embargo. Dans un rapport tonitruant, qui ne sera diffusé qu'après la fin de la crise, les experts de l'ONU pointent le rôle trouble à ses côtés d'un Français. Frédéric Lafont, patron d'entreprises de sécurité, en charge du port notamment, aiderait à convoier à l'intérieur du pays les mercenaires libériens embauchés par le régime. La compagnie *Sophia Airlines*, qu'il gère également, aurait transporté pour sa part des armes et du matériel. Les experts font état d'au moins sept livraisons suspectes, photos à l'appui. Ils pistent aussi un curieux Iliouchine, immatriculé RA-76843, qui part de Russie le 20 janvier, fait escale sur une base militaire algérienne, puis atterrit à Abidjan^{CDLXXVII}. Les Algériens jurent qu'il ne s'agissait que de 12 tonnes de matériel militaire pour leur seul usage. Mais l'appareil peut en transporter 45... De surcroît, les experts ont vent de démarches auprès de marchands d'armes par l'entourage de Gbagbo, dont la fameuse société biélorusse BVST qui avait fourni la flotte aérienne détruite par les Français en 2004. Le Français Robert Montoya, cheville ouvrière de ce marché, se voit ainsi soupçonné d'avoir fait le voyage depuis Lomé où il réside pour négocier l'achat de trois nouveaux hélicoptères MI-24.

Le sommet de l'Union africaine à Addis Abeba les 29 et 30 janvier est porteur d'espoir. Toujours aussi habile dans la propagande, le clan Gbagbo

fera croire que Nicolas Sarkozy s'y est imposé pour arracher le soutien de l'organisation régionale. En fait, sa présence était prévue bien avant le déclenchement de la crise, dans le cadre de la future double présidence française du G8 et du G20. Son discours est flatteur pour ses homologues africains, lui qui est partisan d'accorder à l'Afrique un siège permanent au Conseil de sécurité : « Mesdames et messieurs, vous êtes plus forts que vous ne l'imaginez. Affirmez votre poids dans les instances internationales, et le monde sera obligé de tenir compte de la parole des Africains »^{CDLXXVIII}. Évoquant parmi les sujets de préoccupation ces « conflits qui s'éternisent », le président de la République ne fait en revanche qu'une brève allusion à la Côte d'Ivoire « où tout un peuple voit bafouer le choix qu'il a librement exprimé lors d'une élection qui devait sceller le retour à la paix. La France apporte un soutien résolu aux efforts de l'Union africaine, de la CEDEAO et du secrétaire général des Nations unies ». La tempérance du Français satisfait l'Angolais Dos Santos dont les services auraient fait savoir à l'Élysée qu'il réclamerait un droit de réponse en cas de propos trop fermes à l'encontre de Gbagbo qu'il soutient encore. Des entretiens en aparté avec différents chefs d'État, forcément resserrés vu le peu d'heures consacrées par Nicolas Sarkozy à chaque voyage à l'étranger, permettent certes de revenir plus en détail sur la crise. Ils sont d'autant plus nécessaires que, après un premier mois de fermeté, l'Union africaine semble vaciller. Alors qu'elle réclamait jusqu'alors le départ de Gbagbo, voilà que son président de commission, le Gabonais Jean Ping, ne se dit « plus sûr qu'il faille présenter les choses ainsi »^{CDLXXIX}. Le Quai d'Orsay l'a toujours suspecté de pro-gbagboisme en raison des origines ivoiriennes de sa femme. Les moins diplomates osent même suggérer qu'il a été acheté par le président déchu dont deux représentants se sont glissés dans les couloirs des discussions, son conseiller diplomatique Alcide Djédjé, mais aussi le Franco-Libanais Hadi. La cause du revirement de l'UA cependant est beaucoup plus à chercher dans la pression exercée par l'un des deniers soutiens de Gbagbo, l'Afrique du Sud, furieuse de se voir damer le pion par son rival nigérian. « Son point faible, souligne André Parant, conseiller Afrique du président de la République, était que, pour des crises proches de chez elle, elle invoque toujours la primauté des instances sous-régionales sur l'Union africaine. Nous leur rétorquions donc : pourquoi l'avis de la CEDEAO ne serait-il pas suivi en Côte d'Ivoire ? »^{CDLXXX}. Ping annonce vouloir privilégier « une solution politique, pacifique et négociée », un net recul.

« S’asseoir sous l’arbre à palabres et trouver une solution », à l’africaine, telle est sa proposition, lui qui estime que le rôle des « non-Africains » – comprendre la France et les États-Unis – « ne suscite pas l’unanimité » au sein du continent. Quatre heures de discussion vive aboutissent au final à un revers pour l’instance sous-régionale, la CEDEAO, qui doit admettre la création d’un « comité de haut niveau », composé de cinq chefs d’État africains¹⁶, lesquels ont un mois pour trouver un accord de sortie de crise. Le délai peut paraître bien large au regard des déflocages de plus en plus fréquents à Abidjan. Au point de situation du général Palasset, la réflexion ne porte plus sur les entraves de Gbagbo aux patrouilles de Licorne, mais sur d’éventuelles interventions au profit de l’ONUCI qui est sans cesse malmenée. En ville, en raison de l’assèchement des liquidités, lui-même lié aux décisions de la BCEAO, les files d’attente se sont allongées devant les guichets, mêlant civils et, plus grave, militaires en armes. Le 14 février, BNP et Citibank ferment les agences de leurs filiales. Treize des vingt établissements bancaires privés du pays les auront bientôt imités. En ce qui concerne les Français, le directeur adjoint du cabinet du ministre de l’Économie et des Finances a appelé un à un leurs dirigeants pour les en convaincre. « Mais ils avaient anticipé, note Christophe Bonnard. Sans liquidité, ils ne pouvaient plus rien faire et savaient le risque couru par leurs employés. Tous avaient ainsi leur propre plan d’évacuation »^{CDLXXXI}.

La fermeture des banques plonge Licorne et l’ONUCI elles-mêmes dans l’embarras puisqu’elles ne peuvent plus rien payer. Des valises de cash transitent par les airs sous bonne escorte. Mais les plus touchées, et en même temps les plus exposées, sont les PME françaises qui se plaignent de ne pas être autant consultées par le consulat que les grands groupes qui ont droit à tous les égards, entre les réunions au ministère des Finances à Paris et les concertations avec les diplomates à Abidjan. « Seules les puissantes entreprises, témoigne le dirigeant de l’une d’elles, participaient aux réunions de sécurité et disposaient donc d’informations leur permettant de réagir de manière idoine par anticipation afin de réduire tant que faire se peut leurs pertes économiques »^{CDLXXXII}. Sur la foi des renseignements qu’elles reçoivent, elles suspendent de surcroît le paiement de leurs factures, mettant en difficulté sous-traitants et clients qui, par ricochet, doivent faire de même avec leurs propres interlocuteurs, ce qui finit par bloquer l’économie et exposer dangereusement des structures ne bénéficiant pas de la même surface qu’elles... La plupart des sociétés françaises

recourent à toutes les astuces pour leurs employés – temps partiel, chômage technique, jusqu’à devoir licencier. Les ressortissants, eux, stockent de la nourriture pour quelques semaines, des bonbonnes de gaz, et des munitions pour les détenteurs d’armes, obtenues généralement grâce aux Libanais qui sont réputés pour l’obtention facile du permis nécessaire. Quant au cash, ils retirent ce que les guichets veulent bien encore donner et en enterrent généralement une partie dans leur jardin. Comment ne pourraient-ils s’angoisser devant le climat de violence ? Les tensions interethniques se sont accrues. Les Dioulas, mais aussi les Baoulés, sont de plus en plus interpellés par la police, insultés dans les rues et les commerces par les Bétés et les Guérés. Les Français, eux, sont épargnés avec un systématisme qui fleure la consigne venue de haut : pas question de défier Licorne. Comme François Leprieur cependant, ils en sont parfois réduits à verser des pots-de-vin aux forces de sécurité afin d’éviter qu’elles ne raflent leurs amis africains venus dîner à la maison.

Gbagbo montre ses premiers signes d’affolement en évoquant la création d’un système budgétaire autonome, frappant sa propre monnaie avec peut-être l’aide de l’Angola, ainsi que la nationalisation des filiales de la BNP et de la Société générale. « Nous redoutions, admet Rémy Rioux au Trésor, les conséquences pour la population qui aurait pu s’en prendre aux employés de banques, puis aux ressortissants étrangers. Mais nous avions la conviction que la crise ne serait que transitoire, de part notre connaissance de l’Afrique, mais aussi de l’intime conviction du clan Ouattara qui nous l’avait annoncé d’emblée »^{CDLXXXIII}. En coulisses, Choi croit que le clan Gbagbo n’écarterait plus la solution qui lui tient à cœur, un destin à la Kérékou¹⁷.

Du côté de Ouattara, on estime plutôt que la période est mise à profit par le camp adverse pour préparer une action militaire. Chaque jour apporte son lot de tués à Abobo. Le 7 février, deux commissariats y sont mis à sac au prix de trois morts chez les assaillants. Le 19, dix manifestants sont tués par les forces de sécurité. Sans doute pour faire monter la pression, Guillaume Soro dit son téléphone « inondé de coups de fil de généraux et d’officiers supérieurs qui sont en train de nous rejoindre ». Et il annonce de grands défilés où chaque manifestant est appelé à filmer avec son téléphone portable afin que les exactions du régime soient rendues publiques. Mais c’est à Abobo, le 22, qu’une action de guérilla va marquer les esprits. Une patrouille du CECOS est attaquée par un « commando invisible » qui

revendique la mort d'une trentaine de forces de sécurité¹⁸. La violence de l'action promeut immédiatement ses auteurs, portés par le nom bien mystérieux qu'ils se sont choisis, en figure de proue de l'insurrection. Et comme elle a aussi été redoutablement efficace, il se dit qu'une main extérieure les aurait façonnés, entraînés, commandités. Leur chef ne reste pas longtemps inconnu : IB, vétéran de toutes les crises, putschiste évincé par Guéï qu'il avait fait roi en 1999, putschiste défait en 2002, putschiste arrêté à Paris en 2003¹⁹. Ouattara est donc le premier incriminé puisque l'ancien sous-officier en a été le garde du corps. Qu'il cherche à étoffer la résistance dans Abidjan même par d'ex-militaires ne serait guère étonnant. Sa proximité toutefois avec Soro, ennemi juré d'IB, semble en atténuer la probabilité même si tous ont pu décider d'enterrer la hache de guerre le temps de se débarrasser de Gbagbo. Les services de renseignement occidentaux, DGSE et CIA, sont ensuite soupçonnés, eux les spécialistes de l'encadrement des guérillas dans le monde. À l'État-major des armées, la plupart des officiers n'y croient pas. « Nous avons pensé, note le colonel de Vathaire, qu'IB était parvenu à fédérer quelques individus sur place et à mener des actions de guérilla dont il avait une longue expérience. C'était une affaire strictement ivoiroivoirienne »^{CDLXXXIV}. De fait, la plus-value des services de renseignement en l'occurrence semble faible. Qui connaît mieux la guérilla en Côte d'Ivoire qu'IB lui-même qui s'y exerce non sans talent depuis plus de dix ans ? D'autre part, le prisme médiatique, un peu enivré par l'appellation fleurant bon le roman, a singulièrement amplifié l'influence réelle du commando invisible comme le découvrira quelque temps plus tard Licorne lorsque les hommes d'IB demanderont à être intégrés à la nouvelle armée ivoirienne : leur groupe, c'est, en tout et pour tout, 98 hommes quand les renseignements glanés par les Français leur font estimer la résistance à Abobo-Adjamé à environ 1 200 individus. Et il n'a besoin d'aucune filière pour se fournir en armement puisque tout est en vente dans Abidjan même. D'autre part, s'il ne surgit dans la presse que mi-février, c'est bien que toutes les actions précédentes ont été menées par d'autres, en particulier des militaires d'unités régulières qui, depuis toujours, ont dit leur malaise à leurs interlocuteurs français d'être beaucoup moins bien traités par Gbagbo que le CECOS, la garde républicaine et même les Jeunes Patriotes. « Après le second tour, témoigne le colonel Héry, attaché de défense, des rumeurs de coup d'État sont venues jusqu'à nous. Les officiers nous disaient : "on va prendre les armes contre

Gbagbo !” »^{CDLXXXV}. Une promesse de Gascon jusqu’à ce jour de décembre où deux lieutenants de police demandèrent à le rencontrer. Originaires du nord, ils se déniaient toute appartenance politique et réclamèrent *in fine* des armes. L’attaché de défense les éconduisit en expliquant que les armées occidentales ne pratiquaient plus ce genre de méthodes depuis des années.

« On veut se battre ! insistèrent ses deux visiteurs.

– Faites comme nous en 1789 ! » rétorqua Héry.

L’organisation qui s’ensuivit, portée par l’exemple du Printemps arabe, de peuples refusant la fatalité, fut probablement à l’origine des toutes premières actions à Abobo.

Enfin, il n’est pas certain que ledit commando invisible ait même pour projet de coordonner ses actions avec les autres réseaux de résistance. En particulier, il fait rater un coup magnifique, très long à mettre en place pour l’équipe Ouattara, qui aurait porté un coup rude au régime en place : un escadron de gendarmerie mobile s’apprêtait à changer de camp dans son intégralité, chefs compris. Une première. Qui aurait signifié le début de l’écroulement du régime. Mais les hommes d’IB l’ont attaqué avant le jour J, sabordant l’affaire... La preuve que le lien, présenté comme évident par les pro-Gbagbo, entre IB et le *Golf Hotel*, n’est en rien avéré.

En réalité, la survalorisation du commando invisible sert le régime en place. Car en lui faisant incarner l’essentiel de la résistance²⁰, celui-ci peut indirectement incriminer ceux qui l’auraient créé, la France, les États-Unis, le Burkina, poussant ainsi aux oubliettes les actions de centaines d’autres qui se sont levés spontanément face au déni de démocratie. Par son biais, le commando invisible devient une tâche qui dénature l’ensemble de l’insurrection puisqu’il la rabaisse à une fabrication des anciens colonialistes. Et l’ONU contribue involontairement à conforter son plaidoyer. Dénonçant des « attaques très sérieuses » contre l’ONUCI, Choi évoque pour la première fois des « crimes de guerre », la CPI se disant prête à châtier les coupables. Dans l’élan, Ban Ki-moon appelle à une réunion d’urgence du Conseil de sécurité, d’autant que des MI-24 sont annoncés de manière imminente en renfort des FANCI. Or c’est une erreur, que le secrétaire général adjoint à New York, Alain Le Roy, est contraint de reconnaître. Le camp Gbagbo en sort ragailardi, lui qui a d’emblée crié au « complot » cherchant à justifier une intervention étrangère en Côte d’Ivoire.

Il est vrai que toutes les solutions diplomatiques semblent épuisées. Les 21 et 22 février, le panel des cinq chefs d'État choisis à Addis Abeba par l'Union africaine est à Abidjan, Ouattara leur assignant la « mission de la dernière chance ». Mais ils ne proposent d'autre solution qu'un partage du pouvoir entre les deux adversaires, l'un prenant la présidence, l'autre la vice-présidence avant d'alterner au bout de deux ans. Soit exactement ce qu'essaient de fuir depuis le début la CEDEAO et les Occidentaux.

Plus l'heure des armes approche pour Licorne, plus le général Palasset veille à la retenue de ses troupes. Fin février, la compagnie du capitaine Sylvain D., du 13^e bataillon de chasseurs alpins, vient ainsi relever les marsouins du 3^e RIMa qui avait débarqué du BPC. Elle qui se préparait pour le Gabon a embarqué le 6 février à Toulon pour deux semaines de traversée dans les conditions rustiques du TCD *Foudre*. À son arrivée à Port-Bouët, le colonel Hintzy, patron du Batlic, vérifie qu'elle a bien compris une évidence: Abidjan n'est pas Kaboul. L'unité en effet a été de la mission « Black Rock » en Kapisa jusqu'en juin 2010. Là-bas, quand une troupe est prise à partie, la légitime défense l'autorise à répliquer dans la seconde. Il n'en est plus question à Abidjan, où le moindre dommage collatéral sera immanquablement exploité, grossi, dénaturé. Bref, dans ce climat tendu où tout peut dégénérer à chaque patrouille, le commandement redoute que le 13^e BCA ne soit pas dans l'état d'esprit de Licorne, mais il peut se rassurer : Sylvain D. n'a cessé de briefer ses 140 hommes depuis le départ, aussi bien les trois-quarts qui, ayant « fait » l'Afghanistan, pourraient avoir acquis certains réflexes, que le quart restant, des jeunes étrennant leur première Opex, proies faciles de l'affolement ou au contraire de la passivité. S'ajoute un autre paramètre particulier : si d'autres bataillons de chasseurs alpins se sont succédé depuis 2005, c'est la première fois que le 13 revient en Afghanistan depuis l'affaire Mahé. Les Ivoiriens, qui savent tout sur Licorne, et appellent les chasseurs alpins les « grands chapeaux », vont-ils saluer à leur manière ce retour ? Le capitaine D. n'est pas sans l'appréhender, mais ni la population d'Abidjan, ni l'encadrement de Licorne n'y font allusion. Le général Palasset en particulier ne cache pas son plaisir, lui qui a servi ou commandé pas moins de quatre bataillons de chasseurs alpins, de récupérer cette compagnie aguerrie qui remplit sans difficulté l'objectif qui lui est fixé : être opérationnelle le 6 mars.

À son tour donc de faire siennes les consignes de pondération, de vigilance, de cohésion, surtout dans un contexte évolutif où le régime, qui

naguère prenait bien soin de rester à distance de Licorne, s'en rapproche peu à peu, probablement en espérant créer l'incident qui la décrédibilisera. Le capitaine du 12^e cuirassiers Robin G. les applique à la lettre. Au troisième des quatre convois que lui et les siens mènent vers Bouaké, il pique une colère devant l'obstruction des gendarmes ivoiriens au débouché du pont Houphouët-Boigny. Minute après minute, il est en effet tenu informé par l'ALAT d'un affaiblement majeur au corridor nord où les pro-Gbagbo sont en train d'affluer et d'ériger des barricades. Les gendarmes français ne parviennent pas à faire entendre raison à leurs homologues qui prétendent ne pas réussir à établir le contact avec leur hiérarchie. Le capitaine sort donc de son VBL pour leur signifier que dans cinq minutes il ordonnera de forcer le barrage dont il vérifie au passage la composition fragile. Comme les Ivoiriens n'obtempèrent pas plus, il retourne dans son véhicule, donne l'ordre de verrouiller les portes et en avant ! Sur ordre, le blindé de tête défonce l'amas de planches, bidons et autres pneus, et toute la colonne le suit, rattrapée par les gendarmes français avant le corridor nord où la situation est de fait très tendue. Une barricade est en feu, des centaines de personnes attendent derrière. La gendarmerie ouvre un passage sur le côté gauche, que les cuirassiers élargissent à leur tour, et le convoi se voit assailli de véhicules qui tentent de s'intercaler. Mais ça passe.

Un incident interroge encore plus le commandement sur les desseins des pro-Gbagbo. Le 2 mars, à 9 heures du matin, les Patriotes ayant levé leurs *checkpoints*, trois VBL et un VAB du 12^e cuirassiers, commandés par l'adjudant R., ont pris la direction de Grand-Bassam. Au retour, vers midi, leur colonne tombe dans un embouteillage causé par un barrage filtrant qui, à l'approche des Français, est fermé à l'aide de pneus de bus rapidement apportés. Les conducteurs des voitures civiles situées à l'avant sont sortis de force afin que leurs véhicules, dont les clés sont enlevées et le frein à main serré, forment un autre rempart d'acier autour des Français. Des taxis enfin sont réquisitionnés pour bloquer l'unique échappatoire restant vers Vridi. Quelques jours plus tôt déjà, au même endroit, un convoi s'est extirpé *in extremis* de la nasse en essuyant des rafales de kalachnikov, mais sans riposter : « Les tirs sont venus de derrière, explique le colonel Hintzy, or nos véhicules roulaient alors sur le terre-plein central. Cela ne garantissait pas assez de stabilité à nos soldats pour qu'ils puissent répliquer sans prendre le risque d'occasionner des dommages collatéraux parmi les civils qui étaient présents non loin »^{CDLXXXVI}.

Une centaine de manifestants s'amassent, certains se couchent devant le VBL de tête. Deux hommes en sont manifestement les meneurs. Ils disent quoi faire, que dire, et reprennent tous ceux qui s'aventurent à approcher de trop près les véhicules français : de l'art de la provocation. De fait, la foule ne manifeste pas d'agressivité dans son ensemble, reprenant seulement les slogans tel que « Respectez l'élection de Gbagbo ! » Caméra ostensiblement brandie, l'un d'eux se promène au nez et à la barbe des cuirassiers. Dans une logorrhée somme toute impressionnante, il aligne les invectives, en s'empressant ensuite de poster sa vidéo sur *Dailymotion*^{CDLXXXVII}. Son objectif ne trompe pas, quand il lance, en se collant à un officier français: « Voici le visage de la France, voici le véritable impérialisme français : si vous le reconnaissez, écrivez à ses parents, à ses amis ». « Ils cherchaient à nous pousser à la faute, relate le lieutenant-colonel Régis A. qui suit l'incident au centre opérations. Il fallait à tout prix éviter le dérapage qui enflammerait la crise et conduirait à un nouveau 2004 »^{CDLXXXVIII}. Qu'un soldat français perde son calme et c'est la fusillade générale. Le chef de peloton explique à Port-Bouët qu'il lui est impossible de manœuvrer, les Jeunes Patriotes continuant à acheminer des obstacles, dont un semi-remorque et un bus ! Le capitaine Robin G. fait les cent pas devant le CO, trépignant de rejoindre ses hommes sur place. Accordé ! Il se présente donc vers 12 h 30, mais aucun des meneurs ne semble vouloir accepter le contact. Pour lui, les manifestants cherchent à provoquer un incident. Avec deux fantassins, il pousse des voitures, mais les Jeunes Patriotes réagissent en s'allongeant devant le véhicule français de tête qui tente de profiter du passage en partie libéré. À Port-Bouët, la section de QRF est mise en alerte, et le lieutenant-colonel Régis A. prévient Robin G. de l'envoi d'un peloton de gendarmerie mobile. En sept minutes, deux VBRG sont sur site, leur chef, le lieutenant-colonel Leclercq suivant leur évolution depuis un Fennec. Sur ordre de G., les gendarmes usent de leur lance-grenades lacrymogènes d'abord en direction de la foule, puis vers une vingtaine d'individus bravant les gaz qui restent couchés devant les roues. Le capitaine ordonne donc cette fois à ses cuirassiers de faire usage des grenades lacrymogènes à main alors qu'un blindé de gendarmerie commence à déblayer le passage en poussant avec sa lame trois taxis. Toute la colonne s'engouffre dans l'ouverture, les gendarmes étant les derniers à rejoindre Port-Bouët.

Une fois encore, Licorne n'aura pas réagi comme les pro-Gbagbo l'espéraient. Peu après, une autre de ses patrouilles est mise en joue au RPG-7. Il faut la maîtrise absolue de son chef pour dialoguer avec le barrage, comprendre que la drogue ou l'alcool y sont souverains, et entamer un demi-tour sans affolement pour poursuivre sa mission. À chaque palier franchi, le Batlic s'adapte: « Des P4, relate le colonel Hintzy, nous sommes passés aux VBL, puis des VBL aux VAB. Ceux qui partaient en patrouille pouvaient comprendre, rien qu'en voyant les véhicules prévus, le degré de dangerosité de leur mission ».

Le premier à commettre le faux pas irrémédiable ne sera pas Licorne, ni l'ONUCI. Le 3 mars, outre une quarantaine de morts dans tout le pays, sept femmes sont tuées par balles lors de la répression d'une manifestation à Abobo. Avec un cynisme absolu, le régime clame n'y être pour rien, que les victimes étaient en fait des actrices, recouvertes de sang de mouton. Comme il se doute que des clichés ont été pris, et qui prouvent de manière incontestable la tuerie, il invoque une mystérieuse « opération Bagnon » dont il aurait eu connaissance en interceptant des conversations téléphoniques à Paris: « Trois mois avant le second vote, détaille l'un des siens, les partisans de Ouattara ont expliqué qu'ils feraient marcher les femmes à Abobo et qu'ils feraient tirer quelques salves à l'arrière de la manifestation pour obliger les forces de sécurité à ouvrir le feu »^{CDLXXXIX}. Cette thèse ne dit pas pourquoi, dans ce cas – même en prenant en compte l'éventuelle pénurie d'armes létales dont le régime profite pour l'attribuer à la France, histoire de lui faire porter une part de responsabilité –, policiers et soldats ont tiré sur des femmes désarmées...

Washington parle d'une « faillite morale ». Que fait l'ONUCI ? clame-t-on dans le monde, un peu injustement au demeurant puisque celle-ci ne compte elle aussi que 2500 hommes à Abidjan. Opérant toutefois sous le chapitre VII de la charte, elle a le droit d'user de la force, mais, justifiera Alain Le Roy, « nous sommes aussi sous le chapitre VII dans d'autres pays, au Soudan ou ailleurs, et nous ne tirons pas pour autant sur les armes lourdes d'une armée, qui était jusque-là régulière. C'est une étape que nous n'avons pas l'habitude de franchir »^{CDXC}. Au centre de toutes les critiques, Choi ne parvient toujours pas à trouver le bon ton, qui marquerait au moins une absolue détermination. « Nous sommes prêts à faire face à une dégradation de la situation »^{CDXCI}, déclare-t-il ainsi après la fusillade comme si ladite dégradation n'était pas déjà, et depuis longtemps, en cours.

Mauvais présage supplémentaire, le *Force Commander* de l'ONUCI, le général pakistanais Abdul Hafiz, avec lequel Palasset a si bien coopéré, est remplacé. Officiellement, il aurait terminé son mandat ; officieusement, il se heurtait de plus en plus à Choi en réclamant de pouvoir enfin riposter aux innombrables brimades subies par ses troupes. Un général togolais, chef de l'État-Major particulier de son président, Béréna Gnakoudè, lui succède, dont Licorne apprécie l'immédiate abnégation, mais que peut espérer une armée qui change son commandant en chef à l'heure la pire d'une veillée d'armes ? De surcroît, comme il a participé aux opérations au Rwanda, le nouveau *Force Commander* est la cible d'accusations faciles des pro-Gbagbo: « L'ONU préparerait-elle un Rwanda bis ? »^{CDXCII}.

La tuerie du 3 mars témoigne de l'affolement du régime devant une situation dont, contrairement à 2002 ou 2004, il ne contrôle presque plus rien. Ce n'est sans doute pas un hasard si, à cette même période, pour la première fois depuis décembre, une famille de ressortissants français est agressée au nord des ponts. Au centre opérations de Licorne, le général Palasset décide de former un attelage inédit gendarmerie-forces spéciales pour aller lui porter secours. Faire intervenir d'emblée le bataillon Licorne, cuirassiers ou chasseurs, dans un pays souverain, serait brûler des étapes: quel autre signal fort pourra ensuite être envoyé à des forces de sécurité défaillantes ou complices du régime ? Sous le commandement du lieutenant-colonel Leclercq, deux pelotons de gendarmes mobiles ouvrent donc la voie et sécurisent les lieux pour permettre aux forces spéciales du lieutenant-colonel N. d'intervenir en toute quiétude. Les agresseurs ont déjà disparu à leur arrivée, mais le passage du convoi a bien rappelé aux pro-Gbagbo que toucher aux ressortissants est la frontière à ne pas franchir au moment où la crise s'aggrave – plus de médicaments au CHU, pénurie d'eau, etc. – et déborde largement d'Abidjan. La toute première échauffourée entre l'armée et les Forces nouvelles a eu lieu à Zouan-Hounien, à la frontière avec le Libéria, le 24 février. Le 6 mars, les secondes s'emparent de Toulépleu, dans le sud-ouest, fermant ainsi la porte du Libéria, puis, le 13, de Doké, à mi-chemin de Bloléquin, verrou du port de San Pedro. Le lendemain, le commando invisible sort d'Abobo en s'attaquant aux forces de sécurité à Adjamé. La RTI voit sa diffusion à nouveau perturbée. Entre-temps, le 12, des centaines d'hommes des forces de sécurité, appuyés de blindés, ont lancé une opération de ratissage dans Abobo où au moins huit morts ont été dénombrés, le camp Ouattara

dénonçant des « tueries aveugles ». Dans la nuit du 15 au 16, une grenade est lancée au milieu de civils à Attécoubé : 1 mort et 18 blessés selon l'ONU. Ouattara offre à Gbagbo une « dernière chance » pour une « sortie de crise pacifique et honorable ». Mais des tirs à l'arme lourde sont entendus dans la nuit du 16 au 17, dans les quartiers de Cocody, Abobo, ainsi que – nouveauté – à Yopougon et dans le bastion pro-Ouattara de Port-Bouët 2. Et le 17, le marché d'Abobo est bombardé : entre 25 et 30 victimes sont dénombrées. Un « carnage »^{CDXCIII}, relate le journaliste Thomas Hofnung. Tel le criminel qui refuse d'admettre l'horreur de ses actes comme pour les femmes tuées le 3 mars, le régime crie aussitôt à son innocence. Les fautifs, argue-t-il, seraient les ex-rebelles. Sauf que ceux-ci n'ont pas de mortier du calibre de celui qui a été employé et que l'origine des tirs a pu être localisée dans le camp militaire d'Akouédo, fief des pro-Gbagbo²¹. Le timing d'autre part ne trompe pas : le régime a probablement pensé que le braquage de tous les projecteurs mondiaux sur le Printemps arabe, et plus particulièrement l'épisode libyen dont le Conseil de sécurité débat le même jour, ainsi que sur le Tsunami au Japon, a jeté la Côte d'Ivoire dans une ombre propice à la terreur.

Pour l'ONU, la responsabilité des forces de Gbagbo est écrasante, dans ce qu'elle pense pouvoir constituer un crime contre l'humanité. Mais sa seule réaction est de faire survoler Abidjan à basse altitude par les deux MI-24 récemment arrivés du Libéria et qui se ravitaillent à Port-Bouët.

L'Élysée non plus n'hésite pas. « Nous n'avons eu aucun doute sur l'origine des tirs »^{CDXCIV}, témoigne le conseiller Afrique du président de la République, André Parant, qui fait le parallèle avec un autre drame, les tirs en 1995 sur l'école de Cana qui déclenchèrent les accords parrainés par la France et les États-Unis entre Israël, la Syrie et le Hezbollah. « Quand l'armée ivoirienne a commencé à employer les armes lourdes contre la population, explique le colonel Héry, nous avons prévenu nos contacts : “Vous faites n'importe quoi ! Vous allez être durement sanctionnés !” Mais ils ne nous croyaient pas. Ils nous répétaient que, nous, les Français, nous n'étions pas visés »^{CDXCV}. La leçon de 2004 a été trop bien apprise : le clan Gbagbo croit qu'il lui suffit d'épargner Licorne et les ressortissants étrangers pour échapper à toutes représailles. Or ce qu'il semble ignorer, c'est que, depuis des mois, tous ses faits et gestes sont scrutés, écoutés, photographiés en particulier depuis les airs grâce aux Fennec de l'armée de l'air. Licorne a engrangé les preuves de la manipulation des Jeunes Patriotes

par les forces de sécurité qu'elle a surprises en train de progiduer un'entraînement au tir dans des camps d'Abidjan²² quand ce n'étaient pas elles-mêmes qui étaient prises en flagrant délit de tirer à vue²³.

Pour le général Palasset, les massacres d'Abobo sont un indice flagrant de la défaite morale et médiatique du clan Gbagbo, mais aussi une source de profonde inquiétude. « Une milice n'a pas de commandement véritable, explique-t-il. Souvent avinés ou drogués, ses partisans improvisent des *checkpoints* où une altercation peut vite dégénérer en fusillade »^{CDXCVI}. L'escorte de l'ambassadeur Simon en fait elle-même l'expérience le 18 mars. Vers 21 h 30, deux membres du GIGN, en reconnaissance d'itinéraire entre Licorne et la résidence, arrivent sur le boulevard de France au contact d'un barrage dont les occupants se montrent immédiatement agressifs. Se voyant ordonner de couper le contact, et entendant des appels à encercler la voiture, le conducteur préfère reculer. Puis, après avoir jaugé l'obstacle, essentiellement en bois, il le percute et continue sa route. Une heure et demie plus tard, c'est au tour de l'ambassadeur, dans le 4x4 blindé qu'il n'occupe que rarement, d'aborder les lieux. Mais cette fois, l'axe est entravé de blocs de béton. Les gendarmes improvisent en prenant le boulevard de France à contresens. Surpris, les Jeunes Patriotes courent pour tenter de leur barrer la route. De manière désespérée, ils balancent des cailloux : grâce à la hardiesse du GIGN, Jean-Marc Simon a échappé à un traquenard.

Officiellement, Paris affiche toujours sa neutralité en demandant, après le bombardement du marché d'Abobo, comme pour la mort des sept femmes, une « commission d'enquête internationale crédible, indépendante et impartiale ». Quant aux ordres donnés par le CPCO, ils restent très restrictifs : « pas d'ingérence » – Licorne ne doit pas s'interposer entre les belligérants ; « légitime défense élargie à autrui », « assistance à personne en danger ». L'Élysée le rappelle en effet chaque jour à l'État-Major des Armées : « Il n'est pas dans les objectifs de Licorne de faire tomber militairement Gbagbo »^{CDXCVII}.

La retenue française, en dépit de la multiplication des crimes du pouvoir, finit par convaincre certains observateurs que, en dépit de tous ses déboires, Gbagbo va surmonter l'épreuve une fois encore. « Il est toujours au pouvoir, a noté le *New York Times* le 16 mars. Il tient toujours son économie mal en point avec des bouts de sparadrap [...] Il réprime toujours brutalement la dissidence. Et il apparaît toujours à la télévision, nuit après

nuit, blâmant les Nations unies, la France et les États-Unis pour les problèmes rencontrés par son pays [...] »^{CDXCVIII}. La presse internationale y voit même « un cas d'école pour autocrates assiégés ». Et de présager que, à la manière de Mugabe, Gbagbo pourrait encore « être là dans 20 ans ». Mais à bien y regarder, l'Ivoirien a beaucoup perdu de sa superbe. La raison en est simple : ses finances seront bientôt vides. « Le régime a tout de même tenu un mois de plus que ce nous pensions »^{CDXCIX}, relate le directeur-adjoint du ministre français de l'Économie et des Finances. Le prélèvement arbitraire de taxes sur l'activité économique l'y aura aidé. « Nous avons aussi mobilisé l'intelligence économique, ajoute Christophe Bonnard, pour vérifier que Gbagbo ne se finançait pas par exemple par la vente du stock d'or ivoirien ». Mais la DGSE n'a pas relevé de mouvements notables²⁴.

Lâché pour de bon par l'Union africaine dont il espérait encore et qui, le 10 mars, exige à son tour son départ dans les quinze jours, l'ancien président réagit comme une bête traquée. Même Jacob Zuma a fini par l'abandonner après sa visite en France le 2 mars. Paris, comme certains l'avancent^D, aurait-il acheté sa volte-face avec des avantages financiers pour l'Afrique du Sud via l'Agence française du développement ? Présent à l'entretien avec Nicolas Sarkozy, aux deux tiers consacrés à la Côte d'Ivoire, Jean-David Levitte dément formellement. « Le ton a été parfois vif, note-il. Le Sud-Africain préconisait une solution à l'africaine, le partage du pouvoir dont nous ne voulions pas par souci du respect des urnes. Aucun des deux présidents ne lâchait prise. Zuma restait rivé sur la Constitution ivoirienne »^{DI}. Nicolas Sarkozy, lui, est sorti très tendu de la rencontre, mais « satisfait d'avoir eu une discussion sur le fond ». Le conseiller diplomatique certifie qu'« aucune concession financière n'a été accordée à l'Afrique du Sud. Cela aurait affaibli notre position, alors que nous étions sûrs de notre dossier. Et cela aurait été humilié Zuma que de l'acheter avec des *goodies* ! » L'Agence française du développement toutefois a bien été évoquée durant l'entretien, au sujet de la construction d'une gigantesque centrale à charbon à Medupi. Mais Zuma a seulement cherché à vérifier que les pressions des environnementalistes, au Cap comme à Paris, ne feraient pas plier le gouvernement français. « Puisque la Banque mondiale a levé ses objections, répliqua le président de la République, il n'y a pas de raison pour que l'AFD ne prenne la part qui est prévue ». Ce soutien financier avait donc été acté bien avant la crise ivoirienne. Mais cela n'empêche pas tous les soutiens de Gbagbo, particulièrement en France, de reprendre

abondamment l'argument : si Ouattara a reçu autant d'appuis internationaux, c'est forcément que Nicolas Sarkozy les lui a achetés, qui à coups de remise de dettes, qui contre la promesse d'un siège au Conseil de sécurité. L'argument se heurte à une réalité implacable : il ne manque en fait aucun soutien au président élu ; difficile d'imaginer que tous ont pu être servis, y compris l'ONU et la CEDEAO, particulièrement par la France dont l'état budgétaire, et la place dans le monde, ne semblent pas, hélas !, en capacité d'assumer tant de largesses...

Pour Ouattara, la décision de l'Union africaine le 10 mars a valeur de sacre. Répondant à l'invitation de Jean Ping, il avait quitté le *Golf Hotel* pour la première fois depuis cent jours, et gagné Bouaké grâce aux hélicoptères de Licorne. De là, il prit l'avion pour l'Éthiopie. Gbagbo, bien qu'également invité, a lui renoncé au déplacement, pour des raisons de sécurité, dit son entourage. Sa réplique en tout cas au départ de Ouattara est assez grotesque : le lendemain, soit le 9 mars, il a interdit tout vol de l'ONUCI et de Licorne en Côte d'Ivoire. Et le jour du retour du président élu, l'électricité est momentanément coupée au *Golf* dont les générateurs sont insuffisants pour assurer l'air conditionné...

Autre démonstration d'irrationalité dans son camp : entre le 12 et le 14 mars, Choi éprouve les plus grandes difficultés à gagner Anyama et N'Dotré, deux villages au nord d'Abobo, afin de vérifier la rumeur de charniers lancée par les pro-Ouattara. Rapidement, il en écarte toute véracité, et donc toute exaction du clan Gbagbo. Pourquoi alors les partisans de ce dernier se sont-ils échinés à entraver la venue des représentants de l'ONU... ? L'ancien président réagit de manière désordonnée, nationalisant les banques le 7 pour tenter de remplir ses caisses. La rumeur le dit lorgnant aussi sur le stock de fèves de cacao, d'une valeur totale de 1,5 milliard de dollars^{DII}. Le régime le dément, mais évoque des sanctions contre les opérateurs privés s'il n'est pas vendu avant le 31 mars, ce qui lui permettrait évidemment de récupérer des fonds. Le 18, Gbagbo propose, encore à complet contretemps, un « dialogue inter-ivoirien », ayant pour préalable le désarmement des « rebelles ». Ouattara émet immédiatement une fin de non-recevoir. La CEDEAO pense-t-elle avoir encore sa chance, qui convoque un sommet extraordinaire le 23 ? L'ONU pour sa part estime le bilan des victimes depuis décembre à 462 morts, un million de déplacés, plus de 100 000 réfugiés au Libéria. Et, s'inquiétant de la réparation du MI-24 scruté par Licorne à l'aéroport

d'Abidjan, ainsi que des trois à quatre blindés d'artillerie BM-21²⁵, dont la moitié se trouverait au camp d'Akouédo, elle prévient qu'« elle ne tolèrera pas les tentatives d'utiliser ces armes et qu'elle prendra l'action nécessaire contre elles, conformément à son mandat ». Au *Golf Hotel*, Ouattara lui-même est pris d'inquiétude. « Il m'a appelé, témoigne son ami Jean-Paul Benoit, pour me demander de mobiliser tous nos amis car il redoutait vraiment le pire. "Si rien ne se fait, Gbagbo va nous tuer ! Il n'hésitera pas !"»^{DIII}. À sa demande, l'avocat prépare donc un mémorandum à l'adresse de la CPI et il propose à Jean-Pierre Mignard de le rejoindre, lui qui, outre son talent, est proche du parti socialiste, et plus encore de François Hollande. C'est selon lui le partenaire idéal pour échapper aux accusations de sarkozysme patenté. Leur texte évoque une « détérioration gravissime de la situation en Côte d'Ivoire faisant apparaître des crimes de nature à être déférés à la CPI »^{DIV}. Et ils dénoncent une politique de deux poids deux mesures : pourquoi la Côte d'Ivoire n'a-t-elle pas droit au même traitement que la Libye où, le 19 mars, la France a fait donner la chasse pour arrêter la ruée sanglante de Kadhafi ?

L'effroi suscité par les récentes exactions va faire se lever les dernières hésitations. « Je pense, note ainsi le CEMA français, que c'est à partir du jour où Gbagbo a bombardé le marché d'Abobo que le président de la République a considéré qu'il n'y avait plus d'issue politique, plus d'échappatoire possible pour Gbagbo, et qu'une intervention armée était désormais inévitable »^{DV}. La presse internationale titre le 17 mars: « La communauté internationale doit agir rapidement pour arrêter cette terreur »^{DVI}. Faut-il une nouvelle résolution ? Le 24, Alain Juppé rappelle que l'ONUCI a déjà « le droit d'utiliser la force non seulement pour se défendre mais pour arrêter les combats ». Et de demander donc qu'elle « joue son rôle »^{DVII}. Il est en partie entendu : le même jour, une patrouille de Casques bleus fait fuir une escouade pro-Gbagbo s'apprêtant à tirer au mortier sur Abobo. Les partisans de Ouattara progressent partout. Le 23, Guiglo résonne de combats violents. À Abidjan, le 25, les commandos invisibles s'infiltrèrent un peu plus dans le quartier d'Anyama et tiennent en respect les contre-attaques des forces de sécurité. Comme des affrontements ont lieu à quelques encablures du QG de l'ONUCI, les blessés y sont transportés chaque jour en masse – 25 ont été admis rien que le 21 – pour être pris en charge par l'hôpital local. Dans une détestable routine, le régime tente de jouer à nouveau de l'arme populaire. Blé Goudé enchaîne les

rassemblements politiques, où il annonce la fin de la lutte « à mains nues » et l'enrôlement des Jeunes Patriotes au sein de l'armée. Alléchés sans doute par la paie, des milliers d'individus se massent devant le ministère de la Défense, mais ils ne recevront ni arme, ni uniforme, ni solde... Car à la grande différence de 2004, le régime n'a plus les finances nécessaires. Les diplomates américains ont souligné depuis quelque temps que le « général de la jeunesse », devenu surtout l'empereur d'un business florissant dans l'immobilier, les restaurants et les boîtes de nuit, « semble ne plus avoir l'autorité [sur les masses de jeunes] qui était la sienne il y a quelques années, même s'il peut toujours mobiliser ses fidèles »^{DVIII}.

Ainsi les trajectoires ont-elles fini par s'inverser. Gbagbo, qui avait toutes les cartes en main, l'avantage du pouvoir, de l'argent, est désormais acculé quand Ouattara, qui était isolé, démuné, moqué pour son manque apparent de détermination et ses appels à la mobilisation non suivis, a le vent en poupe. Ce dernier peut ainsi s'autoriser à refuser l'ultime médiation au nom de l'Union africaine du Cap-Verdien José Brito, qu'il juge trop proche du président sortant. La stratégie d'approche globale est un succès total pour Ouattara. Sur le plan politique, Addis Abeba l'a intronisé à l'unanimité. Sur le plan économique et financier, Gbagbo est asphyxié, paralysé. Sur le plan médiatique, la situation a bien été rééquilibrée avec les entraves à diffusion de la RTI et l'appui technique de la DGSE. Le terrain est donc prêt pour un volet militaire. À Abidjan même, la ligne de front est descendue au niveau de Williamsville, Yopougon, Attécoubé et commence à toucher Cocody, soit le cœur du pouvoir en Côte d'Ivoire. Mais c'est bien sûr une offensive générale que réclament certains membres de l'entourage de Ouattara. Le 17 mars, un événement très médiatisé en a annoncé l'imminence : les Forces nouvelles sont devenues Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) à l'occasion du ralliement de forces de sécurité du régime emmenées par le colonel Patrice Kouassi. Faut-il y voir comme un appel à l'insurrection ? le 25 mars, Obama s'adresse « directement au peuple de Côte d'Ivoire » : « Vous avez un passé fier, depuis votre accession à l'indépendance jusqu'à la résolution d'une guerre civile. Maintenant vous avez la possibilité de réaliser votre avenir. Vous méritez un avenir fait d'espoir, pas de peur. Vous méritez des chefs comme le président Ouattara, capables de rétablir votre pays à la place qui lui est due dans le monde. Vous méritez la chance de déterminer votre destin. Il est temps que la démocratie triomphe en Côte d'Ivoire. Et ceux qui auront choisi cette

voie trouveront un ami et un partenaire dans les États-Unis d'Amérique »^{DIX}.

Deux jours plus tard, l'offensive générale est déclenchée. À l'ouest, Duékoué et Daloa, où les FANCI alignaient normalement quatre mille hommes, tombent aux mains des FRCI. À l'est, Bondoukou, à la frontière du Ghana, est conquis. À Abidjan, l'ONUCI accuse le clan Gbagbo d'une dizaine de morts parmi des civils « innocents ». Ce dernier riposte en dénonçant les châtiments infligés dans l'ouest par les chasseurs dozos aux populations guéré qui le soutiennent. Le CICR, qui ne chiffre que rarement les massacres, évoquera « au moins 800 » morts entre les 27 et 29 mars, à Duékoué, par le fait de « violences intracommunautaires ». Mais des Guéré seraient aussi impliqués dans des crimes. La crise est en fait mise à profit pour régler de vieux conflits fonciers et ethniques.

Devant l'avancée fulgurante des FRCI, Gbagbo demande « un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture du dialogue sous la médiation du haut représentant de l'Union africaine ». Refus de Ouattara qui paraît enfin décidé à payer le prix du sang. Le 30 mars, Tiébissou, Yamoussoukro et San Pedro sont conquis. « On est entré comme dans du beurre »^{DX}, témoigne à la presse américaine le capitaine Léon Alla, porte-parole militaire de Ouattara. Et, ainsi que le reconnaît l'amiral Rogel, sous-chef opérations, c'est une surprise: « Beaucoup pensaient à l'État-Major des Armées, relate-t-il, qu'il y aurait de gros combats dans la capitale. Mais nous n'avions pas assez pris en compte la lassitude de la population ivoirienne qui n'en pouvait plus, de même pour pas mal de cadres FANCI »^{DXI}. En soirée, au Conseil de sécurité, évoquant une situation qui « empire d'heure en heure », le représentant français Gérard Araud déploie pour la Côte d'Ivoire la même énergie qui lui a permis de décrocher de justesse un vote positif pour la Libye. Paris tient à un nouveau scrutin qui rappellerait la volonté internationale d'en finir avec le marasme ivoirien. « Nous pouvions nous en passer, reconnaît Jean-David Levitte, mais c'était une sécurité supplémentaire. De plus, nous sentions que l'unanimité était à notre portée »^{DXII}. Araud explique que le texte présenté par la France et le Nigéria^{DXIII} est porteur d'un dernier message, « très simple » : « Gbagbo doit partir ». Il y voit « le seul moyen d'éviter une guerre civile ouverte et, peut-être, un bain de sang dans les rues d'Abidjan »^{DXIV}. L'image fait penser aux « rivières de sang » promises par Kadhafi à Benghazi et le parallèle n'est pas forcément du meilleur aloi puisque les BRICS estiment y avoir été

floués: la résolution votée le 17 mars, à l'instigation de la France et de la Grande-Bretagne, ne permettrait pas à leurs yeux les opérations militaires actuellement menées en Méditerranée. D'où leur méfiance en Côte d'Ivoire. L'ambassadeur indien en particulier se plaint de ce que les pays contributeurs n'aient pas été consultés sur les actions que leurs troupes pourraient être amenées à jouer. Mais le porte-parole du directeur des opérations de l'ONU le résume très bien: « Les Casques bleus ne sont pas des guerriers. Sans solution politique, la situation va devenir intenable. Il y a des limites à ce que les Casques bleus peuvent accomplir »^{DXV}. Le cas le plus typique est le domaine aérien, le seul par lequel les armes lourdes de Gbagbo peuvent être neutralisées efficacement et pour un moindre coût. Or tout le monde sait que la petite flotte d'hélicoptères de l'ONUCI est notoirement insuffisante. Il lui faudra l'aide de la seule vraie force militaire présente dans le pays, Licorne.

La détermination de la CEDEAO emporte cependant les dernières réticences des BRICS qui ne sauraient refuser à New York ce que la sous-région réclame unanimement et de manière pressante. L'Élysée, et Nicolas Sarkozy lui-même, effectuent des démarches auprès des membres du Conseil de sécurité pour s'assurer de leur vote. « Le président de la République a eu la même attitude que pour la crise libyenne, relate son chef d'État-Major particulier, le général Puga. Il y avait chez Nicolas Sarkozy le syndrome de Srebrenica : les chefs d'États modernes ne veulent pas se voir reprocher de ne pas avoir fait tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter des massacres. Il lançait donc à ses interlocuteurs : “Jusqu'à quel point allez-vous rester assis, les bras croisés, sans réagir ? Voulez-vous vous voir reprocher par la suite de ne pas avoir porté assistance à peuple en danger ?” »^{DXVI}.

Contrairement à la Libye, la résolution 1975 recueille l'unanimité, un message fort adressé à Gbagbo qui ne peut plus se prévaloir du moindre soutien de poids. Chinois et Russes en particulier acceptent l'appel à la CPI, « ce qui aurait paru de la science-fiction quelques semaines plus tôt encore ! »^{DXVII}, témoigne un conseiller à l'Élysée. Le texte final ne fait bien que « rappeler » que l'ONU a déjà autorisé l'ONUCI à « utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de la tâche qui lui incombe de protéger les civils menacés d'actes de violence physique imminente, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement ». Comme pour la résolution concernant la Libye, il invoque la « responsabilité de protéger

[les populations] » incombant à tout gouvernement, mais il s'en démarque en mentionnant explicitement l'emploi des armes lourdes²⁶ par le clan Gbagbo. « Il y a eu débat au Conseil de sécurité, explique Jean-David Levitte : si le gouvernement Gbagbo est légal, il n'est pas anormal qu'il agisse pour restaurer l'ordre. En revanche, nul gouvernement ne peut être légitime s'il emploie des armes lourdes contre sa population »^{DXVIII}.

Le matin du 31 mars, le capitaine Sylvain D. part à Grand-Bassam s'entraîner au tir avec une de ses sections de chasseurs alpins. Durée du trajet à l'aller : 30 minutes. Au retour : 5 heures. « Des centaines de véhicules quittaient la ville, relate-t-il. À la radio, personne ne m'indiquait ce qu'il s'était passé. À l'approche de Port-Bouët, il y avait un fort sentiment anti-français : nous avons été caillassés, des individus ont braqué leurs armes sur nous. Nous avons même essayé des tirs mais sans pouvoir affirmer formellement que nous en étions la cible »^{DXIX}. À peine le portail du camp franchi, l'officier se précipite au centre opérations où se trouvent les autres commandants d'unité : ça y est, les FRCI sont dans la ville !

« Blitzkrieg sous les tropiques », écrit le journaliste Christophe Boissouvier^{DXX}. La fulgurance de la progression FRCI est abondamment justifiée par les pro-Gbagbo avec deux hypothèses qui se disputent l'invraisemblance. D'un côté, la Côte d'Ivoire de la magie noire, qui parle au peuple: les FRCI seraient sous l'emprise des fétichistes, buveurs de sang, pactisant avec le démon – 500 000 personnes, dit-on, devront mourir en guise de sacrifice dans les deux premières années de la présidence Ouattara... De l'autre, le succès de la descente du nord est justifié comme une évidence par une aide étrangère. « Les ex-rebelles, note par exemple Antoine Glaser, ont été bien préparés et bien conseillés, comme l'a démontré leur offensive coordonnée ». Cet expert de l'Afrique pense, lui, au Nigéria ou au Burkina, mais la tendance générale est plutôt à désigner la France. Cela apparaît presque logique vu les liens allégués entre Ouattara et Sarkozy. Et de fait, le premier a bien sollicité le second pour un appui militaire, qu'il a espéré de longues semaines durant. Mais qu'il n'a pas obtenu. La raison en est la ligne très ferme dessinée par le président de la République, du refus de la France de s'impliquer sans y avoir été invitée par l'ONU.

Pour ceux qui en connaissent l'existence, les forces spéciales sont des coupables tout trouvés puisqu'elles stationnent à Bouaké, capitale des FRCI. Le lieutenant-colonel Serge N. certifie n'y avoir jamais formé de

troupes, ce qui aurait été contraire à la position de neutralité de Licorne et au demeurant très vite su à Abidjan. « Nous essayions de suivre la progression, avoue ainsi le chef d'état-major de Licorne, le colonel Troistorff, mais comme nous n'y avons personne, nous avons du mal »^{DXXXI}. Le général Palasset est obligé de dépêcher ses hélicoptères pour tenter de mieux appréhender la progression FRCI. De même, des avions de reconnaissance et de guerre électronique sont envoyés sur zone braquer leurs moyens d'observation et pratiquer des écoutes. Tous ces moyens auraient-ils été nécessaires si Licorne avait été à la manœuvre ? « Malgré le détachement de liaison du COS et nos sources à Ouagadougou, relate le général Castres, chef du CPCO, nous savions mal ce qu'il se passait dans le nord. Nous savions juste qu'ils remobilisaient, qu'ils recrutaient, mais nous avons par exemple une connaissance très imprécise de leur armement »^{DXXXII}. Le lieutenant-colonel Serge N. confirme : « Les chefs nous parlaient facilement. Toutefois, quand le sujet devenait sulfureux, ils savaient l'é luder. Par exemple, nous voyions arriver un container que nous savions rempli d'armes. Quand nous voulions en connaître la provenance, leur réponse restait très floue. Leurs informations étaient très bien cloisonnées. Souvent, la plus vraie nous venait du paysan du coin qui avait assisté à la scène et qui, lui, n'avait rien à nous cacher ! »^{DXXXIII}.

L'expertise française des FRCI est si lacunaire que la Direction du renseignement militaire a rendu des rapports pessimistes sur leurs chances de succès. Certes, les services ont une certaine propension à endosser le rôle de Cassandra, mais en Côte d'Ivoire, les troupes du général Bolelli, pourtant redoutablement informées d'habitude, doutaient de la capacité des Comzones à se coordonner « en raison de leurs fortes personnalités, révèle un officier général à l'État-Major des Armées. On avait beaucoup de doutes sur leur tactique »^{DXXXIV}. Au CPCO, avoue un chef de bureau, « on pensait même que, comme d'habitude, ils allaient renoncer par peur des pertes et de l'échec »^{DXXXV}. Le CEMA, l'amiral Guillaud, de conclure nettement : « de la manière la plus formelle, j'affirme que ni directement, ni indirectement, l'armée française n'a aidé les rebelles. Nous ne les avons pas armés, aucun soldat français ne se trouvait à leurs côtés, et même, nous ne leur avons dispensé aucun conseil tactique »^{DXXXVI}.

La DGSE alors ? Aucun membre du service Action ne se serait trouvé dans les colonnes déferlant du nord^{DXXXVII}. La raison en est simple, et toujours la même: les FRCI, qui pour la plupart combattent depuis dix ans,

n'ont pas besoin de conseil pour échafauder les raids qui sont la quintessence de la guerre en Afrique, ni pour établir un plan de progression dans un pays dont nul étranger ne pourra jamais égaler leur connaissance. En chef d'orchestre ambulant, écumant le nord et le Burkina, Guillaume Soro a peaufiné les plans de l'opération avec les vétérans de 2002, Chérif Ousmane et Tuo Fozilé. Les Français en ont eu une connaissance partielle, mais seulement pour information^{DXXVIII}. « Nous savions, témoigne le général Castres, chef du CPCO, qu'ils allaient appliquer un plan somme toute identique à ce qu'ils avaient toujours fait: descente le long de la frontière, puis ils rebiqueraient en baïonnette vers le centre »^{DXXIX}.

En réalité, la principale action de la France en faveur des FRCI, outre sans doute des facilités financières qui, dans tous les théâtres, ne sont toujours que très mesurées, a été son soutien politique sans faille à Ouattara. Comme le souligne le général Puga, « notre aide la plus importante se situait sur le plan du moral : il fallait que Ouattara et les FRCI sachent qu'ils n'étaient pas seuls, qu'au cas où, ils pouvaient compter sur notre appui »^{DXXX}. Grâce à Paris, l'équipe élue a ainsi pu jouir de contacts auprès des institutions internationales ou de dirigeants nationaux qui auraient été beaucoup plus longs à obtenir sinon. Sont-ce alors ces derniers qui auraient modelé l'offensive du 27 mars ? La bienveillance active du Nigéria, pour parachever son ambition de suprématie régionale, est évidemment à considérer, sans doute plus pour un apport financier qu'humain, son propre contexte intérieur, avec des élections présidentielles prévues pour le mois d'avril, ne l'incitant pas à se séparer de ses meilleures troupes. Mais c'est encore le Burkina Faso qui focalise le plus de soupçons. Ce qui semble pour beaucoup en étayer la probabilité est la personnalité de l'ambassadeur français à Ouagadougou, le général Emmanuel Beth, ancien Comanfor à Abidjan lors de la crise de 2002, et de surcroît frère du commandant des opérations spéciales en France. Les partisans de Gbagbo ne croient pas – ou le feignent – qu'il puisse s'agir d'une coïncidence. « Le tueur est revenu ! »^{DXXXI}, a titré *Notre Voie* lors de son installation. D'autres journaux ont même annoncé qu'il était arrivé avec une escouade de tireurs d'élite pour éliminer Gbagbo... L'affaire semble cousue de fil blanc : Paris aurait donc placé auprès du président Compaoré un stratège déguisé en diplomate ! Or c'est bien le hasard qui a conduit Beth à Ouagadougou. Sans le désaccord du Quai, qui jugeait – c'est cocasse – sa nomination « trop guerrière », le général aurait dû être affecté au Mali, puis au Niger qu'il n'a

pas rejoint pour une raison identique. Il a finalement atterri à Ouagadougou, le 18 octobre 2010, en raison des problèmes familiaux de celui auquel le poste était destiné. Bien entendu, il n'en mit pas pour autant de côté sa connaissance de la région et son expertise du conflit ivoirien vieille de dix ans. D'autre part, il est indubitable que la participation du Burkina en 2011 est plus poussée qu'en 2002. Soro est venu prendre conseil auprès de son père spirituel, Blaise Compaoré, qui a appris à l'apprécier – comme il l'avait fait avec Gbagbo auquel il n'est pas mécontent de régler son compte²⁷. Le général Gilbert Diendéré, aussi grand par la taille (près de 2 mètres) que par l'influence qu'il exerce depuis plus de trente ans sur le président burkinabé dont il est le chef d'État-Major particulier, a donc pu lui faire profiter de son expérience et de ses réseaux. Sous sa coupe directe, se trouvent le régiment de la sécurité présidentielle, mille hommes d'élite qui tiennent le pays, mais aussi les services de renseignement qui font de lui l'un des hommes les mieux informés de la région. Ses contacts avec Soro remonteraient au début des années 2000, en fait dès que le leader rebelle a commencé à fréquenter assidûment Ouagadougou. Pour autant, il faut noter que le Burkina, au même moment, est la proie de violentes émeutes et de mutineries qui mobilisent tout son appareil militaire^{DXXXII}. C'est pourquoi si, contrairement à la tentative de putsch précédente, des Burkinabés participent aux opérations, ils sont militaires, mais jeunes retraités, et en petit nombre.

Quant aux armes des FRCI, elles sont venues des filières classiques, que les experts de l'ONU, qui ont pointé les violations de l'embargo par Gbagbo, ont bien identifiées^{DXXXIII}. Depuis la fin 2010, du matériel était livré à partir du Burkina principalement, mais aussi du Mali (par Pogo) où Soro s'est rendu en janvier, discrètement, de nuit. Avant d'affronter l'OTAN, Kadhafi a également pu ouvrir ses arsenaux comme il l'avait fait pour toutes les guérillas africaines ; Soro lui a aussi rendu visite. Ouattara, vu son parcours et ses amitiés américaines, ne paraissant pas fiable aux yeux de Tripoli, le « Guide » toutefois a probablement été mieux disposé avec le clan Gbagbo, venu peu après. Celui qui a conduit la mission, en compagnie de Djédjé, le Franco-Libanais Hadi, affirme pour sa part n'avoir effectué le voyage que pour s'enquérir du deal éventuellement passé par Kadhafi avec le camp adverse^{DXXXIV}. Mais peut-être le colonel était-il au moins intéressant pour sa fortune aux yeux d'un régime en faillite ? Quant aux FRCI, il suffira d'observer leur défilé dans Abidjan quelques jours plus

tard, devant les médias internationaux, pour constater qu'ils ne disposent que de Toyota surmontés de mitrailleuses, de RPG-7, d'AK-47, soit l'arsenal standard et *a minima*, de toute insurrection en Afrique

Comme toujours, en présentant les FRCI telles les marionnettes des Franco-Burkinabés ou tels des soudards, le régime tente de dénaturer leur combat, d'en ôter toute noblesse. En descendant dans le sud, certains d'entre eux ont certes espéré se rattraper d'années de misère grâce au pillage. Mais beaucoup d'autres ont aussi pour dessein de faire respecter le choix de la majorité du peuple ivoirien. Ceux-là, qui ont abandonné leur métier pour prendre les armes, peuvent se montrer exubérants devant les caméras de télévision, mais à l'aube de leur entrée dans Abidjan, ils se reconnaissent surtout par leur peur qui est la compagne de toutes les vraies révoltes. Depuis trois jours en effet, les forces d'en face n'ont pratiquement fait que reculer sans combattre. Que leur réservent-elles à Abidjan ? L'appréhension est partagée par les Comzones qui ont préféré garder une bonne part de leurs forces dans le nord en cas de ressac de l'armée ivoirienne. Ainsi n'est-ce ni Chérif Ousmane ni Tuo Fozié qui commande le coup de boutoir final, mais Wattao, un chef respecté, mais de moindre prestige. Il affirme ainsi avoir massé 5000 hommes aux portes d'Abidjan et compter autant de partisans à l'intérieur. Sans guère de doutes faut-il diviser ces chiffres par deux. En tout cas, le plan est limpide : les FRCI vont converger vers les quartiers du Plateau et de Cocody où sont rassemblés les centres du pouvoir ivoirien. C'est l'achèvement physique de l'étranglement financier, économique et diplomatique initié par Ouattara et la communauté internationale.

Le pronostic pour la réussite de l'opération est rendu difficile par l'incertitude sur la fiabilité des troupes dans l'autre camp. En théorie, le régime peut revendiquer à peu près 20 000 soldats, mais seuls les 2 000 du CECOS et les 1 500 de la garde républicaine lui sont vraiment acquis et d'une certaine efficacité. Ce sont eux qui quadrillent Abidjan, veillent au couvre-feu, tiennent les carrefours stratégiques. Ils ont aussi la charge des sites névralgiques du régime : le palais et la résidence présidentiels, le camp de la gendarmerie d'Agban, celui de Treichville dévolu à la garde républicaine, la caserne d'Akouédo, la base des fusiliers marins et la RTI. De ces pôles, rayonnent des groupes de Patriotes momentanément armés pour piller et semer la terreur, imités par les prisonniers que le régime libère et va armer le 31. Une préoccupation majeure pour Licorne reste la

localisation des BM-21, ces camions équipés d'orgues de Staline, qui, avec une portée de quelques dizaines de kilomètres, permettraient de bombarder n'importe quel quartier. Les hélicoptères de l'ALAT se mettent en chasse, mais, souligne le lieutenant-colonel Stéphane G., « Abidjan est grande comme quatre fois Paris et ses entrelacs de ruelles ne facilite certainement pas le travail ». Et de reconnaître: « avant le déclenchement des frappes, nous ne les avons pas repérés »^{DXXXV}. Une très grosse épée de Damoclès est donc suspendue au-dessus des autorités politiques et militaires car, après le massacre du 17 mars, nul ne peut écarter l'hypothèse d'un usage aveugle par le clan Gbagbo. Stéphane G. augmente ainsi les stades d'alerte. Depuis le 27 mars, des hélicoptères doivent pouvoir décoller en quinze minutes, d'autres en une demi-heure, ce qui oblige leurs équipages à ne plus dormir dans leur lit, mais à l'escadrille.

Autre question concernant les forces du régime: qui les commande vraiment ? Le mystère autour de Gbagbo demeure. Le 30 mars, une voiture du GIGN, envoyée en éclaireur par le capitaine Servat, se fait ainsi mitrailler à la kalachnikov après un contrôle d'identité. Le pare-brise explose, plusieurs balles impactent la carrosserie. Les deux occupants sont blessés, l'un au dos, l'autre à la main. Cela aurait pu être pire: si le passager avant ne s'était baissé, les deux projectiles qui ont transpercé son appui-tête étaient pour lui. Selon Servat, les coupables appartenaient au CECOS, l'ambassadeur, lui, pense plutôt à des mercenaires. Quoi qu'il en fût, l'incident prouve au moins les carences, ou la folie, du commandement. Car la voiture faisant partie de son escorte, Jean-Marc Simon a le sentiment d'avoir été lui-même indirectement visé. « Nous ignorons si Gbagbo est à l'origine des ordres qui ont été donnés à cette période, note le général Palasset. Nous appelions cela la "stratégie du fou" »^{DXXXVI}. Est-ce ainsi un hasard si, ces dernier mois, lors de dîners privés, l'ancien président a plusieurs fois fait référence à sa « période favorite de l'Histoire de France »^{DXXXVII}, la Terreur ? Comme pour Bouaké en 2004, ses partisans font, et feront tout, pour le dédouaner des crimes passés et à venir, le présentant comme un être accablé par l'injuste complot international et par le tragique destin de son pays. Le Franco-Libanais Hadi, embauché pour les élections présidentielles, le disculpe ainsi totalement : « Pendant huit mois, j'étais en permanence dans le bureau de Gbagbo, relate-t-il. Je peux certifier qu'il n'a jamais donné un ordre, même pour déstabiliser un groupe quelconque. »^{DXXXVIII} *Libération* rapporte une vive altercation publique entre

le président déchu et sa femme : « Si nous faisons ce que tu préconises, lui a-t-il lancé, nous allons tous mourir »^{DXXXIX}. Simone l'a martelé depuis des années : pour elle, son mari n'a finalement pas à être choisi par le peuple, puisque c'est Dieu lui-même qui l'a désigné alors que, le 15 janvier par exemple, elle comparait le président de la République français au « diable »^{DXL}. Hadi confirme, lui qui a proposé à Gbagbo une exfiltration par la lagune à l'approche des FRCI : « Il m'est apparu très fatigué, beaucoup plus sérieux que d'habitude, et surtout il m'a déclaré, ce qui m'a fait froid dans le dos : "l'armée des anges est avec moi". J'ai su alors qu'il n'y avait plus rien à espérer de lui et qu'il fallait partir au plus vite ». Les services de renseignement s'interrogent sur l'influence que Simone exerce sur son mari en ces heures capitales. C'est ainsi que la dernière résolution de l'ONU sanctionne l'ancien président uniquement pour « obstruction au processus de paix et de réconciliation, rejet des résultats de l'élection présidentielle » alors que sa femme se voit, en plus, reprocher une « incitation publique à la haine et à la violence ». Elle, comme tous ceux dans son cas, n'a qu'intérêt à la prolongation de la crise qui la tient éloignée de la CPI. « Dans l'entourage de Gbagbo, relate le général Puga, certains savaient que, dès qu'il quitterait le pouvoir, ils seraient rattrapés par la justice, ivoirienne ou internationale. Ils ont donc tout fait pour le dissuader d'accepter les offres de négociation qui lui ont été transmises »^{DXLI}.

Serait-ce plutôt Désiré Tagro qui dirigerait la manœuvre, lui le fidèle parmi les fidèles, que l'ONU accuse cette fois directement d'« implication dans la répression violente de mouvements populaires » ? Pour Hadi, le ministre de l'Intérieur serait bien le véritable donneur d'ordres^{DXLII}. Ou alors le général Dogbo Blé, qui commande la garde républicaine ? Quoi qu'il en soit, que Simone ou quiconque d'autre ait pu influencer son jugement, il reste que, dans les intervalles de lucidité certaine dont il fait preuve, Gbagbo n'opte jamais pour la démission. Ce geste devrait pourtant s'imposer à lui devant la gravité d'une situation qui est censée lui échapper et qu'il pourrait ainsi espérer inverser, ou en tout cas dont il se désolidariserait. Au contraire, il demeure en poste. Difficile dès lors pour lui de ne pas assumer la responsabilité des actes commis sous son autorité.

En ce 31 mars, son pouvoir est en tout cas encore suffisant pour ramener dans le droit chemin le général Mangou qui est allé trouver refuge à l'ambassade d'Afrique du Sud avec femme et enfants : sa fuite, qui ressemble fort à une mise en retrait, se verra expliquée pour l'opinion

publique par des tirs sur sa maison. Le CEMA ivoirien cependant n'a pas été le seul à tenter de se retirer du jeu. Blé Goudé, lui, se serait vu refuser l'hospitalité de l'Angola et de la Russie. D'autre part, le général Kassaraté, patron de la gendarmerie, est dit avoir pris la direction du *Golf Hotel*. D'autres officiers ont ravivé leurs contacts avec des homologues français. « Plusieurs d'entre eux nous ont approchés, pour passer chez Ouattara, décrit l'attaché de défense, le colonel Héry. Mais évidemment, ce fut comme dans la résistance française : ils ont été beaucoup plus nombreux à la conclusion qu'au début ! »

L'atmosphère est bien à la fin de règne, comme en a attesté ce dîner des plus discrets entre l'ambassadeur Simon et un ministre de Gbagbo, le 28 mars. « Nous sommes dans le mur ! lança l'Ivoirien. Nous n'avons plus de monnaie, nous sommes à bout de souffle. Que pouvons-nous faire ? »^{DXLIII} Simon lui répliqua une évidence: « Reconnaissez la victoire de Ouattara et tout rentrera dans l'ordre ! » Son interlocuteur n'avait rien du politique vérolé, mais il admit, quand il fut interrogé sur les raisons de sa participation au régime, que « c'est flatteur d'être ministre ! » Il est donc resté en fonction, lui comme ceux qui craignent aussi de payer de leur vie un ralliement. Mais à partir de l'après-midi du 31 mars, ils peuvent aussi redouter les représailles adverses. Car les FRCI sont désormais à l'intérieur de la ville et les premiers affrontements se déroulent dans Cocody en soirée. Attaquée, la RTI cesse provisoirement d'émettre. Son dernier JT a montré les images muettes d'un régime crépusculaire, le couple Gbagbo, au milieu de quelques fidèles – qui ressemblent fort aux derniers clichés des Ceausescu. Auparavant, le siège de l'ONUCI est brièvement pris pour cible par les pro-Gbagbo, depuis le quartier du Plateau. Quelques heures plus tôt encore, Choi lui-même est allé à la rencontre d'IB, pour la première et dernière fois, afin d'obtenir que 150 séminaristes bloqués à Anyama puissent enfin être exfiltrés ; le chef du commando invisible lui a promis de limiter les pertes parmi les civils. Des affrontements ont également lieu en zone 4 et à Marcory où une employée de l'ONUCI, la Suédoise Zahra Abidi, est tuée par une balle perdue²⁸. Une patrouille des Casques bleus est également sévèrement prise à partie à Cocody : elle riposte et tue six assaillants. Vers 16 h 30, Ouattara appelle Choi pour demander la sécurisation de la RTI dont les troupes auraient fait fuir les pro-Gbagbo. Débat à l'ONUCI : est-ce son rôle de protéger un site subtilisé à l'ennemi ? Oui, puisque la légitimité est du côté de Ouattara. En début de soirée, le

force commander étant très pris, Choi s'installe lui-même dans un convoi de trois blindés. Cherche-t-il à faire oublier des mois de reproches ? Surprise à la RTI : personne ! En fait, les lieux ont simplement été désertés à l'annonce de l'arrivée des FRCI. Ne pouvant conquérir elle-même des sites stratégiques, l'ONUCI fait demi-tour, mais ses blindés sont visés par les pro-Gbagbo qui s'étaient cachés à leur arrivée. Les balles claquent sur le blindage, et sans l'intervention *in extremis* des FRCI, sans doute le véhicule de Choi aurait-il été à son tour étrillé.

Un couvre-feu est fixé de 21 heures à 6 heures, mais c'est désormais Ouattara qui en décide. La ville n'appartient plus à Gbagbo. Le Boulanger semble avoir perdu la main. Il se voyait en tête du scrutin présidentiel, il a été battu. Il méprisait l'alliance Bédié-Ouattara, elle l'a défait. Il pensait impossible la certification par l'ONU, elle l'a conduit dans l'impasse. Il comptait sur le soutien des chefs d'État africains, ils l'ont tous lâché. Il autorise ou tolère les tirs sur la population ; ils le couvrent d'infamie. Au fond, la seule erreur qu'il n'ait pas encore commise est de s'en prendre aux Français car il sait que leur intervention lui serait fatale. Mais saura-t-il longtemps l'éviter ?

-
1. Navire affecté par l'État-Major des Armées au ravitaillement des troupes à l'étranger.
 2. Dont un stock d'uniformes qui ne sera pas sans poser problème par la suite pour l'identification des troupes...
 3. Détachement de transit interarmées aérien, qui a mission de prendre en charge les avions à Bouaké.
 4. 2 canons de 20 mm, 4 mitrailleuses de 12,7 mm, 2 systèmes SATCP.
 5. Elle est désormais systématique.
 6. Qualification OTAN, évaluant les capacités techniques.
 7. Où stationnent les forces françaises du Gabon.
 8. Quelques mois plus tard, le commandant se souviendra des remarques de certains officiers de l'ALAT jugeant alors impossibles de toute façon des opérations aéromobiles depuis la mer quand, avec le même BPC, il les acheminera au plus près des côtes pour briser les reins des kadhafistes dans la nuit libyenne...
 9. Parachutées en mer.

10. Licorne compte alors 1 190 hommes, soit un cinquième de plus qu'en octobre.

11. Ou Peloton hélicoptère mixte, composé de six Puma et deux Gazelle. Le capitaine M. commande le PHM2, réservé aux forces spéciales (deux Gazelles et deux Puma).

12. Alors que l'Afrique du Sud n'en fait pas partie.

13. Comme cela avait été proposé en 1997 à Kabila et Mobutu.

14. Selon une commission d'enquête de l'ONU envoyée sur place en mai 2011, trois mille victimes seront dénombrées pour l'ensemble de la période post-électorale et dans tout le pays. Pour certains officiers français en poste à Abidjan, elles auraient été bien plus nombreuses, en particulier à cause des innombrables exactions à Abobo [témoignages recueillis par l'auteur].

15. Le prisme médiatique explique pour bonne part que la communauté ivoirienne à Paris, ne disposant que des seules informations déversées par des organes acquis au régime, ait très majoritairement soutenu le président déchu.

16. Afrique du Sud, Burkina Faso, Mauritanie, Tanzanie, Tchad.

17. Président du Bénin qui fut battu aux élections en 1991, mais réélu en 1996.

18. Le régime ne reconnaît qu'une dizaine de victimes, deux blindés détruits au RPG, trois autres dérobés avec un important butin de guerre.

19. En 2008, la justice française l'a condamné par contumace pour « direction ou organisation d'un groupe destiné à la pratique du mercenariat ».

20. On trouve aussi mention « des » commandos invisibles.

21. Les forces impartiales sont ainsi beaucoup moins catégoriques pour l'incendie d'un autre marché survenu la veille, occasionnant 23 morts et 28 blessés. Dans ce cas en effet, ces sont des grenades qui ont été utilisées, arme dont les deux camps disposent. D'autre part, le quartier concerné, Attécoubé, est plutôt favorable à Gbagbo. La presse ivoirienne évoque la vengeance de partisans pro-Ouattara après l'attaque de la mosquée de Boribanan par les forces de sécurité.

22. Banco sud à Yopougon, Cité verte, Camp des sables.

23. Cf. le cahier photo.

24. De fait, il ne semble pas que les stocks nationaux aient baissé.

25. Appelés aussi « orgues de Staline ».

26. Le rapport final des experts de l'ONU daté du 24 avril 2011 reprend la mention en accusant le CECOS et la garde républicaine plus précisément de fréquentes « violations de Droits de l'homme », dont l'emploi d'armes lourdes contre les civils : « grenades à fragmentation de forte puissance, mitrailleuses 12,7 et 14,5, mortiers, lance-roquettes (du style RPG-7) ».

27. Tout comme au dernier soutien du président déchu, l'Angolais Dos Santos qui déteste Compaoré pour le soutien autrefois apporté par Ouagadougou à son opposant historique, Jonas Savimbi.

28. Le 4 avril, ce sera l'Ivoirien Youmoussa Coulibaly, employé de l'OMS.

VIII

Clausewitz est ivoirien

Les avis divergent. Il y a ceux qui font débiter la « bataille d'Abidjan » à l'entrée des FRCI dans la capitale économique. Et il y a ceux qui, mettant en avant les 1 464 patrouilles en ville, les 7 convois vers Bouaké, la sourde lutte pour maintenir Licorne à niveau en dépit du blocus, préfèrent pour élément déclencheur le second tour de l'élection présidentielle. Ce qui importe est que, selon les souhaits de l'Elysée, l'action militaire ne survient qu'en dernier recours, après le constat de l'échec de mois de tractations, pressions et menaces. Clausewitz aurait goûté cette parfaite illustration de l'emploi des armes en ultime prolongement de la politique.

Diplomatiquement, toutes les médiations ont été essayées et toutes ont échoué. Sur le plan humanitaire, depuis mi-janvier, 16 000 personnes en moyenne quittent chaque semaine la Côte d'Ivoire pour le Burkina. 100 000 Ivoiriens auraient, eux, fui au Libéria, un danger pour ce pays qui n'a mis fin qu'il y a huit ans à une décennie d'atrocités. « C'est une menace sérieuse pour la stabilité du Libéria, déclare sa présidente, Ellen Johnson Sirleaf [...] Si rien n'est fait pour résoudre cette crise, tous ces efforts [récemment consentis en faveur de la paix] seront sapés »^{DXLIV}. Abidjan quant à elle a perdu 200 000 habitants, pour la plupart des immigrés craignant les représailles^{DXLV}. Le 21 mars, les services de renseignement ont fait savoir qu'une crise humanitaire y était à redouter à court terme, que des rumeurs de « chasse aux Blancs » recommençaient à courir.

À Paris, le danger d'un 2004 bis ne fait pas l'unanimité. « C'était notre seule inquiétude, note le CEMA, l'amiral Guillaud. Pour nous, Gbagbo était fini puisqu'il avait perdu sa région du Grand Ouest, mais quelles conséquences cela aurait-il sur nos ressortissants ? Il fallait donc nous préparer au pire »^{DXLVI}. Anticipant très tôt un « hold up électoral »^{DXLVII}, le

général Castres a ainsi fait plancher le CPCO qu'il dirige sur différentes hypothèses comme le retour dans la rue de milliers de Jeunes Patriotes, la séquestration des banques, etc. « Mais très tôt, relate-t-il, les divers services de renseignement ont statué sur l'incapacité du régime à mobiliser les moyens financiers nécessaires pour rassembler une foule semblable à celle de 2004. D'autre part, la population n'avait plus du tout les mêmes motivations »^{DXLVIII}. L'affluence du grand meeting voulu par Blé Goudé les 26 et 27 mars, place de la République, a été scrutée à la loupe. Selon la préfecture, ils étaient 200 000, 500 000 pour les organisateurs, plus d'un million pour les plus fervents soutiens de Gbagbo, et la presse bleue a évidemment parlé d'un « rassemblement historique »^{DXLIX}. Pour les Français toutefois, ils étaient beaucoup moins nombreux, quelques dizaines de milliers tout au plus, en tout cas notoirement moins qu'en 2004 et même 2006. L'État-Major des Armées se divise entre ceux qui redoutent toujours une manipulation des forces par le régime et ceux qui, tel le colonel de Vathaire, patron de la cellule Afrique, pensent le danger écarté car les Ivoiriens « avaient compris que, en 2004, ils avaient été abusés quand on leur avait demandé de se lever pour “protéger la nation” »^{DL}. Outre le fait qu'il rejoint celui de la DRM, son avis pèse au CPCO. Le bureau où il officie, le J5, en charge de la planification, ne compte en effet qu'une vingtaine de membres, contre par exemple... 600 au Pentagone. Son chef, le colonel Grégoire de Saint-Quentin, sait disposer avec Vathaire d'un de ces militaires français qui pourraient presque se qualifier d'« ivoiriens »¹, mais aussi d'un camarade d'unité puisqu'ils ont servi ensemble au 1^{er} RPIMa à Bayonne, enfin d'un officier réputé pour sa pondération, son calme – et plus accessoirement, son accent malgache. Bref, la vision de la Côte d'Ivoire du CPCO tend à ressembler fortement à la sienne. Et Vathaire trouve l'image juste pour qualifier le conflit de 2011 : une « guerre de docteurs », d'intellectuels, qui ont réussi par le passé à monter les foules les unes contre les autres, mais auxquels le peuple demande essentiellement, maintenant, de mettre un terme espère-t-il, définitif à leurs querelles. Toutefois, la mission principale du CPCO reste de prévoir, surtout en Côte d'Ivoire, terre de rebondissements incroyables. L'ambassadeur Jean-Marc Simon résume l'état d'esprit dominant au sein des autorités françaises: « Je ne croyais pas à un nouveau 2004, mais cela ne m'empêchait pas de le craindre quand même »^{DLI}.

Tous les observateurs convergent pour estimer que la crise est à un tournant. À l'image de la 2^e DB sauvant la capitale que la Résistance ne pouvait tenir seule, l'arrivée des FRCI à Abidjan est d'une importance stratégique bien plus élevée que toutes les actions menées jusqu'alors par les « commandos invisibles ». Elle place le pays face à son destin: que Gbagbo parvienne à défaire les assaillants et c'en sera fini pour longtemps des ex-rebelles ; qu'il cède et la Côte d'Ivoire entrera dans une nouvelle ère. « Nous ne nous sommes livrés à aucun pronostic sur les chances respectives des forces loyalistes et rebelles, avance le général Palasset. Il était seulement patent que Ouattara avait un avantage, grâce à sa victoire dans les urnes. Mais comme au rugby, nous entrions dans le *money time* et tout le monde avait sa chance dans ces derniers instants »^{DLII}. Une thèse se fait jour en particulier que les FRCI devraient l'aisance de leur progression moins à leur pugnacité qu'à la passivité de leurs ennemis. Yamoussoukro par exemple abritait le CPCO ivoirien : comment celui-ci n'a-t-il pu être plus défendu ? Tous les renseignements indiquent que les FANCI se sont repliés en ordre². Le général Palasset n'écarte pas l'idée que « Gbagbo se soit inspiré de l'exemple d'Idriss Déby ». En janvier 2008, des troupes rebelles avaient déferlé au Tchad depuis le Soudan. L'armée nationale ne s'opposa qu'à Massaguet, à 80 kilomètres de la capitale alors que Paris s'interrogeait sur la légitimité d'une intervention des forces françaises d'Épervier. Le 1^{er} février suivant, Massaguet fut perdu. Les chefs rebelles garantirent au Quai d'Orsay que les ressortissants français seraient épargnés. Le 2, leurs troupes étaient à 800 mètres du palais de la présidence où Déby refusa l'offre d'évacuation proposée par Nicolas Sarkozy. Les blindés et hélicoptères loyalistes repoussèrent tous les assauts des pick-up. Croyant que la bataille se déciderait avant la capitale, les rebelles en effet n'étaient pas prêts pour un combat de rue^{DLIII}. Et ils durent battre en retraite. D'où la question : qui, des deux camps ivoiriens, aura le mieux appris la leçon ? Gbagbo, en s'équipant des blindés suffisants, lui auquel l'ONU a interdit d'acquérir des hélicoptères ? Ou les FRCI, qui sauront frapper plus fort, plus vite et plus juste que les milices tchadiennes ?

Dès les premières heures, les combats se concentrent en fait sur trois zones: le camp d'Agban près de la RTI, la résidence et le palais présidentiels. Licorne observe à distance respectable, ses hélicoptères bravant l'interdiction du régime de tout décollage. « Les contrôleurs aériens à l'autre bout de la ligne réagissaient différemment, relate le capitaine R. du

Detalat. Certains se montraient indifférents, mais d'autres nous faisaient part de leur colère et même nous menaçaient de sanctions juridiques »^{DLIV}. Les caméras équipant les Gazelle Viviane³ sont en particulier précieuses pour observer les centres névralgiques du régime. « Abidjan vue de haut, décrit le capitaine V., était telle que nous l'avions imaginée au sol grâce aux photos aériennes, mais aussi aux différents passages dans les Fennec que nous avons tous pu faire au sein du détachement »^{DLV}. Pour l'ALAT, il s'agit autant de renseigner sur le contexte que de préparer l'intervention de Licorne dont nul ne doute plus depuis le vote de la résolution. À elle de contribuer à la préparation des « dossiers d'objectifs », cet ensemble de photos, coordonnées géographiques, descriptif identifiant les cibles à détruire.

Les airs sont désormais plus sûrs que la route. Les forces de sécurité restant calfeutrées dans leurs casernes, les barrages ne sont plus tenus que par les Jeunes Patriotes et il vaut mieux ne pas les aborder le soir vu l'ivresse ambiante. Au nord des ponts, seuls deux grands axes demeurent à peu près empruntables, car suffisamment larges pour ne pas être obstrués, l'AK, parallèle à l'hôtel *Ivoire*, qui mène à la résidence de Gbagbo, et l'avenue Thérèse-Houphouët-Boigny qui est rapidement privilégiée car elle est délaissée par les Patriotes. Le seul à circuler dans Cocody, le GIGN, y rapporte quotidiennement la construction de nouveaux barrages qui peuvent parfois passer inaperçus aux hélicoptères de l'ALAT. Pour lui, c'est sûr, la résidence de France qui s'y trouve est désormais en terre ennemie. Une coordination a été poussée avec les forces spéciales pour exfiltrer éventuellement l'ambassadeur. Mais les hommes du lieutenant-colonel Serge N. se tiennent prêts à venir au secours de n'importe quel ressortissant. Afin de bien se mettre la ville en tête, ils ont été invités, tous, sans exception, à s'y promener, de jour comme de nuit. Les itinéraires possibles ont été relevés, les lieux de poser pour hélicoptère répertoriés. Comme à l'ALAT, Abidjan est ainsi quadrillée, baptisée, numérotée. Chaque homme a reçu un mémo avec les schémas d'intervention.

À l'aube du combat, le général Palasset fait ses comptes. Malgré tous les indices d'affrontements à venir, l'effectif de Licorne n'a pas été plus renforcé. « J'ai demandé son avis au Comanfor, explique le général Castres, chef du CPCO. Il m'a affirmé qu'il était capable de tenir l'aéroport 36 heures en cas de coup de chaud. Avec nos moyens prépositionnés au Gabon et au Tchad, dont nous avons resserré les dispositifs d'alerte, cela paraissait

suffisant »^{DLVI}. Le lieutenant-colonel P. rassure en ce qui concerne les réserves de carburant : Licorne a de quoi tenir plusieurs semaines pour les carburateurs et deux fois plus pour le gasoil. En connaissance de ses forces, le général Palasset doit prendre une décision importante dès le 31 mars. La population, affamée par les dernières semaines de crise, se livre en effet aux pillages à quelques encablures à peine de Port-Bouët. « Généralement, note le capitaine V. sur Gazelle, il suffisait qu'on les survole pour qu'elle se disperse »^{DLVII}. Des PME françaises, essentiellement des commerces, sont touchées. « On s'est donc posé une question avec Jean-Marc Simon, relate le Comanfor: devons-nous traiter les pillards ou les pillés ? » L'analyse est assez rapide: Licorne ne dispose pas des moyens suffisants pour veiller tous les sites: « Nous avons donc choisi de privilégier les pillés ». Priorité est accordée aux ressortissants, les biens seront protégés dans la mesure du possible. Des chefs d'entreprise s'en plaignent, mais dans l'ensemble, la compréhension l'emporte.

Dans l'après-midi du 31 mars, les extractions commencent sans avoir besoin de l'accord de Paris. « Nous étions dans un cas de légitime défense, relate Palasset, avec des ressortissants mis en danger par des pillards armés de machettes ou de kalachnikov ; nous avons l'obligation d'intervenir »^{DLVIII}. Dès les premières heures, le standard de quinze à vingt téléphones est saturé. Avec un effectif limité, le commandement doit faire des choix. « J'ai décidé, relate le Comanfor, que nous irions systématiquement chercher nos ressortissants en danger au sud des ponts, où nos troupes pouvaient circuler à peu près librement en dépit des pillages, mais qu'au nord, nous n'interviendrions, via les forces spéciales et en hélicoptère, uniquement dans des cas de menace ultime ». Chaque opération dans ce secteur engage en effet des moyens lourds. En général, deux Gazelle ouvrent la voie, une première pour localiser et sécuriser l'objectif, une seconde pour riposter au canon en cas d'ouverture du feu. Suivent le ou les Puma. Difficulté de taille : le plus souvent, la localisation réelle est distante de 500 mètres de ce qu'indiquent les plans... Comme le note le capitaine M. du 1^{er} RHC, « c'est autant de minutes à voler à basse altitude et basse vitesse à la recherche d'un drap agité ! »^{DLIX}. Les commandos descendent ensuite par corde lisse. Se trouvant dans la même situation que leurs prédécesseurs en 2004, le plus dur reste à faire pour le pilote : se poser au milieu des immeubles, lignes électriques, population qui se masse dès l'arrivée d'un appareil. Parfois, l'équipage en est réduit à demander aux

familles de se débarrasser de leurs valises afin que l'hélicoptère ait la capacité de redécoller à la verticale.

Toute la difficulté au nord des ponts est d'estimer quand la menace devient « ultime ». La consigne est donnée au standard de conseiller à ceux qui appellent de bien jauger la situation, et de leur prôner en premier lieu de se confiner dans une pièce aveugle. Mais dès le premier jour, des Français se plaignent aux médias d'avoir le sentiment d'être abandonnés à eux-mêmes^{DLX}. En particulier, la déclaration du porte-parole du CEMA, le colonel Thierry Burkhard, selon laquelle « il n'y a pas de signe qui montre que les Français sont spécifiquement visés »^{DLXI}, suscite la colère de certains sur France 24 : « C'est entièrement faux. Il y a dix jours, j'ai été tout bonnement kidnappé par des miliciens pro-Gbagbo alors que j'allais à mon travail. Juste parce que je suis blanc et parce que j'ai une allure de militaire. Ils m'ont séquestré pendant dix heures, déshabillé, humilié et battu. Ils n'arrêtaient pas de me parler de leur haine du "sarkozysme" et j'ai bien senti à quel point les Français n'étaient pas les bienvenus »^{DLXII}. L'effet de ces récriminations peut être dévastateur pour Licorne. Aussi le général Palasset n'attend-il pas pour agir. D'un côté, il convainc ses autorités de la pertinence de son choix de ne pas intervenir systématiquement ; de l'autre, il donne des ordres pour que le standard rappelle matin et soir toute personne n'ayant pu être exfiltrée, soit par manque de moyens, soit parce que la situation n'a pas été jugée suffisamment préoccupante. « Et il n'y eut plus alors d'intervention dans les médias français »^{DLXIII}, indique-t-il.

Parmi les premiers à être engagés le 31 mars, les chasseurs alpins se souviendront longtemps de leur baptême du feu. Au bout d'une impasse de la zone 4, une centaine d'individus vocifèrent dans des bruits de verre cassé, de portes défoncées. Après avoir fait lâcher une rafale en l'air pour écarter la foule, le capitaine Sylvain D. fait garer ses véhicules devant le numéro de la voie qui lui a été communiqué afin d'empêcher quiconque de le suivre à l'intérieur. Il découvre des parents et leurs enfants terrorisés, incapables de l'écouter. Tableau tragique et dur à vivre pour les chasseurs alpins, jeunes premiers comme vieux briscards, qui peuvent s'imaginer à leur place. Le capitaine leur a plusieurs fois répété de n'en rien laisser paraître. « Prenez l'air le plus apaisé possible ! Nos compatriotes doivent se sentir en sécurité avec nous ! »^{DLXIV}. Revêtue de la frag, toute la famille embarque dans un VAB. Sylvain D. tente de discuter avec le père, mais celui-ci réalise qu'il a tout perdu : dès que la colonne aura fait demi-tour, la

villa sera pillée. Doit-il y retourner sauver l'essentiel ou prendre des allers simples pour la France ?

Avec les 164 personnes transportées par la compagnie de chasseurs de Pierre-Erwan G., la famille se compte donc parmi les premiers Français à étrenner le camp d'accueil géré de main de maître à l'intérieur de Port-Bouët par le lieutenant-colonel Zlatko S., une figure de légion. Le Batlic accomplit des prouesses, qui surgit parfois au milieu de scènes de pillage, de miliciens armés et de compatriotes affolés. Le capitaine Robin G. prend sur lui d'en faire monter vingt et un dans ses deux VAB qui ne pourraient réglementairement en accueillir que huit à bord chacun, et encore, en en sortant ses cavaliers qui, toujours si les instructions étaient suivies à la lettre, ne devraient circuler que sous blindage. « Le contexte nous forçait à nous adapter », explique-t-il.

Pour les forces spéciales aussi, chaque extraction est une remise en cause. Si la première s'effectue en voiture, le danger et l'éloignement de la zone au nord des ponts imposent l'emploi systématique de l'hélicoptère. Les hommes de Serge N. doivent en permanence se tenir prêts à décoller dans la seconde suivant l'appel désespéré au PC de Licorne et s'adapter chaque fois à une nouvelle situation. « Quand il y a urgence, explique le lieutenant-colonel, nous devons de toute façon y aller, quelles que soient les conditions qui nous attendent »^{DLXV}. Dans certains cas, l'appareil peut atterrir, ses occupants sécurisent la zone, aident à embarquer ceux qui ont appelé et tout le monde repart rapidement. Mais parfois, parce que se présente un handicapé ou une femme enceinte, il faut plus de temps, le poison des opérations spéciales. Attirée par le bruit des hélicoptères, la foule peut être uniquement curieuse ou très vindicative. « Les hommes gardaient leurs armes pointées vers le bas pour ne pas provoquer, relate Serge N. C'est l'expérience qui leur permet de retarder l'ouverture du feu le plus longtemps possible ». De toute façon, qu'un individu tire depuis le milieu de la foule et les soldats seront obligés de ne pas répliquer par peur des dommages collatéraux. À peine revenus à la base, ils ont parfois la stupeur de découvrir leurs exploits sur U-Tube^{DLXVI}.

Même quand la crise empirera, l'ambassadeur Simon, en accord avec l'Élysée, insistera pour que les ressortissants soient conduits en sécurité à Port-Bouët, et non évacués vers la France. « Une évacuation générale, explique-t-il, signe l'échec d'un pays. Depuis le Liban je me suis toujours efforcé de mettre d'abord à l'abri »^{DLXVII}. C'est aussi pourquoi, en prévision

de l'offensive qu'il sentait imminente, l'ambassadeur a fait avancer les dates des vacances de Pâques afin de ne pas avoir à prendre la décision, symboliquement gênante, de fermer les établissements scolaires français. Le GIGN conseille désormais à tout le personnel de l'ambassade de ne plus sortir. Les employés qui doivent absolument travailler sont escortés de la résidence des *Palmes* à l'ambassade par la section des chasseurs de l'adjudant C. Essayant des tirs lors d'un second trajet, celle-ci disperse aux gaz lacrymogènes une manifestation dégénérant en exactions devant l'hôtel *Ibis* et se regroupe aux *Palmes* dont elle ne sortira plus de cinq jours avec mission d'y interdire toute intrusion. La résidence se situe en effet sur le boulevard François-Mitterrand, stratégique, puisqu'il commande l'accès depuis le nord au quartier des ambassades et à la résidence de Gbagbo. De surcroît, *Les Palmes* font face aux casernes de la gendarmerie et de la police que les deux camps se disputent au lance-roquettes et à la mitrailleuse lourde. Les chasseurs du 16^e BC organisent la défense avec les gendarmes mobiles déjà sur place, subissant la nuit des tentatives d'infiltration qui conduiront par exemple un chasseur à tirer sur un intrus à moins d'un mètre. Le 4 avril, un VAB sera même touché par une roquette qui terminera sa course, sans exploser, dans les paniers accueillant les sacs des chasseurs. Que veulent les assaillants ? Certainement plutôt piller les lieux qu'ils savent occupés par des étrangers.

Le 31 mars au soir, Jean-Marc Simon tient à retourner à l'ambassade afin de soutenir le moral de ses collaborateurs bloqués depuis la veille dans des conditions très précaires. Huit gendarmes du GIGN l'escortent, mais quand il s'agit de rentrer, leur chef est appelé par son adjoint resté, lui, à la résidence : « Ne venez pas, les pro-Ouattara approchent ! »^{DLXVIII}. Le capitaine Servat demande à Simon de patienter, le temps pour lui d'aller vérifier avec l'un des siens et de prendre attache avec Licorne. Plus de peur que de mal, la voie est libre. De fait, le nœud se resserre autour de la résidence de France, et donc de celle de Gbagbo, mais beaucoup moins vite que ne le laissaient envisager les derniers jours. Les FRCI paraissent comme paralysés par l'enjeu. « Leur progression fulgurante a semé le doute, explique le général Palasset. En quelque sorte, c'était trop beau. Ils ont commencé à se dire que s'ils avaient atteint si facilement la capitale, c'est que Gbagbo leur réservait des coups terribles. La peur s'est installée. Et ils se sont bloqués »^{DLXIX}.

Gbagbo sera-t-il Idriss Déby ou le gouverneur von Choltitz ? Comme des fumées ont été observées près du palais présidentiel, qu'il n'a plus parlé à la télévision depuis des jours et qu'une embarcation quittant la résidence a été aperçue sur la lagune, la rumeur le dit au Bénin. Le porte-parole du gouvernement dément et son vieil ami, le Français Guy Labertit, prédit qu'il ne démissionnera pas et « n'en sortira pas vivant »^{DLXX}. En réalité, les FRCI et lui ont joué au chat et à la souris dans Cocody. Dès qu'ils se sont enfournés dans la rue du Bélier qui conduit à la résidence, l'ancien président est parti se réfugier dans une maison voisine. Mais au lieu de laisser les leurs devant son domicile, les hommes de Wattao ont préféré le poursuivre dans tout le quartier, lui-même passant en toute sécurité de villa en villa. Depuis, il reste caché.

L'Élysée n'entend pas laisser le suspens longtemps perdurer sur les intentions de Gbagbo avec 12 000 ressortissants français à sa merci. Le 1^{er} avril, de conserve avec l'administration américaine, il l'appelle à « se retirer immédiatement, à faire cesser les violences et à céder le pouvoir pacifiquement » tandis que Nicolas Sarkozy s'entretient avec Ouattara après un conseil de défense restreint. L'ambassadeur de Côte d'Ivoire à Paris, Ali Coulibaly, semble livrer au *Figaro* le contenu de cette conversation : « il y a des accords de défense entre la Côte d'Ivoire et la France, explique-t-il. Alassane Ouattara pourrait demander que la France intervienne plus massivement »^{DLXXI}. Ou quand le nouveau président ivoirien reprend l'antenne de l'ancien en 2002. Mais le ministre de la Défense Gérard Longuet apporte un corollaire capital : pas d'intervention sans demande de l'ONU. Comme depuis des années, Paris ne voit plus la crise sous l'angle des relations bilatérales. Hypocrisie, clament les pro-Gbagbo, car seule Licorne peut véritablement influencer sur le dénouement. Respect des formes, réplique l'Élysée qui, en coulisses, s'active pour décrocher une demande officielle de Ban Ki-moon même si la dernière résolution l'autoriserait déjà à intervenir. New York étudie depuis plusieurs heures la possibilité d'une action militaire. Car le 1^{er} avril, le clan Gbagbo commet une incroyable erreur, après s'en être pris à l'escorte de l'ambassadeur français, en pilonnant le QG de l'ONUCI. Pendant trois heures, comme en représailles de l'assaut FRCI sur le palais présidentiel, l'hôtel *Sebroko* a subi des tirs directs en provenance du ministère de la Défense. Les balles se sont figées jusque dans le couloir menant au bureau de Choi qui, depuis, comme tout son personnel, n'enlève plus son casque ni son gilet pare-balles. Quatre

soldats de l'ONUCI ont été blessés, auxquels s'ajoutent durant la journée onze autres en patrouille. En outre, en deux jours, l'hôpital installé sur place accueillera 58 civils atteints par balles, dont dix succomberont.

Le régime prouve sa dérive hors de toute raison car il offre lui-même à la communauté internationale le prétexte idéal pour le faire taire définitivement. Choi est désormais décidé à demander l'intervention des hélicoptères de l'ONUCI. Mais contre quoi ? Il y a les blindés d'Agban, qui ont été utilisés contre les civils par le CECOS et contre l'ONU. Le représentant spécial redoute cependant qu'en représailles, Gbagbo fasse donner les BM-21 dont un seul a été localisé par les Français à Akouédo. Difficile arbitrage d'une décision qui, destinée à protéger les civils, risque d'en faire tuer beaucoup. Finalement, en concertation avec Licorne, l'ONUCI estime que les forces de Gbagbo n'oseront pas employer les orgues de Staline en ville, soit parce qu'elles savent que les dommages collatéraux qui seraient immanquablement causés leur vaudraient des représailles tout aussi impitoyables, soit parce qu'elles ne savent pas s'en servir. Le 2 avril, Choi demande donc au Conseil de sécurité l'autorisation de frappes aériennes. Ouattara approuve. *A priori*, l'ONUCI est déterminée à agir seule puisqu'elle dispose de deux hélicoptères pour frapper les deux sites retenus, les camps d'Akouédo et d'Agban. Mais les derniers renseignements recueillis par les Français indiquent que la plupart des blindés ont quitté ces derniers pour prendre position autour des palais et résidence présidentiels, ainsi que de la RTI. Avec cinq sites à frapper et non plus deux, la participation des Français est indispensable. De toute façon, le *Force commander* de l'ONUCI, le général togolais Béréna, avait déjà pris langue avec le général Palasset pour envisager des frappes simultanées de Licorne. Car, en réalité, jamais les Casques bleus ne s'élanceraient sans la certitude d'un appui français. L'action offensive qu'ils projettent n'en demeure pas moins une grande première dans l'histoire de l'organisation internationale. Aussi faut-il un peu de temps au Conseil de sécurité pour l'avaliser.

En attendant, les extractions de ressortissants s'enchaînent sans répit, et ce serait presque une libération pour Licorne. « Pour nos hommes, explique le lieutenant-colonel Régis A., la mission devenait beaucoup plus claire : en mars, nous avons eu à nous employer pour expliquer à ceux qui commençaient à douter de notre présence en Côte d'Ivoire: "Que faisons-nous là? finissaient-ils par dire. C'est une affaire entre Ivoiriens".

Désormais, plus personne ne se posait de questions: il fallait secourir des compatriotes. C'était le cœur de notre métier, mais aussi une forme de libération après six mois où nous étions en réaction face aux événements. Désormais on passait à l'action »^{DLXXII}. Le capitaine Sylvain D., dont la compagnie mettra au final le plus de ressortissants en sécurité (1 165), confirme : « Il n'y a pas de mission plus gratifiante que de venir au secours de compatriotes dans une situation fortement dégradée »^{DLXXIII}. Le centre opérations du Batlic reçoit les listes de ressortissants à évacuer en provenance de l'état-major de Licorne, lui-même en lien avec l'ambassade et le centre de crise du Quai d'Orsay. À lui de modeler les convois en fonction des situations : deux VAB et un VBL s'il y a peu de monde à évacuer, des camions sont adjoints dans le cas contraire ; un peloton entier est désigné si le secteur est éloigné. Les véhicules sont envoyés sur un point précis, ou ils passent tel un bus en différents secteurs. Tout l'effectif des sous-groupements tactiques est mis à contribution : les fantassins et cavaliers, qui enchaînent mission sur mission, comme leurs mécaniciens qui font des nuits blanches pour éviter le scénario catastrophe, un véhicule qui tomberait en panne dans la ville avec des civils à bord. « L'encadrement en particulier a été superbe, explique Sylvain D. Avec l'expérience de l'Afghanistan, il rappelait sans cesse que le travail ne s'arrêtait pas au retour au camp, et que, la dernière patrouille rentrée, il fallait à tout prix entretenir le matériel mis à rude épreuve par le climat ivoirien, mais également rédiger les comptes-rendus, mettre à jour le journal de marche, etc. » Et quelle fatigue pourtant ! Il n'est pas rare en effet que les colonnes tombent au milieu d'affrontements avec l'impossibilité de se prononcer formellement sur l'identité des deux camps : pro-Gbagbo, pro-Ouattara, pillards, miliciens, mercenaires ? De son côté, le capitaine Sylvain D. ne veut pas perdre de temps avec ce genre de questions. Il demande à ses hommes de balancer en l'air une rafale de Famas à gauche, une autre à droite, et d'avancer ; personne ne s'aventurera jamais à venir se frotter à la Licorne. « Durant cette phase d'évacuation, note le colonel Hintzy, patron du Batlic, nous avons constamment été pris à partie, soit intentionnellement, soit parce que nous nous sommes retrouvés par hasard entre deux feux »^{DLXXIV}. Désormais, Licorne riposte systématiquement. Hintzy attend même au camp chaque retour de convoi afin de vérifier que les consignes de retenue pour l'ouverture du feu, répétées pendant les mois précédents, ont été oubliées. Le bataillon doit montrer que rien ne l'empêchera de mener à bien

ses missions. L'ONU CI aussi a montré les dents. Le 1^{er} avril, elle a riposté sur des forces de sécurité qui avaient pris pour cible des Casques bleus pakistanais et en a tué au moins cinq^{DLXXV}. Trois Sénégalais sont blessés dans d'autres accrochages. Les Français en accusent un également, le 2, mais à la résidence des *Palmes*, toujours cernée par les affrontements. Le caporal Julien L. a le bras traversé par une balle à la tourelle de son VAB. Le tir ne lui semblait pas destiné, mais les camarades qui lui portent secours se voient bien réserver un feu précis.

Pour ceux qui continuent à secourir leurs compatriotes, les tracas ne sont pas que d'origine ivoirienne. Parce qu'ils sont bien obligés de communiquer leur numéro de portable aux premières familles évacuées, les capitaines reçoivent en effet chaque jour des centaines d'appels. Première conséquence : ils doivent sans cesse demander au PC de nouvelles cartes prépayées. Seconde conséquence : ils se voient érigés en Salomon d'Abidjan. Au bout de la ligne en effet, d'abord les Français que le PC leur demande d'évacuer. Ensuite, les voisins qui, par effet de contagion, demandent à leur tour à gagner Port-Bouët. Les capitaines s'y attendaient. En revanche, il leur faut une certaine dose de patience pour répondre à ces familles libanaises qui les appellent de Mulhouse ou de Rennes pour s'assurer qu'ils ont mis les leurs en sécurité... Et encore faut-il ajouter les Américains, Britanniques, Allemands et autres, aux ambassades pourtant aussi importantes que celle des Français, mais qui se voient indiquer de s'en remettre à Licorne ou à l'ONU CI pour une éventuelle évacuation.

Paramètre favorable, la circulation s'effectue le plus souvent dans une ville morte. « Les rues d'Abidjan ressemblaient au far west, note le colonel Hintzy : il n'y avait personne, rien que des cadavres, des véhicules calcinés et des magasins dévalisés »^{DLXXVI}. Mais cela durerait-il ? Le 2 avril, la RTI rouvre l'antenne avec un communiqué du régime appelant à la mobilisation générale : « Le génocide rwandais se prépare en Côte d'Ivoire par les hommes de Sarkozy. Ivoiriens, Ivoiriennes, sortons massivement et occupons les rues »^{DLXXVII}. En dépit de leurs analyses contraires, et même si le « gouvernement ivoirien » certifie garantir la sécurité des ressortissants, les autorités françaises ne peuvent que redouter l'embrasement populaire activé par un art intact du lancement de rumeurs. Toussaint Alain accuse ainsi à Paris la France et l'ONU d'avoir « héliporté »^{DLXXVIII} les rebelles, puis il certifie que Ouattara a fui le *Golf* « à bord d'un char de l'ONU CI vers une destination inconnue »^{DLXXIX}. Aussi bidonnée que la prétendue

lettre de Nicolas Sarkozy au président de la commission électorale, une fausse résolution de l'ONU circulera également un peu plus tard, annonçant le « départ immédiat de Choi et son remplacement par un Russe »^{DLXXX}...

En soirée du 2, la situation se fige. Gbagbo ne tient plus qu'une petite partie de la ville, mais il la tient fermement, composée, du nord au sud, du camp de la gendarmerie d'Agban, des quartiers de la présidence au Plateau et de la résidence à Cocody, et, au sud des ponts, le camp de la garde républicaine à Treichville. Alors que l'ONU se penche toujours sur la demande de Choi. Même si Alain Juppé annonce que l'Ivoirien « vit ses derniers jours de chef d'État », sa réapparition à la RTI, tout sourire, après avoir regagné sa résidence, est cependant un revers en pleine offensive FRCI censée l'avoir déstabilisé. Expérimentant pour la première fois de vrais combats, ceux-ci ne soutiennent pas longtemps le feu de troupes très déterminées où la présence de mercenaires angolais est rapportée malgré le démenti du ministre des Affaires étrangères à Luanda : « L'Angola souhaite une sortie pacifique de cette crise sur la base du dialogue. L'Angola ne va pas entrer en Côte d'Ivoire comme l'ont fait les Français »^{DLXXXI}.

Paris et New York placent leurs espoirs dans des frappes aériennes, mais si Choi a sollicité le conseil de sécurité, Nicolas Sarkozy tient absolument à la forme, lui qui ne cesse de le répéter à son entourage : « Je ne veux pas le moindre problème pour la France si ça se termine devant la CPI »^{DLXXXII}. Le président de la République laisse parler l'avocat quand il exige une demande écrite de l'ONU pour autoriser l'intervention de Licorne. Une tendance classique des forces déployées par l'organisation est en effet de rabaisser le niveau de la crise en s'adressant directement aux forces nationales engagées à leurs côtés qui, au contraire, font tout pour que la demande vienne du plus haut niveau afin de ne pas paraître porter seules la responsabilité. En 2006, c'est ainsi à Kinshasa que la MONUC avait demandé le soutien des forces européennes présentes sur le terrain, mais ce fut bien entre New York et Bruxelles que le problème fut réglé. « C'est trop facile de la part des Casques bleus ! note-t-on à l'Élysée. Les forces nationales à leur côté sont comme une assurance pour eux. Avant même d'avoir subi des dégâts, ils veulent la faire jouer... »^{DLXXXIII}. Dans la journée, Nicolas Sarkozy a donc appelé Ban Ki-moon. « Nous avons préparé pour le président de la République une série d'arguments, relate un conseiller à l'Élysée, mais il n'en a pas eu besoin car à peine a-t-il présenté la situation que le secrétaire général de l'ONU lui a répliqué partager

exactement la même analyse et ressentir lui aussi le besoin d'une intervention armée »^{DLXXXIV}. Paris n'attend donc plus que la lettre. Mais en attendant, Licorne ne peut plus rester l'arme au pied.

À Port-Bouët en effet, le nombre de ressortissants ne cesse de grimper. Rien que le 16^e chasseurs a acheminé 271 personnes le 1^{er} avril, 83 le 2. Ils sont plus de mille désormais à l'intérieur du camp qui, à ce rythme, atteindra rapidement son taux maximum d'absorption, soit à peu près le double. Port-Bouët va finir par ressembler à une cocotte-minute dont il faut à tout prix relâcher la pression en prenant le contrôle de l'aéroport. Le capitaine Robin G. du 12^e cuir a été envoyé la veille en reconnaître l'accès. Il y a pris contact avec le détachement jordanien de l'ONUCI, mais aussi les gendarmes commandos ivoiriens censés tenir les lieux, afin de les préparer tous psychologiquement à l'arrivée des Français sans bien entendu rien leur dire de la date et des détails. En fin de journée, son peloton d'éclairage s'est déjà assuré le contrôle de la « bourgerie », une emprise sécurisée à l'entrée de l'aéroport, ainsi que des réserves de carburant de la plateforme.

Le dernier briefing du 2 avril se tient à 15 heures au PC de Licorne. Les plans sont prêts de longue date. Il s'agit de progresser par la route à quatre voies reliant le camp à l'aéroport, longue de près de deux kilomètres. Pendant six mois, les chasseurs s'y sont entraînés avec les cuirassiers en soutien, mais à quelques heures de l'engagement, leurs officiers apprennent que ce sera l'inverse. Alors que l'escadron est déjà prêt à Port-Bouët, la compagnie de chasseurs en effet est éparpillée dans Abidjan, à récupérer des ressortissants. Selon le commandement, il lui faudrait trop de temps pour se reconditionner et partir en tête. Et puis Robin G. a déjà rencontré les troupes ivoiriennes en lice; il a même revu l'un de leurs officiers en début d'après-midi pour lui expliquer en substance: « Je vais forcément venir un jour... Tout se passera bien, mais je serai impitoyable en cas de problème... »^{DLXXXV}. Son camarade Pierre-Erwan G. ne cache pas sa surprise devant cette inversion de dernière minute, mais il obtempère sans ciller: la mission avant tout.

Gérer la prise de l'aéroport avec deux compagnies, puis préparer l'arrivée du flux aérien, tout cela serait trop pour un seul capitaine. Le lieutenant-colonel Régis A. sera donc à la manœuvre avec un VBL et un VAB. Le convoi blindé se forme à 22 heures. Les signes distinctifs prévus avec l'ONUCI sont vérifiés : drapeau de couleur à l'avant et lumières fluo

sur les antennes; ainsi les Sagaie de Licorne ne pourrontelles être confondues avec celles du régime. Une demi-heure plus tard, les Gazelle partent en reconnaissance : RAS. Les véhicules mettent donc en marche et débouchent du portail nord vers 23 heures. « Nous nous sommes élancés en ayant conscience que nous pourrions rencontrer une opposition »^{DLXXXVI}, témoigne Régis A., même si, sur ordre, le capitaine Robin G. appelle les gendarmes commandos ivoiriens sur l'aéroport pour les prévenir que l'heure est venue et que résister conduira à leur perte ! Les forces spéciales sont placées en alerte.

Le capitaine Pierre-Erwan G. est le premier à sortir du camp pour organiser une bulle de sécurité autour de la sortie et interdire tout renfort pro-Gbagbo. La section S. du génie s'active à dérouler des barbelés, déposer des sacs à terre. Puis Robin G. prend la direction de l'aéroport avec deux de ses pelotons du 12^e Cuir et deux sections de combat des lieutenants C. et D. de la compagnie Bravo. Son groupe MPG dégage les barricades dressées dans la journée sur la route. Un pick-up de la gendarmerie ivoirienne se hasarde au loin, mais le temps qu'une Sagaie en fasse l'acquisition, il n'insiste pas. Les hélicoptères continuent à veiller durant les dix minutes de trajet. Au terminus, les défenseurs ont fui en abandonnant leurs armes, les blindés pénètrent sur les pistes sans rencontrer adversité^{DLXXXVII}. Dans un hangar fermé, sera retrouvé le MI-24 qui a si longtemps défrayé la chronique. Sans doute n'a-t-il pas été utilisé en raison du manque de pièces de rechange, mais aussi tout bonnement d'un équipage. Comme la tour de contrôle est fermée à clé, les chasseurs en défoncent la porte à coups de hache à 23 h 10 et gravissent les marches, suivis par le lieutenant-colonel Régis A. que le général Palasset, généralement avare en la matière, complimentera bientôt : « Quand vous serez dans un bureau parisien, lui lancera-t-il, vous vous souviendrez de cette nuit ! On ne prend pas tous les jours l'un des plus grands aéroports d'Afrique ! »^{DLXXXVIII}. En haut, le groupe du sergent S. alpague les deux tireurs d'élite FANCI qui, en pleine séance de déshabillage, aspiraient à prendre la fuite. N'officie plus à l'intérieur qu'une contrôlease ivoirienne, si désœuvrée qu'elle est accompagnée de sa fille. Le 1^{er} RHC compte heureusement dans ses rangs deux contrôleuses, les maréchaux des logis-chefs C. et T., qui investissent les lieux à minuit, escortées d'un groupe d'intervention. Pour elles, la principale surprise est la vétusté du matériel qui leur impose un retour aux fondamentaux, ne serait-ce que pour situer

l'aéroport dans Abidjan... À 0h45, le général Palasset se présente, accompagné du colonel Hintzy. Après un topo complet et vivant de Robin G., il ôte son gilet pare-balles, signe que la zone est désormais entièrement sous contrôle.

Le Comanfor toutefois n'a pas été le premier à pénétrer dans l'enceinte. 77 ressortissants y ont été discrètement acheminés de Port-Bouët une demi-heure plus tôt, accueillis chaleureusement par les cuirassiers qui avaient même prévu à leur attention des thermos de café. Car Licorne souhaite bien profiter de cette parfaite réussite pour décongestionner le camp au prix d'un petit tour de passe-passe. Une fois tous ses esprits revenus, la contrôleur ivoirienne consent en effet à éclairer quelque peu ses homologues françaises et le premier avion de transport se pose à une heure, libérant les premiers renforts, la 4^e compagnie du 2^e REP aux ordres du capitaine T., en provenance du Gabon. Sept autres suivront dans la nuit avec la 3^e compagnie du 3^e RPIMa et une compagnie du RMT du Tchad, ossatures d'un nouveau bataillon qui soulagera enfin le Batlic d'une partie de ses tâches : à lui toutes les missions de défense, à l'aéroport, à Port-Bouët, dans quelques points de regroupement de ressortissants, même si ces troupes d'élite avaient pu aspirer à plus enthousiasmant. Mais le général Palasset préfère engager dans la ville des hommes qui en connaissent désormais tous les recoins. Quant à eux, les avions de transport repartent avec les ressortissants à l'abri de toutes les caméras qui ne pourront donc avancer que, contrairement aux annonces officielles, la France procède à des évacuations.

Bientôt des appareils d'Air France pourront également se charger de la besogne. Le général Palasset en effet parvient à convaincre le directeur régional de la compagnie de reprendre les vols avant lesquels aucun concurrent ne se posera à Abidjan. À partir du 5 avril, à la stupeur des journalistes, l'aéroport reprendra ainsi du service, avec en particulier les avions libanais que le Comanfor aura également bataillé pour obtenir afin qu'ils prennent eux-mêmes en charge la forte communauté qui se presse aux portails de Port-Bouët.

En conquérant l'aéroport de main de maître, les Français ont quelque peu tiré sur l'élasticité du mandat onusien puisque le site, dénué de toute arme lourde, et même d'aviation, ne menaçait pas *a priori* la sécurité des civils. Le véhément porte-parole de Gbagbo, Toussaint Alain, les accuse de se comporter comme « une armée d'occupation en dehors de tout

mandat »^{DLXXXIX}. Non seulement toutefois il n'y a pas eu de pertes côté ivoirien, mais Paris peut invoquer que la paralysie de Port-Bouët, qui serait survenue à court terme avec l'afflux de ressortissants, aurait interdit à Licorne toute intervention au profit de la population locale comme étrangère. Enfin, le général Palasset conçoit le contrôle des pistes comme la première étape de la sortie de crise, l'annonce au monde que le trafic aérien peut reprendre son cours après quatre mois d'interruption. Avant même de faire parler les armes, il apporte un remède au mal qu'elles pourraient causer.

Le lendemain matin, 3 avril, quelques explosions se font entendre au Plateau, mais le calme l'emporte et donc l'agacement aussi. À Paris, Gérard Longuet tient un discours très peu diplomatique : « Il faut que M. Choi se bouge. Car les blindés et les mortiers sont du côté de Laurent Gbagbo à Abidjan. Il appartient à l'ONUCI de prendre l'initiative. La France n'intervient que dans le cadre de ce mandat »^{DXC}. La charge est un peu brutale à l'encontre du représentant spécial dont le QG est toujours pris pour cible par des tireurs isolés, les pro-Gbagbo ayant même installé un char en face de l'entrée de l'hôtel *Sebroko*. En fin d'après-midi, l'Élysée reçoit enfin la lettre tant attendue de Ban Ki-moon⁴. À vrai dire, le président de la République et ses conseillers n'y apprennent rien puisque ce sont eux qui l'ont largement rédigée pour être certains d'en approuver chaque terme. Le courrier est aussitôt posté sur le site Internet de l'Élysée pour mieux se prémunir des inévitables critiques qui vont suivre l'entrée en scène de Licorne après des années de retenue. La réponse de Nicolas Sarkozy est également rendue publique, qui s'oblige à reprendre les termes de la résolution: « Je considère, comme vous, que la protection des civils menacés en Côte d'Ivoire est une urgente nécessité, parallèlement aux efforts politiques de l'ensemble de la communauté internationale visant à résoudre la crise actuelle dans le respect du choix souverain du peuple ivoirien »^{DXCI}.

Officiellement donc, Licorne opérera en soutien de l'ONUCI. Dans les faits, les Casques bleus n'ont que deux MI-24 fraîchement arrivés du Libéria quand l'ALAT aligne quatre Gazelle (deux Viviane et deux canon) et sept Puma dont un Pirate, soit le plus gros détachement aéromobile en Opex⁵. Le tout est très entraîné et connaît mieux Abidjan que certaines villes de France. Il est donc décidé que l'ONUCI donnera les trois premiers coups d'une pièce jouée intégralement par les Français qui doivent

cependant composer avec un nouvel impératif. « Nous n'avons découvert que sur le tard, relate l'amiral Guillaud, que les MI-24 ne volaient pas la nuit »^{DXCII}. Or l'obscurité procure un avantage considérable, surtout en zone urbaine, et dans l'incertitude des premières heures de la bataille. « Nous avons beaucoup de craintes sur la menace sol-air »^{DXCIII}, témoigne le colonel de Vathaire au CPCO. Le général Yann Pertuisel, commandant de l'ALAT, avoue qu'à son QG de Villacoublay, « durant toutes ces journées, et particulièrement la première, le syndrome Mogadiscio ne nous a pas quittés. Relâcher l'attention aurait été fatal »^{DXCIV}. C'est le fantôme du Faucon noir : un hélicoptère abattu par un ennemi embusqué avec son lance-missile sur le toit d'un immeuble. Et en Somalie aussi, le drame est survenu de jour. « La menace sol-air n'était surtout pas à sous-estimer, note le capitaine E., pilote de Gazelle. En face se trouvaient de vrais soldats, qui étaient résolus à nous tirer dessus »^{DXCV}. Les Gazelle sont équipées de leurres, mais l'efficacité n'est pas garantie à 100 %. De plus, une ville est hérissée de mille obstacles qui ne sont pas tous apercevables, surtout de nuit.

L'ALAT évoluera donc en hauteur, ce qui de toute façon correspond à ses procédures pour des interventions en zone urbaine qui nécessitent des angles de tir plus élevés afin de limiter les risques de dommages collatéraux. Elle peut aussi se reposer sur sa préparation, et la qualité du renseignement récolté par Licorne. Nul cependant ne saurait engager des troupes au combat sans garder jusqu'à l'ultime seconde l'angoisse de ne pas les voir revenir. Et c'est pourquoi l'État-Major des Armées se doit d'être prêt à tout, y compris à employer l'aviation de chasse. Le matin du 3 avril, le général Castres, chef du CPCO, a appelé le général Gilles Desclaux, patron des opérations aériennes, pour savoir quelles frappes pourrait opérer l'armée de l'air dès le lendemain. Depuis le début de l'opération Harmattan en Libye, le général ne quitte quasiment plus son centre de commandement de la base Balard dans le 15^e arrondissement. Pas besoin pour lui de réunir un conciliabule. Ce genre de raids est un classique pour les aviateurs qui s'y entraînent toute l'année, ainsi qu'ils viennent d'en fournir la preuve exceptionnelle en arrêtant la ruée des chars de Kadhafi sur Benghazi. L'alternative la plus rapide serait de faire décoller les trois Mirage 2000-C basés à N'Djamena dans le cadre du dispositif Épervier. Il ne s'écoulerait dans ce cas que quatre heures après le feu vert, mais le problème concerne ensuite l'armement. Pour un bombardement en zone urbaine, mieux vaut

des bombes guidées laser, or ces appareils n'en sont pas équipés. Ils ne pourraient donc opérer qu'avec des salves d'obus de 30 mm à la puissance de destruction moindre. Le général Desclaux a donc plutôt préconisé l'emploi des Mirage 2000-D déjà déployés à Solenzara pour Harmattan. Trois itinéraires sont possibles : par la Libye, l'Algérie ou le Sénégal. Le premier est assez aléatoire car l'état de la défense solair de Kadhafi est encore insuffisamment établi ; le deuxième dépend de l'accord diplomatique d'Alger ; le troisième est le plus long, mais aussi le plus sûr. Au final, des appareils seraient prêts à bombarder Abidjan entre onze et douze heures après le top départ du CPCO. Le général Desclaux ignore sur quelles cibles, mais vu l'impact psycho-logique considérable de l'emploi de la chasse dans une ville, seuls des objectifs à haute valeur ajoutée, ou un contexte particulièrement grave, le justifieraient. Le général Castres pour sa part certifie ne pas avoir envisagé de faire donner l'aviation ^{DXCVI} ; la fiche rédigée par le général Desclaux et envoyée à 12 h 13 exactement sera donc à ranger dans les études indispensables à l'aube d'un conflit.

En attendant l'ouverture du feu, la France met les siens à l'abri. Au soir du 3, l'Élysée décide en effet « le regroupement sans délai de tous les ressortissants français d'Abidjan afin d'assurer leur protection ». Trois points sont retenus : Port-Bouët, l'ambassade de France, l'hôtel *Le Wafou*. Des transferts aériens ont déjà été organisés vers Dakar et Lomé pour quelques centaines d'Occidentaux, dont des Français.

Le 4 avril, les FRCI annoncent lancer une « offensive rapide » pour mettre à bas les derniers bastions de Gbagbo. Leurs troupes convergent sur quatre axes en direction du Plateau et de Cocody. En prévision de l'entrée en lice de Licorne, la sécurité est renforcée à la résidence de France, mitoyenne de celle de Gbagbo. Dix membres du GIGN et quatre gendarmes mobiles y veillent déjà sur l'ambassadeur, le premier conseiller, l'attaché de défense, trente-sept agents locaux, le chef de poste de la DGSE, mais aussi les deux agents que celle-ci a dépêchés pour tenter d'écouter, depuis la villa bordant le mur de séparation, les conversations du clan Gbagbo. Signe de la sensibilité du site, une section du 13^e bataillon de chasseurs alpins arrive en supplément, dont le capitaine Servat, qui en reçoit exceptionnellement le commandement, répartit les trois groupes au sein de l'emprise. Les postes de défense peuvent ainsi être renforcés, dont Jean-Marc Simon fait la tournée en début d'après-midi du 4.

À Port-Bouët, les équipages de l'ALAT parfont les derniers réglages en compagnie des pilotes ukrainiens de l'ONUCI dont la présence, même s'ils n'ont rien de mercenaires, semble tourner la page de Bouaké sept ans plus tôt. Le capitaine R, chef du PHM1, en facilite l'hébergement et la nourriture. « Ils avaient leurs propres règles, relate-t-il, parfois un peu surprenantes – le chef de mission par exemple n'était pas pilote, mais lieutenant d'infanterie ; les dix membres d'équipage étaient aussi mécaniciens – mais je les ai trouvés parfaitement sereins et connaisseurs de leur système d'armes. Quant à leurs machines, c'était de la bonne vieille conception russe, très rustique, qui nécessite beaucoup d'huile, mais finalement très fiable »^{DXCVII}. Les équipages assistent aux briefings français jusqu'à la partie ciblage qui ne leur est pas communiquée afin de limiter les fuites. De même les Français assistent au leur. « Nous voulions absolument savoir ce qu'ils comptaient faire », admet le colonel Stéphane G. L'ONUCI, et non Licorne, leur confectionne leurs dossiers d'objectifs. « Et ils étaient bien ficelés, se souvient le capitaine R. Ce n'était pas un collage à partir de *Google-Earth*. Sans doute l'ONU profitait-elle de ses survols avec son Mi-8 qui faisait la navette avec le *Golf Hotel* pour prendre des photos ».

À 15 heures, soit seulement deux heures avant le début des frappes, un vilain grain de sable vient gripper la machine. À l'ambassade de France, l'attaché de défense, le colonel Héry, reçoit un appel du directeur de l'hôtel *Novotel*, lui annonçant que la garde républicaine menace de pénétrer dans son établissement où sont regroupés une soixantaine de journalistes. Aussitôt il appelle le général commandant l'unité, le général Dogdo Blé, qui jure son innocence : « Une attitude classique, note Héry. À chaque fois, ils n'y étaient pour rien ! »^{DXCVIII}. Mais quelques minutes plus tard, le général Palasset est informé d'une « prise d'otages massive » : des dizaines d'Occidentaux seraient retenus à un étage, autant d'Ivoiriens à un autre. Pour les autorités françaises, c'est manifestement signé Gbagbo : profitant d'une fuite, peut-être à l'ONUCI dont l'effectif, civil et militaire, est pléthorique et au contact de la population ivoirienne, le président déchu chercherait des boucliers humains. Le général Palasset en a déjà des sueurs froides à imaginer tous les accords qu'il va falloir retirer auprès des pays concernés pour permettre l'intervention de Licorne même si celle-ci semble très improbable. « L'hôtel était cerné par la garde, dans un quartier en insurrection, décrit le colonel Héry. Envoyer une patrouille n'aurait sans doute fait qu'envenimer les choses ». Pourquoi ne pas exploiter en revanche

l'expertise du GIGN ? Le lieutenant-colonel Leclercq appelle en France le chef de l'unité, le général Favier, tandis que l'adjoint du capitaine Servat s'entretient en continu avec le journaliste du *Figaro* qui a donné l'alerte afin de distiller les consignes qui s'imposent : se rassembler à un étage, rester calfeutré dans les chambres.

L'affaire cependant évolue très vite. À 16 heures, le Comanfor apprend que seulement quatre hommes, le directeur de l'établissement Stéphane Frantz di Rippel, le président de la SIFCA, première entreprise privée du pays, Yves Lambelin, ainsi que deux collaborateurs de celui-ci⁶, ont été conduits à l'extérieur de l'hôtel. La vidéosurveillance montre même leur décontraction ; une fin heureuse est à espérer. La motivation apparaît donc plutôt crapuleuse : le régime, à court de finances, projette peut-être de se renflouer avec une rançon ? À moins qu'il ne soit lui-même tout aussi embarrassé par ce qui n'était qu'un coup de sang et qui aurait mal tourné ? Les journalistes, dit-on, auraient en effet bravé l'interdiction des troupes ivoiriennes stationnant à côté de l'hôtel qui ne voulaient pas être filmées. Ces dernières ont-elles cédé à la colère en investissant le *Novotel*, histoire de faire peur, et s'en sont-elles retirées avec des otages uniquement pour ne pas perdre la face ? Dans ce cas, une issue tragique est à redouter.

De son côté, Jean-Marc Simon a tout de suite appelé Alcide Djédjé qui, une fois encore, ne s'est dit au courant de rien. « C'est inacceptable ! » martèle le Français. Quelques instants plus tard, le ministre de Gbagbo lui téléphone pour lui annoncer que les quatre hommes vont être libérés. « Pas du tout ! réplique Simon. Vérifiez ! » Vers 17 heures, Djédjé le rappelle, mais cette fois c'est pour s'inquiéter de la présence permanente au-dessus de la présidence d'un « hélicoptère tout noir »^{DXCIX} : l'Ivoirien sait bien qu'il ne s'agit pas du Fennec, de couleur grise, que les appareils de l'ONU sont blancs, et il craint donc de nouvelles représailles façon 2004... « Vous n'avez pas fini de le voir ! tonne Simon. Si nous n'avons pas de nouvelles des otages, cela risque de tourner très mal pour vous ! »

À 17 heures, l'ONU passe à l'attaque pour la première fois de son histoire, cinq mois après avoir certifié aussi pour la première fois des élections qu'elle n'avait pas organisées. Elle n'a certes pas tout réussi en Côte d'Ivoire, mais elle a su tenir son rôle aux instants-clés. Une heure et demie plus tôt, ses équipages ont reçu les derniers conseils du lieutenant-colonel Stéphane G., patron des hélicoptères français, afin de choisir les meilleurs angles d'attaque. « Comme nous étions en zone urbaine, décrit le

chef du Detalat, il fallait que si la salve d'obus continuait après la cible, elle ne rencontre aucun site civil »^{DC}. Chacun des deux MI-24 effectue une passe canon sur le camp d'Akouédo. Les équipages ignorent eux-mêmes leur efficacité puisque quelques heures plus tard, ils féliciteront les Français, qui passeront derrière, des résultats de leur propre action... Une de leurs rafales en effet, visant le seul BM-21 localisé, aboutit un peu par hasard dans un dépôt de munitions qui n'était pas répertorié et qui, en se consumant, va occasionner un feu d'artifice mettant tout Abidjan à la terrasse^{DCI}. À Port-Bouët, le port du casque est même ordonné, les uns pensent en raison des munitions qui atterrissent dans le camp, les autres par peur de représailles de la part des FANCI qui pourraient faire parler leurs BM-21.

L'ONU CI a été scrupuleusement observée par l'état-major de Licorne. Un Puma français a même suivi le raid à distance et filmé les frappes⁷. La motivation découle de la même insistance de Nicolas Sarkozy à décrocher une demande écrite de Ban Ki-moon: Licorne ne veut pas être accusée d'avoir ouvert les hostilités ; il fallait impérativement que l'ONU CI ait frappé la première. Le général Palasset a ainsi tout suivi depuis le PC du Detalat. « Quand il a entendu le commandant de bord certifier le tir de l'ONU CI, relate le lieutenant-colonel Stéphane G., il a simplement lâché : "En avant !" »^{DCII}. Un dernier briefing est organisé. Les mains jointes, la voix ferme, le Comanfor est selon son habitude d'une totale clarté: « Je veux que ce soit massif et brutal »^{DCIII}. L'ALAT opte donc pour des tirs simultanés et concentrés sur la base de dossiers d'objectifs distribués juste avant l'embarquement. Pour l'occasion, le lieutenant-colonel G. a récupéré « ses » Gazelle, mises jusqu'alors à disposition des forces spéciales, afin qu'elles soient toutes⁸ engagées au-dessus de la ville avec le Puma Pirate, un autre Puma se tenant prêt en permanence, moteur en route, à venir lâcher ses commandos dans la bataille en cas de perte d'un appareil. Effet de meute garanti. Les mécanos aussi sont sur le pied de guerre. Les interventions au profit des ressortissants les ont déjà obligés à une débauche d'énergie pour maintenir le parc au taux de disponibilité demandé de 80 %⁹. Le capitaine P. dirige une équipe de 26 techniciens, comportant des spécialistes cellule moteur, avionique et systèmes d'armes, des mécaniciens contrôleurs ou encore ceux qui sont appelés les « choumacs », en fait des ferronniers veillant sur la structure des appareils. Pour lui, la Côte d'Ivoire est une première, mais certainement pas l'Afrique puisqu'il était déjà au Tchad à la fin des années 1970. Il a eu le temps de constater depuis son

arrivée en février qu'ici comme là-bas, la rusticité relative des Puma et des Gazelle leur permet de ne pas trop souffrir du climat local, océanique, sans influence sablonneuse. Les convois vers Bouaké ont aussi prémuni la flotte de toute carence en pièces de rechange : « Nous n'avons jamais eu à déplorer un appareil en panne par la faute d'une pièce manquante »^{DCIV}, explique le capitaine.

À quelques kilomètres de Port-Bouët, le premier hélicoptère à ouvrir le feu est le Puma Pirate. C'est presque justice pour lui qui n'a pu effectuer aucune extraction depuis le 31 mars puisque sa soute est largement occupée par le canon de 20 mm. Aux commandes, le capitaine B., l'un des plus expérimentés du régiment, lui qui a commencé comme sergent-pilote en janvier 1997. Il ouvre le bal avec deux passes de tir sur un bitube rangé à l'intérieur du PC du CECOS. Pour chacune, l'appareil adopte la même tactique du « saut de dauphin » : il approche en rase-mottes, et à distance souhaitée de l'objectif, il dispose de trente secondes pour prendre subitement de l'altitude, désigner la cible au laser, la contre-désigner, effectuer le tir, puis redescendre aussi sec. À chaque fois, le sol riposte ardemment, à la 14,5 et au 23 mm, mais l'équipage continue sa mission avec sérénité : « C'est le résultat de l'entraînement, analyse B. Mais aussi le fait que nous avons beaucoup de tâches techniques à effectuer, qui requièrent toute notre concentration. Nous sommes trop occupés pour nous laisser dissiper par l'extérieur »^{DCV}.

En début de nuit, un orage très violent oblige à interrompre les opérations, empêchant ainsi l'ONUCI de réaliser le second volet de sa mission sur le camp d'Agban. Le PC de l'ALAT dispose d'une station météo très utile à cet effet, permettant d'estimer avec beaucoup de précision la vitesse et la direction du phénomène, et donc de limiter l'intermède. Comme la pluie redouble cependant, le Puma Pirate finit par couper les machines. Le capitaine B. regagne le PC pour retirer ses ordres quand un appel téléphonique lui suggère de venir jeter un coup d'œil à son appareil. Une demi-douzaine de mécanos s'affairent autour. « Nous avons constaté, relate le capitaine P., qu'un impact a traversé la transmission arrière, nécessitant le remplacement de l'arbre de transmission »^{DCVI}. B. réalise sa chance : le projectile est passé entre deux tuyauteries du circuit électrique, distantes d'à peine quelques centimètres ; si l'une était touchée, le Puma perdait son rotor arrière et c'était le crash assuré. Une heure et quart plus tard pourtant, il est sur les starting-blocks grâce à la maestria de l'équipe

technique. « Les dégâts n'étaient pas très importants, relativise P. avec modestie, et nous maîtrisons la manipulation. Dans un contexte opérationnel, on peut se permettre d'accélérer certaines tâches, mais en restant dans les règles de l'art. » La conformité à la documentation technique est vérifiée, le point fixe fait, les trous des autres impacts de balles rebouchés et le capitaine P. peut déclarer l'appareil apte au vol. Le capitaine B., qui voyait les Gazelle enchaîner les allers-retours, redécolle à 20 h 30, suscitant l'admiration du PC de Licorne car il sera désormais dans toutes les têtes que les forces ivoiriennes ont du répondant. Le capitaine du 16^e BC, Pierre-Erwan G., peut en témoigner au plus près, lui qui a été averti de justesse en fin d'après-midi qu'il ne devait plus quitter la résidence des *Palmes* en raison des frappes à venir. Avec ses hommes, tous aux postes de combat, il se trouve littéralement sous les échanges de balles entre forces de sécurité et FRCI qui tentent de descendre vers Cocody par le terrain vague voisin. « On entendait les balles siffler juste au-dessus de nos têtes »^{DCVII}, se souvient l'officier.

Pendant toute la séquence de frappes, le général Palasset ne quitte pas le PC du Detalat, un *open space*, tapissé de cartes, où un haut-parleur diffuse les échanges avec les équipages. Au micro, le commandant F., en quelque sorte la « voix » du commandement, suffisamment expérimenté pour en retranscrire parfaitement les intentions et « sentir » la situation. Pour un non-habitué, les conversations radio peuvent sembler bigrement angoissées. « Les bruits de tirs sont audibles, relate Stéphane G. Aussi les “Esquive !” ordonnés par le pilote, qui peuvent faire croire à une mise en danger sérieuse, quand il s'agit simplement de l'application de nos procédures »^{DCVIII}. La distance aidant, la tension est peut-être plus forte encore au CPCO à Paris où servent nombre d'anciens de Licorne même si le sous-chef opérations, l'amiral Rogel, avance ne pas avoir ressenti le même stress qui l'accaparera deux mois plus tard, lors des raids aéromobiles au-dessus de la Libye. « Peut-être parce que c'était une première ! » tempère-t-il.

Le Puma Pirate s'attaque dorénavant à la caserne de la garde républicaine dans le quartier de Treichville. Deux passes lui permettent d'immobiliser les véhicules situés dans la cour et de détruire un local technique qui, selon les renseignements, servait de dépôt à munitions. Si la première se déroule sans encombre, la seconde est saluée par un déluge d'armes antiaériennes tiré de l'intérieur de la caserne, avec un canon de

14,5 qui n'était pas mentionné, mais aussi de l'autre rive de la lagune, les défenseurs de la présidence ayant eu le temps de préparer une riposte. « Mon pilote et mon aide-tireur ont vu les rafales de traçantes nous frôler de tous les côtés, relate le capitaine B. Mon tireur a entendu les obus exploser en bout de course tout à côté. Les Gazelle qui observaient notre évolution nous criaient à la radio de dégager : j'étais tellement concentré dans mon tir que je ne les ai pas entendues ! »^{DCIX}. Là encore la chance est du côté du Pirate qui, lourd de sept tonnes, ne peut de toute façon esquiver qu'avec la souplesse d'un éléphant volant...

Les raids aéromobiles sont un changement à 180° de la posture de Licorne qui, des mois durant, s'était astreinte à se fondre dans le paysage ivoirien. Aussi le général Palasset insiste-t-il pour rappeler qu'elles ont répondu à une demande de l'ONU : « Les frappes françaises, analyse-t-il de manière globale, sont des mesures de rétorsion contre les agissements du régime. Notre espoir était qu'elles incitent ce dernier à réfléchir, à changer d'attitude, à sortir de ses bunkers et à accepter une médiation »^{DCX}. Il est ainsi à noter qu'aucune d'entre elles n'a visé les jardins de la résidence de Gbagbo où des armes lourdes ont pourtant été repérées. En début de soirée, un fol espoir s'empare des autorités françaises, d'Abidjan à Paris. Alcide Djédjé rappelle en effet l'ambassadeur Simon qui lui indique que tout peut s'arrêter à condition de bonne volonté. L'Ivoirien d'annoncer : « On vient »^{DCXI}. Pour le diplomate, pas de doute, le « on » inclut Gbagbo lui-même. L'information est tout de suite transmise à l'Élysée qui se montre encore plus optimiste que l'ambassadeur et le Comanfor, pour preuve la floraison d'échos dans la presse en quasi-simultané, sur des négociations qui n'ont pas débuté. Comme il se trouve alors à la chancellerie, Simon monte de toute urgence dans un VAB qui l'amène à Port-Bouët, d'où le détachement lagunaire le prend en charge pour le ramener à la résidence. Arrivé vers 21 heures, il avertit le capitaine Servat du GIGN que trois personnes vont se présenter : le ministre des Affaires étrangères, le chef du protocole ivoirien et surtout l'ancien président lui-même. « À mon avis, Gbagbo ne va pas se rendre tout de suite ! » lui réplique en souriant l'attaché de défense, le colonel Héry, qui n'y croit pas : « Gbagbo, explique-t-il, avait choisi la voie des dictateurs »^{DCXII}. Dix minutes plus tard, une voiture se présente bien au portail de la résidence, mais les gendarmes constatent tout de suite l'absence du leader ivoirien. Le premier conseiller

demande des explications à Djédjé et le conduit à l'intérieur afin qu'il puisse téléphoner.

Même si la reddition de Gbagbo paraissait inespérée, la déception s'empare des diplomates, puis la colère. Une fois la voiture à l'intérieur, le capitaine Servat a en effet demandé à deux de ses hommes, l'adjudant A. et le maréchal des logis-chef C., de noter les mouvements de troupes ivoiriennes devant la résidence. En quittant le poste de sécurité à l'entrée principale, le premier est touché par balle à l'épaule vers 22h30. Il parvient à trouver refuge dans la guérite, mais Servat, jugeant l'endroit trop dangereux, lui ordonne de s'en éloigner au plus vite. Quatre balles l'atteignent alors à nouveau, dans le bas du dos et à la cuisse droite. L'adjudant parvient malgré tout à ramper jusqu'à son camarade C. qui lui pose deux garrots. « Sans les *bastion walls* à l'entrée, qui ont détourné en partie la rafale, relate Servat, il y serait passé »^{DCXIII}. Furieux, il se retourne vers Djédjé qui jure n'y être pour rien. Le ton monte: « Ne vous avisez pas d'essayer d'entrer, prévient le capitaine, car je ne vous ferai pas de cadeau ! » Servat demande ensuite une évacuation sanitaire à Licorne. La présence avérée de deux batteries antiaériennes dans la résidence de Gbagbo incite à la prudence et pourtant ce sont deux Puma qui se présentent, l'autre ayant charge de ramener Simon à l'ambassade. Il ne faut pas lambiner : des tirs partent en leur direction. L'adjudant est évacué, opéré à Port-Bouët et finalement sauvé.

Pendant ce temps, les hélicoptères français continuent à pilonner le dispositif de Gbagbo pour une durée totale de sept heures. « Les plots de Port-Bouët ressemblaient à un stand de Formule 1, décrit le lieutenant-colonel G. Les machines se posaient, les techniciens faisaient le plein, remplaçaient les caissons d'obus vides et les tubes de missiles utilisés, ravitaillaient si besoin les équipages en nourriture et boisson, et tout recommençait. »^{DCXIV}. Les quelques problèmes rencontrés par les mécaniciens concernent le démarrage des Gazelle. « En général, décrit le capitaine P., ces appareils ne connaissent de panne qu'à la mise en route et à l'atterrissage par la faute d'une tension de batterie trop faible. Une fois les moteurs lancés, c'est rare »^{DCXV}. Les mécanos doivent apprécier le temps de réparation par un diagnostic précis, mais aussi rapide afin que le commandement puisse estimer si la mission peut encore être assurée dans les temps souhaités. Leurs conditions de travail sont particulières avec la bataille pour toile de fond, les détonations étant parfaitement audibles à

Port-Bouët. Mais pour leur chef, le capitaine P., cela n'a rien d'impressionnant : « Au Tchad en 1979, à N'Djamena en 2008, relate-t-il, nous avons déjà vécu quelque chose de semblable ». En revanche, l'officier admet que le contexte impose une attention particulière : « Les mécanos peuvent être amenés à développer une trop forte empathie pour les équipages, qui les fait plus penser à ce que ceux-ci vivent qu'à leur propre mission. Ma tâche était donc de les inciter à rester concentrés, à prendre du recul par rapport aux événements. Pour dire les choses un peu crûment, notre travail, c'était la machine, pas les hommes ».

Les cibles des hélicoptères ont été choisies par le PC, mais quelques-unes sont également tirées d'opportunité, dont des blindés BMP-1 et 2. Les caissons de munitions sont consommés à grande vitesse. Quant aux missiles Hot, « au final, note Stéphane G., en deux nuits, le détachement en a tiré plus que durant toute la guerre du Golfe ! » Au bout de la première nuit, l'ALAT doit même demander un rechargement en urgence. « Je ne pensais certainement pas tirer autant ! » souligne le chef de son détachement. La surconsommation s'explique à la marge par ce qui est appelé la *target fascination*, affectant particulièrement les équipages les moins expérimentés au feu : le doigt s'appesantit sur la gâchette par faute d'une adrénaline à son maximum. À la radio, de fait, certains s'enflamment, réclamant de nouvelles cibles après avoir traité les leurs. Mais le commandant F. sait immédiatement les rappeler à l'ordre et ramener la sérénité en lâchant au micro : « On reste dans le match ! » Une fois les rotors coupés, le commandement se doit de parler. « Il ne faut jamais normaliser les actions que vous menez, déclare Stéphane G. Tirer un missile ne doit jamais être une routine. N'oubliez jamais que dans le char que vous voyez en mouvement, que vous voulez donc frapper, il y a des êtres humains »^{DCXVI}. Les erreurs de jeunesse n'auront cependant pas prêté à conséquence puisqu'aucun dommage collatéral n'est à déplorer¹⁰.

La longue nuit ne s'achève qu'à 2 heures du matin. Le lieutenant-colonel G. organise un dernier débriefing, puis libère ses équipages qui ont bien du mal à aller dormir. « Nous avons accompli ce pour quoi nous avons été formés et dans un volume sans précédent »^{DCXVII}, relate le capitaine E. pour qui, comme tous ses camarades sauf un, c'était le baptême du feu. Stéphane G. insiste pour laisser place au sommeil. À vrai dire, il n'a pas le choix : d'autres opérations vont suivre, à commencer par les extractions de ressortissants dès le lendemain ; or, pour quatre Gazelle, il ne

dispose que de quatre équipages. Idem pour le Puma Pirate dont il a été décidé de ne pas modifier la composition car son pilotage impose une petite gymnastique : contrairement aux autres appareils de son genre, le commandant de bord siège à droite pour pouvoir désigner les cibles au canon de 20 mm situé du même côté ; le pilote, habitué à voler à cette place, doit donc se faire aux commandes inversées. Revenus dans leurs quartiers, les équipages n'auront tout de même pas recours aux cachets de Stillnox que leurs camarades de la chasse ingèrent parfois quand ils doivent enchaîner les vols longs. De toute façon, ils n'ont pas de « toubib » attitré. « Notre grande chance durant cette semaine, ajoute Stéphane G., est de ne pas avoir connu deux nuits de frappes de suite »^{DCXVIII}.

Le bilan de l'ensemble de la flotte est en tous points remarquable. 100 % des sites prévus, pour l'essentiel dans les camps d'Agban et d'Akouédo, et aux alentours du palais présidentiel et de la résidence de Gbagbo, ont été détruits, auxquels ont été ajoutés des objectifs d'opportunité, mais avec grande précaution. L'éclairage urbain a en effet obligé d'ôter les jumelles à vision nocturne, or rien ne ressemble plus à un pick-up pro-Gbagbo qu'un pick-up FRCI. Vingt et un ont tout de même été frappés, qui s'ajoutent à un tableau de chasse fourni : un BM-21 – celui qui avait été repéré à Akouédo¹¹ – deux transports de troupe BTR-80, un blindé d'infanterie BMP, quatre canons antiaériens Bofors 40 (dont un à bord d'une embarcation). Mais quatre missiles Hot ont aussi été administrés sur des cibles non militaires, et de manière tout à fait volontaire : les antennes de la RTI, ainsi que le poste de leur alimentation électrique. « Nous avons considéré, explique Jean-David Levitte à l'Élysée, que le régime se servait des médias comme d'une arme »^{DCXIX}. En termes militaires, Licorne s'est attaquée à un centre de gravité du système Gbagbo, ce qui l'autorise à déclarer qu'elle est restée dans les limites de son mandat. De toute façon, la Libye, où déjà l'interprétation française de la résolution 1973 fait débat, place la Côte d'Ivoire dans une ombre bien pratique pour échapper à toute critique ; de fait, contrairement à Harmattan, aucun membre du Conseil de sécurité ne se plaint de la destruction d'objectifs civils à Abidjan. Pour la forme – car Moscou a été véhément au sujet des frappes en Libye – la Russie dit étudier la légalité des opérations en Côte d'Ivoire, le seul à les condamner étant finalement un proche de Gbagbo, le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, qui occupe alors la tête de l'Union africaine.

Le plus déconcertant au final est le relatif silence du régime lui-même qui, avec la destruction des antennes, ou simplement le retour de frappes aériennes en Côte d'Ivoire, dispose pourtant d'un vecteur de propagande considérable. « Or, étonnamment, note ainsi le général Castres, les pro-Gbagbo ont peu réagi »^{DCXX}. Désiré Tagro se plaint bien à la presse américaine d'un « meurtre planifié », en arguant que « les Français sont plus forts que nous; il n'y a personne pour leur dire non »^{DCXXI}. Mais c'est pour adopter une posture victimaire – « Nous n'avons pas les moyens de leur riposter » – qui sonne faux. Dans une interview à LCI par téléphone, Gbagbo dénoncera, lui, le lendemain, l'emploi par la France d'« avions de guerre », un énième mensonge qui est sans doute l'un des premiers indices de la décrépitude totale de l'ancien pouvoir. Paris d'autre part se réjouit de voir la presse internationale évoquer les frappes de « l'ONU et de la France »^{DCXXII}, un partage de responsabilité pas très juste du point de vue quantitatif – d'ailleurs le *New York Times* loue plus spécifiquement la « toute nouvelle musculature »^{DCXXIII} de la politique française – mais qui remplit l'objectif diplomatique qu'il s'était fixé. Ainsi Gbagbo accuse-t-il le coup, qui, dans la même interview crépusculaire, se dit « fatigué », mais pas jusqu'au-boutiste : « On n'a pas besoin de mourir pour recompter les votes », réplique-t-il quand il est interrogé sur le degré de sa détermination. Le 5 avril, la presse évoque un document de l'ONUCI stipulant que l'ancien président aurait demandé une protection avant de se rendre^{DCXXIV}. Des « tractations ont lieu », reconnaît Alain Juppé qui fait allusion aux discussions de Jean-Marc Simon avec Alcide Djédjé, toujours présent à la résidence de France au matin du 5. L'optimisme, ou l'autopersuasion, s'empare des couloirs du pouvoir, Juppé ajoutant que la France est « à deux doigts »^{DCXXV} de convaincre Gbagbo de partir tandis que François Fillon, Premier ministre, annonce à l'Assemblée nationale que Djédjé, mais aussi le CEMA Philippe Mangou « se sont réfugiés hier à l'ambassade de France »^{DCXXVI} – ce qui est faux pour le général ivoirien.

Gbagbo a-t-il seulement vraiment mandaté son ministre des Affaires étrangères ? Les autorités françaises s'interrogent sur la démarche de Djédjé qui semble n'avoir agi que de son seul gré. « Nous n'avons jamais eu de lettre de Gbagbo lui-même proposant de se rendre, témoigne ainsi Jean-David Levitte. Nous avons l'impression que lui et son entourage étaient complètement déconnectés de la réalité »^{DCXXVII}. Selon les témoins, Djédjé

aurait été giflé par Simone Gbagbo à son retour à la résidence aux sons de « Tu n'es qu'un traître ! »^{DCXXVIII}.

Et vers 10 heures les tirs reprennent de la résidence de l'ancien président vers celle de l'ambassadeur français. Le GIGN et les chasseurs alpins ripostent à l'arme légère et au mortier. Aucun blessé n'est à déplorer durant ces dix minutes très intenses, mais il paraît de plus en plus évident que les partisans de Gbagbo ont décidé de traiter les lieux de la même façon que le QG de l'ONU. Le capitaine du GIGN Jacques Servat adapte donc son dispositif. En cas de déclenchement du plan de défense, la cuisine de la maison de l'ambassadeur servira de point de regroupement de tous les employés. L'un d'eux n'inspire pas confiance, qui semble essayer de passer des informations à l'extérieur, mais le démasquer maintenant serait une erreur puisque l'ennemi lui chercherait sans doute un remplaçant. Les téléphones de tout le personnel, et pas seulement le sien, sont donc saisis. En soirée, une section du 3^e RPIMa vient relever les chasseurs alpins qui n'ont pas baissé la garde depuis 36 heures. Servat recevra le lendemain une autre section encore, cette fois du RMT, portant à 66 le nombre de soldats sous ses ordres, outre ses huit camarades du GIGN et quatre gendarmes mobiles. « C'est sans doute la toute première fois, relate-t-il, qu'un capitaine de gendarmerie commandait deux sections de combat ! »^{DCXXIX}. En attendant, le premier secteur, le plus proche de la résidence de Gbagbo, est pris pour cible dans la journée du 5 avril depuis les échafaudages érigés le long du mur mitoyen afin d'offrir aux pro-Gbagbo des positions de tir. « Leur but était de nous démasquer », explique le capitaine dont les hommes restent cachés dans les trous qu'ils ont creusés. En position de légitime défense, et après en avoir avisé l'ambassadeur, il ordonne de riposter.

Pendant ce temps, les FRCI repassent à l'assaut au Plateau, à Adjamé et à Cocody, en visant principalement la présidence et la résidence présidentielles, mais avec moins de hargne que la veille. L'impact des frappes françaises se mesure au mieux au QG de l'ONU dont le standard enchaîne les appels inquiets de personnalités du régime. Alcide Djédjé a été le premier à demander à Choi un cessez-le-feu avant d'annoncer la reddition prochaine des forces de sécurité que confirment peu après, et successivement, le CEMA Mangou, le patron de la gendarmerie Kassaraté et le chef du CECOS. Impossible de faire plus consensuel. En échange, l'ONU se voit sollicitée pour assurer la protection de Gbagbo. Les

combats cessent, les patrouilles de l'ONU ne sont plus visées. Licorne profite de l'accalmie pour pousser ses blindés pour la première fois au nord des ponts depuis cinq jours. Le but est de relever la section de chasseurs coincée aux *Palmes* par les affrontements. Mais le général Palasset profite de la manœuvre, dont il ne doute pas qu'elle sera filmée¹², pour faire passer un message aux autorités pro-Gbagbo qu'il sait en permanence branchées sur les chaînes d'information françaises : Licorne va où elle veut. « Il n'y avait aucune appréhension à franchir le pont, témoigne le colonel Hintzy, plutôt une impatience d'étendre notre zone d'action ! » Le patron du Batlic répartit ainsi les extractions par zone : le 13^e BCA au Plateau, le 16^e BC au nord-est, au-delà du quartier des ambassades et du boulevard François-Mitterrand, l'escadron blindé au sud des ponts, maintenant un peloton de Sagaie en réserve. À ce jour, 2200 ressortissants ont gagné Port-Bouët.

Vu les bonnes dispositions apparentes du régime, le *Force commander* de l'ONUCI, le général Béréna, joint les généraux Dogbo Blé et Kassaraté pour fixer au lendemain la reddition de leurs troupes. D'ici là, vers 13 h 30, le général Niang prend la tête de blindés des Casques bleus pour aller assurer la sécurité autour de la résidence de Gbagbo. Mais c'est pour s'y retrouver cerné par des centaines de miliciens et de mercenaires qui ne l'entendent pas du tout de cette oreille. Y a-t-il eu discorde au sein des autorités pro-Gbagbo ? Ne s'est-il agi, au fond, que d'une manœuvre dilatoire ? L'ONUCI en tout cas parvient à rebrousser chemin sans dégâts. De toute manière, Ouattara fait savoir à Choi qu'il rejette le maintien du président déchu à Abidjan sous protection onusienne. Lui favorise les conditions de l'Union africaine qui posent en préalable à toute discussion la reconnaissance écrite par l'ancien président de sa défaite électorale. En échange, son exil en Angola ou en Afrique du Sud est envisagé, le nouveau président s'engageant à faciliter tous les transferts d'argent souhaités.

En début de soirée, Reuters croit pouvoir annoncer la reddition de Gbagbo, mais l'information est aussitôt démentie. Mieux, l'ancien président qui a conversé avec Barak Obama – alors qu'il refuse depuis des semaines de prendre les appels de Nicolas Sarkozy – choisit à nouveau un média français pour dissiper tout espoir : « Je ne reconnais pas la victoire de Ouattara. Pourquoi voulez-vous que je signe ça ? »

Les hostilités reprennent donc le lendemain, 6 avril, de 5 heures à 11 h 30, avec de nouveaux tirs contre l'hôtel *Sebroko*, puis à nouveau à partir de 17 heures avec des tirs intenses à l'arme lourde autour de la résidence et du

palais. Le porte-parole des FRCI annonce qu'ils vont « chercher Gbagbo ». Comme le camp d'en face accuse les Français de « bombarder » le bunker de son leader pour l'« assassiner », l'État-Major des Armées dément, puis le ministre de la Défense confirme que la France ne répondrait pas à un appel de Ouattara pour déloger Gbagbo de son dernier repaire. L'ambassadeur français joue encore la carte de la discussion, mais il y croit moins que l'Élysée où l'encercllement physique de Gbagbo par les FRCI est interprété comme une paralysie politique alors qu'il peut encore sévir. De guerre lasse, face à des journalistes qui le tarabustent, Jean-Marc Simon finit quand même par lâcher: « Gbagbo, c'est fini ! » Les partisans de Ouattara, et les indifférents, y voient le signe annonciateur de la fin du conflit. Le clan Gbagbo, lui, en fait une preuve de plus de la collusion de la France avec ses ennemis. De conséquence, bien que le ministre de la Coopération Henri de Raincourt souligne qu'elle « n'est pas un acteur en tant que tel de la crise », ce sont bien ses emprises qui sont encore visées par des tirs. À la résidence des *Palmes*, la soixantaine d'agents consulaires qui y logent avec leurs familles, les ressortissants qui sont venus y trouver refuge, les gendarmes mobiles et la section du 16^e BC chargés de leur sécurité, traversent des moments très difficiles. D'abord, n'ayant plus d'eau, ils en sont réduits à utiliser celle de la piscine pour se laver. De par leur localisation ensuite, ils sont en permanence pris entre deux feux. Plusieurs individus tentent encore de s'infiltrer, la plupart pour échapper aux combats à l'extérieur, mais comment des gendarmes éreintés par des nuits de vigilance sans sommeil peuvent-ils en être certains dès les premières secondes ? Ils réussissent pourtant la prouesse de ne jamais ouvrir le feu sans sommation. Aucun intrus ne sera tué, plusieurs seront désarmés, et soignés ; certains mourront des suites de leurs blessures. « Quelques gendarmes, qui étaient parfois des tout jeunes, relate leur chef, le lieutenant-colonel Leclercq qui vient chaque matin leur témoigner son soutien, en ont été très affectés psychologiquement »^{DCXXX}. Mais aucun n'aura failli. Leurs camarades du GIGN sont encore moins bien lotis à la résidence de France qui, le 6 avril, se transformant inéluctablement en Fort Alamo, reçoit trois roquettes de RPG-7 et huit obus de mortier, mais en provenance des deux camps : « les FRCI devaient avoir du mal à régler leur azimut... », explique le capitaine Servat. Trois obus éclatent dans l'arbre surplombant un poste de défense : un soldat est victime d'un trauma sonore. Des salves de balles partent dans tous les sens. Aux soldats qui veulent riposter, le capitaine fait remarquer

qu'elles passent vingt mètres au-dessus et qu'elles ne leur sont donc sans doute pas destinées. « On a attendu que ça passe ! »^{DCXXXI}, relate-t-il.

Deux autres traumatismes sonores sont à déplorer. Exaspéré d'être également constamment pris pour cible, l'état-major de l'ONUCI réfléchit à détruire les deux tours de guet du camp voisin pro-Gbagbo d'où partent les tirs. Après un long survol, les MI-24 estiment cependant le risque de dommages collatéraux important. Choi et Béréna décident donc d'annuler la mission. Une reconnaissance permet en revanche d'identifier la présence d'armes lourdes dans le camp d'Agban d'où des tirs sur une patrouille de Casques bleus occasionnent quatre blessés. Puisque le régime n'a donc pas compris la leçon administrée le 4 avril par les forces impartiales, de nouvelles frappes aériennes s'imposent. À 16 heures, Simon et Choi se divisent les tâches : à l'ONUCI, le camp d'Agban ; à Licorne, la résidence présidentielle. Comme le général Kassaraté, retranché dans le premier, appelle peu après pour annoncer sa reddition, l'opération est repoussée côté ONU. En revanche, les hélicoptères français redonnent de la voix en administrant huit missiles Hot sur des blindés postés autour de la résidence de Gbagbo. L'effet est manifeste dans les administrations civile et militaire ivoiriennes dont l'ambassade de France reçoit de plus en plus d'offres de ralliement. « Nous ne leur garantissions rien, relate le colonel Héry. Ils arrivaient en général à se glisser dans la navette de l'ONU pour rallier le *Golf Hotel* »^{DCXXXII}. L'entourage proche de Gbagbo semble, lui, irrécupérable. À 22 h 15, la résidence de France est à nouveau prise pour cible, ses défenseurs répliquant au mortier et à la grenade APAV¹³. Une heure plus tard, douze assaillants tentent de pénétrer dans le secteur 3 après avoir longé le mur d'enceinte : huit d'entre eux sont tués, dont un colonel. Le calme ne revient qu'à 2 heures du matin au grand soulagement du capitaine Servat et de ses hommes passablement fatigués.

L'incrédulité, et la colère, règnent à Paris comme à Abidjan. Comment Gbagbo ose-t-il continuer à s'en prendre si frontalement à la France ? Que peut-il en espérer d'autre qu'une fin brutale ? Pour ses partisans, la folie de ces actes est la preuve de son absence de responsabilité. Gbagbo aurait définitivement perdu toute maîtrise sur son clan, lui que l'on dit passant ses journées à chanter du gospel dans le sous-sol de la résidence. L'avis est partagé par certaines autorités françaises comme le général Palasset qui avance que « le seul plan dont il a vraisemblablement été maître fut le repli général de ses troupes sur Abidjan »^{DCXXXIII}. Simone, Dogbo Blé, Tagro

seraient les vrais coupables, eux qui savent que la CPI à La Haye risque d'être leur prochaine adresse ; eux qui, pour certains, abuseraient de l'héroïne brune pour se donner encore plus de cœur à l'ouvrage. Le Franco-Libanais Hadi, qui est encore à leurs côtés¹⁴, décrit certains d'entre eux suggérant à l'ancien président de bombarder le *Golf Hotel* avec des orgues de Staline, « lui-même s'y est toujours opposé. Jusqu'au bout, il a espéré en la France. Lui comme Djédjé, il était persuadé que les choses allaient finir par s'arranger. Il voulait absolument rester dans la légalité »^{DCXXXIV}. Tous ceux qui reprennent cet argument mesurent-ils bien qu'ils démontrent par là même que Gbagbo conserve une large part d'autorité sur les siens, donc que sa responsabilité ne peut être totalement écartée dans les dernières heures du régime ? Un autre constat est à double tranchant : si la résidence de France est abondamment pilonnée, l'ambassade, elle, ne recevra en tout et pour tout qu'une rafale de kalachnikov. Faut-il y voir la preuve que Gbagbo a encore assez de lucidité, et de pouvoir, pour ne pas laisser se perpétrer un acte d'une exceptionnelle portée, qui entraînerait automatiquement des représailles d'une gravité encore supérieure, ou celle que des faucons, tout à leur folie, n'y ont pas encore pensé ? En tout cas, Gbagbo ne peut ignorer les scènes de combat qui ont ses propres locaux pour théâtre, ni les tonnes de munitions dans les deux soutes situées à l'intérieur même de l'enceinte de sa résidence, sans compter la caverne d'Ali Baba dans les caves du palais présidentiel – des dizaines de mètres d'armes de tous calibres amoncelées sur près de deux mètres de hauteur. Soit il a conscience de ce qui se trame, voire l'organise, et les forces impartiales sont légitimes à provoquer son départ. Soit il y est étranger et dans ce cas, il s'impose que la Côte d'Ivoire ait un président beaucoup plus maître de sa raison.

Les Français ne sont pas les seuls à déplorer le viol de leurs emprises. Ainsi l'ambassade du Japon est-elle investie le 6 avril. Des mercenaires libériens en ont tué les quatre gardes ivoiriens, saccagé les locaux et contraint l'hôte à se réfugier avec sept de ses collaborateurs dans une *safety room*, en fait sa chambre simplement protégée d'une porte blindée. Leur dessein originel n'était pas de lui nuire, mais de transformer le toit de la villa en poste de combat. Toutefois, l'ambassadeur a appelé à l'aide en décrivant au téléphone la terreur inspirée par les coups assésés pour faire céder la cloison. Tokyo n'aurait guère apprécié, qui lui avait plusieurs fois suggéré de fermer l'ambassade, mais Yoshifumi Okamura croyait en ses chances d'inter-médiation après que son pays a massivement financé le

processus électoral. Ce n'est pourtant pas la raison de la dizaine d'heures qui se sont déjà écoulées sans qu'il lui soit porté secours. Car si Jean-Marc Simon a prévenu Licorne dès le début de l'affaire, le sauvetage d'un ambassadeur est d'abord un parcours de combattant pour diplomates aguerris. Tokyo doit transmettre sa demande à New York qui, ayant vérifié que l'ONUCI n'est pas compétente, sur la base de la résolution 1933, en avise Paris, lequel, comme pour le 4 avril, exige une démarche officielle. Dans l'après-midi du 6, l'ambassadeur Simon réclame donc à Choi une lettre ou un communiqué. Il ne l'obtiendra pas, les services du représentant spécial seraient débordés. Le Coréen en sera quitte à Paris pour quelques piques supplémentaires sur son inconstance, mais Licorne n'en abandonne pas pour autant les Japonais à leur sort. De toute manière, quand bien même le général Palasset aurait reçu un feu vert immédiat, jamais il n'aurait engagé ses unités en plein jour. Les forces spéciales tirent en effet une large part de leur efficacité des avantages que leur offre la technologie la nuit. Pendant l'intervalle, leur chef, le lieutenant-colonel Serge N., a pu ainsi s'entretenir au téléphone avec Okamura afin de glaner des renseignements supplémentaires sur les lieux. Pour un plan précis, il appelle l'ambassade du Japon en France qui le met en relation avec les services adéquats à Tokyo. L'opération est un classique chez les forces spéciales. Serge N. compte justement dans ses rangs un groupe spécialiste de l'investigation – dit CTLO¹⁵ – dont le chef n'a pas perdu de temps pour réaliser une maquette des lieux et organiser des répétitions. Comme un échec est inenvisageable, il ne lui adjoint pas moins de deux groupes action supplémentaires et cinq hélicoptères (trois Cougar et deux Gazelle). Des cartes en relief leur permettent de repérer les hauteurs dont il faut impérativement s'assurer de la possession au préalable.

À 21 heures, deux Gazelle opèrent une diversion en frappant les alentours de la résidence de Gbagbo où trois blindés sont détruits. Décollage des hélicoptères du COS vers une heure du matin. Descendus par cordes tout près de l'objectif, deux groupes de commandos commencent par s'emparer des positions fortes de l'ennemi. Aucun échange de tirs. Le plan prévoit que le troisième groupe doive se laisser glisser dans la cour même de la résidence, mais des mâts, invisibles sur les photos, rendent la manœuvre périlleuse. Les couper prendrait trop de temps. Puisque les abords se sont révélés tranquilles, il est donc décidé de poser l'appareil et de progresser à pied. Contact est pris avec les deux premiers groupes : O.K.

pour la pénétration. C'est alors une « chenille » qui entre et se déroule au gré des pièces qui sont fouillées et sécurisées les unes après les autres. « Si l'ennemi se présente, souligne Serge N., on le bouscule, on ne le laisse pas se rétablir ». Comme souvent pour ce genre d'opérations très démonstratives, en entendant les hélicoptères, les occupants ont pris leurs jambes à leur cou ainsi qu'en témoignent des restes de repas ; les cadavres des gardiens ne sont pas loin. À Port-Bouët, les nerfs n'en sont pas moins mis à rude épreuve : « Même si tout est allé très vite, relate Serge N. qui a à ses côtés le général Palasset, suivre l'action à distance, par radio interposée, crée beaucoup de stress »^{DCXXXV}. Ses hommes cependant sont vite rassurants. Arrivés devant la *safety room*, ils appliquent la procédure prévue avec l'ambassadeur : « Je l'avais informé de notre heure d'arrivée, note Serge N., et nous avons mis au point un code à communiquer via téléphone portable ». Okamura est prestement évacué avec ses collaborateurs. Ce n'est que lorsque le troisième et dernier groupe décolle que des tirs partent du sol en rafale. Sans conséquence.

En tout, il se sera écoulé moins d'une heure. Les forces spéciales françaises ont une fois encore démontré leur « professionnalisme »^{DCXXXVI} comme les en remercie l'ambassadeur japonais accueilli à Port-Bouët par le général Palasset. Suivant leurs habitudes, en dépit de l'heure avancée, elles enchaînent par un débriefing général, à chaud, où chacun livre sa vision de l'opération. But : améliorer encore l'efficacité pour le coup suivant. Serge N. et les siens ignorent qu'il est pour bientôt.

L'investissement de l'ambassade du Japon apparaît comme une nouvelle grossière erreur du régime que plus aucun pays ne peut être tenté de soutenir. Il en commet une autre, cette fois par omission, qui signe sa perte de contrôle totale sur les événements. Car toutes les autorités françaises, comme onusiennes, l'avouent, Gbagbo dispose encore d'un atout capital dans sa manche : « Tous les soirs, relate le général Palasset, je me demandais ce qu'il allait advenir du *Golf Hotel* le lendemain »^{DCXXXVII}. Que des milliers de Patriotes convergent en effet vers le QG de Ouattara avec armes, ou tout au moins détermination, et les 800 Casques bleus présents en protection seraient obligés de s'interposer. La situation dégénérerait inmanquablement, Licorne devrait intervenir d'abord avec des armes non létales, puis à balles réelles car la chute du *Golf* signifierait la faillite de la communauté internationale en Côte d'Ivoire. Le conflit déborderait ainsi des frontières et briserait sans doute l'unanimité déjà mise à mal par la

Russie qui, plus pour faire payer la France de lui avoir tordu le bras en Libye, a récemment déclaré qu'il fallait « absolument régler les aspects légaux de l'action des troupes de maintien de la paix de l'ONU et du contingent français en Côte d'Ivoire »^{DCXXXVIII}.

Le clan Gbagbo aura beau jeu de plaider son souci de la légalité pour expliquer ne pas avoir succombé à la tentation. Il semblerait plutôt qu'il n'en ait plus du tout ni les moyens financiers, ni la vista. Car il ne se prive pas en revanche de pourchasser de ses foudres les voisins français. Le matin du 7 avril, le premier conseiller Laurent Souquière reçoit un appel annonçant que la résidence de France va subir un assaut massif. Le capitaine Servat prend toutes les dispositions qui s'imposent. Mais la journée n'est marquée que par un bref échange de tirs qui blesse un marsouin du 3^e RPIMa. Les pro-Gbagbo n'épargnent pas non plus la population. Alors que les hôpitaux manquent déjà de médicaments, que la nourriture se fait rare, ils procèdent à des coupures régulières d'eau et d'électricité. Licorne s'improvise alors plombier de service. « Comment pouvions-nous dire aux ressortissants de rester confinés dans ces conditions ? »^{DCXXXIX}, explique le général Palasset. La question se place dans le cadre de l'approche globale du conflit qui oblige à ne pas se cantonner aux seuls enjeux militaires pour favoriser une sortie de crise rapide. Licorne prend donc attache avec les employés ivoiriens des sociétés nationales concernées, la SODECI et la CEI, s'assure de leur coopération, et les convoie tous les jours dans Abidjan vers la demidouzaine de points où les services interrompus par les pro-Gbagbo peuvent être rétablis.

Ces opérations ponctuelles viennent en sus du cycle infernal des extractions de ressortissants qui connaît un pic entre les 6 et 8 avril après que le Batlic a basculé au nord des ponts. Quand la compagnie de Sylvain D. de chasseurs alpins se dirige vers le Novotel, et le fait savoir pour que les candidats au départ aient le temps de s'y regrouper, elle découvre ainsi non seulement une trentaine de journalistes, bloqués depuis plusieurs jours, mais des dizaines de ressortissants. « Certains avaient refusé dans un premier temps de quitter leurs maisons, décrit le capitaine. Les maris étaient armés, ils tiraient un coup en l'air pour disperser les pillards et cela suffisait. Mais dorénavant, la situation devenait beaucoup trop tendue »^{DCXL}. C'est ainsi que la section qu'il a détachée au sein du sous-groupement de Robin G., commandée par l'adjudant-chef K., sur la base de son expérience afghane, a improvisé un autre point de regroupement près d'un restaurant, après avoir

repéré que l'ALAT pouvait s'y poser. En deux jours, elle y accueille plus de 400 personnes qu'un ballet d'hélicoptères transporte à Port-Bouët. De son côté, la compagnie de chasseurs du capitaine Pierre-Erwan G. prend en charge 357 personnes le 7, 262 le 8 et encore 434 le 9, une de ses sections profitant de ses pérégrinations dans Cocody pour distribuer des rations au personnel de l'ambassade de Mauritanie.

À l'entrée de Port-Bouët, les gendarmes mobiles ont reçu du général Palasset la douloureuse mission de trier les arrivées avec deux agents consulaires. Depuis les premières frappes en effet, des centaines d'étrangers et d'Ivoiriens affluent pour mettre les leurs sous la protection de Licorne. Or le camp est saturé. Le lieutenant-colonel Leclercq et les siens doivent ainsi obliger tel père avec ses enfants à faire demi-tour, tel blessé à aller se faire soigner dans les hôpitaux de la ville. « Il y eut des cas assez traumatisants, témoigne l'officier. Un enfant nous est ainsi arrivé éventré. Heureusement, les médecins militaires qui étaient pourtant débordés ont accepté de s'en occuper »^{DCXLI}. Les convois de Licorne rapportent aussi leur lot de cas difficiles. Tel étranger qui avance que sa femme est française ne peut être laissé sur le carreau. Comment de même ne pas emporter la nounou de ces enfants qui pleurent d'être séparés de celle qui partage leur vie depuis toujours, sous prétexte qu'elle est ivoirienne ? Le capitaine Sylvain D. par exemple décide d'embarquer autant de passagers que possible, charge à qui de droit au camp de dire ce qu'il en est une fois revenu. Idem pour les bagages : il est souvent trop déchirant d'exiger d'un enfant qu'il laisse son animal de compagnie ou des ressortissants qu'ils abandonnent tous leurs biens aux mains des pillards. À une occasion, un VAB du 13^e BCA se transforme en authentique roulotte de romanichels avec ces civils poussés à l'intérieur à ne presque plus pouvoir refermer la porte et ces mètres cubes de valises sur le toit ! Le capitaine D. en sera peut-être quitte pour des remontrances, mais les petits gestes de reconnaissance qu'on lui rapporte à bord de ses véhicules les lui feront vite oublier. « Dès le départ du convoi, relate-t-il, il n'était pas rare de voir des enfants en bas âge, épuisés, poser leur tête sur l'épaule d'une jeune recrue »^{DCXLII}. Les six VBRG de la gendarmerie accomplissent également leur part d'évacuation, dans des conditions très rudes. L'un de leurs convois est mitraillé à la kalachnikov, puis mis en joue par un RPG-7 : la légitime défense l'autorise à éliminer l'agresseur avant qu'il ne sévisse, mais pour des gendarmes habitués à employer toutes les astuces pour limiter la perte de vies

humaines, l'ouverture du feu restera un événement mémorable. De même pour ces blessés ivoiriens qui meurent à peine les ont-ils débarqués à Port-Bouët, ou ces femmes enceintes sur le point d'accoucher.

Les forces spéciales, elles, évoluent au nord des ponts depuis le début des extractions. Leur opération la plus marquante survient une nuit, lorsqu'une femme appelle et affirme que tout son personnel a été tué, que des intrus sont dans sa maison et qu'elle est cachée avec ses enfants dans la pièce d'à côté. Aussitôt diligentés, les CPA-10 se posent à plus d'un kilomètre et demi, s'infiltrant dans le quartier le plus discrètement possible et réalisent la prouesse de repartir avec non seulement la famille, mais aussi les meurtriers qui, une fois désarmés, seront confiés à la gendarmerie. « Une opération très osée »^{DCXLIII}, commente le lieutenant-colonel N. Toutefois, la multiplication des missions met singulièrement à contribution son effectif réduit. Dans le même temps en effet où elles opèrent au profit de leurs compatriotes, les Forces spéciales doivent être capables de bondir dans un hélicoptère pour assurer la protection de l'ambassadeur et venir en aide à ceux de leurs camarades qui seraient en difficulté. Une mission hautement politique leur incombe également. Un hélicoptère et un groupe action se tiennent prêts à intervenir au profit de Ouattara, 24 heures sur 24¹⁶, les éléments¹⁷ déjà en place au *Golf Hotel* jouant le rôle de sonnette d'alarme et éventuellement de protection rapprochée. Selon l'accord passé avec elle, l'ONUCI a charge avec ses 800 hommes de leur laisser le temps d'évacuer le président, et, si les conditions le permettent, ses collaborateurs. « Le *Golf* était la priorité des priorités avec notre ambassade, souligne Serge N. Tous les moyens devaient pouvoir être déroutés sur ces zones en cas de grabuge. » Pour soulager un peu son fardeau, le Commandement des opérations spéciales à Villacoublay lui a donc accordé un renfort en provenance de Sabre, nom de son détachement au Burkina : trois groupes Action, tous originaires du 1^{er} RPIMa, une cellule de commandement et trois hélicoptères Cougar dont un est équipé de la mitrailleuse M3M¹⁸.

Comme les appareils des forces spéciales, l'ALAT remplit ses journées à coups d'allers-retours avec le camp. « À une reprise, décrit le lieutenant-colonel Stéphane G., trois Puma se sont posés ensemble au milieu d'un large boulevard pour emporter des dizaines de personnes que protégeaient jusqu'alors les VAB du Batlic »^{DCXLIV}. Au final, les Puma auront pris en charge 1 400 personnes. « Nous avons souvent chargé au maximum, note le capitaine R., chef du PHM 1. Mais cela se passait toujours dans le calme

grâce à l'excellent travail préalable de l'infanterie qui préparait les ressortissants avant notre arrivée. À bord, les familles restaient calmes, certains prenaient même des photos ! Elles avaient compris qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation, qu'elles retrouveraient leurs foyers »^{DCXLV}.

À la coordination des airs et de la route, mais agençant aussi les moyens de renseignement, diligentant la gendarmerie ou le détachement lagunaire, le PC de Licorne ne connaît plus une seconde de répit. Le chef d'orchestre, le colonel Philippe Troistorff, sait pouvoir disposer en permanence des indications du compositeur puisque le général Palasset ne quitte pratiquement pas les lieux, prêt à impulser une nouvelle opération au besoin, mais aussi à vérifier que ses instructions ont bien été comprises. Car, au final, c'est lui qui devra en assumer la responsabilité. L'omniprésence du chef peut être un poids pour ses subordonnés, mais elle rassure aussi, quand la situation se corse. « Tant que le général reste sur sa chaise, illustre Troistorff, c'est que tout va bien. S'il se lève, tout le monde devine la tension qui grimpe »^{DCXLVI}. Mais le chef d'état-major précise aussitôt: « le Comanfor ne se levait que rarement... » Le général ne s'empare ainsi jamais du micro qui lui permettrait de parler directement aux troupes sur le terrain – ce serait court-circuiter toute la chaîne – mais il sait aussi faire comprendre dans des mots choisis ce qui ne lui convient pas... « Le général Palasset était fait pour ces opérations compliquées, note le CEMA, l'amiral Guillaud. Je l'avais tous les deux jours au téléphone, après chaque nuit de frappe, pour bien lui indiquer ce qui était faisable ou non, et pour qu'il me donne le pouls de la situation afin qu'à mon tour je puisse informer les politiques du contexte »^{DCXLVII}.

Après les deux premières séries de frappes et l'exfiltration de l'ambassadeur japonais, la crise connaît un temps mort. Ainsi Ouattara n'est-il plus apparu sur les écrans depuis quelques jours. En fait, il négocie toujours en coulisses avec Gbagbo qui se dit prêt désormais à être transporté sous protection dans son domicile privé de la Riviera, mais refuse toujours de reconnaître sa défaite. Il se fait aussi efficace en conquérant le soutien des généraux Kassaraté et Bredou Mbia pour qu'une fois le dernier coup de feu échangé, la gendarmerie et la police, qu'ils dirigent respectivement, contribuent à rétablir l'ordre. Mais si Nicolas Sarkozy lui téléphone plus régulièrement ces temps-ci, ou Jean-David Levitte, ou André Parant à la cellule Afrique, c'est pour l'adjurer de revêtir enfin les habits présidentiels, de se montrer. Le président s'y résout le 7

avril en apparaissant à la TCI pour inviter ses troupes à éviter toute exaction et appeler au blocus de la résidence de Gbagbo, sorte de renvoi d'ascenseur après les mois de siège du *Golf Hotel*. Se présentant comme le « président de tous les Ivoiriens », il s'élève aussi en évoquant déjà la réconciliation et le redémarrage de l'économie par la levée des sanctions internationales.

Ce retour médiatique doit normalement s'accompagner d'un coup de force militaire. Aussi, à la résidence de France qui, en soirée, a encore dû essuyer des tirs en provenance de la garde républicaine¹⁹, le capitaine du GIGN Jacques Servat est joint au téléphone par le chef des opérations côté FRCI, Wattao, qui, afin d'éviter toute méprise, lui annonce l'arrivée de ses troupes dans la nuit. Par la faute avancée d'un blindé en panne, l'assaut est repoussé jusqu'à 4 heures du matin où une percée est tentée dans la rue du Bélier qui mène aux deux résidences. Mais la tentative fait une nouvelle fois long feu, pour une raison qui échappe aux Français. Sans doute Wattao a-t-il eu peur des blindés protégeant le repaire de Gbagbo. Les combats reprennent un peu plus au nord le 8, à 14 h 30. Une heure plus tard, la résidence de France reçoit trois nouveaux obus de mortier et deux roquettes. « Quand j'avais Jean-Marc Simon au téléphone, relate André Parant à l'Élysée, j'entendais derrière les bruits d'explosions ! Lui me répondait que ce n'était pas grave, que ça tombait dans le jardin ! »^{DCXLVIII}.

À 17 h 45, la résidence est encore au centre d'échanges de mitrailleuses lourdes. Un constat inquiète toutes les autorités : les forces de Gbagbo ont repris de la vigueur en chassant les FRCI des quartiers du Plateau et de Cocody. La RTI recommence même à émettre, ses techniciens ayant pallié l'absence d'antennes avec un car régie que les Français ne parviennent pas à localiser en raison de ses déplacements permanents. « Nous sommes face à une impasse »^{DCXLIX}, admet le secrétaire général adjoint de l'ONU, Alain Le Roy. Et si Gbagbo renaissait de ses cendres ? S'il réussissait son pari à la Idriss Déby ? Ses partisans jouent habilement de la situation pour le présenter comme une victime et ils peuvent compter à terme sur le relais des mécontents de la Libye, les Russes, mais aussi les Chinois et le Sud-Africain Zuma qui clame avoir été dupé à Benghazi.

Les autorités françaises toutefois ne vacillent pas, sûres de leur politique, mais le monde ignorera que, dans la nuit du 8 au 9 avril, la Côte d'Ivoire aurait pu basculer dans un tout autre scénario. L'extraction de l'ambassadeur japonais, aussi rondement menée que médiatisée, a en effet donné des idées aux gouvernements des pays représentés sur place. La

plupart ont sollicité directement Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé pour que les forces spéciales françaises réitèrent l'exploit avec leurs personnels diplomatiques respectifs. L'ONU est également démarchée, qui mène des extractions dans une dizaine de représentations avec la collaboration active de Dogbo Blé dont des troupes accompagnent les convois des Casques bleus pour dissuader leurs acolytes de Cocody d'ouvrir le feu ; sans doute une manière pour le général, présenté comme l'un des plus farouches soutiens de Gbagbo, de préparer sa défense d'après-crise.

Un cas retient tout particulièrement l'attention de Paris au soir du 8 avril, celui du représentant britannique, Colin Wells. « Il nous a expliqué, relate le général Palasset, qu'il n'était pas encore sujet à une attaque, mais qu'il subissait une grosse pression ». Dans les heures suivantes, ses locaux sont investis. Le Foreign Office requiert l'aide de la France qui ne peut la lui refuser. Comment dire non à David Cameron au moment où le président de la République a tant besoin de lui pour affronter les critiques sur Harmattan ? Et puis la France serait inévitablement rendue responsable si le diplomate venait à connaître un funeste sort. D'autant qu'il a été rejoint par le premier conseiller allemand, Wolfgang Erdmannsdörfer²⁰. Le lieutenant-colonel Serge N. se voit donc chargé d'une nouvelle opération de sauvetage qui n'est pas sans faire grincer des dents à Port-Bouët. Retourner dans le même quartier des ambassades, à si peu de temps d'intervalle, semble risqué. Le capitaine du GIGN Jacques Servat, qui observe les lieux depuis la résidence de France seulement distante de 300 mètres, signale de plus un dispositif de défense relevé. « Le président de la République m'a demandé les risques qui étaient à courir, relate le CEMA, l'amiral Guillaud. Il les a entièrement assumés »^{DCL}. De toute façon, les forces spéciales n'ont pas pour habitude de se défilier. « On ne choisit pas le moment pour ce genre d'interventions, souligne à l'Élysée le général Puga qui les connaît très bien pour les avoir commandées. Nous ne vivons pas dans un monde idéal. La meilleure des opérations sur le papier se heurtera toujours aux impondérables du terrain. Un simple tireur à la kalachnikov peut tout faire capoter. La guerre n'est pas mathématique »^{DCLI}.

Serge N. étudie tous les modes opératoires imaginables pour duper l'ennemi : des faux posés, des posés successifs, etc. « Les conditions demeureraient quand même dangereuses, souligne-t-il. Les pro-Gbagbo avaient eux aussi le précédent japonais en tête ; ils ne voulaient pas qu'on leur enlève encore un diplomate au nez et à la barbe »^{DCLII}. Le lieutenant-

colonel opte donc pour un très gros dispositif, une cinquantaine d'hommes au sol, quatre Gazelle (dont deux du Detalat), trois Cougar et deux Puma. Il obtient aussi l'assurance qu'en cas de nécessité, la QRF du Batlic viendra à la rescousse.

Départ de l'opération à 2 heures du matin dans la nuit du 8 au 9. Serge N. aurait souhaité plus tard, mais les équipages d'hélicoptères sont éreintés après une journée sur le pont des extractions. Comme pour le Japonais, ceux-ci opèrent des frappes préliminaires à quelques centaines de mètres de l'objectif, détruisent deux pick-up armés et surtout un blindé d'infanterie qui a la mauvaise idée de manœuvrer alors qu'il était resté immobile toute la journée. Le premier Puma se présente une dizaine de mètres au-dessus de la route longeant la représentation britannique et rapporte que des obstacles l'empêchent de se poser. Seulement deux commandos du premier SAS (*Stick Action Special*) ont le temps de descendre le long de la corde et ils sont pris à partie. L'équipage n'appartient pas au COS, mais au 1^{er} RHC. Par réflexe, il pourrait donc se désengager pour se mettre en sécurité. Toutefois quelques semaines de travail en commun l'ont déjà accoutumé à l'exception. Malgré les balles qui perforent la machine de toutes parts, il se maintient sur place pendant quelques très longues secondes afin de permettre au reste du groupe de rejoindre leurs camarades à terre, le mitrailleur tirant plusieurs caissons de munitions avec sa mitrailleuse MAG-58. Quand l'appareil se retire, il dénombre dix-sept impacts, un très gros trou dans une pale, et des flammes qui rendent périlleux son trajet retour vers la base. Il faut tout le sang-froid, l'adresse et un peu de miracle pour qu'il parvienne quand même à se poser.

Au PC, Serge N. fait la moue; difficile de faire début plus calamiteux. Mais une opération spéciale est une machine qui, passé le point de nonretour, doit poursuivre le plan prévu, indépendamment des conditions. Pas question de laisser seul le premier SAS qui ne dispose pas d'une puissance de feu suffisante. Un deuxième est donc déposé, un peu plus en amont, tandis qu'un Cougar foudroie à la mitrailleuse M3M les tireurs juchés sur le mur longeant la voie. Alors que l'arme a l'immense avantage de pouvoir basculer d'un bord à l'autre, Serge N. et les siens ont choisi de la river sur un côté et d'installer deux snipers sur l'autre de telle sorte que le Cougar puisse alterner tirs puissants et très précis. Dans un cas, l'hélicoptère arrose pour fixer, dans l'autre pour tuer. « Sans la M3M,

souligne le lieutenant-colonel, nous aurions certainement été encore moins enclins à monter cette opération ».

Au bout de quelques minutes, le chef de l'opération au sol annonce : « L'ambassade n'est pas loin de nous. Il n'y a plus de bruit, plus rien. Je propose de poursuivre la mission. » Serge N. pèse le pour et le contre. D'un côté, seuls une quinzaine d'hommes ont pu débarquer ; de l'autre, ils peuvent compter sur des appuis feu considérables grâce aux hélicoptères, et puis le chef de mission semble sûr de son fait. Le lieutenant-colonel donne donc l'autorisation de progresser. Mais les commandos ont à peine couvert une cinquantaine de mètres qu'ils butent sur un poste de combat tenant toute la rue en enfilade. Pour échapper à la mitrailleuse, ils se jettent sur le chemin parallèle à la route tandis que les tirs reprennent depuis le mur de l'autre côté, ainsi que du toit de l'ambassade britannique. Heureusement, la végétation du bord de chaussée les dissimule quelque peu et surtout, les embusqués tirent trop haut : « Quand je suis venu inspecter les lieux quelques jours plus tard, note Serge N., j'ai découvert un mur littéralement labouré à deux mètres de hauteur ». Les commandos sont tout de même en très mauvaise posture. En face, la mitrailleuse les empêche d'avancer. Sur le côté, les tireurs prennent de plus en plus les allures d'un peloton d'exécution. Derrière, une grille, servant en temps normal à isoler le quartier des ambassades, interdit de sortir de la rue. Et les hélicoptères qui annoncent un afflux de renforts de toutes parts... « À la radio, note Serge N., le ton est toujours resté calme. Quand les hommes criaient, c'était simplement que le bruit des coups de feu couvrait leurs voix. Aucun affolement ».

Mais il serait inconsideré de s'obstiner. Le lieutenant-colonel N. propose au Comanfor de mettre un terme à l'opération : « Il valait mieux courir les risques d'un repli que d'affronter cette nouvelle situation ». Le général Palasset approuve : « J'ai donné l'ordre d'arrêter car les conditions n'étaient pas remplies pour que nous puissions emmener le diplomate en toute sécurité »^{DCLIII}. L'expérience des commandos s'avère alors primordiale. Dès après leur posé, voyant la configuration des lieux, ils ont aménagé deux brèches dans le mur à coups d'explosifs. « Cela n'était absolument pas prévu, relate Serge N. Ils ont anticipé au vu des circonstances ». L'initiative est salutaire puisqu'elle offre une échappatoire rapide au piège tendu par l'ennemi. Mais le répit n'est que temporaire, car après s'être faufilé par les ouvertures pratiquées, et avoir traversé le pâté

d'habitations, juste derrière, les hommes du COS débouchent sur un large boulevard pris en enfilade par deux autres postes de combat, qui interdisent toute progression dans un sens comme dans l'autre. Selon le plan, un premier hélicoptère Cougar vient tenter de les récupérer, mais les lieux sont particulièrement exigus en raison des lampadaires au milieu de la chaussée. Avec une habileté extrême, malgré les tirs en enfilade, le pilote parvient à se poser « alors que ses pales, décrit Serge N., sont à moins de cinquante centimètres des poteaux ! » Problème : l'appareil est beaucoup moins maniable une fois les hommes montés à bord. En redécollant, il touche un lampadaire, perd un mètre de pale et se retrouve en proie à de violentes vibrations. Au PC, c'est l'angoisse. Licorne va-t-elle vivre « sa » chute du Faucon noir ? À tout moment, le Cougar peut se crasher. Le pilote décroche donc en direction de la lagune, les hommes à bord s'appêtant à évacuer rapidement. Finalement, l'équipage réussit *in extremis* à se poser, mais au *Golf Hotel*, soit le QG de Ouattara, certes tenu par l'ONUCI, mais un symbole ennuyeux sur le plan politique. Le second groupe est encore à récupérer, lui qui est soumis à des tirs nourris. L'hélicoptère qui s'en charge tape à son tour un lampadaire, mais avec des conséquences moindres et il parvient à revenir au camp.

Tous les hommes au sol sont donc rentrés, première gageure accomplie vu ce qu'ils ont dû affronter. Mais c'est cette fois le Cougar armé de la M3M qui est impacté, par une seule balle, qui passe littéralement sous le nez du chef des opérations anciennes, puis, telle la boule de billard ricochant de bande en bande, se met à circuler dans toute la tuyauterie. Le système hydraulique est touché, mais l'équipage, arc-bouté sur le manche, parvient aussi à rallier le *Golf Hotel*²¹.

Les deux heures les plus angoissantes pour Licorne depuis 2004 s'achèvent. Avec quatre hélicoptères touchés et le Britannique toujours reclus, même s'il n'y a eu aucune perte humaine de leur côté, même si les forces spéciales ont démontré leur détermination à affronter n'importe quelle situation, c'est un constat d'échec que l'expérience des hommes de Serge N. a évité de faire tourner en désastre. Une troupe moins aguerrie aurait non seulement déploré des morts, mais elle aurait aussi riposté beaucoup plus violemment dans ce quartier des plus sensibles. L'affrontement aurait viré à la bataille rangée, puis au piège fatal pour des dizaines de diplomates étrangers. Un cauchemar pour Licorne qui, depuis

des mois, pèse avec scrupule le moindre de ses gestes à Abidjan comme à Paris.

Au vu de la tournure de l'opération, il est tentant d'invoquer un coup fourré : ayant vu les forces spéciales à l'œuvre pour le Japonais, les pro-Gbagbo auraient assailli le Britannique uniquement pour attirer celles-ci dans un traquenard. Le premier élément permettant d'en écarter l'hypothèse est le silence total des médias que le régime n'aurait jamais manqué d'abreuver. La visite des lieux à la levée du jour ôte également au scénario toute vraisemblance. À part le premier nid de mitrailleuses, tous les postes de combat ont été sommairement constitués, avec un tabouret, des sacs ou le plus souvent de simples cailloux pourtant dangereux en raison des éclats potentiels : cela ne ressemble en rien à une défense préparée. Les innombrables bouteilles d'alcool vides en disent également long sur la véritable source de motivation des agresseurs. En revanche, leurs capacités guerrières, fortement mises sur la sellette depuis la descente facile des FRCI en provenance du nord, ne sont plus en doute. « La réaction de l'ennemi nous a beaucoup surpris, reconnaît le lieutenant-colonel Stéphane G. Il a prouvé qu'il savait manœuvrer et s'adapter. C'était une véritable armée à laquelle nous faisons face »^{DCLIV}.

L'action des forces spéciales aura au moins un effet indirect : les premiers renseignements indiquent que les miliciens ont déserté le secteur. Licorne en informe l'ONUCI et lui laisse les lauriers de la récupération du chargé d'affaires britannique et de ses hôtes, ainsi que de nombre de diplomates d'autres nationalités qui se résignent à quitter Abidjan après avoir voulu montrer par leur maintien que le régime ne les impressionnait pas. La pression autour des ambassades incite aussi la France à évacuer par la lagune 28 membres de son personnel encore présents à la résidence et qui font gonfler les chiffres de ressortissants passés par Port-Bouët à plus de 5 000 individus.

Le jusqu'au-boutisme démontré par les pro-Gbagbo incite le général Palasset à décider le matin du 9 avril la conquête du port autonome d'Abidjan. Il ne s'agit rien de moins que d'une nouvelle déclinaison de l'approche globale. Pour qu'il y ait espoir d'apporter une solution durable à la crise, il est impératif que la population puisse recouvrer au plus vite ses emplois. Or dans une ville comme Abidjan, la dégradation des installations portuaires serait rédhibitoire. Depuis la veille, le Batlic réfléchit donc à un raid blindé car l'opération doit se dérouler de jour, dans une zone où il ne se

rend ordinairement jamais, et avec un risque annoncé de manifestation de Jeunes Patriotes. Au cours d'une reconnaissance discrète avec seulement trois véhicules en milieu de journée, le capitaine Robin G. du 12^e Cuir a constaté que les deux entrées nord et sud étaient barrées de nombreux conteneurs, empilés les uns sur les autres. De surcroît, il a appris ne pas pouvoir compter sur la même pression psychologique qu'à l'aéroport puisque l'officier de marine en liaison chez Licorne s'est vu refuser tout contact par le capitaine ivoirien de la brigade portuaire. Enfin, à quelques centaines de mètres plus au nord, entre les deux ponts, se niche une caserne FANCI dont les blindés peuvent accéder directement à l'emprise. Ce n'est donc pas sans redouter une éventuelle contre-attaque que le 9, à 7h 30, Robin G. s'élance à la tête de deux de ses pelotons, renforcés de deux sections du 13^e BCA et d'un groupe de combat du génie en direction d'un objectif qui s'étale tout de même *a priori* sur 4,5 kilomètres de long et 300 mètres de large. À la sortie de Port-Bouët, les unités empruntent des itinéraires différents afin de faire croire à un départ habituel en patrouilles. À 8 heures, Robin G. se présente à l'entrée sud où des gendarmes ivoiriens lui barrent la route. L'officier de marine échouant à nouveau à entrer en contact avec le responsable de la sécurité, le capitaine met au pied du mur les autorités venues à sa rencontre en les avertissant de son intention de prendre le contrôle du port coûte que coûte. Pendant ce temps, ses hommes s'enquêtent habilement, à pied, de la nature de l'obstacle et leur conclusion est sans appel : pour passer, il faudra faire parler les Sagaie. Robin G. mesure combien l'impact médiatique serait désastreux, et il se rabat donc sur le portail nord alors que Licorne donne l'ordre de conquête de vive force à 9 h 5. L'ambition demeurant d'éviter l'affrontement, quarante minutes plus tard, le général Palasset appelle lui-même le capitaine de la brigade portuaire : « Pense à l'avenir ! »^{DCLV}, lui glisse-t-il malicieusement. Robin G. facilite la tâche de l'Ivoirien en l'immobilisant avec son adjudant tandis qu'une section de chasseurs alpins s'empare de l'entrée. Le génie entre ensuite en action pour dégager des conteneurs et ouvrir un passage, les hélicoptères de l'ALAT étant en position pour prévenir de l'arrivée de renforts éventuels en provenance de la caserne.

À 10 h 30, au tour du peloton d'éclairage du 12^e Cuir de s'emparer du portail sud sans rencontrer de résistance. Le capitaine Robin G. lance alors la manœuvre qu'il a imaginée pour s'assurer de la sécurité de la zone et la livrer en toute quiétude à la relève. Tandis que ses pelotons de cuirassiers se

tiennent prêts aux entrées à parer toute tentative d'intrusion, il pénètre sur l'emprise à la suite d'une section d'infanterie afin de la reconnaître du nord au sud, une patrouille sur ses traces ayant la charge de récupérer la trentaine d'individus armés qui se rendent sans manifester d'agressivité. À midi, le portail sud est atteint, mais une seconde section fouille plus méticuleusement chaque recoin du port très propice à un guet-apens avec ses amoncellements de conteneurs.

À 12 h 25 précises, soit à l'heure qui lui avait été fixée par le Batlic, le capitaine annonce le site sous contrôle. Ses dernières actions y seront, dans un sens, de faire venir sous escorte des journalistes qui piaffaient d'impatience à Port-Bouët, dans l'autre d'en rapatrier enfin le matériel de Licorne saisi par la douane quelques mois plus tôt. Pour assurer dorénavant la garde des lieux, le général Palasset désigne la compagnie de chasseurs alpins. Après un premier entretien avec la société de gardiennage privée G4S, très active dans tous les pays à la sécurité vacillante, son chef, le capitaine Sylvain D., ne tarde pas à recevoir la visite du responsable du groupe Bolloré pour l'Afrique de l'Ouest. Le personnage, très allant, tient à lui témoigner sa gratitude, l'action de Licorne ayant préservé le terminal à conteneurs dont la gestion a été cédée au groupe par Gbagbo.

Privé du port, de l'aéroport, acculé dans les quelques kilomètres carrés de Cocody, le régime va-t-il enfin céder ? Les ultimes et maigres espoirs d'une solution pacifique à la crise s'envolent à 16 heures quand les pro-Gbagbo, qui ont encore pris des civils pour cibles à l'arme lourde la veille à Adjamé, succombent à une dernière tentation, la tentation de trop après les tirs sur le QG de l'ONUCI et la résidence de France, la tentation que l'ensemble des acteurs inter-nationaux souhaitaient le voir fuir : le *Golf Hotel* est bombardé pendant une heure et demie des alentours de la résidence de Gbagbo, si ce n'est de l'intérieur même. Un seul blessé est à déplorer dans les rangs de l'ONUCI, mais qu'à l'avenir, Ouattara lui-même compte parmi les victimes, et c'est l'assurance d'une guerre civile longue et sauvage. Dans son habituelle schizophrénie organisée, le régime plaide non coupable en criant au « coup inventé » qui prouve « le parti pris de l'ONUCI »^{DCLVI}. Il réussit même à en faire porter la faute à Licorne : « Le président Gbagbo appelle à la résistance contre les bombardements et les agissements de l'armée française en Côte d'Ivoire, explique son porte-parole Ahoua Don Mello, car en définitive c'est l'armée française qui nous attaque »^{DCLVII}. Personne n'est dupe. Quand l'ONUCI tire en représailles

vers l'autre côté de la lagune, elle précise bien épargner « volontairement » la résidence de Gbagbo.

1. Le colonel y a séjourné de 1989 à 1991 comme lieutenant, puis s'en est occupé en tant que chef opérations du 1^{er} RPIMa en 2002-2003, ensuite comme chef de la cellule J3 Terre du CPCO entre 2003 et 2005, et il y a refait un dernier séjour comme chef du 43^e BIMa en 2005-2006.

2. D'où l'on voit une nouvelle fois à l'œuvre l'art gbagboien de la désinformation : la rapidité de la descente des FRCI est mise à profit pour dénoncer une prétendue orchestration étrangère quand il en est lui-même le premier responsable...

3. Pour leurs missiles Hot.

4. « Comme vous le savez, la situation sécuritaire s'est très gravement détériorée à Abidjan ces trois derniers jours. Des éléments de la "garde républicaine" et des "forces spéciales" qui sont toujours loyaux à M. Gbagbo, ont intensifié l'usage d'armes lourdes contre la population civile. Ces éléments ont également pris pour cible le quartier général de l'ONUCI à l'hôtel *Sebroko*, y compris avec des tirs de roquettes et de mortiers. Les patrouilles de l'ONUCI qui ont été dépêchées pour protéger les civils et les convois de transport des blessés ont également fait l'objet d'attaques similaires. Dans ces circonstances, il est pour moi urgent de lancer les opérations militaires nécessaires pour mettre hors d'état de nuire les armes lourdes qui sont utilisées contre les populations civiles et les Casques bleus. L'ONUCI a identifié de multiples emplacements concernant ces armes. Étant donné la nécessité de lancer les opérations contre tous ces emplacements de façon simultanée et les moyens militaires limités de l'ONUCI, je vous serais reconnaissant de bien vouloir autoriser, de façon urgente, la force "Licorne", qui est mandatée par le Conseil de sécurité pour appuyer l'ONUCI, à exécuter ces opérations conjointement avec l'ONUCI ».

5. Mais pas le plus puissant puisque les Tigre sont prioritairement envoyés en Afghanistan. Trois Cougar des Forces spéciales arriveront bientôt en renfort du Gabon.

6. Le Malaisien Chelliah Pandian et le Béninois Raoul Adeossi.

7. Voir le cahier photos.

8. Soit deux Gazelle canon et deux Gazelle Viviane.
9. Comme dans la plupart des OPEX.
10. Comme le prouve le silence à ce sujet du régime et de la presse complice qui se seraient empressés de brocarder toute erreur de frappe.
11. Il sera plus tard découvert que deux autres exemplaires y étaient cachés sous des arbres.
12. De fait, TF1 lui consacre un reportage le soir même.
13. Tirée au Famas, son rayon d'impact est de dix mètres.
14. Il s'échappera *in extremis* d'Abidjan avant la prise de la résidence par les FRCI.
15. Contre-terrorisme et libération d'otages.
16. Comme Gbagbo lui-même aurait pu en profiter en 2002 avec en particulier les forces spéciales embarquées à bord du *Commandant Birot*.
17. Le binôme original est bientôt renforcé d'un troisième élément.
18. Arme de calibre 50 mm, redoutable de précision, repérée par les forces spéciales chez leurs consœurs américaines. Elle n'est encore qu'en cours d'homologation au sein des armées françaises.
19. Auxquels ses défenseurs ont lourdement répliqué avec l'appui de l'ALAT.
20. La représentante de l'Espagne, voisine aussi, a elle préféré rester cloîtrée dans ses locaux.
21. La légende veut qu'il ait colmaté les trous avec ses doigts. Le liquide étant bouillant et sous pression, elle est, hélas ! peu réaliste...

IX

Il faut savoir terminer une guerre

L'exaspération l'emporte définitivement. Ouattara insiste lourdement auprès de Choi pour que les armes lourdes situées à l'intérieur de la résidence de Gbagbo soient détruites, et la RTI, qui continue à déverser des fausses informations, réduite au silence. Le représentant spécial de l'ONU ne croit pas ces frappes conformes au mandat. La France, elle, en est venue à la conclusion que, sans compter les quatre appareils impactés la nuit précédente qui incitent à la prudence, de nouvelles opérations depuis les airs ne suffiront pas. À chaque fois, le clan Gbagbo a persévéré, à chaque fois, il a franchi un palier dans l'inacceptable et à chaque fois, il a gagné en considération. « Gbagbo regagne du terrain en Côte d'Ivoire », titre ainsi le *New York Times*. Le spectre de la solution « à l'africaine », un partage arbitraire du pouvoir entre les deux rivaux, refait lentement surface et il effraie le gouvernement français comme le camp Ouattara. Dans la presse française et internationale, les avocats Jean-Paul Benoit et Jean-Pierre Mignard font paraître une tribune au fort retentissement, « Aller jusqu'au bout du droit », appelant l'ONU et la France à « éliminer sans délai les armes lourdes, neutraliser les miliciens à la solde de Gbagbo qui constituent une force d'occupation illégale, et remettre à la justice le candidat battu ».

Dans l'après-midi du 9 avril, le général Puga, chef d'État-Major particulier du président de la République, se réunit avec l'amiral Guillaud, CEMA, et le général Denis Mercier, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense. « Que fait-on ? » lance-t-il. « Nous étions à un instant charnière, relate le général Mercier. Si nous échouions, il y avait un grand risque que la situation dégénère sérieusement à Abidjan et que nos ressortissants soient en très grand danger »^{DCLVIII}. Une conclusion s'impose : l'intervention terrestre est désormais incontournable. Reste à emporter l'accord des

politiques en ne leur cachant rien des risques. Depuis plusieurs jours, Puga interroge à ce sujet le patron du CPCO, Didier Castres. « Je répondais que c'était faisable, relate celui-ci, et que nous aurions des pertes, mais jamais plus de dix hommes »^{DCLIX}.

Tandis que le général Mercier se charge de l'expliquer à Gérard Longuet, l'amiral Guillaud rencontre Nicolas Sarkozy qui se montre preneur de ce dernier coup de rein puisque, affirme-t-il, « Ouattara se dit prêt à y aller »^{DCLX}. Le CEMA se fait didactique en lui décrivant la route que le Batlic devra suivre dans Abidjan. Dès la sortie des ponts, explique-t-il, la force navale de Gbagbo sera le premier obstacle d'une série qui pourrait s'avérer très néfaste. « Le président de la République m'a demandé, relate l'amiral : "alors, malgré tout, le coup est jouable ?" J'ai répondu que je pensais que nous pouvions y aller, et qu'il y avait de gros risques pour nos troupes, non pas d'un massacre, mais de pertes sérieuses. » Comme pour le raid aérien très osé du 19 mars, qui brisa net la ruée des blindés de Kadhafi vers Benghazi, Nicolas Sarkozy donne son accord en disant en assumer toutes les éventuelles conséquences.

À partir de cet instant, l'Élysée, l'État-Major des Armées, l'ambassade, Licorne vont marcher sur des œufs. Tout le monde sait que la solution certaine à la crise actuelle est le départ de Gbagbo. Il ne s'agirait certainement pas de l'éliminer physiquement ; comme Nicolas Sarkozy le répète simultanément pour Kadhafi, il n'est pas un « assassin ». Le but serait plutôt, comme disent les militaires, de le « neutraliser », en clair de lui retirer tous ses pouvoirs ou, plus concrètement, de l'arrêter. Mais là encore, Licorne ne peut s'en acquitter elle-même : ce serait renier des années d'impartialité. Elle va donc, conformément aux souhaits de Paris, jouer le tout pour le tout en profitant du coup de pouce donné par le plan d'Abidjan. Puisque la résidence de France est voisine de celle du président ivoirien, le général Palasset et son état-major préparent en effet une opération d'envergure avec pour ambition première, réelle, nécessaire, de sécuriser le quartier afin d'éviter toutes nouvelles représailles contre les diplomates français et leurs homologues étrangers. En arrière plan, bien évidemment, Paris et Port-Bouët espèrent très fortement que les FRCI profiteront de l'aspiration pour vaincre leurs craintes et porter le coup de grâce à Gbagbo.

La mission s'annonce périlleuse. « Tout se jouait au final dans quelques kilomètres carrés, analyse le CEMA. Il fallait un travail de dentelle »^{DCLXI}.

Après réflexion, il est décidé de planifier une nouvelle et dernière vague de frappes pour la fin d'après-midi du 10 avril, le Batlic s'élançant en fin de nuit pour sécuriser, avec l'ONUCI, le quartier de Cocody et plus précisément, s'emparer du boulevard de France. Passant entre la résidence des *Palmes* et celle de l'ambassadeur, l'artère en effet est stratégique pour Licorne, mais surtout pour l'issue des combats, car elle traverse de part en part Cocody : si les forces pro-Gbagbo en perdent le contrôle, elles se retrouveraient isolées dans un bras de lagune. « L'idée générale, illustre le général Castres, était de cloisonner Cocody pour enfermer Gbagbo et empêcher par exemple tout renfort depuis Yopougon. Le boulevard de France permet en quelque sorte de fermer la nasse »^{DCLXII}. Outre les Casques bleus, le contact est pris avec les FRCI pour les avertir que, une fois conquise, la voie leur sera livrée et qu'ils n'auront donc plus qu'à couvrir les quelques centaines de mètres séparant de la résidence présidentielle. En retour, ces derniers donnent leur promesse que tout ne se terminera pas dans un bain de sang.

En prélude, le Batlic reçoit l'ordre de rapatrier l'ensemble de ses unités situées au nord des ponts pour 13 heures afin d'éviter toute méprise avec les hélicoptères de l'ONUCI et de Licorne. À 16 h 45, les MI-24 blancs réduisent en pièces trois armes lourdes au palais présidentiel. Les Français leur succèdent avec beaucoup de courage puisque tous ont en tête les quatre appareils étrillés lors de l'évacuation ratée du Britannique. « Toutes proportions gardées, relate avec admiration leur chef, le lieutenant-colonel Stéphane G., je pensais aux soldats de 14 qui, chaque jour, en sachant ce qui les attendait, devaient sortir de leur tranchée et subir le feu ennemi »^{DCLXIII}. Le secteur d'évolution aussi s'annonce ardu puisque tout doit se jouer dans un carré de cinq kilomètres de côté autour de la résidence de Gbagbo¹, un espace confiné pour quatre Gazelle et un Puma qui doivent veiller plus que jamais à la précision de leurs tirs vu, de surcroît, la proximité de la résidence de France. Comme le 4 avril, les équipages enchaînent les vols sans interruption pour assurer une permanence en l'air. À Port-Bouët, le ravitaillement peut prendre à peine dix minutes grâce à la dextérité des équipes au sol. Le rotor restant allumé, le service des essences branche sa tubulure, puis les pétafs s'occupent du remplacement des caissons d'obus et des missiles.

La riposte s'avère plus faible que la première nuit. « Ils avaient compris qu'en nous tirant dessus, explique le capitaine E., ils se dévoilaient. Et puis

ils économisaient leurs forces. C'était de vrais soldats, pas des candidats au suicide »^{DCLXIV}. À 17 h 35, une Gazelle canon arrose au 20 mm le poste de la garde républicaine. À 18 h 40, deux Hot filent vers les cantonnements, suivis trois minutes plus tard, par deux autres qui détruisent le cortège de voitures planquées à l'arrière du bâtiment central. Gbagbo ne peut plus fuir par la route et son porte-parole a beau jeu de déclarer qu'« il n'y a pas d'autre objectif [...] que d'assassiner le chef de l'État ; tout le reste n'est que prétexte »^{DCLXV}. À 22 heures, et pour quarante minutes, la kermesse reprend avec huit Hot destinés cette fois aux alentours de la résidence, le Puma Pirate tirant au 20 mm sur les cantonnements. Une Gazelle canon prend enfin pour cible l'esplanade de la rue du Bélier sur laquelle donnent les deux résidences.

Pendant qu'elle frappe depuis les airs, Licorne peaufine son action à terre. Le colonel Hintzy planche avec le centre opérations du bataillon sur le plan d'attaque. Les études qui ont déjà été menées envisagent de remonter au nord par le Plateau, d'emprunter le boulevard François-Mitterrand où la résidence des *Palmes* servira de base d'assaut, puis de faire un quart de tour à droite pour s'infiltrer plein sud vers le boulevard de France par tous les axes perpendiculaires. « La progression nord-sud avait été privilégiée, explique Hintzy, car nous savions que les FRCI allaient également attaquer dans cette direction. Nous voulions donc profiter de leur manœuvre pour nous emparer du boulevard de France »^{DCLXVI}. De surcroît, Licorne veut à tout prix éviter la seule route alternative, en fait le début du boulevard qui, suivant en corniche la lagune, surplombée par un quartier pro-Gbagbo, paraît bien trop risquée.

Hintzy avait prévu de commander la manœuvre avec son chef opérations depuis *Les Palmes* que tous deux devaient rejoindre à partir de 16h30. Mais les unités du Batlic ont tardé à se replier au sud des ponts et pour cause, rien que la compagnie du 16^e BC a encore pris en charge près de 243 ressortissants, portant le total de tout le bataillon à 3 875 personnes. Le colonel réalise que la rédaction des ordres lui prendra bien plus de temps que prévu. Premier changement donc : en ses lieux et place, il dépêche aux *Palmes* son PC tactique, aux ordres du chef d'escadron M., avec la section de chasseurs alpins du lieutenant C. et une autre de Togolais de l'ONUCI², lui-même ne devant les rejoindre qu'au matin du 11 avril. À 3 h 30, le général Palasset donnera ou non l'ordre de déboucher des ponts, avec, en tête, le sous-groupement du capitaine Pierre-Erwan G., suivi de celui de

Robin G. Les deux sont mixtes, même si chasseurs et cuirassiers, puisqu'ils sont tous mécanisés, pourraient agir chacun de leur côté. Arrivé sur les points durs toutefois, dénué de chars, Pierre-Erwan G. devrait, dans ce cas, faire débarquer ses hommes soit pour lancer l'assaut, soit pour faire feu au missile anti-char, manœuvres plus risquées, et gourmandes en temps. De leur côté, les cavaliers auraient besoin de l'infanterie dans les combats en zone urbaine à l'approche de la résidence : il faut du personnel pour l'encercler, prendre en compte les prisonniers, retirer les obstacles sur la route et, si jamais l'ordre tombait, l'investir.

Le Batlic est sur le pied de guerre. Afin de mettre toutes les chances de son côté, l'Alat reprend du service à 2 heures du matin pour quarante minutes : six Hot sont administrés à la résidence de Gbagbo qui est également visée par le Puma Pirate et une Gazelle canon. Le ballet n'est pas sans causer une grosse frayeur à la résidence de France où, à cause du souffle des explosions, le mur mitoyen s'écroule sur une dizaine de mètres : le capitaine Servat y envoie en urgence cinq de ses hommes du GIGN et une section du 3^e RPIMa qui mettent en batterie une mitrailleuse lourde afin de parer la vingtième attaque dont la résidence est ensuite la proie. Peu après, il rapporte au PC de Licorne les tirs d'un bitube qui, échappant à la vue de tous, serait planqué dans un bosquet. Deux Gazelle y destinent un missile, mais avec précaution, car la résidence elle-même n'est distante que de cinq mètres. Quelques secondes plus tard, le Puma approche en rase-mottes par la lagune, ce qui est d'habitude proscrit, puis, pour se mettre en position de tir, il traverse le faisceau d'un projecteur qui l'éclaire comme en plein jour. Il parvient tout de même à lâcher une cinquantaine d'obus, jusqu'à ce que son arme s'enraye. « En tout cas, relate son commandant de bord, le capitaine B., le bitube n'a plus jamais tiré... »^{DCLXVII}.

À Port-Bouët, très peu dorment cette nuit-là, particulièrement dans les deux sous-groupements qui savent devoir traverser la ville. « La mission qui m'incombait, relate le capitaine Pierre-Erwan G., était de contrôler quatre carrefours stratégiques du boulevard de France et de les couvrir à 360° pour 5h30, heure à laquelle les FRCI devaient nous rejoindre depuis le nord et le *Golf Hotel* pour ensuite se diriger vers la résidence de Gbagbo. Dans cette partie, nous devions nous contenter de les appuyer »^{DCLXVIII}.

Dans l'ordre, il est prévu que la section de chasseurs postée aux *Palmes* sorte reconnaître le premier carrefour du boulevard Mitterrand et s'installe en couverture, afin de permettre au sous-groupement de Pierre-Erwan G. de

s'enfourner vers le sud et le boulevard de France où les Togolais prendront en compte le premier carrefour approché, les Français les trois suivants. Mais la nuit en décide autrement. Quand il se rend au centre opérations à 4 heures du matin, Pierre-Erwan G. est surpris d'entendre le lieutenant-colonel Régis A. lui annoncer, alors que la télé branchée sur iTélé montre encore les hélicoptères français frappant Abidjan en plein jour : « T'inquiète ! C'est pas pour aujourd'hui ! »

Malgré les efforts de l'ALAT – en tout une quarantaine de Hot et plus de 3 500 obus de 20 mm tirés, soit les deux tiers des munitions consommées durant cette semaine décisive – le tableau laisse en effet à désirer. D'un côté, mais ce n'est plus une surprise, le régime s'enferme. Vers 20 heures, donnant le coup de téléphone de la dernière chance, Choi s'est vu confirmer par Alcide Djédjé que les durs, derrière Désiré Tagro, ont définitivement pris la main et qu'il n'y a plus rien à en espérer. Nettement plus contrariant est le nouvel échec des FRCI qui, partis à 22 heures du boulevard François-Mitterrand, ont buté sur une résistance acharnée, organisée, bien équipée. « Ils étaient terrifiés après les pertes qu'ils avaient subies »^{DCLXIX}, décrit le lieutenant-colonel Régis A. En fait, tel le cycliste qui n'a pas mesuré son effort au pied du col, ils sont partis de trop loin, du corridor nord, et se sont essoufflés sous le coup des tirs précis des mortiers et des snipers adverses. À 4 heures du matin, l'ambassadeur Simon demande à Ouattara où ils en sont. « On est bloqué, réplique celui-ci. Nous ne pouvons atteindre Cocody »^{DCLXX}. Après s'être logiquement vu refuser un appui de l'ONUCI, les FRCI finissent même par refluer en abandonnant une partie de leur matériel : c'en est fini de l'effet d'aspiration imaginé par Licorne.

Il revient donc aux Français de resserrer un peu plus que prévu le nœud autour de la résidence de Gbagbo. L'ambassadeur Simon prend soin d'en référer à Jean-David Levitte à l'Élysée : « Le risque était alors très grand, relate-t-il, de voir Gbagbo claironner à la télé en matinée que, une fois encore, il avait survécu à une tentative d'assassinat. Nous en aurions été ridiculisés ! » Depuis le début, le conseiller diplomatique a toute la confiance du président de la République pour prendre les meilleures décisions de conserve avec le général Puga. L'Élysée donne donc son autorisation, transmise par le général Castres au général Palasset.

Le pas supplémentaire oblige cependant Licorne à réévaluer les menaces. « L'ennemi était difficile à quantifier, relate le colonel Hintzy. Il avait bien manœuvré dans la nuit, il avait probablement mis la main sur les

véhicules et les armes des FRCI, mais nous savions qu'il ne s'en prendrait pas facilement à Licorne. Quelques détachements étaient même venus se rendre au camp les jours précédents »^{DCLXXI}. Le plan d'attaque est entièrement revu : l'axe nordsud ayant démontré ses capacités de résistance, le colonel Hintzy suggère de progresser d'ouest en est, ce qui impose donc d'emprunter cette route en corniche, le long de la clinique libanaise Pisam, jusqu'alors considérée trop dangereuse. « Nous pouvions justement escompter un effet de surprise et il n'y avait pas d'autre solution », explique-t-il. Le général Palasset donne son accord, mais il est pessimiste. « J'étais persuadé que nous aurions de la casse pendant deux jours, reconnaît-il avec franchise. Il nous fallait évoluer au nord des ponts, dans des quartiers très pro-Gbagbo qui étaient armés de roquettes, de blindés, etc. Peu auparavant, avec l'échec de l'extraction du Britannique, on avait vu ce que cela pouvait donner quand des Ivoiriens se battent réellement »^{DCLXXII}. De son côté, Hintzy pense aussi à des pertes, mais il est persuadé que tout sera terminé dans la journée. « Le seul moment où j'ai eu un coup de stress, admet-il, fut lors de l'annonce par le général Palasset de la déveine des FRCI ; j'étais convaincu que nous allions rencontrer une très forte résistance de la part du dernier carré de fidèles du régime. Le choix de réorienter l'attaque d'ouest en est, par la voie la plus dangereuse, m'a en quelque sorte libéré même si les risques demeuraient importants ». Le CPCO, via le chef de la cellule de crise, le colonel Loïc Mizon, copain de promo de Hintzy, donne son feu vert.

Vers 4 h 30, toujours au PC du Batlic, le capitaine Pierre-Erwan G. est apostrophé par le colonel, le visage fermé, de retour de ses discussions avec le Comanfor :

- « G., prêt à déboucher ?
- Oui, comme prévu, depuis 3 h 30.
- Sois à 5 h 15 au sud des ponts »^{DCLXXIII}.

En fer de lance du bataillon, le sous-groupement du capitaine doit désormais conquérir tous les carrefours du boulevard de France, suivi à la trace par les hommes de Robin G., mais aussi la compagnie de chasseurs alpins de Sylvain D. qui est relevée en urgence de la garde du port autonome. « À ce moment, relate-t-il, j'ai senti comme une absolution dans le regard de l'officier de quart. » Tout Licorne semble penser qu'il va subir de lourdes pertes. Dès la sortie du camp d'ailleurs, vers 4 h 45, sa colonne est prise à partie par un tireur posté sur un toit de l'autre côté de la lagune.

Un quart d'heure plus tard, elle est au sud du pont Charles-de-Gaulle, en attente. Devant elle, douze kilomètres de route. Chacun passe le temps et évacue le stress comme il peut. Le capitaine boit beaucoup d'eau en raison de la chaleur ; son pilote grille cigarette sur cigarette.

Le général Palasset préfère rester avec l'ALAT pour suivre la progression. Au PC du Batlic, le colonel Hintzy laisse le micro au lieutenant-colonel A., une carte d'Abidjan étalée devant lui, ses adjoints à côté, prêts à rédiger les ordres pour qu'ils soient transmis séance tenante aux capitaines. « Un impératif, relate le commandant du Batlic : prendre du recul face aux événements, conserver une vision globale de la manœuvre et pouvoir réagir vite pour relancer l'action »^{DCLXXIV}.

À 8 h 57 précises, soit près de cinq heures et demie après le premier horaire prévu, Pierre-Erwan G. reçoit l'ordre de déboucher des ponts, appuyés par un Puma et une Gazelle. Les équipages du 1^{er} RHC repoussent leurs limites puisqu'ils sont engagés depuis 17 heures la veille au prix de deux machines impactées. À 3 h 30, ils ont eu droit à un court repos, le lieutenant-colonel G., compatissant, leur lançant : « Au réveil, je vous accorderai un préavis de 45 minutes pour être prêts ». Aucun n'envisageait cependant de céder sa place comme le capitaine B. qui a fait part de son mécontentement quand le chef du détachement lui a laissé entendre qu'il pourrait le faire remplacer à bord de son Puma Pirate. À peine deux heures et demie plus tard, il faut remettre ça. « Au bout de ces dix jours, nous étions vraiment très fatigués, témoigne le capitaine E., mais le rythme nous permettait de tenir. Et puis nous y sommes entraînés par des stages commando »^{DCLXXV}. Le commandant F., « la voix d'Abidjan », étant complètement épuisé, c'est exceptionnellement le lieutenant-colonel Stéphane G. qui prend le micro au centre opérations du Detalat.

La première intervention des hélicoptères est pour la base des commandos marine de Locodjro que l'amiral Guillaud avait mentionnée au président de la République. Le débouché des ponts se déroule ainsi sans incident pour Pierre-Erwan G., mais un imprévu survient à l'autre bout du parcours : déployées en couverture aux *Palmes*, la section du 16^e BC et celle des Togolais de l'ONUCI sont clouées au sol par un feu nourri, le groupe du sergent S. ayant détruit à la grenade un pick-up. À la tourelle de son VAB, le caporal Ghislain Q., un réserviste, frôle la mort, une balle lui égratignant juste le menton. Il faudra faire sans les deux unités. Le plan est donc encore ajusté. Le lieutenant-colonel Régis A. prévient Pierre-Erwan

G. qu'il n'a plus pour objectif sur le boulevard de France que le carrefour le plus à l'est. Contrordre à peine quelques instants plus tard : les quatre originels demeurent au programme. Puis un dernier échange arrête finalement le compteur à trois, les plus à l'est. Le sous-groupement ne pourra compter que sur sa vista pour compenser les trous dans son effectif. En un quart d'heure, sans rencontrer d'opposition, il atteint l'entrée du boulevard de France où tout est à craindre. Un canon antiaérien ZU-23 garde l'entrée, mais, sans doute surpris par la *furia francese*, il n'ouvre pas le feu. Le sous-groupement progresse « en tiroir » : la section Bravo 2 s'empare du premier carrefour, appuie le peloton Alpha 1 (où a pris place le capitaine Pierre-Erwan G.) qui le dépasse et prend le deuxième avant d'appuyer à son tour Bravo 4 qui assure le contrôle du dernier. À chaque intersection, chasseurs et cuirassiers sont pris à partie, mais le rythme de progression est maintenu. À la surprise générale, moins d'une demi-heure aura suffi pour couvrir les douze kilomètres. « Nous avons alors compris, relate le général Palasset, que finalement nous devrions éprouver moins de difficultés que prévu. Suite à l'action des forces spéciales dans la nuit du 8 au 9 avril, les troupes de Gbagbo s'étaient en fait repliées autour de la résidence, mais nous l'ignorions »^{DCLXXVI}.

À 9 h 30, Licorne respire: le boulevard de France est tenu dans toute sa largeur : à l'est, par le sous-groupement de Pierre-Erwan G. qui en contrôle les trois derniers carrefours ; à l'ouest par celui de Robin G. qui, sorti seulement une heure plus tôt de Port-Bouët, s'étire juste derrière sur les 900 mètres conduisant à la clinique Pizam³. La queue de colonne des cuirassiers est à présent rejointe par la compagnie du 13^e BCA. N'ayant pas reçu le baptême terrain⁴ pour n'avoir été raccrochée à la manœuvre qu'à la dernière minute, son chef, le capitaine Sylvain D., repère le VBL de Robin G. et part à sa rencontre, à pied, comme c'est de coutume chez les fantassins. Quelle n'est pas alors sa surprise de se voir entourer d'hommes en armes dont il réalise non sans inquiétude qu'ils appartiennent au mauvais camp ! En guise de baptême terrain, c'est en effet la charge de la compagnie d'un dur du régime, membre de la garde rapprochée de Gbagbo, le commandant M'Bra, qu'il récupère. Derrière un drapeau blanc, entouré de cinq de ses gardes républicains, celui-ci est venu annoncer sa reddition à Robin G. « La partie est finie, a-t-il ensuite dit au téléphone au reste de son unité. Venez vous rendre ! »^{DCLXXVII}. Lui était arrivé par le sud, mais c'est du nord qu'une cinquantaine d'hommes sont apparus, armes dans le dos comme demandé

par Robin G. qui n'a ni le personnel, ni le temps pour s'en occuper puisqu'il doit se tenir prêt à éventuellement roquer vers le sud. Comme dans l'ancien temps, Sylvain D. commence par demander à M'Bra son pistolet Glock. « Nous nous rendons, n'ayez aucune crainte »^{DCLXXVIII}, lui répète l'Ivoirien à vrai dire pas très rassuré. Et d'expliquer que l'arrivée des chasseurs alpins l'a dissuadé d'ouvrir le feu sur Pierre-Erwan G. et Robin G.: le rapport de forces était devenu vraiment trop défavorable. Un arsenal impressionnant est récupéré par la compagnie: quatre pick-up avec mitrailleuses de 14,5, un VLRA⁵ sur lequel a été monté un canon de 20 mm, 91 kalachnikovs, 51 grenades à main, 11 RPG7, 36 roquettes, un lance-grenades, 6 pistolets automatiques, de quoi permettre de faire du boulevard un solide rempart de la résidence de Gbagbo. « Ils étaient terrorisés en pensant à ce qui pourrait leur arriver », décrit Sylvain D., lui qui assure à M'Bra que ses hommes seront traités comme des prisonniers de guerre, avant de les confier à l'ONUCI afin de pouvoir lui-même poursuivre sa mission.

Licorne apprend justement que les FRCI, appâtés sans doute par la facilité de l'avance française, se mettent en branle et affluent du nord et de l'est, mais moins nombreux et moins bien équipés que prévu. Leur chef se présente sur le boulevard de France. C'est le Comzone Vetcho et il ne fait montre d'aucun empressement à prendre le relais pour fondre vers la résidence de Gbagbo. Pourquoi, suggère-t-il au capitaine Pierre-Erwan G., de ne pas inverser les rôles: et si, plutôt que de l'appuyer, les Français passaient devant, lui se faisant fort bien sûr de les soutenir...? L'officier du 16^e BC ne peut dépasser le boulevard de France sans une autorisation qu'il ne tarde pas cependant à recevoir. Car c'est le trop-plein à l'Élysée où la situation n'a que trop duré. Une dernière réunion se tient au sous-sol du boulevard Saint-Germain dans le bureau du chef du CPCO en présence du CEMA, du sous-chef opérations et du directeur de la DRM. Même à cette heure avancée de la matinée, le débat est encore passionné entre ceux qui prédisent une résistance acharnée des derniers soldats de Gbagbo et ceux qui, *dixit* l'un des présents, « répliquent que Licorne ne peut se défilier devant une centaine de miliciens, même drogués »^{DCLXXIX}. Le général Castres tranche en faveur de ces derniers : « Nous avons une mission de l'Élysée, explique-t-il en s'adressant à l'amiral Guillaud. Nous ne pouvons reculer devant les Libériens ! »^{DCLXXX}. Le CEMA acquiesce et confirme ses ordres au général Palasset.

À 10 heures, les capitaines Pierre-Erwan G. et Robin G. se voient indiquer de poursuivre leurs efforts, officiellement en direction de la résidence de France. « L'objectif, explique de fait le colonel Hintzy, était d'éviter les combats d'arrière-garde et que les civils et le personnel de diverses ambassades ne soient pris à partie ou mis en danger »^{DCLXXXI}. Et subsidiairement, que les FRCI exploitent l'opportunité pour mettre à bas le régime... La mission première de Licorne, et à vrai dire unique puisque l'ONUCI l'accompagne, reste de sécuriser le quartier. Sa limite physique, intangible, est l'enceinte de la résidence de Gbagbo. « Dès le début des opérations, explique l'amiral Édouard Guillaud, nous avons eu l'interdiction formelle du chef de l'État de pénétrer à l'intérieur non pas simplement de la villa occupée par Gbagbo, mais de l'enceinte même de la résidence. "Sinon, disait-il, on affirmera que c'est nous qui avons mis en place Ouattara" »^{DCLXXXII}. À l'extrême, que les FRCI ne suivent pas, et le repaire demeurera inviolé. En toute rigueur. Car rien n'est totalement à écarter vu le ras-le-bol à Paris. « Il faut que cela cesse ! » a bien redit Alain Juppé à l'ambassadeur Simon. La réussite repose encore et toujours sur le bon vouloir des FRCI. « Aucune coordination avec elles à ce moment, assure le colonel Hintzy. La scène ressemblait plutôt à un méli-mélo avec leurs combattants qui commençaient à se mélanger aux nôtres ». Installés en couverture le long du boulevard de France, les chasseurs alpins ont la charge de les réceptionner. Un code a été mis en place : les FRCI doivent se présenter derrière un... brassard blanc ! Choix étrange puisque dans tous les théâtres au monde, il est synonyme d'absence de velléité de combat...

À 10 h 30, l'offensive est déclenchée, avec le Detalat en appui pour détruire les dernières résistances et renseigner. À l'ouest, le sousgroupe de Robin G. ; à l'est, celui de Pierre-Erwan G., les deux étant remplacés sur le boulevard de France par les alpins de Sylvain D. qui empêcheront ainsi tout renfort en provenance du nord. À l'ouest, la progression est fulgurante. Par le boulevard des Martyrs, les Sagaie atteignent rapidement l'hôtel *Ivoire* tandis qu'une section de chasseurs, appuyée par le peloton d'éclairage du 12^e Cuir, s'enfonce dans la rue Washington. En un quart d'heure, et après seulement quelques échanges de tir, le sous-groupe est déjà devant le quartier de Blockhauss qui épouse le bord de la lagune. Un transporteur de troupes est alors aperçu, mais comme de nombreux civils s'agitent autour, l'adjudant R. préfère l'enfoncer avec sa Sagaie plutôt que de le détruire au canon. « Ne pas insulter l'avenir »^{DCLXXXIII}, répète depuis des mois le général

Palasset. La résidence de Gbagbo n'est qu'à 600 mètres au nord-est ; toutefois, avant de l'approcher, le capitaine Robin G. préfère investir un bâtiment en construction ignoré lors de la progression dans la rue Washington, mais qui abritait manifestement plusieurs hommes armés. La section du 16^e BC du lieutenant D., renforcée d'un groupe Milan, mène rondement l'affaire, les occupants préférant déguerpir après avoir retiré leurs uniformes. De nombreuses armes sont saisies. Rassuré sur ses arrières, Robin G. peut donc ordonner la traversée du blockhaus, en fait un bidonville très propice aux traquenards. Juste auparavant, un pick-up est détecté: il est détruit à la Sagaie. La colonne progresse par la rue centrale, vire à gauche devant l'église Saint-Pierre et aboutit à un carrefour. Sur sa gauche, la rue Monseigneur-Kouassi sur laquelle le sous-groupe de Pierre-Erwan G. doit avancer par l'autre extrémité. Sur sa droite, la voie mène directement à la résidence de Gbagbo. C'est en tout cas ce qu'annonce la carte. Car, face à lui, Robin G. a une grille et tout ce qui ressemble à un chemin privé... Dans le doute, il fait marquer l'endroit avec un fumigène et l'ALAT lui confirme que l'artère, serpentant au milieu de villas, conduit à la demeure de l'ancien président. Le capitaine ne l'emprunte pas pour autant. Le sous-groupe a pour mission d'éviter les exactions dans son secteur, pas de pénétrer chez Gbagbo. D'ailleurs, quelques dizaines d'habitants sont en train de se rassembler avec l'intention d'aller témoigner leur soutien à celui-ci. Une manifestation est impensable aujourd'hui : le capitaine fait prendre les mesures nécessaires pour qu'elle ne puisse sortir du bidonville.

La route de la résidence s'avère beaucoup plus compliquée pour le sous-groupe de Pierre-Erwan G. Depuis le boulevard de France, trois rues parallèles s'offrent à lui : Sainte-Marie, Monseigneur-Kouassi et Bélier. Un barrage de sacs de terre obstrue la première, or le bulldozer du génie est resté aux *Palmes* avec les deux sections immobilisées. Impossible donc de s'y engager. Sur la deuxième, un poste de combat, tenu par une dizaine d'hommes, protégeait l'accès à la caserne présidentielle qui jouxte la résidence de Gbagbo, mais le capitaine a obtenu l'accord de sa hiérarchie pour le détruire à la Sagaie⁶. Après que ses gendarmes ont débarqué pour retirer la herse barrant le passage, il y conduit donc le peloton du lieutenant H. et la section d'infanterie de l'adjudant C.; le dernier axe, la rue du Bélier, revenant au lieutenant B. du 16^e BC. Neuf blindés composent la première

colonne, dont deux Sagaie et le VBL de commandement, sept pour la seconde, dont une Sagaie.

Quelques minutes après le début du mouvement, Pierre-Erwan G. comprend pourquoi Monseigneur Kouassi n'a pas été entravée elle aussi. Au carrefour avec l'avenue Aka, deux blindés BMP prennent la rue en enfilade. À peine le constat en est-il fait que des pro-Gbagbo ajustent au RPG-7, l'un après l'autre, les trois pick-up FRCI qui ont eu le courage de suivre la colonne française. Impossible dès lors de faire demi-tour. Une embuscade façon Peaux-Rouges, à laquelle participent probablement une trentaine d'individus bien armés visant en priorité, et sans succès pour l'instant, la Sagaie de tête. En dépit du nuage de balles et de roquettes dont l'une frôle son véhicule, le capitaine est impressionné par le calme et le professionnalisme de ses hommes comme ce binôme, dans le VAB juste devant ses yeux, où l'un arrose à la Minimi⁷ depuis la trappe arrière tandis que l'autre fait des allers-retours dans l'habitacle pour recharger son lance-grenades. De son côté, le chef R. détruit à la 7,62 un groupe ennemi embusqué à un rez-de-chaussée. Action de guerre classique ? Sauf qu'il le fait en roulant, avec les suspensions du VBL qui sont loin d'avoir la souplesse de celles d'un char Leclerc, et après avoir ôté la crosse de son arme car c'est beaucoup plus pratique avec la Frag⁸, mais il ne peut plus dès lors épauler et doit donc arroser à l'instinct. Idem pour le pilote, surnommé « Pelpel », qui aperçoit deux ennemis prendre position au premier étage d'une villa, puis commencer à viser son camarade. Sans les entraînements répétitifs, sans doute aurait-il choisi de poursuivre sa route et de baisser la tête. Là, il décide de stopper net, de s'emparer de son Famas sur le côté, de sortir par la trappe et d'ouvrir un tir redoutablement meurtrier. Et que dire de ce tout jeune 1^{re} classe, si discret au régiment, qui, alors que les balles claquent juste à côté de sa tête, riposte sans s'affoler ?

13 grenades à fusil APAV40, 3 grenades à fusil anti-char AC58, entre autres, sont consommées, tuant un certain nombre d'individus en face. Reste les deux blindés au bout de la rue. Le capitaine Pierre-Erwan G. ne veut prendre ni le temps ni le risque de demander à ses chasseurs de faire comme à l'entraînement, c'est-à-dire de sortir sous la mitraille pour les détruire au missile Eryx, sur une artère de surcroît obstruée de plots en béton et de végétation qui sont autant d'obstacles pour un missile filoguidé. Le lieutenant H. du 12^e Cuir hérite donc de la mission avec ses Sagaie de tête, lui qui a à peine bouclé en septembre son école d'application à

Saumur. Mais l'ennemi n'aide pas vraiment, l'officier perd du temps à trouver le premier BMP. Il tergiverse ensuite sur la présence ou non de personnel à bord du second. La question est inutile pour Pierre-Erwan G. quand une pièce de 30 mm est pointée sur sa troupe. Les blindés finissent par recevoir un coup de canon chacun. Pendant ce temps quelques dizaines de mètres plus loin, les hélicoptères sont également inter-venus. À 10 h 45, le Puma Pirate a tiré dans la rue du Bélier, puis, dix minutes plus tard, il a effectué deux passes de tir à l'intérieur de la résidence de Gbagbo où des gardes républicains tentaient encore de s'introduire chez les voisins français. La colonne de Pierre-Erwan G. continue à avancer dans la rue Kouassi. Elle ignore que, sur ses talons, les pro-Gbagbo qui lui ont échappé tentent de s'enfuir en remontant vers le boulevard de France et tombent sur les hommes du capitaine Sylvain D., lesquels hésitent un instant : amis ? ennemis ? Comme ils n'arborent pas le brassard blanc prévu, qu'ils ne répondent pas aux injonctions de faire halte, et qu'ils finissent même par tirer, les chasseurs alpins ouvrent un feu d'enfer. Sylvain D. demande en particulier l'autorisation d'employer l'AT4CS, une roquette anti-char à charge creuse : accordé ! Quatre véhicules sont détruits côté Gbagbo, aucune perte côté français où la chance s'est encore rangée puisqu'un chasseur alpin a vu une balle se fichir dans la bande de sa mitrailleuse.

À l'autre bout de la rue Kouassi, le sous-groupe Pierre-Erwan G. approche à présent d'un BTR-80, un blindé de transport de troupes, qui apparaît sur sa gauche : pas d'inquiétude, il a fait partie des cibles traitées par l'ALAT la nuit précédente. Non loin en revanche, à quelques mètres de l'entrée de la garde républicaine, un poste de combat est tenu par deux individus : il est neutralisé par un coup de Sagaie. Le capitaine peut donc engager les siens sur l'avenue Aka qui conduit au repaire de Gbagbo. Alors qu'il ne lui avait fallu que trente minutes pour couvrir les 12 kilomètres depuis Port-Bouët, il aura eu besoin du triple pour franchir les dernières centaines de mètres depuis le boulevard de France.

Le sous-groupe a désormais en ligne de mire le terre-plein triangulaire sur lequel donnent les résidences de Gbagbo et de l'ambassadeur français. Le détachement aux ordres du lieutenant B. en approche également par la rue du Bélier, dont il a déjà détruit la guérite à la Sagaie, mais un barrage, fait de plots de béton et d'une barrière métallique, lui en obstrue l'accès.

Pierre-Erwan G. et Robin G. se voient alors confier la conclusion de dix ans de relations francoivoiriennes mouvementées. De même en effet que, dans la nuit, Licorne avait jugé qu'il lui fallait fondre plus rapidement sur le boulevard de France, de même qu'elle a estimé dans la matinée qu'elle se devait d'atteindre la résidence de Gbagbo, de même elle franchit vers midi un nouveau palier, sans doute le plus décrié, en donnant aux capitaines l'ordre de « bréchage ». « Tout s'est fait en marchant, commente le lieutenant-colonel Régis A. C'est parce que nous étions là depuis six mois que nous avons pu juger que si nous n'ouvrons pas un passage dans la résidence, jamais les FRCI n'oseraient y pénétrer »^{DCLXXXIV}. La légitime défense peut également être invoquée, puisque les défenseurs de la résidence ne se sont pas privés de tirer sur la troupe de Pierre-Erwan G. qui réduit au silence un nouveau poste de combat au débouché sur l'avenue Aka. Mais la vérité historique impose de reconnaître que, dans tous les esprits^{DCLXXXV}, elle pèse moins que la volonté, assumée par le pouvoir politique, consolidée par ces dernières heures de combat, d'en finir une bonne fois pour toutes. Personne ne veut plus courir le risque de voir Gbagbo et son entourage, piqués au vif par cette cavalcade jusque devant leur porte, se venger sur les voisins français, le *Golf Hotel* ou la population.

Brécher de toute façon ne veut certainement pas dire envahir. L'interdiction d'entrer est maintenue de la manière la plus absolue. Une fois encore, si la peur continuait à paralyser les FRCI, les occupants de la résidence en seraient juste quittes pour barricader l'ouverture pratiquée⁹.

Au sud-ouest, le capitaine Robin G. fait détruire à la Sagaie la grille fermant la voie privée sur laquelle il est venu buter. À l'opposé, en tête de la colonne de Pierre-Erwan G., le lieutenant H. du 12^e Cuir hésite : il doit viser un portail vert, mais il y en a deux, dont un surmonté d'un drapeau français... Sa réaction est naturelle. Et à vrai dire réconfortante. Elle témoigne de la qualité de sa formation qui n'a jamais pu lui présenter comme une banalité le fait de tirer avec un char sur l'habitation d'un ancien chef d'État. Mais ses supérieurs sont tellement à cran qu'elle finit par devenir insupportable. « Mais putain, hurle Régis A. à Pierre-Erwan G., ouvrez-moi ce portail ! » Ce que le capitaine retranscrit à son tour à H. : « Si le portail de la résidence est à tes midi, dit-il calmement à la radio, c'est que la résidence de Gbagbo est à tes 3 heures, donc balance-moi ton putain d'obus dans le portail de cette baraque ! »^{DCLXXXVI} Le coup part finalement de la rue du Bélier où, même tenue à distance par la barricade,

une Sagaie, aux ordres du maréchal des logis R., est mieux placée puisque dans l'axe. La chance est au rendez-vous : le char tire un premier obus qui défonce l'entrée. Normalement il aurait dû s'arrêter là, mais à peine est-il chargé qu'un second coup part, le tireur ayant sans doute gardé le doigt sur la mise à feu. Et quelle n'est pas la surprise pour Licorne d'entendre l'explosion qui suit : un canon antiaérien était tapi derrière la grille, sous un porche, invisible donc aux Gazelle, prêt au tir tendu. Comme dans un duel au far west, si celui-ci n'avait été mouché, c'est lui qui aurait pu occasionner bien des dégâts chez les Français.

Le sous-groupement de Pierre-Erwan G. réserve trois autres obus au mur d'enceinte, de part et d'autre du portail, afin d'offrir plus de passages aux FRCI. L'accès à la résidence par la rue du Bélier est également libéré grâce au MPG du génie qui a enfin été acheminé. En fait, l'engin est parti sous escorte des *Palmes* il y a près d'une heure, mais après une erreur d'itinéraire il s'est retrouvé devant l'ambassade de France, soit de l'autre côté de la lagune. Il ne manque plus que les FRCI, qui se font désirer. En patrouille à l'est de la ville, le Puma Pirate a repéré il y a une heure un nuage de fumée : « C'était leur colonne, décrit son commandant de bord, le capitaine B. Elle était composée de plus de deux cents véhicules. "C'est bon ! ai-je crié à la radio. Je les ai retrouvés !" »^{DCLXXXVII}. La cohorte toutefois dut ensuite emprunter une route en épingle. Sa longueur, et la cohue, furent telles que la queue prit la tête pour des ennemis, et ouvrit le feu ! Tous les occupants ont donc préféré mettre pied à terre. Et ce n'est que vers 11 h 30 que les chasseurs alpins les ont vus déferler sur le boulevard de France, non sans un certain effarement face aux chasseurs dozos, sanglés d'amulettes et d'armes en tous genres, qui ont même réussi à effrayer l'auxiliaire sanitaire féminine de la compagnie ! Comme ils sont manifestement à nouveau perdus, le capitaine Sylvain D. doit lui-même leur indiquer le chemin : « Suivez nos véhicules installés en couverture, c'est à droite, dans la rue du Bélier ! »^{DCLXXXVIII}.

Les troupes de Vetcho n'approchent qu'avec grande précaution puisqu'il leur faut trente minutes pour atteindre la résidence de Gbagbo. Les renseignements indiquent il est vrai que, outre ses abords qui seraient minés, celle-ci accueillerait encore 200 combat-tants. À 12 h 17 précises, les FRCI y font leur entrée. Un quart d'heure après le bréchage, donc. Un quart d'heure qui a duré l'éternité à Port-Bouët, au CPCO, à l'ambassade, à

l'Élysée, où tout le monde se demandait si les Ivoiriens n'allaient pas trouver un prétexte pour se défilier une nouvelle fois.

Aucun soldat français ne les suit. Ni chasseur, ni cuirassier, ni mêmes forces spéciales qui auraient emprunté, comme l'annoncent bientôt certaines radios, le tunnel reliant les deux résidences, pour la bonne raison qu'il a été depuis longtemps bouché¹⁰. Les hommes du lieutenant-colonel Serge N. sont des troupes d'élite, pour des missions à haute valeur ajoutée. À quoi bon les gaspiller dans des opérations de nettoyage quand il suffit de s'assurer que les chefs menant l'assaut FRCI ont bien compris ce qui est attendu d'eux ? Pourquoi le général Palasset enverrait-il les siens risquer leur vie dans la souricière dont Gbagbo ne peut plus s'échapper et où des gestes de désespoir peuvent encore laisser craindre des pertes ? La rumeur est partie, une fois de plus, du clan Gbagbo qui, dès 15 h 20, déclarera par la voix de son porte-parole en France : « Le président Gbagbo a été arrêté par les forces spéciales françaises et remis à des chefs de la rébellion »¹¹. En dépit des démentis formels du ministre de la Défense, du porte-parole de l'État-Major des Armées et de l'ambassadeur Coulibaly, elle est en quelque sorte ravivée par le Parti socialiste qui, dans son rôle d'opposant, réclame, *dixit* Benoît Hamon, une « clarification » sur le « rôle exact de Licorne sur place » : « ce n'est pas le meilleur service rendu à Alassane Ouattara, ajoute-t-il, que de l'installer militairement ». Pourtant, c'est bien à son seul exercice du pouvoir que Gbagbo doit de vivre ses derniers instants de liberté. En ce 11 avril, Licorne a respecté l'esprit de sa mission, en sécurisant le quartier des ambassades, comme la lettre, puisque les FRCI ont déferlé dans la résidence. Le bréchage n'est que la conclusion, certes fracassante, de quatre mois intenses d'efforts politiques, diplomatiques, économiques, financiers et militaires que le projecteur braqué sur lui fait, hélas ! passer à la trappe. Le sort de Gbagbo s'est joué à l'ONU, à l'Union Africaine, à l'UEOMA, à la BCEAO, et bien sûr à l'Élysée comme à Bruxelles, pas sur ces derniers coups de canon.

« C'était pour nous une fin inespérée ! reconnaît le général Palasset. Nous pensions à des combats durs, des pertes nombreuses, et tout s'est résolu de la meilleure des manières, en quelques heures »^{DCLXXXIX}. Au Detalat, l'explication est toute trouvée : « Nous avons bénéficié d'une chance maximale, relate le capitaine V., vu toute la ferraille qui nous a été réservée ! Sainte Clotilde¹² nous a sûrement protégés, mais aussi la cohésion de notre détachement où nous étions tous issus du même

régiment »^{DCXC}. Le sous-groupement de Pierre-Erwan G., qui s'installe en sécurité autour de la résidence, décrit à la radio les bruits d'affrontements qu'il perçoit par-delà l'enceinte. En surplomb, l'équipage du Puma Pirate ressent le souffle des RPG-7 que les FRCI n'hésitent pas à employer pour faire sauter les portes à l'intérieur. Pierre-Erwan G. entend alors à la radio qu'une embarcation s'enfuierait par la lagune. Aussitôt repéré par l'ALAT, celle-ci est contrainte au demi-tour par des coups de semonce. Gbagbo était-il dedans ? Personne n'y croit vraiment. De fait, peu auparavant, l'ambassadeur Simon a reçu un appel d'Alcide Djédjé :

« Tagro vient de m'appeler ; ils sont dans une situation difficile !

– Qu'il m'appelle directement ! lui a-t-il suggéré »^{DCXCI}.

C'est donc le ministre lui-même qu'il a dorénavant au bout du fil : « Il y avait un fort brouhaha en arrière-plan, des cris, se souvient-il. "On est enfermé ! explique l'Ivoirien. On va tous mourir !" » Comme lui, Gbagbo et ses proches se sont réfugiés au sous-sol où l'air devient de plus en plus irrespirable par la faute involontaire de l'ALAT. Le quatre-vingt-neuvième et dernier Hot des opérations a en effet visé un 4x4 vide, garé devant l'entrée de la résidence qui, selon les renseignements, était prévu pour permettre à Gbagbo de prendre la fuite. L'incendie s'est propagé aux véhicules voisins, invisibles depuis les airs, mais aussi au bureau de l'ancien président qui était juste en surplomb. Quand le général Puga l'apprit à l'Élysée, il appela aussitôt l'État-Major des Armées pour obtenir une explication.

Le destin est facétieux, qui aura attendu le tout dernier instant pour compromettre par un de ces impondérables habituels d'une guerre le patient édifice des diplomates et militaires français.

« Il suffit de sortir derrière un drapeau blanc et de vous rendre », annonce Simon à Tagro. Peu après, le ministre le rappelle pour lui expliquer qu'il a obtempéré, mais qu'on lui a tiré dessus ! « Recommencez ! » riposte l'ambassadeur. « Tout est allé très vite ! relate-t-il. Quand j'ai appelé Ouattara pour l'informer de la démarche de Tagro, c'est lui qui m'a annoncé que Gbagbo était déjà dans son antichambre ! »

De fait, à 13 heures à peine passées, le capitaine Pierre-Erwan G. voit apparaître l'ancien président, cornaqué par Vetcho qui lui a promis de veiller sur lui, ordre de Ouattara. « Il ne faisait pas partie de notre mission d'assurer directement sa sécurité, précise le colonel Hintzy. Mais nous avions ordre d'empêcher toute exécution sommaire »^{DCXCII}. Pierre-Erwan G.

peut constater que Vetcho tient parole. Le guerrier à la barbe drue ne lâche pas Gbagbo qui avance, le teint gris, revêtu d'un casque et d'un gilet pare-balles, logiquement terrorisé au milieu de la foule exubérante. « Il n'y a pas eu de pilule pour se suicider, pas de balle dans la tête, pas de martyr héroïque, écrira *The Guardian*. À la place, il est dit qu'il y a eu une claque humiliante sur la joue et Laurent Gbagbo a été tiré hors de son bunker et exhibé devant les caméras de télé »^{DCXCIII}. Parmi celles-ci, la plus importante pour le leader ivoirien est incontestablement celle de l'armée française qui filme toute la procession, une garantie supplémentaire pour sa survie. Son épouse a droit à moins d'égards qui se fait arracher ses rajouts capillaires, injurier, malmener, tout comme son fils aîné Michel qui reçoit de nombreux coups. Par respect des anciens, les FRCI épargnent la mère de Gbagbo qui ouvre le cortège invraisemblable des proches du Boulanger, dont plusieurs petits-enfants. Le reste des occupants s'en sortent en général avec moins de chance. Désiré Tagro, soupçonné d'avoir au moins été l'inspirateur des derniers méfaits du régime, apparaît mal en point : ayant été tabassé, il succombera le lendemain à ses blessures. Cent six autres personnes sont arrêtées dans la résidence, dont les plus connus sont l'ex-gouverneur de la BCEAO Dacoury-Tabley, des ministres et ex-ministres, des membres du cabinet et cadres du FPI. Aucune autorité militaire, ni même soldat à en croire les déclarations des prisonniers qui se présentent tous comme des employés de maison. Des malheureux, sortis *manu militari* par les FRCI, doivent sans doute la vie au capitaine Sylvain D. qui, au carrefour de la rue du Bélier et du boulevard de France, les voit arriver presque nus. Ne l'acceptant pas, il demande à rencontrer un responsable FRCI et approche en conséquence, pas très rassuré, d'un gaillard de deux mètres, armé d'une machette :

« C'est quoi ce bazar ? lance-t-il. Arrêtez tout de suite, l'armée française ne peut pas vous laisser faire.

– Il s'agit de la garde rapprochée de Gbagbo ! réplique le géant. Ils ne méritent pas de vivre ! »^{DCXCIV}.

Et de continuer à administrer des coups de pied à l'un d'eux, recroquevillé à terre. Le capitaine profite heureusement de l'annonce du transfert de Gbagbo vers le *Golf Hotel* qui fait détalier l'Ivoirien, lui laissant la responsabilité des neuf hommes. L'auxiliaire sanitaire de sa compagnie se met alors à l'œuvre en compagnie d'un infirmier et découvre les sévices infligés : crâne défoncé pour l'un, coups de machette pour d'autres, le

dernier s'est vu infliger sept balles dans le postérieur... Sans les premiers secours administrés sur place, certains seraient morts à leur arrivée à l'hôpital.

Toujours près de la résidence de Gbagbo, le capitaine Pierre-Erwan G. intervient à son tour pour extirper des griffes des FRCI un autre groupe de prisonniers qui lui garantissent encore ne pas être des combattants. Pas le temps de vérifier, il les remet aux Casques bleus. Le sous-groupement reçoit vers 16 heures l'ordre d'interdire l'accès à la résidence jusqu'à l'arrivée de la relève de l'ONUCI prévue à 18 h 30. Le peloton Alpha 10 est posté devant le portail avec une Sagaie, les sections Bravo 4 face au nord et Bravo 2 face à l'ouest. Leçon de 2004, le capitaine a fait équiper tous ses véhicules de barbelés pour maintenir à distance la foule éventuelle. Il passe la fin de la journée en longues palabres avec les innombrables candidats au pillage qui n'hésitent pas à tenter de l'acheter. Parmi les refoulés, figure un groupe au comportement déluré, sans doute sous l'effet de produits divers. Dans la cohue, l'incident pourrait passer inaperçu, sauf qu'au milieu, lui parfaitement stoïque, se trouve un ancien sous-officier de l'armée ivoirienne, devenu par la suite Comzone de Séguéla, puis un des principaux artisans du commando invisible. Koné Zacharia est l'un des chefs de guerre les plus craints, principalement pour les pouvoirs magiques de chef dozo qui lui sont attribués. Il avait dû s'exiler au Burkina en 2008 après avoir été sanctionné par l'état-major des Forces nouvelles pour « indiscipline et sabotage ». Se voir barrer l'accès à la demeure de Gbagbo n'est vraiment pas pour lui plaire, il insiste, mais sans s'emporter, et le capitaine français tient bon. Pierre-Erwan G. ne peut rien faire en revanche pour faire sortir ceux qui ont réussi à s'y infiltrer. Toute la nuit, le capitaine Servat du GIGN dans la résidence de France entendra les bruits de perceuse des braqueurs improvisés tentant d'ouvrir les coffres-forts de Gbagbo.

En fin de journée du 11 avril, l'ambiance est un peu irréelle. Pendant six mois, Licorne s'est préparée au pire, qu'elle était quasiment sûre d'affronter quelques heures plus tôt, et voilà que tout est terminé, sans la moindre perte ! À Port-Bouët, la vue des véhicules qui reviennent littéralement criblés d'impacts, puis les histoires qui s'accumulent comme celle de ce chasseur qui a tourné la tête juste au moment où une balle allait l'atteindre, rendent le constat encore plus sidérant. Les colonels Christophe Hintzy et Régis A. choisissent d'aller en remercier qui de droit à la chapelle du camp. Peu auparavant, le second a appelé sa femme pour lui annoncer enfin le

terme de la crise. Sous l'effet de la fatigue, il lui a tenu un discours pas vraiment compréhensible, dont il n'est principalement ressorti qu'un extrême soulagement face au « zéro mort ». Hélas ! lui, comme tous les acteurs de ces journées dantesques, ne pourra pas souvent en dire beaucoup plus. Les autorités françaises, à Paris comme à Abidjan, ont en effet conscience d'avoir étiré le mandat de l'ONU à des limites qui nécessiteraient beaucoup de pédagogie pour les faire comprendre parfaitement. Or les sociétés modernes, droguées à l'immédiateté, n'en offrent pas le temps. Le monde, par la voix d'Hillary Clinton, salue certes le travail accompli : « L'arrestation de Laurent Gbagbo envoie un signal aux dictateurs partout dans le monde selon lequel ils ne peuvent ignorer le résultat d'élections libres et équitables et qu'il y aura des conséquences pour eux s'ils s'accrochent au pouvoir »^{DCXCV}. Mais pour le reste, un voile pudique tombe sur les détails du combat remporté par la Licorne sur l'hydre totalitaire.

1. Il importe de rappeler à cet instant que le terme « résidence » recouvre l'ensemble des jardins et des bâtiments cernés par une enceinte, pas seulement la villa de Gbagbo qui se situe grossièrement au centre. Celle-ci est systématiquement épargnée par les tirs.

2. La participation de Casques bleus à ces dernières opérations est la preuve, s'il en fallait une, que la personne même de Gbagbo n'était pas le premier objectif. Car qui peut imaginer que l'ONUCI, si pointilleuse depuis toujours sur chaque terme de son mandat l'astreignant à l'impartialité, aurait donné son accord pour s'en affranchir si ouvertement en 2011... ?

3. Une seconde section de Casques bleus togolais l'accompagne.

4. Rappelons qu'il s'agit des noms de code attribués aux artères, points-clés, etc.

5. Véhicule léger de reconnaissance et d'appui.

6. Selon les règles d'engagement en vigueur depuis six mois, qui disent bien la retenue de Licorne, tout tir d'un calibre supérieur au canon de 20 mm (et à la mitrailleuse de 12,7) nécessite une autorisation du commandement.

7. Mini-mitrailleuse, légère, souple d'emploi, à la puissance de feu conséquente.

8. L'épais gilet pare-balles qui équipe désormais toutes les troupes au combat.

9. Et les amateurs de politique fiction se plairont sans doute à imaginer quel pas supplémentaire Paris se serait alors autorisé à franchir...

10. Le capitaine Servat du GIGN le vérifiera peu après.

11. Il faut noter que le dernier ministre de la Défense de Gbagbo, Alain Dogou, est lui beaucoup plus mesuré puisqu'il écrit que « les soldats français ont encadré l'arrestation de Laurent Gbagbo par les mouvements rebelles [...] » (in *Ma vérité sur le complot contre Laurent Gbagbo*, L'harmattan, 2012)

12. Patronne de l'ALAT.

Sur l'autre rive

Trois ans pour convaincre Gbagbo d'organiser des élections, quatre mois de tractations diplomatiques et une semaine de combats. « J'ai adoré ce que vous avez fait ! »^{DCXCVI}, lance Nicolas Sarkozy à Jean-David Levitte et au général Puga pour leur gestion de la crise ivoirienne. Pourtant, les armes ont à peine refroidi qu'une partie de la presse promet des lendemains sombres. Reprenant les critiques émises au PS comme au Front national, elle s'interroge sur la légalité et les motivations de l'épilogue de la chute de l'ancien président. *Libération* titre synthétiquement « La France sort Gbagbo »^{DCXCVII}, mais *L'Alsace*, elle, développe « les fortes paroles de Nicolas Sarkozy, qui avait juré de rompre avec la vieille pratique des interventions armées de la France en Afrique, sont à ranger au rayon, déjà bien garni, des effets de manche non suivis de concrétisation »^{DCXCVIII}. Soit exactement le contraire de ce que relate la presse étrangère qui, comme *The Guardian* qui ne lui est pas souvent favorable, souligne, elle, que « le président français a évité les accusations de néocolonialisme »^{DCXCIX}.

De fait, l'ancêtre de Gbagbo ne serait pas resté six mois en place après des élections perdues ou, tout au moins, après s'être attiré l'opprobre de Paris ; il aurait été écarté du pouvoir plus ou moins violemment. Grâce à ses multiples relais, à Abidjan avec l'ambassadeur Simon et le général Palasset, à New York avec le représentant de la France Gérard Araud, dans toutes les administrations françaises et internationales impliquées, le duo Levitte-Puga a fortement contribué à dessiner un nouveau modèle de gestion de crise qui a été reproduit en Libye lors du Printemps arabe et le sera encore au Mali en janvier 2013 : d'abord, l'appel à l'aide du gouvernement légal ou légitime ; une première promesse d'assistance par l'organisation régionale ; ensuite un mandat de l'ONU ; et enfin, et seulement enfin, l'intervention de la France sur le plan diplomatique, économique ou militaire. « Chacune de ces quatre étapes, souligne Jean-David Levitte, est

indispensable »^{DCC}. Elle est aussi perfectible, ici pour moins brusquer les pays voisins, là pour gagner d'autres soutiens, mais un constat s'impose en Côte d'Ivoire dès l'après-midi du 11 avril : le diagnostic était le bon, et le remède fonctionne. Comme autrefois la capture d'un roi faisait rendre les armes à toute son armée, l'exhibition de Gbagbo au *Golf Hotel* arrête instantanément les combats dans la capitale économique¹. « Pour la première fois en 25 ans, analyse le général Palasset, l'action militaire a véritablement mis un terme à une crise politique »^{DCCI}.

Le calme après dix jours de canonnade fait même dire au capitaine R. au Detalat : « On aurait presque pu sortir en ville ! »^{DCCII} C'est évidemment beaucoup trop tôt, les interdictions dureront encore un mois. Mais quand le Comanfor effectue le lendemain un tour dans la ville, discrètement, dans une voiture civile, il est heureux de noter « la reconnaissance exprimée par la population à l'adresse des Français ». Les partisans de Gbagbo, nombreux à Abidjan, ne sont certes pas enclins à se montrer. Mais l'atmosphère n'est pas aux règlements de compte. Comme le reste du pays, la ville n'a été que la scène du choc final entre les plus déterminés des deux camps. Sa population, fatiguée par les derniers mois de privation, était pressée de s'en remettre aux plus forts. C'est à elle que des solutions doivent être fournies rapidement pour éviter un embrasement aux conséquences bien plus désastreuses. Et Paris ne perd pas de temps. Dès le 12 avril, le ministre de l'Économie Christine Lagarde se rend à N'Djamena pour l'une des deux réunions annuelles des ministres des Finances de la zone franc où, au titre de la Côte d'Ivoire, a été invité Charles Koffi Diby, si précieux pour Ouattara à l'étranger durant la crise. Grâce aux mois de travail préparatoire du Trésor, elle est capable d'y annoncer un prêt de l'Agence française de développement d'un montant très conséquent, 350 millions d'euros, essentiellement destinés à la relance économique, les dépenses sociales urgentes, le paiement des salaires et des retraites des fonctionnaires. La démarche française a aussi pour but d'inciter les bailleurs internationaux à faire preuve de la même diligence. Le 16 juillet, pour la première visite d'un Premier ministre français depuis Jacques Chirac en 1986, François Fillon déclarera ainsi que « la relation francoivoirienne d'aujourd'hui est un partenariat décomplexé de part et d'autre. La France espère être le partenaire de référence de la Côte-d'Ivoire, mais n'entend pas être le partenaire exclusif ». Entre-temps, Ouattara annoncera avoir besoin de 15 à 20 milliards d'euros sur cinq ans. Appel en partie entendu : le 20

juillet, l'Union européenne fera l'annonce de cinq programmes d'un montant total de 125 millions d'euros pour « la relance économique et la réconciliation nationale ». Toutefois, la France demeure en première ligne. « Les autres pays n'ont pas notre savoir-faire, explique Rémy Rioux, alors sous-directeur au Trésor. Ils n'ont pas la même relation avec les pays africains, ne disposent pas des instruments diversifiés à notre disposition »^{DCCIII}. C'est ainsi que, par exemple, la Grande-Bretagne ne fait que des dons, et uniquement budgétaires, alors que l'AFD peut prêter, donner, cibler le budget du pays bénéficiaire ou l'aide au développement, etc.

Il n'en reste pas moins que les premiers à devoir se pencher sur le sort de la Côte d'Ivoire doivent être les Ivoiriens eux-mêmes. A eux par exemple de donner les gages nécessaires à la vingtaine d'entreprises accompagnant le Premier ministre français, que le pays a refermé la parenthèse anarchique de ces derniers mois. Comme le souligne *The Guardian*, « Alassane Ouattara a atteint le sommet, mais il lui reste encore d'autres montagnes à gravir »^{DCCIV}. En sera-t-il capable ? L'ambassadeur Simon qui lui rend visite dès le soir du 11 avril le décrit « fidèle à lui-même, calme »^{DCCV}. C'est aussi le portrait que le président offre lorsque, peu après, il proclame à la télévision : « Aujourd'hui, une page blanche s'ouvre devant nous, et c'est ensemble que nous allons écrire l'histoire de la réconciliation ». Le préambule restera noirci par les victimes de la poignée d'irréductibles miliciens et mercenaires pro-Gbagbo qui se réfugient un temps dans leur fief de Yopougon avant de prendre la fuite vers le Libéria, laissant derrière eux une traînée de 220 cadavres, ainsi que 7 Casques bleus nigériens. À Paris, les fidèles de l'ancien président mettent en face les victimes des FRCI à Duékoué et Abidjan, relayés par un rapport accablant d'Amnesty International², intitulé « Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu »^{DCCVI}. Aussi, le 10 juin, les enquêteurs du conseil des Droits de l'homme de l'ONU évoquent-ils la possibilité de crimes contre l'humanité dans les deux camps. Jugeant la justice ivoirienne dans l'incapacité de se saisir de ces dossiers, Ouattara invite le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, à ouvrir une enquête, ce qui sera fait le 30 septembre.

Une mort fait plus particulièrement s'interroger sur les intentions du pouvoir, celle du chef du commando invisible, Ibrahim Coulibaly, alias IB, tué lors de l'assaut de son QG le 27 avril. *A priori*, comme sa rivalité avec le Premier ministre de Ouattara, Guillaume Soro, était notoire, le motif

semble à forte connotation politique, les nouveaux maîtres du pays cherchant à éliminer d'emblée un rival potentiel. Mais il ne faut pas oublier non plus que l'artisan de tant de coups d'État, pactisant avec certains ennemis de la veille, a refusé le 22 de rendre les armes et que lui et les siens s'en sont servi lorsque les forces de sécurité sont venues l'arrêter. Le 5 mai, le chantier de la réconciliation est lancé en quelque sorte par le président du Conseil constitutionnel. Alors qu'il avait lui-même proclamé Gbagbo président, Paul Yao N'Dré investit Ouattara au prix d'une pirouette en affirmant que la Côte d'Ivoire ne fait que se conformer aux décisions de l'Union africaine qui s'imposent à elle. Treize jours plus tard, la cérémonie se déroule à Yamoussoukro en présence de Ban Ki-moon, d'une vingtaine de chefs d'État africains et de Nicolas Sarkozy, seul Occidental. « Ce fut extrêmement émouvant, témoigne Jean-David Levitte. La population s'était massée sur le parcours et scandait des "Merci Nicolas ! Merci la France !" C'est à ce moment que je me suis dit que nous avons fait les bons choix »^{DCCVII}. Ouattara y lance un appel à l'union nationale auquel même le leader des Jeunes Patriotes, Charles Blé Goudé, sans doute réfugié au Ghana³, se dit prêt à répondre.

Une commission « Dialogue, vérité et réconciliation », présidée par l'ancien Premier ministre Charles Konan Banny, est instituée. *Primus inter pares*, le cas Gbagbo focalise toute l'attention. Dès le 11, il a donné son accord à Ouattara pour être transféré dans le nord, mais il est revenu sur sa décision après une discussion avec Simone, qui aurait démontré une dernière fois son influence. Ce n'est donc que le 13 qu'il a rejoint Korhogo, avec son docteur, sous la double protection des FRCI et de l'ONUCI. Il y restera sept mois avant d'être transféré à La Haye avec des chefs d'inculpation très lourds puisqu'il « aurait engagé sa responsabilité pénale individuelle, en tant que coauteur indirect, pour quatre chefs de crimes contre l'humanité à raison de meurtres, de viols et d'autres violences sexuelles, d'actes de persécution et d'autres actes inhumains ». Ouattara a tenu bon face à ceux qui lui suggéraient de ne pas remettre son adversaire à la CPI, par collusion pas totalement assumée avec l'ancien président ou par crainte, justifiée, de voir la vie politique ivoirienne plombée par le rappel incessant des vieux démons durant l'instruction, puis le procès. En 2013 encore, des résistances sont perçues au sein même du gouvernement, favorables à l'arrêt des poursuites contre Gbagbo. La CPI échoue à obtenir

le transfert de Simone, qui serait la première femme à être jugée à La Haye, malgré un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité⁴.

D'un autre côté, les adversaires de Ouattara n'ont de cesse de remarquer qu'aucun leader de son camp n'est inquiet malgré les graves accusations lancées par l'ONU et différentes ONG. La justice, se plaignent-ils, serait-elle unilatérale ? Au sujet du massacre de Duékoué, Guillaume Soro plaide la « légitime défense » : « Je considère avoir sauvé des milliers de vies humaines par mon action ». Et il estime ne pas pouvoir être poursuivi. À ce jour, les ex-chefs rebelles ne sont toujours pas inquiétés et certains même ne se privent pas de prélever sur le pays comme un tribut de guerre^{DCCVIII}. Quoi qu'il leur advienne, le défi pour Ouattara est de parvenir à s'en éloigner sans s'affaiblir. Il y arrivera avec plus ou moins d'aisance en fonction du pacte qui les unit et dont eux seuls ont connaissance.

En attendant, le président a rassuré en organisant en décembre 2011 des élections législatives libres, sécurisées par 25 000 forces de l'ordre et 7 000 Casques bleus, même si le taux de participation fut faible. Le parti de Gbagbo, le FPI, y vit une victoire, lui qui avait appelé au boycott, mais ceux des siens qui s'y sont quand même présentés, comme l'ancien président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly, ont été très nettement battus. Ouattara, dont le clan est largement vainqueur, remplit en mars 2012 une deuxième promesse, datant elle de l'accord passé avec Bédié avant la campagne présidentielle, en nommant Premier ministre, à la place de Soro élu député, l'avocat Jeannot Kouadio-Ahoussou, 61 ans, un PDCI. Tous ses efforts sont salués par les pairs africains qui l'élisent à la présidence de la CEDEAO, symbole du retour de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale.

Ouattara cependant n'ignore pas que sa renaissance complète ne se fera pas sans la France qui en a elle-même conscience comme l'a déclaré Nicolas Sarkozy le 13 avril : « La France a fait son devoir pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire, un pays auquel nous sommes profondément liés par l'histoire ». Les deux pays partagent la même conviction de l'impérieuse nécessité de ne pas revenir à l'houphouëtisme. Ainsi, telle plutôt la murène, la Licorne est-elle rentrée dans son repaire de Port-Bouët dès la fin des opérations. Pendant quelques jours, à la demande du Quai d'Orsay, elle patrouille seule, essayant des tirs sporadiques. Et puis, à partir du 15 avril, il est prévu qu'elle soit accompagnée par des Casques bleus, des gendarmes ivoiriens et des FRCI qui forment la nouvelle armée. Toutefois, alors que cela devrait lui revenir, ce n'est pas l'ONUCI

qui se charge de rapprocher les deux camps ennemis, mais les gendarmes français. La mission s'annonce périlleuse : leurs confrères ivoiriens se sont barricadés et il peut être à craindre, après les derniers combats, qu'ils ne tirent sur un convoi identifié comme français... Le lieutenant-colonel Leclercq ne prend donc aucun risque : c'est en VBRG, casqués, que ses hommes partent taper à la porte d'un général qui, venant de se rallier à Ouattara, les supplie de l'aider à convaincre ses subordonnés. De longues discussions permettent *in fine* de mettre en place une collaboration avec les FRCI dans une ambiance assez prévisible de défiance réciproque.

Parmi ces allers-retours en ville, des Français s'en vont fouiller la résidence de Gbagbo. Sont ainsi découverts les « classiques » des despotes en goguette, cigares et grands crus, des centaines de paires de chaussures et de tenues, mais aussi un stock conséquent de pilules de viagra pour Monsieur et d'héroïne brune pour Madame⁵. La DGSE se charge aussi de faire le tri dans les affaires personnelles de Gbagbo ayant échappé à l'incendie afin d'en ôter toute preuve de ses relations avec certaines notabilités françaises, qui ne sont pas forcément synonymes de collusion, voire de corruption, mais qui, mal interprétées, pourraient le devenir. D'autre part, les soldats et les services français conduisent activement la recherche des quatre personnes enlevées au *Novotel* le 4 avril. Aucun indice n'est négligé ; le général Palasset engageant chaque fois ses hommes pour les vérifier. Un corps sera retrouvé, celui d'Yves Lambelin, la certitude se faisant jour que lui comme les autres a été exécuté à l'intérieur même du palais présidentiel, dès les premières heures de leur détention, par des gardes républicains dépassés par leur acte⁶.

Licorne mène enfin la dépollution des principaux lieux de combat et de stockage d'armes, comme la présidence avec ses dizaines de mètres cubes de caisses à munitions, également des écoles et des emprises civiles. Contrairement aux craintes, aucun site n'a été miné.

Avant la fin du mois d'avril, toutes les unités ayant pris part à la « bataille d'Abidjan » sont rappelées en France, d'autant plus fières du travail accompli que, en raison de la frilosité des autorités françaises à l'évoquer, elles n'en trouveront que très peu d'échos en métropole. Le colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier, commandant le 16^e bataillon de chasseurs, n'apprend ainsi le retour de la compagnie de Pierre-Erwan G. que quelques jours auparavant avec, de surcroît, une consigne de discrétion. Plein d'admiration pour ce que sa troupe a accompli, il souhaite cependant

qu'un accueil simple et digne lui soit réservé. Le maire de Bitche, le député et le sous-préfet de Sarreguemines assistent le 24 avril, sur la place d'Armes du quartier, à la réintégration de l'unité dans les rangs du bataillon. Le défilé du 14 Juillet et les décorations, pour les hommes comme pour les unités, sauront heureusement rattraper le sentiment de frustration légitime.

Celui qui a le plus apprécié l'œuvre de Licorne est sans doute Ouattara qui, très tôt, a signifié à son homologue français son souhait de la voir demeurer pour deux ans encore en Côte d'Ivoire, elle dont le départ était programmé. Lors de son investiture, Nicolas Sarkozy promet de maintenir « toujours » des soldats français afin de protéger les ressortissants, mais sans en préciser le nombre, et en ajoutant à l'adresse de la population française d'Abidjan : « Je veux que les choses soient claires entre nous : l'armée française n'est pas là pour assurer la stabilité de quelque gouvernement que cela soit, fût-il un gouvernement ami. Ce sont les Ivoiriens qui doivent choisir »^{DCCIX}. Le verdict tombe en janvier 2012 avec la révision de l'accord de défense. Paris fixe à 300 hommes l'effectif de Licorne, à Port-Bouët, même si officiellement l'armée française perd sa base permanente, la seule sur la côte Atlantique demeurant au Gabon. Leur mission : protéger les ressortissants, mais aussi aider à la formation d'une armée ivoirienne avec, en particulier, la création d'un IHEDN⁷ local. Ce dernier volet, qui s'accompagne de la présence d'un colonel français comme conseiller militaire de Ouattara, une première depuis longtemps, est le signe pour *Libération* du fait que « la Françafrique revient aux affaires »^{DCCX}. Que Ouattara cherche à capitaliser sur des mois de bataille commune ne semble pas répréhensible. Mais le quotidien, sans doute l'un de ceux à avoir suivi avec le plus de constance les multiples soubresauts de la crise ivoirienne depuis 1999, insiste à l'appui de sa démonstration sur la présence de Vincent Bolloré et Martin Bouygues à la cérémonie d'investiture. Pour le second, elle n'est que logique, vu sa véritable amitié avec Ouattara. Celle du premier de fait surprend plus, qui a été un soutien sans faille pour Gbagbo. Le nouveau président ivoirien lance ainsi en novembre 2012 un appel d'offres pour la concession du second terminal à conteneurs. La mention selon laquelle « l'exploitation [...] se fera dans un cadre concurrentiel, notamment avec le premier terminal à conteneurs »^{DCCXI}, est interprétée comme un souhait d'écartier le Français qui avait obtenu celui-ci de gré à gré. Or le dossier du groupe Bolloré est à nouveau retenu en mars 2013, suscitant de vifs remous au sein même du

gouvernement ivoirien. Jean-Louis Billon, ministre du Commerce, dénonce un « super monopole multiplié par deux »^{DCCXII}. Quant au principal concurrent de Bolloré, CMA-CGM, il crie au « coup d'État »^{DCCXIII}. D'aucuns d'imaginer que durant les deux voyages qu'il a effectués à Abidjan depuis la fin de la crise, Claude Guéant a su notifier à Ouattara que le choix d'un autre dossier ne serait pas apprécié à l'Élysée. Bolloré de son côté argue d'une offre plus compétitive, proposant les investissements les plus lourds.

La virulence du débat démontre en tout cas que les relations franco-ivoiriennes ne se sont pas encore totalement assagies. Parce que Gbagbo, comme il le dit lui-même, aurait été « arrêté sous les bombes françaises », Ouattara apparaît en négatif l'homme lige de la France, lui qui, lors de sa visite à Paris en janvier 2012, n'avait pas hésité à lancer au MEDEF : « La Côte d'Ivoire est une terre d'opportunités, elle a besoin de vos talents, de votre savoir-faire. » L'hypothèse d'une rechute de Françafrique perd toutefois beaucoup de sa pertinence au regard des situations vécues par les Français aux deux extrémités du pouvoir et de la géographie. D'un côté, au cœur de la Côte d'Ivoire, les ressortissants français sont loin d'être traités comme des privilégiés. Les titres de séjour sont ainsi plus difficiles à obtenir et les PME sont la cible de tracasseries administratives. « La pression est parfois supérieure à celle d'avant la crise, note le fondateur de l'une d'elles. Les agents du fisc les questionnent sur les transactions opérées pendant la crise en écartant volontairement les contraintes liées à l'arrêt total des activités bancaires et en leur faisant reproche d'avoir effectué des paiements en espèces ! »^{DCCXIV}. À l'autre extrémité, dans les allées du pouvoir français, le retour de la Françafrique ne doit pas être jugé trop vigoureux puisque la nouvelle majorité de gauche, qui en a fait l'un de ses chevaux de bataille pendant la campagne présidentielle, se montre prodigue avec le président ivoirien. Le 25 juillet 2012, celui qui a été souvent présenté comme l'« ami de Sarkozy » est reçu avec d'excellentes nouvelles à l'Élysée par celui qui l'a battu. 3,76 milliards d'euros de dettes – soit 99,5 % de ce qui était dû par la Côte d'Ivoire – sont annulés. Le 1^{er} décembre, le pays ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, un contrat de désendettement-développement (C2D)⁸ est également signé par le ministre de l'Économie français, Pierre Moscovici, et le nouveau Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan, d'un montant « exceptionnel », aux dires du premier, de 630 millions d'euros sur trois

ans, pour des projets dans la santé, l'agriculture, l'éducation, les infrastructures, la justice et le développement urbain. « La France est à vos côtés », certifie le Français. Le FMI aussi, qui salue un boom de croissance en 2012 à 8 %, qui est certes avant tout le rattrapage de la chute de 6,3 % en 2011.

Ouattara et les siens se tromperaient si, un peu trop influencés par leurs passages au sein des institutions internationales, ils se reposaient uniquement sur le retour de la prospérité. Il leur faut impérativement réfléchir à une meilleure redistribution des richesses, ce qui suppose une remise en cause du fonctionnement de l'État et du partage du pouvoir jusqu'aux plus bas niveaux. Or, seuls jusqu'à présent les vainqueurs ont été récompensés. Ouattara se doit d'élargir son assise en associant au pouvoir l'autre camp, d'une manière ou d'une autre. Militairement, il lui est indispensable de réformer intégralement les forces de sécurité car du mépris actuel des Ivoiriens pour les « corps habillés »⁹ découle une méfiance étendue à l'ensemble de l'État. La Côte d'Ivoire a démontré le chemin qu'il lui restait à accomplir en la matière en éprouvant les pires difficultés à fournir à la MISMA¹⁰ au Mali le bataillon qu'elle s'était empressée de promettre.

L'opération Serval a aussi rappelé l'intérêt pour la France de conserver des emprises en Afrique : Licorne fut avec Épervier la première à dépêcher des troupes à Bamako en janvier 2013. Faut-il les maintenir toutes, surtout lorsque les autorités locales, comme en Côte d'Ivoire, sont demandeuses, ou les regrouper, par exemple au Gabon, comme il était prévu ? Les experts sont divisés. Le pire serait que, par la faute d'une lecture seulement budgétaire ou idéologique, la France se détourne du continent au moment où l'Afrique et elle-même en ont le plus besoin. Les perspectives économiques, démocratiques et sociales y sont certaines comme beaucoup d'autres l'ont compris. Les Africains sont un peu revenus des Chinois qui ne savent pas, encore, s'adapter. Mais d'autres grandes puissances en devenir prennent leurs marques comme le Brésil qui a ouvert une douzaine d'ambassades dans la zone subsaharienne pendant la présidence Lula. Et quelle n'a pas été la stupeur en juin 2012 d'une délégation de 73 chefs d'entreprise français de se voir accueillir à l'aéroport par une immense banderole : « Bienvenue aux entrepreneurs turcs ! » ; *Turkish Airlines* inaugurerait en effet le même jour sa ligne Istanbul-Abidjan. « Un électrochoc pour nous ! témoigne celui qui la conduisait, Michel Roussin. Quand j'en ai

parlé à un ministre ivoirien, il m'a répondu, peu gêné, que les choses changeaient... »^{DCCXV}.

La Côte d'Ivoire pourrait être un cas d'école pour les nouvelles relations entre la France et l'Afrique. La première se doit d'oublier ce passé qui si souvent la paralyse ou la rend dédaigneuse quand la seconde aurait tout à gagner à ne plus tant attendre d'elle ou d'en faire mécaniquement la responsable de ses malheurs. L'élection présidentielle de 2015 dira, par sa bonne tenue ou la crise qu'elle déclenchera, si 2011 aura été un tournant ou une simple parenthèse. C'est l'histoire d'un scorpion qui veut traverser un fleuve. Ne sachant pas nager, il hèle un crocodile qui se méfie de sa piqûre. L'expérience leur dicterait de ne pas pactiser. Mais ils prennent le temps de discuter. Et ils réussissent à traverser. Car les deux ont compris l'intérêt de gagner l'autre rive.

1. Ceux qui l'accompagnent, capturés au *Golf Hotel* comme lui, doivent sans doute la vie au trinôme des forces spéciales françaises présent sur place qui, faisant preuve d'un courage inouï, ose s'interposer à lui seul, en tirant quelques rafales en l'air, face à une horde d'individus armés, avides de lynchage, et dont beaucoup n'ont plus tous leurs esprits.

2. Mais le même rapport rappelle aussi le bombardement au mortier d'Abobo par les forces de sécurité, ainsi que les crimes commis par la soldatesque libérienne à la botte de Gbagbo, à Bloléquin (à 80 kilomètres de Duékoué) fin mars. Des cas de viol sont recensés dans les deux camps.

3. Il y sera arrêté le 16 janvier 2013.

4. Commis entre décembre 2010 et avril 2011.

5. Sans que l'on sache si c'était pour sa consommation personnelle ou celle de ses proches.

6. Cinq d'entre eux sont arrêtés en mai.

7. Institut des hautes études de la défense nationale.

8. Par lequel la France s'engage en fait à réinvestir en Côte d'Ivoire ce que celle-ci rembourse dans le cadre de sa dette.

9. Appelés aussi les « corps à billets » pour leur corruption endémique.

10. Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine.

Bibliographie

- ALLIOT-MARIE Michèle, *Au cœur de l'État*, Plon, 2013
- BANÉGAS Richard, *France-Afrique, sortir du pacte colonial*, Karthala, 2007
- BANIAFOUNA Calixte, *Les Noirs de l'Élysée : Un palais pas comme les autres, Volume 1*, L'harmattan, 2010
- BLÉ KESSÉ Aldophe, *La Côte d'Ivoire en guerre, Le sens de l'imposture française*, L'harmattan, 2005
- BOUQUET Christian, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011
- CHARVIN Robert, *Côte d'Ivoire, La bataille de la seconde indépendance*, L'harmattan, 2011
- CHIRAC Jacques, *Le temps présidentiel, Mémoires*, Nil, 2011
- DJIÉ AHOUE, *Et si Alassane Ouattara n'avait pas gagné les élections ?*, L'harmattan, 2011
- DOGOU Alain, *Ma vérité sur le complot contre Laurent Gbagbo*, L'harmattan, 2012
- DOUADY Yohann, *D'une guerre à l'autre, De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan avec le 2^e RIMa*, Nimrod, 2012
- DU PARGE Agnès, *Parmi les rebelles, Carnets de route en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, 2003
- DUMAS Roland et Jacques VERGÈS, *Crimes et fraudes en Côte d'Ivoire*, Édite, 2011
- DUVAL Philippe, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012
- GBAGBO Laurent, *Côte d'Ivoire : Agir pour les libertés*, L'harmattan, 1991
- Côte d'Ivoire : Pour une alternative démocratique*, L'harmattan, 1983

GBAGBO Michel, *Côte d'Ivoire : Un air de changement*, CEDA/NEI, 2006

GLASER Antoine et SMITH Stephen, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005

Sarko en Afrique, Plon, 2008

GNANGUI Adon, *Côte d'Ivoire : 11 avril 2011, le coup d'État de trop de la France en Afrique*, L'harmattan, 2011

GOUNIN Yves, *La France en Afrique, Le combat des Anciens et des Modernes*, De Boeck, 2009

HAREL Xavier et HOFNUNG Thomas, *Le scandale des biens mal acquis*, La découverte, 2011

HOFNUNG Thomas, *La crise ivoirienne, De Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, La découverte, 2011

HUGEUX Vincent, *Les sorciers blancs, Enquête sur les faux amis français de l'Afrique*, Fayard, 2007

HUGO Franck et LOBJOIS Philippe, *Mercenaire de la République*, Nouveau monde, 2011

JAMINET François-Régis, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009

KOUDOU Claude, *Côte d'Ivoire quand ces grands pays et l'ONU nous mentent*, L'harmattan, 2011

Côte d'Ivoire, Pour un nouveau mode de coopération entre l'Afrique et la France, L'harmattan, 2005

LA SABLIERE (de) Jean-Marc, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013

LABERTIT Guy, *Adieu, Abidjan-sur-Seine !, Les coulisses du conflit ivoirien*, Autres temps, 2008

LAXAVE Jean-Christophe, *Café-sucre, Solution d'une guerre en Côte d'Ivoire ?*, L'esprit du livre, 2011

LE TOUBABOU, *Le millefeuille ivoirien : un héritage de contraintes*, L'harmattan, 2006

MAISONNEUVE Charles, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005

NEYRAC Georges, *Ivoire nue*, Jacob-Duvernet, 2005

ONANA Charles, *Côte d'Ivoire, Le coup d'État*, Duboiris, 2011

PÉAN Pierre, *La République des mallettes*, Fayard, 2011

PESNOT Patrick, *Les dessous de la Françafrique*, Nouveau monde, 2011

RUEFF Judith, *Côte d'Ivoire, Le feu au pré carré*, Autrement, 2004

SAINT-IRAN Jean, *Les cent semaines*, Privé, 2005

SÉHOUÉ Germain, *Le Commandant invisible raconte la bataille d'Abidjan*, L'harmattan, 2012

SORO Guillaume, *Pourquoi je suis devenu un rebelle*, Hachette littératures, 2005

STARCKMANN Georges, *Noir canon, Mémoires d'un marchand d'armes*, Ellébore, 2011

VARENNE Leslie, *Abobo-la-guerre, Côte d'Ivoire : terrain de jeu de la France et de l'ONU*, Mille et une nuits, 2012

Remerciements

Une fois n'est pas coutume, je commencerai par celui qui m'a soufflé l'idée de ce livre, un soir, au sortir d'une discussion libyenne. Il pensait que le sujet « valait le coup ». Je ne le croyais pas. Il avait bigrement raison... À l'heure où il a quitté le monde de la parole pour celui du silence, je lui adresse à la fois mes remerciements pour le soutien, vigilant, qu'il n'a eu de cesse d'apporter à mes recherches, et un salut très amical.

Ce genre de livres ne peut être écrit sans l'accord, et la participation, des principaux intervenants, du sommet de l'État, où les décisions sont prises, au théâtre d'opérations, où elles sont appliquées. Je leur suis infiniment reconnaissant d'avoir bien voulu, une nouvelle fois, me témoigner leur confiance. Que soient donc remerciés le plus chaleureusement (avec mention des postes occupés au moment de la crise de 2010-2011) :

À l'Élysée, le secrétaire général Claude Guéant, le conseiller diplomatique Jean-David Levitte, le conseiller Afrique André Parant, le chef d'État-Major particulier du président de la République, le général d'armée Benoît Puga, ainsi que les précédents conseillers Afrique, Bernard Diguët et Michel de Bonnacorse,

Au Quai d'Orsay, le directeur Afrique, Stéphane Gompertz,

Au ministère de l'Économie et des Finances, Christophe Bonnard et Rémy Rioux,

À l'État-Major des armées :

– Le chef d'État-Major des Armées, l'amiral Édouard Guillaud, et ses prédécesseurs, les généraux d'armée Henri Bentégeat et Jean-Louis Georgelin (actuel grand chancelier de l'ordre de la Légion d'Honneur),

– Le sous-chef Opérations, l'amiral Bernard Rogel (actuel chef d'état-major de la marine), et ses prédécesseurs, le général Jean-Patrick Gaviard et le vice-amiral Patrick Hébrard,

– L’attaché de défense à Washington, le général Gratien Maire (actuel sous-chef Relations internationales),

– Le chef du CPCO, le général Didier Castres (actuel sous-chef opérations) et le colonel Patrick de Vathaire, chef de la cellule Afrique,

– Le chef de la cellule Communication, le colonel Thierry Burkhard, et son adjoint, le colonel Pascal Georgin,

Le général Denis Mercier, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense (actuel chef d’état-major de l’armée de l’air), et l’un de ses prédécesseurs, le vice-amiral François Dupont,

Chez les forces spéciales, le général Christophe Gomart, GCOS (actuel directeur du renseignement militaire), et le colonel Serge N. qui commandait le détachement en Côte d’Ivoire,

Le général Didier Bolelli, directeur du renseignement militaire (actuellement inspecteur général de l’armée de terre),

Le général Gilles Desclaux, commandant des opérations aériennes, et le général Yann Pertuisel, commandant de l’ALAT,

Le colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier, commandant le 16^e BC, Pour l’ambassade de France à Abidjan :

– Les ambassadeurs Gildas Le Lidec, André Janier et Jean-Marc Simon,

– L’attaché de défense, le colonel Pierre Héry,

– Le capitaine du GIGN Jacques Servat,

Les anciens ambassadeurs de France au Nigéria, Jean-Michel Dumond (actuel chef de la délégation de l’UE en RDC), et au Burkina Faso, Maurice Portiche,

Pour Licorne :

– *Primus inter pares* : le général Jean-Pierre Palasset, et ses prédécesseurs, les généraux Emmanuel Beth et Henri Poncet,

– À l’état-major, le colonel Philippe Troistorff,

– Au Batlic, le colonel Christophe Hintzy, le lieutenant-colonel Régis A., les capitaines Robin G., Pierre-Erwan G. et Sylvain D.,

– Tous les officiers du 1^{er} RHC qui, derrière leur chef de corps le colonel Frédéric Barbry, et le lieutenant-colonel Stéphane G. qui commandait le DETALAT en 2011, m’ont réservé à Phalsbourg le meilleur des accueils,

– Le lieutenant-colonel Philippe Leclercq, chef du groupement II/6 de gendarmerie mobile,

Les officiers passés par la Côte d'Ivoire au fil des années : le colonel Bertrand Bohineust, le colonel Luc Courcelle, le lieutenant-colonel Hubert D., le colonel Frédéric Pince, le général Jean-Paul Thonier, le lieutenant-colonel Pierre V.,

Le colonel Charles de Kersabiec, commandant du 43^e BIMa lors de la crise de 2002,

Enfin, ma plus vive reconnaissance à Michel Rocard, ancien Premier ministre, à Pierre Mazeaud, ancien président du Conseil constitutionnel, à Michel Roussin, ancien ministre, à Jean-Paul Benoît, à Robert Bourgi, au capitaine Jean-Philippe Brisse, au général Pierre-Jacques Costedoat, au capitaine de vaisseau Philippe Ebanga (actuel chef du Sirpa marine), à Grégoire, à Hadi, à Alain Juillet, aux expatriés français à Abidjan qui ont bien voulu me faire partager leurs souvenirs et à tous ceux, militaires, diplomates, hauts-fonctionnaires, dont je n'ai, hélas ! pas le droit de citer le nom.

Je ne saurais oublier Marc Larivé et Jean-Daniel Verhaeghe pour leur enthousiasme et leur accueil dans cette nouvelle maison, le si regretté Anthony Rowley dont les conseils continuent à guider mes recherches et ma plume, ma famille, Margaret Lynchburg et la redou-table Harmattane qui a déjà tout compris des relations de pouvoir...

Index

- A., Joël : 154
A., Régis : 208, 264, 287, 288, 322, 326, 327, 372, 376, 383, 384, 389
Abidi, Zahra : 308
Adeossi, Raoul : 333
Agré, Bernard : 39
Alliot-Marie, Michèle : 46, 101, 104, 132, 149, 154, 155, 157, 160, 240, 245, 248
Allou, Eugène : 97, 205
Al-Mustapha, Koné : 98
Annan, Kofi : 98, 139
Araud, Gérard : 298, 391
Ashton, Catherine : 249
Aurillac, Michel : 31
- B., Christophe : 154
Bahi, Patrice : 49
Bakayoko, Soumaïla : 69, 72, 174
Bakayoko, Youssouf : 190, 215
Balladur, Édouard : 17, 106
Bamba, Nadiana (dite Nady) : 41, 115, 202
Bamba, Youssouf : 242, 256
Ban, Ki-moon : 175, 222, 236, 249, 255, 285, 320, 325, 329, 335, 394
Banny, Charles Konan : 35, 168, 170, 174, 395
Baré Maïnassara, Ibrahim : 31
Barril, Paul : 81
Bédié, Henri Konan : 14, 18, 35, 98, 113
Belkiri, Alain : 24
Benoit, Jean-Paul : 18, 40, 41, 219, 251, 252, 295, 367, 409

Bentégeat, Henri : 13, 113, 407, 412
Berçot, Jean-Pierre : 163
Béréna, Gnakoudè : 289, 321, 345, 347
Beth, Emmanuel : 63, 104, 303, 408
Billon, Jean-Louis : 253, 399
Biya, Paul : 22
Bockel, Jean-Marie : 180
Boga Doudou, Émile : 36, 49
Bohineust, Bertrand : 122, 409
Boisbouvier, Christophe : 300
Boka Yapi, Laurent : 33
Bolelli, Didier : 302, 408
Bolloré, Vincent : 109, 210, 398
Bombet, Émile Constant : 35
Bongo, Omar : 19, 98, 120, 160
Boni Yayi, Thomas : 250
Bonnard, Christophe: 245, 257, 281, 293, 407
Bonnecorse (de), Michel: 40, 47, 55, 79, 91, 95, 109, 123, 124, 130, 159,
209, 407
Bonnel, Philippe : 48
Bourgi, Robert: 31, 39, 41, 78, 88, 94, 97, 103, 180, 181, 196, 210, 409
Bouygues, Martin: 19, 165, 210, 398
Brito, José : 297
Bro-Grébé, Geneviève : 76
Bruguière, Jean-Louis : 184
Burkhard, Thierry : 317, 408

C., Régis : 154
Cambadélis, Jean-Christophe : 194
Carter III, Phillip : 222
Castres, Didier : 200, 233, 248, 263, 301, 302, 312, 315, 331, 342, 368, 369,
373, 378, 408
Cazé, Jean-François : 184
Ceausescu, Nicolae : 308
Cesareo, Antoine : 24
Chafi, Moustapha : 74
Charette (de), Hervé : 36

Chesnot, Georges : 159
Chirac, Jacques : 13, 18, 21–29, 29, 30, 32, 36, 37, 39–41, 47, 52, 55, 73, 76, 77, 93–95, 98, 101, 103, 104, 108, 110, 111, 124, 125, 129, 130, 136–138, 141, 156, 162, 166, 167, 180, 393, 403
Choi, Young-Jin: 175, 186, 200, 212, 215, 236
Clement-Bollée, Bruno : 174
Clinton, Hillary : 237, 255, 390
Compaoré, Blaise : 20, 33, 50, 175, 189, 303
Compaoré, Jean-Baptiste : 258
Condé, Alpha : 235, 376
Coulibaly, Gervais : 190
Coulibaly, Ibrahim (dit IB) : 69, 394
Coulibaly, Issa Malick : 202
Coulibaly, Ousmane (dit Ben-Laden): 198
Courcelle, Luc : 67, 73, 409

D., Hubert : 86, 409
D., Sylvain: 285, 300, 317, 322, 323, 352, 353, 364, 374, 377, 379, 382, 385, 388, 408
Dacko, David : 114
Dacoury, Richard : 76
Dacoury-Tabley, Philippe-Henri: 99, 257, 258, 398
Dary, Bruno : 120
Dati, Rachida : 184
Dauphin, Claude : 172
Davis, Lanny : 255
Debray, Régis : 35
Debré, Bernard : 46
Déby, Idriss : 313, 320, 357
Defferre, Gaston : 22
Delapalme, Nathalie : 90, 98, 167
Delort, Jacques : 13
Denard, Bob : 81
Desclaux, Gilles : 331, 408
Destremau, Patrick : 147–150, 153
Diabaté, Henriette : 98, 99
Diarra, Seydou : 34, 93, 95, 98, 102, 103, 109, 113, 166, 216

Diby, Charles Koffi : 244, 392
Diguët, Bernard : 16, 20, 22, 23, 25, 35, 66, 407
Diouf, Abdou : 24, 39
Djédjé, Alcide : 188, 195, 211, 236, 280, 334, 338, 343, 344, 373, 386
Djué, Eugène : 75, 170
Dogbo Blé, Bruno : 333
Doh, Félix : 82, 86
Dos Santos, José Eduardo: 179, 279, 303
Doué, Mathias : 49, 62, 121, 150
Du Parge, Agnès : 100, 403
Dumas, Roland : 254, 403
Dumond, Jean-Michel : 246, 408
Duncan, Daniel Kablan : 16, 29, 98, 400
Dupont, François : 41, 43, 54, 73, 157, 408
Dupuch, Michel : 23, 25, 28, 29, 40
Duval, Philippe : 125, 134, 164, 194, 403

Ebanga, Philippe : 64, 296, 409
Emmanuelli, Henri : 143, 237
Espy, Michael : 255
Esso Boko, François Akila : 132
Étienne, Philippe : 183
Eyadéma, Gnassingbé : 22, 39, 79, 84, 108, 195

Fabius, Laurent : 43, 45
Falcone, Pierre : 179
Fall, Abdoulaye : 116
Favier, Denis : 333
Fillon, François : 343, 393
Foccart, Jacques : 23, 31, 32, 47
Fofana, Losseni (dit Loss): 198, 199, 232
Folloroux, Loïc : 260
Furtwengler, Philippe : 140

G., Pierre-Erwan : 207, 209, 218, 221, 232, 261, 262, 266, 267, 317, 326,
337, 353, 371, 372, 374–387, 389, 398, 408

G., Robin : 207–209, 218, 232, 261, 265, 266, 286, 288, 318, 325–327, 353, 363, 364, 371, 374, 376–380, 383, 408
G., Stéphane : 264, 273, 305, 306, 332, 334, 335, 337, 340, 341, 355, 362, 369, 375, 409
Gadio, Cheikh Tidiane : 79
Gaviard, Jean-Patrick : 52, 56, 57, 63, 64, 408
Gbagbo, Jeannette : 75, 100, 106
Gbagbo, Laurent : 16, 21, 31–33, 38, 43, 45, 46, 49, 54, 73, 88, 97, 98, 101, 110, 120, 124, 168, 170, 181, 209, 236, 237, 239, 251, 257, 329, 352, 385, 389, 390, 403, 404
Gbagbo, Michel : 404
Gbagbo, Paul Koudou : 106
Gbagbo, Simone : 16, 49, 89, 90, 101, 105, 159, 164, 217, 307, 343, 348
Georgelin, Jean-Louis : 407, 415
Girardin, Brigitte : 168, 170, 181
Glaser, Antoine : 49, 300, 404, Gnagbé, Kragbé : 15
Gnandouillet, Ange : 135
Gompertz, Stéphane : 187, 211, 222, 224, 235, 255, 256, 407
Gossio, Marcel : 172, 236
Gross, Marcel : 195
Guéant, Claude : 165, 180, 181, 187, 189, 209–211, 257, 399, 407
Guéhenno, Jean-Marie : 111
Guéï, Robert : 30, 31, 49, 72
Gueu, Michel : 69, 72
Guiai Bi Poin, Georges : 153, 197
Guillaud, Édouard : 378, 407

Habyarimana : 179
Hafiz, Abdul : 193, 198, 256, 289
Hamon, Benoît : 386
Hébrard, Patrick : 13, 408
Hélène, Jean : 107, 108
Héry, Pierre : 62, 211, 408
Hintzy, Christophe : 206, 389, 408
Hofnung, Thomas : 83, 291, 404
Hollande, François : 102, 295
Houdin, Bernard : 194

Houphouët-Boigny, Félix : 14, 15, 404

Ibn Chambas, Mohamed : 235

Inhofe, James : 255

Irastorza, Elrick : 161, 169

Jaminet, François-Régis : 128, 404

Janier, André : 167, Jany, Jean-Claude : 122

Joana, Michel : 104

Johnson Sirleaf, Ellen : 180, 311

Jonathan, Goodluck : 237, 246

Jospin, Lionel: 13, 21, 22, 28, 29, 39, 47

Josselin, Charles : 14, 28, 34, 41, 43–45

Joubert, Bruno : 168

Juillet, Alain : 25, 49, 74, 184, 409

Julia, Didier : 159

Juppé, Alain : 248, 296, 324, 343, 357, 378

Kabila, Joseph : 78, 276

Kacou Diagou, Jean : 253

Kadet Bertin : 77, 102, 197

Kadhafi, Mouammar : 74, 103, 228, 235, 271, 296, 298, 304, 331, 368

Kassaraté, Édouard : 150

Kassoum, Bamba : 115

Kelche, Jean-Pierre : 13, 53, 63, 73

Kérékou, Mathieu : 282

Kersabiec (de), Charles : 26, 30,

Khoury, Joseph : 253

Kieffer, Guy-André : 112, 184

Kipré, Pierre : 190, 246

Klotz, Martin : 116

Konan, Boniface : 66

Konaré, Alpha Oumar : 44

Konaté, Navigué : 76

Konaté, Sidiki : 71

Koné, Gaoussou (dit Jah Gao) : 198

Koné, Messamba : 72

Koné, Moussa : 72
Koné, Zacharia : 72, 82, 129, 389
Koré, Moïse : 38, 211
Koroma, Ernest : 250
Kouadio-Ahoussou, Jeannot : 396
Kouakou, Fofié : 116, 170, 198
Kouassi, Moïse Lida : 44
Kouassi, Patrice : 297
Kouchner, Bernard : 181
Koulibaly, Mamadou : 38, 96, 152, 158, 396
Kufuor, John : 44
Kullmeyer : 57

L., Julien : 323
La Sablière (Rochereau de), Jean-Marc : 111, 139, 158, 171, 172, 173, 404
Labertit, Guy : 37, 49, 229, 237, 320, 404
Lacarrière, Michel : 25
Lacaze, Jeannou : 81
Lafont, Frédéric : 279
Lagarde, Christine : 245, 392
Lang, Jack : 194
Larouzière-Montlosier (de), Geoffroy : 207, 262, 397, 408,
Le Lidec, Gildas : 78, 93, 101, 105, 120, 135, 137, 149, 161, 163, 204, 408
Le Pen, Jean-Marie : 46, 111, 180, 255
Le Roy, Alain : 249, 285, 289, 357
Lecerf, Antoine : 193
Leclercq, Philippe : 204, 206, 274, 409
Legré, Michel : 184
Lemair, Maximilien : 253
Lemierre, Jean : 245
Lesquen (de), Jacques : 183
Levitte, Jean-David : 174, 179, 180, 187, 225, 227, 228, 234, 235, 244, 259,
278, 293, 298, 300, 342, 343, 356, 373, 391, 392, 394, 407
Lévy, Bernard-Henri : 35
Lissouba, Pascal : 21
Lombardo, Liliana : 164
Loncle, François : 237

Longuet, Gérard : 320, 329, 368
Lott, Francis : 14, 28, 36, 164

M'Bra : 377

Mahé, Firmin : 160

Maisonneuve, Charles : 147, 404

Malacrino, Dominique : 81

Malaussène (de), Renaud : 160

Malbrunot, Christian : 159

Mallam Wanké, Daouda : 31

Mambé, Robert Beugré : 188, 189, 190

Mangou, Philippe : 108, 136, 174, 193, 197, 198, 230, 231, 307, 343,

Marconnet, Patrick : 58, 61, 63, 64, 68

Marenches (de), Alexandre : 25

Margerie (de), Christophe : 245

Massip, Isabelle : 249

Mazeaud, Pierre : 94–97, 409

Mbeki, Thabo : 63, 165, 167, 254

Mercier, Denis : 156, 367, 368, 389, 408

Messmer, Pierre : 23

Mignard, Jean-Pierre : 295, 367

Miterrand, François : 22, 37, 319, 345, 370, 373

Miterrand, Jean-Christophe : 22

Mizon, Loïc : 374

Mobutu, Joseph-Désiré : 276

Montoya, Robert : 116, 158, 279

Morin, Hervé : 181

Moscovici, Pierre : 236, 400

Mugabe, Robert : 117, 257, 293

N., Serge : 191, 192, 200, 301, 315, 318, 350, 351, 355, 358–362, 385, 408

N'Guessan, Pascal Affi : 82, 216, 241

Nairay, Guy : 24

Negroponte, John : 103

Ney, Jean-Paul : 184

Noriega, Manuel : 251

Obasanjo, Olusegun : 63, 139, 187, 276
Obiang Nguema Mbasago, Teodoro: 342
Odein Ajumogobia, Henry : 251
Odinga, Raila Amolo : 253
Okamura, Yoshifuri : 7, 16, 17, 31, 72, 210, 216, 244, 273, 320, 386, 393,
403
Ouattara, Morou (dit Atchengué) : 198
Ouattara, Zoumana (dit Zioua) : 198
Oudéa, Frédéric : 245
Ouégnin, Georges : 31, 32
Oueï, Patrice : 135
Ousmane, Chérif : 37, 68, 69, 72, 74, 90, 302, 305

P., François : 267
Palasset, Jean-Pierre : 191–193, 197, 198, 200, 202, 203, 205, 206, 218,
219, 221, 230, 231–233, 248, 249, 259, 261, 262, 263–274, 280, 285,
286, 289, 290, 292, 301, 306, 313, 315, 316–319, 321, 327, 333, 335,
337, 338, 345, 348, 350–353, 355, 356, 358, 360, 363, 364, 368, 371,
373–376, 378, 379, 385, 386, 391, 392, 397, 408
Palenfo, Lassana : 32, 35
Pandian, Chelliah : 333
Patassé, Ange-Félix : 21
Perriard, Roger : 24
Pertuisel, Yann : 330, 408
Peyindexitte, Alain : 21
Pince, Frédéric : 51, 58, 63, 65, 409
Ping, Jean : 280, 294
Pires, Pedro : 250
Poncet, Henri: 57, 113–116, 119–123, 126, 127, 129, 136, 139, 143–145,
147, 149, 150, 152, 154, 155, 158, 160, 161, 164, 408
Portiche, Maurice : 20, 33, 50, 51, 408
Powell, Colin : 111
Prouteau, Christian : 158
Puga, Benoît : 53, 58, 59, 122, 181, 216, 234, 235, 299, 302, 307, 358, 367,
368, 373, 387, 391, 407

Ract-Madoux, Bertrand : 108

Raincourt (de), Henri : 346
Ralston, Joseph : 57
Render, Arlene : 120
Revel (de), Luc : 138, 145
Richard, Alain : 113
Richard, Stéphane : 245
Richoufftz (de), Emmanuel : 104, 105
Rioux, Rémy : 243, 244, 257, 258, 282, 393, 407
Robertson, Pat : 254
Rocard, Michel : 201, 409
Rogel, Bernard : 13, 408
Roussin, Michel : 21, 25, 39, 401, 409
Rumsfeld, Donald : 58, 111

S., Zlatko : 318
Saint-Quentin (de), Grégoire : 312
Sarkozy, Nicolas : 40, 103, 168, 174, 179, 180, 181, 187, 191, 196, 210–
212, 225, 228, 234, 237, 239, 241, 245, 254, 256, 259, 278–280, 293,
294, 299, 299, 314, 320, 32, 325, 329, 335, 346, 356, 357, 368, 391, 394,
396, 398
Saussez, Thierry : 195
Savimbi, Jonas : 303
Schori, Pierre : 175
Seck, Ahmedou : 201
Seka Yapo, Anselme : 38, 100
Séri, Théodore : 110
Servat, Jacques : Sia Popo, Prosper : 51
Sidibé, Fodé Moussa : 80
Signate, Ibrahima : 11
Simon, Jean-Marc : 187, 205, 215, 216, 220, 224, 227, 235, 240, 275, 276,
292, 306, 315, 319, 332, 334, 337, 408
Simon-Michel, Jean-Hugues : 78
Smahin, Barys : 133
Smith, Stephen : 49, 139, 404
Soro, Guillaume : 71, 72, 88, 90, 96, 98, 105, 112, 113, 128, 172, 187, 194,
224, 229, 230, 245, 282, 302, 394, 395, 405
Souquière, Laurent : 352

Stoudmann, Gérard : 175
Sushkin, Yuri : 133

Tagro, Désiré : 219, 307, 342, 373, 388
Taylor, Charles : 107, 123
Teinturier, Brice : 196
Thonier, Jean-Paul : 114, 409
Tidjani, Assani : 79
Toussaint, Alain : 50, 324, 328
Traoré, Dramane (dit Touba) : 198
Troistorff, Philippe : 206, 355, 408
Tuo Fozié : 37, 58–60, 68, 70–72, 74, 88, 90, 302, 305

V., Pierre : 409
Valentini, Jean-Pierre : 172
Vathaire (de), Patrick : 408
Védrine, Hubert : 34, 36, 41
Vergès, Jacques : 254, 403
Vétcho (Hervé Pélikan Touré) : 198, 377, 385, 387
Vignal, Renaud : 44, 51, 65, 75, 77, 79, 156
Villepin (de), Dominique : 32, 39, 41, 46, 52, 77, 81, 89–91, 94, 95, 98, 99,
101, 103, 106, 162, 167, 181
Vimont, Pierre : 162

Wade, Abdoulaye : 99, 190
Walker, Lannon : 36
Wa Mutharika, Bingu : 236
Ward, Anthony : 83
Wattao (Ouattara Issiaka) : 198, 199, 305, 320, 357
Woillemont (de), François-Xavier : 147

Yao N'Dré, Paul : 223, 394

Zaga-Zaga, Zuma, Jacob: 37

Notes

Derrière la vitrine, un crocodile et un scorpion

^I *La politique de sécurité de la France en Afrique*, Sous la direction de Pierre Pascallon et Pascal Chaigneau, L'harmattan, 2004

^{II} Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011

I. La Françafrique bogue à l'an 2000

^{III} Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur

^{IV} Témoignage du vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard recueilli par l'auteur

^V Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur

^{VI} Témoignage de Bernard Diguët recueilli par l'auteur

^{VII} Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011

^{VIII} Thomas Hofnung, *La crise ivoirienne, De Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, La découverte, 2011

^{IX} Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny, La fin et la suite*, Karthala, 2010

^X <http://www.rfi.fr/afrique/20101126-alassane-ouattara-infatigable>

^{XI} Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur

^{XII} Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur

^{XIII} Témoignage recueilli par l'auteur

^{XIV} <http://www.france24.com/fr/20101022-ivoirite-grande-absente-campagneelectorale-presidentielle-cote-ivoire-gbagbo>

^{XV} Témoignage de Bernard Diguët recueilli par l'auteur

^{XVI} Témoignage de Maurice Portiche recueilli par l'auteur

- ^{xvii} Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011
- ^{xviii} Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur
- ^{xix} *Les cahiers de L'Express*, « Les secrets de la Françafrique », mai 2013
- ^{xx} Antoine Glaser et Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005
- ^{xxi} Témoignage de Bernard Diguët recueilli par l'auteur
- ^{xxii} Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur
- ^{xxiii} Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur
- ^{xxiv} Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur
- ^{xxv} Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- ^{xxvi} Témoignage recueilli par l'auteur
- ^{xxvii} Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- ^{xxviii} Témoignage recueilli par l'auteur
- ^{xxix} Témoignage recueilli par l'auteur
- ^{xxx} Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- ^{xxxi} Témoignage du vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard recueilli par l'auteur
- ^{xxxii} Article du 11 février 2000
- ^{xxxiii} Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- ^{xxxiv} Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011
- ^{xxxv} Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur
- ^{xxxvi} Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur
- ^{xxxvii} Témoignage de Maurice Portiche recueilli par l'auteur
- ^{xxxviii} <http://www.bowoulankro.com/wpress2/?p=27>
- ^{xxxix} Article du *Figaro* du 20 octobre 2010
- ^{xl} Témoignage de Bernard Diguët recueilli par l'auteur
- ^{xli} Article du *Figaro* du 27 octobre 2010
- ^{xlii} Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur
- ^{xliiii} Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur
- ^{xliv} Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
- ^{xlv} Témoignage recueilli par l'auteur
- ^{xlvi} Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur
- ^{xlvii} Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur

- XLVIII Article du *Figaro* du 3 mai 2001
XLIX Article du *Figaro* du 20 octobre 2010

II. La Licorne dans le marigot

- L Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur
LI Article du *Figaro* du 6 juin 2001
LII Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011
LIII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
LIV Tribune du *Figaro* du 25 novembre 2000
LV Lire l'ouvrage de référence de Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011
LVI Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005
LVII Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
LVIII Témoignage du vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard recueilli par l'auteur
LIX Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
LX <http://www.liberation.fr/monde/0101425595-un-reglement-de-comptesdeguisse>
LXI Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005
LXII <http://www.liberation.fr/monde/0101425730-ouattara-accuse>
LXIII Témoignage de Maurice Portiche recueilli par l'auteur
LXIV Témoignage du colonel Frédéric Pince recueilli par l'auteur
LXV Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur
LXVI <http://www.liberation.fr/evenement/0101426351-la-france-s-engage-areculons>
LXVII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
LXVIII Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
LXIX Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur
LXX Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
LXXI Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
LXXII Article du *Figaro* du 23 septembre 2002
LXXIII Article du *Figaro* du 25 septembre 2002
LXXIV Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

- LXXV <http://www.nato.int/docu/speech/2002/s020925c.htm>
- LXXVI Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- LXXVII Agnès Du Parge, *Parmi les rebelles, Carnets de route en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, 2003
- LXXVIII Témoignage recueilli par l'auteur
- LXXIX Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- LXXX Article du *Figaro* du 15 octobre 2002
- LXXXI <http://www.liberation.fr/monde/0101426515-paris-envoie-des-renforts>
- LXXXII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- LXXXIII <http://archives.cnn.com/2002/WORLD/africa/09/25/ivory.coast/index.html>
- LXXXIV Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur
- LXXXV <http://www.nytimes.com/2002/10/01/world/ethnic-clenched-misrule-in-ivory-coast.html>
- LXXXVI Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur
- LXXXVII Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur
- LXXXVIII Témoignage du capitaine de vaisseau Philippe Ebanga recueilli par l'auteur
- LXXXIX Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur
- XC Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- XCI Témoignage du colonel Frédéric Pince recueilli par l'auteur
- XCII <http://www.liberation.fr/monde/01012311643-quand-ouattara-etaitchez-moi>
- XCIII Témoignage de Bernard Digué recueilli par l'auteur
- XCIV Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur
- XCv Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur
- XCvi Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur
- XCvii <http://www.liberation.fr/evenement/0101426352-trois-cles-pour-comprendre-la-crise-actuelle>
- XCviii Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle*, Hachette Littératures, 2005
- XCIX <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN19013voyagselleb0/actualiteafriquevoyage-aux-pays-des-rebelles.html>
- C Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur

- CI Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011
- CII Témoignage recueilli par l'auteur
- CIII Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur
- CIV Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011
- CV Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur
- CVI Antoine Glaser et Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005
- CVII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
- CVIII Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
- CIX Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
- CX Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012
- CXI Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur
- CXII Témoignage recueilli par l'auteur
- CXIII <http://www.liberation.fr/monde/0101428255-la-quete-d-armes-de-gbagbo>
- CXIV Article du *Figaro* du 16 décembre 2002
- CXV « Comment Taylor a profité des armes destinées aux FANCI - Où et comment les armes ont été achetées - Le coût des commandes passées - Voici celui qui a servi d'intermédiaire », Article de *L'Inter* du 11 juin 2003
- CXVI <http://www.liberation.fr/monde/0101432474-sursaut-de-guerre-en-cote-divoire>
- CXVII Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur
- CXVIII Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire, Le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011
- CXIX Calixte Baniafouna, *Les Noirs de l'Élysée : Un palais pas comme les autres*, Volume 1, L'harmattan, 2010
- CXX Thomas Hofnung, *La crise ivoirienne, De Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, La découverte, 2011
- CXXI <http://www.liberation.fr/tribune/0101434877-cote-d-ivoire-eternel-reflexe-colonial>
- CXXII Témoignage du lieutenant-colonel Hubert D. recueilli par l'auteur
- CXXIII <http://www.liberation.fr/monde/0101435486-francais-et-rebelles-s-exploquent>
- CXXIV Témoignage du lieutenant-colonel Hubert D. recueilli par l'auteur
- CXXV Une partie des combats de Duékoué ont été filmés par une équipe de télévision embarquée avec le 2^e REP: <http://www.youtube.com/watch?>

v=G6M0huxTE6I

CXXVI <http://www.nytimes.com/2002/12/26/world/ivory-coast-s-raging-conflict-draws-france-in.html>

CXXVII Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005

CXXVIII Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur

CXXIX Article du *Figaro* du 4 janvier 2003

CXXX Article du *Figaro* du 6 janvier 2003

CXXXI Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur

III. Essai non transformé

CXXXII Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur

CXXXIII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CXXXIV Témoignage du colonel Luc Courcelle recueilli par l'auteur

CXXXV Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur

CXXXVI Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005

CXXXVII Témoignage de Pierre Mazeaud recueilli par l'auteur

CXXXVIII <http://www.liberation.fr/monde/0101437518-lassane-ouattara-remis-enselle-a-marcoussis>

CXXXIX Témoignage de Pierre Mazeaud recueilli par l'auteur

CXL <http://www.liberation.fr/monde/0101437976-violente-offensive-en-cote-d-ivoire>

CXLI Témoignage de Pierre Mazeaud recueilli par l'auteur

CXLII <http://www.liberation.fr/monde/0101438311-la-paix-ivoirienne-de-marcoussis>

CXLIII Témoignage de Pierre Mazeaud recueilli par l'auteur

CXLIV Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur

CXLV Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011

CXLVI Il a fait le récit détaillé des discussions : <http://mpcicoteivoire.free.fr/archives/societe/022003/soc1722003141448.html>

CXLVII Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur

CXLVIII Témoignage recueilli par l'auteur

CXLIX Agnès Du Parge, *Parmi les rebelles, Carnets de route en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, 2003

CL

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN30033gbagbiomtee0/actualiteafriquegbagbo-ouattara-compaore-soro-simone-et-moi.html>

CLI Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CLII <http://www.liberation.fr/monde/0101438655-paris-rappelle-gbagbo-a-l-ordre>

CLIII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

CLIV

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN30033gbagbiomtee0/actualiteafriquegbagbo-ouattara-compaore-soro-simone-et-moi.html>

CLV Jean-Marc de La Sablière, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013

CLVI Article du *Figaro* du 7 février 2003

CLVII <http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/L-avocat-Robert-Bourgi-raconte-comment-il-a-convoye-jusqu-a-l-Elysee-les-millions-des-chefs-d-Etat-africains-interview-387001>

CLVIII Article du *Figaro* du 22 février 2003

CLIX Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CLX « L'ambassadeur de France roule-t-il pour Gbagbo ? » (Article du *Temps* du 14 mai 2003)

CLXI Témoignage recueilli par l'auteur

CLXII Témoignage du colonel Charles de Kersabiec recueilli par l'auteur

CLXIII Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur

CLXIV Thomas Hofnung, *La crise ivoirienne, De Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, La découverte, 2011

CLXV Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CLXVI Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur

CLXVII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CLXVIII Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Côte d'Ivoire de novembre 2005 (http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2005/699)

CLXIX <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/cote-d-ivoire/la-france-et-la-cote-d-ivoire/>

CLXX <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/cote-d-ivoire/la-france-etla-cote-d-ivoire/>

CLXXI Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CLXXII Article du *Figaro* du 6 février 2004

CLXXXIII <http://www.liberation.fr/evenement/0101477285-chirac-et-gbagborenouent-a-l-elysee>
CLXXXIV Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
CLXXXV Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
CLXXXVI Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
CLXXXVII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
CLXXXVIII Interview dans le *Figaro* du 19 octobre 2004
CLXXXIX Interview dans le *Figaro* du 19 octobre 2004
CLXXX Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005
CLXXXI <http://www.liberation.fr/evenement/0101508388-une-semaine-cruciale-et-fatale>

IV. Fort-Bouët

CLXXXII Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
CLXXXIII Témoignages recueillis par l'auteur
CLXXXIV Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur
CLXXXV Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
CLXXXVI Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
CLXXXVII Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur
CLXXXVIII Témoignage du colonel Bertrand Bohineust recueilli par l'auteur
CLXXXIX Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
CXC Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur
CXCI Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
CXCII Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur
CXCIII <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=950CE2DF143FF937A25752C1A9629C8B63>
CXCIV Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
CXCV Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
CXCVI Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
CXCVII Témoignage recueilli par l'auteur
CXCVIII Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur

- CXCIX Témoignage recueilli par l'auteur
- CC Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
- CCI Témoignage recueilli par l'auteur
- CCII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
- CCIII Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur
- CCIV Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011
- CCV Témoignage du général d'armée Jean-Louis Georgelin recueilli par l'auteur
- CCVI Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- CCVII Wikileaks – Cable reference id : #04ACCRA2240
- CCVIII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
- CCIX Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur
- CCX Article du *Monde* du 6 novembre 2006
- CCXI <http://www.liberation.fr/monde/010165783-les-soldats-morts-a-bouake-ala-trappe>
- CCXII Témoignages recueillis par l'auteur
- CCXIII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur
- CCXIV http://www.lefigaro.fr/international/20060309.FIG000000147_deux_pilotes_ivoiriens_parlent_de_la_bavure_de_bouake.html
- CCXV Philippe Duval, Côte d'Ivoire, *Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012
- CCXVI Charles Onana, Côte d'Ivoire, *Le coup d'État*, Duboiris, 2011
- CCXVII http://www.lefigaro.fr/international/20060309.FIG000000147_deux_pilotes_ivoiriens_parlent_de_la_bavure_de_bouake.html
- CCXVIII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
- CCXIX Témoignages recueillis par l'auteur
- CCXX Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur
- CCXXI Témoignage recueilli par l'auteur
- CCXXII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur
- CCXXIII Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005
- CCXXIV François-Régis Jaminet, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009
- CCXXV Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur

CCXXVI Témoignage du vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard recueilli par l'auteur

CCXXVII

<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=950CE2DF143FF937A25752C1A9629C8B63>

CCXXVIII Antoine Glaser et Stephen Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005

CCXXIX Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCXXX

<http://www.rue89.com/2010/10/18/cote-divoire-le-ps-renoue-avec-linfrequentable-gbagbo-171682>

CCXXXI Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCXXXII Témoignage du colonel Bertrand Bohineust recueilli par l'auteur

CCXXXIII Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur

CCXXXIV Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par

l'auteur

CCXXXV Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CCXXXVI Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCXXXVII François-Régis Jaminet, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009

CCXXXVIII Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005

CCXXXIX Témoignage du général d'armée Henri Bentégeat recueilli par l'auteur

CCXL François-Régis Jaminet, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009

CCXLI Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

CCXLII Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

CCXLIII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCXLIV Témoignage du colonel Bertrand Bohineust recueilli par l'auteur

CCXLV Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

CCXLVI Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CCXLVII Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCXLVIII <http://www.youtube.com/watch?v=0YaJnbkWDSQ>

CCXLIX François-Régis Jaminet, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009

CCL Témoignages recueillis par l'auteur

CCLI Témoignage du général Jean-Paul Thonier recueilli par l'auteur

CCLII

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR31/005/2006/fr/f4d2a76f-d3ff->

11dd-8743-d305bea2b2c7/afr310052006fr.html

CCLIII Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CCLIV Article du *Courrier d'Abidjan* du 20 octobre 2005

CCLV François-Régis Jaminet, *Carnets d'Ivoire, En opérations au paroxysme de la crise ivoirienne*, L'harmattan, 2009

CCLVI Jacques Chirac, *Mémoires, Le temps présidentiel*, Nil, 2011

V. Patience et longueur de temps

CCLVII <http://www.liberation.fr/monde/0101508489-paris-innocente-laurent-gbagbo>

CCLVIII Témoignage du vice-amiral François Dupont recueilli par l'auteur

CCLIX <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9B05E1D8143FF936A25752C1A9629C8B63>

CCLX Témoignage recueilli par l'auteur

CCLXI Jean-Marc de La Sablière, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013

CCLXII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-tueurs-envol-eacute-s-debouak-eacute_482039.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=18

CCLXIII Charles Maisonneuve, *Le boubier ivoirien*, Privat, 2005

CCLXIV Témoignage de Michel de Bonnacorse recueilli par l'auteur

CCLXV Wikileaks – Cable reference id : #05PARIS439

CCLXVI Wikileaks – Cable reference id : #05PARIS439

CCLXVII Michèle Alliot-Marie, *Au cœur de l'État*, Plon, 2013

CCLXVIII Témoignage recueilli par l'auteur

CCLXIX Témoignage de Gildas Le Lidec recueilli par l'auteur

CCLXX Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur

CCLXXI Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012

CCLXXII Ramsay, 2007

CCLXXIII Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur

CCLXXIV Témoignage recueilli par l'auteur

CCLXXV Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur

CCLXXVI Lire l'article « L'action diplomatique sud-africaine pour la paix en Afrique » de Garth Le Pere in <http://transcontinentales.revues.org/395#bodyftn14>

CCLXXVII Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

- CCLXXVIII Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur
- CCLXXIX Jean-Marc de La Sablière, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013
- CCLXXX Témoignage recueilli par l'auteur
- CCLXXXI Rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Côte d'Ivoire de novembre 2005 (http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2005/699)
- CCLXXXII <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AFR31/002/2012/fr>
- CCLXXXIII Jean-Marc de La Sablière, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013
- CCLXXXIV Témoignage d'André Janier recueilli par l'auteur
- CCLXXXV Témoignage recueilli par l'auteur
- CCLXXXVI Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012
- CCLXXXVII Jean-Marc de La Sablière, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013
- CCLXXXVIII Témoignage recueilli par l'auteur
- CCLXXXIX Témoignage recueilli par l'auteur
- CCXC Témoignage recueilli par l'auteur
- CCXCI Antoine Glaser et Stephen Smith, *Sarko en Afrique*, Plon, 2008
- CCXCII Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur
- CCXCIII Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur
- CCXCIV Article de *Jeune Afrique* (septembre 2007)
- CCXCV Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur
- CCXCVI Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012
- CCXCVII Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur
- CCXCVIII Wikileaks – Cable reference id : #08PARIS2101
- CCXCIX Antoine Glaser et Stephen Smith, *Sarko en Afrique*, Plon, 2008
- CCC Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- CCCI Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur
- CCCII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- CCCIII Témoignage recueilli par l'auteur
- CCCIV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- CCCV <http://africa.blogs.liberation.fr/diplomatie/2010/03/côte-divoire-desélections-dans-les-trois-mois-promis-.html>

CCCVI http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-miracle-ivoirien-n-etait-qu-un-mirage_904983.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=9

CCCVII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCVIII <http://www.liberation.fr/monde/0101574495-sarkozy-fustige-laurent-gbagbo>

CCCIX <http://www.liberation.fr/monde/0101581959-abidjan-conspue-sarkozy>

CCCX Wikileaks – Cable reference id : #10PARIS109

CCCXI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXII Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur

CCCXIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXIV Témoignage recueilli par l'auteur

CCCXV <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2555p034-046.xml0/france-guinee-opposition-president-laurent-gbagbo-l-interview-verite.html>

CCCXVI <http://www.lesafriques.com/actualite/cote-d-ivoire-pierre-fakhoury-paiela-note-a-havas.html?Itemid=89>

CCCXVII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCXVIII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCXIX <http://www.liberation.fr/monde/0101644693-gbagbo-sarkozy-communication-coupee>

CCCXX Témoignage recueilli par l'auteur

CCCXXI Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur

CCCXXII <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2569p036-042.xml2/laurent-gbagbo-election-presidentielle-sondage-cote-d-ivoire-de-trop-beaux-sondages.html>

CCCXXIII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCXXIV <http://www.yumpu.com/fr/document/view/4828240/necrologie-fratmatinfo/6>

CCCXXV Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXXVI Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

CCCXXVII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXXVIII Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010

(http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

CCCXXIX Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011, mais daté du 17 septembre 2010

(http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/271)

CCCXXX Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur

CCCXXXI Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

CCCXXXII Témoignage de Michel Rocard recueilli par l'auteur

CCCXXXIII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCXXXIV Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXXXV http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ces-francais-quisoutiennent-laurent-gbagbo_951662.html

CCCXXXVI http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-les-femmesde-gbagbo-font-campagne_931941.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=14

CCCXXXVII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCXXXVIII Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur

CCCXXXIX Témoignage du colonel Philippe Troistorff recueilli par l'auteur

CCCXL Témoignage du colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier recueilli par l'auteur

CCCXLI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur

CCCXLII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur

CCCXLIII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur

CCCXLIV Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur

CCCXLV Témoignage de Claude Guéant recueilli par l'auteur

CCCXLVI http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ouattara-le-temps-travaillecontre-la-cote-d-ivoire_952354.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=12

CCCXLVII Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur

CCCXLVIII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-jeux-et-les-enjeuxdes-elections-en-cote-d-ivoire_931984.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=13

CCCXLIX Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CCCL Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLI <http://gbagbovictorieux2.centerblog.net/19-message-recu-par-le-pasteur-kone-malachi>

CCCLII <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2555p034-046.xml0/france-guinee-opposition-presidentlaurent-gbagbo-l-interview-verite.html>

CCCLIII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCLIV Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur

CCCLV <http://www.liberation.fr/monde/01012299427-la-cote-d-ivoire-enfin-auxurnes>

CCCLVI Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLVII <http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Elections-en-Cote-divoire-230228>

VI. « On gagne ou on gagne »

CCCLVIII Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur

CCCLIX Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-derapagesrhetoriques-et-violence-avant-le-second-tour_939881.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=3

CCCLXI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLXII Témoignage recueilli par l'auteur

CCCLXIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

CCCLXIV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLXV <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2597p030-037.xml0/france-afrique-opposition-presidentlaurent-gbagbo.html>

CCCLXVI Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur

CCCLXVII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur

CCCLXVIII Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CCCLXIX Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLXX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/l-onu-exige-la-publication-sans-delai-des-resultats-en-cote-d-ivoire_941732.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=15

CCCLXXI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CCCLXXII Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CCCLXXIII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

CCCLXXIV Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012

- CCCLXXV Témoignage recueilli par l'auteur
- CCCLXXVI Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- CCCLXXVII <http://www.nytimes.com/2010/12/05/world/africa/05ivory.html>
- CCCLXXVIII <http://www.nytimes.com/2010/12/05/world/africa/05ivory.html>
- CCCLXXIX Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- CCCLXXX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- CCCLXXXI http://www.lexpress.fr/actualite/indiscrets/un-general-suivi-de-trespres_953568.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtr=8
- CCCLXXXII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur
- CCCLXXXIII Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- CCCLXXXIV Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- CCCLXXXV Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur
- CCCLXXXVI Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur
- CCCLXXXVII Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- CCCLXXXVIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- CCCLXXXIX Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- CCCXC Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- CCCXCI Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur
- CCCXCII Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur
- CCCXCIII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- CCCXCIV Article du *Monde* du 9 décembre 2010
- CCCXCV <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/14/97001-20101214FILWWW00672-gbagbo-un-ministre-accuse-paris.php>
- CCCXCVI http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-les-progbagbo-veulent-prendre-d-assaut-le-qg-d-ouattara_948821.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtr=15
- CCCXCVII <http://www.sudouest.fr/2010/12/04/henri-emmanuelli-et-les-donneursde-lecons-257711-640.php>
- CCCXCVIII Témoignage recueilli par l'auteur
- CCCXCIX <http://lci.tf1.fr/monde/afrique/2010-12/violences-post-electorales-a-abidjan-6187534.html>

CD http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/les-forces-fideles-a-laurent-gbagbo-quadrillent-abidjan_946071.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=3

CDI <http://www.liberation.fr/monde/01012309062-sarkozy-n-a-aucun-ordre-a-donner-a-la-cote-d-ivoire>

CDII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/gbagbo-demande-le-depart-de-l-onuet-de-la-force-francaise_946425.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=1

CDIII Article du *Monde* du 20 décembre 2010

CDIV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

CDV Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur

CDVI http://www.nytimes.com/2010/12/21/world/africa/21ivory.html?_r=0

CDVII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/soro-appelle-l-onu-a-user-de-la-force_947425.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=9

CDVIII Philippe Duval, *Côte d'Ivoire, Chroniques de guerre 2002-2011*, L'harmattan, 2012

CDIX Article du *New York Times* du 23 décembre 2010

CDX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/gbagbo-denonce-un-complot-franco-americain_948115.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=3

CDXI Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011 lui aussi, daté du 20 avril 2011 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272)

CDXII Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur

CDXIII Témoignage de Christophe Bonnard recueilli par l'auteur

CDXIV Témoignage recueilli par l'auteur

CDXV <http://www.liberation.fr/monde/01012308976-le-gouvernement-gbagbo-nexclut-pas-d-interdire-des-journaux>

CDXVI Témoignage recueilli par l'auteur

CDXVII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-camp-de-gbagbo-jugetres-injuste-un-recours-a-la-force_947999.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=4

CDXVIII Interview sur Euronews du 29 décembre 2010

CDXIX Article du *Monde* du 27 décembre 2010

CDXX Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

CDXXI Des images de la scène après l'affrontement <http://observers.france24.com/fr/content/20101228-photos-vehicule-onu->

cotedivoire-yopougon

CDXXII Alain Dogou, *Ma vérité sur le complot contre Laurent Gbagbo*, L'harmattan, 2012

CDXXXIII Article du *Monde* du 29 décembre 2010

CDXXXIV Témoignage recueilli par l'auteur

CDXXXV <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/03/09/04016-20110309ARTFIG00697-moubarak-kadhafi-ben-ali-gbagbo-o-sont-leurs-avoirs.php>

CDXXXVI http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-les-progbagbo-veulent-prendre-d-assaut-le-qg-d-ouattara_948821.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=15

CDXXXVII Article du *Monde* du 31 décembre 2010

CDXXXVIII <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/05/97001-20110105FILWWW00597-gbagbo-doit-se-retirer-usa.php>

CDXXXIX Article du *Monde* du 24 janvier 2011

CDXXX Article du *Monde* du 6 janvier 2011

CDXXXI Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur

CDXXXII <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2610p060-061.xml1/concurrence-patronat-entreprisetrop-divises-pour-se-faire-entendre.html>

CDXXXIII <http://www.liberation.fr/monde/01012329219-gbagbo-sans-issue-desecours>

CDXXXIV http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/sarkozy-exclut-une-intervention-militaire-francaise-en-cote-d-ivoire_949739.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=5

CDXXXV <http://www.nytimes.com/2011/04/11/us/12evangelical.html>

CDXXXVI Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CDXXXVII <http://www.nytimes.com/2011/01/14/world/africa/14ivory.html>

CDXXXVIII Témoignage de Stéphane Gompertz recueilli par l'auteur

CDXXXIX Témoignage de Robert Bourgi recueilli par l'auteur

CDXL http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ouattara-le-temps-travaillecontre-la-cote-d-ivoire_952354.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=12

CDXLI Témoignage de Christophe Bonnard recueilli par l'auteur

CDXLII Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur

CDXLIII <http://www.liberation.fr/monde/01012314784-laurent-gbagbo-fera-l-objetc-d-un-recours-a-la-force>

- CDXLIV http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272
- CDXLV <http://www.nytimes.com/2011/01/27/world/africa/27ivory.html>
- CDXLVI Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur
- CDXLVII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ouattara-le-temps-travaillecontre-la-cote-d-ivoire_952354.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=12
- CDXLVIII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- CDXLIX Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- CDL Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur

VII. *À la croisée des destins*

- CDLI Témoignage du colonel Geoffroy de Larouzière-Montlosier recueilli par l'auteur
- CDLII Témoignage du colonel Philippe Troistorff recueilli par l'auteur
- CDLIII Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- CDLIV Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur
- CDLV Témoignage du colonel Philippe Leclercq recueilli par l'auteur
- CDLVI Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- CDLVII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur
- CDLVIII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur
- CDLIX Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- CDLX Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- CDLXI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- CDLXII Témoignages recueillis par l'auteur
- CDLXIII Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- CDLXIV Témoignage recueilli par l'auteur
- CDLXV Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- CDLXVI Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- CDLXVII Témoignage du capitaine de vaisseau Philippe Ebanga recueilli par l'auteur
- CDLXVIII Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- CDLXIX Témoignage du lieutenant-colonel Pierre P. recueilli par l'auteur
- CDLXX Témoignage du capitaine V. recueilli par l'auteur
- CDLXXI Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur
- CDLXXII Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

- CDLXXIII <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/22/97001-20110122FILWWW00439-gbagbo-desavoue-l-ambassadeur-francais.php>
- CDLXXIV Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur
- CDLXXV Témoignage recueilli par l'auteur
- CDLXXVI Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- CDLXXVII Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011 lui aussi, daté du 20 avril 2011 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272)
- CDLXXVIII <http://www.rfi.fr/afrique/20110131-nicolas-sarkozy-celebre-une-afrique-forte>
- CDLXXIX Article du *Monde* du 30 janvier 2011
- CDLXXX Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur
- CDLXXXI Témoignage de Christophe Bonnard recueilli par l'auteur
- CDLXXXII Témoignage recueilli par l'auteur
- CDLXXXIII Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur
- CDLXXXIV Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur
- CDLXXXV Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur
- CDLXXXVI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- CDLXXXVII <http://www.dailymotion.com/fr/relevance/search/licorne+tire+à+l%27université/1#video=xhc0eg>
- CDLXXXVIII Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- CDLXXXIX Témoignage recueilli par l'auteur
- CDXC <http://www.liberation.fr/monde/01012331877-notre-mission-a-ete-testee-al-extreme>
- CDXCI <http://www.liberation.fr/monde/01012323733-cote-d-ivoire-il-faut-dissuaderceux-qui-voudraient-commettre-un-massacre>
- CDXCII Alain Dogou, *Ma vérité sur le complot contre Laurent Gbagbo*, L'harmattan, 2012
- CDXCIII <http://www.liberation.fr/monde/01012326185-cote-d-ivoire-tirs-d-obusmeurtriers-dans-abidjan>
- CDXCIV Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur
- CDXCV Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur
- CDXCVI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- CDXCVII Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

- CDXCVIII <http://www.nytimes.com/2011/03/17/world/africa/17ivory-coast.html?pagewanted=all>
- CDXCIX Témoignage de Christophe Bonnard recueilli par l'auteur
- D <http://www.liberation.fr/monde/01012325142-l-union-africaine-poussegbagbo-vers-la-sortie>
- DI Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- DII <http://www.nytimes.com/2011/03/17/world/africa/17ivory-coast.html?pagewanted=all>
- DIII Témoignage de Jean-Paul Benoit recueilli par l'auteur
- DIV <http://www.grandslacs.info/sites/default/files/MemoireCI2011.pdf>
- DV Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur
- DVI <http://www.nytimes.com/2011/03/18/opinion/18fri4.html>
- DVII Article du *Monde* du 24 mars 2011
- DVIII Article du *Monde* du 9 décembre 2010
- DIX http://www.onuci.org/galleriearticle.php3?id_article=5654
- DX <http://www.nytimes.com/2011/03/31/world/africa/31ivory.html>
- DXI Témoignage de l'amiral Bernard Rogel recueilli par l'auteur
- DXII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- DXIII On peut le consulter ici:[http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1975\(2011\)&referer=http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/2011.shtml&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1975(2011)&referer=http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/2011.shtml&Lang=F)
- DXIV Article du *Monde* du 1^{er} avril 2011
- DXV <http://www.rfi.fr/afrique/20110331-le-conseil-securite-exige-le-depart-laurent-gbagbo-impose-sanctions>
- DXVI Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur
- DXVII Témoignage recueilli par l'auteur
- DXVIII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- DXIX Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DXX Article de Christophe Boisbouvier, *Côte d'Ivoire, les secrets d'une chute*, paru dans *Jeune Afrique* (3 avril 2011)
- DXXI Témoignage du colonel Philippe Troistorff recueilli par l'auteur
- DXXII Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur
- DXXIII Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur
- DXXIV Témoignage recueilli par l'auteur
- DXXV Témoignage recueilli par l'auteur
- DXXVI Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur
- DXXVII Témoignage recueilli par l'auteur

DXXVIII Témoignage recueilli par l'auteur

DXXIX Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

DXXX Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur

DXXXI Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur

DXXXII Témoignage recueilli par l'auteur

DXXXIII [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272)

[symbol=S/2011/272](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272)

DXXXIV Témoignage recueilli par l'auteur

DXXXV Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DXXXVI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DXXXVII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

DXXXVIII Témoignage recueilli par l'auteur

DXXXIX [http://www.liberation.fr/monde/01012328996-gbagbo-s-en-remet-](http://www.liberation.fr/monde/01012328996-gbagbo-s-en-remet-a-dieu)

[a-dieu](http://www.liberation.fr/monde/01012328996-gbagbo-s-en-remet-a-dieu)

DXL [http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/15/97001-](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/15/97001-20110115FILWWW00576-sarkozy-est-le-diable-pour-simone-gbagbo.php)

[20110115FILWWW00576-sarkozy-est-le-diable-pour-simone-gbagbo.php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/15/97001-20110115FILWWW00576-sarkozy-est-le-diable-pour-simone-gbagbo.php)

DXLI Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur

DXLII Témoignage recueilli par l'auteur

DXLIII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

VIII. Clausewitz est ivoirien

DXLIV <http://www.nytimes.com/2011/04/01/world/africa/01liberia.html>

DXLV Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, distribué le 27 avril 2011 lui aussi, daté du 20 avril 2011 (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/272)

DXLVI Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DXLVII Témoignage recueilli par l'auteur

DXLVIII Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

DXLIX <http://mail.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=839>

DL Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

DLI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

DLII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DLIII À lire, l'excellent article consacré par *Jeune Afrique* à la bataille de N'Djamena : <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN10028labatanemaj0/>

DLIV Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur

DLV Témoignage du capitaine V. recueilli par l'auteur

- DLVI Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur
- DLVII Témoignage du capitaine V. recueilli par l'auteur
- DLVIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DLIX Témoignage du général Yann Pertuisel recueilli par l'auteur
- DLX Par exemple : <http://www.france24.com/fr/20110407-colere-monte-ressortissants-francais-abidjan-cote-ivoire-colere-licorne-securite-ambassade-france>
- DLXI http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/plus-de-500-etrangers-accueillis-par-armee-francaise-a-abidjan-01-04-2011-1314098_240.php
- DLXII <http://observers.france24.com/fr/content/20110401-temoignages-francais-abidjan-terre-serre-dents-plateaux-peur-ambassade-licorne>
- DLXIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DLXIV Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DLXV Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur
- DLXVI Voir par exemple ce film où il ne s'agit évidemment pas de « snipers » qui sont hélicoptérés sur les toits, mais de commandos participant à l'extraction : <http://www.youtube.com/watch?v=zoQz3DJdXWw>
- DLXVII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- DLXVIII Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur
- DLXIX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DLXX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/la-france-appelle-gbagbo-a-se-retirerimmmediatement_978455.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=15
- DLXXI <http://www.lefigaro.fr/international/2011/04/04/01003-20110404ARTFIG00702-la-france-de-nouveau-prise-dans-l-engrenage-ivoirien.php>
- DLXXII Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- DLXXIII Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DLXXIV Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DLXXV <http://news.abidjan.net/h/396048.html>
- DLXXVI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DLXXVII <http://www.lefigaro.fr/international/2011/04/04/01003-20110404ARTFIG00702-la-france-de-nouveau-prise-dans-l-engrenage-ivoirien.php>
- DLXXVIII <http://www.legrigriinternational.com/article-toussaint-alain-gbagbo-estle-vainqueur-de-la-presidentielle-70768090.html>
- DLXXIX <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?breve6587>

DLXXX <http://munafci.ivoire-blog.com/archive/2011/04/05/urgent-declaration-officielle-de-l-onu.html>

DLXXXI <http://www.leparisien.fr/crise-cote-d-ivoire/cote-d-ivoire-gbagbo-refuse-toujours-de-se-rendre-06-04-2011-1396025.php>

DLXXXII Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DLXXXIII Témoignage recueilli par l'auteur

DLXXXIV Témoignage recueilli par l'auteur

DLXXXV Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur

DLXXXVI Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur

DLXXXVII Comme en témoignent les images tournées par Licorne :
<http://www.youtube.com/watch?v=2ha7yRtN1VM>

DLXXXVIII Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur

DLXXXIX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cote-d-ivoire-la-france-entre-une-deuxieme-fois-en-guerre_979526.html?xtmc=c%F4te_d%27ivoire&xtcr=4

DXC <http://www.valeursactuelles.com/international/hallali-gbagbo20121026.html>

DXCI <http://discours.vie-publique.fr/notices/117000859.html>

DXCII Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DXCIII Témoignage du colonel Patrick de Vathaire recueilli par l'auteur

DXCIV Témoignage du général Yann Pertuisel recueilli par l'auteur

DXCV Témoignage du capitaine E. recueilli par l'auteur

DXCVI Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

DXCVII Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur

DXCVIII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur

DXCIX Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

DC Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DCI <http://www.guardian.co.uk/world/video/2011/apr/05/un-helicopter-laurent-gbagbo-video>

DCII Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DCIII Témoignage du capitaine B. recueilli par l'auteur

DCIV Témoignage du capitaine P. recueilli par l'auteur

DCV Témoignage du capitaine B. recueilli par l'auteur

DCVI Témoignage du capitaine P. recueilli par l'auteur

DCVII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur

DCVIII Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

- DCIX Témoignage du capitaine B. recueilli par l'auteur
- DCX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DCXI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- DCXII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur
- DCXIII Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur
- DCXIV Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur
- DCXV Témoignage du capitaine P. recueilli par l'auteur
- DCXVI Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur
- DCXVII Témoignage du capitaine E. recueilli par l'auteur
- DCXVIII Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur
- DCXIX Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- DCXX Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur
- DCXXI <http://www.nytimes.com/2011/04/11/world/africa/11ivory.html>
- DCXXII <http://www.nytimes.com/2011/04/05/world/africa/05ivory.html>
- DCXXIII <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C01E3DD1739F936A35757C0A9679D8B63>
- DCXXIV http://www.lexpress.fr/actualite/monde/laurent-gbagbo-negocie-sareddition_979866.html?xtmc=c%F4te_d'ivoire&xtcr=1
- DCXXV <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/05/97001-20110405FILWWW00494-gbagbo-negocie-son-depart.php>
- DCXXVI <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/05/97001-20110405FILWWW00514-gbagbonegociations-fillon-confirme.php>
- DCXXVII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur
- DCXXVIII Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- DCXXIX Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur
- DCXXX Témoignage du colonel Philippe Leclercq recueilli par l'auteur
- DCXXXI Témoignage du capitaine Jacques Servat recueilli par l'auteur
- DCXXXII Témoignage du colonel Pierre Héry recueilli par l'auteur
- DCXXXIII Témoignage du général Jean-Paul Palasset recueilli par l'auteur
- DCXXXIV Témoignage recueilli par l'auteur
- DCXXXV Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur
- DCXXXVI http://www.youtube.com/watch?v=kiBQzaXw7o0&feature=player_embedded
- DCXXXVII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DCXXXVIII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cote-d-ivoire-la-chute-de-gbagboest-ineluctable-selon-la-france_980304.html

xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=17

DCXXXIX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DCXL Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur

DCXLI Témoignage du colonel Philippe Leclercq recueilli par l'auteur

DCXLII Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur

DCXLIII Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur

DCXLIV Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DCXLV Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur

DCXLVI Témoignage du colonel Philippe Troistorff recueilli par l'auteur

DCXLVII Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DCXLVIII Témoignage d'André Parant recueilli par l'auteur

DCXLIX http://www.lexpress.fr/actualite/monde/le-camp-gbagbo-reprend-du-terrain-a-abidjan_981104.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=12

DCL Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DCLI Témoignage du général d'armée Benoît Puga recueilli par l'auteur

DCLII Témoignage du colonel Serge N. recueilli par l'auteur

DCLIII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DCLIV Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DCLV Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur

DCLVI <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/10/97001-20110410FILWWW00009-gbagbo-appelle-a-resister-contre-la-france.php>

DCLVII http://www.lexpress.fr/actualite/monde/gbagbo-appelle-a-la-resistance-contre-la-france_981267.html?xtmc=c%F4te_d\ivoire&xtcr=10

IX. Il faut savoir terminer une guerre

DCLVIII Témoignage du général d'armée aérienne Denis Mercier recueilli par l'auteur

DCLIX Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

DCLX Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DCLXI Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur

DCLXII Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur

DCLXIII Témoignage du colonel Stéphane G. recueilli par l'auteur

DCLXIV Témoignage du capitaine E. recueilli par l'auteur

DCLXV <http://www.france24.com/fr/20110410-tirs-missiles-residence-gbagbo-tentative-assassinat-onuci-licorne-abidjan-cote-ivoire>

DCLXVI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur

- DCLXVII Témoignage du capitaine B. recueilli par l'auteur
- DCLXVIII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- DCLXIX Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- DCLXX Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- DCLXXI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DCLXXII Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DCLXXIII Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- DCLXXIV Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DCLXXV Témoignage du capitaine E. recueilli par l'auteur
- DCLXXVI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DCLXXVII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur
- DCLXXVIII Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DCLXXIX Témoignage recueilli par l'auteur
- DCLXXX Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur
- DCLXXXI Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DCLXXXII Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur
- DCLXXXIII Témoignage du capitaine Robin G. recueilli par l'auteur
- DCLXXXIV Témoignage du lieutenant-colonel Régis A. recueilli par l'auteur
- DCLXXXV Tous les témoignages recueillis par l'auteur sur cet événement concordent.
- DCLXXXVI Témoignage du capitaine Pierre-Erwan G. recueilli par l'auteur
- DCLXXXVII Témoignage recueilli par l'auteur
- DCLXXXVIII Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DCLXXXIX Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur
- DCXC Témoignage du capitaine V. recueilli par l'auteur
- DCXCI Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur
- DCXCII Témoignage du colonel Christophe Hintzy recueilli par l'auteur
- DCXCIII <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/laurent-gbagbo-humiliating-fall>
- DCXCIV Témoignage du capitaine Sylvain D. recueilli par l'auteur
- DCXCV <http://www.haaretz.com/news/world/clinton-capture-of-ivory-coast-president-is-a-lesson-to-dictators-everywhere-1.355386>

DCXCVI Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCXCVII Article du 12 avril 2011

DCXCVIII <http://www.lalsace.fr/actualite/2011/04/12/l-aide-active-de-la-france>

DCCIX <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/11/sarkozy-ivory-coast-vote-winner>

DCC Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCCI Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur

DCCII Témoignage du capitaine R. recueilli par l'auteur

DCCIII Témoignage de Rémy Rioux recueilli par l'auteur

DCCIV <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/15/alassane-ouattara-ivory-coast>

DCCV Témoignage de Jean-Marc Simon recueilli par l'auteur

DCCVI

http://www.amnesty.fr/sites/default/files/AFR_31_002_2011_ext_fra.pdf

DCCVII Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur

DCCVIII

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130429151757/onu-laurent-gbagbo-ibrahim-coulibaly-forces-nouvellesles-ex-comzones-regnent-ilssur-la-cote-d-ivoire.html>

DCCIX

<http://www.liberation.fr/monde/01012338750-ouattara-solennellementinvesti-president-de-cote-d-ivoire>

DCCX

<http://www.liberation.fr/monde/01012338899-la-francafrique-revient-auxaffaires>

DCCXI

<http://www.slateafrique.com/89665/cote-d-ivoire-au-port-d-abidjan-bollloreconfronte-la-dure-loi-de-la-concurrence>

DCCXII

<http://www.jeuneafrique.com/actu/20130607T071111Z20130607T071110Z/port-d-abidjan-un-ministre-remet-en-cause-l-attribution-a-bolllore.html>

DCCXIII

http://www.liberation.fr/economie/2013/04/12/a-abidjan-le-port-pour-bolllore-l-amer-pour-les-concurrents_895845

DCCXIV Témoignage recueilli par l'auteur

DCCXV Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur

Table

Abréviations

Derrière la vitrine, un crocodile et un scorpion

I. La Françafrique bogue à l'an 2000

II. La Licorne dans le marigot

III. Essai non transformé

IV. Fort-Bouët

V. Patience et longueur de temps...

VI. « On gagne ou on gagne »

VII. À la croisée des destins

VIII. Clausewitz est ivoirien

IX. Il faut savoir terminer une guerre

Sur l'autre rive

Bibliographie

Remerciements

Index

Notes

Éditions du Rocher
28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
98000 Monaco
www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
Dépôt légal : décembre 2013
N° d'impression :



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 – Perpignan
272/2013